ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1968

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.
59 AVENUE FONSNY

1969

AVERTISSEMENT

Le rapport sur la situation de l'économie belge en 1968 a été rédigé à une date aussi rapprochée que possible de la fin de la période analysée, au moment où suffisamment de données étaient disponibles.

L'ensemble de ce travail qui, comme les années antérieures comporte un bref commentaire par secteur et par branche d'activité, est précédé de considérations générales sur l'évolution économique du pays dans le cadre de la conjoncture internationale et au départ d'informations tant micro- que macro-économiques.

Un répertoire des faits principaux relatifs aux divers domaines traités complète l'ouvrage.

Des tableaux statistiques et des graphiques sont présentés à la fin de chaque aperçu particulier.

A la date de la publication, certaines statistiques ou évaluations n'étaient pas encore disponibles ; c'est ainsi que plusieurs données ont un caractère incomplet ou provisoire. Pour la même raison les informations relatives à la comptabilité nationale seront publiées ultérieurement sous forme d'annexe.

Bruxelles, le 18 juin 1969.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

En 1968, la demande étrangère qui constitue un facteur primordial de la croissance du produit national belge, fut une nouvelle fois l'élément déterminant de l'évolution conjoncturelle.

C'est ainsi que l'amélioration de la situation qui s'était dessinée dans les principales économies occidentales dans le courant du second semestre de 1967 a, en se confirmant en 1968, et par un effet de diffusion, donné à l'évolution de la conjoncture belge une impulsion dynamique que les facteurs internes propres ont progressivement intensifiée.

Cette année a, en effet, été caractérisée par une expansion soutenue dans les plus importantes économies mondiales. Cet essor n'a cependant pas coïncidé avec une phase de détente dans les relations monétaires internationales que d'aucuns escomptaient après la dévaluation de la livre sterling.

Au contraire, de nouvelles fièvres spéculatives se sont manifestées. En début d'année, la position délicate du dollar, après la dévaluation britannique, a entraîné une importante spéculation sur la revalorisation de l'or.

Grâce à une collaboration internationale au sein du pool de l'or, ce mouvement a pu être endigué jusqu'en mars par l'offre sur le marché à la parité officielle des quantités de métal demandées. Mais à la suite des importantes sorties d'or des banques centrales des pays membres, cette politique a été abandonnée au profit de la création d'un marché libre aux côtés du marché officiel.

La solution intervenue a atténué dans l'immédiat la spéculation et celle-ci s'est quelque peu détournée des problèmes présentés par l'actuelle organisation du système monétaire international pour tenter de tirer profit de certaines particularités nées de la conjoncture économique du moment. La spéculation sur l'or au détriment du dollar a ainsi partiellement cédé la place à celle sur le mark allemand. Le franc français a été la monnaie la plus menacée, mais non la seule à subir le contrecoup de ce mouvement.

Des troubles sociaux très graves ont surpris la France au moment où son économie entrait dans une phase d'expansion accélérée. Les importantes augmentations salariales consenties aux négociations de Grenelle ont engendré une menace d'inflation qui paraît avoir ébranlé le système financier. Dans la crainte que l'économie ne puisse absorber

sans dommage la brutale augmentation de la masse des revenus, des capitaux se sont expatriés vers des pays où la rentabilité des affaires et la solidité de la monnaie paraissaient offrir plus de garanties. Ces mouvements de capitaux ont été principalement orientés vers l'Allemagne occidentale. Ils ont trouvé un fondement supplémentaire dans les rumeurs de réévaluation du mark allemand. Le mouvement spéculatif sur la dévaluation et la réévaluation de l'une et l'autre monnaies ont entraîné en octobre et début novembre une véritable hémorragie de capitaux, au moment où l'équilibre de la balance des transactions courantes se trouvait compromis du fait des événements du printemps.

Disposant de réserves de change encore considérables ainsi que d'importantes lignes de crédit auprès du F.M.I. et pouvant compter sur la coopération internationale, la France n'a pas opéré la dévaluation qui semblait acquise aux yeux de beaucoup. L'Allemagne de son côté a pris des mesures pour limiter l'afflux de capitaux mais s'est refusée à réévaluer sa monnaie.

Il apparaît ainsi que la concertation et la coopération des autorités économiques des pays concernés par les poussées spéculatives ont pu éviter que celles-ci ne débouchent sur une crise grave, susceptible d'affecter les échanges mondiaux.

Ces autorités se sont également efforcées de combattre les fondements mêmes de la spéculation en mettant en œuvre des moyens permettant de sauvegarder ou de rattraper les conditions d'une expansion équilibrée.

Ni les menées spéculatives d'ordre monétaire, ni les mesures qu'elles ont appelées de la part des Gouvernements n'ont cependant modifié sensiblement les tendances fondamentales de la conjoncture en 1968.

Ainsi, tandis que gagnait en intensité la spéculation contre le dollar dans les premiers mois de 1968, l'économie américaine entrait dans une phase de croissance extrêmement rapide. Des signes de surchauffe se sont d'ailleurs précisés tout au long de l'année. Si l'évolution en volume s'est révélée des plus satisfaisantes, celle des prix s'est exacerbée. Les impératifs de balance des paiements dans la conjoncture monétaire internationale traversée en 1968 ont rendu indispensable la mise en œuvre d'une politique économique plus restrictive.

En début d'année, des mesures directes ont été prises par les autorités américaines pour limiter les sorties de capitaux. La politique conjoncturelle s'est orientée vers le choix de moyens monétaires, — la hausse du taux d'escompte, — et budgétaire, — l'augmentation des recettes par l'aggravation de la fiscalité et le ralentissement des dépenses — pour atténuer les tensions résultant d'un rythme d'expansion devenu excessif. Les effets déflationnistes attendus dès le second semestre ont été moins importants que prévu et le taux de croissance en volume du P.N.B. en 1968, environ 5 %, est un des plus élevés réalisés au cours des dernières années.

En Grande-Bretagne également, la croissance du produit national à prix constants, soit environ 3,5 %, a été plus forte que prévu malgré l'application d'une politique d'austérité qui a suivi la dévaluation. La menace qui a plané sur le franc français a fait naître de nouvelles craintes pour la Livre et la politique économique a encore renforcé son action pour réduire l'expansion de la demande intérieure. Une expansion rapide du produit national paraît en effet incompatible avec le redressement de la balance des paiements.

Les prévisions les plus optimistes quant aux résultats de l'économie française étaient permises à la veille des événements de mai. Pour absorber la forte croissance attendue de la demande privée, suite à l'augmentation générale des rémunérations, sans hausse excessive des prix, les autorités ont favorisé une politique d'expansion en acceptant le risque d'un déséquilibre momentané des échanges extérieurs.

La politique économique a mis en œuvre un ensemble de moyens financiers et budgétaires encourageant les investissements. Par contre, pour limiter l'importance du déficit budgétaire, provoqué par ces mesures, les charges fiscales pesant sur les ménages ont été aggravées. Les pouvoirs publics ont également tenté de contenir l'expansion des prix dans des limites raisonnables. Cette politique n'a pu empêcher les sorties de capitaux qui ont entraîné la crise de novembre.

Celle-ci a provoqué un changement d'orientation, la défense de la monnaie nécessitant une politique plus restrictive. L'augmentation du produit national à prix constants paraît avoir atteint, malgré les pertes dues aux grèves, environ 4,5 %.

En République fédérale allemande, la croissance conjoncturelle a été extrêmement rapide. On estime que l'expansion du produit national à prix constants a été de 7 % environ. L'offre a pu jusqu'à l'automne répondre à la forte progression de la demande intérieure et extérieure, les prix faisant preuve d'une relative stabilité après la hausse du début de l'année, due à l'introduction de la T.V.A. Dans les derniers mois de l'année, le marché du travail a connu une situation de plein emploi et des signes de tension sont apparus sur le plan des prix et des salaires.

La haute productivité de l'économie allemande et l'évolution équilibrée des salaires lui ont assuré une position concurrentielle extrêmement forte que traduit la prospérité de ses exportations et les importants surplus commerciaux que celles-ci lui procurent.

La disparité relative qu'affiche à son avantage l'économie allemande dans la Communauté entraîne, non des sorties nettes de capitaux que lui permet le solde des transactions courantes, mais au contraire des entrées nettes provoquées par l'attrait de la forte rentabilité des entreprises et les rumeurs spéculatives. L'ampleur de ces mouvements en 1968 a tendu à engorger l'économie allemande tout en altérant la position relative d'autres économies.

L'afflux de capitaux étrangers a ainsi présenté dans cette conjoncture plus d'inconvénients que d'avantages. Aussi, pour réduire l'ampleur des surplus de la balance des paiements, les autorités ont-elles pris des mesures pour décourager les mouvements de capitaux à court terme, guidés par des mobiles spéculatifs, pour favoriser les importations et restreindre les exportations.

Aux Pays-Bas, l'essor de l'économie observé depuis le milieu de 1967 a persisté en 1968. Les impulsions les plus importantes ont émané de la demande extérieure et des investissements des entreprises. La croissance du produit national est estimée à environ 6,5 % à prix constants.

En Italie enfin, l'expansion du produit national est demeurée importante atteignant environ 5 %. On a cependant observé un ralentissement par rapport au progrès réalisé en 1967. Cette évolution paraît imputable à une diminution de la propension à consommer et à une progression moins rapide des investissements.

La demande intérieure paraît avoir affiché un dynamisme plus grand dans les derniers mois de l'année. Les prix ont témoigné, malgré une expansion encore soutenue, d'une stabilité remarquable.

Dans l'ensemble de ces économies, l'évolution conjoncturelle envisagée sous l'angle quantitatif a donc été généralement favorable et les tensions monétaires n'ont pas entraîné d'accidents susceptibles d'affecter fondamentalement les échanges internationaux. C'est dans ce contexte que l'économie belge a poursuivi le redressement apparu dès la fin de 1967.

La demande extérieure dont l'augmentation avait amorcé la reprise de la conjoncture au dernier trimestre de l'année passée, paraît encore avoir été le principal facteur de croissance au début de 1968. La très forte demande en provenance des pays partenaires de la Communauté, — de l'Allemagne en particulier, — des Etats-Unis, — où en plus d'impulsions conjoncturelles sont intervenus des facteurs accidentels, — et de la Grande-Bretagne, — où les répercussions défavorables attendues de la dévaluation ne se sont pas produites, — a entraîné une augmentation extrêmement forte des exportations de l'U.E.B.L. Il convient de signaler que l'Union douanière entre les six pays de la C.E.E. a été parachevée le 1er juillet 1968.

La demande intérieure qui a encore bénéficié du soutien des dépenses d'investissements publics a fait preuve de plus de dynamisme que l'année précédente du fait de l'accélération progressive des dépenses des ménages. Une attitude psychologique plus favorable des consommateurs, résultant d'une évolution moins inquiétante du chômage, du ralentissement de la hausse des prix et de l'amélioration du climat général de la conjoncture semble davantage avoir déterminé cette évolution qu'une accélération de l'augmentation de la masse salariale. Celle-ci paraît avoir progressé à un rythme voisin de celui atteint en 1967. En effet, l'impact de l'amélioration de la conjoncture sur le marché de l'emploi et corollairement sur le chômage n'a été perceptible

que dans la seconde moitié de l'année. Ce décalage par rapport à la reprise de la production s'explique en premier lieu par l'augmentation de la productivité qu'ont dégagée les rationalisations opérées pendant la phase de ralentissement en vue d'assurer la meilleure rentabilité possible dans une conjoncture où la faiblesse de la demande ne permettait que difficilement la répercussion de la hausse des coûts salariaux sur les prix.

D'autre part, comme au début de tout essor conjoncturel, les entreprises ont d'abord assuré une meilleure utilisation des effectifs existants, ce qui a entraîné une résorption progressive du chômage partiel.

La baisse du chômage complet qui s'est amorcée au second semestre a concerné les travailleurs aux aptitudes normales et parmi ceux-ci les classes d'âge les plus jeunes.

Cette évolution apparaît normale compte tenu de l'état détendu du marché du travail. Ce n'est en effet que dans une phase ultérieure que l'accroissement progressif des besoins en main-d'œuvre, facilite la réintégration dans le circuit de production de chômeurs plus âgés ou aux aptitudes partielles.

Ensuite, la hausse des salaires qui avait été très vive au cours des dernières années s'est atténuée en 1968. Enfin, les traitements et salaires à charge des pouvoirs publics ont progressé à un rythme plus ralenti.

La formation brute de capital fixe a présenté une évolution moins favorable. Seuls les investissements publics ont accusé une expansion plus rapide qu'en 1967, reflétant la politique de soutien conjoncturel des pouvoirs publics.

Malgré une amélioration de la tendance apparue dans le courant du second semestre, les investissements privés semblent avoir accusé pour l'année dans son ensemble un net ralentissement. La construction de logements paraît s'être heurtée dans les premiers mois au niveau élevé des prix.

La reprise qui s'est dessinée vers l'automne est attribuée aux effets de la politique d'encouragement de la construction suivie par les pouvoirs publics et au ralentissement de la hausse des prix dans ce secteur.

L'affaiblissement de la progression des investissements des entreprises paraît paradoxal dans une conjoncture plus favorable que l'année précédente.

En fait, tout au long de 1967, les commandes de biens d'équipement avaient accusé une tendance à la baisse et le progrès qui avait été enregistré dans les livraisons résultait d'exécutions décidées antérieurement. Au début de 1968, le degré d'utilisation des capacités de production installées se situait encore à un niveau très faible et ce n'est qu'au fil des mois que la croissance continue de la demande a permis une meilleure utilisation du capital de production. Corrélativement, la tendance des commandes de biens d'équipement s'est redressée et celles-ci

marquaient au dernier trimestre une forte progression par rapport à la même période de l'année antérieure.

Les livraisons ne traduisent l'amélioration de la demande de biens d'investissements qu'avec un certain décalage dans le temps, ce qui explique le léger recul qu'elles ont enregistré pour l'ensemble de 1968. Une évolution semblable a été observée pour la construction d'immeubles industriels.

La progression de la demande globale s'est traduite par une sensible augmentation de la production industrielle. L'ensemble des secteurs paraît avoir bénéficié de cette amélioration, à l'exclusion des charbonnages où le recul structurel de la production s'est poursuivi. Grâce à cette nouvelle réduction, un meilleur équilibre entre l'offre et la demande a pu être réalisé sur le marché charbonnier. Le comportement de la demande a généralement permis un raffermissement des prix de gros industriels. Cette évolution liée à une progression moins forte des coûts salariaux paraît avoir amélioré la rentabilité des entreprises.

Le secteur de la construction s'est ressenti, au cours du premier semestre surtout, de la faiblesse de la demande de logements et de bâtiments industriels. Le génie civil a cependant encore bénéficié des efforts d'investissement consentis par les pouvoirs publics. Les prix dans le secteur de la construction paraissent avoir évolué plus modérément que durant les années antérieures.

La production agricole semble encore s'être accrue, mais de façon moins spectaculaire qu'en 1967, où les conditions climatiques avaient favorisé des récoltes exceptionnelles. Les progrès enregistrés en 1968 semblent dus essentiellement à l'évolution des productions animales. Les prix agricoles aux producteurs se sont, après la baisse de l'année passée, dans l'ensemble stabilisés. On estime que les services ont également enregistré une augmentation plus forte qu'en 1967.

La croissance du produit national brut de la Belgique paraît ainsi avoir été plus forte en 1968 que l'année précédente. Elle est estimée à prix constants entre 4 et 4,5 %, contre 3,5 % en 1967 et 2,8 % en 1966. Bien que l'amélioration observée d'une année à l'autre ait concerné l'ensemble des régions, il semble, d'après les indices régionaux de la production et l'évolution de la répartition géographique du chômage, que l'accélération de l'expansion ait été plus prononcée dans la partie flamande du pays et à Bruxelles que dans la partie wallonne.

L'expansion conjoncturelle a aussi provoqué une forte progression des importations. Celle-ci a résulté essentiellement de l'évolution des achats de matières premières et de biens de consommation. Les importations de biens d'équipement se sont accrues beaucoup plus faiblement. L'élargissement du solde déficitaire des opérations sur marchandises avec l'étranger se retrouve dans la diminution du boni enregistré par les transactions courantes. Ceci explique pour une part la détérioration de la balance des paiements en 1968. Les mouvements de capitaux l'expliquent pour une autre part. Les sorties nettes résultant des opé-

rations des pouvoirs publics reflètent la réduction des engagements de l'Etat envers l'étranger. Les opérations en capital du secteur privé qui s'étaient traduites par un boni en 1967 accusent un solde négatif en 1968. Ce mouvement résulte à la fois d'une augmentation des investissements et placements des résidents à l'étranger et d'un ralentissement de ceux réalisés par des étrangers dans l'U.E.B.L.

Bien que ces mouvements aient correspondu au développement qu'impliquait l'action concertée sur le plan international pour restaurer un meilleur équilibre des balances de paiements, la Banque Nationale a augmenté en décembre le taux de l'escompte. L'écart grandissant entre les taux belges et étrangers risquait d'accélérer des sorties de capitaux à la recherche d'emplois plus rémunérateurs.

La décision de l'Institut d'Emission a en fait consacré une tendance au relèvement du loyer de l'argent apparue dès la fin de l'été en raison de la contraction de l'offre face à une demande raffermie.

Les finances publiques se sont ressenties de l'augmentation des dépenses liées à des facteurs structurels et conjoncturels.

Le déficit accru du budget ordinaire a été surtout lié à la progression des transferts de revenus et à une expansion plus vive des dépenses de certains fonds budgétaires tel le Fonds agricole. Les dépenses extraordinaires et celles du Fonds des Routes reflètent le développement des investissements publics. Au total, l'impasse de trésorerie s'est élargie, suscitant une expansion nette de la dette publique bien au-delà du niveau observé antérieurement.

Le financement de l'Etat a reposé entièrement sur le crédit intérieur, mais un concours très important des organismes monétaires s'est avéré indispensable.

Globalement, l'économie belge s'est progressivement insérée dans un cadre international d'expansion conjoncturelle que les troubles monétaires ne paraissent pas avoir affecté outre mesure. Ces tensions monétaires appellent néanmoins des solutions adéquates pour garantir un développement harmonieux des relations internationales.

La Belgique n'a pas été épargnée par les mouvements de capitaux qui ont accompagné ces tensions sans toutefois que le déficit de sa balance des paiements ne soulève d'inquiétude.

La poursuite de l'expansion est conditionnée d'autre part par le succès de la politique de conversion structurelle et régionale, laquelle implique le développement des investissements.

La mobilisation des fonds qui doit en résulter et les besoins de financement de l'Etat risquent ainsi d'accroître les tensions financières, dont certains indices sont apparus à l'automne.

C'est à la conciliation de ces différentes données que s'est attachée dès les derniers mois de 1968, la politique économique des pouvoirs publics.

★

★ ★

PREMIÈRE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

CHAPITRE PREMIER

POPULATION

La population belge a augmenté de 26 309 unités, ou 2,73 %, au cours de l'année 1968. Cet accroissement exceptionnellement réduit est dû au nombre réduit des naissances, à celui assez élevé des décès et au faible solde migratoire.

Déjà en 1967 la natalité avait été la plus basse jamais enregistrée en Belgique en temps de paix, si l'on excepte les années 1936 (15,07 °/oo) et 1937 (15,01 °/oo). En 1968, il y a eu 4 657 naissances de moins qu'en 1967, de sorte qu'on n'a enregistré qu'un accroissement naturel de population de 14,66 °/oo. Le nombre élevé des décès, 121 275 ou 12,59 °/oo de la population totale, a dépassé de 6 766 celui de 1967. L'excédent des naissances n'a donc été que de 19 967.

Le solde migratoire positif a aussi été très faible. Il s'est élevé seulement à 6 342 unités, contre 48 945 en 1964, qui avait enregistré un record.

Le total des permis de travail accordés à des immigrants s'est élevé à 8 782, dont 6 480 (73,8 %) à des nationaux des autres pays de la C.E.E. En 1964, par contre, on avait accordé 33 158 permis de travail à des immigrants, dont 7 080 seulement (soit 21,4 %) à des personnes provenant des autres pays de la C.E.E. Des 8 782 permis de travail, 3 359 ont été accordés dans le Brabant, 1 694 dans le Hainaut, 1 019 dans la province de Liège et 990 dans celle d'Anvers.

L'accroissement de la population varie selon les régions linguistiques, les provinces et les arrondissements. La croissance naturelle a été positive dans tous les arrondissements des quatre provinces flamandes. Le solde migratoire a été négatif à Anvers, Turnhout, Hasselt, Maaseik, Tongres, Termonde, Gand, Audenarde, Saint-Nicolas, Dixmude, Ypres, Ostende, Roulers et Tielt, soit dans 14 des 20 arrondissements. Dans les 6 autres, Malines, Alost, Eeklo, Bruges, Courtrai et Furnes, il y a eu un excédent migratoire ; dans ces arrondissements, l'accroissement de la population lui est imputable, ainsi qu'à l'excédent des naissances. L'émigration a été moins importante que l'excédent des naissances dans les arrondissements d'Anvers, Turnhout, Hasselt, Maaseik et Tongres, Termonde, Gand, Saint-Nicolas, Ostende et Roulers ; elle a dépassé l'accroissement naturel dans ceux d'Audenarde, Dixmude, Ypres et Tielt où la population a donc diminué.

Dans les quatre provinces wallonnes la croissance naturelle n'a été positive que dans 9 des 19 arrondissements, soit à Charleroi, Mouscron, Verviers, Arlon,

Neufchâteau, Virton, Dinant, Namur et Philippeville. Le solde migratoire a été négatif dans 10 des 19 arrondissements.

L'émigration a été plus forte que l'excédent des naissances dans les arrondissements de Charleroi, Mouscron, Neufchâteau et Philippeville. Elle a été plus faible que la croissance naturelle dans ceux de Verviers, Virton et Dinant où la population a augmenté respectivement de 0,09 °/₀₀, 0,95 °/₀₀ et 0,35 °/₀₀. Dans les arrondissements de Thuin, Liège et Bastogne, on a enregistré aussi bien un déficit des naissances qu'un excédent des départs sur les entrées. La croissance naturelle a été positive aussi bien que le solde migratoire dans les arrondissements d'Arlon et de Namur.

Dans les arrondissements d'Ath et de Huy, le solde migratoire positif a été trop faible pour compenser le déficit des naissances ; dans ceux de Mons, Soignies, Tournai et Waremme, l'immigration a par contre été suffisante pour compenser le déficit des naissances. La population y a augmenté respectivement de 2,17 °/₀₀, 4,74 °/₀₀, 5,63 °/₀₀ et 0,96 °/₀₀.

Il n'y a pas eu de croissance naturelle dans l'arrondissement Marche-en-Famenne mais un petit solde migratoire positif (+ 0,46 °/₀₀), de sorte que la population n'a augmenté que dans 10 des 19 arrondissements.

Dans la province du Brabant, Bruxelles-capitale constitue une exception, avec une croissance naturelle négative et un solde migratoire négatif. Dans les six communes périphériques, la population a augmenté de 13,72 %, aussi bien grâce à l'excédent des naissances que par l'immigration. Dans l'arrondissement de Hal-Vilvorde, la croissance a été considérable : 11,42 °/₀₀ ; et dans celui de Louvain : 7,68 °/₀₀ ; ici aussi l'augmentation de la population est due à un excédent de naissances et à l'immigration. Dans l'arrondissement de Nivelles elle est de 11,43 °/₀₀ et imputable exclusivement à l'immigration ; le solde de la croissance naturelle y était négatif.

Au 31 décembre 1968, l'augmentation globale de la population par rapport au 31 décembre 1967 s'élève à 4,78 °/₀₀ en Flandre, à 0,92 °/₀₀ en Wallonie et il y a diminution de 1,99 °/₀₀ à Bruxelles-capitale. Au cours de l'année précédente, la population de la région flamande s'était accrue de 7,49 °/₀₀, celle de la région wallonne de 1,54 °/₀₀ et celle de Bruxelles-capitale de 4,28 °/₀₀. En 1966 l'augmentation avait été respectivement de 8,31 °/₀₀, 1,5 °/₀₀ et 8,13 °/₀₀.

Le recul de la population de Bruxelles-capitale en 1968 a été dû à la fois à un déficit des naissances (— 0,97 °/₀₀) et à un solde migratoire négatif (— 1,02 °/₀₀). Dans la région flamande, l'accroissement de la population a été dû à un excédent des naissances de 23.000 unités (4,30 °/₀₀) et à un solde migratoire positif de 2 539 unités (0,48 °/₀₀). En Wallonie, il y a eu un déficit des naissances (— 0,62 °/₀₀) mais le solde d'immigration est demeuré assez élevé (4 898 ou + 1,54 °/₀₀).

*
* *

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale

PÉRIODE	Naissances	Décès	Accroissement de la population			Effectif annuel moyen de la population (a)
			Naturel	Migratoire	Total	
1958	155 894	105 746	50 148	1 709	51 857	9 078 635 (b)
1959	160 662	103 513	57 149	— 6 960	50 189	9 128 824 (b)
1960	155 520	113 106	42 414	6 916	49 330	9 178 154 (b)
1961	158 262	106 259	52 003	— 1 428	50 575	9 228 729 (b) 9 189 741 (c)
1962	154 338	111 545	42 793	18 880	61 673	9 251 414 (d)
1963	158 196	115 618	42 578	34 134	76 712	9 328 126 (d)
1964	160 371	109 342	51 029	48 945	99 974	9 428 100 (d)
1965	154 856	114 507	40 349	30 785	71 134	9 499 234 (d)
1966	150 636	114 557	36 079	21 067	57 146	9 556 380 (d)
1967	145 899	114 509	31 390	17 831	49 221	9 605 601 (d)
1968	141 242	121 275	19 967	6 342	26 309	9 631 910 (d)

Source : Institut National de Statistique.

(a) En fin d'année.
(b) Population calculée sur la base du recensement de 1947.
(c) Population recensée au 31 décembre 1961.
(d) Population calculée sur la base du recensement de 1961.

Mouvement de la population en 1968

RÉGION	Naissances (a)		Décès (a)		Soldes				Situation au 31 décembre 1968
					Accroissement naturel	Solde migratoire	Accroissement total		
	Chiffres absolus	°/oo (b)	Chiffres absolus	°/oo (b)	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	°/oo (c)	Chiffres absolus
Anvers	12 925	14,13	11 274	12,32	1 651	—1 100	551	0,60	914 740
Malines	4 038	14,34	3 233	11,49	805	257	1 062	3,79	281 492
Turnhout	6 128	18,74	2 646	8,09	3 482	— 293	3 189	9,85	327 034
Anvers	*23 091*	*15,16*	*17 153*	*11,26*	*5 938*	*—1 136*	*4 802*	*3,16*	*1 523 266*
Bruxelles-Capitale	14 053	13,05	15 104	14,02	—1 051	—1 095	—2 146	—1,99	1 077 035
Arr. (loi du 2 août 1963) (d)	680	12,09	539	9,58	141	620	761	13,72	56 247
Hal-Vilvorde	5 714	13,95	4 604	11,24	1 110	3 516	4 626	11,42	409 554
Louvain	5 673	14,73	4 455	11,57	1 218	1 718	2 936	7,68	385 201
Nivelles	2 761	12,04	3 213	14,02	— 452	3 043	2 591	11,43	229 244
Brabant	*28 881*	*13,39*	*27 915*	*12,94*	*966*	*7 802*	*8 768*	*4,08*	*2 157 281*
Ath	962	12,65	1 172	15,42	— 210	149	— 61	—0,80	76 022
Charleroi	6 557	14,10	6 505	13,99	52	—1 108	—1 056	—2,27	464 947
Mons	3 631	13,68	3 901	14,70	— 270	845	575	2,17	265 394
Mouscron	1 155	15,88	1 000	13,75	155	— 177	— 22	—0,30	72 734
Soignies	2 338	14,18	2 468	14,97	— 130	907	777	4,74	164 870
Thuin	1 954	14,13	1 987	14,37	— 33	— 163	— 196	—1,42	138 302
Tournai	2 071	13,78	2 328	15,49	— 257	1 099	842	5,63	150 267
Hainaut	*18 668*	*14,01*	*19 361*	*14,53*	*— 693*	*1 552*	*859*	*0,65*	*1 332 536*
Huy	1 211	12,85	1 560	16,55	— 349	157	— 192	—2,03	94 256
Liège	8 174	13,11	9 052	14,52	— 878	— 377	—1 255	—2,01	623 347
Verviers	3 668	15,23	3 416	14,18	252	— 231	21	0,09	240 866
Waremme	676	11,41	1 015	17,13	— 339	396	57	0,96	59 267
Liège	*13 729*	*13,49*	*15 043*	*14,78*	*—1 314*	*— 55*	*—1 369*	*—1,34*	*1 017 736*
Arlon	1 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Bastogne	1 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Marche-en-Famenne	1 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Neufchâteau	1 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Virton	1 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Luxembourg	*3 048*	*19,44*	*1 047*	*6,68*	*2 001*	*— 432*	*1 569*	*10,11*	*156 811*
Namur	4 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Philippeville	1 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Dinant	1 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Namur	*5 [illegible]*	*[illegible]*	*[illegible]*	*[illegible]*	*[illegible]*	*[illegible]*	*1 254*	*7,36*	*171 732*

Maaseik									
Tongres	3 035	17,67	1 557	9,07	1 478	— 224	1 254	7,36	171 732
Limbourg...	*11 865*	*18,42*	*5 008*	*7,77*	*6 857*	*—1 284*	*5 573*	*8,73*	*644 166*
Arlon	714	14,58	562	11,47	152	64	216	4,43	48 984
Bastogne	527	14,80	531	14,91	— 4	— 207	— 211	—5,89	35 617
Marche-en-Famenne	614	15,52	614	15,52	—	18	18	0,46	39 569
Neufchâteau	788	14,84	757	14,26	31	— 150	— 119	—2,24	53 091
Virton	595	14,15	507	12,06	88	— 48	40	0,95	42 051
Luxembourg...	*3 238*	*14,76*	*2 971*	*13,55*	*267*	*— 323*	*— 56*	*—0,26*	*219 312*
Dinant	1 243	14,57	1 198	14,04	45	— 15	30	0,35	85 341
Namur	3 473	14,58	3 391	14,23	82	914	996	4,20	238 232
Philippeville	916	15,55	833	14,14	83	— 218	— 135	—2,29	58 896
Namur...	*5 632*	*14,73*	*5 422*	*14,18*	*210*	*681*	*891*	*2,34*	*382 469*
Alost	4 033	15,26	3 070	11,62	963	128	1 091	4,15	264 221
Termonde	2 715	15,49	2 154	12,29	561	— 208	353	2,02	175 242
Eeklo	1 250	14,69	1 027	12,07	223	216	439	5,19	85 065
Gand	7 077	14,99	6 485	13,73	592	— 197	395	0,84	472 222
Audenarde	1 538	13,49	1 497	13,13	41	— 352	— 311	—2,72	113 984
Saint-Nicolas	3 199	16,19	2 477	12,54	722	— 87	635	3,22	197 585
Flandre orientale...	*19 812*	*15,14*	*16 710*	*12,77*	*3 102*	*— 500*	*2 602*	*1,99*	*1 308 319*
Bruges	3 716	15,57	2 567	10,75	1 149	836	1 985	8,38	238 739
Dixmude	795	16,45	557	11,52	238	— 317	— 79	—1,63	48 335
Ypres	1 570	14,93	1 310	12,45	260	— 467	— 207	—1,96	105 187
Courtrai.....	4 189	16,03	2 881	11,03	1 308	276	1 584	6,10	261 278
Ostende	1 859	14,50	1 412	11,02	447	— 138	309	2,42	128 176
Roulers	2 329	16,61	1 500	10,70	829	— 167	662	4,74	140 244
Tielt	1 165	15,16	842	10,96	323	— 432	— 109	—1,42	76 852
Furnes	703	14,64	623	12,98	80	14	94	1,96	48 014
Flandre occidentale...	*16 326*	*15,60*	*11 692*	*11,17*	*4 634*	*— 395*	*4 239*	*4,07*	*1 046 825*
Bruxelles-Capitale	*14 053*	*13,05*	*15 104*	*14,02*	*—1 051*	*—1 095*	*—2 146*	*—1,99*	*1 077 035*
Région flamande	*83 161*	*15,48*	*60 161*	*11,20*	*23 000*	*2 539*	*25 539*	*4,78*	*5 373 578*
Région wallonne	*44 028*	*13,84*	*46 010*	*14,46*	*—1 982*	*4 898*	*2 916*	*0,92*	*3 181 297*
Le Royaume...	**141 242**	**14,66**	**121 275**	**12,59**	**19 967**	**6 342**	**26 309**	**2,73**	**9 631 910**

(a) Non compris les mort-nés et les autres enfants présentés sans vie.
(b) Calculé par rapport à la population totale au 31 décembre 1968.
(c) Calculé par rapport à la population totale recensée au 31 décembre 1967.
(d) Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel, Wezembeek-Oppem.

Source : Institut National de Statistique.

CHAPITRE II

EMPLOI ET CHÔMAGE

SECTION I. – EMPLOI

On a enregistré en 1967, pour la première fois depuis 1959, une diminution de l'emploi par rapport à l'année précédente (au 30 juin) ; cette tendance a persisté en 1968, mais elle a été moins accentuée. Du 30 juin 1966 au 30 juin 1967, l'emploi a fléchi de 25 700 unités, ou 1,2 % et du 30 juin 1967 au 30 juin 1968 (1) de 3 800, ou 0,2 %. Le nombre des ouvriers a diminué de 20 300 (1,3 %), dont 17 500 hommes (1,5 %) et 2 800 femmes (0,8 %). Par contre, celui des employés a augmenté de 16 500 (2,6 %) dont 8 500 hommes (2,2 %) et 8 000 femmes (3 %).

Le recul de l'emploi a concerné les mines où il atteint 11,7 %, divers secteurs des industries de transformation, spécialement les industries alimentaires, la préparation des boissons, l'industrie du tabac, la transformation du bois, le textile et l'habillement, l'industrie des métaux, de même que la construction, le secteur du verre et de la céramique et les transports. L'emploi a augmenté dans le commerce, de même que dans les entreprises de crédit et l'hôtellerie.

Dans les quatre provinces flamandes l'emploi a évolué de manières divergentes selon les régions (2) : à Anvers, le nombre des ouvriers a diminué, de même que celui des ouvrières (ensemble de 0,8 %) ; celui des employés et celui des employées ont augmenté (2,6 %). En Flandre occidentale, l'accroissement du nombre des ouvrières n'a pas compensé le recul de celui des ouvriers ; l'emploi a cependant augmenté pour les employés des deux sexes (ensemble 5,3 %). En Flandre orientale, la situation a évolué de façon analogue à celle de la province d'Anvers et dans le Limbourg à celle de la Flandre occidentale. Dans

(1) L'emploi total selon les données de l'O.N.S.S. était au 30 juin 1968 de 2 156 404 ouvriers mineurs et autres ressortissant au F.N.R.O.M. y compris les marins de la marine marchande ressortissant à l'O.S.S.M.M., le personnel mis au travail dans des domaines privés, le personnel temporaire de la S.N.C.B. et le personnel de la S.N.C.V.

(2) Sur base du nombre des travailleurs au 30 juin 1968, selon l'O.N.S.S. Outre les travailleurs assimilés aux mineurs, les marins de la marine marchande, les mariniers, les moniteurs et les travailleurs qui reçoivent une formation professionnelle dans les centres organisés par l'O.N.E.M., les agents de la S.N.C.V., le personnel temporaire de la S.N.C.B., des postes et de la régie des télégraphes et des téléphones et les agents temporaires du service central des dépenses fixes du Ministère des Finances.

l'ensemble toutefois, l'emploi a progressé de 0,2 % dans la province d'Anvers, de 0,7 % en Flandre occidentale et de 0,5 % dans le Limbourg et a fléchi de 0,7 % en Flandre orientale.

Dans les quatre provinces wallonnes, le nombre des ouvriers et celui des ouvrières ont fléchi du 30 juin 1967 au 30 juin 1968 ; celui des employés est demeuré au même niveau, mais celui des employées a augmenté. A Liège, il y a eu un recul pour les ouvriers des deux sexes et pour les employés, tandis que le nombre des employées a progressé. Dans le Luxembourg, on a enregistré une diminution du nombre des ouvriers, mais un accroissement en ce qui concerne les ouvrières et les employés des deux sexes. Dans la province de Namur l'emploi a évolué de façon assez particulière : le nombre des ouvriers a diminué, celui des ouvrières est demeuré stable mais on a enregistré une augmentation du nombre des employés et un recul du nombre des employées. L'emploi pris globalement a fléchi dans les provinces du Hainaut, de Liège et de Namur ; il n'y a eu une légère augmentation que dans le Luxembourg.

En Brabant, le nombre des ouvriers a fléchi, ainsi que celui des ouvrières, tandis que celui des employés et celui des employées ont augmenté ; dans l'ensemble, il y a eu accroissement de l'emploi. Le recul du nombre des ouvriers a été dû exclusivement à Bruxelles-capitale et à Nivelles ; partout ailleurs dans cette province, leur nombre a augmenté. En dépit de l'augmentation du nombre des employés à Bruxelles-capitale, l'emploi total a diminué de 2 633 unités en un an.

Jusqu'à la fin mai 1968, le nombre des offres d'emploi non satisfaites était encore un peu inférieur à celui du mois correspondant de 1967. Fin juin, il était un peu supérieur et, au fil des mois, l'écart positif par rapport à la situation de l'année précédente s'est élargi. Fin décembre, le nombre des offres d'emploi non satisfaites s'élevait à 5 688, contre 3 221 fin décembre 1967, témoignant d'une amélioration de la situation sur le marché de l'emploi.

En dépit de l'accroissement du nombre des emplois offerts en fin d'année, les offres d'emploi non satisfaites étaient surtout de caractère local, de peu d'ampleur et de nature passagère. Dans de nombreux cas, elles étaient dues à l'existence de conditions de recrutement spéciales ou à des conditions de travail défavorables.

De décembre 1967 à décembre 1968, il y a eu un progrès dans tous les secteurs, mais surtout pour les emplois relevant du textile, de l'habillement, de l'industrie de métaux et de celle du bois. Cette avance est due pour 67 % au Brabant et à la Flandre occidentale pris ensemble, tandis que la province de Liège n'y a aucune part et que dans les autres provinces le manque de main-d'œuvre est demeuré fort limité.

SECTION II. — CHÔMAGE

En dépit du redressement conjoncturel, le chômage a dépassé en 1968 le niveau de 1967 ; la moyenne mensuelle des chômeurs complets, allocataires ordinaires est en effet passée de 85 318, en 1967, à 102 730, soit une augmentation de 17 412. De 1966 à 1967, l'accroissement avait atteint 23 820 unités.

Par rapport à 1964, la moyenne a plus que doublé. L'évolution réelle du chômage complet ne se déduit cependant pas entièrement de la lecture de la moyenne mensuelle. En effet, à partir du deuxième trimestre de 1967, le chômage complet dépasse de 20 000 unités le niveau des mois correspondants de 1966. Cette évolution se poursuit au cours de la période de janvier à mai 1968 où on atteint un niveau supérieur de 20 à 30 000 unités à celui des mois correspondants de l'année précédente. Ensuite l'écart avec 1967 se réduit graduellement et, fin décembre 1968, il n'était plus que de 2 160 chômeurs complets.

En Flandre, en Wallonie et à Bruxelles, la moyenne mensuelle du chômage a été en 1968 respectivement de 49 814, 42 574 et 10 342 unités, soit une augmentation de 7 942 (20,1 %), 7 664 (20,6 %) et 1 807 (21,2 %) par rapport à 1967. L'augmentation est à peu près du même ordre dans les provinces d'Anvers (3 349 unités ou 29,4 %) et de Liège (3 660 unités ou 23,7 %).

Le pourcentage moyen des chômeurs complets (nombre des chômeurs complets par rapport à celui des assurés contre le chômage) s'est élevé à 4,8 pour le royaume, 6,6 pour la Wallonie, 4,5 pour la Flandre et 2,6 pour Bruxelles (bureau régional). Les taux de chômage ont été très élevés dans les bureaux régionaux de Mons (10,7 %), Liège-Huy (9 %), Ostende (8,8 %), Hasselt-Tongres (6,7 %), Tournai (6,2 %) et Verviers (6 %).

Le chômage des hommes et celui des femmes n'ont pas suivi une évolution parallèle, ainsi qu'il apparaît sur les graphiques. Le chômage féminin a augmenté davantage (de 26,3 % par rapport à 1967 et de 135 % par rapport à 1964) que celui des hommes (17,7 % et 91,4 % respectivement). Le chômage des hommes a augmenté à peu près dans les mêmes proportions dans les provinces d'Anvers (2 090 unités ou 25,8 %) et de Liège (2 112 unités ou 19,4 %). Par rapport à 1967 les pourcentages d'augmentation ont été plus élevés pour les femmes que pour les hommes dans toutes les provinces, sauf en Flandre orientale. En nombres absolus on trouve le plus de chômeurs masculins à Liège, puis dans le Hainaut. à Anvers et dans le Brabant. Pour les femmes, l'ordre est le suivant : Hainaut, Liège, Brabant et Anvers.

L'augmentation a été relativement plus forte pour la catégorie des chômeurs complets normalement aptes que pour les autres catégories ; la moyenne mensuelle est passée pour le royaume de 46 438 en 1967, à 58 602 en 1968, soit une augmentation de 26,2 %. Ce groupe est en effet plus sensible à la conjoncture ainsi qu'il apparaît d'ailleurs nettement dans l'évolution mensuelle. Jusqu'en septembre, c'est la catégorie des chômeurs aptes qui connaît l'accroissement le plus élevé ; en octobre l'augmentation est moindre et en novembre et décembre, il y a eu un fléchissement par rapport aux mois correspondants de l'année antérieure. L'augmentation du chômage complet total n'a plus été due alors qu'à celui des chômeurs partiellement aptes ou à capacité de travail très limitée.

Par région et par sexe les fluctuations du nombre de chômeurs aptes sont aussi différentes de celles des trois catégories ensemble ; en Flandre la moyenne mensuelle a augmenté de 28 % par rapport à 1967 (27,8 % pour les hommes et 28,4 % pour les femmes) ; en Wallonie de 23,3 % (16,3 et 34,5 %) et à Bruxelles de 31 % (31,9 et 31,3 %).

Par branches d'activité, les données pour le chômage complet diffèrent selon que l'on considère la moyenne annuelle ou la situation en fin d'année. La moyenne annuelle indique une augmentation dans toutes les branches d'activité ; mais si l'on compare décembre 1968 à décembre 1967, on constate un fléchissement dans les secteurs de l'habillement, de l'alimentation, du bois, de l'agriculture et surtout dans la construction.

Le recensement des chômeurs complets au 30 juin 1968 fait aussi apparaître des différences dans l'évolution selon le groupe professionnel et le sexe.

Un des pourcentages d'augmentation les plus élevés par rapport à juin 1967 a été enregistré dans le groupe des employés : 42,5 % ; il est plus fort chez les femmes que chez les hommes (en nombre absolu il y a d'ailleurs plus d'employées en chômage que d'employés). Dans le secteur du travail du diamant, le chômage a progressé de 89,0 % en un an (89,6 % pour les hommes et 84,5 % pour les femmes). Le chômage des charpentiers, menuisiers et ébénistes s'est accru de 36,5 %; celui des typographes et imprimeurs de 38,9 % (41,8 % chez les hommes et 34,3 % chez les femmes).

Par rapport à juin 1964, il n'y avait un recul que pour le groupe des pêcheurs ; l'augmentation est inférieure à 100 % pour quelques groupes de professions : artistes, agriculteurs, chasseurs et forestiers, travailleurs des carrières, maroquiniers, cuisiniers, femmes de chambre, garçons de salle et serveurs. Dans tous les autres groupes de profession, le chômage complet a augmenté de plus de 100 % (entre 111,9 à 262 %).

Dans l'ensemble par rapport à 1967, le chômage avait augmenté au 30 juin de 20,4 % pour les deux sexes, de 26,3 % pour les femmes et de 17,7 % pour les hommes. Par rapport à 1964, cette augmentation était respectivement de 104 %, 135 % et 91,4 %.

Le chômage par groupes de professions et par sexe n'était pas réparti dans toutes les régions de la même manière au 30 juin 1968. La profession qui comptait le plus grand nombre de chômeurs était celle des manœuvres (28,5 %), venaient ensuite les conducteurs de fours, lamineurs, tréfileurs, mouleurs, mécaniciens, outilleurs et électriciens (11,7 %). Le troisième groupe en importance était celui des employés qui représentaient 10,5 % des chômeurs complets. Les suivants étaient d'après l'importance de leur chômage, ceux des peintres, des tapissiers, des maçons, des carreleurs et des plafonneurs ; ils représentaient 8,7 % des chômeurs complets.

La répartition n'était cependant pas la même dans les trois régions. Par exemple, en Flandre les manœuvres représentaient 31,4 % et les employés 8,1 % ; en Wallonie, les manœuvres représentaient 26,4 % et les employés 11,5 %, tandis qu'à Bruxelles, les pourcentages étaient de 23,5 pour les manœuvres et 19,2 pour les employés.

Si l'on considère séparément les travailleurs masculins et féminins, les pourcentages étaient aussi différents. Ainsi en Flandre le pourcentage du chômage masculin des manœuvres atteignait 36,7 % et celui des employés 5,1 %. En Wallonie ces pourcentages étaient de 34,7 pour les manœuvres et 5,8 pour les employés ; à Bruxelles ils étaient de 24,9 pour les manœuvres et 13,9 pour les employés.

Parmi les femmes, en chômage complet, en Flandre, les manœuvres sont les plus importantes, suivies cependant par les employées ; en Wallonie, les employées occupaient la première place et à Bruxelles également où elles étaient suivies par les manœuvres.

Le chômage des jeunes est également sensible au mouvement de la conjoncture. Ceci ressort notamment de l'évolution du nombre des chômeurs complets, indemnisables, de moins de 25 ans, au cours des dernières années (toujours d'après le recensement de fin juin).

Si l'on prend juin 1964 = 100 comme point de départ, l'indice pour l'ensemble des chômeurs s'établissait en juin 1968 à 200, tandis que pour les jeunes de moins de 25 ans il atteignait 685.

La proportion des jeunes de moins de 25 ans dans le nombre total des chômeurs était, fin juin 1968, de 14,3 %, contre 4,2 % au 30 juin 1964 ; en 1967 ce taux était encore un peu plus élevé : 14,9 %. Il varie cependant d'après le sexe : le nombre des chômeurs de moins de 25 ans était à peu près le même pour les deux sexes (7 705 hommes et 7 057 femmes) au 30 juin 1968, mais la proportion de ces chômeurs dans le total par sexe s'élevait à 10,9 % pour les hommes et à 21,9 % pour les femmes.

La proportion des chômeurs jeunes dans le total des chômeurs était au 30 juin 1968 sensiblement plus forte dans le Hainaut, la province de Liège, le Limbourg, le Luxembourg et la province de Namur. Alors que le taux de chômage des jeunes était de 3 % pour le royaume, il s'élevait dans le Hainaut à 5,4 %, dans la province de Liège à 5,3 % et dans le Limbourg à 5,2 %.

Pour ce qui concerne le chômage des personnes plus âgées, 54,2 % des chômeurs masculins appartenaient encore en 1968 à la classe d'âge de 50 à 65 ans ; ce pourcentage était plus élevé en Flandre (59,5 %) et à Bruxelles (57,4 %) alors qu'en Wallonie, les classes plus jeunes occupaient une place plus importante. Pour le chômage féminin, 48 % des chômeuses appartenaient au groupe de 40 à 60 ans ; en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles, ce groupe représentait respectivement 45,1 %, 45,8 % et 66,5 %.

De juin 1964 à juin 1968, la proportion des jeunes chômeurs sans travail depuis moins de 3 mois a diminué alors que cette catégorie de chômeurs a fort augmenté ; le recul est plus important pour les femmes que pour les hommes. La proportion des jeunes chômeurs sans travail depuis 3 à moins de 6 mois et de 6 à moins de 12 mois a par contre sensiblement progressé.

De juin 1967 à juin 1968, il y a en nombres absolus une diminution du nombre des jeunes chômeurs sans travail depuis moins de 3 mois ; dans la classe de 3 à moins de 6 mois, le nombre des hommes n'a plus augmenté que dans une faible mesure, tandis que celui des femmes est resté pratiquement inchangé.

Pour l'ensemble du royaume, la proportion des chômeurs sans travail depuis 2 ans ou plus était au 30 juin 1968 de 33 % pour les hommes et de 23 % pour les femmes ; au 30 juin 1964, ces pourcentages étaient respectivement de 63 % et 41 %. Ceci est dû au fléchissement conjoncturel : le chômage augmente et les nouveaux chômeurs tombent dans la catégorie des chômeurs de moindre durée.

La proportion des chômeurs qui, au 30 juin 1968, étaient depuis 2 ans et plus sans travail a été la plus forte dans la classe d'âge de 50 à 65 ans chez les hommes et de 40 à 60 ans chez les femmes. Cette remarque vaut aussi pour chacune des trois régions du pays ; leur pourcentage était plus élevé en Flandre qu'en Wallonie et plus élevé en Wallonie qu'à Bruxelles.

Des 103 023 chômeurs complets indemnisables, enregistrés au 30 juin 1968, 14 321 étaient de nationalité étrangère, soit 13,9 % du total. L'année précédente on en avait recensé 13,7 %.

Plus d'un tiers des étrangers chômeurs sont établis dans la région liégeoise et 51,2 % dans 5 autres bureaux régionaux seulement : Bruxelles, Hasselt, La Louvière, Mons et Charleroi.

Par région, la proportion des étrangers dans l'ensemble des chômeurs était de 4,7 % en Flandre, de 23,0 % en Wallonie et de 20,4 % à Bruxelles.

45 % des chômeurs masculins étrangers sont sans qualification.

*
* *

Main-d'œuvre salariée occupée en Belgique et à l'étranger (a)

Situation au 30 juin
(en milliers)

DÉSIGNATION	1950	1955	1957	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Secteur primaire :											
Agriculture, sylviculture, pêche	**33,0**	**25,9**	**24,6**	**22,6**	**22,2**	**21,1**	**18,6**	**17,6**	**16,9**	**15,7**	**15,5**
Secteur secondaire	**1 354,1**	**1 408,1**	**1 478,1**	**1 405,0**	**1 435,4**	**1 457,4**	**1 476,6**	**1 511,7**	**1 509,3**	**1 495,4**	**1 455,2**
Industries extractives	183,0	166,0	165,1	127,8	112,1	102,7	100,0	101,9	94,6	83,3	74,2
Industries manufacturières	962,3	1 011,6	1 071,4	1 042,8	1 079,5	1 099,9	1 107,2	1 135,6	1 137,7	1 132,8	1 094,5
Bâtiment et construction	181,2	202,6	213,5	206,6	215,5	226,6	240,6	245,0	247,4	249,6	256,4
Electricité, eau, gaz	27,6	27,9	28,1	27,8	28,3	28,2	28,8	29,2	29,6	29,7	30,1
Secteur tertiaire	**931,5**	**1 056,7**	**1 050,1**	**1 117,6**	**1 131,8**	**1 176,3**	**1 208,9**	**1 250,8**	**1 288,0**	**1 325,5**	**1 350,6**
Commerce, banque, assurance	201,8	234,7	251,2	277,3	291,6	305,5	316,3	335,9	353,1	366,6	375,3
Transport et communications	226,4	277,1	229,4	225,2	224,0	225,6	229,1	231,7	232,3	233,8	230,4
Services (militaires de carrière non compris)	503,3	544,9	569,5	615,1	616,2	645,2	663,5	683,2	702,6	725,1	744,9
Total général...	**2 318,6**	**2 490,7**	**2 552,8**	**2 545,2**	**2 589,4**	**2 654,8**	**2 704,1**	**2 780,1**	**2 814,2**	**2 836,6**	**2 821,3**

(a) Les données relatives à 1968 ne sont pas encore disponibles.

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Répartition par branche d'activité de la population active (a)

BRANCHES D'ACTIVITÉ	30 juin 1965		30 juin 1966		30 juin 1967	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
	HOMMES					
Occupée en Belgique	**2 584 317**	**97,9**	**2 584 736**	**98,1**	**2 584 209**	**98,3**
Agriculture, etc.	170 875	6,5	161 544	6,1	156 901	6,0
Industries extractives	93 163	3,5	82 081	3,1	73 156	2,8
Industries manufacturières .	911 389	34,5	908 075	34,5	885 984	33,7
Industrie de la construction	284 856	10,8	287 235	10,9	295 546	11,2
Electricité, gaz, eau	27 991	1,1	28 172	1,1	28 439	1,1
Commerce, banques, etc. ..	340 532	12,9	348 338	13,2	352 511	13,4
Transports et communicat..	243 666	9,2	244 227	9,3	241 897	9,2
Services (b)	417 388	15,8	430 030	16,3	438 159	16,7
Demandeurs d'emploi	46 113	1,7	49 012	1,9	63 993	2,4
Miliciens	47 000	1,8	44 846	1,7	46 587	1,8
Stagiaires en form. profes. .	1 344	0,1	1 176	0,0	1 036	0,0
Occupée à l'étranger	**54 230**	**2,1**	**50 709**	**1,9**	**45 765**	**1,7**
Total...	**2 638 547**	**100,0**	**2 635 445**	**100,0**	**2 629 974**	**100,0**
	FEMMES					
Occupée en Belgique	**1 128 924**	**98,4**	**1 150 436**	**98,4**	**1 164 471**	**98,5**
Agriculture, etc.	59 200	5,2	54 589	4,7	52 128	4,4
Industries extractives	1 173	0,1	1 120	0,1	993	0,1
Industries manufacturières .	314 261	27,4	315 218	27,0	303 314	25,6
Industrie de la construction	7 681	0,7	8 312	0,7	8 855	0,7
Electricité, gaz, eau	1 761	0,1	1 745	0,1	1 843	0,2
Commerce, banques, etc. ..	245 339	21,4	252 976	21,6	257 802	21,8
Transports et communicat..	19 481	1,7	21 220	1,8	21 021	1,8
Services	463 269	40,3	476 886	40,8	490 323	41,5
Demandeurs d'emploi	16 694	1,5	18 240	1,6	28 121	2,4
Stagiaires en form. profes. .	65	0,0	130	0,0	71	0,0
Occupée à l'étranger	**18 722**	**1,6**	**18 938**	**1,6**	**18 332**	**1,5**
Total...	**1 147 646**	**100,0**	**1 169 374**	**100,0**	**1 182 803**	**100,0**
	TOTAL					
Occupée en Belgique	**3 713 241**	**98'1**	**3 735 172**	**98'2**	**3 748 680**	**98'3**
Agriculture, etc.	230 075	6,0	216 133	5,7	209 029	5,5
Industries extractives	94 336	2,5	83 201	2,2	74 149	1,9
Industries manufacturières .	1 225 650	32,4	1 223 293	32,1	1 189 298	31,2
Industrie de la construction	292 537	7,7	295 547	7,8	304 401	8,0
Electricité, gaz, eau	29 752	0,8	29 917	0,8	30 282	0,8
Commerce, banques, etc. ..	585 871	15,5	601 314	15,8	610 313	16,0
Transports et communicat..	263 147	7,0	265 447	7,0	262 918	6,9
Services (b)	880 657	23,3	906 916	23,8	928 482	24,4
Demandeurs d'emploi	62 807	1,7	67 252	1,8	92 114	2,4
Miliciens	47 000	1,2	44 846	1,2	46 587	1,2
Stagiaires en form. profes. .	1 409	0,0	1 306	0,0	1 107	0,0
Occupée à l'étranger	**72 952**	**1,9**	**69 647**	**1,8**	**64 097**	**1,7**
Total...	**3 786 193**	**100,0**	**3 804 819**	**100,0**	**3 812 777**	**100,0**

Sources : Institut National de Statistique.
Ministère de l'Emploi et du Travail.

(a) Les données relatives à 1968 ne sont pas encore disponibles.
(b) Militaires de carrière compris dans les services.

Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin

(en milliers)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Charbon et minerais	101,4	91,8	88,7	90,4	83,4	72,8	64,4	56,9
Carrières	10,3	10,3	10,4	10,6	10,3	9,7	9,1	9,2
Industries alimentaires	77,6	78,2	80,0	80,8	78,0	80,4	81,5	80,2
Boissons	27,4	27,8	28,0	27,8	27,2	26,7	25,8	25,0
Tabac	9,5	9,2	9,1	9,5	9,9	9,5	9,0	8,6
Industries chimiques	68,0	70,3	71,9	73,7	74,2	73,9	73,4	74,3
Caoutchouc	8,6	8,6	8,6	8,8	9,0	8,5	8,1	8,4
Bois et ameublement	45,2	45,7	46,1	48,8	48,4	49,2	48,5	47,8
Papier et carton	22,9	24,1	25,3	26,3	27,0	26,7	25,9	26,0
Livre et photographie	32,7	33,9	34,5	35,3	36,3	37,2	37,1	37,6
Cuirs et peaux	10,4	10,5	10,2	10,6	10,2	9,7	9,0	9,0
Textiles	146,6	145,7	148,3	149,6	142,6	142,6	131,5	128,1
Habillement	68,1	67,2	69,1	73,5	73,5	77,4	73,9	72,7
Chaussure	19,0	18,0	17,5	16,9	15,4	15,2	13,8	12,5
Electricité, gaz, eau	19,8	19,8	20,1	21,1	21,3	21,2	21,3	21,6
Céramique et verre	71,8	74,3	72,2	75,2	75,5	71,9	69,2	65,6
Industrie des métaux	397,1	412,3	416,2	432,4	442,3	437,5	424,6	422,0
Art et précision	15,3	16,5	16,9	17,0	17,0	17,9	18,8	17,9
Construction	209,4	219,8	233,8	238,7	240,8	242,9	250,3	248,3
Transport (a)	72,8	73,5	75,2	75,6	77,2	77,8	75,9	74,5
Divers	9,7	10,1	11,0	12,4	13,2	13,5	14,8	15,7
Total ...	**1 443,6**	**1 467,6**	**1 493,1**	**1 535,0**	**1 532,7**	**1 522,2**	**1 485,9**	**1 461,9**

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Non compris le personnel de la S.N.C.B. et de la S.N.C.V.
A l'exclusion du personnel définitif des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision Belge.

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)

(en milliers)

SECTEUR	Ouvriers occupés (moyennes mensuelles)				Heures-ouvriers			
	1965	1966	1967	1968	1965	1966	1967	1968
Charbonnages (b)	62,6	54,5	47,6	40,8	130 639	110 190	98 395	83 530
Cokeries	3,9	3,7	3,3	3,2	8 201	7 544	6 778	6 395
Sidérurgie (c)	48,9	46,1	45,2	45,0	102 590	95 019	92 417	91 841
Métaux non ferreux	18,5	18,0	16,3	15,9	37 997	37 169	32 908	32 232
Fabrications métalliques	229,6	228,2	218,9	214,5	458 492	447 437	421 315	413 449
Azote	4,1	4,0	3,8	3,6	8 384	7 848	7 346	6 958
Caoutchouc	5,9	5,4	5,1	5,1	11 844	10 399	9 750	10 055
Papier (établissements producteurs)	9,4	9,3	8,9	9,1	18 886	18 376	17 644	18 051
Papier (établissements transformateurs)	12,7	12,6	12,0	12,0	25 548	25 083	23 364	23 230
Carrières	6,8	6,3	5,9	5,2	13 501	12 585	11 621	9 567
Chaux, calcaires et dérivés	4,2	4,1	3,9	4,0	8 593	8 343	8 043	8 143
Terre cuite	9,8	8,8	8,2	7,0	19 860	17 714	16 528	13 652
Ciment	2,9	2,8	2,7	2,5	5 826	5 774	5 451	4 971
Verre	23,0	21,8	20,9	21,2	45 113	42 446	41 141	41 680
Bois	29,8	31,4	31,6	31,6	61 120	64 159	63 581	63 178
Céramique	8,2	7,6	6,8	6,4	15 166	15 010	13 195	12 276
Construction	104,3	102,6	104,4	100,1	197 246	195 436	196 969	182 585
Filatures : coton, lin et chanvre (d)	14,9	13,5	11,6	10,9	..	..	..	..
laine, jute, fibres dures	17,6	17,8	15,8	15,6	33 528	33 045	28 074	29 199
Tissages	36,0	35,7	33,2	31,6	70 203	69 885	62 150	61 899
Autres activités textiles	5,4	5,1	4,6	4,4	10 116	9 364	8 155	7 900
Bonneterie	18,8	19,2	19,1	18,8	35 727	36 692	34 873	35 140
Huiles végétales et animales	1,5	1,8	1,4	1,3	3 001	3 151	2 996	2 731
Tabac	6,8	6,3	5,9	5,7	12 944	11 683	11 007	10 287
Cuir	2,1	2,2	2,2	2,2	4 260	4 556	4 359	4 322
Chaussures	10,6	10,1	9,2	8,4	20 186	18 475	16 559	14 817
Pantoufles	1,6	1,6	1,5	1,3	2 964	3 019	2 661	2 408
Distribution d'eau	3,8	3,9	4,0	4,2	8 092	8 100	8 649	8 855
Port d'Anvers	14,1	14,0	13,4	12,8	..	..	..	..

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration des Mines.
Fédérations professionnelles.

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.

Evolution du chômage

ANNÉE	Chômage complet (a)			Chômage partiel (b) (c)		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1957	58 917	22 527	81 444	27 595	11 355	38 950
1958	86 748	29 606	116 354	51 011	20 135	71 146
1959	98 353	33 939	132 292	58 206	16 028	74 234
1960	85 266	29 008	114 274	37 283	10 762	48 045
1961	65 436	23 695	89 131	29 870	10 461	40 331
1962	50 109	20 834	70 943	29 009	9 442	38 451
1963	42 085	16 991	59 076	43 798	6 407	50 205
1964	35 869	14 494	50 363	19 823	6 904	26 727
1965	38 977	16 398	55 375	29 219	7 588	36 807
1966	43 306	18 192	61 498	28 090	7 639	35 729
1967	58 354	26 964	85 318	32 507	13 363	45 870
1968	68 664	34 066	102 730	30 905	9 103	40 008

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Statistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets, à l'exclusion des chômeurs occupés par les pouvoirs publics. Situation en fin du mois et moyenne mensuelle pour l'année.
(b) Moyennes journalières des chômeurs contrôlés.
(c) L'arrêté ministériel du 4 avril 1968 (*Moniteur belge* du 9 avril 1968) est entré en vigueur le 8 avril 1968, et a étendu la dispense du contrôle communal à tous les chômeurs âgés de 60 ans ou plus pour les hommes et de 55 ans ou plus pour les femmes. De ce fait les données de 1968 ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

Hommes et femmes

	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Anvers.....	11 402	9 659	9 381	8 877	11 388	14 737
Brabant.....	9 902	8 403	8 739	9 052	12 213	14 665
Flandre occidentale.....	9 106	6 566	7 416	7 101	8 485	9 475
Flandre orientale	9 910	7 932	8 476	8 211	11 303	13 496
Hainaut	7 275	7 717	9 438	11 628	15 937	18 748
Liège	6 412	5 897	7 244	10 542	15 419	19 079
Limbourg	3 403	2 653	2 973	4 126	7 600	8 887
Luxembourg.....	342	321	362	423	775	1 054
Namur.....	1 324	1 215	1 346	1 538	2 198	2 589
Région flamande	*35 181*	*28 383*	*30 264*	*3 0303*	*41 486*	*49 814*
Région wallonne	*16 154*	*15 588*	*18 930*	*24 779*	*35 297*	*42 574*
Bruxelles (b)	*7 741*	*6 392*	*6 181*	*6 416*	*8 535*	*10 342*
Le Royaume...	**59 076**	**50 363**	**55 375**	**61 498**	**85 318**	**102 730**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation en fin du mois et moyenne mensuelle pour l'année.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

PROVINCE OU RÉGION	1963	1964	1965	1966	1967	1968
	HOMMES					
Anvers	8 623	7 269	6 920	6 493	8 102	10 192
Brabant	6 446	5 564	5 687	5 839	7 885	9 358
Flandre occidentale	6 477	4 958	5 577	5 411	6 402	7 172
Flandre orientale	7 848	6 212	6 539	6 223	7 809	9 070
Hainaut	4 948	4 887	5 878	7 482	9 952	11 304
Liège	4 232	3 907	4 984	7 564	10 910	13 022
Limbourg	2 468	2 101	2 308	3 053	5 276	6 133
Luxembourg	270	259	285	310	610	828
Namur	773	712	799	931	1 408	1 585
Région flamande	*26 766*	*21 763*	*22 737*	*22 585*	*29 450*	*34 755*
Région wallonne	*10 603*	*10 091*	*12 338*	*16 713*	*23 548*	*27 452*
Bruxelles (b)	*4 716*	*4 015*	*3 902*	*4 008*	*5 346*	*6 457*
Le Royaume	**42 085**	**35 869**	**38 977**	**43 306**	**58 354**	**68 664**
	FEMMES					
Anvers	2 780	2 390	2 461	2 384	3 286	4 545
Brabant	3 455	2 839	3 052	3 213	4 328	5 307
Flandre occidentale	2 342	1 608	1 839	1 690	2 083	2 303
Flandre orientale	2 062	1 720	1 937	1 988	3 494	4 426
Hainaut	2 615	2 830	3 560	4 146	5 985	7 444
Liège	2 180	1 990	2 260	2 978	4 509	6 057
Limbourg	934	552	665	1 073	2 324	2 754
Luxembourg	72	62	77	113	165	226
Namur	551	503	547	607	790	1 004
Région flamande	*8 415*	*6 620*	*7 527*	*7 718*	*12 026*	*15 059*
Région wallonne	*5 551*	*5 497*	*6 592*	*8 066*	*11 749*	*15 122*
Bruxelles (b)	*3 025*	*2 377*	*2 279*	*2 408*	*3 189*	*3 885*
Le Royaume	**16 991**	**14 494**	**16 398**	**18 192**	**26 964**	**34 066**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation en fin du mois et moyenne mensuelle pour l'année.

(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

PROVINCE OU RÉGION	1963	1964	1965	1966	1967	1968
	HOMMES					
Anvers	1 739	1 239	1 555	1 596	3 078	4 630
Brabant	1 581	1 408	1 821	2 213	4 219	5 488
Flandre occidentale	1 779	1 220	1 938	2 075	3 021	3 492
Flandre orientale	1 116	794	1 309	1 507	2 977	3 895
Hainaut	1 298	1 218	2 167	3 575	5 802	6 760
Liège	733	648	1 603	3 208	5 646	6 580
Limbourg	380	238	492	1 098	2 763	3 048
Luxembourg	117	112	147	167	439	571
Namur	122	108	205	311	716	797
Région flamande	*5 213*	*3 686*	*5 616*	*6 652*	*12 625*	*16 136*
Région wallonne	*2 370*	*2 163*	*4 273*	*7 465*	*13 025*	*15 152*
Bruxelles (b)	*1 282*	*1 136*	*1 348*	*1 633*	*3 011*	*3 973*
Le Royaume	**8 865**	**6 985**	**11 237**	**15 750**	**28 661**	**35 261**
	FEMMES					
Anvers	1 390	1 058	1 123	1 063	1 793	2 777
Brabant	1 306	1 100	1 392	1 634	2 738	3 516
Flandre occidentale	1 560	1 161	1 325	1 184	1 531	1 645
Flandre orientale	599	479	716	829	2 227	2 970
Hainaut	1 705	1 511	2 133	2 580	4 307	5 634
Liège	983	753	1 015	1 596	2 961	4 138
Limbourg	376	128	251	564	1 648	1 851
Luxembourg	61	50	64	97	146	206
Namur	266	188	231	280	426	604
Région flamande	*4 074*	*3 000*	*3 807*	*3 989*	*7 782*	*9 990*
Région wallonne	*3 085*	*2 548*	*3 516*	*4 698*	*8 055*	*10 836*
Bruxelles (b)	*1 087*	*880*	*927*	*1 140*	*1 940*	*2 515*
Le Royaume	**8 246**	**6 428**	**8 250**	**9 827**	**17 777**	**23 341**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation en fin du mois et moyenne mensuelle pour l'année.

(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Anvers	3 129	2 297	2 678	2 659	4 871	7 407
Brabant	2 887	2 508	3 213	3 847	6 957	9 004
Flandre occidentale	3 339	2 381	3 263	3 259	4 552	5 137
Flandre orientale	1 715	1 273	2 025	2 336	5 204	6 865
Hainaut	3 003	2 729	4 300	6 155	10 109	12 384
Liège	1 716	1 401	2 618	4 804	8 607	10 728
Limbourg	756	366	743	1 662	4 411	4 899
Luxembourg	178	162	211	264	585	777
Namur	388	296	436	591	1 142	1 401
Région flamande	*9 287*	*6 686*	*9 423*	*10 641*	*20 407*	*26 126*
Région wallonne	*5 455*	*4 711*	*7 789*	*12 163*	*21 080*	*25 988*
Bruxelles (b)	*2 369*	*2 016*	*2 275*	*2 773*	*4 951*	*6 488*
Le Royaume	17 111	13 413	19 487	25 577	46 438	58 602

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation en fin du mois et moyenne mensuelle pour l'année.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par groupe de professions et région linguistique des chômeurs complets en 1968 (a)

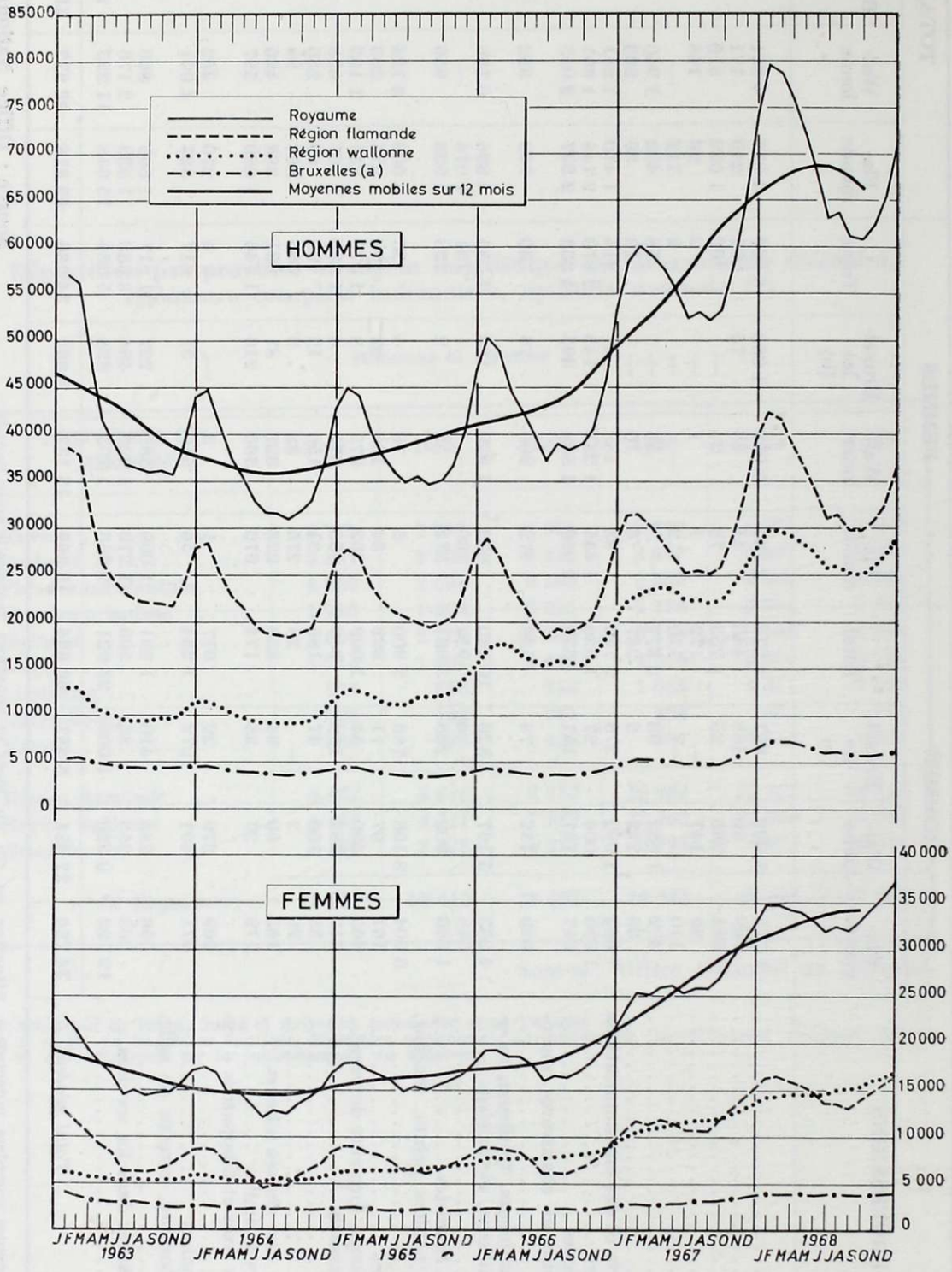
GROUPE DE PROFESSIONS	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total
Employés	1 775	1 602	897	4 274	2 242	3 279	1 088	6 609	4 017	4 881	1 985	10 883
Artistes	169	86	188	443	41	85	75	201	210	171	263	644
Agriculteurs	944	286	25	1 255	78	24	—	102	1 022	310	25	1 357
Chasseurs, forestiers	25	147	—	172	1	1	—	2	26	148	—	174
Pêcheurs	110	—	—	110	2	—	—	2	112	—	—	112
Mineurs	402	1 882	93	2 377	—	58	—	58	402	1 940	93	2 435
Carriers	36	223	8	267	3	10	—	13	39	233	8	280
Travailleurs des transports et des communications	1 382	1 092	278	2 752	88	189	37	314	1 470	1 281	315	3 066
Fileurs, tisseurs, tricoteurs	1 303	606	27	1 936	1 445	1 285	140	2 870	2 748	1 891	167	4 806
Tailleurs, coupeurs, fourreurs	347	167	141	655	2 050	1 888	395	4 333	2 397	2 055	536	4 988
Coupeurs de cuir, monteurs en chaussures, maroquiniers	320	152	74	546	472	200	78	750	792	352	152	1 296
Conducteurs de fours, lamineurs, tréfileurs, mouleurs, mécaniciens, outilleurs, électriciens	4 253	5 167	820	10 240	633	1 029	123	1 785	4 886	6 196	943	12 025
Travailleurs du diamant	948	—	4	952	130	—	1	131	1 078	—	5	1 083
Charpentiers, menuisiers, ébénistes	1 860	903	268	3 031	73	53	2	128	1 933	956	270	3 159
Peintres et colleurs de papiers peints, maçons, carreleurs, plafonneurs	5 004	3 108	788	8 900	5	16	4	25	5 009	3 124	792	8 925
Compositeurs, typographes	161	97	71	329	54	106	32	192	215	203	103	521
Potiers, conducteurs de fours, formeurs de verre	465	490	54	1 009	392	675	8	1 075	857	1 165	62	2 084
Meuniers, boulangers, brasseurs	512	287	150	949	655	371	4	1 030	1 167	658	154	1 979
Travailleurs de la chimie	38	100	47	185	31	156	12	199	69	256	59	384
Ouvriers en tabac	26	2	—	28	275	88	2	365	301	90	2	393
Ouvriers à la production non classés ailleurs	165	99	94	358	223	327	81	631	388	426	175	989
Emballeurs et travailleurs assimilés	119	27	28	174	970	560	216	1 746	1 089	587	244	1 920
Conducteurs de machines fixes et d'appareils d'excavation et de levage	269	379	29	677	1	3	—	4	270	382	29	681
Dockers et manutentionnaires	471	491	272	1 234	56	510	51	617	527	1 001	323	1 851
Cuisiniers, femmes de chambre, garçons de salle, serveurs	596	285	410	1 291	1 009	581	227	1 817	1 605	866	637	3 108
Autres travailleurs spécialisés dans les services	263	253	83	599	1 276	1 923	484	3 683	1 539	2 176	567	4 282
Manœuvres ordinaires	12 793	9 520	1 608	23 921	2 855	1 705	824	5 384	15 648	11 225	2 432	29 305
Total général	**34 756**	**27 451**	**6 457**	**68 664**	**15 060**	**15 122**	**3 884**	**34 066**	**49 816**	**42 573**	**10 341**	**102 730**

(a) Demandeur d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation en fin du mois et moyenne mensuelle pour l'année.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Source : Office National de l'Emploi.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Toutes catégories

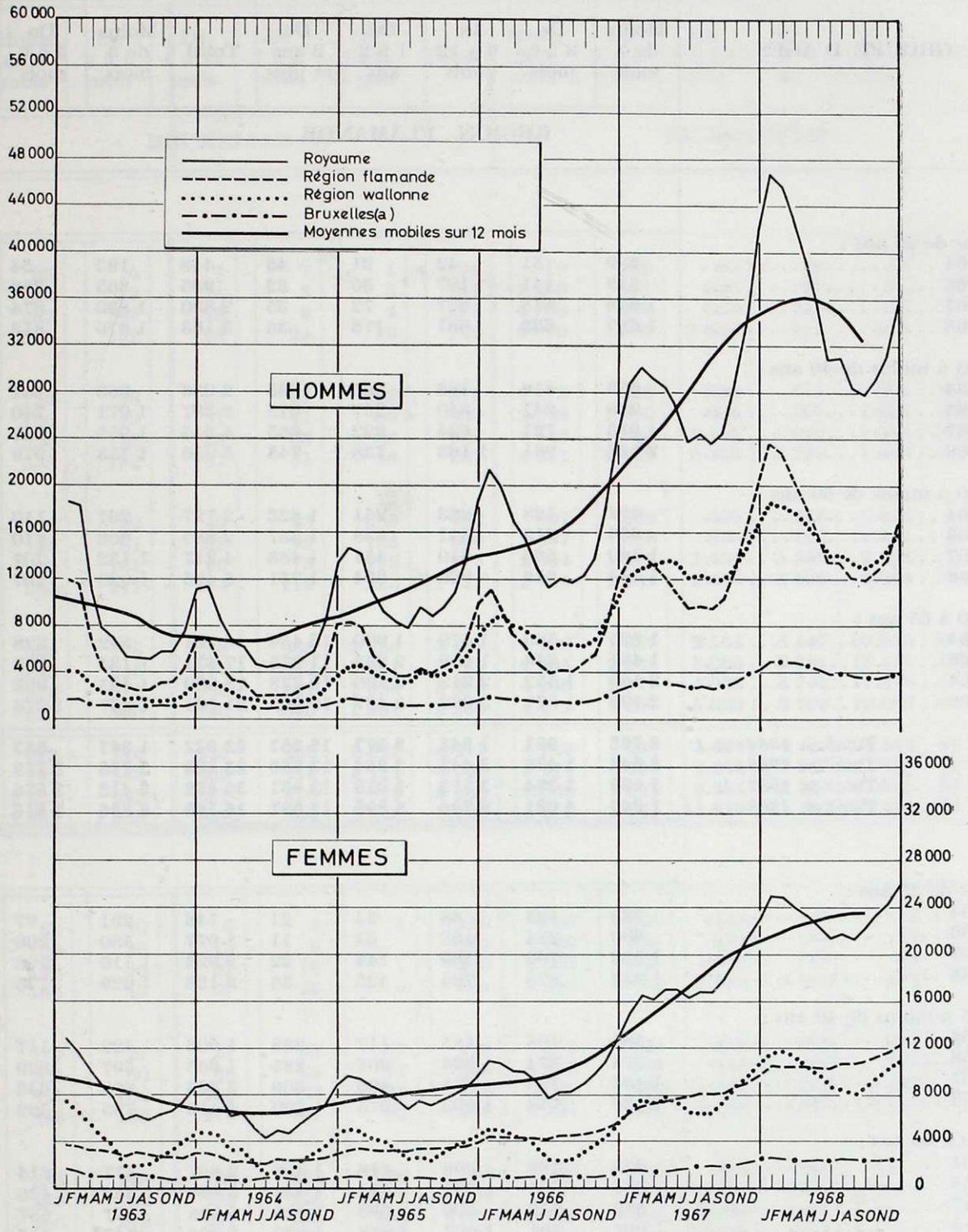


(a) Bruxelles = Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Aptitude normale



(a) Bruxelles = Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des chômeurs complets par grou

GROUPE D'AGES	DURÉE									
	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	D 1 à an
	RÉGION FLAMANDE						RÉGI			
	H									
Moins de 25 ans :										
1964	289	51	42	21	45	448	195	54	42	
1966	619	141	107	36	32	935	865	333	218	
1967	1 878	578	327	72	35	2 890	1 830	874	630	1
1968	1 687	633	631	176	36	3 163	1 676	853	818	3
De 25 à moins de 40 ans :										
1964	659	119	188	205	865	2 036	363	161	174	1
1966	938	247	340	257	615	2 397	1 071	740	593	2
1967	1 913	721	624	322	665	4 245	1 955	982	876	6
1968	2 343	961	1 163	738	745	5 950	1 753	979	1 148	9
De 40 à moins de 50 ans :										
1964	492	128	233	251	1 623	2 727	267	110	187	
1966	654	215	341	338	1 337	2 885	668	610	480	
1967	1 140	533	610	451	1 483	4 217	1 132	707	749	8
1968	1 314	616	920	894	1 751	5 495	1 020	707	943	1 1
De 50 à 65 ans :										
1964	1 325	583	1 479	1 900	13 434	18 721	542	328	757	1 1
1966	1 431	873	1 659	2 233	11 275	17 471	1 134	995	1 130	1 2
1967	2 168	1 552	2 212	2 190	10 778	18 900	1 495	993	1 455	2 1
1968	2 496	1 871	3 082	3 487	10 565	21 501	1 357	1 276	1 907	2 5
Total en 1964 ...	**2 765**	**881**	**1 942**	**2 377**	**15 967**	**23 932**	**1 367**	**653**	**1 160**	**1 5**
Total en 1966 ...	**3 642**	**1 476**	**2 447**	**2 864**	**13 259**	**23 688**	**3 738**	**2 678**	**2 421**	**1 9**
Total en 1967 ...	**7 099**	**3 384**	**3 773**	**3 035**	**12 961**	**30 252**	**6 412**	**3 556**	**3 710**	**3 7**
Total en 1968 ...	**7 840**	**4 081**	**5 796**	**5 295**	**13 097**	**36 109**	**5 806**	**3 815**	**4 816**	**5 0**
	F									
Moins de 25 ans :										
1964	480	123	88	34	21	746	291	97	51	
1966	600	234	168	64	11	1 077	580	266	173	1
1967	1 553	766	439	144	22	2 924	1 110	763	568	2
1968	1 253	678	724	425	56	3 136	1 029	775	891	7
De 25 à moins de 40 ans :										
1964	361	105	185	117	238	1 006	422	117	200	1
1966	575	274	326	205	285	1 665	597	329	384	4
1967	1 134	785	671	400	336	3 326	850	643	669	6
1968	1 160	748	1 003	975	530	4 416	785	562	846	1 1
De 40 à 60 ans :										
1964	428	188	366	416	1 499	2 897	477	214	399	
1966	581	381	521	524	1 437	3 444	553	426	564	1
1967	883	712	800	683	1 520	4 598	837	587	795	9
1968	1 032	761	1 307	1 273	1 833	6 206	748	555	943	1 3
Total en 1964 ...	**1 269**	**416**	**639**	**567**	**1 758**	**4 649**	**1 190**	**428**	**650**	**1**
Total en 1966 ...	**1 756**	**889**	**1 015**	**793**	**1 733**	**6 186**	**1 730**	**1 021**	**1 121**	**1 2**
Total en 1967 ...	**3 570**	**2 263**	**1 910**	**1 227**	**1 878**	**10 848**	**2 797**	**1 993**	**2 032**	**1 1**
Total en 1968 ...	**3 445**	**2 187**	**3 034**	**2 673**	**2 419**	**13 758**	**2 562**	**1 892**	**2 680**	**3 4**

(a) Recensement à la date du 30 juin. Les données comprennent les chômeurs occupés par les pouvoirs publics.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien

, durée et région linguistique (a)

AGE													
	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total
ONNE		BRUXELLES (b)						LE ROYAUME					
	314	35	4	4	7	4	54	519	109	88	43	57	816
	1 478	116	13	14	5	3	151	1 600	487	339	91	47	2 564
	3 505	292	47	25	3	4	371	4 000	1 499	982	218	67	6 766
	3 750	507	152	93	24	16	792	3 870	1 638	1 542	552	103	7 705
	1 354	156	38	31	31	122	378	1 178	318	393	411	1 468	3 768
	3 124	190	59	51	41	89	430	2 199	1 046	984	597	1 125	5 951
	4 969	550	142	85	53	88	918	4 418	1 845	1 585	1 010	1 274	10 132
	5 623	455	182	131	81	88	937	4 551	2 122	2 442	1 792	1 603	12 510
	1 594	108	42	49	43	208	450	867	280	469	513	2 642	4 771
	3 091	145	61	58	48	188	500	1 467	886	879	800	2 444	6 476
	4 581	282	131	95	75	192	775	2 554	1 371	1 454	1 369	2 825	9 573
	5 566	380	211	194	119	223	1 127	2 714	1 534	2 057	2 199	3 684	12 188
	7 759	329	176	298	388	2 238	3 429	2 196	1 087	2 534	3 447	20 645	29 909
	9 470	340	215	277	322	1 831	2 985	2 905	2 083	3 066	3 761	18 111	29 926
	11 081	573	372	366	387	1 626	3 324	4 236	2 917	4 033	4 743	17 376	33 305
	12 975	619	460	540	640	1 591	3 850	4 472	3 607	5 529	6 709	18 009	38 326
	11 021	**628**	**260**	**382**	**469**	**2 572**	**4 311**	**4 760**	**1 794**	**3 484**	**4 414**	**24 812**	**39 264**
	17 163	**791**	**348**	**400**	**416**	**2 111**	**4 066**	**8 171**	**4 502**	**5 268**	**5 249**	**21 727**	**44 917**
	24 136	**1 697**	**692**	**571**	**518**	**1 910**	**5 388**	**15 208**	**7 632**	**8 054**	**7 340**	**21 542**	**59 776**
	27 914	**1 961**	**1 005**	**958**	**864**	**1 918**	**6 706**	**15 607**	**8 901**	**11 570**	**11 252**	**23 399**	**70 729**
	473	88	20	6	4	1	119	859	240	145	61	33	1 338
	1 159	100	26	13	6	—	145	1 280	526	354	188	33	2 381
	2 723	192	66	31	10	1	300	2 855	1 595	1 038	391	68	5 947
	3 570	166	89	67	23	6	351	2 448	1 542	1 682	1 185	200	7 057
	1 187	177	27	27	32	77	340	960	249	412	343	569	2 533
	2 109	201	60	38	38	71	408	1 373	663	748	645	753	4 182
	3 444	341	162	106	53	81	743	2 325	1 590	1 446	1 114	1 038	7 513
	4 348	346	186	176	167	90	965	2 291	1 496	2 025	2 308	1 609	9 729
	3 472	385	148	180	234	936	1 883	1 290	550	945	1 155	4 312	8 252
	4 397	383	163	188	226	778	1 738	1 517	970	1 273	1 502	4 317	9 579
	5 537	466	275	297	280	758	2 076	2 186	1 574	1 892	1 928	4 631	12 211
	6 688	538	330	442	478	826	2 614	2 318	1 646	2 692	3 271	5 581	15 508
	5 132	**650**	**195**	**213**	**270**	**1 014**	**2 342**	**3 109**	**1 039**	**1 502**	**1 559**	**4 914**	**12 123**
	7 665	**684**	**249**	**239**	**270**	**849**	**2 291**	**4 170**	**2 159**	**2 375**	**2 335**	**5 103**	**16 142**
	11 704	**999**	**503**	**434**	**343**	**840**	**3 119**	**7 366**	**4 759**	**4 376**	**3 433**	**5 737**	**25 671**
	14 606	**1 050**	**605**	**685**	**668**	**922**	**3 930**	**7 057**	**4 684**	**6 399**	**6 764**	**7 390**	**32 294**

Source : Office National de l'Emploi.

ıdissement de Soignies.

DEUXIÈME PARTIE

PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

CHAPITRE PREMIER

AGRICULTURE ET PÊCHE

SECTION I. – AGRICULTURE

Contrairement à 1967, 1968 a été marquée par un temps défavorable. Les pluies persistantes ont non seulement influé sur le volume de la production mais la qualité en a dans de nombreux cas été mauvaise. L'évolution des prix de certains produits, notamment des pommes de terre et des betteraves sucrières, a aussi été moins favorable qu'en 1967.

Bien qu'on ne possède pas de données précises sur les revenus de l'agriculture, on peut considérer que le produit des cultures fut notablement moins élevé en 1968 qu'en 1967.

L'évolution a été différente dans le secteur de l'élevage, non seulement la production a augmenté, mais on y a enregistré des prix en hausse. L'indice des prix des produits de l'élevage s'est élevé à 115,76 points contre 112,92 l'année précédente.

Dans le secteur fruitier on a généralement enregistré des prix très bas, de sorte que de grandes quantités ont été détruites. Dans le secteur des légumes il y a eu accroissement de la production et augmentation des prix.

L'indice du coût de la production calculé par le Ministère de l'Agriculture s'est relevé de 114,8 points à 117,3. Cela a été dû surtout à la hausse des prix des fourrages, du matériel et des taxes.

Le revenu agricole fut donc probablement inchangé.

Comme les années précédentes, le total des superficies cultivées a légèrement diminué, cette fois de 0,8 %. Tandis que les superficies consacrées aux céréales panifiables ont à nouveau légèrement augmenté, celles des céréales non panifiables ont baissé. En particulier les emblavements de froment d'hiver ont relativement augmenté (46,4 %), et ceux de froment de printemps ont diminué.

La réduction des emblavements de céréales fourragères par rapport à l'année précédente a été due surtout au recul de l'avoine. La superficie totale consacrée à l'orge est pratiquement demeurée la même mais on a aussi constaté un glissement de l'orge de printemps vers l'orge d'hiver.

La superficie réservée aux pommes de terre a fortement diminué (9,7 %), par suite surtout de l'évolution défavorable des prix au cours de la période 1967-1968. C'est pour les variétés semi-hâtives et tardives que le recul a été le plus considérable ; pour les hâtives il a été de 8,9 %.

Pour les plantes industrielles on note une nouvelle extension des emblavements en ce qui concerne les betteraves sucrières (15 %), il en est de même pour le lin (14,6 %) qui avait enregistré un recul considérable au cours des années antérieures.

On constate aussi une extension importante des emblavements pour les autres plantes industrielles. Il faut en particulier noter l'accroissement considérable de la superficie consacrée au colza (42,7 % par rapport à 1967). Les augmentations des superficies du tabac et du houblon ont été respectivement de 12 % et de 1,1 %.

Pour les légumineuses par contre on enregistre un recul des emblavements de 6,9 %, le plus important concerne les haricots (34,1 %).

D'après le recensement du 15 mai 1968, le cheptel bovin est à nouveau légèrement en progrès après le fléchissement de 1967. Le nombre des vaches laitières a augmenté de 3,75 % par rapport à 1967, et les veaux de moins d'un an de 3 %. Comme l'année précédente, on a enregistré un accroissement du nombre des génisses et surtout du nombre des génisses d'un an et plus. Quant au jeune bétail mâle, il est en augmentation pour les catégories de trois mois à un an mais en recul pour les catégories de un à deux ans et de deux ans et plus.

Il apparaît d'autre part que le cheptel porcin a de nouveau augmenté ; cette fois de 7,7 %. L'accroissement a été sensible surtout pour les porcelets de moins de deux mois (11,8 %) et les porcs de deux à six mois (7,3 %). Les animaux reproducteurs mâles et femelles n'ont augmenté que de 1,4 % et de 1,5 %, quant aux porcs à l'engrais leur nombre est en recul.

En ce qui concerne la volaille, on a constaté, au recensement annuel du 15 mai, un accroissement de 2,2 %. Il est dû principalement à l'augmentation du nombre des pondeuses (6,3 % par rapport à 1967). Pour les poulets et les poulettes l'accroissement n'est que de 0,9 % alors que pour les coqs et les poulardes il y a recul de 19,7 % et 0,9 % respectivement.

La superficie des cultures maraîchères de plein air est demeurée à peu près inchangée l'année dernière. La culture maraîchère sous verre a continué de croître (6 % par rapport à 1967). Les cultures maraîchères destinées à l'industrie comme les pois, les haricots et les scorsonères ont dans l'ensemble augmenté ; en particulier pour ces derniers (en hausse de 34,5 %), on a retrouvé le niveau de 1964. Les superficies consacrées au witloof continuent à augmenter (4,8 %), et celles réservées aux tomates et aux asperges à diminuer. Pour les choux-fleurs il y a eu aussi une diminution, sans doute à la suite de l'évolution défavorable des prix en 1967.

En ce qui concerne les cultures fruitières, on constate une nouvelle diminution des cultures à hautes tiges et une augmentation des cultures à basses tiges, dans le cadre de l'assainissement du secteur fruitier.

La superficie consacrée aux fraises s'est de nouveau accrue, grâce notamment à l'évolution très favorable des prix au cours de l'année écoulée ; on a constaté aussi une nouvelle extension de la culture des fraises sous verre.

La récolte des froments d'hiver et de printemps s'est élevée respectivement à 495.917 t et 343.417 t. Par rapport à 1967, ceci représente une augmentation de 43,7 % et une diminution de 28,9 %.

Parmi les céréales fourragères, seule la récolte de maïs pour la graine a accusé un progrès (17,6 %). Le recul le plus sensible est celui de l'orge d'hiver (25,5 %) suivi par l'orge de printemps (15,5 %) ; pour l'avoine, la diminution est de 12,8 %. L'évolution des prix des céréales fourragères a dans l'ensemble été plus favorable, contrairement à celle des céréales panifiables.

En dépit du mauvais temps, le rendement à l'hectare de l'orge destinée à l'alimentation du bétail a augmenté de 3,0 %. Le Conseil de la C.E.E. a décidé de relever de 4 % le prix du seigle, de 3,5 % pour l'orge et de 4,75 % celui du maïs et des autres céréales pour la récolte 1968/'69. Des hausses mensuelles seront appliquées comme au cours de l'année agricole précédente sur les prix indicatifs, d'intervention et de seuil.

La récolte de pommes de terre a accusé un recul très sensible. Ce sont les variétés hâtives et tardives qui ont enregistré le plus grand fléchissement du rendement à l'hectare par suite du mauvais temps : 9,4 % et 13,3 %. L'évolution des prix a aussi été défavorable, en particulier pour les pommes de terre hâtives par suite de l'existence de tonnages encore disponibles de la récolte de 1967.

La récolte de betteraves sucrières a augmenté de 13,6 %. Le rendement à l'hectare n'a que légèrement fléchi (1,2 %). Cependant la teneur en sucre a été beaucoup plus faible (± 14,4 %).

La récolte du lin a augmenté, suite à l'extension des cultures. L'indice des prix du lin s'est élevé à 96,35 points contre 98,35 l'année précédente.

La récolte de chicorée a été supérieure de 24,8 % à celle de l'année dernière. Ceci est dû surtout à l'extension des superficies emblavées, malgré le fléchissement du rendement (1,2 %). Les prix ont été fermes, grâce à l'Accord interprofessionnel qui a pu être conclu au début de 1968.

La production totale de houblon s'est élevée à 1.396 t, contre 1.502 t, l'année passée ; la qualité en a été excellente grâce au temps favorable au cours de la seconde quinzaine d'août.

Sur base des données provisoires fournies par l'Institut économique agricole, la production de viande indigène aurait augmenté de 4,2 %, soit, en détail, de 3,2 % pour la viande bovine, de 4,6 % pour celle de veau et de 9,6 % pour celle de porc. Pour les autres rubriques comme la viande de cheval, de mouton, de chèvre, la volaille, les lapins, le gibier, les pigeons on enregistre un nouveau recul.

L'évolution des prix de la viande a en général été favorable. En viande bovine le prix d'orientation est passé de 32,62 F à 35 F. L'instauration d'un

prix d'orientation communautaire, lors de la mise en vigueur du règlement définitif sur la viande bovine, plus élevé que le prix belge d'orientation antérieur, a accru la protection dont jouissait la production intérieure et favorise l'évolution des cotations. Les prix des veaux, après un premier trimestre moins satisfaisant, ont évolué très favorablement. Pour les porcs le prix du kg sur pied s'est relevé de 29,9 F en janvier à 36,4 F en décembre ; cette évolution a été favorisée non seulement par l'accroissement notable des exportations surtout vers la France et l'Allemagne occidentale, mais aussi par l'augmentation (4,7 %) de la consommation intérieure.

Si l'indice des prix des poules à étuver a accusé un léger fléchissement par rapport à l'année passée (102,52 en 1968, contre 103,01 en 1967), les prix des poulets à rôtir, par contre, ont été plus favorables qu'en 1967. Les prix des œufs gros et moyens ont aussi été meilleurs.

La politique laitière communautaire est entrée en vigueur le 29 juillet 1968. Le commerce intracommunautaire des produits laitiers, sauf le lait de consommation et la crème a été libéré. En même temps, une politique commerciale communautaire a été instaurée à l'égard des pays tiers. En vue de pouvoir réaliser le prix indicatif, les mesures ci-après ont été prévues :

— intervention pour les produits de base : beurre et poudre de lait ; le prix d'intervention pour le beurre a été fixé à 88,125 F le kg ;
— soutien pour le lait battu et la poudre de lait maigre destinés à l'alimentation du bétail et à la fabrication de la caséine ;
— mesures de protection uniformes pour le commerce avec les pays tiers.

En même temps, le prix indicatif communautaire du lait (à 33 g de graisse) a été fixé à 4,55 F le litre ; théoriquement c'est le prix payé depuis l'année 1965/'66. Il y a cependant deux différences par rapport à la réglementation antérieure :

1° le prix indicatif communautaire est un prix vers lequel on doit tendre et non un prix minimum garanti. En conséquence, les laiteries ne sont plus tenues de le payer pour pouvoir bénéficier de subsides sur certains dérivés du lait et de primes sur le lait de qualité ;
2° la bonification ou la déduction pour une teneur en matières grasses supérieure ou inférieure à 33 g s'élève à 9 centimes au lieu de 10 centimes.

Cette réglementation a eu une répercussion défavorable sur l'évolution du prix. En août, il a fléchi de 4,6 F à 4,3 F puis est remonté à 4,4 F, niveau auquel il s'est maintenu jusqu'à la fin de l'année.

En dépit de la situation excédentaire la production de beurre, spécialement celle du beurre de laiterie, a continué à croître. L'augmentation a atteint 7.900 t ou 18,5 %. Les autres pays de la C.E.E. doivent aussi faire face à des excédents ; la Commission a accordé aux Etats membres l'autorisation de vendre du beurre de frigo à prix réduit à des institutions sociales, à l'armée, à l'industrie de transformation. La Belgique a aussi été autorisée à transformer 3.000 t de beurre des stocks officiels en beurre concentré contenant 95 % de graisse et de livrer ce produit à l'utilisateur à 44 F le kg.

Par suite des conditions climatiques, la production des légumes a été qualitativement moins bonne que l'année précédente, mais les prix ont cependant été normaux, de sorte que la C.E.E. n'a pas eu à intervenir.

La situation n'a pas été aussi favorable pour la production fruitière. La production des fraises de serre ou de plein air a été moins élevée ; pour les fraises de plein air cela a été dû surtout au moins bon état de la végétation et aux gelées nocturnes. La production de groseilles rouges et noires a été bonne ; on a noté des prix élevés pour les groseilles noires, mais le niveau des prix de 1967 n'a pas été atteint pour les rouges.

La cueillette des cerises, satisfaisante au début, a été en partie endommagée par les pluies abondantes ; les prix ont aussi été plus faibles. La forte production de prunes et de pêches n'a pu être écoulée qu'à de très bas prix.

Bien que la récolte de pommes ait été moins abondante et la qualité beaucoup moins bonne, certaines quantités ont dû être retirées du marché.

Pour les poires, la très abondante récolte dans notre pays et dans les pays de la C.E.E. qui nous entourent a provoqué un effondrement du marché. Un système d'intervention de la C.E.E. a été mis en vigueur du 16 août au 25 octobre.

SECTION II. – PÊCHE MARITIME

Les résultats de la pêche maritime ont été influencés par des facteurs occasionnels. C'est ainsi que les troubles de mai en France ont eu une répercussion importante non seulement sur les apports mais aussi sur les exportations et les prix ; notamment les ventes de soles à la France ont été paralysées, ce qui a influé sur les prix. Par ailleurs, comme l'activité était complètement arrêtée en France, les chalutiers français ont été incités à décharger leurs prises dans les ports de pêche belges ; les pêcheurs hollandais de harengs ont fait de même à Ostende pendant un mois.

Par rapport à l'année passée, la valeur des apports de poisson s'est accrue de 2,0 %. Ont augmenté les apports de poissons ronds (12,6 %), en particulier de cabillauds (21,6 %), de raies (12,9 %) et de crustacés et mollusques (9,4 %). On a enregistré un recul pour les harengs (31,6 %) et les poissons plats (8,5 %) et entre autres pour les soles (10,4 %).

L'indice des prix de l'ensemble de la production est demeuré inchangé en 1968, à 116 points. Pour les poissons ronds et les raies les prix ont été en baisse, tandis que pour les autres espèces ils ont été beaucoup plus favorables.

★

★ ★

Superficies cultivées

Superficies totales estimées (a)

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	Différence en % de 1967 à 1968
Céréales	501,3	519,8	507,1	491,0	485,7	— 1,1
Légumes à cosse récoltés secs	10,5	9,7	9,1	8,3	7,7	— 7,3
Plantes industrielles	106,3	95,3	92,4	94,6	107,4	+ 13,5
Plantes racines et tuberculifères	102,9	97,7	98,0	99,5	89,8	— 9,8
Fourrages verts	40,7	35,9	37,2	36,9	32,9	— 10,8
Prés et prairies	814,7	810,4	810,4	810,1	807,1	— 0,4
Cultures maraîchères	37,7	33,1	36,1	37,5	37,6	+ 0,3
Cultures fruitières	45,3	43,9	43,0	41,8	40,5	— 3,1
Autres cultures	6,1	6,2	13,0	14,1	12,1	— 14,2
Total général des cultures	**1 678,9**	**1 665,5**	**1 646,3**	**1 633,8**	**1 620,8**	**— 0,8**

(a) Sur base du recensement annuel du 15 mai.

Source : Institut National de Statistique.

Céréales

Superficies totales estimées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	Différence en % de 1967 à 1968
Céréales panifiables	**261,9**	**266,2**	**247,1**	**231,5**	**235,0**	**+ 1,5**
Froment	215,6	227,4	212,5	198,9	202,6	+ 1,9
dont : Froment d'hiver et alternatif	*138,2*	*124,7*	*95,4*	*76,3*	*111,7*	*+ 46,4*
Froment de printemps	*77,4*	*102,7*	*117,1*	*122,6*	*90,9*	*— 25,9*
Seigle	41,8	34,4	30,1	27,5	27,2	— 1,1
Epeautre	3,9	3,8	3,8	4,2	4,6	+ 9,5
Méteil	0,6	0,6	0,7	0,9	0,6	— 33,4
Céréales non panifiables	**239,4**	**253,6**	**260,0**	**259,4**	**250,7**	**— 3,4**
Orge	128,2	146,8	160,3	153,7	153,6	— 0,1
dont : Escourgeon	*29,7*	*26,2*	*25,2*	*27,3*	*33,2*	*+ 21,6*
Orge d'été	*98,5*	*120,6*	*135,1*	*126,4*	*120,4*	*— 4,7*
Avoine	105,1	99,2	91,4	96,6	87,2	— 9,7
Maïs pour la graine	0,4	0,5	0,5	0,6	0,8	+ 33,3
Autres	5,7	7,1	7,8	8,5	9,1	+ 7,1
Total des céréales	**501,3**	**519,8**	**507,1**	**490,9**	**485,7**	**— 1,1**

Source : Institut National de Statistique.

Plantes industrielles

Superficies totales estimées

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	Différence en % de 1967 à 1968
Plantes industrielles de grande culture :	En milliers d'hectares					
Betteraves sucrières	63,9	65,4	66,5	77,9	89,6	+15,0
Lin	39,2	27,0	23,6	14,0	14,6	+4,3
Plantes industrielles de moyenne et petite culture :	En hectares					
Chicorée à café	1 523	1 167	749	786	1 002	+27,5
Tabac	786	824	655	524	587	+12,0
Houblon	782	805	845	916	926	+ 1,1
Colza	66	52	44	454	648	+42,7
Autres cultures industrielles	31	30	43	40	58	+45,0

Source : Institut National de Statistique.

Plantes racines et tuberculifères

Superficies totales estimées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	Différence en % de 1967 à 1968
Pommes de terre hâtives	6,1	5,3	5,1	5,6	5,1	— 8,9
Pommes de terre mi-hâtives	40,6	38,8	40,5	42,2	37,3	—11,6
Pommes de terre tardives	14,4	13,4	13,7	14,3	12,5	—12,6
Betteraves fourragères et mi-sucrières	41,1	39,5	38,1	36,7	34,3	— 6,5
Autres	0,8	0,7	0,6	0,7	0,6	—14,3
Total ...	**103,0**	**97,7**	**98,0**	**99,5**	**89,8**	**— 9,7**

Source : Institut National de Statistique.

Cultures fruitières

Superficies totales estimées

(en hectares)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	Différence en % de 1967 à 1968
Cultures fruitières en plein air	**45 296**	**43 893**	**42 991**	**41 793**	**40 451**	— **3,2**
Pour la vente	*30 280*	*29 308*	*28 767*	*27 710*	*26 880*	— *3,0*
Vergers à hautes tiges :						
— sans entrecultures	20 494	18 989	17 547	15 921	14 596	— 8,3
— avec entrecultures	524	365	499	417	468	+ 12,2
Vergers à basses tiges :						
— sans entrecultures	7 237	8 124	9 026	9 792	10 347	+ 5,7
— avec entrecultures	833	727	614	561	423	— 24,6
Fraises	909	845	854	811	837	+ 3,2
Fruits à baies et framboises	283	258	227	208	209	+ 0,5
Pour consommation familiale	*15 016*	*14 585*	*14 224*	*14 083*	*13 571*	— *3,6*
Cultures fruitières sous verre pour la vente	**496,9**	**512,7**	**499,7**	**485,2**	**468**	— **3,6**
Pêches	4,4	2,9	3,0	3,3	3,0	— 10,0
Fraises	36,4	39,0	49,6	55,6	57,0	+ 2,5
Raisins	454,0	458,7	442,4	423,4	405,0	— 4,4
Autres fruits	2,1	12,1	4,7	2,9	3,0	+ 3,4

Source : Institut National de Statistique.

Cultures maraîchères

Superficies totales estimées

(en hectares)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	Différence en % de 1967 à 1968
Cultures maraîchères en plein air	**37 705**	**33 121**	**36 070**	**37 477**	**37 640**	+ **0,4**
Pour la vente	*19 238*	*14 903*	*18 021*	*19 569*	*19 959*	+ *2,0*
Pois verts	7 063	4 927	7 283	8 508	8 933	+ 5,0
Haricots verts	2 446	1 473	2 111	1 867	1 457	— 22,0
Tomates	253	246	237	230	224	— 2,6
Chicorées (witloof)	3 660	3 480	3 381	3 541	3 710	+ 4,8
Asperges	513	425	365	286	238	— 16,8
Choux-fleurs	628	603	600	636	625	— 1,7
Scorsonères	1 446	619	767	1091	1 467	+ 34,5
Autres légumes	3 229	3 130	3 277	3 410	3 305	— 3,0
Jardins potagers (consommation familiale)	*18 467*	*18 218*	*18 049*	*17 908*	*17 681*	— *1,3*
Cultures maraîchères sous verre pour la vente	**623,3**	**634,5**	**660,0**	**695,5**	**740,0**	+ **6,4**
Tomates	497,9	513,8	520,2	567,9	580	+ 2,1
Choux-fleurs	25,5	23,6	25,4	23,5	28	+ 19,1
Autres légumes	99,9	97,1	114,4	104,1	132	+ 26,8

Source : Institut National de Statistique.

Evolution des rendements de certaines cultures

Production moyenne par hectare

(en quintaux métriques)

CULTURE	1964	1965	1966	1967	1968	Différence en % de 1967 à 1968
Froment d'hiver	42,5	38,2	30,1	45,2	44,4	— 1,8
Froment de printemps	40,4	37,1	31,0	39,4	37,8	— 4,1
Seigle	32,8	28,5	25,1	32,8	32,0	— 2,4
Escourgeon	37,3	36,0	31,0	43,4	44,7	+ 3,0
Orge	41,1	35,4	30,2	39,9	35,4	— 11,3
Avoine	35,5	30,8	32,1	37,4	36,1	— 3,5
Maïs cultivé pour la graine	47,1	44,6	44,2	46,7	45,0	— 3,7
Pois secs	36,1	30,6	25,6	35,9	29,9	— 16,7
Betteraves sucrières	487,0	387,8	388,6	464,0	458,6	— 2,1
Lin (paille)	65,8	65,0	61,1	68,2	67,0	— 1,8
Chicorée à café	443,3	393,9	388,5	404,3	395,9	— 1,2
Pommes de terre tardives	298,7	258,3	277,4	338,2	293,2	— 13,3
Pommes de terre mi-hâtives	295,0	253,1	245,9	317,5	295,2	— 7,0
Pommes de terre hâtives	211,7	202,3	194,5	215,9	195,6	— 9,4
Betteraves fourragères	916,0	784,6	795,5	962,5	964,2	+ 0,2
Trèfle ordinaire (foin)	47,3	48,8	51,6	51,5	48,0	— 6,8
Luzerne (foin)	58,2	58,7	55,8	59,3	59,8	+ 0,8
Foin de prairies permanentes	48,0	50,3	50,7	50,4	48,6	— 3,6

Source : Institut National de Statistique.

Production agricole

(en milliers de quintaux métriques)

CULTURE	1964	1965	1966	1967	1968
Froment d'hiver	5 872,6	4 741,7	2 872,6	3 449,9	4 959,2
Froment de printemps	3 126,2	3 798,7	3 628,7	4 831,7	3 434,2
Seigle	1 364,4	975,8	756,3	901,0	869,8
Escourgeon	1 107,6	943,2	780,4	1 181,8	1 483,1
Orge	4 048,4	4 258,4	4 079,5	5 044,4	4 261,3
Avoine	3 732,2	3 044,8	2 933,6	3 613,6	3 148,2
Maïs cultivé pour la graine	20,9	23,4	25,6	29,6	34,8
Pois secs	253,9	195,6	158,3	185,9	151,2
Betteraves sucrières	31 135,4	25 372,2	25 857,4	36 151,2	41 075,9
Lin (paille)	2 578,7	1 734,9	1 439,3	955,8	979,8
Chicorée à café	675,2	460,1	291,0	317,8	396,7
Pommes de terre tardives	4 288,1	3 420,4	3 787,1	4 849,5	3 659,4
Pommes de terre mi-hâtives	11 964,0	9 697,8	9 963,9	13 384,9	10 996,8
Pommes de terre hâtives	1 294,8	1 073,6	997,4	1 200,6	1 005,6
Betteraves fourragères	37 685,2	31 064,7	30 316,5	35 340,1	33 034,5

Source : Institut National de Statistique.

Matériel agricole
(unités)

ANNÉE	Tracteurs	Moissonneuses		Machines à traire
		lieuses	batteuses	
1961	48 905	37 598	3 629	35 220
1962	53 507	35 677	4 083	37 341
1963	58 346	34 724	4 446	40 749
1964	61 377	31 155	5 133	42 438
1965	65 002	27 110	5 603	43 653
1966	70 892	22 596	6 336	46 326
1967	77 470	18 439	7 199	49 032
1968	81 014	14 859	7 669	50 874

Source : Institut National de Statistique.

Cheptel
(en milliers d'unités)

CATÉGORIE D'ANIMAUX	15 décembre 1965 Total	15 décembre 1966 Total	15 décembre 1967 Total	1 décembre 1968 Total
Chevaux agricoles	97,8	86,9	78,8	81,0
Bovidés :				
Vaches laitières	1 024,7	1 028,8	1 039,6	1 067,2
Autres bovidés	1 594,0	1 568,4	1 571,0	1 606,3
Total des bovidés	2 618,7	2 597,2	2 610,6	2 673,5
Porcs	1 885,0	2 116,6	2 392,3	2 504,3

Source : Institut National de Statistique.

Production nette de viande indigène (a)
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Production de viande							Abats comestibles (d)	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine (b)	Autre viande (c)	Total		
1961.	179,2	19,4	236,0	9,2	1,8	81,7	527,3	37,6	564,9
1962.	187,4	21,9	260,1	8,7	1,9	93,6	573,6	40,4	614,0
1963.	200,4	26,8	237,4	8,3	1,8	95,1	569,8	41,0	610,8
1964.	160,4	20,8	230,2	6,7	1,0	99,3	518,4	35,5	553,9
1965.	167,4	18,8	259,6	7,0	1,1	104,4	558,3	37,4	595,7
1966.	187,3	20,3	289,1	5,1	1,4	102,7	605,9	41,6	647,5
1967.	180,0	19,5	328,3	3,9	1,5	111,8	645,0	43,2	688,2
1968.	185,8	20,4	359,7	3,7	1,0	101,5(e)	672,1 (e)	45,0	717,1 (e)

Source : Ministère de l'Agricuture.

(a) Compte tenu des coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
(b) Y compris les abattages à la ferme évalués à 22.464 t pour les porcs. Pour les moutons environ 40 t.
(c) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.
(d) Y compris les abattages à la ferme évalués à 1.248 t.
(e) Données provisoires.

Consommation de viande (a)
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Consommation de viande							Abats comestibles (b)	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine (b)	Autre viande (c)	Total		
1962.	204,7	22,2	237,5	31,1	3,5	87,7	586,7	40,2	626,9
1963.	211,6	26,8	232,8	28,6	3,8	85,3	588,9	43,1	632,0
1964.	203,7	21,0	238,9	33,4	4,3	86,5	587,8	43,6	631,4
1965.	198,3	19,3	274,5	36,1	4,4	85,0	617,6	39,9	657,5
1966.	205,5	20,9	282,9	32,4	4,6	77,2	623,5	54,5	678,0
1967.	211,6	22,8	296,1	32,8	4,9	83,4	651,6	56,2	707,8
1968(d)	216,8	23,7	309,9	32,0	5,4	80,0	667,8	56,3	724,1

Source : Ministère de l'Agriculture.

(a) Compte tenu de coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
(b) Y compris les abattages à la ferme.
(c) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.
(d) Données provisoires pour les autres viandes, le total et le total général.

Solde d'importations et d'exportations de viande (a)
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande							Abats comestibles	Total général
	bovine	de veau	porcine	chevaline	ovine et caprine	Autre (b)	Total		
1962.	— 17,3	— 0,3	+ 22,6	— 22,4	— 1,6	+ 5,9	— 13,1	+ 0,2	— 12,9
1963.	— 11,0	—	+ 4,6	— 20,3	— 2,0	+ 9,8	— 19,1	— 2,1	— 21,2
1964.	— 43,3	— 0,2	— 8,7	— 26,7	— 3,3	+12,8	— 69,4	— 8,1	— 77,5
1965.	— 30,9	— 0,5	— 14,9	— 29,1	— 3,3	+19,4	— 59,3	— 2,5	— 61,8
1966.	— 18,2	— 0,6	+ 6,2	— 27,3	— 3,2	+25,5	— 17,6	—12,9	— 30,5
1967.	— 31,6	— 3,2	+ 32,2	— 28,9	— 3,4	+28,5	— 6,4	—13,0	— 19,4
1968.	— 30,9	— 3,3	+ 49,7	— 28,3	— 4,5	+21,5	+ 4,2	—11,4	— 7,2

(a) Y compris les animaux sur pied en poids abattu. Importations (—); exportations (+).
(b) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.

Source : Ministère de l'Agriculture.

Beurre
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (c)
Production (a)	97,2	90,5	85,3	88,7	85,3	87,1	99,8
Beurre de laiterie	55,5	50,9	50,0	57,3	60,3	64,3	76,2
Beurre de ferme (a)	41,7	39,7	35,2	31,4	25,1	23,5	23,6
Solde d'importations ou d'exportations (U.E.B.L.) (b)	+3,5	—2,3	— 12,6	+ 10,5	—9,9	— 9,7	—2,0

(a) Données corrigées.
(b) Importations (—); exportations (+).
(c) Données provisoires.

Sources : Ministère de l'Agriculture.
Institut National de Statistique.

Importations et exportations de produits agricoles (a)

ANNÉE	Produits animaux		Produits de grandes cultures		Produits horticoles		Total	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS							
1962	107,8	2 802,4	2 873,4	9 518,2	412,9	3 516,8	3 394,1	15 837,4
1963	133,4	3 635,9	2 710,6	9 514,7	425,1	3 500,2	3 269,1	16 650,8
1964	214,0	6 234,5	2 643,3	9 546,3	489,7	3 847,5	3 347,0	19 628,3
1965	230,9	7 024,5	3 088,1	11 220,8	564,1	4 787,2	3 883,1	23 032,5
1966	231,9	7 283,6	3 666,9	13 171,6	506,7	4 998,6	4 405,5	25 453,8
1967	294,0	8 869,5	3 592,9	13 585,6	621,1	5 615,0	4 508,0	28 070,1
1968	293,0	9 563,9	3 168,7	13 298,1	644,9	5 468,4	4 106,6	28 330,4
	EXPORTATIONS							
1962	128,9	3 122,2	426,7	1 649,5	186,8	2 535,1	742,4	7 306,8
1963	157,6	4 566,4	563,5	2 140,4	208,6	2 977,1	929,7	9 683,9
1964	132,7	3 793,3	583,9	2 141,1	297,1	3 178,0	1 013,7	9 112,4
1965	226,5	6 716,0	761,1	2 690,2	255,8	3 308,5	1 243,4	12 714,7
1966	251,2	7 281,9	622,4	2 423,4	243,6	3 626,0	1 117,2	13 331,3
1967	355,4	10 865,4	523,9	2 037,1	306,4	4 116,5	1 185,7	17 019,0
1968	424,9	12 389,3	715,9	2 957,5	284,8	4 189,6	1 425,6	19 536,4

Source : Institut National de Statistique.

(a) Le tableau ci-dessus comprend les chapitres 1, 2 et 4 de la section I et les chapitres 6, 7, 8, 10 ainsi qu'une partie du chapitre 12 de la section II du tarif Benelux. Il comprend en outre le n° 5401.00 + 5401.10 (lin brut). Sont donc exclus de ce tableau les poissons, ainsi que les produits exotiques qui n'entrent pas en concurrence avec une production belge similaire.

Importations et exportations de produits horticoles

ANNÉE	Légumes (a)		Fruits comestibles		Plantes vivantes et produits de la floriculture	
	Quantité en milliers (de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS					
1962	79,0	707,4	327,7	2 592,6	6,2	216,8
1963	110,1	773,6	309,7	2 539,6	5,3	187,0
1964	145,0	879,8	338,2	2 746,2	6,5	221,6
1965	168,1	1 018,7	387,8	3 544,5	8,1	224,0
1966	76,1	856,2	422,1	3 909,6	8,5	232,8
1967	190,0	1 239,2	421,9	4 118,0	9,3	257,8
1968	225,2	1 440,2	410,0	3 746,7	9,7	281,5
	EXPORTATIONS					
1962	109,6	1 317,2	54,0	502,5	23,2	715,4
1963	138,3	1 700,0	45,0	470,7	25,3	806,4
1964	160,6	1 580,3	109,6	725,8	26,9	871,9
1965	157,2	1 650,2	68,8	670,0	29,8	988,3
1966	149,5	1 858,9	62,8	697,2	31,4	1 069,9
1967	170,3	2 023,6	102,8	977,1	33,2	1 115,8
1968	171,3	2 253,5	79,7	837,2	34,5	1 098,9

Source : Institut National de Statistique.

(a) A l'exclusion des légumes à cosse secs.

Arrivages de poissons

Quantité

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1962	43,9	2,5	1,4	47,9
1963	45,8	3,9	1,9	51,7
1964	37,9	7,8	1,9	47,7
1965	44,3	2,1	1,7	48,1
1966	43,2	2,1	2,0	47,3
1967	48,5	1,0	2,1	51,6
1968	53,4	0,6	1,9	55,9

Source : Institut National de Statistique.

Arrivages de poissons

Valeur

(en millions de francs)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1962	527,3	16,7	42,7	586,6
1963	592,7	15,9	47,3	655,8
1964	535,5	20,0	44,2	599,8
1965	622,4	12,1	55,4	689,9
1966	612,3	10,1	61,2	683,7
1967	712,3	5,5	64,7	782,5
1968	724,3	3,5	70,8	798,6

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques (a)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
1962	70,4	951	16,3	326
1963	66,4	927	16,5	382
1964	73,5	1 063	16,6	393
1965	77,2	1 220	20,2	503
1966	81,3	1 311	24,0	548
1967	75,6	1 294	25,5	620
1968	81,2	1 390	29,1	687

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ce tableau comprend le chapitre III de la section I du tarif Benelux.

CHAPITRE II

INDUSTRIE

SECTION I. – APERÇU GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

Le ralentissement de l'activité industrielle a été, en Belgique, plus long et plus profond que dans les autres pays de la C.E.E. ; le taux de croissance moyen de la production industrielle pour la période 1965-1967 (construction exclue) n'a pas atteint 2 %. C'est cependant au cours de l'automne de 1967, que l'on a pu percevoir les premiers signes de la fin du repli conjoncturel ; notamment une amélioration du rythme d'activité est apparue dans certains secteurs industriels, comme la sidérurgie, la chimie et le papier tandis que le progrès de la consommation d'électricité s'accentuait.

Cependant, les autorités, au cours d'une réunion de cabinet extraordinaire tenue à Knokke, fin janvier 1968, ont décidé de prendre une série de mesures conjoncturelles visant à favoriser la reprise. C'est ainsi qu'elles ont établi un programme étendant et accélérant la politique des travaux publics pour l'adaptation de l'infrastructure, favorisant la construction de logements sociaux, encourageant les investissements des entreprises et soutenant la demande générale en stimulant la consommation privée. On s'est efforcé aussi, par des mesures compensatoires, de protéger la position concurrentielle de la Belgique des conséquences défavorables de la généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée en France, de son instauration en République fédérale et du relèvement de la taxe de transmission à l'importation aux Pays-Bas.

Parallèlement, la demande extérieure a commencé de progresser surtout en provenance d'Allemagne fédérale, de sorte que les carnets d'ordres se sont regarnis et que les exportations ont fortement augmenté. Les conséquences de la dévaluation de la livre et la politique déflationniste qui a suivi en Grande-Bretagne, les mesures restrictives visant à rétablir l'équilibre de la balance des paiements des Etats-Unis et la crise française de mai et juin n'ont pas freiné cette évolution.

Au printemps, des facteurs internes, propres à notre économie, ont commencé à agir, de sorte que le climat psychologique s'est amélioré. La reprise a eu un effet favorable sur l'emploi, sur les revenus et enfin aussi sur la con-

sommation des ménages. Cette évolution de la composante principale de la demande intérieure a constitué un stimulant puissant pour l'industrie.

La durée moyenne de l'activité assurée, qui était revenue à environ trois mois fin 1967, a commencé à augmenter considérablement à partir du deuxième trimestre. L'indice de la production industrielle de l'I.N.S. (construction exclue), qui, au premier trimestre, était en hausse de 3,8 % par rapport à la période correspondante de 1967, a déjà accusé au deuxième trimestre une avance de 5,4 %. La propension à investir des chefs d'entreprises, est cependant demeurée encore assez faible. Mais d'autre part, les stocks de produits finis avaient été réduits au point de retrouver, pour la première fois depuis 1965, un niveau normal.

A partir du troisième trimestre, l'économie belge a atteint pleinement sa phase d'essor. La consommation privée a continué de progresser, les investissements publics ont fluctué autour d'un niveau élevé, le désir d'investir des entreprises a pris des formes plus concrètes, le rythme d'expansion du commerce extérieur est demeuré exceptionnellement élevé, bien qu'il se soit déjà un peu ralenti au cours du dernier trimestre.

La production industrielle a aussi fortement augmenté ; par rapport aux mois de juillet-septembre 1967, l'augmentation a été de 6,9 % au troisième trimestre, taux qui est même passé à 7,9 % au cours des trois derniers mois de 1968 et par rapport à la même période de 1967, alors que la production avait déjà notablement progressé en ce moment. En même temps, le taux moyen d'utilisation de la capacité de production existante a haussé de 87 %, en mai, à 92 %, en octobre, et à 94 % au début de 1969 : le rythme des rentrées d'ordres a encore augmenté plus rapidement, de sorte que la durée moyenne d'activité assurée atteignait quatre mois fin 1968.

L'augmentation de la consommation apparente d'énergie primaire s'élèverait à plus de 12 % ; cela est sans doute dû, en partie, à des facteurs accidentels — dont le temps moins favorable — mais l'accroissement de l'activité industrielle et surtout des secteurs qui utilisent de grandes quantités d'énergie, comme la sidérurgie et la chimie, est surtout à l'origine de cette évolution.

Les stocks de matières premières et de produits demi-finis qui s'étaient fortement amenuisés pendant le deuxième trimestre, en prévision notamment des réductions tarifaires attendues pour le 1er juillet dans le cadre du marché commun et du Kennedy-Round, ont été rapidement reconstitués au cours des mois suivants.

Les prix de gros, demeurés pratiquement stables pendant la plus grande partie de l'année, ne se sont raffermis qu'au cours des derniers mois de 1968. Le marché de l'emploi n'a pas connu de tension, à la suite des efforts de rationalisation des entreprises et de la résorption du chômage partiel ; l'embauche de personnel nouveau ne s'est vraiment manifestée qu'au cours de la deuxième moitié de 1968.

Dans l'ensemble, l'indice de la production industrielle (construction exclue) se situe à 5,2 % au-dessus de celui de l'année précédente ; par rapport aux trois années antérieures, ceci reflète une amélioration notable, mais le rythme

d'expansion de 1962 et de 1963 n'a pas été dépassé. L'indice AGEFI, dont les mouvements sont habituellement plus amples que ceux de l'indice établi par l'I.N.S., accuse toutefois une avance de 8,8 %, construction comprise. Pour les six pays de la C.E.E., le progrès a été de 7 % ; il fut même de 10 %, en République fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas.

L'évolution fut aussi assez différente, selon la destination des biens ; c'est ainsi que la production de matières premières et de produits demi-finis a augmenté de 8 % par rapport à 1967 ; le progrès fut surtout marqué au cours du troisième et encore plus au cours du quatrième trimestre (respectivement + 9,8 et 12,4 %, par rapport à la période correspondante de 1967).

La production de biens d'équipement (construction exclue), qui, au cours du premier semestre, était deux pour cent plus élevée que l'année précédente, a dépassé, au cours de la seconde moitié de 1968, de plus de 4 % le niveau de la période correspondante de 1967. Une part importante de cette avance est due cependant au montant élevé des commandes étrangères car les investissements nationaux n'auraient pas atteint, en 1968, le niveau de l'année précédente : le faible niveau d'activité dans la construction d'immeubles professionnels en témoigne d'ailleurs.

Les productions de biens de consommation durables et non-durables ont accusé une évolution parallèle. Dans chaque secteur, l'augmentation annuelle s'est élevée à environ 4,5 %.

Comme dans les autres pays de la Communauté, 1968 a été très favorable pour l'industrie des métaux. L'accroissement de la production d'acier est due pour moitié à la mise en activité progressive de SIDMAR, mais les autres entreprises ont pu accroître leur production de 8 à 10 %. C'est un courant d'ordres en provenance du Marché Commun et, au cours des premiers mois de 1968, des Etats-Unis, à des prix moins rentables il est vrai, qui est à l'origine de cette évolution. C'est ainsi que les commandes globales de produits sidérurgiques de la Communauté à l'un des six pays partenaires ont augmenté de plus de 18 % tandis que la demande des pays tiers qui avait considérablement progressé en 1967 n'a accusé qu'une augmentation de 3 %. Le secteur des produits finis a atteint un taux d'expansion assez honorable, sans cependant pouvoir égaler celui des produits bruts.

Pour l'industrie des métaux non ferreux, qui est fortement axée sur l'étranger, — la demande extérieure recueille en moyenne les trois quarts de la production globale — 1968 a été une bonne année. La production, qui avait été influencée en 1966 et en 1967 par la récession, a augmenté de près de 10 %, bien que le nombre des heures de travail ait diminué de 2 %. Les difficultés d'approvisionnement en minerai, semblent résolues ; la production de métaux bruts qui, mesurée en volume de production, constitue le secteur de loin le plus important, a atteint un nouveau record. Il faut cependant remarquer que la production n'a plus atteint au second semestre le niveau correspondant de 1967. Pour les produits demi-finis, où les secteurs de l'aluminium et du cuivre représentent près de 80 % de l'activité, l'expansion a été remarquable. Après un fléchissement de près de 11 % en 1967, le record de 1966 a été dépassé.

Au début de 1968, la demande extérieure a provoqué un renversement de la situation dans l'industrie des fabrications métalliques. Mais le rythme des rentrées d'ordres en provenance du marché intérieur n'a commencé à s'accélérer qu'au second semestre. La durée moyenne d'activité assurée, en diminution depuis 1964, n'a pas cessé d'augmenter au cours de l'année, de sorte que les carnets de commandes ont retrouvé l'ampleur du début de 1964. Pour la première fois, les ordres en provenance de l'étranger ont été plus importants que ceux pour le marché intérieur. Ils ont atteint 55 % du total, contre une moyenne de 47 % pour la période 1963-1967.

La production n'a cependant pas réagi immédiatement à cette évolution : par rapport à la période correspondante de 1967, elle a augmenté d'un peu plus de 4 % au deuxième trimestre et pour les troisième et quatrième trimestres, la progression a atteint environ le même pourcentage. La tendance à la diminution de l'emploi, apparue au cours du dernier trimestre de 1966, a persisté jusqu'en avril 1968 ; ensuite, il y a eu un accroissement de près de 5 %.

Les exportations de produits métalliques finis accusent une progression considérable, plus forte en valeur qu'en tonnage (17,2 % contre 7,3 %) ; ceci est dû certainement à l'exportation de produits plus élaborés et à une hausse de près de 2 % du niveau des prix. L'écart entre les taux d'augmentation de la valeur et du tonnage est cependant encore beaucoup plus important à l'importation des produits de l'industrie des fabrications métalliques. En valeur, les expéditions au marché intérieur n'ont augmenté que faiblement (0,9 %) ; le tonnage vendu a même diminué de 5,5 %.

Les investissements sont, dans ce secteur, demeurés au niveau de 1967 ; tandis qu'ils ont augmenté dans les entreprises existantes ils ont été beaucoup plus faibles que les années antérieures dans de nouvelles affaires.

L'industrie chimique a atteint en 1968 un niveau d'activité exceptionnel. Depuis 1953, l'expansion de l'industrie chimique est d'ailleurs plus forte que celle des industries transformatrices ; la comparaison avec les autres pays de la C.E.E. lui est néanmoins défavorable. C'est ainsi que le taux de croissance moyen pour la période 1963-1968 serait d'environ 6 % en Belgique, contre une moyenne de 9 % pour la Communauté. Cette branche d'activité est en effet demeurée en Belgique trop axée sur les produits chimiques traditionnels lourds, dont les possibilités de croissance sont moindres.

Une orientation nouvelle semble toutefois se dessiner ; elle apparaît dans les efforts de restructuration, de concentration et de spécialisation des entreprises de ce secteur, dans le développement des investissements et dans le progrès des recherches.

L'amélioration de l'activité, perceptible sporadiquement depuis la fin de 1967 dans certains secteurs de l'industrie textile, est devenue, en cours d'année, plus sensible et plus générale. En dépit de l'influence défavorable des mesures prises par quelques pays voisins, le niveau d'activité de l'année précédente a été dépassé dans la plupart des secteurs.

Dans les filatures on a atteint un taux d'expansion élevé bien que la production soit demeurée en dessous du niveau maximum de certaines années antérieures. Dans les tissages, l'augmentation de la production a été presque

générale. La production de fibres et de tissus de rayonne a connu une réelle explosion. Une amélioration est aussi apparue en bonneterie et dans l'industrie de la confection, où la production avait stagné en 1967.

L'élasticité de la demande de produits textiles par rapport au revenu peut être évaluée à 0,8 % (taux qui n'est sûrement pas atteint pour certains produits comme le coton et la laine), de sorte que pour les prochaines années on peut s'attendre à une augmentation régulière de la vente. Cependant, des menaces pèsent sur cette branche d'activité qui devrait faire l'objet d'une restructuration fondamentale, en présence d'une concurrence étrangère de plus en plus âpre.

La perte de nombreuses possibilités de vente défavorise l'industrie du cuir tandis que l'industrie de la chaussure semble depuis 1965 avoir perdu de son dynamisme et de ses capacités d'adaptation.

Les industries alimentaires sont moins sensibles à la conjoncture. On constate d'autre part une tendance à l'accroissement lent des ventes des produits de grande consommation.

L'industrie du bois et du meuble est demeurée orientée vers l'expansion. Les commandes nouvelles ont été très nombreuses en 1968, de sorte que les carnets d'ordres se sont gonflés. La part de la demande extérieure, qui a représenté près du tiers des ventes, a encore progressé. Les meubles tiennent un pourcentage toujours plus élevé dans les exportations.

L'activité a été aussi très satisfaisante dans l'industrie du papier. La production de papier a augmenté considérablement, à la suite de l'extension de la capacité de production à Langerbrugge et de la mise en activité d'une nouvelle fabrique à Lanaken. La transformation du papier et du carton, qui fournit quatre cinquièmes de sa production au marché intérieur, semble avoir surmonté les difficultés des trois dernières années.

Des circonstances fortuites, conditions climatiques, grèves, ont défavorablement influé sur l'activité de la construction au cours du premier semestre, de sorte que le recul a été de plus de 10 % par rapport à 1967. Au cours des six mois suivants, le niveau d'activité du dernier semestre de 1967 a presque été égalé, sans doute, par suite du rattrapage de la demande qui a réduit l'impact de la conjoncture défavorable. En bref, pour l'ensemble de l'année, le recul de l'indice est de près de 6 % par rapport à 1967, tandis que le nombre des heures de travail fournies a diminué de 7,3 %.

Il a cependant régné dans le secteur des travaux publics, qui représentent 30 % de l'activité globale de la construction, une activité intense. Mais ceci n'a pas suffi à compenser la récession que traverse depuis 1965 le secteur de la construction d'immeubles et qui a persisté en 1968. La construction d'habitations, qui représente environ 60 % de ce secteur, a souffert de la hausse des salaires (pour la période 1960-1968 il y a eu une augmentation moyenne de 14 %) qui a été insuffisamment compensée par un accroissement de la productivité. Cependant, les autorisations de bâtir accordées au cours du second semestre semblent indiquer une reprise de la demande d'habitations. En outre, les acti-

vités de la Société nationale du Logement et de la Société nationale de la Petite Propriété Terrienne ont été accrues. Bien que la hausse des prix de revient ait été moins marquée pour la construction de bâtiments industriels, commerciaux et administratifs, à laquelle ne participent pratiquement que des entreprises moyennes et grandes, la situation n'y a pas été brillante. C'est surtout la construction de petits bâtiments qui a diminué ; cependant, la plupart des entrepreneurs ont rationalisé leurs méthodes de construction et accru leur productivité.

La production des matériaux de construction destinés surtout au marché intérieur a subi l'influence de la conjoncture de la construction elle-même. Les difficultés de structure et de vente du secteur de la terre cuite existent aussi dans d'autres pays de la Communauté. Les exportations de ciment belge deviennent de plus en plus difficiles et le recul ne peut guère être compensé par l'accroissement des ventes sur le marché belge ; la consommation intérieure qui atteint déjà un niveau très élevé, ne semble plus progresser. L'année 1968 a été très bonne pour les producteurs de verre dont une grande partie de la production est exportée. L'amélioration a surtout été sensible pour le verre plat et les difficultés, dues au recul des achats américains à la suite de la limitation des importations en 1965, semblent surmontées. Le rythme d'expansion du secteur du verre creux demeure élevé, grâce notamment à la généralisation de l'emballage perdu et bien que les autres producteurs de la C.E.E. exercent une âpre concurrence.

L'industrie charbonnière est toujours en récession. Le problème de l'existence d'une industrie charbonnière semble cependant réglé à long terme. La charge des sacrifices financiers qu'exige son maintien, pourrait faire accélérer la réduction de son activité. La production des autres produits énergétiques s'est accrue, tandis que leur distribution a été améliorée et modernisée. L'infrastructure pour le transport du gaz naturel est terminée et l'adaptation du réseau se fait de façon accélérée. Dans les secteurs de l'électricité et des raffineries de pétrole, on a investi en 1968 des montants considérables. L'accroissement de la capacité de traitement des raffineries de pétrole, portée à 30 millions de tonnes, explique l'augmentation de 33 % du tonnage de pétrole traité.

★
★ ★

Indices bruts de la production industrielle

(1958 = 100)

DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (a)	1968			
								1er trim.	2e trim. (a)	3e trim. (a)	4e trim. (a)
Indice général de la production industrielle (à l'exclusion de la construction)	125,4	134,9	144,3	147,0	150,2	152,5	161,5	158,1	161,2	152,6	174,3
Indice général de la production industrielle (y compris la construction)	129,2	137,6	150,2	152,0	155,6	159,0	164,9	159,2	165,1	158,0	177,4
Indices par genre d'affectation de la production :											
Matières premières et biens intermédiaires	124,3	131,0	142,7	143,5	144,1	145,4	157,0	152,9	156,2	148,4	170,2
Biens de consommation non durables	115,4	118,4	125,3	125,7	128,1	132,2	138,1	130,9	137,5	135,0	148,9
Biens de consommation durables	136,9	158,0	168,6	174,5	182,7	185,3	193,9	195,9	193,2	179,1	207,3
Biens d'investissements (à l'exclusion de la construction)	127,6	143,0	145,7	157,9	166,3	168,3	173,8	169,4	170,6	165,2	190,0
Biens d'investissements (y compris la construction)	139,9	146,8	166,2	166,9	173,7	180,5	177,0	163,1	177,1	176,8	191,1
Construction	144,5	146,5	173.9	167,8	173,5	182,7	172,1	155,2	174,3	175,8	182,8

(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1958 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1967						1968					
	Coeff. de pondération	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle	Coeff. de pondération	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) (a)	**100,0**	**157,0**	**162,3**	**149,8**	**166,8**	**159,0**	**100,0**	**159,2**	**165,1**	**158,0**	**177,4**	**164,9**
Indice général (non compris la construction)(a)	**81,0**	**152,3**	**153,0**	**142,7**	**161,6**	**152,5**	**81,0**	**158,1**	**161,2**	**152,6**	**174,3**	**161,5**
Industries extractives	**6,2**	**76,2**	**77,8**	**65,4**	**74,1**	**73,4**	**6,2**	**70,4**	**70,5**	**60,0**	**66,4**	**66,8**
Charbonnages	*5,0*	*66,1*	*64,4*	*52,8*	*61,6*	*61,2*	*5,0*	*60,1*	*58,1*	*46,9*	*52,6*	*54,4*
Autres industries extractives	*1,2*	*193,0*	*237,3*	*217,3*	*221,6*	*217,3*	*1,2*	*187,0*	*220,0*	*222,1*	*236,7*	*216,4*
Carrières		154,4	186,1	167,9	171,9	170,1		145,2	167,8	176,5	183,5	168,2
de porphyre		131,6	175,0	167,9	194,1	167,1		175,4	203,6	191,7	197,5	192,2
de petit granit		192,3	199,5	176,1	164,5	183,1		151,3	136,0	181,7	196,9	166,4
de marbre		96,9	90,4	80,9	99,6	91,9		85,4	86,1	79,0	91,4	85,6
de grès		92,0	168,2	157,7	136,7	138,7		74,8	165,1	162,7	158,6	140,4
de sable		180,4	245,9	225,2	212,6	216,0		178,1	246,6	253,9	237,2	229,0
Ardoises		107,1	116,3	98,9	105,5	106,9		104,5	116,6	125,2	133,2	119,8
Calcaires et carbonates naturels		370,7	484,6	462,5	466,3	445,8		393,9	490,8	431,7	500,5	454,3
Industries manufacturières (a)	**74,8**	**164,7**	**165,1**	**155,4**	**175,8**	**165,3**	**74,8**	**172,5**	**175,8**	**166,5**	**190,5**	**176,3**
Industries aliment. et fabricat. des boissons (a)	*7,7*	*128,6*	*137,6*	*144,9*	*157,1*	*142,0*	*7,7*	*129,3*	*144,6*	*143,8*	*161,3*	*144,8*
Industries alimentaires (a)	4,9	127,7	136,2	144,9	179,0	146,8	4,9	131,8	140,6	143,7	183,8	150,0
Confitures et produits connexes(a)		94,0	93,9	185,7	168,0	135,4		101,3	96,1	..	..	..
Meuneries		112,8	75,9	91,5	87,5	91,9		90,3	90,3	87,0	88,5	89,1
Sucre		28,5	32,8	29,2	351,1	110,4		41,8	47,8	33,0	357,2	120,0
Huiles végétales et animales		168,7	178,7	170,8	189,9	177,0		190,7	192,6	180,4	199,4	190,8
Margarine		122,8	126,4	127,8	133,9	127,7		129,0	129,1	126,5	132,3	129,2
Fabrication des boissons	2,8	128,5	137,3	142,2	118,7	131,7	2,8	123,0	147,8	141,3	122,5	133,8
Brasseries		126,2	135,7	141,6	116,1	129,9		119,2	147,2	140,4	117,7	131,2
Alcool		143,2	135,9	117,7	141,3	134,5		161,6	128,1	137,1	177,6	151,0
Industrie du tabac	*0,5*	*122,2*	*128,0*	*108,4*	*115,5*	*118,5*	*0,5*	*118,1*	*123,0*	*118,6*	*125,9*	*121,3*
Industries textiles	*7,6*	*139,2*	*133,6*	*114,8*	*146,9*	*133,5*	*7,6*	*143,7*	*145,5*	*124,8*	*157,9*	*143,0*
Filature et tissage		135,6	129,4	112,0	145,1	130,5		141,9	143,6	124,1	157,9	141,9
Préparation des fibres textiles		121,3	116,7	91,5	116,7	111,6		124,4	133,0	114,5	139,4	127,8
Filatures		124,2	120,3	103,6	136,6	121,0		136,2	136,8	114,4	146,8	133,5
coton fin		101,2	91,0	85,6	112,2	97,5		107,9	109,1	86,3	114,6	104,4
cardes fileuses		95,0	85,9	69,7	78,4	82,2		72,5	71,5	62,2	72,6	69,7
cocons		83,1	69,6	57,2	75,6	71,4		78,0	63,5	48,3	71,4	65,3
laine cardée		121,6	131,8	102,4	137,6	123,3		139,5	149,1	129,3	157,1	143,8
laine peignée		179,1	195,7	151,9	209,9	184,2		217,0	225,1	192,8	249,3	221,0
lin et chanvre		150,5	129,3	120,5	148,8	137,3		151,4	133,8	123,8	143,1	138,0
jute		120,9	111,9	98,0	120,0	112,7		123,9	114,0	99,6	124,0	115,4
Tissage		146,7	138,5	122,0	156,6	140,9		148,8	150,5	133,2	169,4	150,5
Tissus de coton		108,8	99,5	86,3	112,8	101,8		106,2	104,2	87,6	111,0	102,2
Tissus de lin		119,2	103,8	91,8	117,8	108,2		117,1	118,3	110,0	144,0	122,4
Tissus de laine		149,4	143,7	130,0	162,7	146,5		142,9	140,0	127,4	158,7	142,3
Tissus de rayonne et fibres de rayonne		416,5	413,8	363,6	473,0	416,6		514,6	580,7	527,2	695,2	579,5
Tissus de jute		96,0	89,2	76,6	94,3	89,0		90,7	87,2	82,8	98,3	89,7
Bonneterie		158,1	154,4	130,4	159,1	150,5		157,3	158,6	132,7	164,6	153,2
Filatures et corderies de fibres dures		133,3	125,9	105,5	146,8	127,9		143,1	161,3	125,2	148,9	144,7
Fabrication d'articles non dénom. ailleurs		163,7	196,8	135,8	148,4	161,2		126,5	128,2	101,2	132,7	122,2

(suite)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1958 = 100) (suite)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1967						1968					
	Coeff. de pondération	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle	Coeff. de pondération	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle
Fabrication d'articles d'habillement; confection d'ouvrages divers en tissu; fabrication de chaussures	*3,7*	*192,8*	*168,1*	*162,9*	*166,8*	*172,7*	*3,7*	*185,5*	*176,8*	*169,4*	*182,7*	*178,6*
Articles d'habillement		217,3	190,1	186,6	178,7	195,4		210,5	204,0	198,6	212,7	206,3
Autres ouvrages en tissu		84,2	80,4	68,6	78,5	78,0		77,2	83,5	66,8	79,7	76,8
Chaussures et pantoufles		137,4	116,2	108,8	117,6	120,1		129,2	112,8	104,2	113,7	115,2
Industrie du bois et industries connexes	*3,2*	*209,3*	*228,0*	*202,2*	*231,8*	*217,8*	*3,2*	*226,6*	*244,7*	*232,2*	*280,2*	*246,1*
Industrie du papier et du carton	*1,9*	*192,1*	*192,2*	*172,1*	*204,0*	*190,2*	*1,9*	*210,7*	*213,4*	*196,0*	*236,9*	*214,2*
Production		176,6	173,6	157,6	182,4	172,6		193,3	197,2	188,0	223,8	200,6
Transformation		207,0	210,1	186,0	224,8	207,0		227,2	228,8	203,6	249,8	227,3
Industrie du cuir	*0,3*	*122,6*	*121,2*	*102,0*	*142,5*	*122,1*	*0,3*	*130,1*	*131,8*	*123,7*	*155,9*	*135,3*
Cuirs lourds		53,0	54,0	44,9	63,1	53,8		65,6	62,9	59,1	75,7	65,7
Cuirs légers		142,6	141,1	118,9	166,0	142,3		148,6	151,9	142,6	179,3	155,5
Industrie chimique et du caoutchouc	*6,2*	*190,3*	*190,6*	*175,8*	*199,9*	*189,4*	*6,2*	*211,8*	*214,4*	*217,8*	*231,4*	*218,9*
Industrie chimique	5,7	196,5	197,4	183,0	205,8	195,8	5,7	218,4	222,2	228,3	238,0	226,7
Chimie de base		185,4	186,7	179,9	194,3	186,7		209,5	218,3	227,3	226,3	220,1
Transformation des matières plastiques		261,7	276,4	244,2	298,7	270,3		310,2	313,2	310,8	350,3	321,1
Savon		166,4	167,7	139,0	160,8	158,3		166,3	172,5	145,0	170,2	163,5
Azote		148,2	136,3	132,3	142,1	139,7		148,1	133,5	164,0	171,5	154,2
Allumettes		99,5	100,7	79,0	102,9	95,5		104,4	99,9	83,9	103,6	98,0
Production de rayonne		157,1	149,5	119,8	156,2	145,7		162,8	154,4	150,7	176,2	161,0
Industrie du caoutchouc	0,5	138,2	133,3	115,6	149,4	134,1	0,5	154,1	148,4	129,1	173,1	151,3
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon (b)	*1,1*	*132,2*	*130,9*	*123,6*	*137,0*	*130,9*	*1,1*	*145,6*	*144,3*	*153,2*	*173,8*	*154,2*
Raffineries de pétrole (b)		266,5	259,5	258,0	282,6	266,8		312,4	313,6	386,1	405,5	354,4
Agglomérés de houille		90,5	95,2	53,8	97,4	84,2		98,3	79,0	47,0	91,7	79,7
Cokeries indépendantes		79,0	78,4	76,6	79,6	78,3		82,8	84,3	83,2	87,1	84,3
Industrie des produits minéraux non métall.	*5,5*	*136,6*	*160,7*	*150,6*	*146,6*	*148,6*	*5,5*	*136,9*	*159,2*	*149,0*	*156,6*	*150,4*
Terre cuite		93,5	132,9	133,9	120,9	120,3		78,2	117,1	112,7	108,7	104,2
Verre		162,5	172,9	160,6	162,0	164,5		178,3	179,1	167,3	186,9	178,0
Verre plat		132,7	137,2	130,1	139,3	134,7		147,1	141,8	134,1	163,2	146,6
Verre creux		254,9	283,4	255,1	233,2	256,7		275,2	294,4	269,7	260,1	274,9
Ciment		121,9	164,9	153,1	135,0	143,7		111,9	162,5	152,6	140,0	141,7
Produits céramiques		137,2	139,4	124,5	144,5	136,9		136,6	137,6	121,6	149,8	136,5
Chaux, dolomie, plâtre, etc.		155,0	158,3	150,0	158,7	155,5		165,1	171,4	173,2	189,4	174,8
Industries métallurgiques de base (b)	*10,8*	*158,7*	*158,3*	*145,0*	*166,7*	*157,1*	*10,8*	*175,4*	*176,8*	*166,6*	*192,0*	*177,7*
Sidérurgie		161,9	166,2	147,8	172,6	162,2		185,2	186,7	174,4	199,1	186,4
Fonte		157,4	165,2	149,0	175,5	161,9		187,6	187,9	180,0	199,0	188,6
Acier brut		158,2	166,6	149,3	176,6	162,6		191,4	192,6	183,8	207,4	193,8
Produits finis		179,9	180,3	158,4	182,1	175,2		194,8	197,7	182,9	208,3	195,0

(suite page 54)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1958 = 100) (suite)

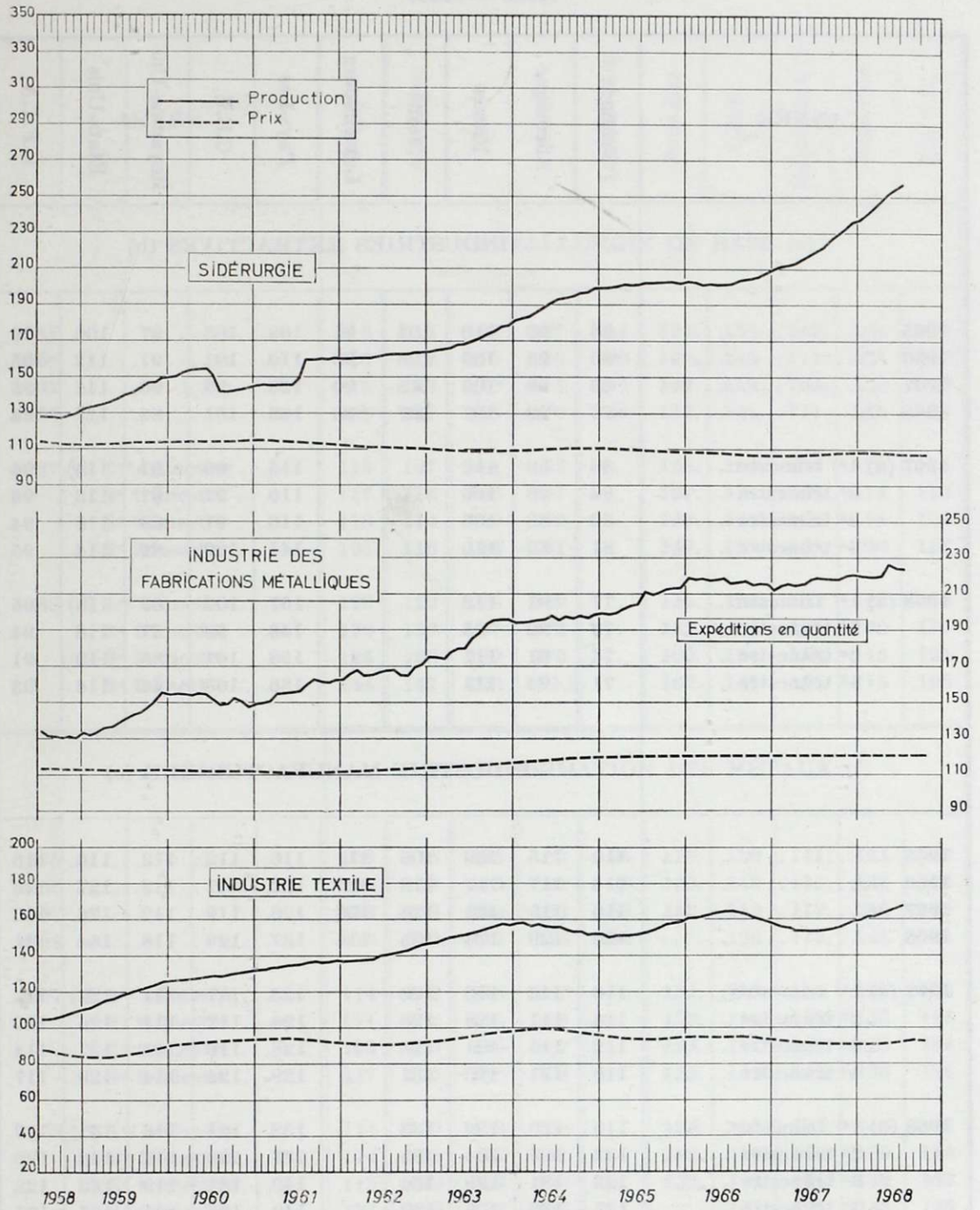
BRANCHE D'ACTIVITÉ	1967						1968					
	Coeff. de pondération	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle	Coeff. de pondération	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle
Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage (b)		138,4	131,2	126,5	142,3	134,6		145,6	146,0	139,9	159,1	147,7
Aciéries de moulage		85,2	78,7	73,6	79,7	79,3		86,0	86,4	84,7	103,1	90,0
Fonderies		148,4	139,9	131,3	151,2	142,7		148,1	146,1	135,7	161,9	148,0
Tréfileries, étirage et laminage		151,7	145,3	143,0	160,6	150,1		165,7	167,4	161,8	175,2	167,5
Industrie des métaux non ferreux		177,3	164,1	161,5	180,8	170,9		182,8	189,5	178,0	198,5	187,3
Produits bruts		169,2	146,1	161,6	165,9	160,7		176,9	176,1	161,8	165,1	170,0
Cuivre		217,2	184,9	220,0	218,3	210,2		242,1	240,6	201,1	214,3	224,5
Zinc		106,3	105,5	104,4	103,4	104,9		114,2	117,0	113,7	113,6	114,7
Plomb		125,1	120,6	94,3	116,0	114,0		125,6	130,8	111,8	103,4	117,9
Étain		79,0	54,3	61,4	71,6	66,6		58,1	52,8	76,3	68,6	63,9
Demi-produits		190,0	191,9	162,0	204,2	187,0		193,5	210,1	202,2	245,7	212,8
Cokeries dépendant de l'industrie métallurgique		112,8	111,6	104,7	115,4	111,2		118,4	114,5	113,1	119,3	116,3
Industrie des fabrications métalliques (a)	*21,4*	*174,3*	*170,9*	*163,8*	*185,4*	*173,5*	*21,4*	*177,9*	*178,2*	*169,0*	*194,0*	*179,8*
Fabrication d'ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel de transport	7,0	184,4	181,1	177,3	193,8	184,1	7,0	183,2	174,3	171,8	195,6	181,2
Forge, estampage, gros emboutissage		140,5	134,2	123,7	144,6	135,7		130,2	122,7	115,1	144,9	128,3
Travail de la tôle		203,3	205,4	191,7	203,6	201,0		205,2	209,5	194,0	232,3	210,2
Access. métal. du bâtiment		200,6	197,3	200,5	205,4	201,1		194,7	190,9	200,2	216,3	200,6
Ponts, charpentes, etc.		154,5	159,1	152,8	156,9	156,0		131,8	122,3	120,9	131,8	126,7
Armes et munitions		145,6	132,1	137,2	178,9	148,4		174,6	166,8	139,9	172,1	163,3
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	4,7	227,2	211,1	199,5	227,0	216,1	4,7	227,7	230,0	206,9	244,4	227,3
Machines motrices, etc.		188,3	180,4	170,7	188,2	181,9		183,2	200,9	177,8	221,4	195,8
Machines-outils, etc.		177,2	164,4	159,9	179,9	170,4		169,3	169,7	168,3	195,0	175,6
Constructions mécaniques diverses		192,2	180,6	168,2	194,3	183,8		202,8	208,0	191,0	220,8	205,7
Appar. de levage, pesage, etc.		130,0	133,8	133,7	145,9	135,8		142,4	157,0	171,0	183,8	163,6
Appar. pour diverses industries		323,8	281,1	258,4	307,4	292,3		326,6	312,2	299,0	318,1	314,0
Machines textiles et accessoires		230,9	214,7	199,2	221,8	216,7		205,0	222,3	216,8	223,7	217,0
Construction électrique	5,2	152,6	149,4	144,7	170,7	154,3	5,2	156,0	148,9	147,9	173,6	156,6
Machines rotatives et statiques		114,6	112,2	96,9	103,0	106,7		107,0	109,7	..	..	..
Appar. industriels et électrodomestiques		186,0	180,2	174,1	196,5	184,1		197,6	180,3	..	..	..
Autres produits		155,1	152,3	150,2	181,3	159,7		159,6	152,1	..	..	..
Construction de matériel de transport	4,3	155,1	162,0	149,5	170,2	159,0	4,3	164,4	164,2	161,2	184,5	168,6
Construction navale		81,7	103,0	104,7	118,3	101,9		91,7	99,9	115,9	126,8	108,6
Automobiles, cycles, etc.		276,5	266,4	226,8	273,2	260,7		297,3	277,4	263,5	286,4	281,1
Matériel chemin de fer et tramways		56,3	55,4	52,4	53,0	54,3		49,6	48,9	57,8	60,1	54,1
Constructions aéronautiques		70,7	73,0	71,3	72,4	71,8		63,6	68,9	60,1	80,8	68,4
Appareils de mesures, de laboratoire, etc.	0,2	135,5	140,1	148,3	159,5	145,8	0,2	133,4	130,1	128,8	149,6	135,5
Electricité	*4,1*	*186,7*	*173,8*	*162,0*	*200,5*	*180,7*	*4,1*	*205,7*	*188,3*	*184,5*	*222,8*	*200,4*
Distribution d'eau	*0,8*	*135,8*	*135,0*	*133,7*	*147,2*	*137,8*	*0,8*	*148,2*	*142,6*	*159,3*	*149,3*	*149,9*
Construction	**19,0**	**171,6**	**199,5**	**176,3**	**183,3**	**182,7**	**19,0**	**155,2**	**174,3**	**175,8**	**182,8**	**172,1**

(a) Les données sont provisoires à partir du 2e trimestre de 1968.

Source : Institut National de Statistique

Evolution de la production et des prix industriels de 1958 à 1968 (a)

Moyennes mobiles 12 mois centrées sur le milieu de la période
(1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique, Administration du Commerce et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Indices I.N.S., modifiés par la Direction générale des Etudes et de la Documentation en ce qui concerne les coefficients de pondération.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels

(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	INDUSTRIES EXTRACTIVES (b)									
1965	96	99	110	104	91	108	103	97	106	99
1966	86	94	109	108	93	110	101	91	112	95
1967	83	89	106	115	90	123	98	90	115	95
1968	75	92	107	127	90	163	101	86	117	93
1967 (a) 1er trimestre	86	89	112	..	..	115	99	91	114	94
2e trimestre	84	88	106	..	..	116	97	91	113	96
3e trimestre	82	88	106	..	..	116	97	89	118	94
4e trimestre	81	89	110	..	..	141	100	89	114	95
1968 (a) 1er trimestre	77	91	112	..	..	157	102	89	115	95
2e trimestre	76	92	95	..	..	148	96	87	118	94
3e trimestre	74	91	111	..	..	158	101	85	119	91
4e trimestre	71	94	111	..	..	186	103	86	116	93
	INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE (c)									
1965	110	115	109	105	111	116	112	112	116	113
1966	114	117	117	118	107	122	117	113	127	115
1967	116	115	121	128	108	126	119	112	128	115
1968	123	129	124	136	114	137	129	118	134	121
1967 (a) 1er trimestre	116	112	119	126	..	123	117	111	127	115
2e trimestre	114	111	118	128	..	124	117	111	126	115
3e trimestre	112	115	121	128	..	128	119	111	127	114
4e trimestre	119	121	123	131	..	129	124	114	129	117
1968 (a) 1er trimestre	119	120	126	133	..	132	124	116	131	119
2e trimestre	122	128	104	135	..	137	122	117	133	120
3e trimestre	123	131	129	136	..	140	131	119	133	122
4e trimestre	127	138	138	140	..	142	138	121	135	125

(suite à la page 57)

(a) Données corrigées des variations saisonnières.

(b) C.I.T.I. 11 à 19.

(c) C.I.T.I. 20 à 39. Pour la France non compris l'alimentation, confection et l'industrie du bois et de l'ameublement.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels *(suite)*

(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	MÉTALLURGIE DE BASE (e)									
1965	116	118	108	127	114	124	116	118	121	119
1966	116	112	110	136	109	130	115	111	126	115
1967	119	113	110	155	111	140	119	104	117	110
1968	135	131	115	170	119	155	131	111	121	118
1967 (d) 1er trimestre.....	119	107	111	152	..	133	116	106	116	111
2e trimestre	117	113	106	161	..	137	118	105	114	110
3e trimestre	118	114	110	162	..	146	120	102	114	108
4e trimestre	125	118	113	161	..	146	123	105	120	111
1968 (d) 1er trimestre.....	129	122	118	169	..	146	128	107	122	113
2e trimestre	132	129	97	172	..	152	124	111	130	117
3e trimestre	135	133	119	173	..	160	134	113	115	121
4e trimestre	144	141	128	171,2	..	162	141	116	115	123
	TRANSFORMATION DES MÉTAUX (f)									
1965	108	115	108	89	94	115	109	111	121	112
1966	112	114	116	97	93	120	113	115	137	116
1967	113	106	120	108	87	123	112	112	136	115
1968	116	119	122	113	82	..	120	118	141	121
1967 (d) 1er trimestre.....	114	103	118	107	..	121	110	112	137	114
2e trimestre	111	102	118	109	..	123	110	112	135	114
3e trimestre	103	106	119	107	..	124	112	111	136	113
4e trimestre	117	115	123	108	..	125	118	114	136	116
1968 (d) 1er trimestre.....	114	109	123	108	..	126	115	115	140	116
2e trimestre	114	118	98	111	..	130	110	116	139	118
3e trimestre	115	122	132	113	..	132	125	119	142	122
4e trimestre	121	130	138	116	..	..	131	121	143	125

(suite à la page 58)

(d) Données corrigées des variations saisonnières.

(e) C.I.T.I. 34.

(f) C.I.T.I. 35 à 38.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels *(suite)*

(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	ALIMENTATION, BOISSONS ET TABAC (h)									
1965	107	110	..	100	103	109	107	105	106	106
1966	112	113	..	101	105	110	110	108	110	110
1967	118	116	..	105	106	117	113	108	113	111
1968	121	122	..	111	106	121	118	110	115	112
1967 (g) 1er trimestre	123	113	..	103	..	116	112	108	112	110
2e trimestre	117	113	..	105	..	115	111	107	113	110
3e trimestre	127	116	..	105	..	118	114	109	112	112
4e trimestre	117	117	..	108	..	120	115	109	113	111
1968 (g) 1er trimestre	120	119	..	108	..	118	116	110	114	112
2e trimestre	124	123	..	110	..	118	119	107	115	111
3e trimestre	119	121	..	111	..	122	118	110	115	112
4e trimestre	120	123	..	114	..	125	121	112	116	113
	TEXTILES, HABILLEMENT ET CHAUSSURES (i)									
1965	104	109	90	84	80	101	97	108	115	107
1966	109	110	99	97	66	103	103	107	121	107
1967	103	101	94	98	48	96	98	103	119	105
1968	108	116	94	100	..	103	105	113	..	112
1967 (g) 1er trimestre	106	100	97	98	..	96	99	103	118	104
2e trimestre	99	94	94	95	..	93	95	101	115	104
3e trimestre	101	104	92	92	..	95	97	102	117	103
4e trimestre	106	107	93	94	..	97	99	106	122	106
1968 (g) 1er trimestre	104	108	94	96	..	99	100	111	121	109
2e trimestre	108	116	85	95	..	101	101	112	122	111
3e trimestre	106	118	97	92	..	102	104	114	124	111
4e trimestre	114	124	101	92	..	108	109	116	..	113

(suite à la page 59)

(g) Données corrigées des variations saisonnières.
(h) C.I.T.I. 20, 21 et 22.
(i) C.I.T.I. 23 et 24. Pour la France et l'Italie non compris l'habillement; pour les Etats-Unis non compris les chaussures

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels *(suite)*

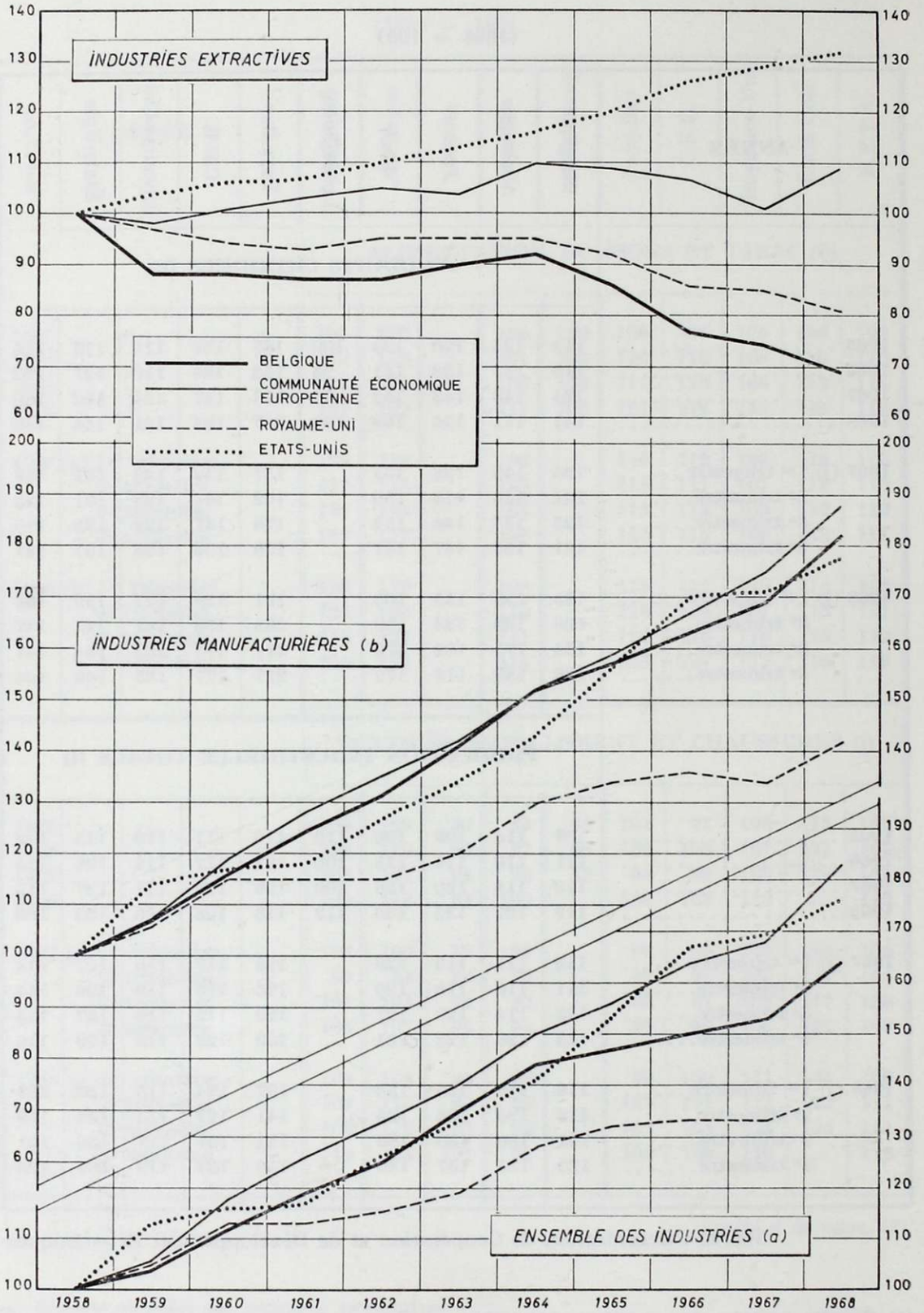
(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	PRODUITS CHIMIQUES (k)									
1965	114	124	120	124	100	137	123	114	115	116
1966	118	137	133	141	94	153	136	119	127	123
1967	124	148	143	152	94	168	147	124	133	129
1968	141	171	156	169	100	207	165	131	144	140
1967 (j) 1er trimestre	124	145	138	145	..	157	142	123	131	128
2e trimestre	121	146	140	150	..	162	144	123	131	128
3e trimestre	123	145	146	154	..	176	147	122	133	125
4e trimestre	131	156	147	161	..	179	153	126	137	131
1968 (j) 1er trimestre	135	159	155	165	..	191	159	127	139	133
2e trimestre	138	168	134	169	..	208	156	131	141	137
3e trimestre	154	175	162	173	..	211	171	133	144	141
4e trimestre	138	182	173	170	..	217	177	135	148	144
	PRODUCTION INDUSTRIELLE TOTALE (l)									
1965	109	114	109	106	110	116	111	110	115	112
1966	111	116	117	118	106	123	117	112	126	114
1967	113	114	120	128	106	129	119	111	127	115
1968	119	127	125	136	112	143	128	116	133	120
1967 (j) 1er trimestre	113	111	119	126	..	125	117	110	127	114
2e trimestre	111	110	118	128	..	126	116	110	126	114
3e trimestre	113	114	120	127	..	129	119	110	127	114
4e trimestre	115	120	123	131	..	133	123	113	129	116
1968 (j) 1er trimestre	116	119	126	133	..	137	124	115	130	118
2e trimestre	118	126	106	135	..	141	122	115	132	119
3e trimestre	121	130	130	136	..	144	131	117	133	121
4e trimestre	123	136	137	140	..	150	137	119	135	123

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

(j) Données corrigées des variations saisonnières.
(k) C.I.T.I. 31 et 32. Y compris les dérivés du pétrole et du charbon.
(l) C.I.T.I. 11 à 39, 511 et 512. Pour la France non compris l'alimentation.

Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle
(1958 = 100)



Sources : Office Statistique des Communautés européennes.

(a) A partir de 1967, à l'exclusion du bâtiment et de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabac pour la Belgique et la C.E.E.

(b) A partir de 1967, à l'exclusion de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabac.

SECTION II. – ÉVOLUTION DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

§ 1. — CONSOMMATION

Selon les statistiques provisoires, *la consommation apparente d'énergie primaire* aurait augmenté de 12,2 %. Ce progrès exceptionnel contraste avec le faible taux d'accroissement annuel moyen de 2,75 %, enregistré pour la période 1948-1968. Il résulte de l'effet cumulatif de plusieurs facteurs, sans que soient intervenus cependant des achats spéculatifs qui avaient parfois influencé l'évolution de la consommation apparente.

L'année 1968 a été au point de vue climatique *plus froide* que les années antérieures, ce qui a entraîné une plus grande consommation d'énergie pour le chauffage. La *conjoncture économique* a connu en 1968 une vigoureuse reprise ; l'indice de la production industrielle, construction exclue, a progressé de 5,9 % contre 1,5 % en 1967 et un taux d'accroissement moyen de 3,44 % par an depuis 1948.

Enfin et surtout, l'expansion industrielle a été importante pour deux secteurs qui consomment de très grandes quantités d'énergie. La production d'*acier* brut a augmenté de 14,1 % et celle de fonte de 16,2 %, l'effet de la reprise conjoncturelle étant accentué par l'entrée en régime de croisière du nouveau complexe sidérurgique de Zelzate. Dans l'industrie chimique aussi, plusieurs nouvelles entreprises de dimension mondiale ont été mises en activité en 1967 et 1968, ce qui a entraîné de très grands besoins supplémentaires d'électricité, d'une part, de produits pétroliers et de gaz naturel d'autre part.

La capacité de raffinage de pétrole a d'ailleurs aussi été augmentée par la construction d'une nouvelle raffinerie à Gand et par le doublement de la capacité de la plus grande raffinerie d'Anvers. Les quantités de pétrole brut mises en œuvre ont augmenté de 31 %, renversant le solde importateur traditionnel, soutes non comprises, en produits raffinés. Cette augmentation de la production a entraîné un développement sensible des pertes de raffinage incorporées dans le bilan exprimé en énergie primaire.

D'autres facteurs accidentels moins importants ont agi dans le même sens.

Les grèves en France ont notamment donné lieu à un trafic aérien accru à partir des aérodromes belges avec ses conséquences en matière de soutage en carburants. Elles ont aussi provoqué un très net accroissement des achats frontaliers de carburants par des automobilistes français, enregistrés dans les statistiques comme étant de la consommation intérieure. Ces grèves et les difficultés monétaires ont aussi pu avantager le tourisme en Belgique.

En outre, la mise en exploitation de nouvelles installations de raffinage de pétrole a exigé leur remplissage préalable par du pétrole brut qui est considéré comme une consommation apparente. Il en est de même du remplissage des nouveaux gazoducs pour les livraisons intérieures de gaz naturel néerlandais et pour son transit vers la France.

Pour la première fois depuis 1963, la consommation apparente de *combustibles solides* a augmenté. Le progrès est de 900.000 t en équivalent charbon de 7000 kcal/kg, soit 4,4 %. Il est surtout dû aux besoins accrus de cokes pour la sidérurgie, qui en a acheté 900.000 t de plus en dépit de la régression persistante de sa consommation spécifique par tonne de fonte produite. La consommation domestique de combustibles solides a aussi un peu augmenté.

Ce progrès de la consommation apparente de combustibles solides n'a cependant pu arrêter la diminution traditionnelle de leur part dans la consommation totale d'énergie primaire, qui a baissé de 46,0 à 42,8 %.

Il y a d'ailleurs lieu de faire remarquer que la crise structurelle, que traverse l'industrie charbonnière belge, comme celle de l'Europe occidentale, est moins due à une régression rapide de la consommation totale de combustibles solides sur le marché intérieur, qu'à d'autres causes. En effet, de 1948 à 1968 cette régression n'a été que de 194.000 tonnes par an, en moyenne, soit 0,8 % de la consommation annuelle moyenne pour cette période.

L'évolution de la demande des différentes catégories de charbon n'est pas la même pour chaque catégorie. La tendance a été croissante pour les cokes sidérurgiques et, dans une moindre mesure, pour les charbons cokéfiables, mais elle est lentement décroissante pour les autres cokes. Les charbons vapeur ont perdu presque tous leurs débouchés, sauf pour les centrales électriques, qui, cependant, limitent de plus en plus leur consommation de charbon aux bas produits des charbonnages dont elles se sont engagées d'absorber tout le disponible sur le marché. La régression est assez lente pour les charbons domestiques, mais ce marché est de plus en plus exigeant quant aux qualités offertes. Il en résulte que pour certains charbonnages, la mévente est plus sensible que pour d'autres.

En outre, les charbonnages belges ne sont pas compétitifs vis-à-vis des prix rendus des charbons importés, surtout de ceux provenant de pays hors C.E.C.A. La part des charbons belges dans la consommation intérieure totale de charbon diminue donc chaque année en dépit des aides accordées et le solde exportateur net de charbon, qui était traditionnel jusqu'en 1955, s'est donc mué en un solde importateur croissant ; le même renversement s'est d'ailleurs présenté pour le coke depuis 1967. Les débouchés des charbonnages belges régressent donc nettement plus que la demande intérieure.

La consommation apparente brute de *pétrole*, par contre, continue à progresser. L'augmentation a été de 12,2 %, soit 3,5 millions de tonnes équivalent charbon, soit seulement un peu moins que le taux d'accroissement annuel moyen pour la période 1948-1968, qui a été de 13,5 %. Sa part dans la consommation totale d'énergie primaire a déjà atteint 53,6 %, contre 52,0 % en 1967.

Le progrès concerne tous les produits pétroliers, sauf ceux servant à fabriquer du gaz de ville, en recul depuis 1967 à cause de la concurrence du gaz naturel. L'augmentation a été la plus rapide pour les produits non énergétiques dont la consommation intérieure, exprimée en tonnes, dépasse déjà celle des carburants ; elle concerne plus spécialement les matières premières pour l'industrie chimique et les bitumes, favorisés par le développement rapide de la pétro-

chimie et par l'intense activité qui a régné dans le secteur des travaux publics. Les ventes intérieures de carburants ont en outre été favorisées par les événements en France et la concurrence du gaz naturel a été compensée en 1968, par les conditions conjoncturelles et climatiques.

La Belgique est néanmoins entrée dans l'ère du *gaz naturel*. Les importations des Pays-Bas qui ont débuté le 10 octobre 1966, ont déjà atteint environ 1,3 milliard de m^3 en 1968 ; les contrats prévoient un volume d'au moins 5 milliards de m^3 en 1975. Le volume importé en 1968 correspond à 1,6 million de tonnes d'équivalent charbon, soit 3,3 % de la consommation apparente brute d'énergie primaire. Le gaz naturel a couvert 47 % du gaz émis pour la vente et 22 % de tous les gaz disponibles en Belgique, y compris le gaz de haut-fourneau, en général consommé sur place, et le gaz de pétrole vendu à l'état liquide.

La consommation totale brute de tous les gaz, y compris les gaz de pétrole liquéfiés, a progressé de 22 %. Ce taux élevé contraste avec le faible accroissement annuel enregistré jusqu'en 1966.

Selon des estimations très provisoires, la consommation sidérurgique dans le sens strict du terme aurait un peu diminué, nonobstant la très forte expansion de l'activité de cette industrie.

La consommation domestique et équivalente aurait progressé de 11,5 %. Les achats de gaz liquéfiés ne semblent guère avoir changé, mais ceux du gaz de distribution ont augmenté de 16,6 %, au fur et à mesure du développement de l'emploi de gaz pour le chauffage, favorisé d'ailleurs par des tarifs spéciaux qui ont encore été remaniés en 1968.

L'expansion la plus forte de la consommation de gaz concerne cependant le secteur industriel non sidérurgique. Jusqu'en 1963, le progrès y était lent et la consommation y avait même diminué de 1963 à 1966. Depuis lors, cependant, elle a triplé en dépit de la stagnation des achats de gaz de pétrole liquéfié. Le gaz naturel fourni à bas prix y est employé tant comme source d'énergie que comme matière première.

La consommation de gaz pour la production d'électricité a aussi beaucoup augmenté. Les centrales ont cependant employé moins de gaz naturel qu'en 1967. Elles absorbent les gaz excédentaires des cokeries qui ont perdu leurs débouchés depuis la conversion du réseau au gaz naturel.

L'électricité primaire ne se développe guère et sa part dans la consommation totale d'énergie primaire reste insignifiante.

La consommation totale d'électricité, par contre, a progressé nettement plus qu'en 1967, soit 10,7 % contre 5,4 % et une augmentation annuelle moyenne de 7,0 % pour la période 1959-1968. La consommation en basse tension continue à se développer à un taux supérieur à 10 % par an, soit 10,8 % en 1968 comme en 1967. Pour la consommation en haute tension, par contre, qui n'avait augmenté, en 1967, que de 4,5 % et de 5,5 % en moyenne depuis 1948, l'avance a été de 10,7 % en 1968, sous l'effet de la forte expansion de la consommation industrielle, qui a été particulièrement vive en sidérurgie, dans l'industrie chimique, l'industrie des métaux non ferreux, l'industrie du papier et les raffineries de pétrole.

§ 2. — APPROVISIONNEMENT

Si la consommation d'énergie primaire a progressé au taux exceptionnel de 11,2 %, sa production, par contre, a continué à régresser. De 20 706 000 tonnes d'équivalent charbon (tec) en 1964, elle est revenue à 15 567 000 tec en 1967 et 14 205 000 en 1968. Sa part dans la consommation brute n'était plus que de 28,6 %, dont 98,7 % concernaient le charbon. La production de grisou se réduit et la puissance installée des centrales hydrauliques n'a plus varié depuis 1965. En matière nucléaire, la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz, d'une puissance de 266 MW est considérée comme de l'importation ; cette centrale a d'ailleurs été à l'arrêt pendant presque toute l'année à cause d'avaries.

La production de charbon n'a plus atteint que 14,8 millions de tonnes, contre 16,4 en 1967. En Campine, la diminution n'a été que de 0,4 million de tonnes ramenant l'extraction nette à 8,5 millions de tonnes. Dans les bassins du Sud, par contre, l'extraction a baissé de 7,6 à 6,3 millions de tonnes. Depuis 1967, la Campine produit plus de la moitié de la production totale.

Dans le cadre du programme de fermetures de mines déficitaires, élaboré par le Directoire de l'Industrie charbonnière, 4 sièges d'une capacité d'extraction de 700 000 t ont été fermés dans les bassins du Sud et certains chantiers, dans des sièges restés en activité, notamment en Campine, d'une capacité de 400 000 t, ont aussi été abandonnés.

Si cette réduction de la capacité d'extraction a entraîné 4134 licenciements, dont 3889 concernaient des ouvriers et 245 des employés, le nombre de chômeurs parmi eux ne s'élevait, au début de 1969, qu'à 260 ouvriers et 9 employés, pour la plupart difficiles à reclasser à cause de leur âge ou de leur aptitude.

Outre ces licenciements, il y a eu d'autres départs. L'emploi ouvrier total dans la mine a baissé de 55 400 fin 1967 à 49 200 fin 1968 ; le rendement par ouvrier et par poste a progressé de 6 % en 1968.

L'histoire des charbonnages belges depuis 1957, dernière année avant la crise et avant la préparation du premier programme d'assainissement, peut être résumée comme suit.

L'extraction a reculé de 29,1 à 14,8 millions de tonnes, soit de 49 %. Cette régression concerne surtout les bassins du Sud, où la production a été ramenée de 18,8 à 6,3 millions de tonnes (66 %) alors que la diminution ne fut en Campine que de 10,3 à 8,5 millions de tonnes (18 %).

L'emploi ouvrier total a été ramené de 145 000 à fin 1957 à 49 200 fin 1968, baissant donc de 68 % ; dans les bassins du Sud, le recul a été de 77 %, soit 23 900 contre 105 100 ouvriers. Le rendement moyen par ouvrier du fond et par poste a progressé durant cette même période de 78 % pour l'ensemble du pays, mais le salaire direct a augmenté presque autant, soit 73 %, le salaire coût ayant progressé davantage.

Les charbons importés et surtout les autres produits énergétiques exercent une concurrence de plus en plus vive, favorisée par la forte réduction des frets maritimes, de sorte que les charbonnages belges ne sont plus compétitifs, et que leur situation s'aggrave d'année en année.

Les charges de cette évolution qui se présentent sous des formes diverses et nombreuses dépassent de plus en plus l'avantage de pouvoir disposer d'une source intérieure d'énergie.

Les subsides directs entre autres ont beaucoup augmenté depuis ces dernières années. Au cours du premier programme de fermetures couvrant la période 1960-1963, la Haute Autorité avait lié la permission de contingenter les importations provenant des autres pays membres à la promesse de diminuer ces subsides et de les supprimer en 1964. Toutefois cette position a dû être revue pour des raisons sociales et d'économie régionale : la décision 3/65 de la Haute Autorité a permis l'octroi de subsides pour autant qu'ils ne faussent pas la concurrence entre bassins de la Communauté. Depuis lors, en Belgique, tout le déficit des charbonnages restés en activité dans le cadre des programmes de fermeture, établis par le Directoire de l'Industrie charbonnière, est compensé. Cette compensation a coûté 3,7 milliards de francs en 1968, contre 3,4 en 1967 et 2,4 en 1966. En outre, des subsides pour la rationalisation positive de l'ordre de 242 millions ont été octroyés. Enfin, l'Etat prend à sa charge la prime de fin d'année aux ouvriers mineurs des charbonnages qui n'ont pas les ressources pour la payer ; son montant a été de 240 millions. En y ajoutant quelques autres subventions, le montant total octroyé directement par l'Etat aux charbonnages s'est élevé à 4,8 milliards de francs en 1968, contre 4,3 en 1967 et 3,0 en 1966. Il faut y ajouter les importants subsides indirects, généralement payés au personnel ou à la sécurité sociale.

Le poids de ces aides croissantes pour l'économie du pays, à charge des finances publiques, d'une part, des consommateurs, d'autre part, exige que se poursuive sans relâche l'élimination des charbonnages non compétitifs, mais cette élimination doit être synchronisée avec la conversion des bassins miniers et la réadaptation de la main-d'œuvre minière.

Comme la régression de l'extraction est plus rapide que celle de la demande, les importations croissent tandis que les exportations diminuent. Alors que la Belgique présentait traditionnellement un solde exportateur net de charbon jusqu'en 1955, les importations ont dépassé les exportations de 5,5 millions de tonnes, en 1968, contre 4,3 en 1967. Elles proviennent surtout des Etats-Unis d'Amérique et de la Pologne qui augmente beaucoup ses fournitures à l'Europe occidentale.

Les stocks sur le carreau des mines, par contre, se sont réduits jusqu'à 1,7 million de tonnes, contre 2,6 fin 1967 et 3,0 fin 1966.

La haute conjoncture sidérurgique a entraîné un accroissement de la production de *cokes* de 5,6 %. Ce progrès a cependant été insuffisant pour couvrir la demande, de sorte que le solde exportateur traditionnel, devenu faible en 1967, s'est mué en un solde importateur de 644 000 t.

En 1960, presque tout le gaz distribué à l'état gazeux provenait des cokeries ; les besoins supplémentaires furent ensuite couverts par des usines à gaz et des centrales gazières transformant ou adaptant des produits pétroliers. L'avènement du gaz naturel met progressivement mais rapidement fin à cette situation. Les cokeries perdent ainsi une part substantielle de leurs revenus

au détriment de leur équilibre financier. D'autre part, la réduction de la consommation de coke par tonne de fonte produite et la régression structurelle d'autres marchés, parallèle à celle du charbon, accrurent les difficultés des cokeries non intégrées dans des complexes sidérurgiques, dont certaines ont déjà été fermées.

Les cokeries maintenues en activité doivent chercher à écouler leur gaz excédentaire dans la sidérurgie et dans les centrales électriques faisant partie du même complexe industriel ou situées à proximité.

La conversion progressive au *gaz naturel* a déjà donné lieu à l'importation de 11.148 Tcal de gaz naturel des Pays-Bas, soit 80 % de la production de gaz de cokerie.

Le programme d'infrastructure de transport se réalise conformément aux prévisions ; les grands réseaux de transport sont achevés. Les investissements en moyens de transport ont encore atteint 1,1 milliard de francs, contre 2,1 en 1967 et 0,4 en 1966.

La conversion des réseaux de distribution et des appareils d'utilisation des consommateurs est en cours. Les investissements qui s'y rapportent ont atteint 3,1 milliard de francs, contre 2,2 en 1967 et 1,4 en 1966. Le Fonds de Financement de la conversion, créé en 1967, avait prévu à l'origine une avance de 3000 F par compteur, financée par des emprunts ; il s'est avéré que ce montant était insuffisant et il a été porté à 4000 F avec effet au début de la période de conversion. Sur cette base, le montant des emprunts à contracter atteindrait, compte tenu des intérêts intercalaires à couvrir, un total de quelque 8 milliards de francs avant fin 1975.

La production *d'électricité* a progressé de 10,9 %, ce qui est un taux exceptionnel pour la Belgique. Une fois de plus, l'augmentation est plus nette pour les producteurs-distributeurs, soit 13,3 %, que pour les autoproducteurs industriels, 5,3 %.

La production thermique classique a été réalisée pour 51,7 %, soit 32 510 Tcal, par des combustibles solides, dont la part diminue presque chaque année ; en 1967, elle était encore de 57,3 %, venant de 70,1 % en 1963. Les centrales ont absorbé plus de gaz de cokerie et d'usines à gaz qui ne trouvent plus de débouchés dans la distribution publique. Elles ont, par contre, mis en œuvre moins de gaz naturel qu'en 1967 ; jusqu'à présent, l'emploi de ce combustible n'est pas systématique et sert à régulariser le débit des gazoducs. La part des produits pétroliers dans les calories enfournées progresse chaque année ; elle est passée de 32,6 % en 1967 à 37,1 % en 1968.

Les investissements dans le secteur électrique se seraient élevés à plus de 8 milliards de francs en 1968. L'industrie a passé les commandes pour 2 centrales nucléaires, ayant chacune une puissance électrique d'environ 800 MW, dont le coût global serait de 17 milliards de francs. L'une sera construite à Doel par l'industrie belge, l'autre à Tihange pour moitié à charge d'Electricité de France. Elles devront être reliées au réseau vers 1973-1975. Elles couvriront plus de la moitié de la puissance supplémentaire nécessaire pour satisfaire la

demande entre 1969 et 1975, cette puissance étant estimée à 3000 MW. L'investissement total en moyens de production, de transport et de distribution serait, d'ici 1975, de l'ordre de plus de 50 milliards de francs aux prix actuels.

La demande étant très irrégulière, pour assurer l'utilisation la meilleure possible des moyens de production, l'industrie électrique a commencé la construction d'une centrale hydraulique de pompage à Coo, équipée dès 1970-1971 de 3 unités de 125 MW. Les pompes actionnées par le courant excédentaire pendant les heures creuses de la consommation rempliront le bassin supérieur qui fournira pendant les pointes de la demande l'eau nécessaire pour faire tourner les turbines à l'entrée du bassin inférieur, 250 m plus bas. Les avantages de la régularisation du débit des centrales de base et de la réponse immédiate aux besoins de pointe (payés à un prix élevé) dépassent de loin la différence, estimée à 40 %, entre la quantité d'électricité consommée par les pompes et celle produite par les turbines.

Pour interconnecter cette centrale de pompage avec les autres centrales belges et avec les réseaux étrangers, l'industrie électrique construit un réseau de transport de 380 kV, long de 197 km, reliant la centrale de Coo via la centrale nucléaire de Tihange, les centrales du Hainaut, la région anversoise, avec la centrale nucléaire de Doel, et la région de Gand à la région de Lille. Ce réseau coûterait 3,5 milliards de francs. L'interconnection internationale ne s'impose pas seulement pour régulariser le débit et pour fournir à la France la moitié de la production de Tihange convenue avec Electricité de France en contrepartie de son apport de la moitié des frais de construction de cette centrale, mais aussi pour répartir la charge de la réserve tournante sur les réseaux de plusieurs pays. En effet, pour pallier les arrêts prévus ou imprévisibles des centrales, le réseau doit pouvoir disposer de réserves de puissance pouvant immédiatement remplacer les centrales arrêtées. Or, au fur et à mesure de la mise en ligne d'unités plus puissantes, la réserve à tenir en disponibilité doit s'accroître parallèlement. Il faut éviter que cette nécessité d'accroître la réserve disponible n'annule les avantages procurés par la construction de centrales plus puissantes. Vu l'exiguïté du réseau belge, des accords internationaux et le renforcement des interconnections internationales sont en cours en vue d'une meilleure répartition de cette charge.

L'activité des *raffineries de pétrole*, enfin, a présenté une avance de 33 %, calculée sur base de la quantité du pétrole brut traité et de 31 % sur base des produits raffinés fabriqués.

Cette augmentation, qui dépasse de loin celle de la consommation intérieure, est due à la mise en activité d'une nouvelle raffinerie à Gand et au doublement de la plus grande raffinerie d'Anvers. Elle a donné lieu à une réduction des importations de produits raffinés d'en moyenne 6 % et à un développement des exportations, soutes exclues, de 40 %.

Cette expansion rapide de la capacité de raffinage, qui n'est pas seulement constatée en Belgique mais dans toute l'Europe occidentale, pose le problème des débouchés pour l'excédent croissant de cette capacité dans la C.E.E. ; en Belgique, la capacité de raffinage a atteint 30 millions de tonnes et de nouvelles

extensions sont prévues, alors que le volume de pétrole brut traité en 1968 n'a pas atteint 23 millions de tonnes.

La raffinerie gantoise est reliée à Zeebrugge par le premier oléoduc privé posé en Belgique. Les raffineries anversoises ont obtenu du Gouvernement la permission de construire, sous certaines conditions, un oléoduc de Rotterdam à Anvers.

Cependant, cette solution a sensibilisé les millieux politiques, économiques, portuaires et industriels et a déclenché des études importantes pour l'amélioration de l'accessibilité des ports belges aux navires de grands tonnages. Certains des projets proposés ne se bornent d'ailleurs pas à trouver une solution nationale aux problèmes posés par la taille croissante des navires, mais ils combinent cette meilleure accessibilité avec la mise à disposition de nouveaux terrains industriels, voire touristiques.

*
* *

Afin de mieux pouvoir situer l'économie énergétique de 1968 dans son évolution à long terme, les tableaux et graphiques traditionnels ont été adaptés.

Leur nouvelle présentation fait apparaître que l'augmentation de la consommation apparente brute en 1968 a été exceptionnelle, le taux d'accroissement sur la période 1958-1968 ne s'élevant qu'à 2,75 %, soit les trois quarts de celui de la production industrielle.

En tendance, la diminution de la consommation globale de charbon est faible à travers de fortes fluctuations annuelles. L'évolution est d'ailleurs très divergente selon les qualités de charbon. D'autre part la rigidité de la production ne permet pas une adaptation rapide aux brusques variations de la demande. Comme, en outre, les différents charbonnages ne produisent qu'une ou deux qualités de charbon, ils adaptent leur programme de production à l'évolution la plus défavorable des différentes qualités de charbon qu'ils extraient, laissant la couverture des besoins supplémentaires aux charbons étrangers, dont la part dans la consommation totale croît très vite.

La consommation d'électricité haute tension a progressé régulièrement au taux de 5,5 % par an. Pour la basse tension, par contre, le taux d'accroissement est beaucoup plus élevé depuis une dizaine d'années, depuis l'introduction du tarif national et d'autres tarifs de faveur, suite à l'action du Comité de gestion et du Comité de contrôle du gaz et de l'électricité.

L'économie gazière a été bouleversée à plusieurs reprises. Jusqu'en 1960, l'approvisionnement était presque exclusivement assuré par les cokeries. Le maintien de l'expansion de la demande globale de gaz livré par la distribution publique, d'une part, le ralentissement de la cokéfaction, d'autre part, ont obligé à couvrir les besoins supplémentaires au moyen de produits pétroliers jusqu'à l'arrivée du gaz naturel qui ne s'est pas seulement substitué aux autres gaz mais a aussi entraîné une très forte expansion de la consommation industrielle non sidérurgique, jusqu'alors stagnante, voire en baisse entre 1962 et 1966.

En économie pétrolière, la consommation de combustibles, y compris le Diesel-oil, a progressé beaucoup plus vite (14,7 % par an) que celle des carburants du type essence (+ 5,6 %). Celle de produits non énergétiques, en progrès lent jusqu'en 1956, a connu une expansion extrêmement vive depuis lors sous l'effet combiné du développement de la pétrochimie et de celui des travaux publics, de sorte qu'en tonnes, elle dépasse déjà celle des carburants. Pour les gaz de pétrole, enfin, l'effet de la concurrence du gaz naturel apparaît déjà nettement.

★

★ ★

Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)	Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)		Production par poste et par ouvrier (b) (moyenne mensuelle, en kilogrammes)	
		Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1960	**103,5**	**62,3**	**85,9**	**1 430**	**1 018**
1961	**89,9**	**53,1**	**73,9**	**1 541**	**1 091**
1962	**84,9**	**48,9**	**67,6**	**1 624**	**1 156**
1963	**84,6**	**49,0**	**67,1**	**1 629**	**1 166**
1964	**85,0**	**50,7**	**68,0**	**1 574**	**1 155**
1965	**75,1**	**46,6**	**62,6**	**1 660**	**1 212**
1966	**62,4**	**40,2**	**54,5**	**1 758**	**1 270**
1967	**55,4**	**35,1**	**47,6**	**1 847**	**1 336**
1968 (c)	**49,2**	**30,1**	**40,8**	**1 976**	**1 418**
1968 (c) Janvier	54,9	32,7	44,5	1 944	1 407
Février	54,2	32,1	43,7	1 954	1 415
Mars	53,6	31,9	43,5	1 927	1 391
Avril	53,1	31,6	43,3	1 976	1 430
Mai	52,7	31,4	43,0	1 983	1 432
Juin	52,3	30,7	42,2	1 952	1 402
Juillet	51,8	27,1	38,1	2 002	1 410
Août	51,1	26,4	37,1	1 927	1 350
Septembre	50,3	28,5	39,5	1 983	1 413
Octobre	49,8	29,1	40,0	2 028	1 453
Novembre	49,5	29,9	40,6	1 988	1 430
Décembre	49,2	28,7	39,3	2 071	1 481

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Fin de la période.
(b) Y compris maîtrise et surveillance.
(c) Données provisoires.

Production de charbon par bassin

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Borinage Centre	Charleroi et Namur	Liège	Campine	Total
1959	4 642	5 520	3 823	8 771	22 757
1960	4 196	5 347	3 538	9 385	22 465
1961	3 708	5 148	3 069	9 611	21 536
1962	3 118	5 198	3 080	9 807	21 204
1963	2 952	5 317	3 082	10 067	21 418
1964	2 843	5 246	3 076	10 140	21 305
1965	2 652	4 734	2 693	9 706	19 786
1966	2 300	4 448	2 261	8 490	17 499
1967	1 889	3 820	1 880	8 846	16 435
1968 (a)	1 492	3 326	1 504	8 484	14 806

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Données provisoires.

Balance charbonnière
(en milliers de tonnes)

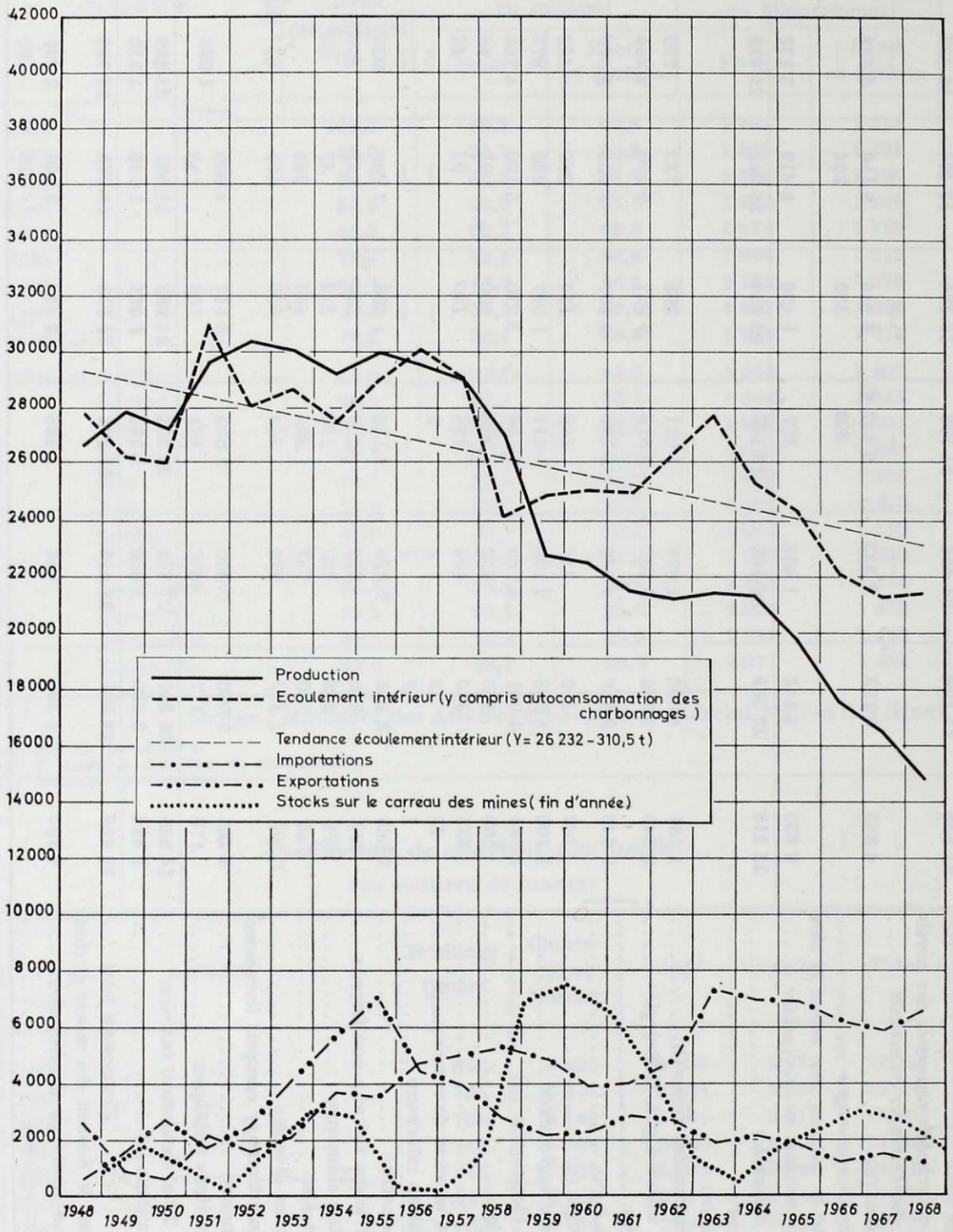
DÉSIGNATION	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967 (g)	1968 (g)
I *Production nette*	**21 536**	**21 204**	**21 416**	**21 305**	**19 786**	**17 499**	**16 435**	**14 806**
II *Produits marchands récupérés des terrils par les charbonnages en activité*	—	—	—	—	—	—	—	—
III *Importations* (a)	**4 043**	**4 753**	**7 347**	**6 967** (f)	**6 914**	**6 190**	**5 859**	**6 641**
IV *Achats des charbonnages*	—	—	—	**300**	**350**	**204**	—	—
V *Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1er janvier*	**6 639**	**4 442**	**1 402**	**577**	**1 498**	**2 419**	**3 132**	**2 644**
VI *Charbon disponible*	**32 218**	**30 399**	**30 165**	**29 149**	**28 539**	**26 312**	**25 426**	**24 091**
VII *Écoulement :*								
A. *Intérieur :*								
1. Consommation des mines (b)	1 131	1 063	1 078	1 021	998	752	770	769
2. Cokeries, usines à gaz, sidérurgie	9 549	9 666	9 782	9 815	9 927	9 150	9 254	9 563
a) Cokeries b) Usines à gaz	*9 448*	*9 566*	*9 660*	*9 706*	*9 807*	*8 950*	*9 072*	*9 377*
c) Sidérurgie (c)	*101*	*100*	*122*	*109*	*120*	*200*	*182*	*186*
3. Fabriques d'agglomérés	1 106	1 508	2 109	1 411	1 017	935	877	856
4. Centrales électriques (d)	4 284	4 951	4 734	5 156	5 270	5 190	4 785	4 578
5. Transports	669	565	452	299	190	95	46	38
a) Fer	*655*	*550*	*443*	*296*	*190*	*95*	*46*	*38*
b) Soutes, services de remorquage	*13*	*13*	*8*	*3*	—	—	—	—
c) Navigation intérieure	*1*	*2*	*1*	—	—	—	—	—
6. Autres industries	2 648	2 465	2 328	2 110	1 608	1 200	925	782
a) Industrie des métaux non ferreux	*427*	*276*	*279*	*279*	*289*	*281*	*270*	*278*
b) Industrie chimique	*272*	*282*	*270*	*158*	*124*	*81*	*28*	*18*
c) Cimenteries	*746*	*780*	*787*	*805*	*505*	*243*	..	...
d) Industries diverses	*1 204*	*1 127*	*992*	*868*	*690*	*595*	*627* (h)	*486* (h)
7. Usage domestique (y compris livraisons aux mineurs)	5 405	5 936	7 060	5 310	5 117	4 609	4 632	4 842
8. Administrations publiques	176	177	202	181	166	150		
Total écoulement intérieur	**24 969**	**26 331**	**27 745**	**25 303**	**24 293**	**22 081**	**21 289**	**21 428**
B. *Exportations* (e)	**2 854**	**2 699**	**1 868**	**2 161**	**1 825**	**1 195**	**1 510**	**1 146**
Ecoulement total	**27 823**	**29 030**	**29 613**	**27 464**	**26 118**	**23 276**	**22 799**	**22 574**
VIII *Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre*	**4 395**	**1 369**	**552**	**1 685**	**2 419**	**3 046**	**2 708**	**1 735**
IX *Erreurs et omissions*	—	—	—	—	+ **2**	— **10**	— **82**	— 218

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.
(b) Uniquement consommation des mines, telle que publiée par les *Annales des Mines de Belgique*. La consommation de leurs centrales électriques est reportée sous « Centrales électriques ».
(c) Pour d'autres usages que la cokéfaction.
(d) Non compris les autoproducteurs individuels.
(e) Y compris les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.
(f) Y compris les importations de schistes de terril, calculées tonne par tonne.
(g) Données provisoires.
(h) Les livraisons aux cimenteries sont incluses dans celles aux industries diverses.

Balance charbonnière

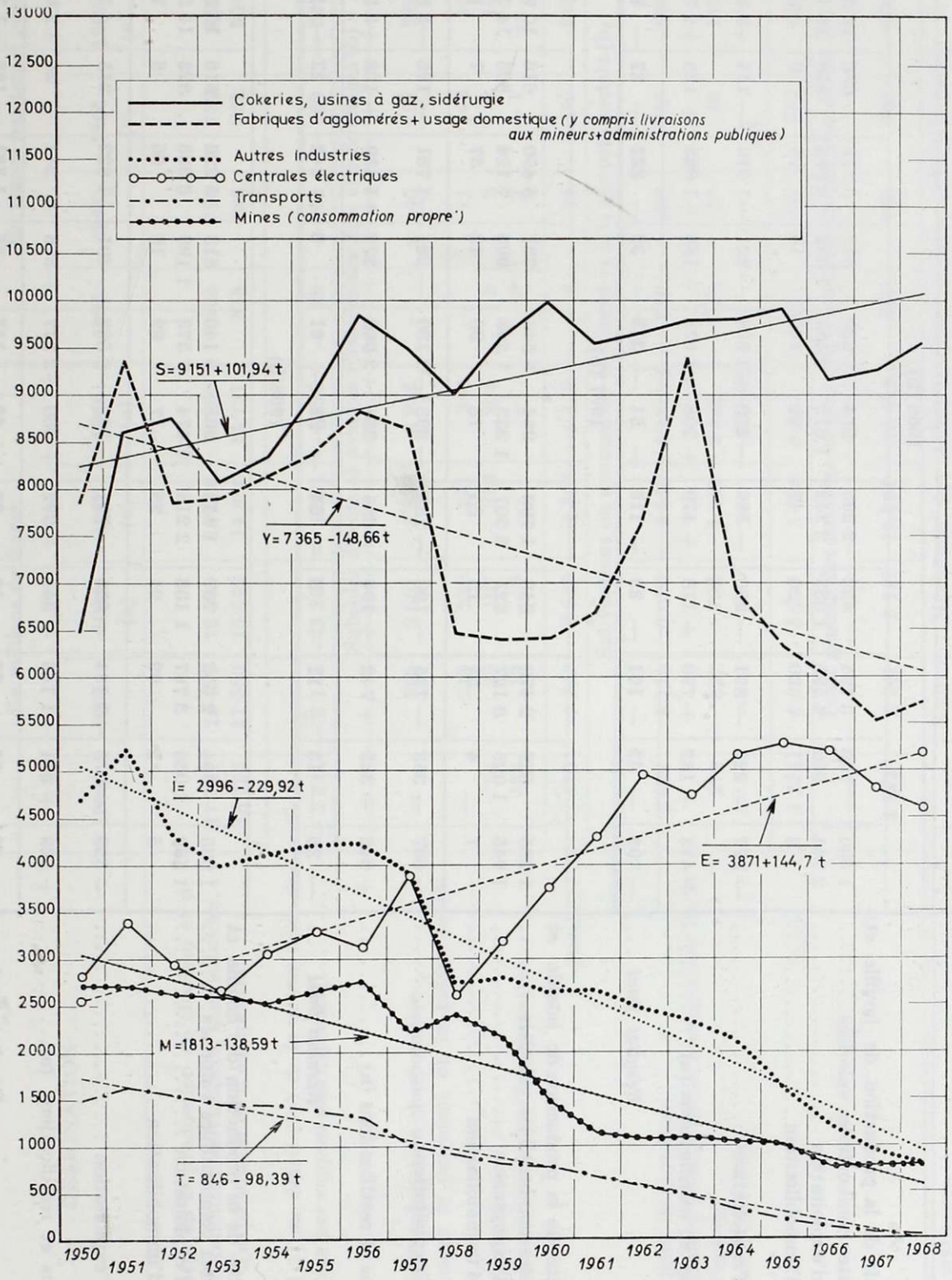
(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1966 à 1968

DÉSIGNATION	Borinage-Centre		Charleroi		Liège		Sud		Campine		Le Royaume	
	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t
	1966 (b)											
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 630	709	3 794	853	2 203	974	7 628	847	5 711	673	13 339	762
Dépenses d'exploitation	2 144	932	4 595	1 033	2 742	1 212	9 481	1 052	6 945	818	16 426	939
Dépenses d'immobilisation	3	1	90	20	47	21	140	16	76	9	216	12
Résultat d'exploitation	— 517	— 225	— 891	— 200	— 586	— 259	—1 994	— 221	—1 310	— 154	—3 304	— 189
Subventions et rectifications (a)	+ 418	+ 182	+ 790	+ 178	+ 470	+ 208	+1 678	+ 186	+1 083	+ 128	+2 761	+ 158
Résultat final	— 99	— 43	— 101	— 23	— 115	— 51	— 315	— 35	— 227	— 27	— 542	— 31
	1967 (b)											
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 285	679	2 470	646	1 793	954	5 548	731	5 450	616	10 998	669
Dépenses d'exploitation	1 945	1 028	3 137	821	2 507	1 333	7 588	999	7 124	805	14 712	895
Dépenses d'immobilisation	7	4	58	15	25	13	90	12	57	7	147	9
Résultat d'exploitation	— 667	— 353	— 725	— 190	— 738	— 393	—2 130	— 281	—1 731	— 196	—3 861	— 235
Subventions et rectifications (a)	+ 642	+ 339	+ 742	+ 194	+ 685	+ 364	+2 069	+ 272	+1 489	+ 168	+3 558	+ 216
Résultat final	— 25	— 13	+ 17	+ 5	— 54	— 28	— 61	— 8	— 242	— 27	— 303	— 18
	1968(b)											
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 035	694	2 652	797	1 452	965	5 140	813	5 226	616	10 366	700
Dépenses d'exploitation	1 589	1 065	3 767	1 133	2 218	1 474	7 573	1 198	6 983	823	14 556	983
Dépenses d'immobilisation	5	3	69	21	25	17	99	16	66	8	165	11
Résultat d'exploitation	— 559	— 375	—1 184	— 356	— 791	— 526	—2 533	— 401	—1 822	— 215	—4 356	— 294
Subventions et rectifications (a)	+ 539	+ 361	+1 146	+ 344	+ 692	+ 460	+2 377	+ 376	+ 241	+ 28	+2 618	+ 177
Résultat final	— 20	— 13	— 38	— 12	— 99	— 66	— 157	— 25	—1 581	— 186	—1 738	— 117

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'Etat et de

Situation économique globale de l'industrie charbonnière

DÉSIGNATION	En millions de francs					En francs par tonne produite				
	1964	1965	1966 (a)	1967 (a)	1968 (a)	1964	1965	1966 (a)	1967 (a)	1968 (a)
Valeur nette de la production de charbon et de schistes combustibles valorisés, sans subsides..	17 131	15 435	13 339	10 998	10 366	804	780	762	669	700
Dépenses d'exploitation et d'équipement.....	18 723	17 580	16 642	14 859	14 721	878	888	951	904	994
Surplus (+) ou déficit (—) de la valeur nette de production par rapport aux dépenses.....	**— 1 522**	**— 2 145**	**— 3 304**	**— 3 861**	**— 4 356**	**— 75**	**— 108**	**— 189**	**— 235**	**— 294**
	Subsides directs et avances récupérables aux charbonnages (b)									
Subsides à l'exploitation charbonnière.....	—	886	2 661	3 833	3 975	—	45	152	233	268
Subsides pour le paiement de la prime de fin d'année	—	218	230	241	240	—	11	13	15	16
Autres subventions.....	36	38	107	229	204	2	2	6	14	14
Avances récupérables aux charbonnages.....	135	19	— 9	—	—	6	1	— 1	—	—
Total ...	*170*	*1 162*	*2 989*	*4 303*	*4 419*	*8*	*59*	*170*	*262*	*298*
	Subventions ou avances au personnel et à la sécurité sociale (b)									
Subsides pour les pensions.....	5 078	5 725	6 016	6 453	6 188(c)	238	289	344	393	418
Autres subsides (dont pour la réadaptation de la main-d'œuvre)	278	327	702	1 927	2 582	13	17	40	117	174
Avances au F.N.R.O.M.....	—	—	—	—	—226(d)	—	—	—	—	— 15
Total ...	*5 356*	*6 052*	*6 718*	*8 380*	*8 544*	*251*	*306*	*384*	*422*	*577*
	Total général des subsides et avances, y compris les subsides divers (b)									
	5 553	**7 241**	**9 729**	**12 704**	**13 014**	**261**	**366**	**556**	**773**	**879**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

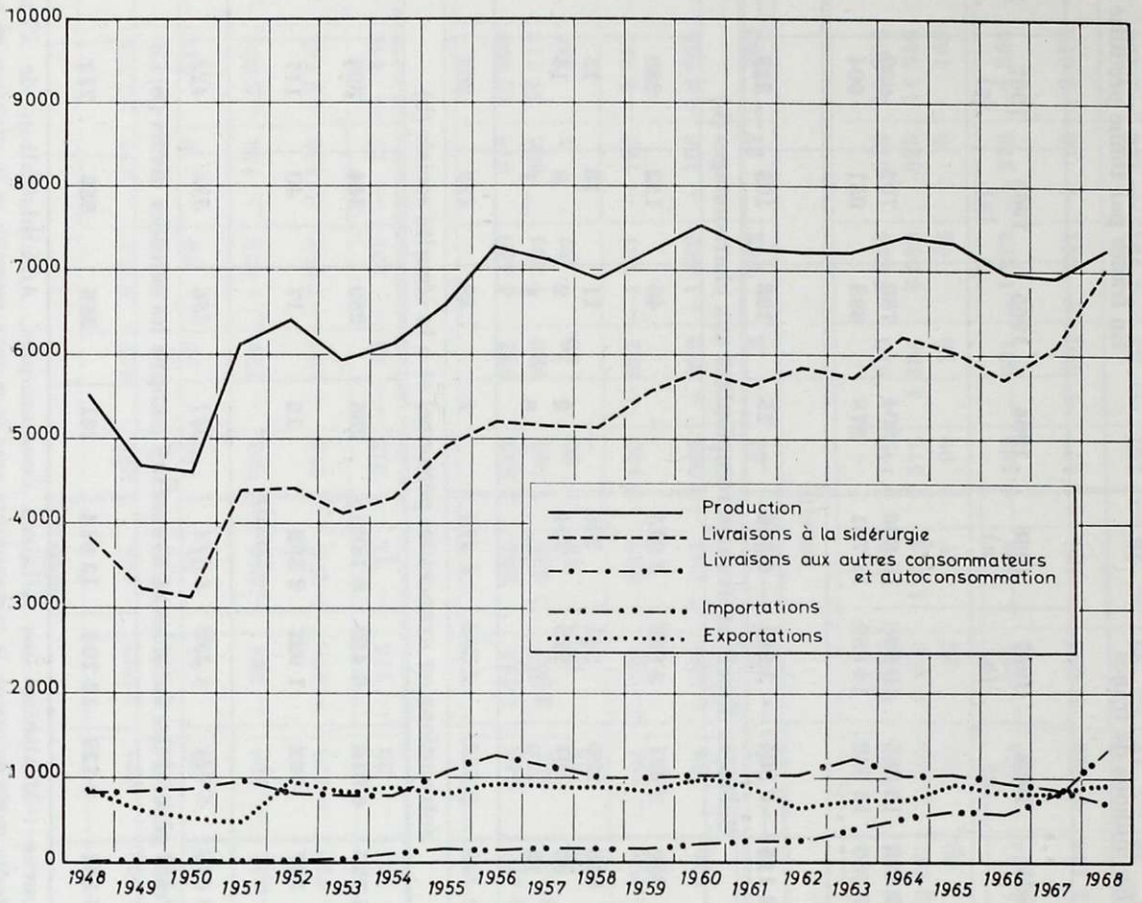
(a) Données provisoires.

(b) Pour les définitions, les conditions d'octroi, une ventilation plus poussée, le mode de calcul, la compatibilité avec le marché commun et la situation de ces subsides et avances dans l'ensemble de la politique énergétique, voir : « Subsides directs et indirects spécifiques au secteur charbonnier belge 1964-1965. Compatibilité des subsides sociaux avec le marché commun », Annexe à l'**Aperçu de l'évolution économique,** Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation, no 4, 1966.

(c) Estimation pour les pensions de vieillesse et de survie (3,6 milliards de francs) à cause de la fusion des différents régimes à partir de 1968 qui ne permet plus de comptabilité spécifique pour les ouvriers mineurs.

(d) Remboursements.

Coke de four
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Balance du coke (a)
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968
Production	7 398	7 334	6 961	6 857	7 243
Importations	619	700	551	794	1 314
Apport total...	**8 017**	**8 034**	**7 512**	**7 651**	**8 557**
Livraisons à la sidérurgie	6 286	6 121	5 705	6 104	7 023
Autres livraisons intérieures (b)	1 003	1 038	931	830	884
Livraisons intérieures totales...	**7 289**	**7 159**	**6 636**	**6 934**	**7 907**
Exportations	714	919	807	768	679
Ecoulement total...	**8 003**	**8 078**	**7 443**	**7 702**	**8 586**

(a) Cokes de four, semi-coke de houille.
(b) Y compris l'autoconsommation.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Energie électrique disponible

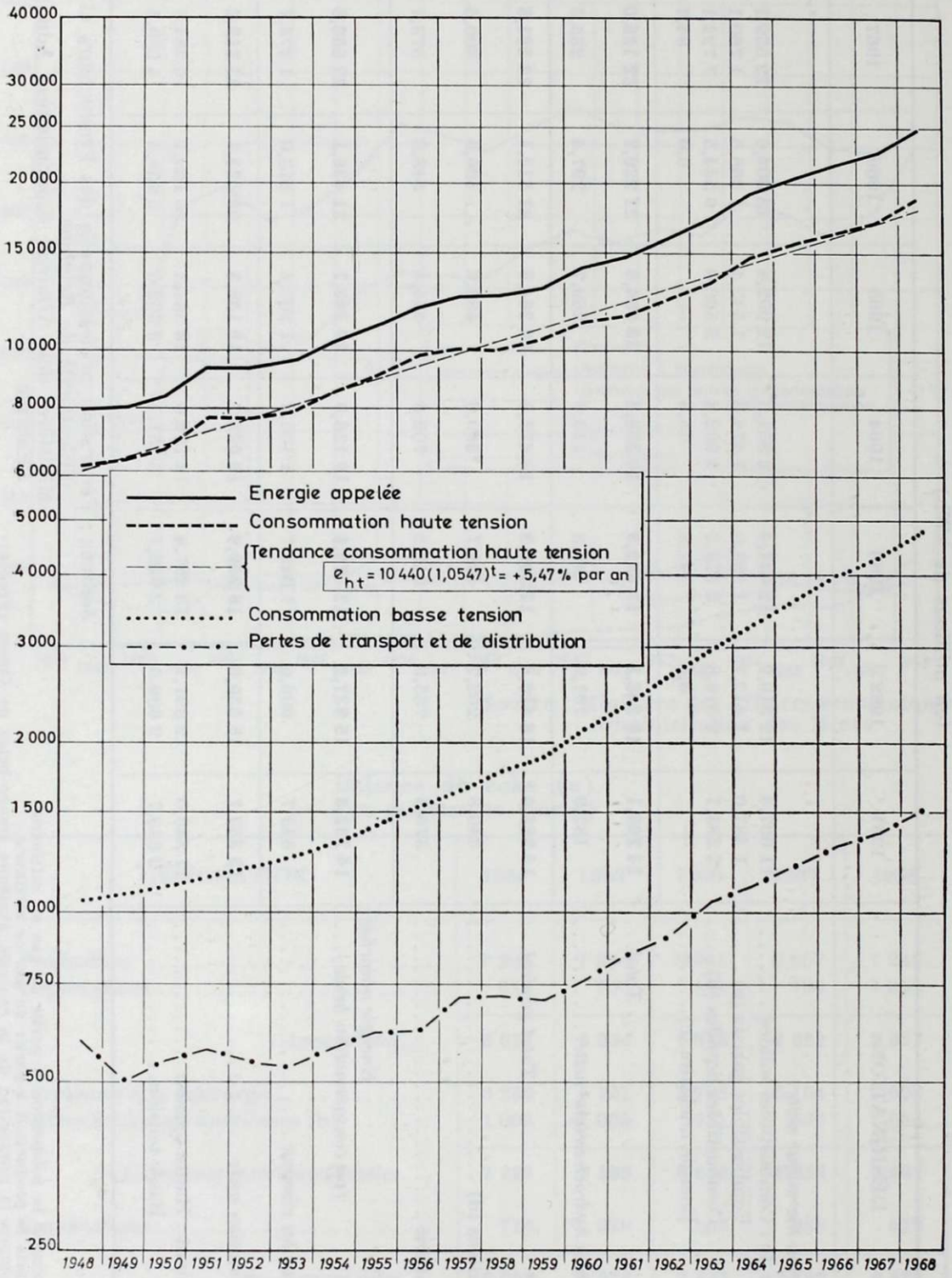
(en millions de kWh)

DÉSIGNATION	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (e)
Production thermique nette :								
à partir de : Combustibles solides	11 007,4	12 316,2	12 641,4	12 851,6	12 992,4	13 304,6	12 559,1	12 639,2
Combustibles gazeux (a)	1 487,0	1 412,1	1 298,0	1 474,2	1 542,4	1 366,6	1 760,1	2 021,9
Combustibles liquides (b)	2 285,7	2 516,8	3 678,3	4 992,8	5 560,0	6 544,5	7 722,1	10 067,0
Energie nucléaire (c)	—	3,4	41,8	45,6	—	5,0	84,7	53,3
Total...	**14 780,1**	**16 248,5**	**17 659,5**	**19 364,2**	**20 094,8**	**21 220,7**	**22 126,0**	**24 781,4**
Production hydroélectrique nette.....	187,9	161,9	140,8	113,6	269,7	297,4	235,5	241,8
Total général...	**14 968,0**	**16 410,4**	**17 800,3**	**19 477,8**	**20 364,5**	**21 518,1**	**22 361,5**	**25 023,2**
Importations (d)	340,8	262,7	428,7	360,6	433,6	466,3	800,5	687,3
Exportations	576,5	735,9	949,3	709,6	454,4	548,3	573,1	718,5
Energie absorbée (ou consommation brute)...	**14 732,3**	**15 937,2**	**17 279,6**	**19 128,9**	**20 343,7**	**21 436,1**	**22 588,9**	**24 992,0**
Pertes sur les réseaux	845,7	906,6	1 049,7	1 105,2	1 207,4	1 313,0	1 373,7	1 511,4
Consommation nette	**13 886,7**	**15 030,6**	**16 229,9**	**18 023,7**	**19 136,3**	**20 123,1**	**21 215,2**	**23 480,6**
dont : Haute tension	11 543,0	12 391,1	13 287,8	14 772,6	15 534,3	16 168,7	16 934,8	18 737,9
Basse tension.....	2 343,7	2 639,5	2 942,1	3 251,1	3 602,0	3 954,4	4 280,4	4 742,7

Sources : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.
Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(b) Y compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(c) Non compris la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz (France).
(d) Y compris la quote-part belge dans la production nette de la centrale de Chooz.
(e) Données provisoires.

Consommation d'électricité
(en millions de kWh)



Sources : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.

Bilan tous gaz (a)

(en Tcal)

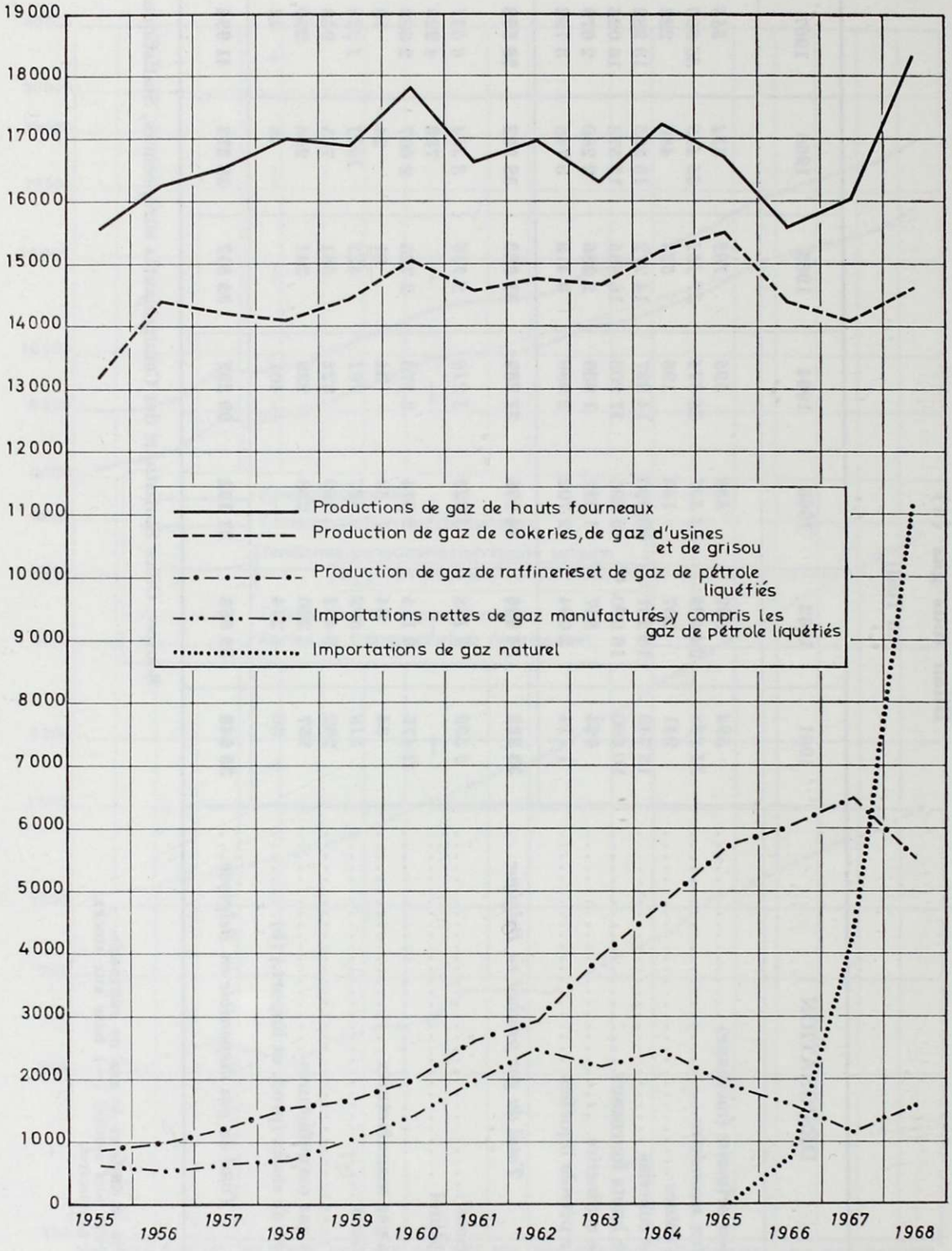
DÉSIGNATION	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (c)
Production primaire (méthane)	*594*	*607*	*589*	*595*	*702*	*534*	*558*	*511*
Production secondaire	*33 228*	*34 029*	*34 347*	*36 614*	*37 181*	*35 449*	*36 000*	*37 889*
Gaz d'usines	241	207	143	198	525	486	222	200
Gaz de cokeries	13 749	13 931	13 920	14 397	14 272	13 365	13 282	13 900
Gaz de hauts fourneaux	16 600	16 950	16 295	17 203	16 685	15 573	16 025	18 300
Gaz de raffineries	924	847	1 287	1 830	2 286	2 280	2 679	5 489
Gaz de pétrole liquéfiés	1 714	2 094	2 702	2 986	3 413	3 745	3 792	
Total du gaz produit en Belgique	**33 822**	**34 636**	**34 936**	**37 209**	**37 883**	**35 983**	**36 558**	**38 400**
Importations	*2 509*	*3 188*	*3 023*	*3 210*	*2 756*	*3 364*	*6 631*	*13 500*
Gaz naturel	—	—	—	—	—	733	4 228	11 148
GPL	2 475	3 154	2 974	3 176	2 725	2 607	2 393	2 352
Autres gaz manufacturés	34	34	49	34	31	24	10	
Exportations	*519*	*692*	*827*	*761*	*822*	*1031*	*1 238*	*800*
GPL	262	452	569	522	581	735	948	..
Autres gaz manufacturés	257	240	258	239	241	296	290	..
Variations de stocks (prod. et import.) (b)	+ 36	— 274	—	— 401	—	— 43	+ 43	..
Total du gaz disponible en Belgique	**35 848**	**36 858**	**37 132**	**39 257**	**39 817**	**38 273**	**41 994**	**51 100**

Source : Office Statistique des Communautés européennes, Statistiques de l'Énergie.

(a) Y compris le GPL et le gaz de raffinerie.
(b) (+) Reprise aux stocks; (—) mise aux stocks.
(c) Données provisoires.

Gaz disponibles

Tcal (PCS)



Source : Office Statistique des Communautés européennes, Statistique de l'Energie.

Distribution totale de gaz par les organismes de distribution et de transport

(en millions de mètres cubes relevés aux compteurs; 15 °C, 760 mm Hg) (a)

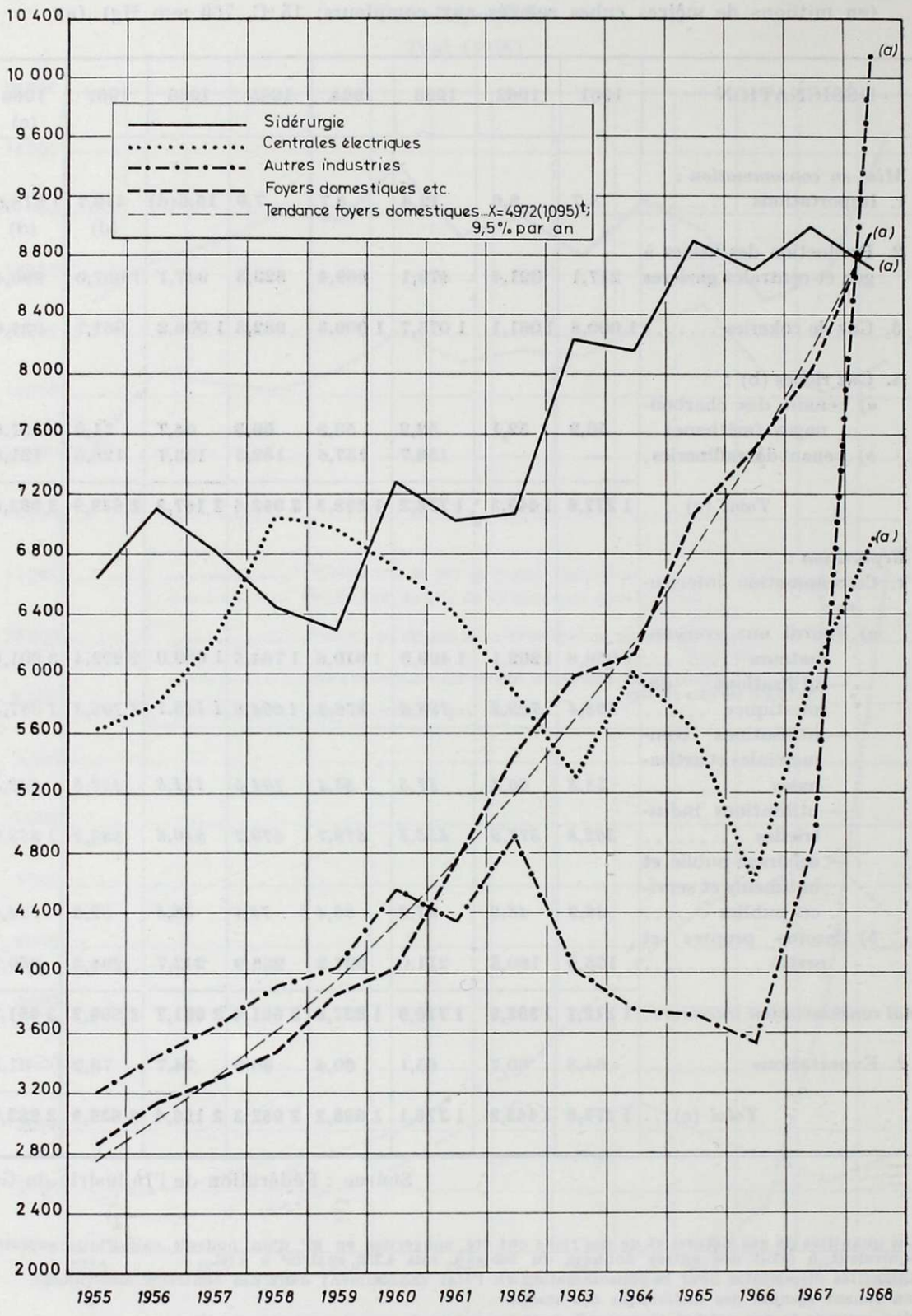
DÉSIGNATION	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (e)
A. *Mise en consommation* :								
1. Importations	8,7	8,6	12,4	8,7	7,9	15,6(d)	413,7 (d)	1 878,6 (d)
2. Production des usines à gaz et centrales gazières	217,1	321,4	479,1	669,4	823,3	947,1	1 067,0	990,4
3. Gaz de cokeries	1 000,8	1 061,1	1 075,7	1 009,3	982,3	1 006,2	961,7	934,6
4. Gaz riches (b) :								
a) venant des charbonnages (méthane) .	50,9	52,1	52,2	53,3	66,3	64,7	71,0	57,6
b) venant des raffineries.	—	—	156,7	157,5	182,5	133,7	126,5	121,8
Total (c) ...	1 277,6	1 443,3	1 776,2	1 898,3	2 062,4	2 167,3	2 639,9	3 983,0
B. *Répartition* :								
1. Consommation intérieure :								
a) Fourni aux consommateurs	1 056,8	1 202,1	1 499,9	1 610,6	1 764,5	1 839,0	2 272,4	3 601,6
— utilisations domestiques	*598,4*	*709,2*	*798,0*	*876,2*	*1 004,6*	*1 108,7*	*1 196,8*	*1 387,3*
— utilisations commerciales et artisanales	*58,8*	*66,1*	*87,3*	*88,4*	*104,5*	*111,8*	*122,8*	*142,3*
— utilisations industrielles	*362,8*	*377,9*	*553,3*	*579,7*	*579,7*	*540,2*	*863,2*	*1 958,0*
— éclairage public et bâtiments et services publics	*36,9*	*48,9*	*61,3*	*66,4*	*75,7*	*78,3*	*89,6*	*114,0*
b) Besoins propres et pertes	155,9	180,5	211,0	227,2	236,9	242,7	294,3	350,1
Total consommation intérieure.	1 212,7	1 382,6	1 710,9	1 837,8	2 001,4	2 081,7	2 566,7	3 951,7
2. Exportations	64,8	60,7	65,1	60,4	60,9	74,7	73,2	31,3
Total (c)...	1 277,6	1 443,2	1 776,1	1 898,2	2 062,3	2 156,4	2 639,9	3 983,0

Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

(a) Les quantités de gaz naturel et de gaz riche ont été converties en m³ d'un pouvoir calorifique supérieur équivalent à celui des autres données du tableau, soit 4.250 kcal/m³ à 0 °C.
(b) Quantités disponibles pour la consommation en l'état (notamment dans des centrales électriques).
(c) En tenant compte des différences des stocks.
(d) Non compris le gaz naturel transformé dans les usines à gaz et centrales gazières.
(e) Données provisoires.

Consommation nette de gaz (tous gaz)

Tcal (PCS)



Source : Office Statistiques des Communautés européennes, Statistique de l'Energie.

(a) Estimation de l'Administration de l'Energie.

Production et consommation de produits pétroliers
(en milliers de tonnes)

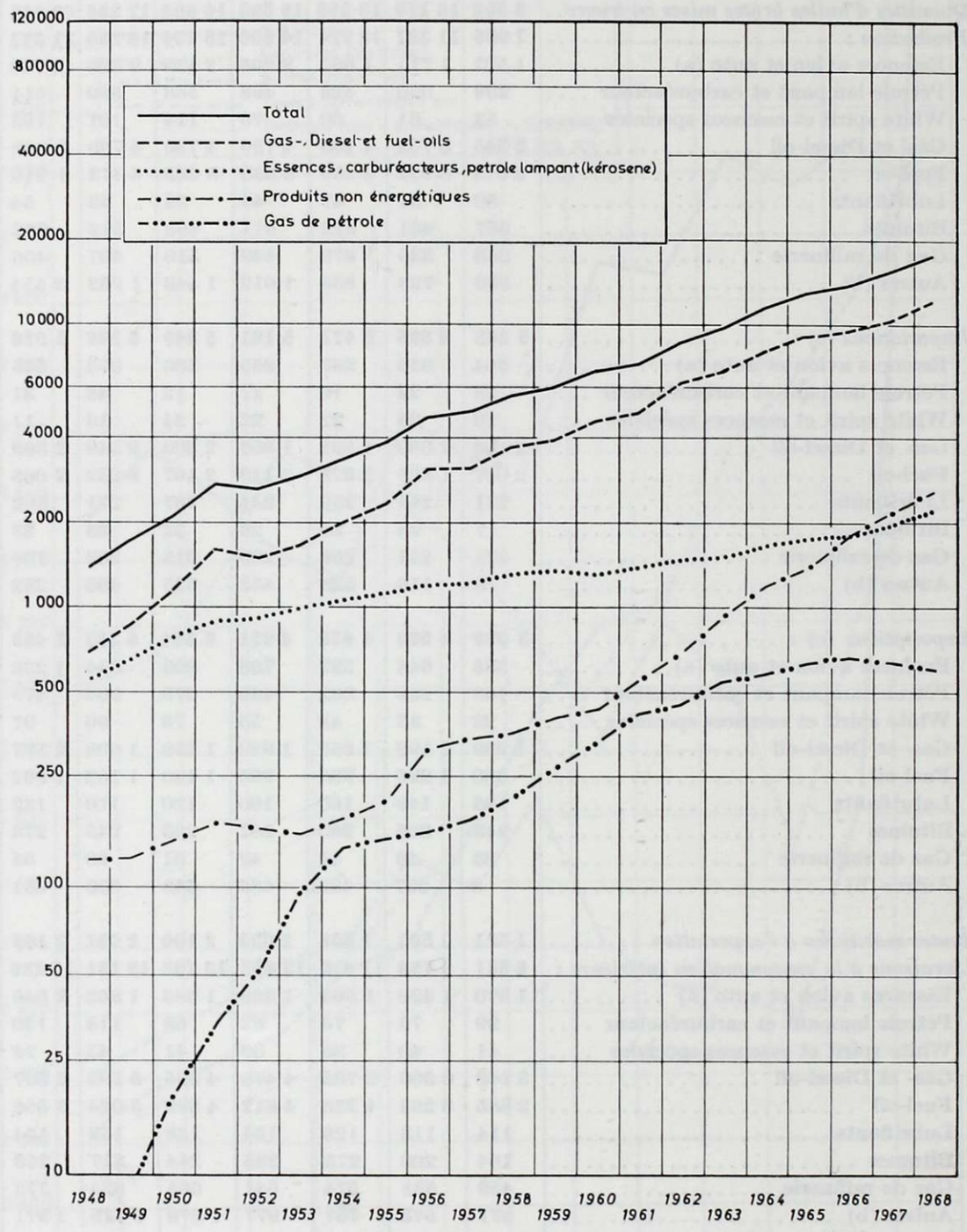
DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (d)
Quantités d'huiles brutes mises en œuvre	**8 502**	**12 170**	**13 358**	**15 598**	**16 593**	**17 286**	**22 965**
Production :	**7 955**	**11 387**	**12 574**	**14 800**	**15 754**	**16 290**	**21 372**
Essences avion et auto (a)	1 527	1 711	1 865	2 206	2 159	2 326	2 799
Pétrole lampant et carburéacteur	239	330	428	493	563	599	614
White spirit et essences spéciales	53	61	60	76	114	101	165
Gas- et Diesel-oil	2 545	3 762	4 163	4 759	4 780	4 769	6 898
Fuel-oil	2 615	3 952	4 283	5 350	5 683	5 472	7 210
Lubrifiants	30	31	37	44	39	42	54
Bitumes	387	481	512	411	463	512	622
Gaz de raffinerie	253	336	373	449	510	507	456
Autres (b)	306	723	853	1 012	1 443	1 962	2 554
Importations (c) :	**5 262**	**4 895**	**5 471**	**5 161**	**5 840**	**6 230**	**5 826**
Essences avion et auto (a)	504	319	287	255	260	373	535
Pétrole lampant et carburéacteur	28	22	16	17	12	48	31
White spirit et essences spéciales	20	23	22	22	24	13	11
Gas- et Diesel-oil	2 106	2 069	1 892	1 800	2 300	2 548	2 369
Fuel-oil	2 007	1 825	2 378	2 112	2 167	2 252	2 068
Lubrifiants	231	244	255	244	287	271	302
Bitumes	17	26	25	28	32	33	38
Gaz de raffinerie	271	251	268	230	213	202	190
Autres (b)	78	116	328	453	545	490	282
Exportations (c) :	**3 099**	**4 560**	**4 652**	**4 971**	**5 344**	**5 333**	**7 459**
Essences avion et auto (a)	585	648	522	733	693	844	1 236
Pétrole lampant et carburéacteur	168	256	362	429	475	504	479
White spirit et essences spéciales	22	35	43	55	76	90	97
Gas- et Diesel-oil	1 239	2 196	1 853	1 920	1 859	1 608	2 577
Fuel-oil	660	1 226	986	933	1 190	1 162	1 692
Lubrifiants	136	149	160	160	170	170	189
Bitumes	243	305	260	207	235	245	273
Gaz de raffinerie	38	48	44	49	61	80	65
Autres (b)	8	297	422	485	585	630	851
Soutes maritimes à l'exportation	**1 321**	**1 503**	**1 808**	**2 033**	**2 100**	**2 037**	**2 163**
Livraisons à la consommation intérieure :	**8 651**	**9 750**	**11 418**	**12 892**	**13 702**	**15 151**	**17 286**
Essences avion et auto (a)	1 370	1 420	1 564	1 696	1 686	1 862	2 046
Pétrole lampant et carburéacteur	99	79	76	82	89	118	150
White spirit et essences spéciales	41	40	36	39	41	43	76
Gas- et Diesel-oil	3 148	3 500	3 785	4 476	4 585	5 293	6 307
Fuel-oil	2 885	3 282	4 223	4 612	4 882	5 024	5 656
Lubrifiants	114	118	128	134	138	142	144
Bitumes	164	200	275	235	244	317	363
Gaz de raffinerie	459	538	574	641	664	634	573
Autres (b)	371	573	757	977	1 373	1 718	1 971

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris le carburéacteur du type essence.
(b) Autres produits, essentiellement brai de pétrole résiduel et, à partir de 1963, fuel-oil pour la chimie.
(c) Belgique seule.
(d) Données provisoires.

Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur (a)

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris l'autoconsommation des raffineries et les soutes maritimes.

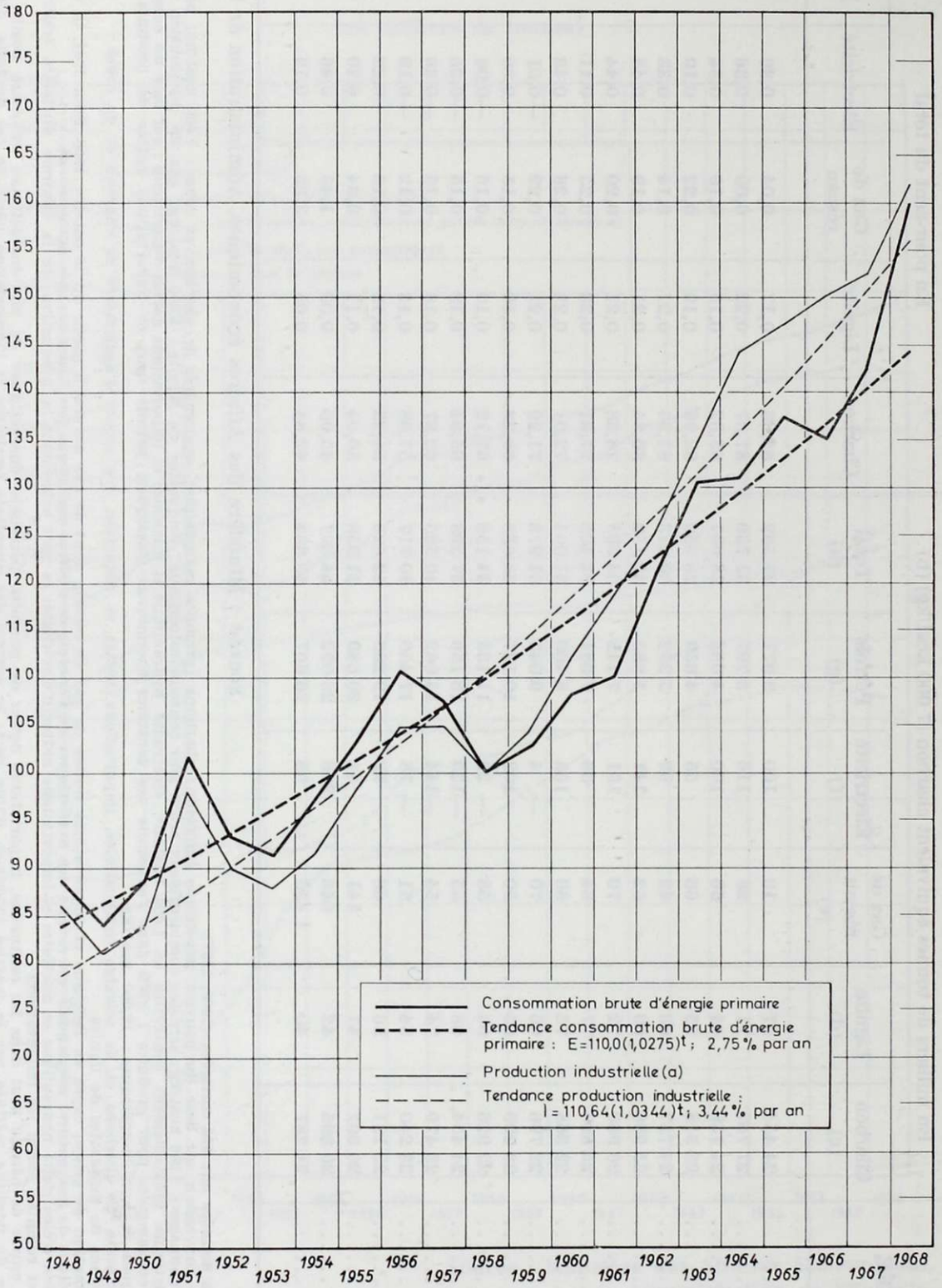
Consommation apparente brute d'énergie primaire (a)

ANNÉE	En milliers de tonnes équivalent charbon (7 000 kcal/kg) (b)						En pour-cent du total				
	Charbon (c)	Lignite (d)	Gaz de réseau (e)	Électricité (f)	Pétrole (g)	Total (h)	Charbon	Lignite	Gaz de réseau	Électricité	Pétrole
1950.....	24 454	47	10	100	2 971	27 582	88,66	0,17	0,04	0,36	10,77
1951.....	27 747	71	28	116	3 797	31 759	87,37	0,22	0,09	0,36	11,96
1952.....	24 739	44	56	100	4 058	28 997	85,32	0,15	0,19	0,34	13,99
1953.....	23 518	55	63	55	4 659	28 350	82,96	0,19	0,22	0,19	16,43
1954.....	24 757	63	42	99	5 252	30 213	81,94	0,21	0,14	0,33	17,38
1955.....	25 996	69	62	147	5 885	32 159	80,84	0,21	0,19	0,46	18,30
1956.....	26 960	72	70	151	7 142	34 395	78,38	0,21	0,20	0,44	20,76
1957.....	25 826	77	84	38	7 381	33 406	77,31	0,23	0,25	0,11	22,09
1958.....	22 368	73	80	134	8 409	31 064	72,01	0,23	0,26	0,43	27,07
1959.....	22 796	66	70	— 4	9 045	31 973	71,29	0,21	0,22	—0,01	28,28
1960.....	23 299	65	50	102	10 137	33 653	69,23	0,19	0,15	0,30	30,12
1961.....	22 926	66	53	— 22	11 135	34 158	67,12	0,19	0,16	—0,06	32,60
1962.....	24 454	68	55	—135	13 156	37 598	65,04	0,18	0,15	—0,36	34,99
1963.....	25 479	74	54	—144	15 062	40 525	62,87	0,18	0,13	—0,36	37,17
1964.....	23 240	54	51	— 78	17 450	40 717	57,08	0,13	0,12	—0,19	42,86
1965.....	23 121	56	66	92	19 293	42 628	54,23	0,13	0,16	0,22	45,25
1966.....	20 997	47	141	84	20 689	41 958	50,04	0,11	0,34	0,20	49,31
1967.....	20 395	42	643	206	23 092	44 377	45,96	0,09	1,45	0,46	52,04
1968 (i)	21 287	40	1 655	95	26 607	49 684	42,84	0,08	3,33	0,19	53,56

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Certaines données ont été corrigées (1966, 1967).
(b) Taux de conversion sur base du pouvoir calorifique inférieur : charbons (produits marchands), agglomérés de charbon et cokes : 7.000 kcal/kg; bas-produits des charbonnages : 5.000 kcal/kg; schistes combustibles : selon leur contenu calorifique; briquettes de lignite : 5.000 kcal/kg; gaz de distribution : sur base des statistiques préalablement converties en 1.000 kcal/m³; électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité : sur base du nombre moyen de kcal consommées pour produire 1 kWh dans l'ensemble des centrales thermiques classiques; pétrole brut et importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non-énergétiques : 10.000 kcal/kg.
(c) Consommation de charbons et de schistes combustibles, importations nettes et réduction des stocks d'agglomérés de charbon et de cokes.
(d) Importations de briquettes de lignite.
(e) Consommation de grisou capté en Belgique et importations nettes de gaz de réseau, dont de gaz naturel à partir du 10 octobre 1966. Pour 1967, le volume des importations de gaz naturel néerlandais est extrait des **Statistiques de l'énergie** de l'**Office statistique des Communautés européennes.**
(f) Production d'électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité; la part belge dans la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(g) Mise en œuvre de pétrole brut dans les raffineries, importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non-énergétiques et écart positif entre les livraisons de produits raffinés sur le marché intérieur, d'une part, la somme des quantités produites et l'importation nette de ces produits, d'autre part.
(h) Le total doit correspondre à la somme des postes « Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution » et « Livraisons à la consommation finale » (en tenant compte des mouvements des stocks connus) du tableau « **Bilan global de l'Energie** ».
(i) Données provisoires.

Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire
(1958 = 100)

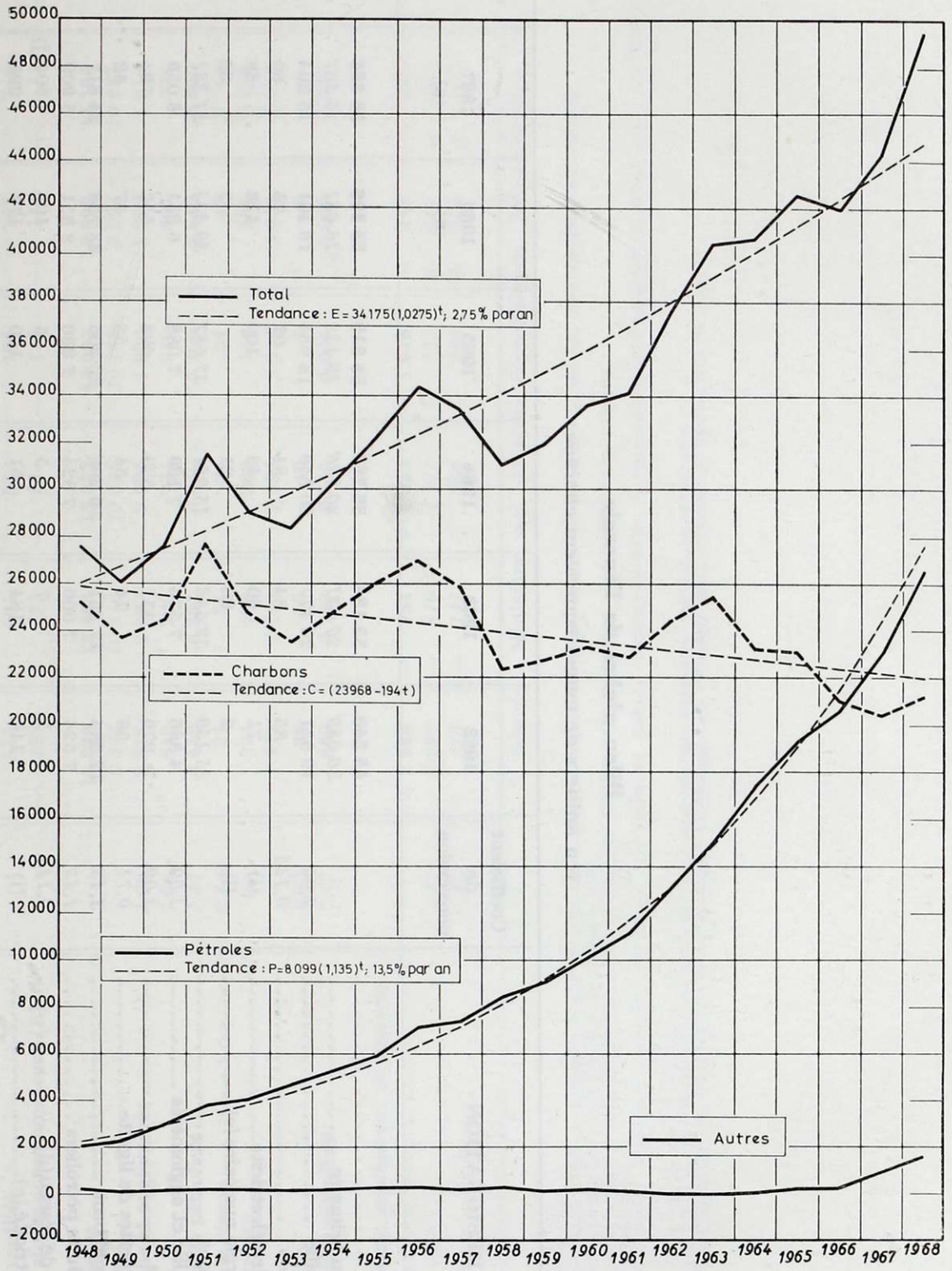


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) De 1949 à 1953, indice I.R.E.S.P., Louvain, 1936-1938 = 100; à partir de 1953, indice I.N.S., 1958 = 100, sans construction.

Consommation apparente d'énergie primaire (a)

(en milliers de tonnes équivalent charbon)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Pour les autres : production de grisou et d'électricité hydraulique et nucléaire, importations nettes d'électricité, de gaz et de lignite.

Bilan global de l'énergie

(en milliers de tonnes équivalent charbon)

DÉSIGNATION	Coefficient de conversion	1962	1963	1964	1965	1966 (a)	1967 (a)	1968 (b)
Ressources		**45 248**	**53 194**	**55 767**	**56 819**	**55 996**	**56 888**	**65 732**
Production primaire		*20 089*	*20 641*	*20 706*	*19 132*	*16 681*	*15 567*	*14 205*
— Houille	*1,00*	19 931	20 477	20 556	18 935	16 491	15 364	14 019
— Grisou	*0,143*	85	84	81	97	75	80	79
— Hydro-électricité	(i)	71	60	48	100	113	88	90
— Energie nucléaire (c)	(i)	2	20	21	—	2	35	17
Importations		*25 159*	*32 553*	*35 061*	*37 687*	*39 315*	*41 321*	*51 527*
— Houille et agglomérés	*1,00*	4 886	7 576	7 139	7 088	6 351	6 059	6 809
— Coke	*1,00*	276	451	620	693	553	794	1 323
— Briquettes de lignite	*0,71*	68	74	54	56	47	42	40
— Pétrole brut	*1,43*	12 284	17 261	19 268	22 305	23 728	24 617	33 176
— Produits pétroliers	*1,43*	7 524	7 000	7 824	7 380	8 351	8 909	8 331
— Gaz de réseau (d)	*0,143*	5	7	5	5	108	604 (j)	1 594
— Electricité (c)	(i)	116	184	151	160	177	296	254
Emplois intérieurs (e)		**37 538**	**41 662**	**41 121**	**42 718**	**42 256**	**44 320**	**50 316**
Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution (f)		*8 217*	*8 584*	*8 787*	*8 833*	*8 519*	*9 213*	*10 337*

— Sidérurgie		5 615	5 860	6 361	6 351	6 280	6 182	..
— Autres industries		6 771	7 132	8 228	8 879	8 507	8 652	..
— Transports		3 792	3 811	3 994	4 261	4 215	4 489	..
— Secteurs domestiques et équival.		11 812	13 372	11 509	12 765	12 243	12 967	..
— Produits non-énergétiques		878	1 104	1 259	1 364	1 435	1 528	..
— Non ventilés		515	661	582	195	752	746	..
Variations stocks consommateurs (h)		*— 190*	*+ 383*	*+ 235*	*— 141*	*— 138*	*+ 11*	*+ 20*
Ventes extérieures		**10 279**	**12 484**	**13 293**	**13 083**	**12 998**	**13 184**	**15 968**
Exportations		*8 362*	*10 316*	*10 695*	*10 169*	*9 991*	*10 271*	*12 875*
— Houille et agglomérés	*1,00*	2 918	2 627	2 997	1 939	1 292	1 618	1 246
— Coke	*1,00*	643	723	714	919	807	773	679
— Produits pétroliers	*1,43*	4 443	6 521	6 652	7 109	7 642	7 626	10 666
— Gaz de réseau	*0,143*	34	37	34	34	42	41	18
— Electricité	(i)	324	408	298	168	208	213	266
Soutes		*1 917*	*2 168*	*2 598*	*2 914*	*3 006*	*2 913*	*3 093*
— Houille	*1,00*	28	19	13	7	3	—	—
— Produits pétroliers	*1,43*	1 889	2 149	2 585	2 907	3 003	2 913	3 093
Variations stocks producteurs et importateurs		**— 2 569**	**— 952**	**+ 1 353**	**+ 1 018**	**+ 741**	**— 616**	**— 552**
Houille et coke	*1,00*	*— 2 692*	*— 810*	*+ 1 187*	*+ 733*	*+ 637*	*— 513*	*— 888*
Pétrole brut	*1,43*	*+ 123*	*— 142*	*+ 166*	*+ 285*	*+ 104*	*— 103*	*+ 336*

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Données corrigées.
(b) Données provisoires.
(c) L'énergie électrique livrée à la Belgique par la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations d'électricité.
(d) Y compris le gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.
(e) Coefficient de conversion pour l'électricité : 0,12. Il n'a pas été possible d'éliminer tous les doubles emplois.
(f) Calcul par différence.
(g) Centrales électriques (charbon), cokeries (charbon), raffineries de pétrole (différence entre la production et l'importation, d'une part, les livraisons d'autre part).
(h) Sidérurgie, chemins de fer, commerce.
(i) Estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des centrales thermiques classiques.
(j) Source : **Office statistique des Communautés européennes, Statistiques de l'Energie.** Non compris le transit vers la France.

Bilan résumé d'énergie par forme d'énergie (a)

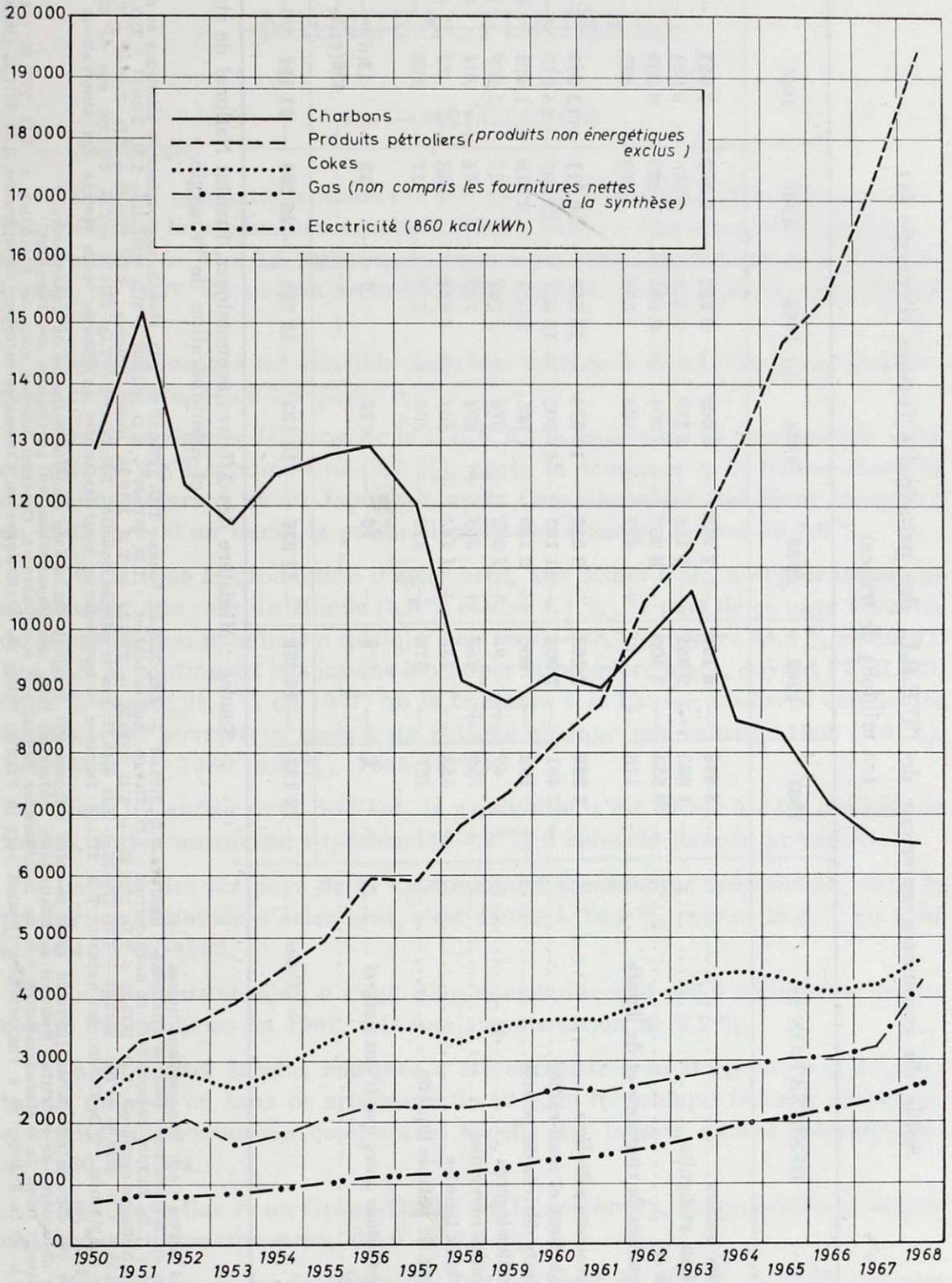
DÉSIGNATION	Houille et agglomérés		Briquettes de lignite		Cokes		Pétrole brut		Produits pétroliers		Gaz de réseau (b)		Electricité (c)	
	10^3 tec		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 t		Tcal		10^6 kWh	
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
Ressources	**21 495**	**20 886**	**59**	**56**	**7 651**	**8 566**	**17 215**	**23 200**	**23 517**	**28 791**	**36 184**	**44 803**	**24 549**	**27 151**
Production primaire (d)	*15 364*	*14 019*	—	—	—	—	—	—	—	—	*558*	*550*	*332*	*290*
Production secondaire (e)	*72*	*57*	—	—	*6 857*	*7 243*	—	—	*17 287*	*22 965*	*31 398*	*33 105*	*23 417*	*26 174*
Importations de la Communauté (f)	*4 398*	*5 244*	*57*	*54*	*735*	*1 255*	—	—	*4 449*	*5 826*	*4 228*	*11 148*	*800*	*687*
Importations des pays tiers	*1 661*	*1 566*	*2*	*2*	*59*	*68*	*17 215*	*23 200*	*1 781*		—	—	—	—
Emplois	**21 503**	**20 954**	**59**	**56**	**7 651**	**8 573**	**17 215**	**23 200**	**23 517**	**28 791**	**36 184**	**44 803**	**24 549**	**27 151**
Producteurs d'énergie primaire	*223*	*167*	—	—	—	—	—	—	..	..	*33*	*30*	*1 319*	*1 186*
Cokeries, usines à gaz (g)	*8 955*	*9 451*	—	—	*6*	*3*	—	—	*121*	*80*	*7 757*	*8 112*	*220*	*220*
Centrales électriques (h)	*4 668*	*4 644*	—	—	*4*	—	—	—	*1 938*	*2 422*	*4 983*	*5 857*	*2 761*	*2 957*
Raffineries de pétrole	—	—	—	—	..	—	*17 287*	*22 965*	*1 006*	*1 320*	—	—	*200*	*293*
Consommateurs finals	*6 575*	*6 535*	*59*	*56*	*6 899*	*7 863*	—	—	*13 083*	*14 784*	*23 121*	*30 682*	*19 474*	*21 777*
Sidérurgie (i)	174	132	—	—	6 079	6 980	—	—	588	..	13 920	15 921	3 363	3 851
Autres industries (d) (j)	702	550	—	—	612	664	—	—	4 028	..	2 851	7 573	9 781	10 940
Transports	51	46	—	—	11	14	—	—	3 038	..	—	—	690	704
Secteurs domestique et équivalents	5 648	5 807	59	56	197	204	—	—	3 983	..	5 582	6 510	4 894	5 483
Autres et non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	—	454	..	—	—	746	799
Produits non énergétiques	—	—	—	—	—	—	—	—	992	..	768	678	—	—
Exportations vers la Communauté (f) (k)	*1 481*	*1 156*	—	—	*661*	*574*	..	..	*5 333*	*7 459*	*290*	*124*	*575*	*718*
Exportations vers les pays tiers	*137*	*90*	—	—	*112*	*105*	—	—			—	—	—	—
Soutes	—	—	—	—	—	—	—	—	*2 037*	*2 163*	—	—	—	—
Variation stocks producteurs et importateurs (l)	*— 456*	*— 867*	—	—	*— 57*	*— 21*	*— 72*	*+ 235*	*— 1*	*+ 563*	—	—	—	—
Variat. stocks commerce et consommateurs (m)	*— 80*	*— 222*	—	—	*+ 25*	*+ 49*	—	—	..	..	—	—	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Bilan basé sur des statistiques rapidement disponibles. Données provisoires pour 1968.
(b) Tous les gaz fournis ou à être fournis en état gazeux; donc non compris les gaz butane ou propane fournis aux consommateurs finals sous forme liquide (en récipients).
(c) Certains doubles emplois entre la consommation d'électricité et celle d'autres formes d'énergie n'ont pu être éliminés.
(d) Houille : les produits marchands ont été comptés tonne pour tonne et les bas produits ont été convertis en tec à raison de 5.000 kcal/kg; les schistes combustibles ont été calculés d'après leur contenu calorifique.
Electricité : y compris l'énergie nucléaire. La part belge dans la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(e) Houille et agglomérés : consommation de brai par les usines d'agglomérés. Gaz de distribution : production des usines à gaz et des cokeries, achats de gaz à l'industrie pétrolière, consommation globale de gaz de haut fourneau.
(f) Y compris le gaz naturel (source pour 1967 : *Statistiques de l'Energie* de l'*Office statistique des Communautés européennes*). Non compris le transit vers la France.
(g) Gaz de réseau : besoins propres des cokeries et usines à gaz et pertes de distribution.
(h) Y compris la consommation des autoproducteurs. Electricité : y compris la différence entre la production brute et la production nette, ainsi que les pertes du transport et de la distribution.
(i) Gaz de réseau : y compris le gaz de haut fourneau
(j) Non compris la consommation en vue de la production d'électricité.
(k) Y compris les schistes combustibles calculés à 3.640 kcal/kg.
(l) Pétrole brut : différence entre les importations et la mise en œuvre dans les raffineries; produits pétroliers : différence entre la production et l'importation.

Consommation (a) d'énergie par forme d'énergie

(en milliers de Teracalories)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) N'ayant pas servi à produire une autre forme d'énergie; utilisations pour énergétiques et pertes de distribution exclues.

Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (*b*)	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Combustibles solides	— 5 492	— 6 104	— 7 988	— 8 049	— 8 667	— 8 303	— 7 665	— 9 378
— charbon et lignite	— 1 965	— 2 655	— 5 158	— 4 179	— 4 594	— 4 558	— 3 934	— 4 829
— cokes (*c*)	— 3 354	— 3 409	— 3 257	— 4 004	— 3 685	— 3 266	— 3 339	— 4 162
— agglomérés de charbons et de lignite	— 173	— 40	+ 427	+ 134	— 388	— 479	— 392	— 387
Pétrole et produits pétroliers	— 7 299	— 8 268	— 9 038	— 10 074	— 10 250	— 10 077	— 13 043	— 16 941
— pétrole brut et semi-raffiné	— 7 481	— 7 902	— 11 197	— 11 905	— 13 321	— 12 295	— 14 515	— 20 400
— produits dérivés de pétrole	+ 182	— 366	+ 2 159	+ 1 831	+ 3 071	+ 2 218	+ 1 472	+ 3 459
— huiles légères	+ *40*	+ *97*	+ *1 063*	+ *676*	+ *1 001*	+ *813*	+ *1 009*	+ *1 800*
— huiles moyennes	+ *250*	+ *250*	+ *365*	+ *694*	+ *760*	+ *764*	+ *764*	+ *772*
— huiles lourdes	+ *359*	— *187*	+ *1 143*	+ *861*	+ *1 648*	+ *958*	— *73*	+ *1 245*
— gaz de pétrole liquéfié	— *467*	— *526*	— *412*	— *400*	— *338*	— *317*	— *228*	— *358*
Gaz de distribution autre que le gaz naturel	— 6	— 6	— 10	— 10	— 7	— 13	— 13(d)	— 15
Gaz naturel	—	—	—	—	—	—	— 436(e)	— 795
Total ...	— 12 797	— 14 378	— 17 036	— 18 133	— 18 924	— 18 393	— 21 157	— 27 129

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de statistique. et Administration de l'Energie.

(a) Exportations nettes (+); importations nettes (—).
(b) *Composition du tableau pour 1968.* — Charbone t lignite : T.D. 2701.00 + T.D. 2702.00; cokes : T.D. 2704.10 + T.D. 2704.15; agglomérés de charbons et de lignite : T.D. 27101.20 + T.D. 2702.10; pétrole brut et demi-raffiné : T.D. 2709.00; huiles légères : T.D. 2710.00 + T.D. 2710.03 + T.D. 2710.05 + T.D. 2710.07 + T.D. 2710.10 + T.D. 2710.15; huiles moyennes : T.D. 2710.20 + T.D. 2710.23 + T.D. 2710.25 + 2710.30 + T.D. 2710.35; huiles lourdes : T.D. 2710.40 + T.D. 2710.43 + T.D. 2710.50 + T.D. 2710.55 + T.D. 2710.60 + T.D. 2710.63 + T.D. 2710.70 + T.D. 2710.75; gaz de pétrole liquéfié : T.D. 2711.00 + T.D. 2711.30 + T.D. 2711.50; gaz de distribution autre que le gaz naturel : T.D. 2718.00; gaz naturel : T.D. 2711.70. Données correspondantes pour les années antérieures, sous réserve des observations formulées aux notes (d) et (e).
(c) La Belgique est exportatrice nette jusqu'en 1966; le solde importateur provient des achats du Grand-Duché de Luxembourg.
(d) Statistiques douanières de l'Institut National de Statistique, déduction faite des importations en provenance des Pays-Bas.
(e) A l'importation : selon le « *Maandstatistiek van de buitenlandse handel per goederensoort,* Centraal Bureau voor de Statistiek », T.D. 2711.70 (exportations vers l'U.E.B.L. et la France) et à l'exportation (transit vers la France) selon les *Statistiques du Commerce extérieur de la France,* T.D. 2711.52 (importations).

SECTION III. – ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

§ 1. — MÉTALLURGIE

1. — *Sidérurgie.*

Selon les estimations avancées par l'Office Statistique des Communautés Européennes, la production mondiale d'acier brut — Chine populaire exclue — se serait élevée à 510,5 millions de tonnes en 1968, contre 484,4 millions de tonnes en 1967. Le niveau record atteint en 1967 a, de la sorte, été dépassé de 5,4 %.

Cette expansion est générale mais son rythme a évolué de façon sensiblement différente, selon les pays.

Ainsi, en dehors des pays de la C.E.C.A., la croissance la plus sensible a été enregistrée au Royaume-Uni (8,2 %), après la tendance à la baisse observée deux années durant, et au Japon où, après l'accroissement fort élevé enregistré en 1967 (près d'un tiers), la production d'acier a encore haussé de 7,6 %.

Du fait que la production d'acier brut, aux Etats-Unis, a augmenté moins rapidement que celle du Monde (3,3 % contre 5,4 %), la part de ce pays vis-à-vis de la production mondiale a quelque peu reculé (23,7 % contre 24,4 % en 1967). Les U.S.A. continuent néanmoins à occuper la première place, devant l'U.R.S.S. (20,8 % contre 21,1 % en 1967) où la tendance à la hausse, observée depuis des années, s'est poursuivie, mais à un rythme quelque peu ralenti ; 1968 (3,9 %), 1967 (5,5 %), 1966 (6,5 %), 1965 (7 %).

Dans les autres pays de l'Est, la production s'est élevée à 34,5 millions de tonnes, soit à un niveau supérieur de 4,2 % à celui de l'année précédente.

La part des six pays de la Communauté économique européenne, dans la production mondiale d'acier brut, s'est élevée à 19,3 %, contre 18,6 % en 1967 et 18,4 % en 1966.

En montants absolus, il s'agit d'un nouveau record ; 98,6 millions de tonnes contre 89,9 millions en 1967, soit une augmentation de 9,7 %.

La croissance la plus marquée a été enregistrée en Belgique, soit 19,1 %, tandis qu'avec un taux de croissance de 12 %, la République fédérale allemande a atteint une expansion comparable à celle des bonnes années sidérurgiques de 1960 et 1964.

Aux Pays-Bas et au Grand-Duché du Luxembourg, les quantités produites ont haussé, respectivement, de 9 et 7,9 %.

En Italie où la production avait fait un bond de 16,5 % en 1967, l'avance ne s'est plus élevée qu'à 6,8 % en 1968.

En France, après une stagnation de trois années, on a observé une hausse de 3,8 %. Elle aurait sans doute été plus marquée sans les grèves du printemps.

Les informations publiées par l'Office Statistique des Communautés Européennes montrent qu'entre 1967 et 1968, la production maximum possible d'acier brut, des pays partenaires, est passée de 112,28 à 115,36 millions de tonnes, ce qui représente un accroissement de 2,7 %.

Comme, dans le même temps, la production annuelle s'est élevée à 98,63 millions de tonnes, le taux d'utilisation des capacités s'est sensiblement amélioré et a atteint 85,5 % contre 80,1 % en 1967 et 78,6 % seulement en 1966.

Les projets d'investissements neufs, annoncés par les entreprises sidérurgiques de la C.E.C.A. ont atteint, en 1968, un total de 669 millions d'unités de compte, contre 697 millions en 1967.

Dans ce domaine, la tendance est donc encore à l'expansion car, au cours du 2e semestre de 1968, les projets d'investissements étaient très nettement supérieurs à ceux des six derniers mois de 1967.

Du total de 669 millions, 341 millions proviennent des pays du Benelux, 212 millions de la République fédérale allemande, 73 millions de la France et 43 millions de l'Italie. 70 % des dépenses envisagées, soit 454 millions d'unités de compte, concernent des laminoirs. Quant aux dépenses d'investissement, elles sont en augmentation, pour la première fois depuis 1964, pour atteindre 900 millions d'unités de compte.

Pour l'année 1968, la consommation apparente d'acier, à l'intérieur de la Communauté, a haussé de 4,4 % par rapport à 1967, alors que l'indice global de la production industrielle s'est accru d'environ 7 %. Cet écart a disparu au quatrième trimestre, au cours duquel le taux d'augmentation de la consommation apparente atteint 7 %.

Les données globales concernant l'évolution de la consommation d'acier dans la communauté masquent de sensibles divergences, d'un pays à l'autre.

Assez forte en République fédérale allemande et aux Pays-Bas, elle a été moins rapide en Italie, en Belgique et au Grand-Duché du Luxembourg, tandis qu'en France, l'accélération observée au second semestre constituait une compensation des effets de la grève de mai-juin 1968.

En 1968, les commandes de laminés ont atteint le record absolu de 74,19 millions de tonnes (soit + 18,3 %). Cette expansion est surtout due à la progression de la demande d'acier à l'intérieur du Marché commun (+ 14,8 %) ; les commandes en provenance des pays tiers n'ont augmenté que de 3 % malgré une demande très élevée, en début d'année, en raison de la menace de grève qui a pesé sur la sidérurgie américaine.

L'évolution très satisfaisante de la demande d'acier s'est traduite, au cours des derniers mois de 1968, par un mouvement de raffermissement des prix des produits sidérurgiques.

Toutefois, ce redressement est parti d'un niveau de prix très bas et la suppression, ou la réduction des rabais temporaires n'a pas encore permis, dans de nombreux cas, de revenir au niveau atteint en juillet 1961.

D'une année à l'autre, la production de fonte brute a haussé de 9,5 %, dans la Communauté, atteignant ainsi le niveau record de 72,1 millions de tonnes.

Comme, dans le même temps, la capacité de production ne s'est accrue que d'un peu moins de 2 millions de tonnes, soit de 2,4 %, le taux d'utilisation global a atteint 84,6 %, contre 76,9 % en 1967 et 74,2 % en 1966.

Sauf aux Pays-Bas où les capacités de production de fonte étaient utilisées pratiquement au maximum en 1967 (99,2 %) et où un certain recul peut être noté (94,7 % en 1968), tous les autres pays membres ont enregistré une avance appréciable du taux d'utilisation de leurs capacités de production : de 81,2 à 84,0 % en France, de 84 à 89,1 % en Italie, de 75,2 à 81,8 % en République fédérale allemande, de 78,4 à 85,3 % au Grand-Duché du Luxembourg et, enfin, de 79,7 à 87,8 % en Belgique.

C'est en Belgique que la production d'acier brut a le plus augmenté puisqu'elle est passée, en un an, de 9,7 à 11,6 millions de tonnes, ce qui correspond à une hausse de 19,1 %.

Parallèlement, la production de fonte s'est accrue considérablement et a atteint le niveau record de 10,4 millions de tonnes (contre 9 millions en 1967, soit une progression de 16,2 %).

Il y a lieu de noter qu'entre 1967 et 1968, la capacité totale de production d'acier a augmenté de 935 milliers de tonnes (7,5 %) et celle de fonte de 610 000 tonnes (5,4 %), particulièrement grâce au développement progressif de Sidmar.

En décembre 1968, 42 hauts-fourneaux étaient en activité, soit le même nombre qu'en décembre 1967.

Les exportations de produits sidérurgiques, minerais et mitrailles exclus, se sont élevées à 63,1 milliards de francs contre 55,7 en 1967, en augmentation donc de 13,2 %. En volume, la hausse a atteint 15,4 %.

En 1967, les expéditions à l'étranger, tant en valeur qu'en volume, s'étaient accrues de 6,8 %.

Les statistiques d'importations des mêmes produits accusent une progression, en valeur, de 2,7 % (de 11,15 à 11,45 milliards de francs) mais un recul de 8,9 % en quantités.

Il faut encore noter que le Comité de Concertation de Politique sidérurgique, mis en place en 1967, a été saisi des programmes d'équipement, s'étalant de 1969 à 1975 ; ceux-ci représentent un investissement sidérurgique global de l'ordre de 22 milliards de francs, parallèles à une politique de regroupement ou de coopération des entreprises.

2. — *Industrie des métaux non ferreux.*

Après avoir été confrontée, en 1967, avec un ralentissement général de l'activité économique, au sein de la C.E.E., l'industrie des métaux non ferreux a bénéficié de la reprise conjoncturelle, en 1968, et a repris sa progression.

Les résultats satisfaisants acquis en cours d'année témoignent de la capacité compétitive de ce secteur et de la rapidité avec laquelle il réagit au redressement de la conjoncture.

En ce qui concerne les cotations des principaux métaux, sur le marché de Londres, la comparaison des cours, relevés le dernier jour ouvrable de 1967 et 1968, fait apparaître que les prix de l'étain (+ 0,1 %), du zinc (+ 1,3 %) et de l'aluminium (+ 4,1 %) n'ont guère subi de modification importante tandis que, par contre, ceux du plomb (+ 12,1 %) et du cuivre (— 15,2 %) ont connu des fluctuations sensibles mais en sens opposé.

Par ailleurs, et sur le même marché, les cours maxima enregistrés au cours de l'année 1968 ont été plus élevés que ceux notés en 1967 — particulièrement en ce qui concerne le cuivre (820 £ par tonne, au comptant, pour le cuivre electro en wirebars, contre 607,5 en 1967) et le plomb (108,725 £ contre 95,375) — les cours minima se sont situés, sans exception, à un niveau nettement supérieur.

Il y a encore lieu de noter que les cours des métaux précieux ont subi de fortes variations, sous la pression d'éléments spéculatifs.

C'est à la suite de la continuation de la grève dans les mines et raffineries des Etats-Unis, au premier trimestre de 1968, que les cours du cuivre rouge ont atteint, à cette époque, le record absolu de 820 £ par tonne au London Metal Exchange.

Commencée le 15 juillet 1967, cette grève s'est terminée dans les premiers jours d'avril, mais le travail n'a repris, à un rythme normal, dans les raffineries, qu'en mai.

La perte de production a été évaluée à un million de tonnes et a été comblée en partie, par des ventes en provenance des stocks stratégiques américains.

A partir du deuxième trimestre, après le reprise de l'activité aux U.S.A., la tension du marché s'est fortement ralentie et les prix ont progressivement fléchi, de près de 40 %, pour se redresser quelque peu en fin d'année.

De nombreux pays, dont le Chili, vont développer leur production ; toutefois, il semble que l'équilibre entre l'offre et la demande ait été presqu'atteint en 1968.

Sur le marché de l'étain, la production a été légèrement excédentaire et le cours du métal s'est maintenu, pendant les neuf premiers mois de l'année, à proximité du prix plancher de 1 280 £ par tonne longue, fixé par l'accord international.

En définitive, pour soutenir le marché, le Directeur du stock régulateur a dû procéder à de nombreux achats de soutien et le conseil a décidé l'instauration, en septembre 1968, d'un léger contingentement des exportations des producteurs.

En fin d'année, les préoccupations monétaires ont incité les utilisateurs à regarnir leurs stocks, ce qui a entraîné un redressement des cours aux environs de 1 400 £ par tonne.

Les prévisions statistiques indiquent que la production d'étain continue à croître plus rapidement que la consommation.

Les cours du plomb et du zinc ont connu une évolution quasi parallèle, en cours d'année. Une longue grève dans certaines mines australiennes ainsi que des opérations de soutien effectuées par les producteurs ont soutenu les prix de ces deux métaux ; pour le plomb, les cotations de fin d'année se situent même à un niveau supérieur de 12,1 % à celui atteint à la fin de 1967, tandis qu'en ce qui concerne le zinc, les écarts sont moins importants (+ 1,3 %) grâce notamment à l'application, depuis 1964, du régime du « prix producteur ».

Il semble, cependant, que la fermeté des cours de ces deux métaux soit surfaite et que les producteurs seront dans l'obligation de freiner leurs livraisons sur le marché — malgré l'amélioration de la consommation — si la tension monétaire diminuait.

D'une manière générale, l'approvisionnement des usines européennes, en matières premières, est demeuré très satisfaisant en 1968.

Les efforts des industries de la C.E.E., en vue de l'établissement d'une politique commune pour le zinc et le plomb se sont poursuivis mais n'ont pas encore abouti à des résultats concrets.

Les contingents tarifaires, pour ces deux métaux, empêchent la formation d'un véritable marché communautaire, tandis que certaines pratiques faussent la concurrence et empêchent la libre circulation effective des marchandises.

L'industrie de l'aluminium, dans le monde, se trouve actuellement dans une position favorable et tout laisse prévoir que ces perspectives encourageantes devraient se prolonger pendant quelques années encore.

Il faut noter, en effet, le développement du champ d'utilisation de ce métal, encouragé par la stabilité des cours.

En Belgique, la production de métaux non ferreux de première et de deuxième fusion a sensiblement progressé (7,5 %) entre 1967 et 1968.

L'année précédente, la production s'était située à un niveau fort proche de celui de 1966 (+ 0,4 % seulement).

La production de cuivre s'est à nouveau développée (+ 7,2 % contre + 4,8 % en 1967), atteignant un tonnage de 340,9 milliers de tonnes. Cette hausse s'explique, en partie, par la grève qui a touché ce secteur, aux Etats-Unis.

La production de zinc, avec 251,1 milliers de tonnes (soit + 10,5 %) est revenue au niveau déjà atteint en 1966 (251,7 milliers de tonnes). En 1967, cette industrie avait accusé un recul de 9,7 % de sa production, recul qui l'avait ramenée en dessous des niveaux déjà atteints en 1960 et 1961. La progression, récente quoique relativement importante, est encore loin de correspondre à l'expansion progressive de cette industrie dans le monde, au cours des dernières années.

Dans le secteur du plomb, une nouvelle avance a pu être enregistrée (+ 2,1 %) mais nettement moins forte que celle de 1967 (+ 16,3 %). Néanmoins, le montant de la production de 1968 (110,1 milliers de tonnes) n'est plus inférieur que de 700 tonnes au record atteint en 1965.

Quant à l'étain, en raison des problèmes posés par l'approvisionnement en concentrés, la situation s'est à nouveau dégradée avec un recul de la production de 200 tonnes, soit de 3,2 %, par rapport à 1967, année qui avait accusé, elle-même, une régression (— 6,1 %). Cependant le secteur des produits demi-finis a comblé la plus grande partie du recul accusé en 1967 ; avec une progression de 10,5 % (— 10,2 % en 1967) et une production globale de 391,1 milliers de tonnes, ce secteur n'est plus loin du record absolu de 393,9 milliers de tonnes, atteint en 1965.

En cuivre, après un recul prononcé en 1967, la production de demi-produits a repris son expansion (+ 21,5 %) qui l'a rapprochée du niveau record de 1965.

En aluminium également, la progression a repris (+ 11,0 %, contre — 17,1 % en 1967), tandis que l'activité des demi-finis de plomb a de nouveau fléchi (— 12,9 %, contre — 3,9 % en 1967).

Dans le domaine des matériaux spéciaux et ultra-purs, des efforts considérables sont poursuivis en vue de tirer un maximum de profit des possibilités nouvelles qu'offrent certains secteurs d'avant-garde tels que l'électronique, l'aéronautique, l'industrie nucléaire et la recherche spatiale, les industries chimiques.

Les expéditions à l'étranger de métaux bruts et raffinés ont progressé en valeur de 17,4 %. En 1967, elles avaient régressé de 3,6 %. La hausse a porté sur tous les métaux bruts et raffinés mais a été particulièrement marquée en cuivre (19,7 %).

Parallèlement, les importations de métaux bruts et raffinés se sont fort développées (+ 23,8 %), passant de 22,17 à 27,43 milliards de francs.

En ce qui concerne les exportations de demi-produits, la progression atteint 21,3 % bien qu'il y ait eu un recul en demi-produits de plomb (de 111 à 100 millions de francs) et de zinc (de 376 à 341 millions de francs).

Quant aux achats de demi-produits sur le marché extérieur, ils ont haussé de 1,91 milliard en 1967 à 2,06 milliards en 1968.

3. — *Industrie des fabrications métalliques.*

L'année 1968 a été plus favorable pour l'industrie des fabrications métalliques, que 1967 et 1966. La reprise s'est affirmée progressivement dans ce secteur à partir du début de l'année 1968.

Les ordres qui, en 1967, étaient demeurés dans l'ensemble au niveau de l'année précédente, ont augmenté en 1968 de 30 %, en ce qui concerne l'exportation, et de 9 % pour le marché intérieur. Au total, ils se sont élevés à 196 milliards de francs, à prix courants, dont 107 milliards pour l'étranger et 89 milliards pour le pays.

Jusqu'à la fin de l'été, l'amélioration a été due surtout à la demande étrangère ; ensuite, la demande intérieure a aussi évolué favorablement.

A prix courants les ordres en provenance de l'étranger ont augmenté, aussi bien en ce qui concerne les produits de première transformation (14 %) que les biens de consommation durables (21,6 %), les biens d'équipement

(26,6 %) et le matériel de transport (45,2 %). La demande étrangère a diminué pour les équipements spécifiques et installations industrielles complètes (5,6 %). En construction navale, la demande extérieure a augmenté considérablement, passant de 1 495 millions de francs en 1967 à 6 143 millions en 1968.

Sur le marché intérieur la demande a surtout augmenté pour les produits de première transformation (7,3 %), les biens de consommation durables (6 %), les biens d'équipement (10,3 %) et le matériel de transport (7,8 %). Elle a par contre diminué dans la forge, l'estampage et l'emboutissage (7,3 %), les motos, cycles et pièces (6,4 %), les appareils de levage, de manutention et de pesage et le matériel de génie civil (3,5 %), les appareils de mesure et analogues (8,8 %) et dans la construction navale (2,1 %).

L'accroissement de la demande ne se répercute sur les expéditions qu'après un certain délai. C'est ainsi que les facturations qui se sont élevées à 181 milliards de francs, n'ont augmenté que de 15 % pour le marché extérieur et de près de 1 % pour le marché intérieur.

Dans l'ensemble, les expéditions à l'étranger ont progressé dans quelques groupes importants : de 8,7 % pour les produits de première transformation, de 8,8 % pour les biens de consommation durables, de 15,9 % pour les biens d'équipement et de 20,4 % pour le matériel de transport. On a enregistré un recul pour les fonderies de fer (2 %), dans la section forge, estampage et emboutissage (4 %) et pour les tôles revêtues (5 %), pour les accessoires métalliques du bâtiment (9,1 %), dans la construction métallique (28,3 %) pour le matériel textile (4,5 %), pour le matériel ferroviaire (55 %) et pour la construction navale (25,4 %).

Les expéditions au marché intérieur n'ont augmenté que de 0,9 %. Le progrès est de 1,9 % tant en ce qui concerne les produits de première transformation que les biens de consommation durables, mais il y a recul pour les produits de la forge, de l'estampage et de l'emboutissage (5,1 %) et pour les accessoires métalliques du bâtiment (5,6 %) ; les expéditions de matériel de transport se sont accrues globalement de 4,4 % mais celles des chantiers de constructions navales ont fléchi de 8,7 %. Les ventes de biens d'équipement ont fléchi de 2 % dans le pays, celles de constructions métalliques de 16,1 %, tandis que le secteur de la construction mécanique a, dans l'ensemble, connu le *statu quo* (+ 0,8 %), bien qu'on ait noté un recul pour les machines motrices, pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aérauliques (1,9 %), pour les machines-outils, machines à bois et outillage connexe (1,8 %), pour les équipements spécifiques et installations industrielles complètes (7,2 %) et pour les appareils de mesure et analogues (12,2 %).

L'évolution des commandes a provoqué un gonflement des carnets d'ordres, qui en septembre 1967 étaient très dégarnis. Par rapport à cette date, la progression était d'environ 35 %, fin 1968 et la durée de l'activité assurée dans les usines est passée de 4 à 5 mois.

Les groupes des produits de première transformation ont accusé une évolution générale favorable en 1968. La reprise qui a été importante dans les aciéries de moulage a été plus tardive et moins forte dans les fonderies de fer et de

métaux non-ferreux. La tréfilerie et l'étirage à froid ont aussi été prospères. Le laminage à froid a mis sur le marché de nouveaux produits qui ont été bien accueillis. Des difficultés sont apparues toutefois dans la fabrication des électrodes par suite de la concurrence étrangère et de l'introduction de nouvelles techniques.

Les produits du groupe des produits de consommation et assimilés ont évolué de façon divergente : la situation a été favorable pour l'emballage lourd, la coutellerie, les articles de ménage en fil, les appareils de chauffage à l'huile et à l'électricité et les meubles métalliques ; en matériel électrique, où la demande avait fort diminué en 1967 pour le secteur Radio, T.V. et enregistreurs, elle s'est même sensiblement améliorée. Les fabricants de petits appareils électroménagers ont maintenu leurs positions, mais pour les appareils plus gros la crise s'est poursuivie.

Dans le secteur des biens d'équipement, la reprise a été vigoureuse, bien que dans certaines branches, comme la construction métallique lourde, la demande soit demeurée insuffisante. Dans la plupart des groupes et des branches de la construction mécanique — matériel frigorifique et machines pour les charbonnages exceptés — la demande a progressé. Le matériel de génie civil a connu une expansion rapide ; le matériel de télécommunication a poursuivi son expansion, de même que le matériel électronique.

Dans le secteur du matériel de transport, les progrès de l'assemblage automobile ont été considérables ; on a assemblé 615 000 véhicules, soit une augmentation de 30 % par rapport à 1967. Le secteur de la construction navale a reçu d'importantes commandes par suite de l'amélioration de la demande mondiale, sauf en bâtiments pour la navigation intérieure où il y a crise. Les constructeurs de matériel de chemin de fer ont conservé une certaine activité grâce au programme de rééquipement de la S.N.C.B., mais les marchés extérieurs deviennent de moins en moins accessibles.

La moyenne mensuelle du nombre des travailleurs a diminué de 4 500, ou 1,6 %, en 1968 ; l'année précédente le recul avait été de 8 200. L'amélioration de la situation n'a donc influencé l'emploi que lentement et avec retard. Ce n'est qu'à partir du second semestre que le nombre de travailleurs s'est à nouveau accru, après vingt mois de diminution : du minimum de 273 500 travailleurs, en mai 1968, il est passé à 285 000, en décembre 1968.

Les exportations ont augmenté de 15,6 % en valeur et de 11,6 % en tonnage, en 1968, contre respectivement une progression de 2,3 % et un recul de 3,3 % l'année précédente. Les importations ont augmenté de 10,6 % en valeur et de 1,3 % en tonnage ; l'année antérieure il y avait eu respectivement un fléchissement de 2,6 % et une progression de 0,8 %. Les importations se sont accrues moins vite que les exportations, la demande intérieure étant demeurée faible.

Les exportations belges de produits de l'industrie des fabrications métalliques sont allées, comme en 1967, à concurrence de 63,4 % vers les partenaires de la C.E.E. Le progrès est de 30 % sur les marchés français et italien, tandis que les ventes en Allemagne ont stagné. Les Pays-Bas sont demeurés le meilleur client, avec 27 milliards de francs.

L'évolution des exportations vers les pays de l'A.E.L.E. a été diverse, selon les pays : elles ont augmenté vers la Norvège, la Suède et la Suisse, elles ont stagné vers le Royaume-Uni et diminué vers le Portugal et le Danemark.

Les ventes aux pays du bloc de l'Est ont fléchi en dessous du niveau de 1966.

On a enregistré, par contre, un progrès sensible sur le marché américain. Les exportations vers ce pays ont augmenté de près de 60 %, ce qui a été dû surtout, d'une part, au secteur de la tréfilerie et, d'autre part, aux ventes de voitures, de pièces détachées pour voitures et de tracteurs, produits par des firmes américaines installées en Belgique.

★
★ ★

Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde

PAYS	Production d'acier brut (en milliers de tonnes)									Part de la production mondiale (en %)								
	1957	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (a)	1957	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (a)
Allemagne Féd.	27 973	33 458	32 563	31 597	37 339	36 821	35 316	36 744	41 159	9,6	9,7	9,2	8,4	8,8	8,3	7,6	7,6	8,1
France	14 100	17 577	17 234	17 554	19 781	19 599	19 594	19 658	20 399	4,8	5,1	4,9	4,6	4,6	4,4	4,2	4,1	4,0
Italie	6 979	9 383	9 757	10 157	9 793	12 680	13 639	15 890	16 964	2,4	2,8	2,8	2,7	2,3	2,8	3,0	3,3	3,3
Pays-Bas	1 185	1 978	2 096	2 354	2 659	3 145	3 255	3 401	3 706	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7
Belgique	6 267	7 002	7 351	7 525	8 725	9 162	8 911	9 712	11 568	2,2	2,0	2,1	2,0	2,0	2,1	1,9	2,0	2,3
Luxembourg	3 493	4 113	4 010	4 032	4 559	4 585	4 390	4 481	4 834	1,2	1,2	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9
C.E.C.A.	**59 995**	**73 511**	**73 011**	**73 218**	**82 856**	**85 991**	**85 105**	**89 885**	**98 630**	**20,6**	**21,4**	**20,7**	**19,4**	**19,4**	**19,3**	**18,4**	**18,6**	**19,3**
Royaume-Uni.....	22 047	22 439	20 819	22 880	26 650	27 438	24 704	24 277	26 276	7,6	6,6	5,9	6,1	6,2	6,2	5,3	5,0	5,1
U.S.A.	105 148	90 453	91 171	101 477	117 993	122 490	124 700	118 020	121 900	36,2	26,3	25,9	26,8	27,7	27,5	27,0	24,4	23,7
U.R.S.S.	51 043	70 751	76 306	80 226	85 034	91 000	96 891	102 200	106 200	17,5	20,6	21,7	21,2	19,9	20,4	21,0	21,1	20,8
Autres pays de l'Est (b)	16 153	22 687	24 650	25 224	27 131	28 654	30 513	33 100	34 500	5,6	6,6	7,0	6,6	6,4	6,4	6,6	6,8	6,8
Japon	12 570	28 268	27 546	31 501	39 799	41 161	47 784	62 115	66 893	4,3	8,2	7,8	8,3	9,3	9,2	10,3	12,8	13,1
Autres pays (c).....	23 794	35 391	38 997	43 474	47 237	49 366	52 703	54 760	57 000	8,2	10,3	11,0	11,5	11,1	11,0	11,4	11,3	11,2
MONDE.. (c)	**290 750**	**343 500**	**352 500**	**378 000**	**426 700**	**446 100**	**462 400**	**484 400**	**510 500**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Données provisoires.
(b) République démocratique allemande, Bulgarie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Hongrie.
(c) Estimation; non compris la République populaire de Chine.

Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée

ANNÉE	Fonte brute (a)							Acier brut (b)						
	Républ. Fédér. d'Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.		C.E.C.A.	Républ. Fédér. d'Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.		C.E.C.A.
					Belgique	Luxembourg						Belgique	Luxembourg	
	A. — Production maximum possible en cours d'année (en 1 000 t)													
1964.....	30 620	18 075	4 380	2 200	8 850	4 460	68 585	40 950	21 600	11 700	3 150	9 485	4 840	92 085
1965.....	33 500	18 770	6 360	2 400	9 450	4 600	75 080	45 530	22 650	14 985	3 540	10 470	4 905	102 080
1966.....	35 920	19 200	7 800	2 350	10 110	4 775	80 155	47 580	23 490	17 475	3 480	11 115	5 180	108 320
1967.....	36 370	19 320	8 700	2 600	11 290	5 050	83 330	47 800	23 790	19 150	3 495	12 385	5 060	112 280
1968 (c) ..	37 040	19 540	8 800	2 980	11 900	5 050	85 310	48 750	24 340	19 620	3 820	13 320	5 685	115 355
	B. — Production annuelle effectivement réalisée (en 1 000 t)													
1964.....	27 182	15 840	3 513	1 948	8 122	4 178	60 783	37 339	19 781	9 793	2 659	8 725	4 559	82 856
1965.....	26 990	15 766	5 501	2 364	8 436	4 145	63 202	36 821	19 599	12 680	3 145	9 162	4 585	85 991
1966.....	25 413	15 584	6 273	2 209	8 302	3 960	61 741	35 316	19 594	13 639	3 255	8 911	4 390	85 105
1967.....	27 366	15 692	7 312	2 579	8 994	3 960	65 902	36 744	19 658	15 890	3 401	9 712	4 481	89 885
1968.....	30 305	16 414	7 842	2 823	10 448	4 308	72 141	41 159	20 399	16 964	3 706	11 568	4 834	98 630
	C. — Rapport en % entre la production réelle et la production maximum possible $\frac{B}{A}$													
1964.....	88,8	87,6	80,2	88,5	91,8	93,7	88,6	91,2	91,6	83,7	84,4	88,6	94,2	90,0
1965.....	80,6	84,0	86,5	98,5	89,2	90,1	84,2	80,9	86,5	84,6	88,8	87,5	93,5	84,2
1966.....	70,7	81,2	80,4	93,9	82,2	83,0	77,0	74,2	83,4	78,0	93,5	80,2	84,7	78,6
1967.....	75,2	81,2	84,0	99,2	79,7	78,4	79,1	76,9	82,6	82,9	97,3	78,4	79,2	80,1
1968.....	81,8	84,0	89,1	94,7	87,8	85,3	84,6	84,7	83,8	86,4	96,9	86,8	85,0	85,5

Source : Office Statistique des Communautés Européennes - Sidérurgie.

(a) Y compris Spiegel et ferro-manganèse carburé.
(b) Lingots et acier liquide pour moulage, y compris la production des fonderies d'acier indépendantes.
(c) Données prévisionnelles établies en début d'année. Pour les autres années chiffres rectifiés d'après l'enquête annuelle sur les investissements pour tenir compte des dates réelles d'entrée en fonctionnement des nouveaux appareils de production ou d'arrêt des anciennes installations définitivement arrêtées.

Production de fonte brute dans les pays de la C.E.C.A. (a)

(en milliers de tonnes)

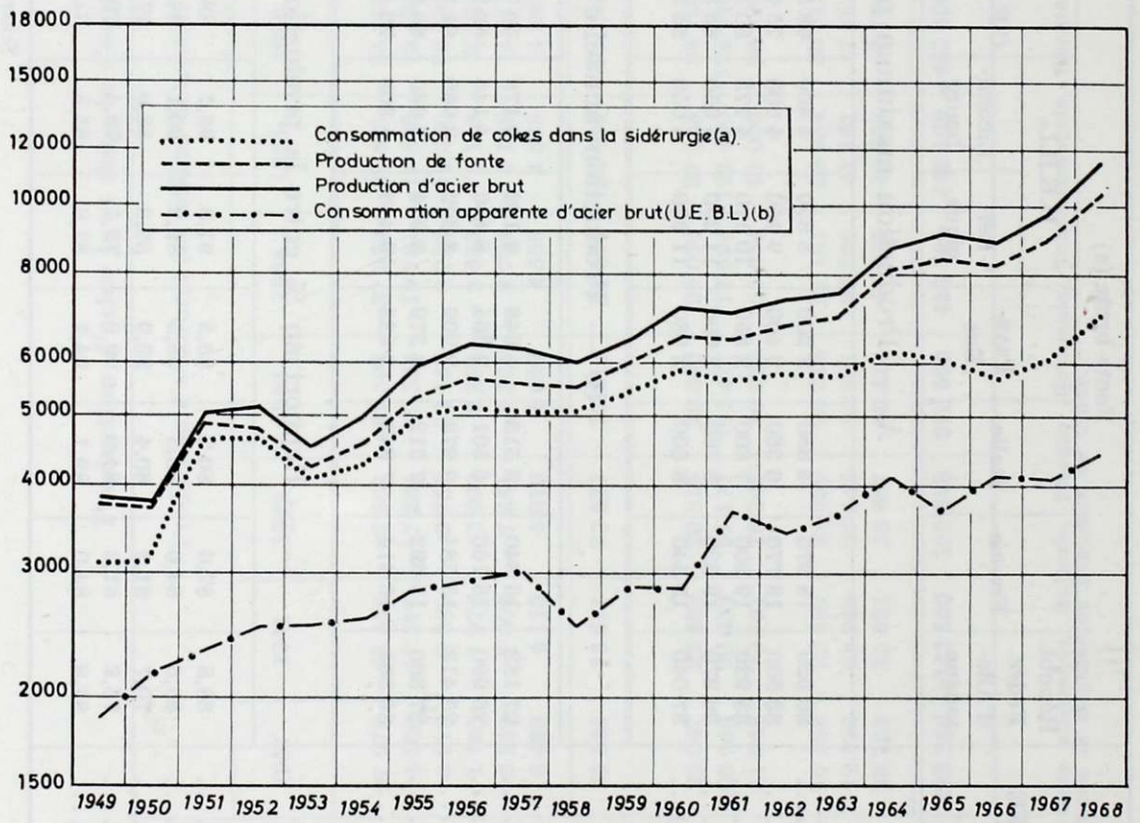
ANNÉE	Belgique	Luxembourg	Allemagne (Rép. F.)	France	Italie	Pays-Bas	C.E.C.A.
1958	5 524	3 275	19 742	11 951	2 107	917	43 516
1959	5 965	3 411	21 602	12 438	2 121	1 137	46 676
1960	6 520	3 713	25 739	14 005	2 715	1 347	54 039
1961	6 459	3 775	25 431	14 395	3 092	1 456	54 608
1962	6 773	3 585	24 251	13 952	3 584	1 571	53 716
1963	6 958	3 563	22 909	14 297	3 770	1 708	53 206
1964	8 122	4 178	27 182	15 840	3 513	1 948	60 783
1965	8 436	4 145	26 990	15 766	5 501	2 364	63 202
1966	8 302	3 960	25 413	15 584	6 273	2 209	61 741
1967	8 994	3 960	27 366	15 692	7 312	2 579	65 903
1968 (b)	10 448	4 308	30 305	16 414	7 842	2 823	72 141

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Production nette, sans fonte repassée, fonte Spiegel et ferro-manganèse carburé au haut fourneau et au four électrique à fonte et, pour l'Allemagne (R. F.), ferro-silicium au haut fourneau.
(b) Données provisoires.

Quelques éléments de l'économie sidérurgique

(en milliers de tonnes)



Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Pour les années 1949 à 1953, source : Ministère des Affaires économiques.
(b) En considérant seulement dans le commerce extérieur les produits du Traité de Paris instituant la C.E.C.A.

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
	VALEUR (en millions de francs)									
Minerais de fer	6 274	6 906	6 291	6 091	7 398	37	10	8	22	11
Mitrailles	265	261	331	365	526	1 189	1 354	1 268	1 420	1 341
Fonte brute	785	698	580	511	546	204	265	206	247	228
Ferro-alliages	858	833	817	814	909	294	705	1 111	816	760
Lingots et autres formes primaires	2 538	2 230	2 993	3 920	3 333	4 744	5 131	4 914	4 610	5 642
Barres et profilés en fer ou en acier	2 145	2 397	2 492	2 411	2 856	20 024	21 921	20 079	20 695	23 874
dont : fil machine	(669)	(704)	(736)	(772)	(935)	(2 005)	(2 621)	(2 343)	(2 612)	(3 022)
barres	(473)	(466)	(456)	(475)	(551)	(8 718)	(9 275)	(8 091)	(7 850)	(9 074)
Larges plats et tôles	2 254	2 673	3 083	2 865	3 047	16 517	18 207	18 097	21 442	23 687
Feuillards	302	318	347	374	495	4 106	4 153	4 019	4 203	4 592
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	147	150	151	219	221	2 954	3 352	3 358	3 377	3 879
Rails et autres éléments	31	31	55	37	41	360	575	424	358	451
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Minerais de fer	22 897 356	23 744 900	21 406 628	21 878 608	26 337 290	225 667	67 398	22 437	62 107	16 942
Mitrailles	156 685	145 069	193 445	196 946	283 336	616 504	719 574	740 511	818 431	742 612
Fonte brute	304 362	245 201	222 460	185 425	216 426	70 119	80 936	76 975	94 524	82 873
Ferro-alliages	107 710	105 438	103 330	107 424	122 585	38 812	46 057	67 391	67 349	63 902
Lingots et autres formes primaires	595 204	436 641	636 622	832 706	651 374	1 114 585	1 201 687	1 150 462	1 097 067	1 366 915
Barres et profilés en fer ou en acier	323 237	352 773	378 996	373 953	450 181	4 020 418	4 376 763	4 062 470	4 244 434	4 893 955
dont : fil machine	(123 959)	(127 046)	(144 797)	(149 059)	(184 379)	(434 234)	(533 761)	(486 565)	(541 896)	(626 877)
barres	(74 859)	(71 985)	(70 146)	(76 217)	(91 529)	(1 822 579)	(1 947 435)	(1 725 249)	(1 681 388)	(1 935 429)
Larges plats et tôles	305 003	350 215	405 731	353 431	407 139	2 304 328	2 678 952	2 655 554	3 132 992	3 628 541
Feuillards	26 362	28 614	33 908	37 015	51 737	748 462	739 114	714 341	723 726	765 475
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	11 335	10 645	10 613	17 843	17 208	303 157	317 641	324 454	324 768	362 989
Rails et autres éléments	4 614	3 782	8 079	5 994	6 677	68 006	116 031	81 054	66 240	87 638

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1968.* — Minerais de fer : C.T.C.I. 281.3 ; mitrailles : C.T.C.I. 282; fonte brute : C.T.C.I 671.1 + 671.2; ferro-alliages : C.T.C.I. 671.4 + 671.5; lingots et autres... : C.T.C.I. 671.3 + 672; barres et profilés... : C.T.C.I. 673; fil machine : C.T.C.I. 673.11 + 673.13; barres : C.T.C.I. 673.21 + 673.22; larges plats... : C.T.C.I. 674; feuillards : C.T.C.I. 675; fils de fer... : C.T.C.I. 677; rails... : C.T.C.I. 676. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	17	35	185	146	251	—	—	126	48	155
— de plomb	573	1 165	990	1 081	1 856	2	1	24	3	—
— de zinc	1 413	1 505	1 462	1 319	1 536	70	50	52	99	178
— de manganèse	275	347	316	337	358	5	9	5	15	10
— d'étain	769	711	807	656	699	3	7	6	42	27
— autres	266	314	403	502	790	26	23	45	31	69
mitrailles	2 773	3 581	4 139	3 338	6 146	1 107	1 311	1 642	1 325	1 611
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	2 829	2 984	3 787	3 555	4 053	26	53	80	185	192
— cuivre	9 737	10 715	16 972	15 860	20 051	8 540	10 498	15 330	15 579	18 644
— étain	510	428	567	449	386	728	800	772	638	688
— plomb	216	237	184	96	229	692	1 213	840	719	861
— zinc	398	192	171	199	280	2 022	2 153	2 235	1 988	2 122
— autres	1 340	1 617	2 212	2 012	2 438	1 610	1 905	2 313	1 759	1 994
Demi-produits :										
— en aluminium	804	811	1 039	983	1 079	2 859	3 213	4 288	3 768	4 195
— en cuivre	458	563	625	632	629	3 247	4 300	5 105	4 360	5 818
— en étain	16	21	23	13	18	28	25	38	4	5
— en plomb	18	24	28	18	17	90	146	135	111	100
— en zinc	5	6	8	7	9	328	377	314	376	341
— autres	200	234	192	253	303	13	14	4	5	3

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1968.* — Minerais de cuivre : C.T.C.I. 283.11; de plomb : C.T.C.I. 283.4; de zinc : C.T.C.I. 283.5; de manganèse : C.T.C.I. 283.7; d'étain : C.T.C.I. 283.6; autres : C.T.C.I. 283.22 + 283.3 + 283.91 + 283.92 + 283.99 + 285.02 + 286.0; mitrailles : C.T.C.I. 284. Métaux bruts : aluminium, C.T.C.I. 684.1; cuivre, C.T.C.I. 682.19; étain, C.T.C.I. 687.1; plomb, C.T.C.I. 685.1; zinc, C.T.C.I. 686.1; autres, C.T.C.I.I 683.1 + 688 + 689.31 + 689.5. Demi-produits en aluminium : C.T.C.I. 684.21 + 684.22 + 684.23 + 684.24 + 684.25 + 684.26; en cuivre : C.T.C.I. 682.21 + 682.22 + 682.23+ 682.24 + 682.25 + 682.26;; en étain : C.T.C.I. 687.21 + 687.22 + 687.23 + 687.24; en plomb : C.T.C.I. 685.21 + 685.22 + 685.23 + 685.24; en zinc : C.T.C.I. 686.21 + 686.22 + 686.23 + 691.3; autres : C.T.C.I. 683.21 + 683.22 + 683.23 + 683.24 + 689.32 + 689.33 + 689.41 + 689.42 + 689.43. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	2 176	2 227	12 146	10 778	14 432	—	—	7 300	3 137	10 276
— de plomb	101 613	197 449	184 537	130 159	180 723	600	263	6 521	1 051	15
— de zinc	449 520	509 775	538 638	525 689	622 108	21 037	12 247	12 758	26 853	49 973
— de manganèse	271 088	310 369	258 891	285 499	306 494	2 019	7 516	1 221	2 586	3 019
— d'étain	6 666	5 706	6 907	6 038	6 510	24	50	52	362	237
— autres	17 440	19 104	25 599	24 146	47 557	37	366	715	72	13 241
Mitrailles	372 515	292 936	241 067	233 176	285 397	82 517	88 947	92 008	75 691	127 596
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	112 634	117 020	152 550	139 983	159 424	1 074	2 358	3 177	6 819	7 143
— cuivre	321 929	317 383	343 952	312 571	377 476	249 818	263 159	262 983	286 407	309 827
— étain	3 222	2 418	3 307	2 832	2 620	4 647	4 176	4 374	3 882	4 471
— plomb	17 255	14 635	13 765	8 145	15 547	49 614	71 810	56 951	58 069	64 101
— zinc	26 132	12 281	11 631	14 245	19 971	126 742	129 657	147 320	136 170	151 361
— autres	10 519	11 310	14 551	12 146	14 704	9 014	11 381	13 501	9 581	10 340
Demi-produits :										
— en aluminium	18 337	18 668	25 261	22 760	23 093	84 348	93 390	123 510	103 055	114 476
— en cuivre	8 433	9 024	8 304	8 722	8 445	82 378	90 169	81 287	73 002	92 481
— en étain	154	194	195	106	140	212	182	243	37	57
— en plomb	836	914	1 349	923	870	6 309	7 863	8 114	7 279	6 784
— en zinc	125	168	211	149	288	16 393	17 223	14 601	17 759	16 497
— autres	778	1 005	786	1 087	1 269	18	15	4	5	5

(a) *Composition du tableau :* voir (a) page 106.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

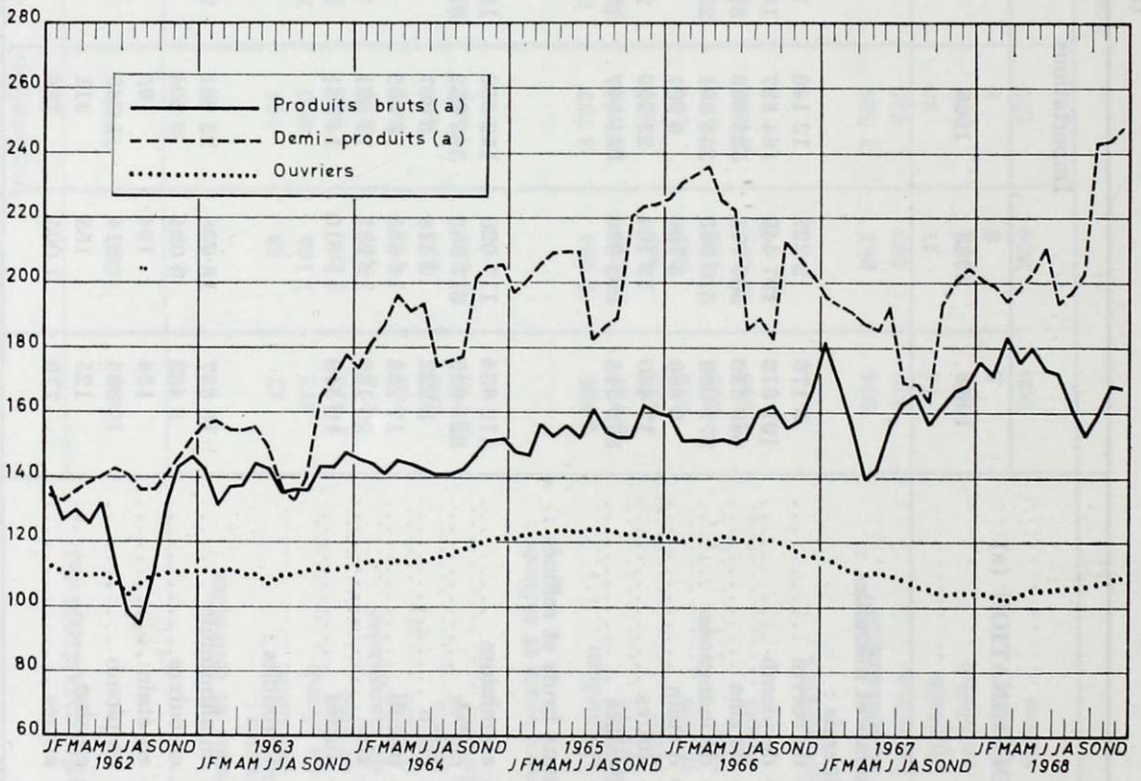
Production de métaux non ferreux
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Métaux (1re et 2e fusions) :								
Zinc	245,5	206,2	206,3	222,5	239,8	251,7	227,3	251,1
Cuivre	221,6	221,4	271,4	286,1	309,4	303,4	317,9	340,9
Plomb	99,9	93,2	98,4	83,3	110,8	92,7	107,8	110,1
Etain	6,5	9,7	8,4	6,9	5,3	6,6	6,2	6,0
Aluminium	1,9	2,8	3,5	3,5	3,2	2,5	5,0	5,8
Autres (a)	4,6	4,8	4,4	4,2	4,4	4,6		
Total ...	580,0	538,1	592,6	606,6	672,8	661,5	664,2	713,8
Demi-produits :								
Cuivre	127,0	114,2	124,2	153,8	168,5	146,7	132,3	160,7
Plomb	27,4	27,8	26,8	26,0	26,6	25,9	24,9	21,7
Aluminium	71,7	80,7	95,5	123,5	135,5	173,5	143,8	159,6
Autres(b)	44,2	46,3	44,7	46,3	47,4	47,8	52,8	49,2
Total ...	270,2	269,2	291,2	349,6	378,0	393,9	353,8	391,1

Source : Institut National de Statistique.

(a) Antimoine, cadmium, cobalt, nickel, etc.
(b) Zinc, étain, antimoine, cadmium, cobalt, nickel, etc.

Production et personnel occupé dans l'industrie des métaux non ferreux
(1958 = 100)



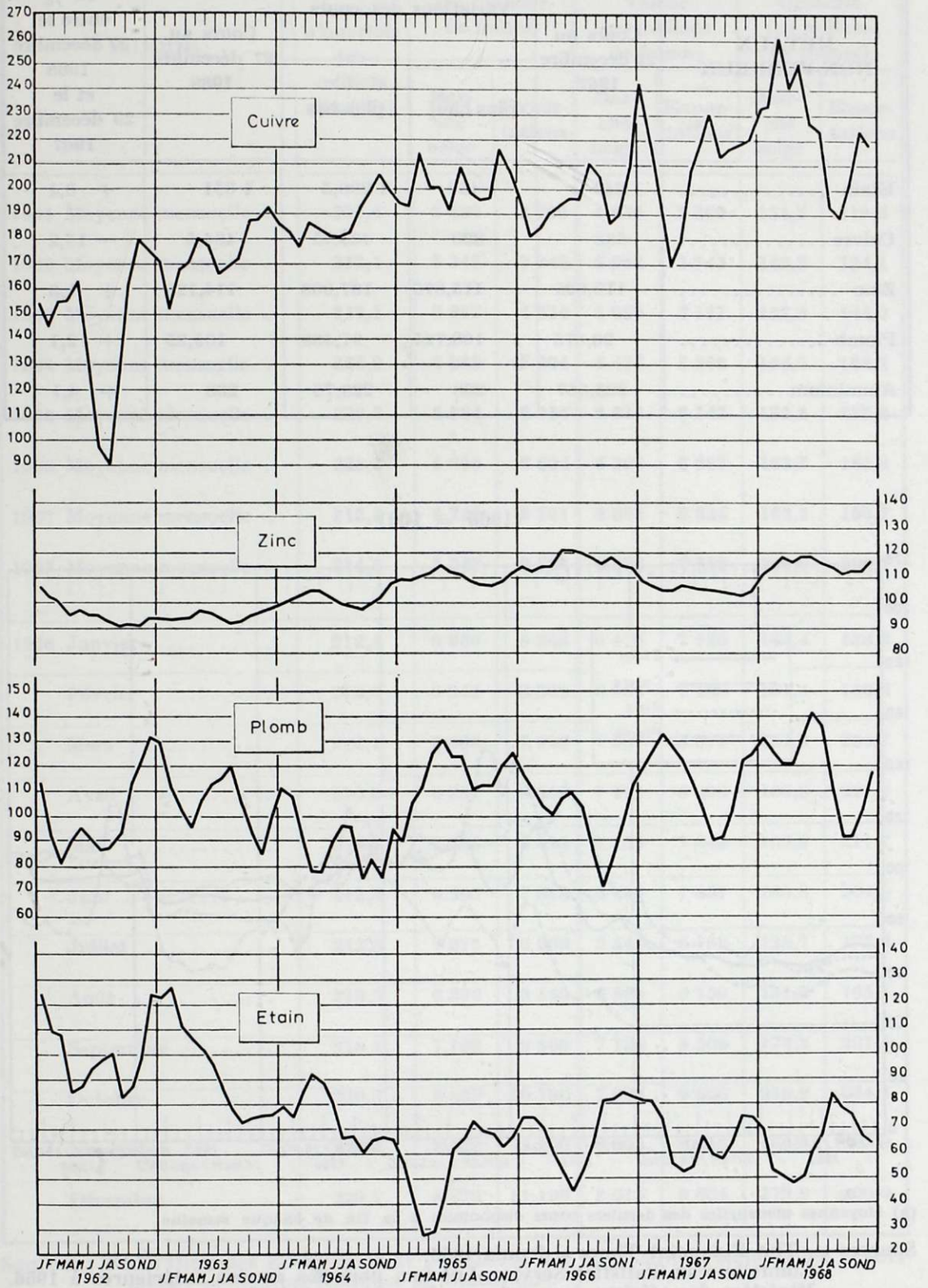
Source : Institut National de Statistique.

(a) Moyennes mobiles trimestrielles.

Industrie des métaux non ferreux

Produits bruts

Moyennes mobiles trimestrielles
(1958 = 100)

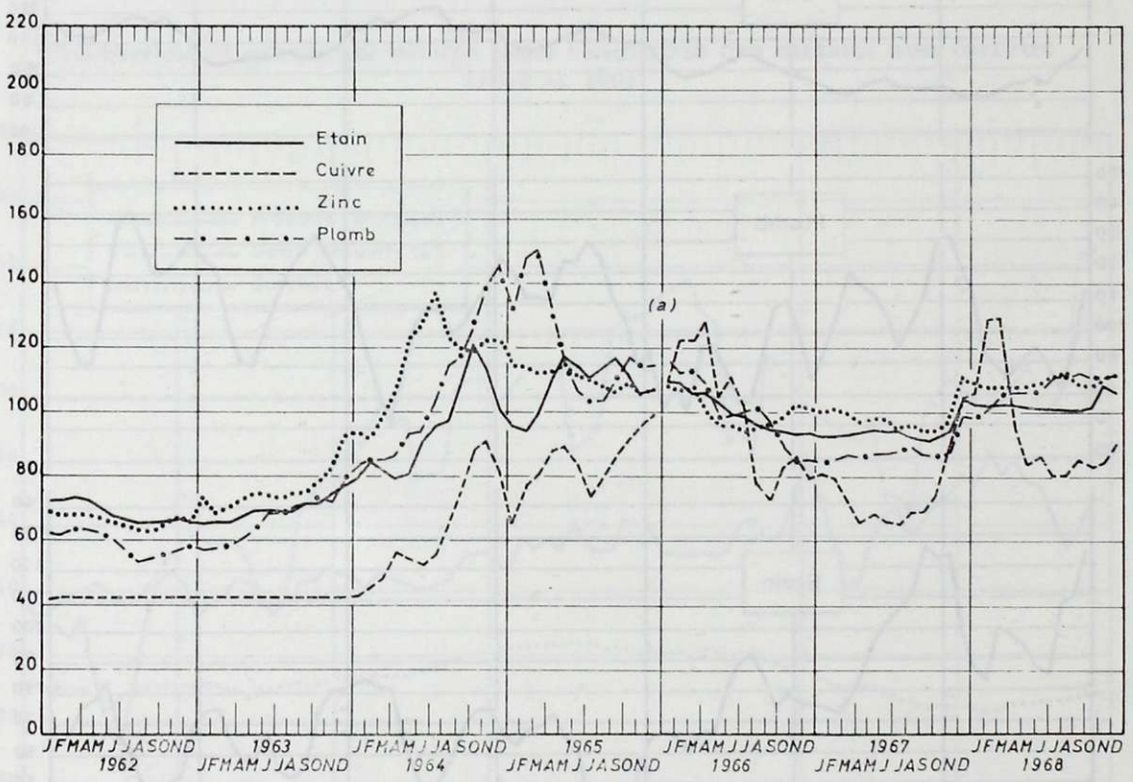


Source : Institut National de Statistique.

Cours des principaux métaux non ferreux sur le marché de Londres
(en £ par tonne)

MÉTAUX NON-FERREUX	Cours au 29 décembre 1967	Variations des cours		Cours au 27 décembre 1968	Différence en % entre le 27 décembre 1968 et le 29 décembre 1967
		plus haut	plus bas		
Etain	1 349	1 456	1 290,5	1 351	+ 0,1
Cuivre	583	820	435,75	494,5	— 15,2
Zinc	112,625	115,875	107,063	114,125	+ 1,3
Plomb	93,875	108,725	91,438	105,25	+ 12,1
Aluminium	228,667	238	228,75	238	+ 4,1

(1966 = 100)



(a) Moyennes mensuelles des derniers cours disponibles à la fin de chaque semaine.

Sources : « The Financial Times » depuis 1966.
Comtelbureau Statistics Service, London, pour les années antérieures à 1966.
Ministère des affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques (a)

Commandes et expéditions

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers (en milliers d'unités)	Commandes (en millions de francs)		Expéditions			
				Valeur (en millions de francs)		Quantité (en milliers de tonnes)	
		Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations
1961 Moyenne mensuelle .	**203,4**	**5 430**	**3 760**	**4 836**	**3 260**	**131,7**	**119,8**
1962 Moyenne mensuelle .	**212,1**	**5 345**	**3 745**	**5 202**	**3 743**	**140,7**	**134,1**
1963 Moyenne mensuelle .	**219,1**	**5 897**	**4 034**	**6 050**	**4 197**	**158,3**	**144,0**
1964 Moyenne mensuelle .	**226,9**	**6 285**	**5 204**	**6 474**	**5 368**	**164,3**	**162,2**
1965 Moyenne mensuelle .	**229,6**	**6 584**	**6 014**	**6 616**	**6 147**	**162,2**	**177,8**
1966 Moyenne mensuelle .	**228,3**	**6 899**	**6 604**	**6 765**	**6 687**	**163,5**	**187,8**
1967 Moyenne mensuelle .	**218,9**	**6 720**	**6 701**	**6 851**	**6 836**	**163,3**	**188,7**
1968 Moyenne mensuelle .	**214,5**	**7 347**	**8 598**	**6 908**	**7 759**	**163,0**	**200,7**
1968 Janvier	212,4	6 869	8 268	6 470	7 120	144,4	183,6
Février	210,6	6 844	8 362	6 566	7 130	151,4	183,3
Mars	212,1	7 488	7 993	7 507	8 074	154,9	206,7
Avril	210,5	6 887	8 067	7 171	8 000	163,8	221,2
Mai	210,8	7 786	9 014	7 154	7 643	165,6	211,7
Juin	212,3	6 505	7 318	6 756	7 457	165,8	204,0
Juillet	212,3	7 075	6 209	5 544	6 152	128,7	175,2
Août	213,5	6 353	8 143	5 889	5 750	151,2	165,1
Septembre	218,1	7 139	9 868	7 124	8 505	174,2	201,4
Octobre	220,2	8 829	10 180	7 903	9 366	210,9	234,4
Novembre	220,7	7 522	8 560	6 803	8 253	165,6	201,0
Décembre	220,7	8 872	11 199	8 015	9 654	179,9	220,9

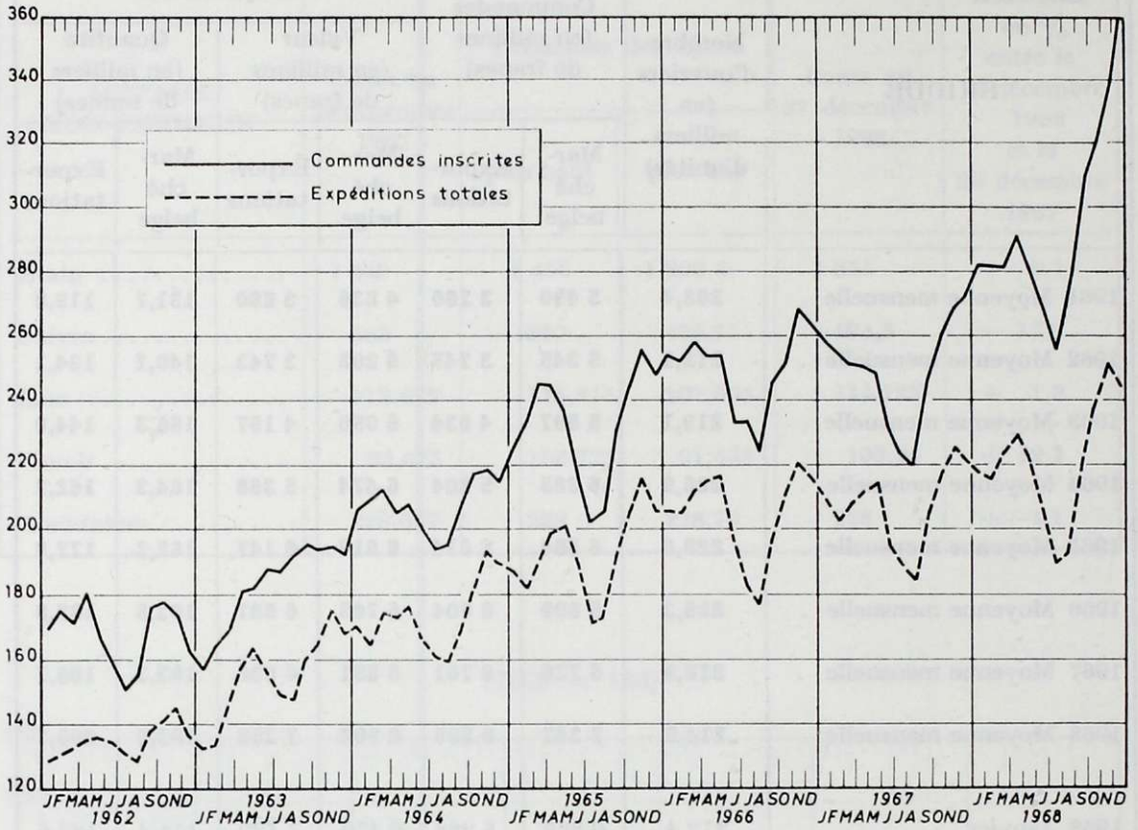
Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

(a) Entreprises occupant au moins 5 ouvriers

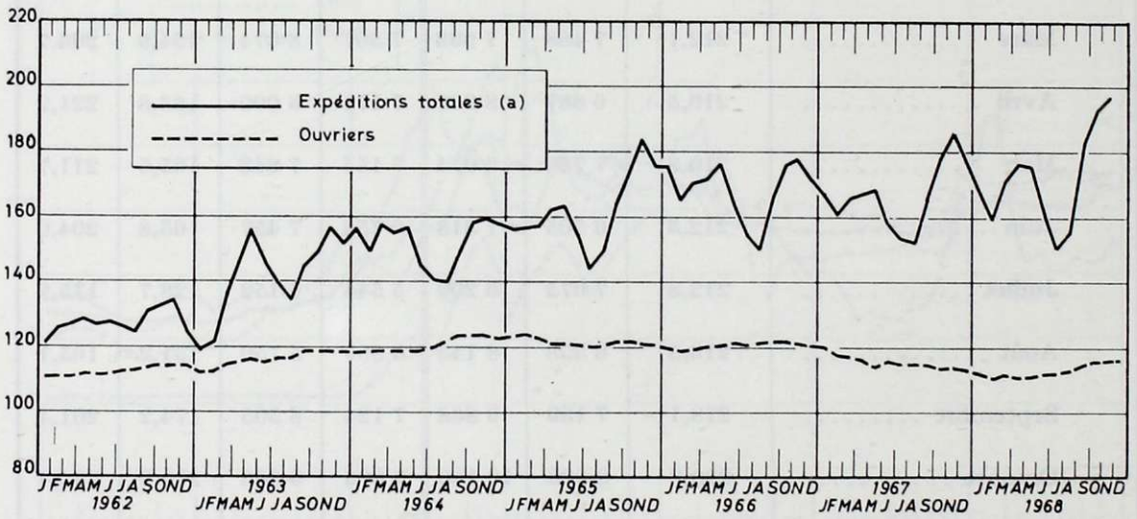
Industrie des fabrications métalliques

(1958 = 100)

Commandes inscrites et expéditions totales en valeur (a)



Volume des expéditions totales et personnel occupé



(a) **Premier graphique : moyennes mobiles trimestrielles. Deuxième graphique : moyennes mobiles trimestrielles des indices des quantités expédiées par chacune des 18 branches de l'industrie des fabrications métalliques; pondération par le nombre des ouvriers occupés dans chacune de ces branches en 1958.**

Sources : **Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.**
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits

(moyennes mensuelles en unités)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Produits de première transformation	**37 206**	**37 801**	**37 482**	**36 073**	**34 275**	**33 255**
Aciéries de moulage	*4 855*	*4 738*	*4 762*	*4 442*	*3 998*	*4 091*
Fonderies de fer	*8 339*	*8 241*	*8 017*	*7 546*	*6 798*	*6 642*
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	*15 129*	*16 100*	*16 322*	*16 068*	*15 824*	*15 541*
Forge, estampage, emboutissage	*6 829*	*6 674*	*6 362*	*6 104*	*5 754*	*5 070*
Tôles revêtues	*2 054*	*2 048*	*2 019*	*1 913*	*1 901*	*1 911*
Biens de consommation durables	**67 359**	**71 184**	**71 941**	**71 386**	**67 775**	**63 684**
Articles hors tôles et divers	*16 673*	*17 572*	*17 678*	*18 265*	*18 226*	*17 377*
Accessoires métall. du bâtiment	*23 979*	*24 714*	*24 118*	*24 572*	*24 074*	*23 012*
Motos, cycles et pièces	*5 215*	*5 531*	*5 516*	*5 495*	*5 535*	*5 221*
Électroménagers, radio, T.V.	*21 492*	*23 367*	*24 629*	*23 054*	*19 940*	*18 074*
Biens d'équipement	**111 586**	**114 470**	**120 267**	**121 121**	**119 191**	**118 678**
Construction métallique	*14 212*	*13 922*	*13 287*	*14 949*	*14 800*	*12 722*
Construction mécanique	*56 910*	*58 509*	*62 915*	*62 657*	*60 752*	*60 753*
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	7 989	8 579	8 913	8 983	9 254	9 373
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	7 388	7 118	7 140	7 035	6 682	6 508
Matériel textile	6 978	7 237	6 986	6 956	6 337	6 043
Constructions mécaniques diverses	7 964	8 459	9 133	8 735	8 181	9 100
Appareils de levage, de pesage et de génie civil	8 665	8 851	9 150	9 078	8 673	8 740
Équipements spécifiques et installations industrielles complètes	11 401	11 088	12 144	12 300	12 048	11 205
Tracteurs et machines agricoles	4 347	4 890	7 173	7 083	6 471	6 705
Appareils de mesure et analogue	2 178	2 287	2 276	2 487	3 106	3 079
Équipement électrique	*40 464*	*42 039*	*44 065*	*43 515*	*43 639*	*45 203*
Matériel de transport	**38 585**	**41 593**	**42 938**	**45 057**	**43 827**	**44 268**
Ferroviaire	*6 250*	*6 006*	*5 920*	*4 972*	*4 271*	*3 598*
Naval	*12 596*	*11 930*	*10 756*	*9 803*	*9 070*	*9 175*
Automobiles et pièces	*19 739*	*23 657*	*26 262*	*30 282*	*30 486*	*31 495*
Divers	**19 283**	**19 339**	**17 435**	**17 335**	**17 725**	**18 404**
Total général	**274 019**	**284 387**	**290 063**	**290 972**	**282 793**	**278 289**
dont : *Ouvriers*	**220 542**	**228 453**	**231 085**	**229 887**	**221 182**	**216 718**
Employés	**53 477**	**55 934**	**58 978**	**61 085**	**61 611**	**61 571**

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur				Exportations			
	1965	1966	1967	1968	1965	1966	1967	1968
Produits de première transformation	*9 138*	*9 035*	*8 969*	*9 626*	*13 707*	*14 009*	*14 122*	*16 093*
Aciéries de moulage	890	858	757	959	950	895	819	1 145
Fonderies de fer	1 976	1 810	1 726	1 979	607	623	491	625
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	3 147	3 082	2 887	3 117	7 213	7 492	7 783	8 977
Forge, estampage, emboutissage	2 011	2 147	2 372	2 199	1 431	1 435	1 390	1 491
Tôles revêtues	1 114	1 138	1 227	1 372	3 506	3 564	3 639	3 855
Biens de consommation durables	*18 899*	*19 485*	*19 944*	*21 142*	*9 886*	*10 052*	*9 447*	*11 491*
Articles hors tôles et divers	5 509	5 792	6 054	6 354	1 647	1 897	1 727	2 365
Accessoires métalliques du bâtiment	7 942	8 622	9 037	9 684	1 711	1 831	1 752	1 894
Motos, cycles et pièces	557	556	626	586	270	235	285	353
Appareils électroménagers, radio, télévision	4 891	4 515	4 227	4 518	6 258	6 089	5 683	6 879
Biens d'équipement	*32 292*	*32 730*	*31 829*	*35 119*	*24 400*	*27 959*	*28 092*	*35 560*
Construction métallique	5 428	5 932	4 821	5 363	1 015	1 261	1 069	1 266
Construction mécanique	13 753	14 086	13 886	14 998	17 250	19 773	20 070	23 719
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	3 077	3 034	3 233	3 540	2 844	2 898	3 081	3 817
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	864	936	862	902	1 933	2 392	2 420	2 773
Matériel textile	688	739	596	763	1 913	2 463	2 115	2 677
Constructions mécaniques diverses	2 623	2 604	2 531	2 846	706	793	767	921
Appareils de levage, de pesage et de génie civil	2 648	2 735	2 739	2 642	1 032	1 561	1 428	2 358
Équipements spécifiques et installations industrielles complètes	2 527	2 624	2 543	2 862	2 533	2 818	3 514	3 318
Tracteurs et machines agricoles	817	886	766	881	6 013	6 501	6 015	6 945
Appareils de mesure et analogue	509	528	616	562	275	347	730	910
Équipement électrique	13 111	12 712	13 122	14 758	6 136	6 925	6 953	10 575
Matériel de transport	*17 483*	*19 738*	*19 292*	*20 799*	*21 024*	*24 377*	*26 423*	*38 352*
Ferroviaire	835	839	1 385	1 563	547	893	335	544
Naval	2 832	4 439	4 090	4 004	1 962	1 597	1 495	6 143
Automobiles et pièces	13 816	14 460	13 817	15 232	18 515	21 887	24 593	31 665
Divers	*1 850*	*1 794*	*1 225*	*1 885*	*3 402*	*3 477*	*4 577*	*5 973*
Total général...	**79 662**	**82 782**	**81 259**	**88 571**	**72 419**	**79 874**	**82 661**	**107 469**

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur				Exportations			
	1965	1966	1967	1968	1965	1966	1967	1968
Produits de première transformation	*9 362*	*9 415*	*9 299*	*9 479*	*13 575*	*13 726*	*14 427*	*15 296*
Aciéries de moulage	907	856	798	870	932	1 000	833	936
Fonderies de fer	2 063	1 985	1 865	1 958	655	592	544	533
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	3 113	3 196	2 946	3 043	6 981	7 213	7 823	8 847
Forge, estampage, emboutissage	2 211	2 187	2 354	2 235	1 433	1 433	1 393	1 337
Tôles revêtues	1 068	1 191	1 336	1 373	3 574	3 488	3 834	3 643
Biens de consommation durables	*19 261*	*19 857*	*20 670*	*21 064*	*9 806*	*10 005*	*10 076*	*10 965*
Articles hors tôles et divers	5 591	5 751	6 181	6 288	1 580	1 676	1 694	2 094
Accessoires métalliques du bâtiment	8 181	8 833	9 402	9 621	1 632	1 848	1 776	1 615
Motos, cycles et pièces	684	672	769	726	377	331	350	450
Appareils électroménagers, radio, télévision	4 805	4 601	4 318	4 429	6 217	6 150	6 256	6 806
Biens d'équipement	*30 494*	*32 040*	*33 191*	*32 520*	*23 624*	*26 195*	*27 213*	*31 542*
Construction métallique	4 811	5 402	5 578	4 681	795	1 118	1 589	1 139
Construction mécanique	13 790	14 655	14 437	14 566	17 255	18 948	19 138	22 322
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	2 837	2 991	3 349	3 285	2 440	2 692	3 013	3 678
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	864	952	897	881	2 017	2 211	2 379	2 702
Matériel textile	684	777	634	698	2 041	2 037	2 283	2 180
Constructions mécaniques diverses	2 624	2 718	2 657	2 849	710	735	731	816
Appareils de levage, de pesage et de génie civil	2 728	2 944	2 839	2 927	1 050	1 298	1 533	2 182
Équipements spécifiques et installations industrielles complètes	2 708	2 862	2 681	2 487	2 645	3 020	2 855	3 138
Tracteurs et machines agricoles	834	887	743	880	6 083	6 631	5 636	6 796
Appareils de mesure et analogue	511	524	637	559	269	324	708	830
Équipement électrique	11 893	11 983	13 176	13 273	5 574	6 129	6 486	8 081
Matériel de transport	*18 915*	*18 986*	*18 122*	*18 917*	*22 496*	*26 776*	*27 991*	*33 691*
Ferroviaire	1 359	1 806	1 254	1 532	1 137	606	676	303
Naval	3 022	2 045	2 450	2 238	1 426	2 115	1 893	1 412
Automobiles et pièces	14 534	15 135	14 418	15 147	19 933	24 055	25 422	31 976
Divers	*1 950*	*1 314*	*1 503*	*1 562*	*4 360*	*3 636*	*4 580*	*5 432*
Total général...	**79 982**	**81 612**	**82 785**	**83 542**	**73 861**	**80 338**	**84 287**	**96 926**

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Articles non mécaniques	**8 147**	**9 507**	**10 923**	**11 326**	**11 403**	**10 655**	**11 737**	**12 240**	**12 252**	**13 374**
Fils métalliques et tréfilés	953	1 057	1 096	1 024	1 109	3 647	3 956	4 040	4 161	4 527
Articles en métal, principalement à usage domestique	1 761	1 904	2 033	2 034	2 286	1 146	923	1 005	963	925
Constructions métalliques	672	775	1 046	855	831	696	883	975	1 061	1 120
Tuyaux et récipients	1 383	1 555	1 836	2 927	2 345	2 519	2 941	2 707	2 358	2 628
Outils	1 239	1 673	1 525	1 208	1 449	635	675	741	813	1 015
Autres articles manufacturés	2 139	2 543	3 387	3 278	3 383	2 012	2 359	2 772	2 896	3 159
Machines et appareils électriques	**14 644**	**15 554**	**15 841**	**15 470**	**17 417**	**11 652**	**12 936**	**12 815**	**13 078**	**14 532**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	652	852	915	885	1 035	716	737	781	841	915
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	130	147	181	210	193	95	113	118	131	161
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	1 753	1 941	1 872	1 614	1 675	1 520	1 708	1 765	1 772	2 061
Piles et accumulateurs électriques	309	350	404	395	481	177	215	227	219	348
Lampes et tubes d'éclairage	381	417	490	445	540	353	458	494	539	732
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	1 215	1 215	1 103	1 109	1 262	358	465	399	318	315
Equipements électriques pour véhicules	554	730	941	866	1 085	71	59	81	182	359
Appareils électro-ménagers	2 185	2 308	2 489	2 689	3 276	340	350	341	393	492
Appareils pour radio et télévision	456	529	534	599	729	2 098	2 087	1 934	1 898	1 883
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	1 990	2 190	1 846	1 887	1 936	2 794	3 358	3 438	3 490	3 827
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	1 047	855	851	944	994	197	242	286	366	316
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	166	186	262	315	394	79	104	134	180	212
Appareillage pour coupure et connexion des circuits électriques	2 124	2 282	2 440	2 036	2 214	939	1 202	1 398	1 635	1 825

Appareillage de chaufferie	421	570	514	558	415	212	334	318	288	338
Machines-outils pour le travail de métaux	1 731	1 527	1 599	1 350	1 472	949	1 091	1 109	1 173	1 229
Machines et tracteurs agricoles	1 516	1 663	2 064	1 744	1 915	1 933	3 897	4 320	3 440	4 305
Machines de bureau	1 744	1 663	2 219	2 724	2 692	310	431	374	617	683
Machines pour la métallurgie	1 350	1 055	1 320	680	656	636	625	619	588	660
Machines pour l'industrie textile et du cuir	2 424	2 103	2 161	2 130	2 338	2 284	2 296	2 168	2 364	2 318
Machines à coudre	414	393	444	364	395	92	72	95	86	68
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	1 388	1 419	1 161	1 437	1 474	279	263	364	344	458
Machines d'excavation et de terrassement	1 203	1 149	1 265	1 690	1 940	346	438	534	779	1 573
Machines pour autres industries	884	867	943	1 006	1 144	524	845	960	728	1 015
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	1 629	1 722	2 062	2 656	3 081	826	979	1 054	1 724	1 379
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses	1 787	1 958	2 201	2 173	2 435	1 432	1 844	1 907	2 174	2 582
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	2 317	2 170	2 561	2 322	2 342	1 131	1 108	1 169	1 071	1 072
Autres machines-outils et outils	838	828	801	873	889	1 119	1 082	1 053	874	1 085
Articles de robinetterie et autres organes similaires	1 102	1 197	1 386	1 429	1 616	390	423	437	499	537
Roulements de tous genres	579	608	598	589	633	23	28	29	34	44
Autres pièces et accessoires	1 318	1 464	1 646	1 504	1 674	993	1 214	1 318	1 228	1 317
Autres machines et appareils non électriques	2 602	2 865	5 279	5 816	4 370	1 437	1 575	1 613	1 625	1 861

(suite à la p. 120)

(a) *Composition du tableau pour 1968.* — Fils métalliques... : C.T.C.I. 693 + 694 + 698.51 + 698.52 + 698.53; articles en métal... : C.T.C.I. 696 + 697.11 + 697.12 + 697.21 + 697.22 + 697.23 + 812.3; constructions métalliques : C.T.C.I. 691.1 + 691.2; tuyaux... : C.T.C.I 678 + 692; outils : C.T.C.I. 695; autres... : C.T.C.I. 679 + 697.91 + 697.92 + 697.93 + 698 — 698.51 — 698.52 — 698.53 + 812.1 + 821.02; fils tressés... : C.T.C.I. 723.1; isolateurs... : C.T.C.I. 723.21 + 723.22 + 723.23; génératrices... : C.T.C.I. 722.1; piles... : C.T.C.I. 729.11 + 729.12; lampes et tubes d'éclairage : C.T.C.I. 729.2; lampes, tubes... : C.T.C.I. 729.3;; équipements...: C.T.C.I. 729.41 + 729.42; appareils électro-ménagers : C.T.C.I. 725; appareils pour radio...: C.T.C.I. 724.1 + 724.2; appareils pour télégraphie...: C.T.C.I. 724.91 + 724.92 + 724.99; appareils électriques de mesure... : C.T.C.I. 729.51 + 729.52; appareils d'électricité médicale... : C.T.C.I. 726; appareillage pour... : C.T.C.I. 722.2; autres appareils... : C.T.C.I. 729.6 + 729.7 + 729.91 + 729.92 + 729.93 + 729.94 + 729.95 + 729.96 + 729.98 + 729.99; appareillage de chaufferie : C.T.C.I. 711.1 + 711.2 + 711.31 + 711.32; machines-outils... : C.T.C.I. 715.1; machines et tracteurs agricoles : C.T.C.I. 712; machines de bureau : C.T.C.I. 714; machines pour la métallurgie : C.T.C.I. 715.21 + 715.22 + 715.23; machines pour l'industrie... : C.T.C.I. 717.11 + 717.12 + 717.13 + 717.14 + 717.15 + 717.2; machines à coudre : C.T.C.I. 717.3; machines pour la fabrication... : C.T.C.I. 718.11 + 71812 + 718.21 + 718.22 + 718.29; machines d'excavation... : C.T.C.I. 718.41 + 718.42; machines pour autres industries : C.T.C.I. 718.31 + 718.39 + 718.51 + 718.52; machines et appareils... : C.T.C.I. 719.11 + 719.12 + 719.13 + 719.14 + 719.15 + 719.19; pompes...: C.T.C.I. 719.21 + 719.22 + 719.23; machines, appareils, chariots... : C.T.C.I. 719.31 + 719.32; autres machines-outils et outils : C.T.C.I. 719.51 + 719.52 + 719.53 + 719.54; articles de robinetterie... : C.T.C.I. 719.92; roulements de... : C.T.C.I. 719.7; autres pièces et accessoires : C.T.C.I. 719.91 + 719.93 + 719.94 + 719.99; autres machines... : C.T.C.I. 711.7 + 711.81 + 711.89 + 719.41 + 719.43 + 719.61 + 719.62 + 719.63 + 719.64 + 719.65 + 719.66 + 719.8. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Articles non mécaniques	**211 781**	**236 348**	**290 903**	**365 215**	**321 273**	**706 193**	**759 223**	**783 486**	**737 608**	**816 164**
Fils métalliques et tréfilés	17 823	20 702	21 455	22 747	26 498	316 803	334 873	342 883	335 324	367 513
Articles en métal, principalement à usage domestique	31 466	26 104	31 200	30 273	34 606	28 719	21 058	19 906	16 960	17 389
Constructions métalliques	33 068	41 737	57 537	43 404	38 065	40 481	44 384	44 734	56 127	60 913
Tuyaux et récipients	70 715	75 917	100 283	188 088	140 887	240 191	269 098	270 660	213 885	244 638
Outils	11 508	13 576	11 066	8 302	10 294	2 030	2 208	2 369	2 393	2 688
Autres articles manufacturés	47 201	58 312	69 362	72 401	70 923	77 969	87 602	102 934	112 919	123 023
Machines et appareils électriques	**90 851**	**105 284**	**109 315**	**106 597**	**122 705**	**68 964**	**69 874**	**68 680**	**68 749**	**80 682**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	10 678	13 541	12 922	12 763	14 374	13 643	11 712	11 008	12 094	14 310
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	1 910	2 215	2 390	2 195	2 051	1 178	1 468	1 337	1 429	1 831
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	10 542	15 683	15 212	13 767	14 828	17 622	17 996	18 701	17 791	21 283
Piles et accumulateurs électriques	8 035	8 483	10 355	9 440	11 247	5 920	7 148	6 701	6 408	9 113
Lampes et tubes d'éclairage	2 253	2 148	2 868	2 321	2 681	2 100	2 599	2 673	2 600	2 575
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	5 915	6 349	6 184	5 607	6 131	322	262	245	227	308
Equipements électriques pour véhicules	2 929	4 011	5 024	4 664	6 180	254	209	341	684	1 460
Appareils électro-ménagers	25 539	26 916	28 984	32 111	39 280	3 370	3 234	3 595	4 407	6 089
Appareils pour radio et télévision	1 281	1 439	1 573	1 981	2 354	8 900	7 957	7 159	6 982	7 095
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	6 000	6 361	5 980	5 778	6 099	7 169	8 712	8 030	7 799	8 406
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	855	1 051	1 103	1 224	1 168	227	260	286	335	276
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	268	299	348	398	561	150	150	178	292	372
Appareillage pour coupure et connexion des										

Machines-outils pour le travail de métaux	19 373	16 657	19 565	13 570	13 077	9 359	10 989	10 636	10 772	10 968
Machines et tracteurs agricoles	30 544	32 754	39 640	31 920	36 064	38 741	81 169	86 628	65 317	81 150
Machines de bureau	2 930	2 989	3 131	3 373	3 893	793	1 010	774	967	1 193
Machines pour la métallurgie	34 853	36 090	32 935	37 607	31 538	30 038	31 197	25 414	30 603	35 959
Machines pour l'industrie textile et du cuir ...	20 415	16 334	15 821	16 184	17 127	26 456	27 196	27 002	26 915	27 314
Machines à coudre	2 221	2 004	2 217	1 704	1 798	471	315	263	228	123
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	11 627	9 053	8 135	10 912	9 245	3 856	3 016	3 548	3 748	4 640
Machines d'excavation et de terrassement ...	18 477	18 155	20 557	25 870	30 204	5 620	6 542	8 733	10 381	17 115
Machines pour autres industries	10 194	11 647	9 400	11 251	12 642	5 671	11 287	12 642	9 820	11 859
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	23 860	21 196	28 823	39 994	33 048	8 432	10 662	11 209	15 143	15 050
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses ...	14 665	16 113	17 399	16 130	18 722	11 936	14 419	14 774	15 798	18 456
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	38 943	36 687	39 712	37 412	39 826	20 590	16 041	15 799	15 260	16 728
Autres machines-outils et outils	5 818	5 764	5 354	5 029	5 440	11 147	10 876	8 652	6 789	8 215
Articles de robinetterie et autres organes similaires	7 771	8 384	9 422	9 832	10 262	2 995	3 165	3 515	3 581	3 831
Roulements de tous genres	4 252	4 373	4 349	4 200	4 849	246	430	694	1 123	1 810
Autres pièces et accessoires	14 830	17 479	18 207	15 349	17 047	16 642	17 998	17 701	14 022	14 502
Autres machines et appareils non électriques ..	21 541	25 014	65 252	64 822	35 850	11 022	12 567	11 256	11 212	10 545

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 117.

(suite à la p. 121)

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques *(suite de la page 117)*

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Matériel de transport	**31 339**	**38 490**	**41 526**	**37 908**	**45 757**	**23 839**	**31 853**	**33 674**	**35 123**	**42 269**
Moteurs non électriques	4 118	4 907	5 271	5 281	5 841	2 341	1 668	1 849	2 586	3 664
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	7 881	10 099	9 828	10 772	12 518	12 507	20 494	24 001	24 424	29 399
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	13 951	19 075	22 014	16 281	21 590	1 336	3 421	4 161	3 880	4 642
Motocycles et bicyclettes avec moteur	174	186	177	162	213	276	253	251	275	288
Vélocipèdes sans moteur	218	231	240	285	294	175	168	154	184	214
Autres véhicules routiers et remorques	612	554	607	637	772	188	266	350	492	448
Aéronefs	3 184	2 426	2 517	3 170	3 832	4 495	3 542	1 077	1 379	2 410
Navires et bateaux	844	523	459	774	377	1 349	872	1 053	1 175	682
Matériel roulant pour chemins de fer	357	489	413	546	320	1 172	1 169	778	728	522
Instruments scientifiques et horlogerie	**3 558**	**3 359**	**3 933**	**3 993**	**4 207**	**715**	**922**	**1 124**	**1 012**	**983**
Instruments scientifiques	3 011	2 699	3 234	3 264	3 421	683	864	1 049	920	903
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(1 888)	(1 426)	(1 645)	(1 693)	(1 638)	(459)	(591)	(713)	(567)	(459)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(417)	(530)	(669)	(732)	(842)	(70)	(101)	(124)	(130)	(170)
instruments d'optique	(404)	(366)	(446)	(399)	(420)	(91)	(81)	(111)	(108)	(113)
Horlogerie	547	660	699	729	786	32	58	75	92	80
Total ...	**82 935**	**92 137**	**102 447**	**99 737**	**110 295**	**61 807**	**76 016**	**79 294**	**81 096**	**93 713**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1968.* — Moteurs non électriques : C.T.C.I. 711.41 + 711.42 + 711.5 + 711.6 — T.D. 8408.50; automobiles... : C.T.C.I. 732.1 + 732.2 + 732.3 + 732.4 + 732.5; parties d'automobiles... : C.T.C.I 732.6 + 732.7 + 732.81 + 732.89; motocycles... : C.T.C.I. 732.91 + 732.92; vélocipèdes... : C.TC.I. 733.11 + 733.12; autres véhicules... : C.T.C.I. 733.31 + 733.32 + 733.33 + 733.4; aéronefs : C.T.C.I. 734; navires et bateaux : C.T.C.I. 735; matériel roulant... : C.T.C.I. 731; instruments scientifiques : C.T.C.I. 861; instruments scientifiques de mesure... : C.T.C.I. 861.91 + 861.92 + 861.93 + 861.94 + 861.95 + 861.96 + 861.97 + 861.98 + 861.99; appareils et matériels... : C.T.C.I. 861.4 + 861.51 + 861.52 + 861.61 + 861.69; instruments d'optique : C.T.C.I. 861.11 + 861.12 + 861.21 + 861.22 + 861.31 + 861.32 + 861.33 + 861.34 + 861.39; horlogerie : C.T.C.I. 864. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques *(suite de la page 119)*

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Matériel de transport	**617 590**	**766 024**	**768 312**	**704 339**	**778 233**	**376 022**	**531 964**	**525 104**	**535 446**	**590 912**
Moteurs non électriques	36 787	51 463	53 100	55 233	49 927	9 631	9 046	7 731	9 756	10 919
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	145 174	176 048	163 824	180 749	197 413	184 725	296 321	336 976	334 641	416 776
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	247 768	378 715	428 574	303 254	406 068	33 130	79 823	93 796	78 795	84 011
Motocycles et bicyclettes avec moteur	1 644	1 765	1 866	1 570	2 100	2 576	2 096	2 260	2 905	2 858
Vélocipèdes sans moteur	3 123	3 086	3 401	4 652	4 905	3 456	3 352	3 075	3 427	4 296
Autres véhicules routiers et remorques	11 094	13 830	15 280	16 801	20 942	3 292	4 162	5 982	7 141	7 509
Aéronefs	1 454	1 543	1 632	1 487	1 755	1 247	1 749	1 121	844	1 029
Navires et bateaux	155 535	121 630	84 622	123 504	82 767	92 689	93 969	45 087	70 855	42 953
Matériel roulant pour chemins de fer	15 011	17 944	16 013	17 089	12 356	45 276	41 446	29 076	27 082	20 561
Instruments scientifiques et horlogerie	**5 428**	**6 431**	**6 717**	**6 989**	**7 758**	**1 445**	**2 089**	**2 266**	**2 412**	**3 267**
Instruments scientifiques	4 663	5 561	5 858	6 118	6 901	1 417	2 049	2 223	2 370	3 204
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(2 536)	(2 999)	(2 826)	(2 850)	(2 946)	(734)	(1 054)	(1 055)	(1 253)	(1694)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(988)	(1 171)	(1 520)	(1 643)	(2025)	(253)	(449)	(558)	(547)	(674)
instruments d'optique	(404)	(427)	(423)	(420)	(449)	(147)	(176)	(219)	(216)	(270)
Horlogerie	765	870	859	871	857	28	40	43	42	63
Total ...	**1 212 796**	**1 400 036**	**1 520 751**	**1 533 397**	**1 553 997**	**1 360 174**	**1 625 895**	**1 642 542**	**1 589 109**	**1 773 895**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 120.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur

(unités)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Véhicules automobiles pour le transport de personnes :										
— pour transport en commun ...	139	133	61	65	111	576	627	1 513	1 363	2 622
— autres	105 772	137 371	120 624	139 919	161 571	201 729	330 988	316 776	328 822	460 522
Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	10 794	12 902	11 310	10 768	12 573	6 705	8 095	31 322	28 373	21 701
Motocyclettes	1 758	2 706	2 434	2 489	4 365	341	505	3 065	2 374	2 932
Bicyclettes à moteur	23 302	22 801	23 415	20 650	28 529	37 374	31 289	31 736	47 000	45 511
Scooters à moteur	1 702	3 203	641	387	263	1 468	142	139	27	29
Bicyclettes sans moteur	16 573	30 417	41 616	43 077	53 620	33 199	27 750	25 680	29 960	55 966

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1968.* — Transport en commun : T.D. 8702.00; autres : 8702.20 + 8702.25 + 8702.30; véhicules automobiles pour le transport de marchandises : T.D. 8702.60 + 8702.70; motocyclettes : T.D. 8709.20; bicyclettes à moteur : T.D. 8709.00 scooters à moteur : T.D. 8709.10; bicyclettes sans moteur : T.D. 8710.00. — Données correspondantes pour les années antérieures.

§ 2. — INDUSTRIE CHIMIQUE

En 1966 et 1967, le rythme de progression de l'activité des industries chimiques a fléchi et ne s'est élevé, respectivement, qu'à 3 et 4,5 %. En 1968, il a repris et, d'après la Fédération des Industries chimiques de Belgique, la production se serait accrue par rapport à celle de l'année précédente, de 11 % en volume.

En particulier, 1,82 million de tonnes d'acide sulfurique ont été fabriquées, contre 1,54 million en 1967, ce qui correspond à une hausse de l'ordre de 18 % (contre 11,5 % en 1967). La consommation nationale a de nouveau augmenté et est passée de 1,49 à 1,87 million de tonnes. La majeure partie de l'acide sulfurique étant utilisée dans les engrais, la dépression qui règne dans ce secteur n'a guère permis de relever les prix.

Le chiffre d'affaires de l'industrie chimique aurait d'autre part atteint en 1968 70,2 milliards de francs, contre 58,4 milliards en 1967 et 21,37 milliards seulement en 1955. En treize ans, il a plus que triplé ; cela est dû en partie à l'introduction de nouvelles unités, particulièrement dans la région anversoise.

En général, la différence entre le progrès du volume de la production et le développement du chiffre d'affaires est pour une bonne part la manifestation de la spécialisation et de l'évolution qualitative du secteur, ce que confirment les statistiques du commerce extérieur : les exportations belgo-luxembourgeoises de produits chimiques ont en 1968 davantage progressé en valeur (+ 27,6 %) qu'en quantité (+ 22,2 %), tandis qu'en 1967 la progression avait été respectivement de 11,9 et de 11,4 % malgré la pression sur les prix de vente par suite du développement de la concurrence.

En 1968, à l'exception des expéditions d'explosifs à l'étranger, qui ont à nouveau fléchi (— 6 %), la progression est générale et atteint des niveaux fort élevés dans certains secteurs.

Ainsi alors que les exportations de goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles (+ 1,6 %), de savons et de produits d'entretien (+ 5,1 %), de produits photographiques et cinématographiques (+ 7,8 %) ont continué à se développer, on enregistre une expansion plus prononcée en articles en matières plastiques artificielles (+ 12,7 %), en produits pour teintures, tannages et colorants (+ 13,4 %), en allumettes (+ 14,7 %), en produits pharmaceutiques (+ 17,2 %), en engrais manufacturés (+ 17,4 %), en produits chimiques divers (+ 18,3 %), en huiles essentielles, parfums, produits de beauté (+ 18,9 %), en articles en caoutchouc (+ 21,4 %) et surtout en autres éléments chimiques et composés (+ 37,2 %), éléments chimiques, acides, oxydes et sels halogénés inorganiques (+ 47,8 %), matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles (+ 48,9 %).

Quant aux ventes à l'étranger de produits chimiques organiques, elles ont presque doublé en passant d'une valeur de 2 755 millions de francs en 1967 à 5 246 millions en 1968, ce qui représente une hausse de 90,4 %.

La part exportée vers les pays membres de la C.E.E. a de nouveau augmenté, d'une année à l'autre, puisqu'elle a atteint 60 % en 1968, contre 58 % en 1967.

Les modifications fondamentales, qui sont survenues dans l'orientation des courants d'échange, sont soulignées par le fait que, en 1960, les pays partenaires de la Communauté économique n'absorbaient que 36,9 % des exportations chimiques belges.

Entre 1967 et 1968, les importations ont progressé de 17,6 % en valeur et de 18,5 % en quantité.

En 1968, les investissements nouveaux dans l'industrie chimique auraient atteint 12 milliards de francs, soit un total identique à celui de l'année précédente. Avant amortissements, le capital investi dans ce secteur d'activité peut être estimé à 80 milliards de francs en Belgique ; par rapport à l'ensemble de ce capital investi, 27 milliards seraient d'origine exclusivement étrangère.

L'industrie chimique et pétrochimique continue à se développer dans la région anversoise mais d'autres investissements sont également en voie de réalisation aussi bien dans le sud que dans le nord du pays.

Par ailleurs, le gaz naturel des Pays-Bas est, aujourd'hui, largement distribué à l'industrie transformatrice, par un réseau de gazoducs.

Les conséquences de l'expansion de ce nouveau mode de transport qui s'étend à diverses matières premières et permettra une répartition géographique plus large des usines de production, se feront davantage sentir au cours des prochaines années.

Les dépenses consacrées à la recherche scientifique se sont montées, en 1968, à 2,58 milliards de francs, contre 2,12 milliards en 1967. Elles représentent ainsi 3,7 % du chiffre d'affaires total de l'industrie chimique, contre 3,6 % au cours de la précédente période de 12 mois. Ce taux se compare avantageusement avec ceux des autres pays européens, mais il reste nettement inférieur à celui des Etats-Unis où l'industrie chimique reçoit, de l'Etat, d'importants subsides.

Selon une enquête menée par la Fédération auprès de ses membres, il apparaîtrait que la rentabilité des entreprises reste fort insuffisante. En effet, l'évolution des produits est beaucoup plus rapide que dans d'autres secteurs industriels et cette fédération craint que, si la tendance devait persister, ce secteur ne dispose plus, à l'avenir, de capitaux propres suffisants pour poursuivre, au même rythme, sa modernisation et ses études.

Par ailleurs, l'importance croissante des exportations, par rapport au chiffre d'affaires global du secteur (60,3 % en 1968 contre 56,2 % en 1967 et 53,3 % en 1966), ainsi que le développement de la concurrence entre les pays industrialisés pose, avec une acuité accrue, le problème de la dimension des entreprises.

★

★ ★

Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique

DÉSIGNATION (a)	Valeur (en millions de francs)					Quantité (en tonnes)				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Sel	275	275	315	358	437	824 159	793 264	846 659	943 616	1 139 712
Soufre brut	255	391	441	475	657	213 972	274 393	219 030	224 113	288 424
Pyrites de fer	171	188	199	210	278	397 040	421 889	408 892	403 273	505 087
Phosphates bruts	795	922	883	993	1 179	1 179 430	1 286 315	1 199 514	1 469 463	1 805 151
Caoutchouc	1 052	1 112	1 125	1 053	1 257	51 268	54 542	55 708	58 204	78 420

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1968* : Sel : C.T.C.I. 276.3; soufre brut : C.T.C.I. 274.1; pyrites de fer : C.T.C.T. 274.2 + 281.4; phosphates bruts : C.T.C.I. 271.3; caoutchouc : C.T.C.I. 23. — Données correspondantes pour les années antérieures

Production de quelques secteurs de l'industrie chimique

(en milliers de tonnes)

PÉRIODE	Industrie de l'azote		Acide sulfurique et oléum (c)	Goudron brut	Caoutchouc (d)
	Azote primaire (a)	Engrais composés (b)			
1961 Moyenne mensuelle	**23,0**	**31,0**	**110,2**	**22,5**	**4,1**
1962 Moyenne mensuelle	**23,4**	**34,3**	**102,7**	**23,1**	**4,3**
1963 Moyenne mensuelle	**26,2**	**44,6**	**104,1**	**23,0**	**4,5**
1964 Moyenne mensuelle	**29,8**	**49,6**	**112,3**	**23,6**	**4,9**
1965 Moyenne mensuelle	**33,2**	**51,8**	**124,0**	**23,5**	**4,5**
1966 Moyenne mensuelle	**33,6**	**54,2**	**113,5**	**21,3**	**4,3**
1967 Moyenne mensuelle	**34,3**	**59,1**	**123,7**	**21,2**	**4,2**
1968 Moyenne mensuelle	**37,9**	**65,8**	**145,5**	**21,9**	**4,8**
1968 Janvier	34,6	81,0	139,3	22,2	4,7
Février	35,7	78,4	144,1	21,6	4,7
Mars	35,7	77,7	151,8	23,2	5,0
Avril	35,7	64,3	135,7	21,6	4,6
Mai	33,0	59,4	144,1	23,0	4,7
Juin	31,9	49,8	134,9	21,9	4,9
Juillet	41,9	54,2	143,4	21,4	4,0
Août	37,3	57,6	151,3	19,6	3,6
Septembre	44,2	60,6	146,4	21,9	5,6
Octobre	45,7	62,5	150,0	22,7	5,8
Novembre	35,9	69,2	146,7	20,8	5,3
Décembre	43,3	74,9	158,0	23,1	5,4

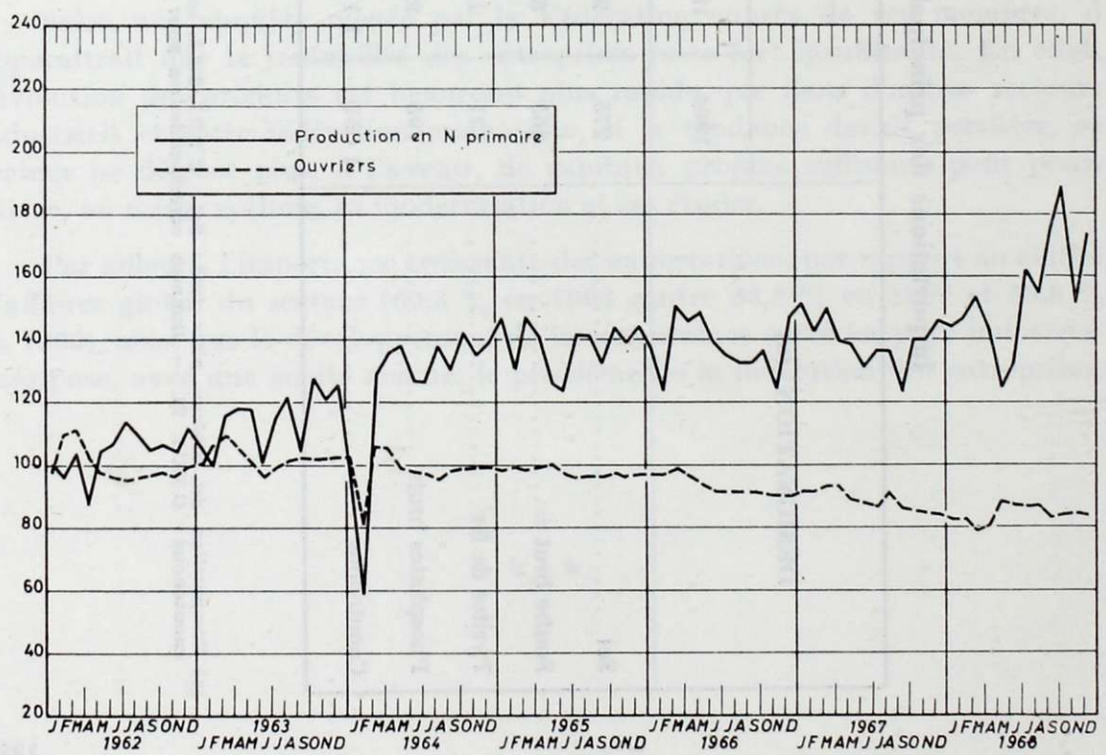
(a) En 1.000 t N.
(b) En 1.000 t marchandises.
(c) Ramenés à 100 % monohydratés.
(d) Non compris la production de chaussures, mais y compris la production de pneumatiques pour vélos.

Sources : Institut National de Statistique.
Distigoudron.

Industrie de l'azote

Protection et personnel occupé

(1958 = 100)



Source : Institut national de Statistique.

Commerce extérieur de produits chimiques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Produits chimiques organiques	2 760	3 418	3 773	4 646	5 964	1 449	2 001	2 512	2 755	5 246
Eléments chimiques ; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	993	1 109	1 175	1 410	1 939	994	989	1 246	1 414	2 091
Autres éléments chimiques et composés	997	1 086	935	921	1 122	1 112	1 437	1 307	1 450	1 989
Produits pharmaceutiques	2 567	3 220	3 311	3 968	4 612	1 214	1 511	1 636	1 976	2 315
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas)	2 446	2 622	2 478	2 681	2 596	5 773	6 957	6 035	6 800	7 984
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel	147	115	131	95	119	23	25	32	24	32
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	114	107	113	127	157	242	254	241	244	248
Savons et produits d'entretien	420	499	579	687	859	728	806	940	1 218	1 280
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	525	653	739	830	954	187	236	262	323	384
Produits pour teinture, tannage et colorants	1 691	1 852	2 043	2 090	2 257	951	1 067	1 145	1 138	1 290
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	3 933	4 428	5 177	5 414	6 108	1 935	2 715	3 649	4 309	6 416
Articles en matières plastiques artificielles	1 003	1 339	1 586	1 687	2 021	1 009	1 169	1 561	1 711	1 929
Produits photographiques et cinématographiques	390	596	594	720	1 014	4 024	4 313	4 468	4 933	5 320
Allumettes	7	6	6	6	8	139	156	149	149	171
Explosifs	191	172	147	165	158	257	260	299	252	237
Articles en caoutchouc	2 361	2 597	3 005	2 900	3 148	1 549	1 733	1 945	2 104	2 554
Produits chimiques divers	2 067	2 433	2 901	2 917	3 741	1 020	1 467	1 843	1 955	2 312

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1968.* — Produits chimiques... : C.T.C.I. 512; éléments chimiques... : C.T.C.I. 513; autres éléments... : C.T.C.I 514 + 515; produits pharmaceutiques : C.T.C.I. 54; engrais manufacturés.. : C.T.C.I. 56; engrais naturels... : C.T.C.I. 271.1 + 271.2 + 271.4; goudron... : C.T.C.I. 52; savons... : C.T.C.I. 554; huiles essentielles... : C.T.C.I. 551 + 553; produ ts pour... : C.T.C.I. 53; matières plastiques... : C.T.C.I. 581; articles... : C.T.C.I. 893 + T.D. 4202.00 + 4202.10 + 4202.15 + 4202.25; produits photographiques... : C.T.C.I. 862; allumettes : C.T.C.I. 899.32; explosifs : C.T.C.I. 571; articles en caoutchouc : C.T.C.I. 62 + 841.6; produits chimiques divers : C.T.C.I. 599. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de produits chimiques
Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Produits chimiques organiques.	185 071	225 407	274 229	362 063	527 548	197 567	242 318	291 021	265 641	469 978
Eléments chimiques; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	196 480	206 490	213 925	258 856	501 134	239 999	215 331	262 030	310 781	568 939
Autres éléments chimiques et composés	187 893	163 874	137 789	140 864	158 688	380 488	434 776	295 084	370 665	526 471
Produits pharmaceutiques ...	4 335	5 013	5 528	6 050	7 201	2 751	3 074	3 239	3 549	3 690
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas) ...	1 459 945	1 562 409	1 497 092	1 629 261	1 663 909	3 857 637	4 138 393	3 715 843	4 146 438	4 656 849
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel ..	180 820	151 424	137 763	96 694	105 391	8 486	9 704	12 500	10 723	13 057
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	63 691	65 057	72 536	81 214	114 078	113 838	133 647	129 394	123 376	116 830
Savons et produits d'entretien.	20 139	22 728	25 776	32 321	36 655	45 326	58 556	70 376	83 475	69 999
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	4 320	5 293	5 818	6 741	8 191	2 735	3 976	3 622	4 747	6 622
Produits pour teinture, tannage et colorants	40 759	44 335	50 775	51 185	52 642	48 729	52 198	50 490	39 608	43 067
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	156 071	182 588	223 363	248 379	292 577	51 540	68 251	89 946	130 837	231 482
Articles en matières plastiques artificielles	10 187	13 758	16 243	30 784	24 071	11 083	14 260	18 143	26 752	27 538
Produits photographiques et cinématographiques	2 555	4 489	4 281	4 916	7 722	19 616	20 016	20 579	23 577	23 301
Allumettes	463	336	289	270	325	4 771	5 129	4 662	4 524	5 075
Explosifs	2 461	1 743	1 648	1 744	3 202	5 038	5 385	5 019	3 784	3 885
Articles en caoutchouc	38 909	44 376	51 862	51 231	54 939	32 344	38 186	42 742	41 880	51 241
Produits chimiques divers ...	143 637	163 866	210 282	207 194	246 480	66 743	85 842	91 776	97 656	131 720

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 127.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 3. — INDUSTRIE TEXTILE

En 1967, la pression des importations à prix anormalement bas et la faiblesse de la consommation intérieure, avaient entraîné une régression de 7,7 % de l'ensemble de la production de l'industrie textile belge.

Toutefois, en fin d'année, un redressement s'était esquissé qui laissait entrevoir une meilleure orientation pour 1968. Ce redressement s'est confirmé en début d'année, puis s'est accéléré après les vacances. De ce fait, une amélioration progressive a affecté l'ensemble des secteurs textiles, en cours d'exercice et, d'après l'Institut national de Statistique, l'indice global de l'activité a progressé de 7,1 %, entre 1967 et 1968.

Les raisons de ce redressement doivent être recherchées, principalement, dans l'amélioration conjoncturelle qui s'est manifestée dans plusieurs des pays partenaires du Marché commun et surtout en République fédérale allemande où, par ailleurs, la détaxation de 4 % à l'importation a accéléré les ventes.

Par contre, la progression des ventes en France, qui s'était dessinée en début d'année, a été freinée jusqu'en fin d'année par suite des mesures de contingentement prises le 1er juillet, en conséquence des événements de mai et de juin.

Le marché britannique a également été perturbé par les conséquences de la dévaluation de la livre sterling, mais aussi par les mesures ultérieures du dépôt obligatoire, pour une durée de six mois, de 50 % de la contrevaleur des importations, qui ont entraîné l'annulation de nombreux contrats.

Par contre, les ventes se sont sensiblement développées vers l'U.R.S.S. où elles ont atteint, en 1968, une valeur de quelque 2 milliards de francs, contre seulement 600 millions il y a quatre ans. En outre, les ventes s'y diversifient, bien que la majeure partie des exportations consiste encore en filés de laine peignée.

En valeur, les ventes à l'étranger de produits textiles belges ont progressé de 15,2 %, entre 1967 et 1968, tandis que celles de matières textiles n'ont haussé que de 2,5 %. Calculée en quantités, l'augmentation est plus sensible encore puisqu'elle se monte à 20,1 % pour les produits et à 6,2 % pour les matières.

En 1967, les exportations avaient reculé, en valeur, de 6,8 % pour les produits et de 12,6 % pour les matières tandis qu'en quantités elles avaient fléchi, respectivement, de 3,8 et 6,1 %.

Mais ce développement des commandes en provenance de l'étranger ne s'est pas réparti également entre les diverses branches du secteur. En effet, les exportations de couvre-parquets, tapis et tapisseries (+ 20,3 %), de filés en fibres synthétiques (+ 38,6 %), de tissus de fibres synthétiques (+ 40 %) et de tissus et feutres caoutchoutés et imprégnés (+ 233 %) ont connu les améliorations les plus marquées dans un ensemble de produits où tranchent la stagnation des filés de laine et poils, des tissus de cotons et quelques reculs (filés de lin, filés de jute).

Par ailleurs, il y a lieu de noter que la progression des importations de produits textiles (23 % en quantités et 20,6 % en valeur) est plus sensible que celle des matières textiles (10 % en quantités et 9,8 % en valeur).

Dans le domaine de la production, 1968 aura été une bonne année, contrairement à 1967 où le fléchissement était général, sauf dans le secteur des fibres synthétiques. Toutes les branches n'ont pas connu une progression parallèle et certains reculs ont même été enregistrés, mais on peut estimer que, dans l'ensemble, le mouvement de rattrapage est arrivé à son terme et que, dans certains domaines, une nouvelle avance, par rapport aux maxima atteints antérieurement, a été prise.

Le lavage et le carbonisage ainsi que le peignage de la laine ont progressé, respectivement, de 3,7 et 9,3 %.

La Belgique qui est, par le volume total traité, la septième puissance textile du monde, a produit, en 1968, 72 616 tonnes de filés de laine, dont 51 065 tonnes de fils peignés (+ 20,1 %) — ce qui constitue un nouveau record historique — et 21 551 tonnes de fils cardés (+ 16,6 %). Par contre, la production des tissages a quelque peu baissé (— 2,9 %).

Il y a toutefois lieu de noter que, malgré le mieux observé sur le plan de la production globale, la rentabilité reste médiocre et pèse sur l'avenir de cette industrie.

La situation reste préoccupante dans le secteur cotonnier qui représente un tiers de l'ensemble de l'activité du textile belge et qui occupe près de 30 % de son personnel, mais une amélioration s'est dessinée en 1968. En effet, si les ventes et les prix ont fortement fléchi en début d'année, à partir de juin la tendance s'est renversée. Les prix se sont, ainsi, progressivement améliorés mais se situent encore à un niveau fort bas.

Après quatre années de recul, la production des filatures a haussé, en 1968, de 5,2 %, tandis qu'en tissage l'amélioration a été beaucoup moins sensible (+ 0,5 %).

Dans ce domaine, l'avenir reste incertain car les importations de tissus en provenance des pays de l'Est continuent à perturber l'ensemble du marché.

En tapis de coton, les quantités produites sont en progrès de 7,1 % et se situent au niveau de celles de 1966.

Dans le secteur du lin, la production des filatures est restée stable tandis que celle des tissages est bien orientée (+ 13,1 %).

D'une année à l'autre une légère amélioration a pu être constatée dans les filatures de jute (+ 2,4 %) tandis que l'activité des tissages n'a guère varié (+ 0,8 %). Toutefois, la fabrication de tapis de jute a nettement reculé (— 13,8 %).

Les productions de fils et fibres de rayonne, tout comme celles de tissus de rayonne, ont à nouveau sensiblement progressé ; respectivement de 16,2 et 10,6 %.

Le tissage de fibres synthétiques a encore accéléré son développement impressionnant (+ 80,8 %) pour atteindre 25 791 tonnes en 1968 ; en 1961, 1 114 tonnes seulement de ces fibres avaient été tissées en Belgique.

Après deux années de stagnation et malgré le recul de la fabrication de fils viscose (— 15,4 %), les filatures de fils et fibres artificiels ont à nouveau accru leur activité (+ 10,5 %).

La production des filatures de fibres dures a atteint 49 222 tonnes, ce qui représente une hausse de 13,1 % par rapport à 1967.

La situation s'est quelque peu améliorée dans la bonneterie puisque, d'après l'Institut national de Statistique, l'indice de l'activité se situe, en 1968, à un niveau supérieur de 1,8 % à celui de l'année précédente. Toutefois, selon le Comité central de la bonneterie la progression serait sensiblement plus élevée ; exprimée en nombre d'articles, elle atteindrait en effet 10 %, tandis que le chiffre d'affaires global serait supérieur de 12 %.

Le développement de cette branche textile qui occupe 9 000 ouvriers, dont le chiffre d'affaires se monte à 9 milliards et dont 85 % des exportations sont destinées aux pays partenaires du Marché commun, se poursuit donc favorablement. 45 % de la production totale est exportée et le premier client reste les Pays-Bas.

Cette branche, qui fait preuve de beaucoup de vitalité, s'est assurée une place honorable dans la C.E.E. en prenant de 5 à 6 % du chiffre d'affaires communautaire et 10 % des exportations totales du Marché commun, mais le problème de sa concentration reste posé.

★
★ ★

Production textile

Filatures, tissages, préparation de la laine

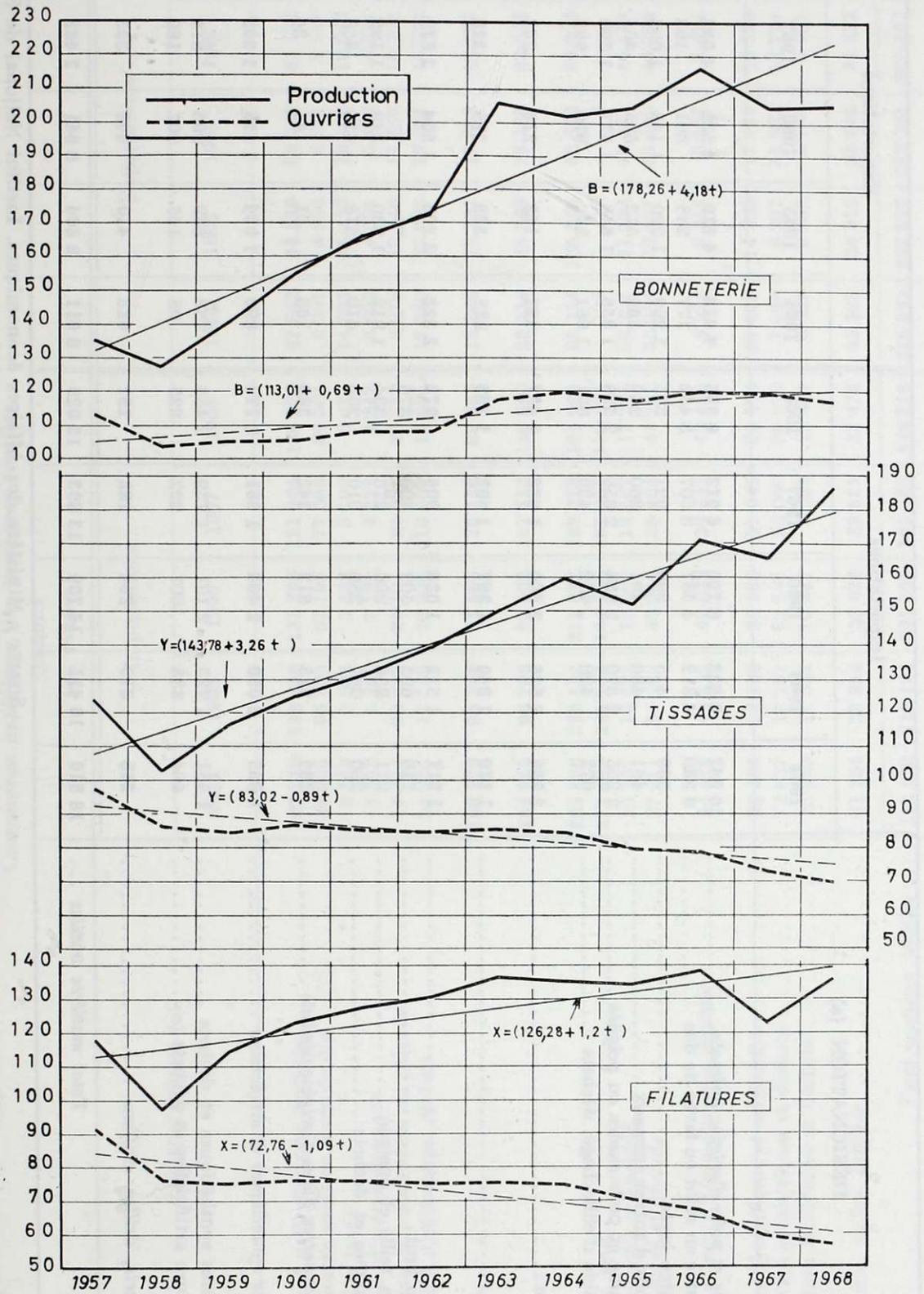
(en tonnes)

DESIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Préparation de la laine :							
Lavage et carbonisage de la laine	25 473	26 677	23 245	21 155	20 072	20 488	21 236
Peignage de laine	31 545	31 898	31 120	32 772	32 088	27 013	29 538
Filatures :							
Coton	107 958	110 179	110 807	102 175	98 113	87 576	92 089
dont : coton fin et filés mixtes	(83 670)	(82 652)	(83 730)	(74 635)	(70 048)	(61 355)	(64 202)
fibres de rayonne	(12 278)	(15 579)	(15 490)	(16 976)	(18 233)	(16 829)	(19 560)
Laine cardée	20 020	21 496	23 207	21 700	22 207	18 484	21 551
Laine peignée	38 538	42 914	39 096	42 895	47 457	42 534	51 065
Lin	14 340	13 905	13 997	14 683	14 588	12 929	12 858
Jute	76 992	81 759	83 767	81 238	85 739	82 593	84 596
Fibres dures	46 841	45 131	50 414	48 980	57 062	43 539	49 222
dont : fils simples	(35 835)	(33 933)	(38 760)	(38 809)	(44 857)	(35 053)	(41 757)
ficellerie et cordages	(11 006)	(11 198)	(11 654)	(10 172)	(12 205)	(8 487)	(7 465)
Fils et fibres artificiels	35 764	36 084	38 009	36 590	39 867	39 373	43 511
dont : fils viscose	(11 132)	(11 361)	(11 688)	(11 593)	(11 664)	(11 190)	(9 466)
fils acétate	(1 797)	(1 962)	(2 033)	(2 002)	(5 580)	(6 959)	(7 666)
fibres	(22 835)	(22 761)	(24 288)	(22 995)	(22 623)	(21 224)	(26 379)
Tissages :							
Coton (a)	79 434	82 312	85 876	75 400	73 976	68 369	68 677
Lin	8 441	8 556	7 580	7 902	8 756	7 291	8 245
Laine (a)	35 180	36 311	38 936	38 284	40 813	36 082	35 041
Rayonne et fibres de rayonne (a)	12 874	16 065	17 677	16 877	21 105	20 939	23 166
Fibres synthétiques (a)	2 310	3 525	4 386	4 770	10 150	14 262	25 791
Jute (a)	33 866	34 426	34 521	35 699	37 525	35 804	36 100
Tapis :							
Coton	10 637	11 251	10 835	8 036	7 424	6 975	7 467
Laine	19 165	19 106	21 332	22 493	26 774	24 741	23 924
Jute	5 153	6 773	8 552	8 337	8 959	8 585	7 403
Couvertures (coton et laine) (b)	5 394	5 190	5 396	4 790	5 184	5 335	5 635
Tissus, velours et peluches d'ameublement	23 149	22 628	23 979	21 418	20 372	19 495	20 199
dont : coton	(18 442)	(17 959)	(18 202)	(16 373)	(15 242)	(14 225)	(14 445)

Industrie textile

Production et personnel occupé

(1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des matières textiles

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Laine et poils d'origine animale	10 247	8 533	8 790	6 972	6 955	4 484	4 670	4 585	4 036	3 776
Laine en suint ou lavée de dos	6 330	4 812	4 587	3 607	3 452	177	288	301	163	144
Laine lavée	539	445	396	321	335	1 299	1 220	1 148	1 095	963
Poils d'autres animaux	451	486	491	260	249	569	572	595	465	461
Laine et poils cardés ou peignés	2 255	2 370	2 834	2 358	2 528	1 358	1 648	1 571	1 390	1 376
Laine d'effilochage, déchets	672	420	482	426	391	1 081	942	970	923	832
Coton	2 985	2 536	2 509	1 928	2 427	191	192	218	203	148
Jute	1 170	1 240	1 257	1 402	1 385	225	309	275	228	190
Lin	1 217	1 312	1 028	906	973	2 322	2 208	1 804	1 575	1 544
Lin brut	716	695	502	420	376	—	—	—	—	1
Lin teillé et épeigné	271	356	296	276	334	1 912	1 830	1 389	1 192	1 132
Etoupes et déchets	230	261	230	210	263	410	378	415	383	411
Soie et autres fibres d'origine végétale	788	513	513	342	360	105	61	41	24	15
Fibres synthétiques et artificielles	1 885	2 058	2 408	1 981	2 778	856	1 034	1 170	1 003	1 598
Fibres synthétiques et déchets	1 481	1 725	2 101	1 759	2 453	758	869	963	814	1 185
Fibres artificielles et déchets	404	333	307	222	325	98	165	207	189	413
Friperie, drilles, chiffons	218	219	204	162	151	428	410	448	393	379
Total matières textiles	18 510	16 411	16 709	13 693	15 029	8 611	8 884	8 541	7 462	7 650

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1968.* — Laine et poils... : C.T.C.I. 262; laine en suint... : C.T.C.I. 262.1; laine lavée : C.T.C.I. 262.2; poils... : C.T.C.I. 262.3 + 262.51 + 262.59; laine et poils... : C.T.C.I. 262.7 + 262.8; laine d'effilochage... : C.T.C.I. 262.6 + 262.9; coton : C.T.C.I. 263; jute : C.T.C.I. 264; lin : C.T.C.I. 265.11 + 265.12 + 265.13; lin brut : C.T.C.I. 265.11; lin teillé... : C.T.C.I 265.12; étoupes... : C.T.C.I. 265.13; soie et autres... : C.T.C.I. 261 + 265.2 + 265.3 + 265.4 + 265.5 + 265.8;; fibres synthétiques et artificielles : C.T.C.I. 266; fibres synthétiques... : C.T.C.I. 266.21 + 266.22 + 266.23 + 266.4 — T.D. 5603.30 — 5603.50 — 5603.70

Commerce extérieur des matières textiles

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Laine et poils d'origine animale	**143 776**	**139 486**	**137 286**	**121 908**	**135 872**	**47 542**	**54 696**	**52 741**	**47 160**	**48 665**
Laine en suint ou lavée de dos	99 203	95 230	87 198	77 366	86 501	2 201	4 284	4 267	2 581	2 888
Laine lavée	6 388	6 302	5 532	5 190	6 471	14 325	15 453	13 160	12 543	12 821
Poils d'autres animaux	5 986	5 860	7 129	4 322	4 852	3 698	4 391	5 470	4 377	4 626
Laine et poils cardés ou peignés	16 344	20 325	24 101	21 521	26 353	8 978	12 946	11 557	10 706	11 949
Laine d'effilochage, déchets	15 855	11 769	13 326	13 509	11 695	18 340	17 622	18 287	16 953	16 381
Coton	**109 779**	**95 246**	**97 686**	**76 120**	**89 564**	**15 269**	**14 791**	**16 558**	**16 707**	**14 116**
Jute	**105 958**	**96 786**	**99 502**	**107 312**	**130 899**	**22 734**	**28 366**	**25 386**	**22 824**	**20 658**
Lin	**255 456**	**272 592**	**212 687**	**189 328**	**169 988**	**89 314**	**100 869**	**92 573**	**90 053**	**90 239**
Lin brut	217 488	221 708	164 103	137 457	110 825	105	19	6	—	25
Lin teillé et épeigné	10 757	16 622	13 380	13 467	17 276	56 225	61 793	47 475	43 119	44 573
Etoupes et déchets	27 211	34 262	35 204	38 404	41 887	32 984	39 057	45 092	46 934	45 641
Soie et autres fibres d'origine végétale	**44 479**	**44 030**	**47 633**	**35 611**	**43 463**	**5 974**	**5 085**	**3 752**	**2 471**	**1 654**
Fibres synthétiques et artificielles	**26 360**	**28 732**	**33 335**	**31 045**	**52 454**	**10 425**	**14 535**	**17 135**	**18 355**	**34 274**
Fibres synthétiques et déchets	12 837	17 191	22 888	23 060	39 970	7 096	8 297	11 382	12 774	19 950
Fibres artificielles et déchets	13 523	11 541	10 447	7 985	12 484	3 329	6 238	5 753	5 581	14 324
Friperie, drilles, chiffons	**31 754**	**35 250**	**33 626**	**29 221**	**27 478**	**35 385**	**34 315**	**33 756**	**31 477**	**33 701**
Total matières textiles	**717 562**	**712 122**	**661 755**	**590 545**	**649 718**	**226 643**	**252 657**	**243 901**	**229 047**	**243 307**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 134.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits textiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Filés	4 443	4 476	5 664	5 107	6 773	8 854	9 382	10 592	9 788	10 927
— en laine et poils	1 029	1 077	1 131	780	773	4 740	4 854	5 081	4 301	4 404
— en coton	1 015	712	946	900	1 053	1 274	1 278	925	751	859
— en lin	185	162	142	122	132	382	355	323	278	225
— en soie	43	41	41	37	41	22	24	23	22	26
— en jute	33	8	37	43	46	559	596	624	659	614
— en fibres synthétiques	1 333	1 717	2 393	2 360	3 651	1 156	1 523	2 711	2 565	3 556
— en fibres artificielles	763	717	921	805	1 018	693	728	868	1 187	1 221
— en autres fils n. d. a.	42	42	53	60	59	28	24	37	25	22
Tissus du type standard	5 396	5 789	6 045	5 362	5 976	10 932	10 784	11 881	10 347	11 468
— en laine et poils	1 308	1 406	1 581	1 330	1 341	2 707	1 941	2 051	1 459	1 359
— en coton	1 568	1 489	1 459	1 396	1 640	3 499	3 315	3 274	2 576	2 588
dont : écrus non mercerisés	(328)	(375)	(341)	(208)	(171)	(385)	(376)	(416)	(325)	(399)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(1 240)	(1 114)	(1 118)	(1 188)	(1 469)	(3 114)	(2 939)	(2 858)	(2 251)	(2 189)
— en lin, chanvre et ramie	17	23	25	23	33	571	614	643	505	592
— en soie	128	129	122	112	120	13	11	9	6	5
— en jute	104	150	208	280	418	406	422	518	542	594
— en fibres synthétiques	1 043	1 291	1 475	1 087	1 282	1 376	1 667	2 227	2 087	2 922
— en fibres artificielles	1 196	1 264	1 137	1 106	1 110	2 201	2 645	2 987	3 005	3 268
— autres tissus n. d. a.	32	37	38	28	32	159	169	172	167	140
Autres produits textiles	6 945	8 341	10 135	9 941	11 856	14 455	16 448	19 097	18 591	22 215
Etoffes de bonneterie, non élastique, ni caoutchoutée, en pièces	639	845	1 031	889	1 102	653	591	781	903	1 072
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie	683	781	1 044	1 100	1 374	1 198	1 425	1 861	1 834	2 574
Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, autres que bonneterie	412	444	482	434	530	368	431	468	437	522

Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	1 655	1 895	2 333	2 543	3 144	2 500	2 882	3 368	2 913	3 030
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	83	103	107	92	130	178	185	185	159	146
Couverture et couvre-pieds	107	99	90	68	63	418	342	295	270	303
— de laine	(31)	(22)	(23)	(20)	(17)	(223)	(173)	(156)	(134)	(134)
— de coton	(2)	(4)	(6)	(7)	(6)	(33)	(38)	(29)	(29)	(24)
— d'autres	(74)	(73)	(61)	(41)	(40)	(162)	(131)	(110)	(107)	(145)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries	385	495	562	508	669	4 194	5 045	5 449	5 777	6 951
dont : tapis en laine ou poils fins	(219)	(280)	(299)	(265)	(311)	(2 533)	(3 237)	(3 476)	(3 364)	(3 597)
tapis en autres matières textiles	(59)	(54)	(35)	(28)	(26)	(1 082)	(1 109)	(1 084)	(993)	(942)
autres	(107)	(161)	(228)	(215)	(332)	(579)	(699)	(889)	(1 420)	(2 412)
Linoleum et couvre-parquets similaires	278	343	345	386	351	345	395	295	301	334
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	101	98	118	121	145	744	825	997	913	946
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	455	488	492	403	459	224	220	263	252	292
Articles en corde et ficelle	52	57	70	66	75	644	545	577	456	546
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	212	329	294	237	200	426	483	492	403	505
Ouates, mêches et articles en textile pour usages techniques	251	279	286	287	327	263	286	296	315	366
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	440	580	857	819	974	229	195	242	367	857
Autres articles en textile	229	267	399	454	551	361	480	698	697	1 045
Total produits textiles	**16 784**	**18 606**	**21 844**	**20 410**	**24 605**	**34 241**	**36 614**	**41 570**	**38 726**	**44 610**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1968.* — Filés : C.T.C.I. 651 — 651.8; en laine... : C.T.C.I. 651.21 + 651.22 + 651.23 + 651.24 + 651.25; en coton : C.T.C.I. 651.3 + 651.41 + 651.42; en lin : C.T.C.I. 651.51 + 651.52 + 651.53; en soie : C.T.C.I. 651.11 + 651.12 + 651.13 + 651.14 + 651.15; en jute : C.T.C.I. 651.92; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 651.61 + 651.62 +651.63 + 651.64 + 651.65; en fibres artificielles : C.T.C.I. 651.71 + 651.72 +651.73 + 651.74 + 651.75; en autres... : C.T.C.I. 651.91 + 651.93 + 651.94; tissus du type standard : C.T.C.I. 652 + 653 — 653.7 — 653.8; en laine : 653.21 + 653.22; en coton : C.T.C.I. 652; écrus... : C.T.C.I. 652.11 + 652.12 + 652.13; mercerisés... : C.T.C.I. 652.21 + 652.22 + 652.23 + 652.29; en lin... : C.T.C.I. 653.31 + 653.32; en soie : C.T.C.I. 653.11 + 653.12 + 653.13; en jute : C.T.C.I 653.4; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 653.51 + 653.52 + 653.53; en fibres articielles : C.T.C.I. 653.61 + 653.62 + 653.63; autres... : C.T.C.I. 653.91 + 653.92 + 653.93 + 653.94 + 653.95 + 653.96; étoffes... : C.T.C.I. 653.7; vêtements de dessus pour hommes.. : C.T.C.I. 841.11; vêtements de dessus pour femmes... : C.T.C.I. 841.12; linge de corps : C.T.C.I. 841.13 + 841.14; accessoires... : C.T.C.I. 841.21 + 841.22 + 841.23 + 841.24 + 841.25 + 841.26 + 841.29; vêtements et accessoires... : C.T.C.I. 841.41 + 841.42 + 841.43 + 841.44 + 841.45; cloches... : C.T.C.I. 655.71 + 655.72 + 841.51 + 841.53 + 841.54 + 841.59; couvertures... : C.T.C.I. 656.6; de laine : C.T.C.I. 656.61; de coton : C.T.C.I. 656.62; autres : C.T.C.I. 656.69; couvre-parquets... : C.T.C.I. 657.51 + 657.52 + 657.6 + 657.7 + 657.8; tapis en laine... : C.T.C.I. 657.51 + T.D. 5802.00 + 5802.10; tapis en autres... : C.T.C.I. 657.52 + T.D. 5802.20 + 5802.30 + 5802.40; autres : C.T.C.I 657.6 + 657.7 + 657.8 — T.D. 5802.00 — 5802.10 — 5802.20 — 5802.30 — 5802.40; linoleum... : C.T.C.I. 657.41 + 657.42; linge de lit... : C.T.C.I. 656.91; tulles... : C.T.C.I. 654; articles en corde... : C.T.C.I. 655.61 + 655.62 + 655.63; sacs... : C.T.C.I. 656.1 + 656.2; ouates... : C.T.C.I. 655.81 + 655.82 + 655.83 + 655.91 + 655.92; tissus... : C.T.C.I. 655.41 + 655.42 + 655.43 + 655.44 + 655.45 + 655.46; autres... : C.T.C.I. 655.1 + 655.5 + 656.92 + T.D. 4202.75 + 4202.80 + 4202.90. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des produits textiles

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Filés	**49 882**	**43 397**	**57 355**	**53 677**	**74 607**	**90 276**	**94 571**	**100 305**	**97 568**	**109 338**
— en laine et poils	7 423	7 822	8 205	5 595	6 014	25 349	26 654	28 459	24 549	27 176
— en coton	18 375	11 765	15 666	14 885	17 785	17 686	17 477	12 048	9 790	11 073
— en lin	1 839	1 753	1 503	1 216	1 510	6 461	6 537	6 435	5 992	5 089
— en soie	54	52	49	44	42	33	49	31	25	33
— en jute	1 472	318	1 334	1 293	1 384	25 050	25 367	24 340	25 716	26 125
— en fibres synthétiques	7 712	10 345	14 506	15 981	28 391	5 271	7 591	16 371	16 575	25 507
— en fibres artificielles	11 460	9 925	14 364	13 047	17 229	9 595	9 934	11 144	14 015	13 367
— en autres fils n. d. a.	1 547	1 417	1 728	1 616	2 252	831	962	1 477	906	968
Tissus du type standard	**34 102**	**36 869**	**38 676**	**36 680**	**44 728**	**78 971**	**77 409**	**85 038**	**75 082**	**83 689**
— en laine et poils	4 649	5 009	5 844	4 837	5 016	11 948	6 904	6 942	5 042	4 505
— en coton	13 263	12 498	11 875	10 518	11 225	28 848	26 866	26 664	20 349	20 717
dont : écrus non mercerisés	(4 873)	(5 373)	(4 992)	(3 014)	(2 309)	(4 801)	(4 631)	(4 726)	(3 756)	(4 656)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(8 390)	(7 125)	(6 883)	(7 504)	(8 916)	(24 047)	(22 235)	(21 938)	(16 593)	(16 061)
— en lin, chanvre et ramie	96	118	129	154	228	5 052	5 526	5 840	4 439	5 351
— en soie	84	91	61	59	64	58	46	32	11	10
— en jute	5 420	6 918	8 202	10 355	15 877	12 615	12 704	14 779	14 760	16 242
— en fibres synthétiques	3 228	4 070	5 234	3 711	5 255	4 573	5 834	8 408	7 525	11 679

Etoffes de bonneterie, non élastique, ni caoutchoutée, en pièces	2 623	3 578	4 696	4 101	5 313	2 494	2 103	2 814	2 982	3 837
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie.	1 250	1 441	2 105	2 360	3 029	3 810	4 546	5 575	5 455	7 519
Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, autres que de bonneterie	1 267	1 583	2 047	2 187	2 628	2 340	3 054	3 599	3 580	4 198
Linge de corps	642	1 225	1 649	1 075	866	1 464	1 564	2 361	1 659	1 482
Accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	623	659	786	700	893	897	989	1 037	998	1 179
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	3 297	3 708	4 251	4 688	6 036	4 821	5 408	6 379	5 483	5 797
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	156	231	197	168	185	273	251	233	199	247
Couvertures et couvre-pieds	834	637	549	587	515	3 538	3 028	2 450	2 350	2 727
— de laine	(181)	(127)	(140)	(143)	(120)	(1 057)	(776)	(636)	(608)	(580)
— de coton	(20)	(34)	(50)	(75)	(50)	(777)	(873)	(666)	(635)	(617)
— d'autres	(633)	(476)	(359)	(369)	(345)	(1 704)	(1 379)	(1 148)	(1 107)	(1 530)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries	5 875	6 865	6 507	5 845	7 498	43 819	47 903	49 178	52 673	64 264
dont : tapis en laine ou poils fins	(1 080)	(1 305)	(1 278)	(1 168)	(1 317)	(17 386)	(21 007)	(21 970)	(21 653)	(23 380)
tapis en autres matières textiles.	(735)	(590)	(353)	(264)	(262)	(16 632)	(16 150)	(15 239)	(14 100)	(13 421)
autres	(4 060)	(4 970)	(4 876)	(4 413)	(5 919)	(9 801)	(10 746)	(11 969)	(16 920)	(27 463)
Linoleum et couvre-parquets similaires	11 454	12 578	12 317	13 769	14 041	17 888	15 967	13 238	16 179	21 635
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	461	467	617	516	561	5 174	5 434	6 359	5 760	5 796
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	996	961	994	815	926	862	885	975	910	1 059
Articles en corde et ficelle	837	940	1 315	1 646	1 920	25 458	24 734	30 745	24 124	34 062
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	9 260	13 264	10 559	10 667	8 595	15 168	15 600	16 327	14 047	19 186
Ouates, mêches et articles en textile pour usages techniques	1 712	1 870	1 753	1 804	2 006	2 300	2 224	2 177	2 138	2 520
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	5 133	10 723	11 907	8 753	10 074	2 703	2 299	2 902	4 209	8 284
Autres articles en textile	2 138	2 437	3 671	4 479	5 684	6 117	8 781	11 775	14 920	19 951
Total produits textiles	**132 542**	**143 433**	**161 951**	**154 517**	**190 105**	**308 373**	**316 750**	**343 467**	**330 316**	**396 770**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 137.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Stocks de tissus

Situation au 31 décembre

(en tonnes)

NATURE DES TISSUS	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Coton	12 324	12 087	14 609	14 657	14 673	15 526	13 461
Lin	1 352	1 431	1 356	1 501	1 597	1 598	1 430
Laine	5 067	5 683	6 280	6 264	7 353	6 797	5 725
Rayonne et fibres de rayonne	2 388	2 506	3 484	3 260	4 982	3 059	3 160
Fibres synthétiques	500	612	830	848	2 027	3 210	4 910
Jute	2 220	2 814	2 715	2 633	2 619	3 131	3 155
Tapis de fibres dures	567	849	991	963	1 269	1 125	914

Source : Institut National de Statistique.

Production d'articles de bonneterie

DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Tissus à mailles (en tonnes) :							
Sous-vêtements	5 107	6 165	6 331	5 968	6 194	5 623	5 996
Vêtements de dessus et autres	3 265	3 963	3 579	3 673	4 099	4 569	5 325
Articles finis :							
Sous-vêtements (1.000 douz.)	2 964	3 470	3 473	3 321	3 327	3 357	3 452
Bas pour dames en fils synthétiques (1.000 douz. de paires)	2 449	2 728	2 799	2 811	3 085	3 097	2 942
Chaussettes, bas 3/4, socquettes (1.000 douz. de paires)	1 405	1 826	1 821	1 773	2 029	2 239	2 340
Articles de vêtements de dessus (1.000 pièces)	19 405	23 249	22 248	23 255	24 285	21 343	21 197

Source : Institut National de Statistique.

§ 4. — INDUSTRIES ALIMENTAIRES ET FABRICATIONS CONNEXES

La préparation des aliments occupe une place importante dans l'industrie belge de transformation ; le mouvement de concentration des entreprises n'y est pas très marqué.

En 1968, l'indice général brut de la production des industries alimentaires et des secteurs connexes (1958 = 100) a haussé de 2 %, contre 6 % l'année précédente.

La production a évolué de manière divergente selon les branches du secteur. Elle a fléchi dans les meuneries (— 4 %), au lieu du *statu quo* l'année précédente et en dépit du soutien de l'exportation. La production des fabriques de conserves de viandes et de légumes a beaucoup diminué (respectivement de 11 et de 14 %), malgré l'augmentation de la demande extérieure. L'année précédente, le volume de la production avait augmenté dans ces branches d'activité de 13 et de 23 % respectivement. La production de chocolat et de confiserie a diminué, de même que celle de chicorée et de pâtes (— 16,5 %). Pour ce dernier produit on avait déjà enregistré en 1967 un recul de 8 % par rapport à 1966. La production de bière a augmenté de 2 % et celle d'alcool de 12 %. La production de sucre a progressé (+ 9 %), ce qui est dû notamment à l'extension des emblavements.

On note aussi une augmentation de la production d'huile et de margarine et en particulier de l'huile brute (huile de lin brute exclue : + 12 %) et les huiles raffinées ou autrement transformées (+ 5 %). On a fabriqué plus de tourteaux et de schroots et produit plus de café torréfié.

Il y a aussi une avance pour les produits laitiers : le lait de laiterie, 1 % ; le lait écrémé, 8,5 % ; le lait battu, 5,5 %. La production de lait en poudre a augmenté de 17 %, celle de yoghourt de 10 %, celle des produits diététiques et spéciaux de 16 %, celle de beurre de laiterie de 18,5 % et celle de fromage frais de 9 % ; par contre, la production des autres sortes de fromages a diminué de 25 %.

L'industrie belge des produits laitiers demeure néanmoins dans une situation difficile ; elle s'adapte difficilement au Marché commun, instauré le 29 juillet 1968. Le prix du lait payé par les laiteries aux cultivateurs est plus élevé en Belgique que dans les autres pays de la C.E.E. Jusqu'au 29 juillet cette différence de prix était compensée par des subsides de l'Etat aux laiteries, par des prélèvements à l'importation et des restitutions à l'exportation. En octobre, un nouveau soutien de l'Etat a été accordé aux fabriques de poudre de lait ainsi que pour le stockage du lait et du fromage, mais ces mesures ont pris fin au 31 mars 1969.

Les exportations globales du secteur des produits alimentaires et des industries connexes ont augmenté de 8 % en valeur, comme l'année précédente. Les progrès les plus marquants ont été enregistrés pour les boissons non alcooliques (+ 24 %), les conserves de viandes (+ 47 %), les conserves de fruits et de légumes (+ 19 %), le miel artificiel (+ 11,5 %), le chocolat (+ 19,1 %), la margarine (+ 37 %) et les aliments pour le bétail (+ 18 %). Il n'y a eu un recul que pour les produits laitiers.

En quantité, les exportations globales ont augmenté de 13 % en 1968.

Quant aux importations, elles se sont accrues de 8 % en valeur (contre 6,5 % l'année précédente) et de 2 % en quantité.

★

★ ★

Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

DESIGNATION	Unité	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Production de farine	10^3 t	780,5	772,2	768,9	761,0	735,8	736,8	706,8
Matières premières déclarées par les brasseries	10^3 t	167,6	175,9	188,3	187,1	194,3	200,1	205,0
Production d'alcool (alcool à 50°, temp. 15° C)	10^6 lit.	28,2	27,5	32,9	39,3	33,2	29,3	32,9
Production de sucre :								
a) dans les fabriques	10^3 t	330,0	339,6	534,3	410,3	391,7	539,1	539,4
b) par transformation dans les raffineries	10^3 t	197,8	197,4	203,9	200,1	199,7	220,2	285,6
Production de margarine (apte à la consommation)	10^3 t	117,3	120,4	127,1	130,0	127,9	129,3	130,9
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10^3 t	11,4	10,5	12,1	12,1	14,2	13,8	13,4
b) autres huiles brutes	10^3 t	92,3	89,0	91,2	90,2	93,0	102,4	115,0
c) huiles raffinées ou autrement transformées	10^3 t	168,3	173,9	179,8	190,9	200,1	219,7	229,7
d) tourteaux et schroots	10^3 t	178,6	160,6	177,6	193,3	207,3	255,1	280,7
Production de confitures, fruits confits, etc.	10^3 t	32,1	29,8	31,2	32,2	32,8	33,6	...
Conserves de légumes	10^3 t	102,3	113,3	106,1	71,2	94,9	117,0	100,3
Conserves de viande	10^3 t	10,4	12,0	12,0	12,3	13,9	15,7	14,0
Production de biscuits, biscottes, pains d'épice	10^3 t	72,6	76,2	80,9	78,0	80,8	81,2	81,1
Production de chocolat et autres produits à base de chocolat	10^3 t	55,0	59,7	65,1	70,6	73,8	76,8	74,5
Produits de la confiserie, sans chocolat	10^3 t	36,4	38,1	36,3	36,7	39,6	41,1	40,9
Production de pâtes alimentaires	10^3 t	19,6	17,2	18,0	19,3	19,7	18,2	15,2
Production de chicorée	10^3 t	15,0	13,9	14,0	13,5	13,4	13,4	12,6
Production de café torréfié	10^3 t	35,5	36,0	38,0	37,8	38,6	39,2	40,4
Production de vinaigre (ramené à 8°)	10^3 t	13,9	13,0	13,8	12,3	13,1	13,7	13,7

Source : Institut National de Statistique.

Activité des laiteries et fromageries

DÉSIGNATION	Unités (a)	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Réception :								
Lait	10^3 lit.	1 630 037	1 644 396	1 711 893	1 952 724	2 198 759	2 402 602	2 581 828
Crème	tonnes	64 577	57 253	48 202	44 235	35 021	28 040	25 741
Préparation pour la consommation :								
Lait :								
a) Lait de laiterie avec marque de contrôle (b)	10^3 lit.	470 486	481 389	467 783	32 304	31 034	32 386	34 549
b) Lait ordinaire	10^3 lit.				457 143	465 277	476 612	478 083
c) Lait écrèmé	10^3 lit.	9 410	10 671	13 891	14 930	16 050	17 109	18 563
d) Lait battu	10^3 lit.	31 743	30 400	29 029	27 454	28 383	28 490	30 046
Crème	10^3 lit.	5 025	5 158	4 986	5 217	5 687	5 871	6 610
Fabrications :								
Beurre	tonnes	55 503	50 751	50 055	57 277	60 259	64 320	76 221
Fromages :								
a) Frais	tonnes	10 339	10 874	11 386	9 940	9 977	10 855	11 811
b) Autres (c)	tonnes	15 571	17 633	19 406	23 879	27 917	27 078	20 239
Poudre de lait	tonnes	54 692	56 894	64 581	86 698	104 760	120 401	140 690
Lait concentré	tonnes	25 030	28 308	30 952	27 520	34 931	46 150	36 363
Glace de consommation	10^3 lit.	14 444	17 156	20 037	20 692	22 956	27 544	26 383
dont : Crème glacée	10^3 lit.	5 812	11 214	8 916	10 584	11 634	14 011	14 500
Yoghourt	10^3 lit.	12 524	12 934	14 633	15 346	16 436	18 145	19 936
Aliments diététiques et spéciaux	tonnes	6 960	7 888	8 440	9 304	10 373	10 457	12 143

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.

(b) Lait à 32 g/l de matière grasse.

(c) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Boissons non alcooliques	283	273	336	402	470	85	103	125	139	172
dont : jus de fruits ou de légumes	(129)	(113)	(138)	(157)	(213)	(17)	(21)	(33)	(40)	(49)
Boissons alcooliques	2 295	2 755	2 785	2 871	2 942	639	760	905	910	940
dont : bière	(463)	(521)	(556)	(578)	(477)	(424)	(497)	(573)	(635)	(706)
vins	(1 324)	(1 589)	(1 650)	(1 728)	(1 850)	(191)	(234)	(311)	(255)	(205)
Préparations et conserves de viande	229	328	282	310	344	276	513	645	869	1 279
Préparations et conserves de poissons crustacés.	916	1 056	1 077	1140	1 127	24	14	16	20	21
Préparations et conserves de fruits et de légumes	1 131	1 234	1 423	1 573	1 595	788	1 000	1 015	1 082	1 290
Sucre et miel	662	234	419	404	487	867	986	739	947	1 056
Préparation à base de sucre	261	340	327	340	361	214	356	368	411	436
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	833	788	765	947	1 089	28	36	25	9	17
Chocolat et préparations au cacao	337	418	475	674	649	658	736	775	1 013	1 206
Margarine et graisses alimentaires	218	367	300	241	326	181	373	263	211	289
Aliments pour animaux	2 751	3 367	4 081	4 179	4 502	678	983	1 352	1 191	1 405
Produits laitiers	2 507	2 288	3 608	3 854	4 093	918	2 695	2 638	3 058	2 852
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	657	738	788	891	1 173	1 923	1 943	2 042	2 085	2 392
Huiles et graisses d'origine animale	471	649	625	509	386	102	154	167	156	169
Huiles d'origine végétale	1 048	1 160	1 093	1 125	1 351	408	486	475	619	667
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	807	898	992	1 180	1 333	642	522	1 205	1 097	769

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1968.* — **Boissons non...** : C.T.C.I. 053.5 + 111; jus de fruits... : C.T.C.I. 053.5; boissons alcooliques : C.T.C.I. 112; bière : C.T.C.I. 112.3; vins : C.T.C.I. 112.11 + 112.12 + 112.13; préparations et conserves de viande : C.T.C.I. 013; préparations et conserves... : C.T.C.I. 032; préparations et conserves de fruits... : C.T.C.I. 053 — 053.5 + 055; sucre et miel : C.T.C.I. 061; préparation à base de sucre : C.T.C.I. 062; cacao... : C.T.C.I. 072; chocolat... : C.T.C.I. 073; margarine... : C.T.C.I. 091; aliments... : C.T.C.I. 08 — 081.11 — 081.12 — 081.19; produits laitiers : C.T.C.I. 02 — 025; produits à base... : C.T.C.I. 046 + 047 + 048; huiles et graisses... : C.T.C.I. 411 — 411.31; huiles d'origine végétale : C.T.C.I. 42; extraits de café... : C.T.C.I. 071.3 + 099. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Boissons non alcooliques	299 177	313 778	386 110	213 477	81 038	758 601	198 405	193 312	79 288	18 755
dont : jus de fruits ou de légumes	(8 516)	(7 534)	(9 408)	(10 472)	(13 825)	(991)	(788)	(1 381)	(1 646)	(2 013)
Boissons alcooliques	160 570	185 200	174 652	182 817	191 190	68 917	79 569	94 418	92 381	94 439
dont : bière	(67 516)	(72 051)	(71 820)	(73 312)	(70 945)	(62 175)	(71 567)	(83 803)	(83 774)	(86 715)
vins	(83 265)	(100 796)	(92 369)	(98 779)	(107 024)	(6 118)	(7 257)	(10 052)	(7 842)	(6 490)
Préparations et conserves de viande	5 034	6 425	5 931	6 674	7 791	4 957	8 722	10 198	13 505	19 632
Préparations et conserves de poissons crustacés	23 336	24 628	23 599	23 371	22 384	404	297	309	374	332
Préparations et conserves de fruits et de légumes	89 360	78 064	86 395	93 377	87 730	68 604	85 589	79 816	86 525	104 595
Sucre et miel	174 567	123 444	190 144	151 858	165 572	113 347	145 930	118 923	174 540	219 639
Préparation à base de sucre	8 839	11 566	10 397	10 486	11 023	7 880	15 618	13 258	14 217	13 801
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	23 385	25 454	24 872	26 244	25 182	726	1 200	918	270	704
Chocolat et préparations au cacao	8 963	11 260	12 328	16 693	15 144	15 062	17 225	17 808	23 680	29 286
Margarine et graisses alimentaires	18 257	29 019	24 695	23 317	34 560	14 167	29 601	21 277	19 826	35 403
Aliments pour animaux	768 875	855 556	994 285	1 047 859	1 157 913	156 314	191 193	236 766	221 286	256 114
Produits laitiers	82 186	91 445	112 799	122 585	119 652	46 390	119 386	136 175	155 906	180 927
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	39 130	38 445	39 885	45 622	67 279	190 819	179 877	190 047	189 359	226 088
Huiles et graisses d'origine animale	51 866	60 521	63 537	67 779	62 105	10 268	11 913	15 262	17 408	22 458
Huiles d'origine végétale	85 117	80 815	80 276	89 112	105 855	26 918	29 759	32 234	46 649	55 504
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	27 235	29 947	36 326	44 674	52 942	26 251	23 576	50 170	46 525	34 891

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 145.

§ 5. — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION, DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET SECTEURS CONNEXES

1. — *Industrie de la construction.*

Dans le secteur de la construction, l'activité a légèrement fléchi, en 1968, et cette évolution a été favorisée par le mauvais temps et les grèves du début de l'année. La tendance générale n'a pas changé et l'activité n'a augmenté que dans le sous-secteur des travaux publics.

L'indice de l'emploi, établi par l'I.N.S. sur la base des moyennes mensuelles du nombre des travailleurs occupés (1958 = 100), s'est élevé à 108,3 points, en 1968, contre 113 en 1967 et 111 en 1966.

L'indice de l'activité dans la construction établi par l'I.N.S. a atteint 172,1 en 1968, contre 182,7 l'année précédente (1958 = 100). Si l'on considère l'évolution par trimestre, on constate une régression de 9,6 % au cours des trois premiers mois de 1968 par rapport aux mêmes mois à 1967 ; au deuxième trimestre elle a été de 12,6 % puis la situation s'améliorant, elle ne fut plus que de 0,3 % pour les troisième et quatrième trimestres.

Pour les habitations, la demande d'autorisations de bâtir a augmenté de 1,6 %, contre une diminution de 13 % un an plus tôt. On a en effet délivré 37 704 autorisations, contre 37 125 l'année précédente : 24 355 en Flandre, 9 254 en Wallonie et 4 095 à Bruxelles. Il y a eu 17 581 demandes de transformations, contre 21 245 : 8 343 en Flandre, 7 616 en Wallonie et 1 622 à Bruxelles.

Les demandes relatives aux bâtiments industriels et aux immeubles commerciaux ont diminué de 16,7 % (7 024 contre 8 430 en 1967) : 4 327 concernent la Flandre, 2 202, la Wallonie et 495, Bruxelles.

Le nombre des mises en chantier de nouveaux immeubles a encore diminué ; le recul est de 2 % pour les habitations (28 874, contre 29 469 en 1967) et de 18,4 % pour les immeubles non résidentiels (5 271 contre 6 456). Parmi les habitations commencées, 19 709 l'ont été en Flandre, 6 182 en Wallonie et 2 983 à Bruxelles ; la répartition des immeubles industriels et commerciaux dans ces trois régions est respectivement de 3 418, 1 531 et 322.

Le nombre des primes à la construction a encore fléchi : le recul est de 1 % par rapport à l'année précédente. En 1967, elles avaient augmenté de 7 %, sans toutefois atteindre le niveau de 1964 (19 076) ; en 1968 il n'y en a eu que 13 819.

Selon les Services du Premier ministre, les engagements de crédits ont été l'année dernière de 9 milliards de francs pour les travaux publics, de 11,9 milliards pour le Fonds des Routes et de 2,9 milliards pour le Fonds des Constructions Scolaires, contre respectivement 9,5, 9,3 et 3,2 milliards en 1967.

2. — *Industries des matériaux de construction et secteurs connexes.*

En 1968, la consommation de *ciment* a continué à croître, dans la Communauté économique européenne. Mais des différences notoires ont caractérisé l'évolution dans les divers pays. En effet, un fléchissement est apparu en Belgique et au Grand-Duché du Luxembourg tandis que la consommation restait stable

en France, progressait quelque peu en République fédérale allemande et se développait fortement aux Pays-Bas et en Italie.

Quant à la production globale du Marché commun, en progrès de 5 % par rapport à celle de 1967, elle se situe aux environs de 95 millions de tonnes.

En Belgique, la production totale de ciment, en 1968, atteint 5 742 923 t, contre 5 820 300 t en 1967, soit un fléchissement de 1,3 %, lié à une grève, au printemps, dans l'industrie de la construction. On constate une réduction de la fabrication de ciment Portland et de Clinker exporté, partiellement compensée par une hausse de la production de ciment métallurgique.

Les livraisons totales se sont élevées à 5 702 000 t, ce qui représente un recul de 101 000 t (— 1,7 %) par rapport à 1967. Elles ont fléchi de 161 000 t sur le marché intérieur, soit de 2,8 % ; par contre, elles ont augmenté de 8 000 t vers les Pays-Bas (de 1 086 000 à 1 094 000 t) et de 17 000 t vers les pays d'outre-mer (de 208 000 à 225 000 t).

Depuis de nombreuses années, l'industrie cimentière belge s'est efforcée d'améliorer sa position concurrentielle en modernisant ses installations et en procédant à des concentrations.

D'autre part et plus récemment, elle s'est intéressée à l'utilisation du ciment sous forme de béton ; en 1968, les livraisons de ciment belge aux centrales à béton ont représenté 24 % de la consommation de ciment. Un développement de cette orientation paraît encore possible ; dans d'autres pays cette proportion atteint 50 %.

Selon l'Institut national de Statistique, l'indice global de la production de l'industrie *du verre* est passé de 164,5 points en 1967 (base 1958 = 100) à 178,0 en 1968, ce qui correspond à une augmentation de 8,2 %. Cette hausse est la conséquence du progrès des quantités produites tant de verre plat (+ 8,8 %) que de verre creux (+ 7,1 %) alors que, l'année précédente, la hausse de cet indice — fort minime (+ 2,4 %) — était due à la bonne conjoncture qui régnait dans le secteur du verre creux.

En fait, c'est la première fois, depuis 1964, que la demande de verre plat s'est améliorée de façon sensible ; cela résulte sans doute de la reprise conjoncturelle qui s'est manifestée à l'intérieur du Marché commun, mais aussi d'un certain ralentissement dans le rythme de croissance de la capacité de production mondiale.

Toutefois, du fait que la concurrence est restée vive, il n'y a pas eu de hausse des prix de vente et les résultats d'exploitation ne seront que légèrement supérieurs à ceux de 1966 et 1967.

Les entreprises productrices de verre plat doivent d'ailleurs fournir un effort soutenu de recherche, de développement et d'investissement devant la rapidité de l'évolution technologique du secteur ; ceci explique aussi la forte tendance à la concentration.

Un nouveau verre de sécurité, à haute résistance mécanique, a été mis au point ; il semble être appelé à un grand avenir dans le domaine de l'automo-

bile. Par ailleurs, dans la fabrication des miroirs, d'importants perfectionnements techniques ont été réalisés, tant pour la production que pour le contrôle de la qualité.

L'industrie belge du verre creux a conservé un rythme normal d'expansion, surtout en bouteillerie où le volume total des ventes s'est maintenu, en 1968, au niveau de 1967, en dépit d'une vive concurrence.

La faiblesse relative du marché intérieur a pu être compensée par une nette hausse des ventes aux Pays-Bas. Par ailleurs, les produits belges ont subi, dans les pays du Marché commun, une concurrence accrue de la part des pays tiers, particulièrement en République fédérale allemande.

Il faut encore signaler que l'extension de la pratique de l'emballage perdu assure, à la bouteillerie, des perspectives favorables.

Quant à la gobeleterie, elle a à nouveau subi le contrecoup des importations des pays de l'Est ainsi que de la vive concurrence due à la surproduction des gobeleteries mécaniques de la C.E.E.

En cristallerie, on a pu observer, à partir de juillet, une reprise généralisée, mais très lente, après un recul important, en début d'année, dans le secteur des verres de table. L'extension de procédés mécaniques de fabrication des services de table, à l'étranger, laisse augurer le maintien d'une concurrence assez vive.

L'indice de production de *l'industrie de la terre cuite*, établi par l'Institut national de la Statistique, a baissé de 120,3 en 1967 à 104,2 en 1968, soit de — 13,4 %, alors qu'en 1967, une hausse de 1,6 % avait été enregistrée.

Ce fléchissement est général et a atteint des taux impressionnants dans certains secteurs ; ainsi, d'une année à l'autre, la fabrication de briques de parement a diminué de 14,4 %, celle de briques creuses perforées — dont la croissance ne s'était pas ralentie depuis de nombreuses années — de 13,5 %, celle de briques ordinaires tout format, de 14 % et celle de briques creuses pour hourdis, de 19,9 %. Quant à la production de tuyaux de drainage et de protège-câbles, elle a diminué de 3,8 %.

L'exercice 1968 est le plus mauvais qui ait été enregistré en Belgique depuis l'immédiat après-guerre : non seulement la production a fléchi nettement, mais les ventes ont été insuffisantes et les stocks demeurent élevés.

Dans *l'industrie des carrières*, l'activité globale a de nouveau fléchi (— 1,1 %) après la légère amélioration enregistrée l'année précédente (+ 1,3 %) mais de sensibles différences caractérisent les différents secteurs.

En effet, si la production de grès ne s'est située qu'à un niveau légèrement supérieur à celui de 1967 (+ 1,2 %), par contre celle de sable (+ 6 %), d'ardoise (+ 12,1 %) et de porphyre (+ 15 %) où la conjoncture reste particulièrement favorable, est en nette amélioration, tandis que des reculs sont constatés en marbre (— 6,1 %) et en petit granit (— 9,1 %).

La production de carbonates naturels a baissé de 21,7 % mais des progrès ont été enregistrés en calcaire, en chaux, en dolomies, en plâtre et en agglomérés de plâtres.

Dans *l'industrie céramique*, si la production de vaisselle de faïence et de porcelaine, de porcelaine électrotechnique, de grès artistique et divers, n'a guère varié d'une année à l'autre, des différences notables caractérisent l'évolution de l'activité des autres secteurs par rapport à 1967.

La production des carreaux de revêtement en faïence et en grès, des carreaux de parement en demi-grès (+ 8,3 %), des meules abrasives (+ 9,4 %), des produits silico-alumineux, siliceux et autres (+ 18,0 %), des quartz et quartzites (+ 18,1 %) et des argiles (+ 19,4 %) s'est sensiblement améliorée. Par contre les fabrications de dalles d'usines (— 1,5 %), de poterie (— 10,7 %), de silex (— 12,8 %), de céramique architecturale (— 17,8 %) et, surtout, de tuiles et accessoires (— 32,2 %) ont fléchi.

★
★ ★

Production de ciment

(en milliers de tonnes)

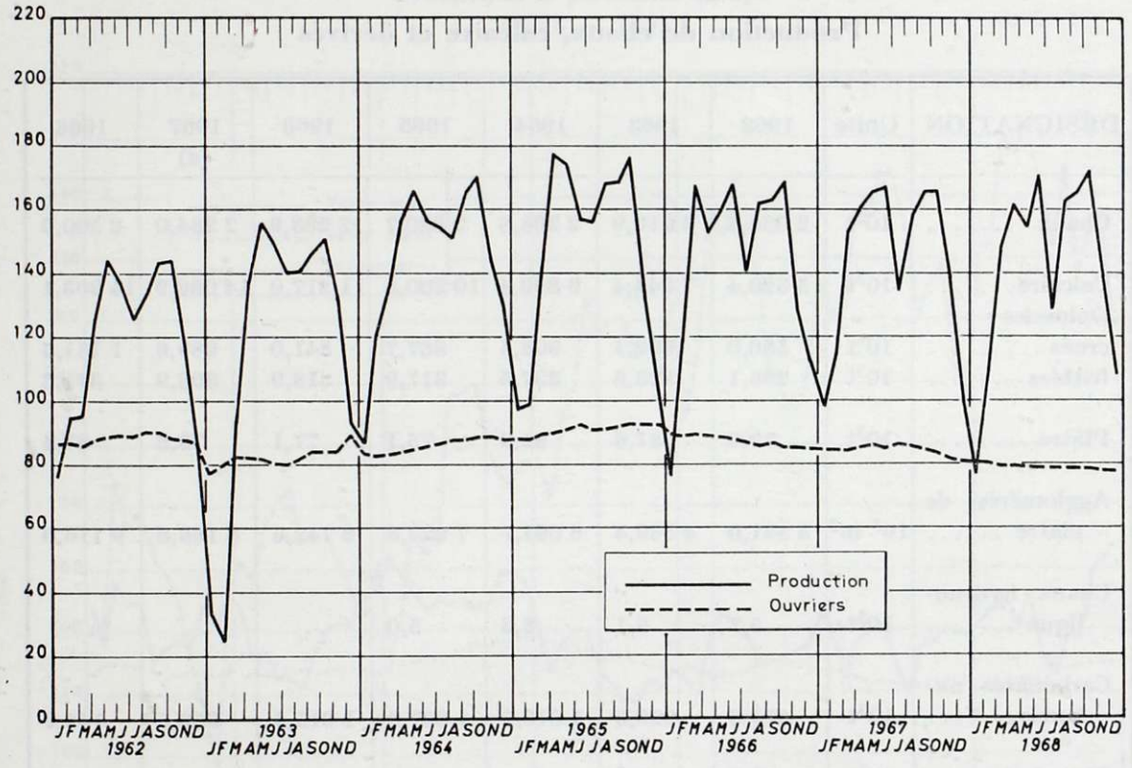
ANNÉE	Production
1957	4 705,2
1958	4 057,4
1959	4 438,6
1960	4 387,9
1961	4 753,9
1962	4 788,2
1963	4 709,4
1964	5 846,1
1965	5 904,9
1966	5 794,4
1967	5 820,3
1968	5 740,3

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du ciment

Production et personnel occupé

(1958 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Briques ord. tout format	10^6pi.	2 056,4	1 883,6	1 921,4	1 809,0	1 655,6	1 622,8	1 411,7
Briques de parement	10^6pi.	229,2	221,3	252,9	273,4	281,3	287,1	245,9
Tuyaux de drainage	10^3t	18,1	11,6	19,3	50,8	49,5	39,4	38,0
Protège-câbles	10^3t	26,6	28,7	32,5				
Briques creuses pour hourdis	10^3t	193,2	176,2	221,3	175,9	171,3	167,2	134,0
Autres briques creuses	10^3t	488,7	581,3	760,9	735,2	828,9	961,2	831,8

Source : Institut National de Statistique.

Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1962	1963	1964	1965	1966	1967 (a)	1968
Chaux	10^3t	2 036,4	2 019,9	2 298,8	2 330,7	2 233,9	2 284,0	2 500,9
Calcaire	10^3t	5 320,4	7 344,4	9 899,4	10 200,5	11 217,0	14 086,9	14 903,1
Dolomies :								
crues	10^3t	586,0	692,4	908,5	867,7	841,0	989,6	1 151,5
frittées	10^3t	296,1	323,6	337,5	317,9	318,9	303,9	371,3
Plâtre	10^3t	79,9	81,6	91,2	75,1	77,1	73,3	81,4
Agglomérés de plâtre	10^3 m^2	3 591,0	4 539,4	5 061,7	7 927,3	8 742,6	8 166,3	9 116,0
Chaux hydraulique	10^3t	5,7	5,1	8,6	5,0	..	..	..
Carbonates naturels	10^3t	875,8	829,3	1 010,0	1 067,3	1 015,4	952,5	744,2
Phosphates	10^3t	12,5	13,6	22,1	18,0	..	..	..

(a) Données rectifiées.

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie céramique

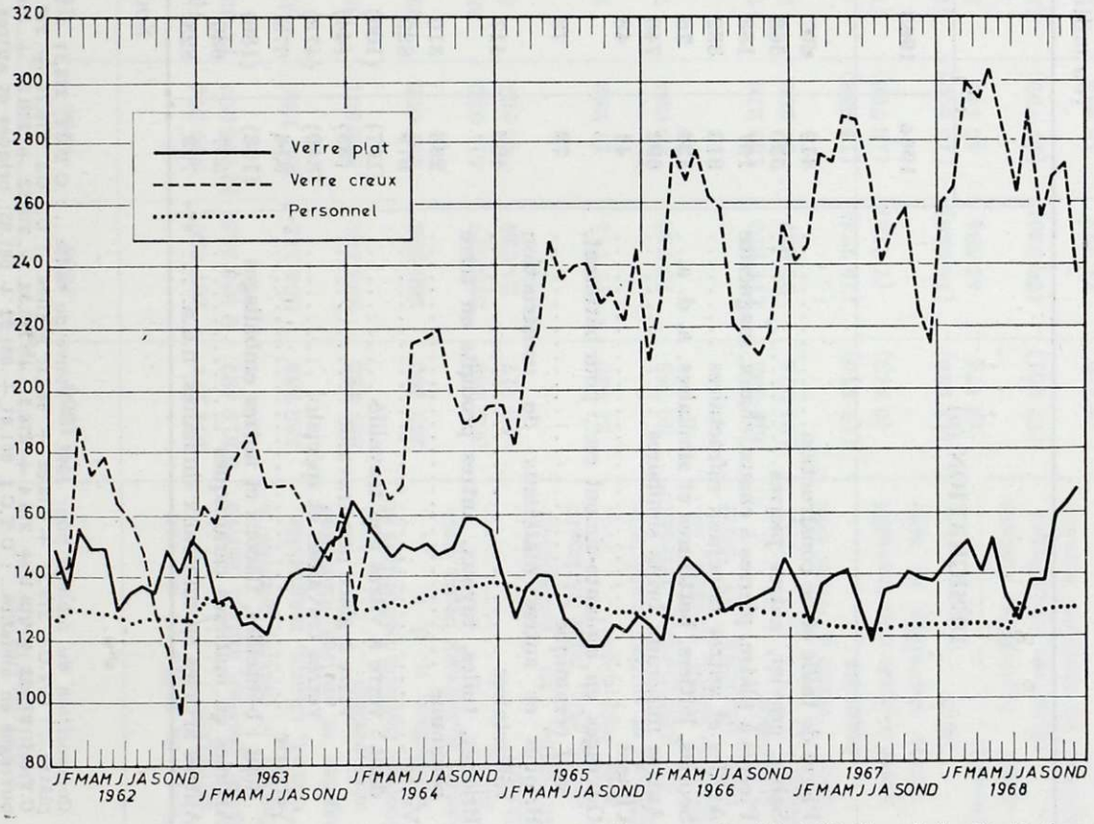
DÉSIGNATION	Unité	1966	1967	1968
Vaiselle de faïence et de porcelaine, porcelaine électro-technique, grès artistique et divers	t	8 759	8 315	8 386
Carreaux de revêtement en faïence et en grès, carreaux de parement en demi-grès	m²	2 115 761	1 925 957	2 085 518
Produits silico-alumineux, produits siliceux et autres	t	155 962	136 842	161 581
Dalles d'usines	t	6 574	5 175	5 097
Tuiles et accessoires	t	106 997	113 519	76 891
Meules abrasives	t	1 504	1 475	1 614
Céramique architecturale	t	28 977	30 168	24 782
Poterie	t	20 113	22 777	20 345
Argiles	t	181 128	166 647	198 950
Quartz et quartzites	t	260 532	297 769	351 749
Silex (broyé et pavé)	t	4 851	5 493	4 791

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du verre

Production et personnel occupé

(1958 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Pierre de taille et de construction	419	467	469	488	511	354	370	352	381	422
Sable, gravier, autres pierres	550	563	686	665	658	868	932	892	915	995
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite	167	183	188	183	202	280	304	305	341	353
Argiles et autres minéraux réfractaires	313	332	369	329	430	199	191	194	217	245
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a.	134	76	74	66	84	174	190	188	187	218
Autres minéraux bruts similaires	692	748	717	766	814	117	126	135	192	219
Ciment	41	43	56	68	68	904	1 059	894	835	842
Ouvrages en amiante-ciment etc., pour bâtiment, sauf céramique	79	73	84	94	123	1 141	1 170	1 108	1 208	1 329
Briques et autres matériaux de construction réfractaires	406	417	414	422	562	143	158	147	160	202
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	283	310	399	472	570	501	489	434	427	433
Verre	679	829	919	985	1 060	5 545	5 331	5 599	6 379	7 172
dont : verre à vitres non travaillé	(107)	(106)	(115)	(58)	(95)	(2 393)	(1 685)	(1 650)	(1 619)	(2 056)
verre à glace non travaillé	(35)	(44)	(94)	(120)	(129)	(1 181)	(1 120)	(1 155)	(1 182)	(1 282)
verres travaillés et spéciaux	(349)	(473)	(527)	(623)	(631)	(1 864)	(2 301)	(2 519)	(3 370)	(3 620)
Verrerie	614	678	703	763	855	1 265	1 516	1 611	1 643	1 851
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(163)	(186)	(193)	(250)	(300)	(790)	(931)	(939)	(988)	(1 100)
Articles en matières céramiques	587	636	661	648	721	270	310	302	301	346
Autres articles en minéraux similaires, n.d.a.	799	828	908	905	1 086	490	576	799	848	1 041

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1968.* — Pierre de taille... : C.T.C.I. 273.11 + 273.12 + 273.13 + 661.31 + 661.32 + 661.33; sable... : C.T.C.I. 273.3 + 273.4; pierres à plâtre... : C.T.C.I. 273.21 + 273.22 + 661.1; argiles... : C.T.C.I. 276.21 + 276.22 + 276.23 + 276.24; scories... : C.T.C.I. 276.62 + 276.68 + 276.69; autres minéraux... : C.T.C.I. 275.22 + 276.1 + 276.4 + 276.51 + 276.52 + 276.53 + 276.54 + 276.91 + 276.92 + 276.93 + 276.94 + 276.95 + 276.97 + 276.99; ciment : C.T.C.I. 661.2; ouvrages en amiante... : C.T.C.I. 661.81 + 661.82 + 661.83; briques et autres... : C.T.C.I. 662.31 + 662.32 + 662.33; briques, tuiles... : C.T.C.I. 662.41 + 662.42 + 662.43 + 662.44 + 662.45; verre : C.T.C.I. 664; verre à vitres... : C.T.C.I. 664.3; verre à glace... : C.T.C.I. 664.4; verres travaillés... : C.T.C.I. 664.5 + 664.6 + 664.7 + 664.8 + 664.91 + 664.92 + 664.93 + 664.94; verrerie : C.T.C.I. 651.8 + 653.8 + 665; bouteilles... : C.T.C.I. 665.11 + 665.12; articles en... : C.T.C.I. 663.91 + 663.92 + 666 + 812.2; autres articles... : C.T.C.I. 663 — 663.91 — 663.92. — Données correspondantes pour les années antérieures.

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Pierre de taille et de construction	204 277	207 620	180 274	165 274	166 395	1 288 505	1 185 253	1 125 648	1 298 354	1 521 304
Sable, gravier, autres pierres	9 315 487	9 898 585	11 825 907	11 822 342	11 993 233	8 638 640	9 016 024	8 097 282	8 363 312	9 238 235
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite.	583 333	604 115	617 120	600 036	641 442	1 193 412	1 287 670	1 167 616	1 259 344	1 306 365
Argiles et autres minéraux réfractaires	357 225	388 145	432 801	388 827	454 180	528 983	589 717	503 714	638 518	793 724
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a.	252 390	280 205	232 003	228 958	341 609	2 219 781	2 034 651	1 872 805	2 224 488	2 562 175
Autres minéraux bruts similaires	305 259	374 017	411 850	350 145	354 264	212 753	229 577	203 239	268 542	300 260
Ciment	30 117	24 028	43 867	55 842	49 829	1 434 712	1 726 492	1 424 165	1 337 726	1 370 783
Ouvrages en amiante-ciment, etc., pour bâtiment sauf céramique	21 420	17 114	17 282	20 437	27 451	220 342	217 824	196 769	208 020	220 424
Briques et autres matériaux de construction réfract.	80 785	78 748	72 084	78 429	96 646	41 073	45 068	38 390	45 009	52 850
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	132 035	117 270	152 216	173 449	182 089	236 109	212 406	178 262	130 562	111 917
Verre	101 278	96 637	94 200	99 044	105 705	497 597	433 100	424 145	425 426	486 881
dont : verre à vitres non travaillé	(12 370)	(13 774)	(15 588)	(4 831)	(9 762)	(288 881)	(198 639)	(187 148)	(176 854)	(221 251)
verre à glace non travaillé	(6 212)	(7 213)	(13 790)	(18 835)	(18 294)	(79 341)	(79 360)	(75 742)	(72 230)	(78 528)
verres travaillés et spéciaux	(11 950)	(14 036)	(15 865)	(22 812)	(22 961)	(124 505)	(145 915)	(144 791)	(165 741)	(169 858)
Verrerie	46 174	42 694	43 141	51 977	63 327	99 823	120 288	114 726	111 589	127 628
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(27 961)	(26 220)	(27 799)	(36 410)	(46 253)	(90 330)	(108 027)	(99 865)	(99 536)	(114 065)
Articles en matières céramiques	17 457	18 457	17 378	17 836	18 784	14 128	16 032	14 307	13 946	16 922
Autres articles en minéraux, n. d. a.	194 809	182 427	216 240	247 344	262 463	174 752	193 739	270 285	264 385	289 015

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 154.

§ 6. — INDUSTRIES DIVERSES

1. — *Industrie du papier et du carton.*

La consommation de papier et de carton dans les pays de la C.E.E. en 1968 a été influencée par la reprise conjoncturelle. La France a constitué une exception, mais une amélioration y est apparue en fin d'année.

Le relèvement de la consommation a permis de résorber dans une certaine mesure le surplus de la capacité de production en Scandinavie et dans les pays de la Communauté, mais son influence sur les prix a été faible.

La production de papier et de carton a augmenté de 16,2 % en 1968, contre seulement 3 % l'année précédente. C'est surtout la production de papier pour l'écriture et l'impression qui a progressé (+ 36,5 %). Pour le papier journal, la progression est de 16,7 % et pour la rubrique autres sortes de papier, qui comprend le papier blanc, le papier cellulose et les papiers spéciaux, elle est de 12,2 %. La production du secteur du papier kraft, du papier d'emballage, et du papier parchemin et parcheminé a augmenté par rapport à 1967, sans toutefois retrouver le niveau de 1965 et de 1966.

Les importations ont progressé en 1968 de 15 % en tonnage et de 15,2 % en valeur, contre 7,9 % et 2,1 % l'année précédente. Les exportations ont augmenté de 21,1 % en tonnage et de 21,3 % en valeur, contre respectivement 14 % et 6,6 % l'année antérieure.

2. — *Industrie du cuir.*

La production de l'industrie belge du cuir a progressé en 1968. L'indice général, établi pour ce secteur par l'Institut national de Statistique, a atteint 135,3 points, contre 122,1 en 1967 et 125,6 en 1965 (1958 = 100) ; après le fléchissement de 1967, la production a donc augmenté de 10,8 %, en 1968.

L'évolution dans ce secteur diffère selon les diverses branches. La production de cuir lourd (cuir à semelles et cuir technique) a augmenté de 22,1 %, après avoir fléchi de 14 % en 1967. La production globale a atteint 2 283 t en 1968, soit plus qu'en 1966 mais moins qu'en 1965.

La production de cuir léger s'est élevée à 59 952 pieds carrés, ce qui représente une progression de 9,3 %.

La production de pantoufles est revenue au niveau de 1966, mais celle de chaussures a encore décru davantage. Dans cette branche d'activité, la production a diminué de 6,3 %. En 1968, huit entreprises supplémentaires ont dû cesser leur activité ; il en reste 262.

L'emploi a encore diminué ; de fin 1967 à fin 1968 il a reculé de 9 % dans ce secteur qui n'occupe plus que 9 731 travailleurs. Le fléchissement des ventes de l'industrie de la chaussure s'est poursuivie, pour les mêmes raisons que dans le passé; les importations massives de chaussures à bas prix et la faiblesse structurelle de l'exportation.

3. — *Industrie transformatrice du bois.*

L'expansion de l'industrie du bois a continué. L'indice général de ce secteur, établi par l'I.N.S., (1958 = 100) a atteint 246,1 points pour 1968, ce qui représente une hausse de 13 % par rapport à 1967. En 1967, l'avance n'avait été que de 5 % par rapport à 1966.

Les ventes ont augmenté de 13,1 %, contre 5,8 % en 1967 et 14,2 % en 1966; c'est surtout en meubles, sièges et panneaux comprimés, qu'elles ont progressé alors qu'elles ont fléchi dans les secteurs du liège, de la caisserie, de la tonnellerie et des bois de placage, de même que dans la saboterie, où la diminution est régulière.

Les exportations ont augmenté de 3,1 % en quantité et de 18,1 % en valeur, contre respectivement un fléchissement de 7,8 % et une progression de 11 % en 1967. Les exportations de meubles surtout ont progressé; de 1964 à 1968 elles sont passées de 25 777 à 54 465 t pour les meubles en bois, en bambou et produits similaires ; elles ont donc plus que doublé. Les importations ont aussi augmenté, mais seulement de 15 659 à 28 027 t, pour la même période.

L'industrie belge du meuble a surtout pénétré sur le marché français.

Le taux d'utilisation de la capacité de production a été un peu plus défavorable en 1968 qu'en 1967. En janvier 1969 il était remonté à 87 %, contre 83 % en janvier 1967 et 81 % en 1968.

4. — *Industrie du tabac.*

En 1968, on a enregistré un progrès important en matière de droits d'entrée sur le tabac brut et sur les produits fabriqués.

Depuis le 1er janvier 1968, les droits d'entrée sur le tabac brut provenant des pays de la C.E.E., des pays associés d'Afrique, de Grèce et de Turquie ont été entièrement supprimés.

Dans le cadre du « Kennedy round », les droits d'entrée sur le tabac brut en provenance des pays tiers fixés à 28 % *ad valorem*, avec un maximum et un minimum spécifiques, ont été ramenés à 26 % *ad valorem*, le 1er juillet 1968. Les droits spécifiques ont été réduits dans la même proportion.

A la même date, les droits d'entrée sur les produits du tabac en provenance des pays de la C.E.E. et des pays associés ont été supprimés et un tarif extérieur commun de 180 % pour les cigarettes et le tabac haché et de 80 % pour les cigares et les cigarillos a été mis en vigueur.

Les pays du Benelux ont été autorisés à reporter au 30 juin 1969 l'adoption du tarif extérieur commun pour les produits de l'industrie du tabac.

En 1968, la production de l'industrie belge du tabac a augmenté de 2,4 %, contre 1,2 % en 1967 et une diminution de 3,5 % en 1966.

Le niveau de 1965 a ainsi de nouveau été atteint. La production de cigares a continué à progresser en 1968 : elle a augmenté de 15,3 % dépassant ainsi

légèrement le niveau de 1964 qui constituait un record. La production de cigarillos a encore fléchi, mais de 5,6 % seulement, contre un recul de 8,7 % l'année précédente. Après avoir un peu diminué en 1967, la production de cigarettes a augmenté de 2,8 %, en 1968. La production de tabac à fumer, en recul au cours des dernières années, a augmenté de 6,7 % en 1967 et de 2,4 % en 1968. La production des autres tabacs, qui avait progressé de 77,1 % l'année précédente, a fléchi de 58,9 % en 1968.

La consommation de tabacs est demeurée au niveau de 1967 (27 505 t contre 27 614 l'année précédente). D'après les quantités vendues, l'évolution est la suivante : la consommation de cigarettes a encore augmenté (on a acheté 1 646 cigarettes par habitant, contre 1 616 en 1967), celle de tabac a diminué (684 g contre 703 g en 1967). La consommation de cigares a diminué d'une unité par habitant par rapport à l'année antérieure (30 contre 31). La consommation de cigarillos a cependant augmenté de 78 à 83. La consommation de cigarettes représentait en 1968, 65 % de la consommation globale de tabac.

La quote-part des cigarettes avec filtre a augmenté de 3 % ; elle représente 55 % du marché des cigarettes.

Les exportations des produits du tabac ont atteint 434 millions de francs, soit 29,7 % de plus que l'année antérieure à prix courants. En 1966, la progression avait été de 1,6 % et en 1967 de 12,1 %. En volume, les exportations ont augmenté de 22,4 %, contre une légère avance de 1,7 % l'année précédente et un fléchissement de 4,9 % en 1966.

Les importations ont fléchi de 8,4 % en valeur, contre une augmentation de 19,2 % l'année précédente.

En volume, le fléchissement est de 17,3 %, contre une avance de 22,8 % en 1967.

5. — *Industrie diamantaire.*

Le chiffre d'affaires de l'organisme central de vente, qui représente environ 80 % de la production mondiale de diamants, s'est élevé à 30 milliards de francs belges, en 1968 contre 24,6 milliards en 1967. L'augmentation des ventes de diamants bruts, après une année de stagnation, peut s'expliquer en grande partie par les difficultés monétaires du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de la France, où le diamant taillé des qualités plus communes, est utilisé comme placement.

Les moyennes mensuelles des importations belges de diamants (diamants de joaillerie bruts et taillés) ont augmenté de 43,2 % (bruts) et de 46,5 % (taillés), contrairement à l'année précédente où les importations avaient fléchi par rapport à 1966.

La moyenne mensuelle des exportations a augmenté de 45,4 % pour le diamant de joaillerie brut et de 14,9 % pour le taillé. En 1967, les exportations avaient progressé de 24 % par rapport à 1966 pour la première catégorie et étaient demeurées inchangées pour la dernière.

L'augmentation des importations de diamants de joaillerie bruts a cependant intéressé presque exclusivement le commerce de transit. Le rythme d'accroissement des exportations de diamants de joaillerie taillés est plutôt faible par rapport aux importations, ce qui indique une stagnation de la production intérieure.

D'après les données de l'O.N.S.S., l'emploi s'élevait dans ce secteur, au 30 juin 1968, à ± 16 500 travailleurs et apprentis. Le nombre des travailleurs est demeuré à peu près stationnaire depuis 1966. Le nombre de contrats d'apprentissage ne s'est élevé qu'à un millier, contre respectivement 1 700 et 1 800 en 1966 et 1967. En 1968, 482 contrats d'apprentissage ont été rompus, ce qui apparaît assez important.

La concurrence de l'Inde a été fort sensible au cours des deux dernières années. Ce pays prétend travailler des pierres de qualité inférieure. Sur le marché anversois, on estime néanmoins que les diamants de joaillerie bruts qu'elle achète sont de plus en plus de qualité et de prix élevés. Grâce notamment à ses bas salaires, l'Inde demeure donc un concurrent redoutable. Israël, où l'industrie diamantaire jouit de la protection du gouvernement et où elle est efficacement organisée, exerce aussi une influence défavorable sur l'industrie diamantaire anversoise.

Il règne un certain malaise dans le secteur des petites pierres, qui sont taillées en dehors de l'agglomération anversoise. Pour les pierres plus grosses qui sont travaillées dans l'agglomération elle-même, la situation est meilleure.

★
★ ★

Industrie du papier et du carton

Production et transformation

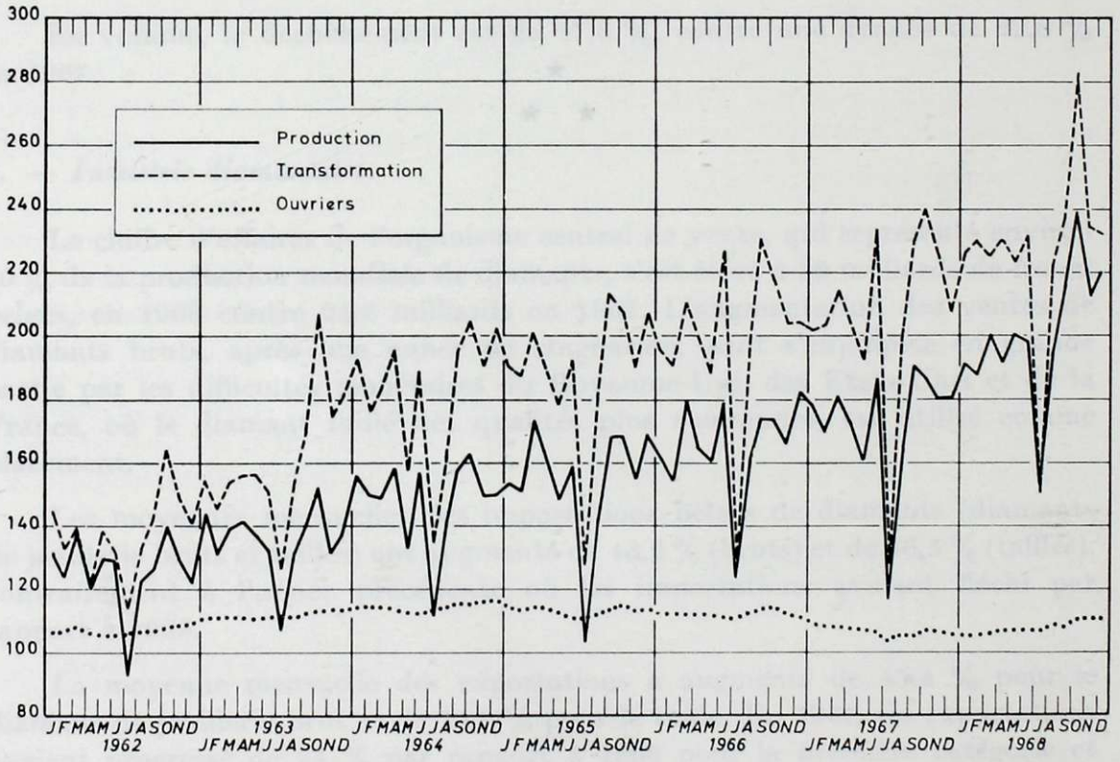
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968
Production :					
Papier journal	97,7	88,6	94,1	86,8	101,3
Papier d'écriture et d'impression	109,0	127,8	146,4	169,7	231,7
Papier kraft, d'emballage, papier parchemin et parcheminé	137,2	139,1	143,5	137,9	138,8
Autres papiers (a)	60,0	57,8	61,2	68,9	77,3
Carton	99,0	102,0	102,6	100,8	106,2
Total...	**502,9**	**515,4**	**547,8**	**564,2**	**655,4**
Transformation :					
Par les producteurs	72,2	64,6	68,9	88,6	102,5
Par les industries transformatrices	458,4	467,2	491,2	425,4	450,9
dont : Emballages	(248,8)	(263,1)	(277,2)	(284,7)	(303,2)
Papiers et cartons imprégnés	(127,2)	(122,7)	(127,6)	(138,4)	(141,4)
Total...	**530,6**	**531,8**	**560,1**	**514,0**	**553,4**

(a) La rubrique « autres papiers » comprend le papier blanc à autre usage que le papier d'écriture et d'impression, le papier cellulose et les papiers spéciaux.

Production, transformation et personnel occupé

(1958 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

DÉSIGNATION (a)	Importation					Exportation				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois à pâte	385	370	360	407	435	6	4	6	3	8
Pâte à papier et déchets de papier	1 765	1 718	1 891	1 931	2 269	199	439	543	649	778
Papier et carton	4 231	4 558	5 110	5 084	5 808	2 387	2 736	3 318	3 781	4 798
dont : papier journal	(497)	(551)	(589)	(637)	(638)	(348)	(265)	(135)	(257)	(228)
papier et carton kraft	(912)	(929)	(968)	(939)	(1 130)	(116)	(162)	(177)	(231)	(235)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(1 016)	(1028)	(1 076)	(1 043)	(1 046)	(154)	(238)	(577)	(640)	(775)
Produits de papier et de carton	969	1 148	1 326	1 461	1 794	760	921	1 020	956	1 174
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(323)	(381)	(453)	(513)	(667)	(252)	(373)	(403)	(343)	(415)
Imprimés	1 980	2 244	2 463	2 505	2 814	1 990	2 255	2 586	2 545	2 867
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Bois à pulpe	337 724	342 371	369 529	440 310	479 863	6 659	4 693	4 528	3 168	10 559
Pâte à papier et déchets de papier	265 947	250 905	286 654	297 376	366 268	89 988	128 672	155 140	187 742	217 342
Papier et carton	437 744	463 813	490 149	498 602	570 850	167 278	175 956	205 416	243 266	302 951
dont : papier journal	(67 984)	(76 616)	(79 606)	(86 729)	(88 277)	(42 934)	(32 369)	(17 313)	(30 918)	(29 919)
papier et carton kraft	(108 179)	(104 029)	(104 166)	(102 375)	(128 296)	(9 979)	(13 707)	(14 809)	(23 062)	(18 790)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(104 815)	(103 434)	(102 315)	(97 014)	(96 918)	(10 672)	(17 409)	(55 015)	(65 046)	(85 474)
Produits de papier et de carton	37 316	42 468	49 392	55 859	71 713	31 500	42 522	43 182	39 783	51 825
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(17 778)	(20 008)	(23 405)	(25 264)	(33 659)	(19 724)	(28 632)	(27 140)	(22 479)	(27 214)
Imprimés	38 007	42 260	45 897	48 025	52 412	48 602	52 187	57 073	56 611	59 926

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1968.* — Bois à pâte : C.T.C.I. 242.1; pâte à papier et... : C.T.C.I 251; papier et carton : C.T.C.I. 641 — 641.6; papier-journal : C.T.C.I. 641.1; papier et carton Kraft : C.T.C.I. 641.3; papier pour l'impression... : C.T.C.I. 641.21; produits de papier... : C.T.C.I. 642; sacs, boîtes... : C.T.C.I. 642.11 + 642.12; imprimés : C.T.C.I. 892. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Production de cuirs, chaussures et pantoufles

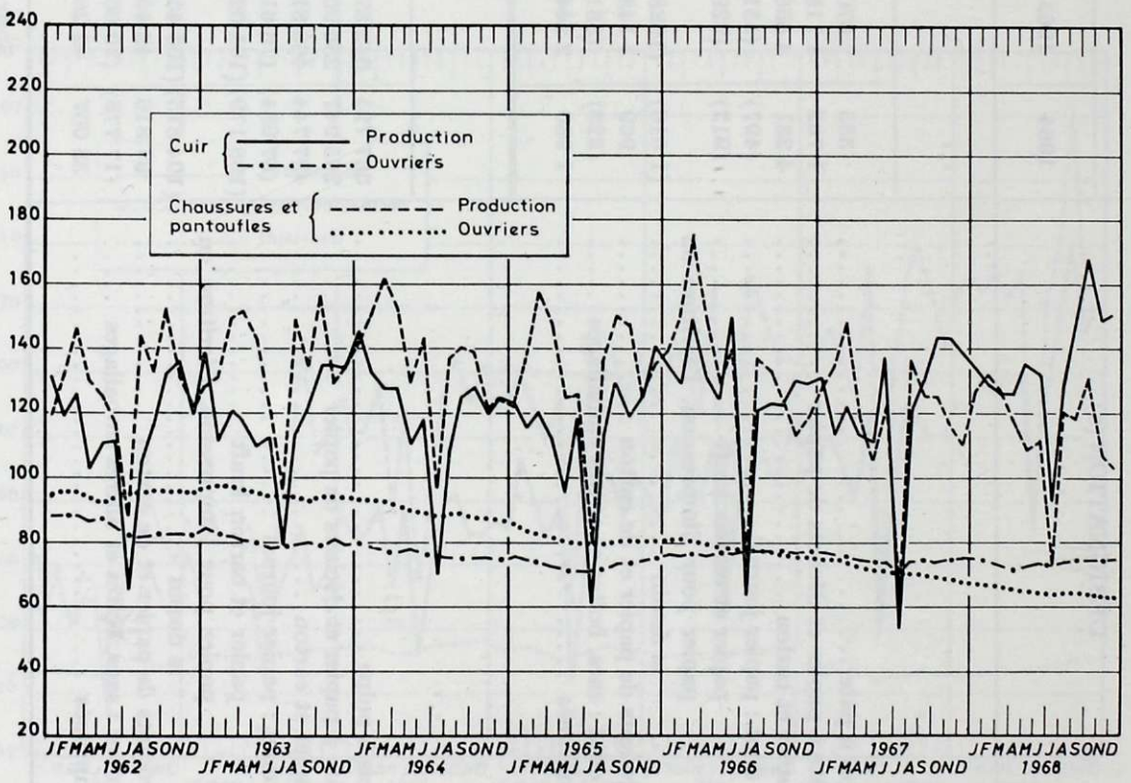
ANNÉE	Cuirs lourds de bovins (en tonnes)	Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	Pantoufles (en milliers de paires)
1959	2 861	44 756	13 758	7 512
1960	2 085	41 028	14 400	7 945
1961	2 612	46 152	14 959	8 829
1962	2 654	48 498	15 763	8 859
1963	2 403	51 822	16 152	10 592
1964	2 406	52 278	16 328	10 283
1965	2 455	49 329	15 907	9 303
1966	2 174	55 557	15 437	8 863
1967	1 870	54 841	13 952	8 571
1968	2 283	59 952	13 074	8 860

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du cuir, de chaussures et pantoufles

Production et personnel occupé

(1958 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
	VALEUR (en millions de francs)									
Peaux brutes	826	839	927	768	879	511	585	640	602	593
Pelleteries brutes	508	573	661	639	647	85	129	106	70	68
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	383	353	318	278	357	223	356	498	453	573
Cuirs et peaux préparés	977	1 017	1 061	829	896	623	737	931	979	1 092
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	1 125	1 278	1 472	1573	1 957	630	635	612	647	634
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	95	124	161	165	221	37	42	41	33	40
Chaussures ou parties n.d.a.	348	391	492	556	575	220	211	266	244	234
Vêtements et accessoires en cuir	85	84	110	96	126	391	348	408	358	363
Autres articles manufacturés en cuir	192	238	241	213	251	179	212	202	146	129
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Peaux brutes	31 368	30 837	29 273	29 970	34 722	31 025	31 697	28 404	32 645	32 676
Pelleteries brutes	5 782	4 329	4 574	4 618	4 258	906	1 008	917	472	700
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	436	345	307	293	413	679	572	564	459	659
Cuirs et peaux préparés	5 259	5 446	5 487	3 763	3 919	3 638	3 903	4 214	4 103	5 148
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	4 171	4 712	5 195	5 375	6 968	2 087	2 035	1 693	1 633	1 696
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	1 534	2 027	2 307	2 231	2 788	517	640	571	435	635
Chaussures ou parties n.d.a.	3 373	3 591	3 935	4 522	4 878	2 954	2 400	2 271	2 018	2 113
Vêtements et accessoires en cuir	99	118	131	124	150	336	311	334	302	311
Autres articles manufacturés en cuir	541	645	478	431	466	307	406	408	387	392

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1968.* — Peaux brutes : C.T.C.I. 211 ; pelleteries brutes : C.T.C.I. 212; fourrures... : C.T.C.I. 613 + 842; cuirs et peaux préparés : C.T.C.I. 611 — T.D. 4102.20 — 4102.27; chaussures entièrement... : T.D. 6402.00 + 6402.03 + 6402.10 + 6402.13 + 6402.15 + 6402.20 + 6402.23 + 6402.25 + 6402.30 + 6402.33 + 6402.35 + 6402.40 + 6402.43 + 6402.45 + 6402.50 + 6402.53 + 6402.55 + 6402.60; chaussures en caoutchouc... : T.D. 6401.00 + 6401.10 + 6401.20 + 6401.30 + 6401.40 + 6401.45 +6401.50; chaussures ou parties n.d.a. : C.T.C.I. 851 + 612.3 — T.D. 6401.00 — 6401.10 — 6401.20 — 6401.30 — 6401.40 6401.45 — 6401.50 — 6402.00 — 6402.03 — 6402.10 — 6402.13 — 6402.15 — 6402.20 — 6402.23 — 6402.25 — 6402.30 — 6402.33 — 6402.35 — 6402.40 — 6402.43 — 6402.45 — 6402.50 — 6402.53 — 6402.55 —— 6402.60 — 6406.00; vêtements... : C.T.C.I. 841.3 + T.D. 6506.30 + 6506.90; autres articles... : C.T.C.I. 612.1 + 612.2 + 612.9 + T.D. 4202.30 + 4202.50 + 4202.65 + 4202.85. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Industries du bois et des produits connexes (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Valeur des ventes facturées (en millions de francs)				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
Meubles	29 311	29 112	30 942	30 879	30 929	5 192	5 648	6 655	6 981	8 103
Sièges	6 972	7 330	8 376	8 724	8 922	1 129	1 375	1 850	1 956	2 379
Menuiserie	6 139	6 161	6 148	6 232	6 256	1 206	1 446	1 546	1 755	1 857
Boissellerie	4 786	4 387	4 646	4 495	4 332	732	772	828	899	948
Cadres, moulures, raboteries	1 684	1 673	1 894	1 744	1 921	250	269	335	351	402
Liège	137	141	144	114	94	41	39	44	38	32
Vannerie et rotin	555	455	413	356	331	73	73	76	73	80
Saboterie	110	77	57	54	41	9	8	8	6	4
Brosserie	1 185	1 128	1 096	1 093	1 021	284	306	299	322	333
Caisserie et tonnellerie	3 021	2 790	2 802	2 819	2 468	499	494	562	627	591
Parquets	478	430	427	380	333	103	98	98	97	108
Contre plaqué	3 012	2 959	2 854	2 333	2 004	666	748	743	680	656
Panneaux blocs ou panneaux lamellés	763	679	556	458	524	196	197	177	167	200
Panneaux comprimés	3 943	3 797	3 804	3 900	4 000	1 646	1 945	2 103	2 259	2 637
Total ...	62 097	61 120	64 159	63 581	63 176	12 027	13 417	15 326	16 210	18 330

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus.

Sources : Institut National de Statistique.

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b)....	934	788	863	799	1 084	510	576	551	401	377
Bois façonnés ou simplement travaillés	2 906	2 759	2 825	2 780	2 738	380	373	325	295	328
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	778	792	892	922	1 006	1 150	1 488	1 502	1 530	1 615
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	521	582	603	656	605	324	324	373	382	449
Liège brut et déchets	10	9	9	7	7	2	1	1	1	—
Articles manufacturés en liège	179	161	158	128	108	24	22	32	12	4
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	136	133	117	110	118	57	56	60	45	40
Articles de vannerie et de brosserie	224	266	226	230	248	97	99	102	97	115
Meubles en bois, en bambou ou produits similaires	785	879	1 066	1 064	1 393	1 521	1 804	2 183	2 930	3 797
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b).....	468 462	394 722	368 455	379 987	396 527	306 438	320 867	296 310	233 643	215 027
Bois façonnés ou simplement travaillés	674 023	595 242	616 147	645 820	622 645	75 834	71 420	62 280	54 519	59 372
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	80 868	74 526	85 511	91 253	94 986	153 160	220 153	226 845	239 407	254 809
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	25 929	28 732	29 569	32 052	30 806	15 344	14 206	17 348	17 445	19 721
Liège brut et déchets	1 235	1 154	1 204	899	872	391	247	202	121	20
Articles manufacturés en liège	6 212	5 373	5 198	4 480	3 498	735	595	908	350	111
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	8 474	7 749	6 496	6 012	6 328	3 062	2 756	3 016	3 032	3 183
Articles de vannerie et de brosserie	4 897	5 448	4 553	4 463	4 463	1 475	1 588	1 713	1 498	1 968
Meubles en bois, en bambou et produits similaires .	15 659	16 902	19 280	20 118	28 027	25 777	28 921	31 462	40 194	54 465

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1968.* — Bois ronds...: C.T.C.I. 242 — 242.1; bois façonnés... : C.T.C.I. 243; bois de placage... : C.T.C.I. 631 + T.D. 4809.00 + 4809.10; articles... : C.T.C.I. 632 + T.D. 4413.00 + 6403.00 + 6403.10; liège... : C.T.C.I. 244; articles manufacturés... : C.T.C.I. 633; matières animales... : C.T.C.I. 291.92 + 292.3 + 292.93; articles de vannerie... : C.T.C.I. 657.8 + 841.52 + 899.21 + 899.22 + 899.23 + 899.24 + 899.25 + 899.26 + 899.27 + T.D. 4202.85; meubles en bois... : C.T.C.I. 821.01 — T.D. 9401.00 — 940110 — 9401.20 + 9403.50 + 9403.55. — Données correspondantes pour les années antérieures.

(b) Sauf bois à pâtes.

Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
	VALEUR (en millions de francs)									
Tabacs bruts	1 693	1 939	1 769	2 229	1 797	132	120	110	82	141
Cigares	212	216	208	200	382	238	363	496	546	792
Cigarillos	65	63	68	85	101	188	173	167	145	155
Cigarettes	124	153	260	261	245	422	587	472	634	738
Tabacs à fumer	97	59	61	50	61	8	38	54	51	65
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	44	51	47	52	49	2	1	4	3	4
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Tabacs bruts	31 139	33 334	29 768	37 315	30 172	2 057	1 981	1 931	1 084	2 069
Cigares	573	580	549	507	784	978	1 453	1 781	1 968	2 488
Cigarillos	153	129	134	180	205	738	662	661	601	538
Cigarettes	996	1 039	1 746	1612	1 343	3 595	4 118	3 275	4 144	4 413
Tabacs à fumer	1 258	679	585	568	729	90	363	492	496	619
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	365	430	455	643	515	35	15	39	21	46

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1968.* — Tabacs bruts : C.T.C.I. 121; cigares : T.D. 2402.10; cigarillos : T.D. 2402.20; cigarettes : C.T.C.I. 122.2; tabacs à fumer : T.D. 2402.40 + 2402.50; autres produits... : T.D. 2402.60 + 2402.70 + 2402.90. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Industrie du tabac

Qantités mises en œuvre

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Cigares	1 239	1 301	1 986	1 571	1 578	1 816	2 094
Cigarillos	2 479	2 866	3 305	3 623	2 959	2 701	2 550
Cigarettes	15 312	16 083	17 144	18 474	18 762	18 617	19 134
Tabac à fumer	8 747	8 504	8 087	7 938	7 179	7 669	7 852
Autres tabacs.....	64	78	79	63	70	124	51
Total ...	27 841	28 832	30 602	31 669	30 548	30 927	31 681

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de diamants (a)

Moyennes mensuelles

(en millions de francs)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés
1960.....	422,3	169,3	66,7	418,4
1961.....	390,0	146,8	62,4	455,8
1962.....	390,6	150,4	48,9	543,4
1963.....	442,5	200,6	75,3	596,6
1964.....	566,8	219,2	152,2	733,8
1965.....	575,5	229,7	146,2	817,6
1966.....	713,6	307,2	180,2	920,5
1967.....	642,8	290,6	222,8	920,8
1968.....	920,4	425,6	324,0	1 058,2

Source : Ministère des Affaires économiques, Office Central des Contingents et Licences (Anvers).

(a) A l'exclusion du trafic de consignation.
En raison d'une modification de la source, toute comparaison avec le tableau des éditions précédentes est impossible. Seules figurent dans le tableau ci-dessus les importations et exportations qui ont donné lieu à une transaction financière réelle.

SECTION IV.

APPROVISIONNEMENT EN EAU

Le 2 octobre 1968, le Comité Ministériel de Coordination Economique et Sociale a décidé de mettre fin au mandat du Commissariat royal pour la Politique de l'Eau, échéant le 28 février 1969.

Créé par arrêté royal du 16 février 1965 (« Moniteur belge » du 25 février 1965), le Commissariat royal pour la Politique de l'Eau avait pour tâche de mener à bien des études, conçues dans le cadre le plus large possible, en rapport avec le problème de l'eau. Malgré l'absence de données de base précises — elles sont encore toujours assez fragmentaires et ne paraissent qu'avec un retard considérable — il paraissait en effet nécessaire de dresser aussi vite que possible des bilans nationaux et régionaux des réserves et des besoins en eau.

D'autant plus que l'accroissement rapide des besoins de la population et de l'industrie, d'une part, la pollution croissante de l'eau de surface et la modicité des réserves d'eaux tant souterraines que de surface, d'autre part, imposaient l'établissement rapide des lignes générales d'une politique de l'eau.

Les problèmes les plus urgents ont été étudiés au cours de la période écoulée par le Groupe de Travail interministériel pour l'Eau et certaines décisions ont été mises à exécution ou sont en voie de l'être.

Dans son dernier rapport (1) le Commissariat a, en se basant sur la consommation par province en 1966, attiré l'attention surtout sur les mesures qui, à moyen et à long terme, devraient être prises pour assurer l'approvisionnement de chaque province. D'autres études ont aussi été entreprises, notamment la rationalisation et la concentration des sociétés de distribution, le prix de l'eau et l'harmonisation de la législation relative à la politique de l'eau.

Vu l'importance de ces problèmes, il a été décidé de créer, auprès du Ministère de la Santé publique, une Commission interministérielle de l'Eau qui reprendra la mission du Commissariat royal.

★

★ ★

(1) *Le problème de l'eau. Rapport final du Commissariat royal pour la politique de l'eau.* Bruxelles, février 1969, 27 pp., annexes.

Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie (a)

(en 1 000 m³)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1966			1967		
	Utilisation (1)	Eau rejetée (2)	Consommation (1) — (2) (3)	Utilisation (4)	Eau rejetée (5)	Consommation (4) — (5) (6)
Mines de houille	148 929	136 294	12 635	145 761	131 829	13 932
Carrières et industries connexes	48 439	47 384	1 055	27 905	25 984	1 921
Industries alimentaires (y compris la fabrication de la margarine, des huiles et des boissons)	102 962	86 095	16 867	120 345	101 690	18 655
Industrie de la préparation du lin et de la laine, fabrication de fibres artificielles et synthétiques, achèvement (à façon et pour compte propre)	57 557	53 091	4 466	56 337	51 771	4 566
Industrie du bois	2 463	1 620	843	2 420	1 549	871
Industrie du papier (établissements producteurs)	94 825	87 964	6 861	89 536	82 253	7 283
Tanneries	4 561	4 390	171	4 993	4 771	222
Industrie chimique	407 819	357 880	49 939	485 590	453 244	32 346
Industrie du caoutchouc	7 251	6 111	1 140	6 826	6 072	754
Raffineries de pétrole	273 510	272 987	523	290 663	290 533	130
Cokeries	79 281	61 162	18 119	79 998	60 262	19 736
Industrie de la terre cuite	1 497	654	843	1 425	548	877
Industrie du verre (établissements producteurs)	20 790	18 882	1 908	22 343	20 287	2 056
Industrie de la céramique	1 039	717	322	982	685	297
Industrie du ciment (y compris agglomérés de ciment)	13 929	9 261	4 668	16 087	10 869	5 218
Industrie sidérurgique	1 010 584	969 652	40 932	1 011 072	972 297	38 775
Industrie des métaux non ferreux	191 022	154 960	36 062	193 223	154 509	38 714
Industrie des fabrications métalliques	61 195	56 552	4 644	66 278	61 350	4 928
Centrales électriques :						
hydrauliques	16 321 950	16 321 949	1	13 809 931	13 809 931	—
thermiques	3 298 161	3 289 071	9 090	3 343 228	3 317 464	25 764
Total...	**22 147 764**	**21 936 676**	**211 088**	**19 774 943**	**19 557 898**	**217 045**

(a) Estimations fournies par les établissements occupant 5 ouvriers ou plus, sauf pour les secteurs suivants : industries alimentaires, industries des métaux non-ferreux et du bois, cimenteries, raffineries de pétrole (20 ouvriers ou plus) et fabrications métalliques (100 ouvriers et plus).
Les données relatives à 1968 ne sont pas encore disponibles.

Institut National de Statistique.

Répartition des quantités d'eau utilisées par province et par origine (a)

(en 1 000 m³)

PROVINCE	Origine de l'eau utilisée					Eau rejetée			Consommation nette (5) — (8)	Destination			
	Puits	Cours d'eau ou canaux	Distribution publique	Autres	Total	Aux cours d'eau	Aux égouts	Total		Production	Refroidissement	Autres usages	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
	1966												
Anvers	26 481	1 073 482	16 651	18 216	1 134 830	1 039 198	27 194	1 066 392	68 438	42 958	1 071 720	20 152	1 134 830
Brabant	25 312	530 423	9 970	2 843	568 548	498 252	44 895	543 147	25 401	71 258	473 265	24 025	568 548
Hainaut	19 253	1 318 069	4 250	23 576	1 365 148	1 267 636	63 608	1 331 244	33 904	29 197	1 281 918	54 032	1 365 147
Liège	15 857	17 496 496	9 292	4 855	17 526 500	17 414 428	67 971	17 482 399	44 101	100 595	980 200	16 445 706	17 526 501
Limbourg ...	25 939	132 053	469	6 783	165 244	134 248	19 696	153 944	11 300	23 028	121 284	20 932	165 244
Luxembourg	88	29 339	87	144	29 658	25 913	731	26 644	3 014	3 142	25 055	1 461	29 658
Namur	4 995	132 109	1 708	843	139 655	133 004	1 264	134 268	5 387	16 156	117 314	6 185	139 655
Flandre orientale	13 117	1 067 266	6 816	3 876	1 091 075	1 055 109	20 472	1 075 581	15 494	44 716	1 031 823	14 536	1 091 075
Flandre occidentale	6 739	116 048	4 129	190	127 106	110 736	12 321	123 057	4 049	9 767	111 848	5 491	127 106
Le Royaume..	**137 781**	**21 895 285**	**53 372**	**61 326**	**22 147 764**	**21 678 524**	**258 152**	**21 936 676**	**211 088**	**340 817**	**5 214 427**	**16 592 520**	**22 147 764**
	1967												
Anvers	29 296	1 222 813	21 758	11 944	1 285 811	1 197 876	31 302	1 229 178	56 633	44 285	1 211 191	30 335	1 285 811
Brabant	26 124	562 646	8 633	2 658	600 061	532 369	40 520	572 889	27 172	67 409	509 005	23 647	600 061
Hainaut	17 878	1 185 391	4 031	23 827	1 231 127	1 185 044	13 434	1 198 478	32 649	28 510	1 140 277	62 340	1 231 127
Liège	18 339	14 987 186	11 458	6 124	15 023 107	14 920 848	59 171	14 980 019	43 088	91 436	993 988	13 937 683	15 023 107
Limbourg ...	19 500	135 343	572	4 950	160 365	127 142	20 016	147 158	13 207	19 810	122 602	17 953	160 365
Luxembourg	52	25 789	252	236	26 329	22 960	442	23 402	2 927	2 791	22 251	1 287	26 329
Namur	5 522	134 258	1 877	849	142 506	136 964	789	137 753	4 753	17 007	118 759	6 740	142 506
Flandre orientale	14 364	1 149 543	7 566	3 308	1 174 781	1 130 490	15 283	1 145 773	29 008	46 896	1 115 095	12 790	1 174 781
Flandre occidentale	6 992	119 253	4 470	141	130 856	115 328	7 920	123 248	7 608	12 140	112 631	6 085	130 856
Le Royaume..	**138 067**	**19 522 222**	**60 617**	**54 037**	**19 774 943**	**19 369 021**	**188 877**	**19 557 898**	**217 045**	**330 284**	**5 34 5799**	**14 098 860**	**19 774 943**

(a) Les données relatives à 1968 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique

CHAPITRE III

TRANSPORTS

En 1968, l'amélioration de la conjoncture qui s'est manifestée au sein de la Communauté économique européenne, a exercé une influence favorable sur l'activité des entreprises de transport.

Ces circonstances propices ont entre autres bénéficié au transport de marchandises par la voie ferrée.

En effet, le volume total des marchandises transportées par wagons complets, exprimé en tonnes kilométriques, s'est accru, entre 1967 et 1968, de 9,8 % alors que, en 1966 et 1967, le recul avait atteint, respectivement 7,8 et 2,4 %.

Toutefois, de notables différences ont caractérisé les trafics, selon leurs destinations.

En effet, si le trafic total (en tonnes) a progressé de 6,5 %, d'une année à l'autre, alors qu'il n'avait guère évolué en 1967, la croissance la plus marquée a été enregistrée dans les trafics à l'exportation (+ 13,5 %) et de transit (+ 12,2 %).

A l'importation, l'avance est également appréciable (+ 8,8 %) tandis que, par contre, le trafic intérieur n'évolue guère (— 0,6 % en 1968 contre + 0,6 % en 1967).

En 1967, à l'exportation et à l'importation, les progrès, fort limités, s'étaient montés, respectivement, à 1,2 % et 0,6 %. Le transit avait, par contre, accusé une baisse de 2,6 %.

Globalement, le tonnage de marchandises transportées par wagons complets était resté stable.

Toutes les catégories de marchandises, à l'exception des huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons (— 7,6 %) — pour lesquelles les sociétés d'exploitation utilisent de plus en plus leur propre matériel de transport — ont bénéficié de la conjoncture favorable mais à des niveaux divers : minerais (+ 5,2 %), matériaux de construction et produits des carrières (+ 5,2 %), produits agricoles et alimentaires (+ 5,3 %), produits métallurgiques (+ 10,4 %), combustibles solides (+ 12,3 %), produits textiles (+ 14,3 %), produits chimiques (+ 21,1 %).

Les dernières informations statistiques relatives au transport routier en Belgique remontent à 1966 ; elles ont été rassemblées lors d'une enquête effectuée

par l'Institut National de Statistique. Il en résulte qu'à l'époque, en Belgique, près de 63 % des quantités de marchandises transportées et 40 % des prestations en tonnes-kilomètre étaient effectuées par la route.

Nul doute que les quantités transportées en 1967, et surtout en 1968 ne se soient encore accrues.

D'après les statistiques du commerce et du transport, publiées par l'Institut national de Statistique, 20 854 véhicules pour le transport de marchandises, 1 348 tracteurs, 6 268 tracteurs agricoles et 1 085 autobus et autocars ont été mis en circulation entre le 1er août 1967 et le 31 juillet 1968.

Depuis 1963, les quantités de marchandises transportées par la voie fluviale restent en expansion constante. En 1968, ce mode de transport a bénéficié, en outre, de la haute conjoncture qui a régné dans la Communauté et les quantités transportées ont atteint 93,3 millions de tonnes, ce qui représente une progression de 9,4 % par rapport à l'année précédente. En 1967, la hausse avait atteint 7,2 %.

La progression est générale mais l'augmentation a été plus sensible dans le trafic à l'importation (+ 15,5 % contre + 12,9 % en 1967) que dans les trafics à l'exportation (+ 7,9 % contre + 6,1 %) en transit (+ 5,2 % contre + 2,9 %) et intérieur (+ 3,9 % contre + 2,5 %).

Dans le même temps, le volume total du transport, exprimé en millions de tonnes-kilomètre a haussé de 6,2 % (+ 4,9 % en 1967) pour atteindre le niveau record de 6 650 millions de tonnes-kilomètre.

Sauf en ce qui concerne le transport de combustibles minéraux solides, qui fléchit sensiblement (— 12,6 %) alors qu'il s'était maintenu en 1967 au niveau de 1966, l'augmentation est générale et fort sensible dans certains cas : produits chimiques + 22,9 % (+ 11,7 % en 1967), engrais + 18,7 % (+ 13,6 % en 1967), produits pétroliers + 17,1 % (+ 4,2 % en 1967), minerais et déchets pour la métallurgie + 16,8 % (+ 6,4 % en 1967), denrées alimentaires et fourrages + 13,5 % (+ 8,9 % en 1967), produits agricoles et animaux vivants + 8,9 % (+ 4,2 % en 1967), produits métallurgiques + 6,1 % (+ 9,9 % en 1967), minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction + 3,5 % (+ 4 % en 1967).

A l'exception du trafic enregistré dans les bassins de l'Yser (et côte) et du Centre-Borinage, en recul respectivement de 8,8 et 3,2 %, la progression est générale, quoiqu'assez réduite dans le Haut-Escaut (+ 0,5 %) ; elle atteint 4,7 % dans l'Escaut maritime, 4,8 % dans la Meuse et la Sambre, 7,9 % dans les canaux de la Campine et même 25 % dans les canaux brabançons.

Le 1er avril 1968, le plan incliné de Ronquières, point névralgique de l'ensemble des travaux dont le but était la mise du canal Charleroi-Bruxelles au gabarit de 1 350 t, a été mis en service. Cet ouvrage permet le rachat d'une dénivellation de plus de 67 mètres entre Seneffe et Ronquières, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux écluses. La mise en service du Plan incliné a entraîné une forte hausse du trafic fluvial sur le canal Bruxelles-Charleroi.

La flotte intérieure de bateaux de charges qui, en 1967, comptait 5 445 unités jaugeant 2 667 655 t, a quelque peu baissé. En effet, au 31 décembre 1968, elle totalisait 5 341 unités (soit 104 unités de moins qu'au 31 décembre 1967, ou — 1,9 %), jaugeant 2 611 787 t (— 2,1 %).

Au cours de l'année 1968, le nombre de navires entrés au Port d'Anvers a baissé de 318 unités, soit de 1,8 % tandis que le tonnage global s'est accru de 6,5 %. Ces évolutions ne sont contradictoires qu'en apparence et ne font que confirmer une tendance, qui s'est marquée depuis quelques années déjà, à l'entrée d'un nombre toujours plus grand de gros porteurs, tant de marchandises liquides que de marchandises sèches.

Le poids des marchandises importées d'outre-mer a atteint, au cours de l'année 1968, 39,75 millions de tonnes contre 35,11 millions l'année précédente, ce qui correspond à une progression de 13,2 %. Cette hausse, qui est imputable à la haute conjoncture, est de l'ordre de celle enregistrée en 1965 (+ 12,9 %) ; elle tranche avec la stagnation observée en 1966 et le progrès, relativement modeste, de 1967 (+ 5,4 %).

Quant aux chargements à l'exportation et au transit, le mouvement de hausse a été plus net encore puisque, d'une année à l'autre, il accuse une progression de 37,9 % ; globalement, ils sont passés à 23,9 millions de tonnes contre 17,3 millions en 1967.

En fait, si les embarquements pour l'exportation ont d'une année à l'autre, témoigné du haut degré d'activité de la Belgique, en 1968 — ils ont haussé de 18,5 %, alors que l'année précédente, ils étaient restés au même niveau —, les débarquements et les embarquements en transit, dont la progression est remarquable — respectivement + 59,8 et + 79,3 % — marquent l'accroissement du rôle d'Anvers dans le commerce international.

Au Port de Gand, on a relevé, dans le courant de l'année 1968, l'entrée de 2 415 navires de mer, jaugeant au total 1 251 milliers de tonnes contre 2 299 unités d'un tonnage de 1 197 milliers de tonnes en 1967.

L'impulsion donnée à la navigation maritime, en décembre 1968, par la nouvelle écluse géante de Terneuzen, qui ouvre la porte maritime du canal Gand-Terneuzen, permet d'envisager l'avenir avec confiance. Les travaux, en territoire belge, ont duré quatorze années et sept ans aux Pays-Bas ; l'ensemble de l'ouvrage a coûté environ 7,5 milliards de francs dont 6,5 milliards furent supportés par la Belgique. L'écluse maritime de Terneuzen permet l'accès des navires de 30 000 t à marée basse et de 50 000 t à marée haute.

D'après les statistiques publiées par l'Institut national de Statistique, le trafic du port de Gand a de nouveau fléchi, au cours de la période considérée, puisqu'il est revenu de 2,51 à 2,47 millions de tonnes.

En fait, ce recul a porté uniquement sur les débarquements à l'importation, qui ont baissé de 1,2 à 0,9 millions de tonnes, soit de plus de 25 %. Par contre, les embarquements à l'exportation ont atteint 899 milliers de tonnes, soit 43,2 % de plus qu'en 1967.

L'activité des ports de Bruges et Zeebrugge s'est fort développée.

En effet, 4 200 navires d'un tonnage global de 6,67 millions de tonnes y sont entrés au cours des douze mois de 1968, contre 3 232 d'un tonnage de 5 millions de tonnes en 1967.

Parallèlement, les chargements et les débarquements des navires sont passés de 1,6 à 4,2 millions de tonnes, grâce, en ordre principal, à l'extension des débarquements à l'importation (de 0,661 à 2,897 millions de tonnes).

Au cours de l'année 1968 la flotte des armements belges a diminué d'une unité : elle s'est réduite de 2 cargos (64 contre 66) et d'un pétrolier (16 contre 17) mais a acquis 2 navires fruitiers (6 contre 4) et 1 minéralier (4 contre 3) supplémentaires, tandis qu'un seul paquebot mixte est resté en activité contre deux précédemment.

Par contre, le tonnage brut, d'après la règle belge de jaugeage, est passé de 835 371 à 885 708 tonneaux, ce qui représente une hausse de 6 %.

Cette évolution confirme la modernisation ininterrompue, soulignée, d'autre part, par l'accroissement progressif du tonnage moyen des navires.

Sur les aérodromes belges, le trafic commercial s'est à nouveau développé et, d'après les données provisoires avancées, le nombre de départs s'est accru de 3 099 unités ou de 4,5 %.

Le nombre de passagers transportés par des vols réguliers se situe à un niveau supérieur de 12,9 % à celui de 1967 (contre + 3,7 % l'année précédente). Par contre, ceux qui ont emprunté des vols irréguliers sont nettement moins nombreux (— 19,3 %) après la forte expansion enregistrée précédemment (+ 422,5 % en 1967). Globalement, l'avance se situe à 9,3 % contre + 12,9 % en 1967.

Le fret expédié par la voie aérienne a haussé de 18,1 % (+ 7,7 % en 1967). Le coefficient de chargement des appareils de la Sabena s'est quelque peu amélioré en 1968, puisqu'il est repassé à 59,8 % contre 59,4 % en 1967 et 59,6 % en 1966.

Par ailleurs, si le nombre de voyageurs transportés a encore légèrement progressé, d'une année à l'autre, passant de 1 243 100 à 1 257 500 unités (soit + 1,2 %), les trajets effectués ont été plus courts : le nombre de voyageurs-kilomètre a reculé de 0,4 %.

Quant aux tonnes-kilomètre transportées, elles restent en expansion constante (+ 7,7 %).

Au cours de la période de douze mois qui s'est écoulée d'août 1967 à juillet 1968, 262 096 voitures neuves ont été vendues, soit 8,5 % de plus que pendant les douze mois précédents où le taux d'augmentation n'avait atteint que 3,5 %. Il y a lieu de noter que cette progression est aussi supérieure à celle d'août 1965 à juillet 1966 (+ 7,6 %) mais qu'elle reste inférieure à celles atteintes au cours des deux périodes antérieures et qui se montaient respectivement, à 14,2 % en 1964-1965 et 18,7 % en 1963-1964.

D'après l'Institut national de Statistique, le nombre de voitures en circulation, se montait à 1 813 000 au 1er août 1968, contre 1 653 000 (estimation) au 1er août 1967, ce qui représente un accroissement de l'ordre de 9,7 %.

Les ventes de bicyclettes à moteur et de motocycles continuent à fléchir, sans interruption, tandis que celles de vélos ont encore légèrement progressé.

Le total des voyageurs transportés par la Société nationale des Chemins de fer belges a de nouveau baissé (de 265 à 255 millions d'unités) tout comme le nombre de voyageurs-kilomètre (de 8 534 à 8 177 millions d'unités).

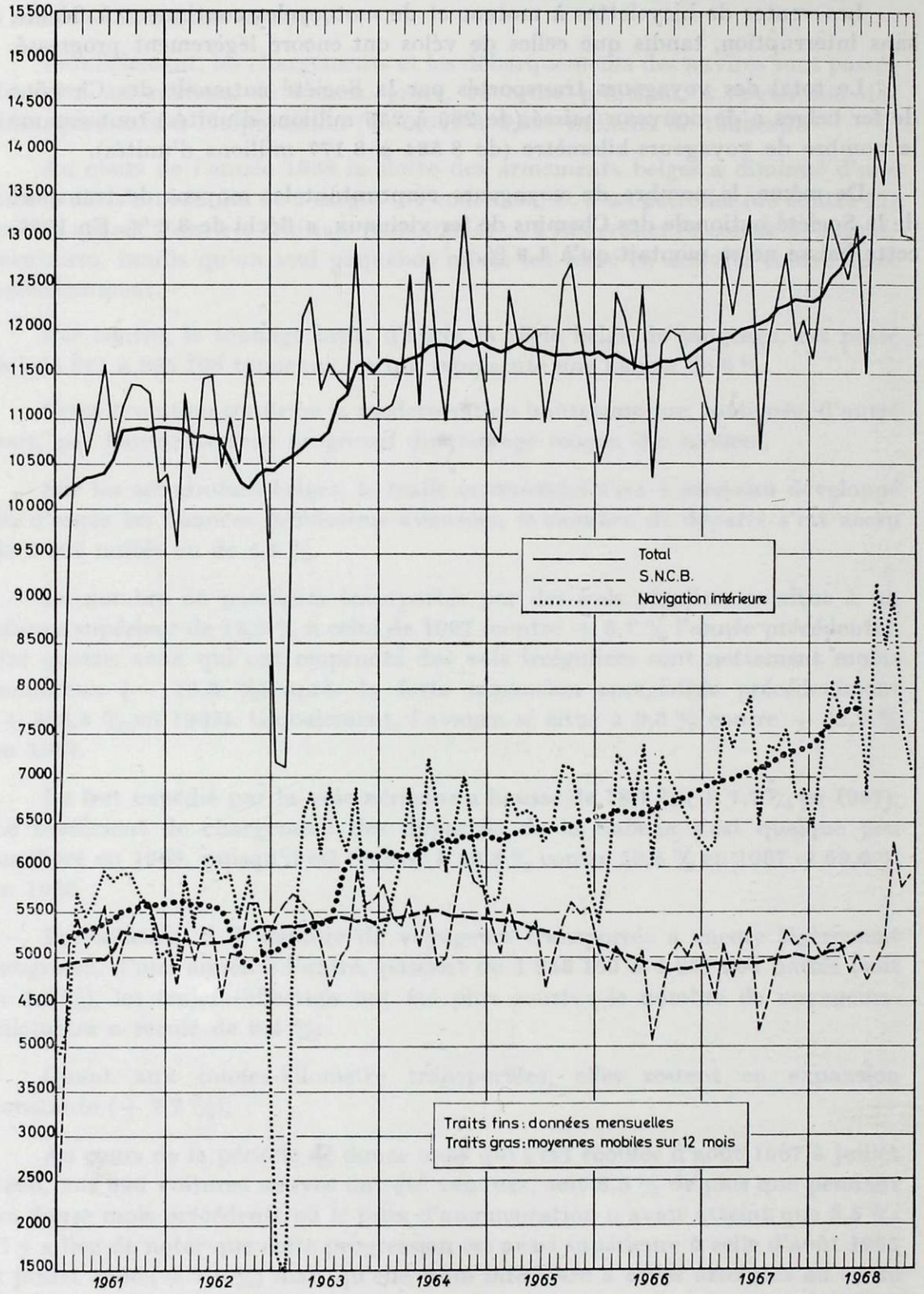
De même, le nombre de voyageurs empruntant les moyens de transport de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux, a fléchi de 3,6 %. En 1967, cette baisse ne se montait qu'à 1,9 %.

★
★ ★

Chemins de fer et navigation intérieure

Transport des marchandises

(en milliers de tonnes)



Sources : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
Institut National de Statistique.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1961	27 338	16 806	8 767	8 472	61 383	6 455
1962	27 713	16 910	9 134	8 517	62 273	6 467
1963	27 171	17 733	10 133	10 290	65 327	6 825
1964	26 647	19 054	10 742	10 151	66 594	6 925
1965	24 493	19 165	10 793	9 428	63 879	6 758
1966	22 389	18 978	9 693	8 253	59 313	6 234
1967	22 492	19 096	9 808	8 035	59 431	6 082
1968	22 350	20 772	11 134	9 018	63 274	6 675

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des marchandises par wagons complets :
répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Produits agricoles et alimentaires ...	201	213	221	210	208	225	237
Combustibles solides	1 845	2 211	1 953	1 859	1 642	1 519	1 706
Minerais	2 026	1 819	2 018	1 993	1 885	1 901	2 000
Produits métallurgiques	1 132	1 225	1 324	1 367	1 268	1 215	1 341
Matériaux de construction et produits de carrières	681	662	696	646	575	595	626
Produits textiles	21	23	23	23	22	21	24
Produits chimiques	322	398	386	351	323	327	396
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons	113	149	159	158	159	132	122
Divers	126	125	145	151	152	147	223
Total ...	**6 467**	**6 825**	**6 925**	**6 758**	**6 234**	**6 082**	**6 675**

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des voyageurs
(en millions d'unités)

ANNÉE	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements sociaux	Avec tout autre abonnement (a)
1961	265	8 693	2 939	3 720	2 034
1962	273	8 958	2 964	3 911	2 083
1963	276	9 009	3 107	3 962	1 940
1964	275	9 041	3 106	4 115	1 820
1965	274	8 975	3 080	4 145	1 750
1966	270	8 708	3 005	3 961	1 742
1967	265	8 534	2 977	3 915	1 642
1968	255	8 177	2 906	3 828	1 443

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, abonnements de 5, 10 et 15 jours.

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Nombre de voyageurs
(en milliers)

ANNÉE	Total	Services électriques	Services d'automotrices	Services d'autobus
1961	300 080	111 011	143	188 926
1962	294 621	100 063	154	194 404
1963	308 103	93 347	157	214 599
1964	303 466	86 931	165	216 370
1965	288 306	78 730	158	209 418 (a)
1966	276 361	70 973	169	205 219 (a)
1967	271 217	58 106	187	212 924 (a)
1968	261 466	47 757	180	213 529 (a)

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

(a) Non compris les mineurs transportés, au Limbourg, pour compte des charbonnages

Parc de véhicules routiers

(en milliers d'unités)

ANNÉE	Voitures automobiles (a)	Autobus et autocars (a)	Camions et camionnettes (a)	Motocycles (a) (b)	Bicyclettes à moteur (c)	Bicyclettes
1962	915	6	194	199	446	2 815
1963	1 022 (d)	7 (d)	204 (d)	189 (d)	446	2 813
1964	1 151	7	214	168	435	2 801
1965	1 340 (d)	9 (d)	225 (d)	150 (d)	418	2 809
1966	1 503	13	237	97	394	2 805
1967	1 653 (d)	13 (d)	239 (d)	79 (d)	379	2 872
1968	1 813	14	242	62	371	2 897

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Situation au 1er août.
(b) Cylindrée de plus de 50 cm³.
(c) Cylindrée de 50 cm³ ou moins
(d) Estimation.

Transports fluviaux

Marchandises transportées

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1961	24 820	21 877	14 921	3 496	65 115	5 473
1962	25 523	22 157	15 711	3 255	66 642	5 421
1963	22 778	22 600	16 157	3 268	64 801	5 202
1964	26 356	26 195	18 522	4 235	75 308	6 107
1965	25 778	27 806	18 867	4 580	77 032	6 087
1966	26 455	28 865	19 785	4 488	79 594	5 968
1967	27 110	32 601	20 999	4 619	85 331	6 262
1968	28 169	37 645	22 657	4 861	93 332	6 650

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES (nomenclature N.S.T.)	1966	1967	1968
Produits agricoles et animaux vivants	518	540	588
Denrées alimentaires et fourrages	225	245	278
Combustibles minéraux solides	896	894	781
Produits pétroliers	645	672	787
Minerais et déchets pour la métallurgie	436	464	542
Produits métallurgiques	563	619	657
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	2 172	2 258	2 337
Engrais	132	150	178
Produits chimiques	316	353	434
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	65	67	69
Total...	**5 968**	**6 262**	**6 650**

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Trafic par bassin

(en millions de tonnes-kilomètre)

BASSIN	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Escaut maritime	942	965	951	1 055	1 116	1 197	1 269	1 329
Canaux de la Campine	2 157	2 099	1 995	2 469	2 474	2 288	2 314	2 496
Canaux brabançons	392	394	374	397	398	434	416	520
Meuse et Sambre	848	841	777	962	822	748	833	873
Haut-Escaut	945	934	943	1 040	1 098	1 146	1 275	1 282
Centre et Borinage	131	131	117	138	134	119	124	120
Yser et Côte	57	57	45	46	44	36	34	31
Total	**5 473**	**5 421**	**5 202**	**6 107**	**6 087**	**5 968**	**6 262**	**6 650**

Source : Institut National de Statistique.

Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge (a)

Situation au 31 décembre

ANNÉE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Total	
	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes
1960	5 128	1 952 619	963	614 040	6 091	2 566 659
1961	4 809	1 908 338	854	575 608	5 663	2 483 946
1962	4 842	1 981 693	780	551 547	5 622	2 533 240
1963	4 766	1 984 474	752	551 517	5 518	2 535 991
1964	4 808	2 068 181	709	530 241	5 517	2 598 422
1965	4 837	2 132 077	674	508 978	5 511	2 641 055
1966	4 871	2 183 070	660	507 620	5 531	2 690 690
1967	4 834	2 186 742	611	480 313	5 445	2 667 055
1968	4 772	2 170 453	569	441 334	5 341	2 611 787

(a) Non compris les bateaux citernes.

Source : Ministère des Communications.

Nature de la flotte belge

DÉSIGNATION	1er janvier 1968		1er janvier 1969	
	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)
Paquebots mixtes	2	21 060	1	10 530
Cargos	66	404 604	64	419 663
Navires fruitiers	4	20 335	6	30 645
Pétroliers	17	296 965	16	296 488
Chalutier usine	1	1 398	1	1 398
Minéraliers	3	91 009	4	126 984
Total ...	**93**	**835 371**	**92**	**885 708**

Source : Ministère des Communications.

Marine marchande belge (a)

Situation au 31 décembre

DÉSIGNATION	Année	Navires à vapeur	Navires à moteur	Total
Nombre de navires	1962	21	76	97
	1963	18	81	99
	1964	15	85	100
	1965	10	87	97
	1966	9	80	89
	1967	9	84	93
	1968	9	83	92
Tonnage brut belge	1962	238 973	428 600	667 573
	1963	217 066	480 656	697 722
	1964	218 853	508 998	727 851
	1965	169 175	591 327	760 502
	1966	161 362	609 675	771 037
	1967	161 480	673 891	835 371
	1968	161 480	724 228	885 708
Tonnage net belge	1962	174 795	320 585	495 380
	1963	158 312	358 621	516 933
	1964	160 801	379 067	539 868
	1965	124 341	424 547	548 888
	1966	118 726	437 674	556 400
	1967	119 184	470 755	589 939
	1968	119 184	509 752	628 936

Source : Ministère des Communications.

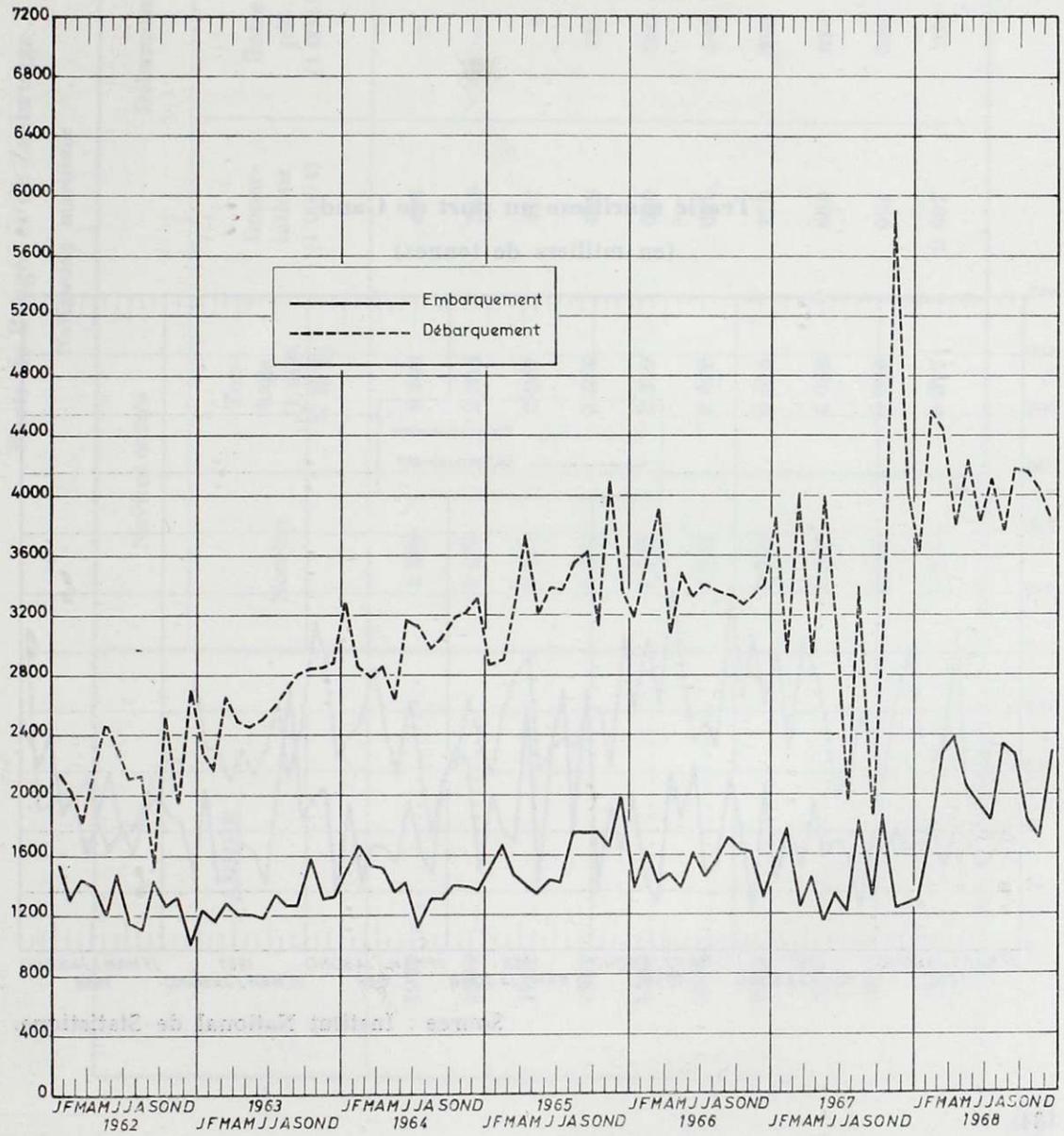
(a) Nom compris les navires de l'Etat.

Port d'Anvers
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1961	16 945	36 464	18 064	765	4 399	10 668	4 747
1962	17 966	39 507	19 898	942	5 070	10 915	4 687
1963	17 856	41 298	24 079	846	6 296	11 212	4 171
1964	18 550	43 207	29 245	989	6 196	11 393	5 505
1965	18 065	44 753	33 004	1 099	6 287	12 563	6 487
1966	18 082	45 140	33 319	1 263	5 936	11 758	6 412
1967	18 250	46 181	35 112	1 127	5 077	11 795	5 530
1968	17 932	49 164	39 746	647	8 115	13 980	9 914

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port d'Anvers
(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Port de Gand

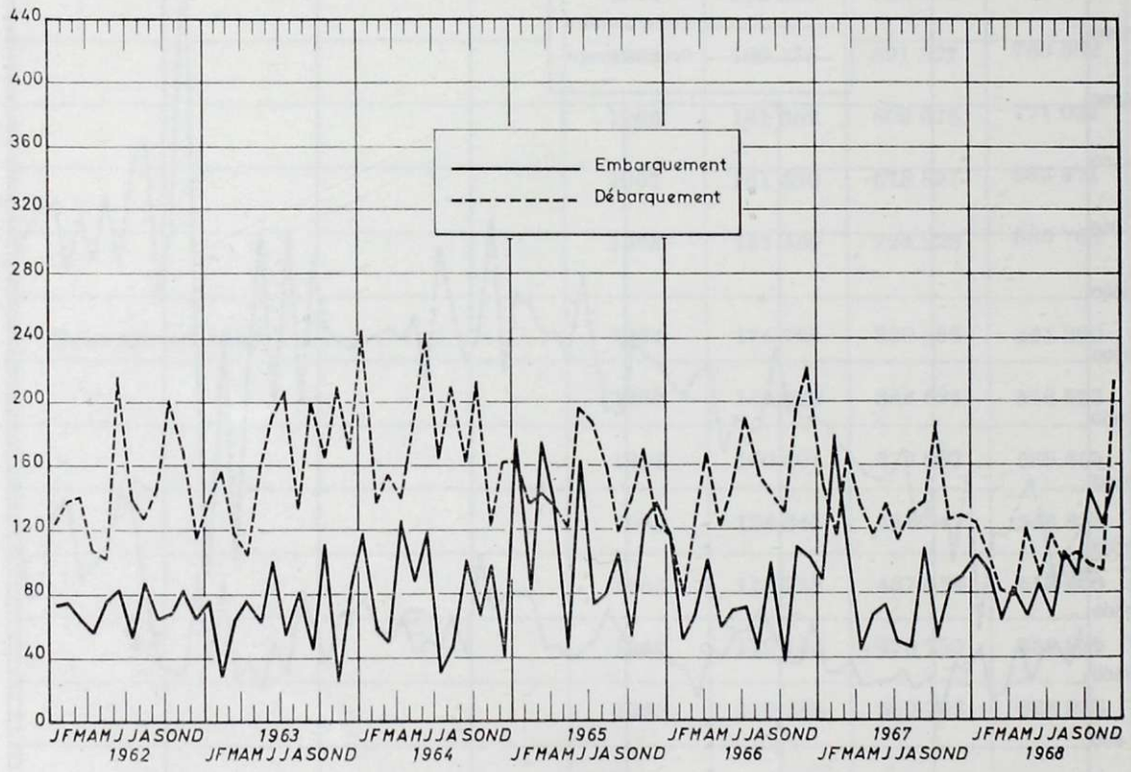
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1961	1 970	1 316	1 330	26	654	579	150
1962	2 216	1 296	1 314	35	369	674	163
1963	2 408	1 433	1 465	45	428	614	185
1964	2 705	1 579	1 629	46	456	668	267
1965	2 494	1 525	1 499	52	232	990	345
1966	2 233	1 361	1 447	63	268	655	261
1967	2 299	1 197	1 204	61	368	628	258
1968	2 415	1 251	893	78	334	899	263

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port de Gand

(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Ports de Bruges et de Zeebrugge

Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1959	1 683	2 260	492	—	65	273	161
1960	1 679	2 265	549	—	126	225	170
1961	1 774	2 057	417	4	70	219	155
1962	2 012	2 578	430	138	132	260	192
1963	1 917	2 549	659	200	212	247	191
1964	2 061	2 929	651	149	225	238	186
1965	2 280	3 015	720	293	234	284	177
1966	2 543	4 046	689	384	206	252	234
1967	3 232	5 008	661	258	186	207	311
1968	4 200	6 677	2 897	356	356	237	363

Source : Institut National de Statistique.

Trafic commercial des aérodromes belges (a)

DÉSIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
Avions (unités)			
1960	56 435	1 843	58 278
1961	57 577	1 600	59 177
1962	60 110	824	60 934
1963	55 119	2 475	57 594
1964	58 064	3 798	61 862
1965	60 924	3 765	64 689
1966	61 856	3 190	65 046
1967	58 959	10 278	69 237
1968	63 585	8 751	72 336
Passagers (unités)			
1960	1 145 335	14 588	1 159 923
1961	1 198 570	19 882	1 218 452
1962	1 418 790	11 924	1 430 714
1963	1 438 145	63 149	1 501 294
1964	1 679 615	71 794	1 751 409
1965	1 869 351	54 975	1 924 326
1966	2 024 002	60 747	2 084 749
1967	2 097 957	256 645	2 354 602
1968	2 368 653	206 025	2 574 678
Fret (tonnes)			
1960	42 607	575	43 182
1961	47 676	577	48 253
1962	50 669	455	51 124
1963	53 840	1 143	54 983
1964	60 933	1 886	62 819
1965	68 295	1 810	7 0105
1966	76 146	3 296	79 442
1967	82 670	2 910	85 580
1968	96 861	4 185	101 046
Courrier (tonnes)			
1960	2 465	84	2 549
1961	2 469	14	2 484
1962	2 496	3	2 499
1963	2 433	34	2 467
1964	2 577	40	2 617
1965	3 212	40	3 252
1966	4 173	157	4 330
1967	4 913	63	4 976
1968	5 762	53	5 815

Sources : Ministère des Communications.
Institut National de Statistique.

(a) Ensemble du trafic : arrivées et départs, vols locaux non compris.

Trafic de la SABENA

ANNÉE	Tonnes-kilomètre offertes (milliers)	Voyageurs transportés (milliers)	Voyageurs-kilomètre (milliers)	Fret (en milliers de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	Tonnes-kilomètre transportées (milliers)	Coefficient de chargement (en pourcent)
1959 ...	217 947,1	738,6	1 202 992,5	32 092,2	7 286,9	152 191,5	69,8
1960 ...	300 773,2	928,7	1 900 165,1	38 425,0	5 459,3	220 902,3	73,4
1961(a).	323 460,1	751,4	1 318 002,9	36 004,9	4 223,4	162 046,9	50,1
1962 ...	344 688,2	875,2	1 524 910,1	36 162,6	4 184,8	179 072,3	52,0
1963 ...	393 227,0	935,7	1 684 475,1	44 326,0	4 922,5	203 375,6	51,7
1964 ...	385 812,9	1 056,6	1 888 823,8	52 529,2	5 241,4	230 574,7	59,8
1965 ...	424 157,5	1 144,6	2 077 462,5	60 975,2	6 014,5	255 689,2	60,3
1966 ...	458 351,5	1 175,7	2 152 489,5	71 981,1	6 180,0	273 261,7	59,6
1967 ...	542 674,1	1 243,1	2 323 224,2	105 976,6	6 701,0	322 588,4	59,4
1968 ...	581 121,8	1 257,5	2 314 712,5	130 277,6	6 268,0	347 441,8	59,8

(a) Nouvelle série à partir de 1961.

Sources : Ministère des Communications.
SABENA.

CHAPITRE IV

DISTRIBUTION

Le souci d'adapter la structure traditionnelle du commerce de détail aux besoins et aux goûts de l'acheteur moderne retient de plus en plus l'attention des milieux de la distribution. Le nombre de détaillants indépendants diminue, les points de vente subsistants deviennent de plus en plus grands et leur assortiment en marchandises s'étend parallèlement. En 1967 on ne comptait plus que 43 000 magasins en denrées alimentaires, contre 53 000 en 1964 et l'on s'attend à ce que ce nombre soit ramené à 25 000 en 1980. Dans les principaux points de vente, le libre-service remplace de plus en plus la forme classique de distribution et en fonction de cette évolution, même les problèmes d'emballage revêtent des aspects nouveaux.

Aussi bien l'acheteur que le vendeur ont intérêt au développement du libre-service ; cette forme de distribution incite d'ailleurs à l'achat et en même temps représente pour l'entreprise une économie appréciable de personnel.

Au 1er janvier 1967 on a enregistré 1 679 points de vente de produits alimentaires en self service (y compris magasins en libre-service, superettes et supermarchés). Depuis 1964, le nombre de ces magasins a augmenté annuellement de 250 unités en moyenne. Si le taux de croissance actuel de leur nombre persiste, on en comptera, en 1980, près de 5 000.

Au 1er janvier 1967 également, il y avait 188 supermarchés en activité contre 157 en 1966 ; d'après les dernières estimations, il y en aurait 210 en 1968.

En même temps, de nouvelles techniques de vente sont utilisées, notamment le « discount » basé principalement sur la pratique de prix « réduits », le « rack-jobbing » qui est la possibilité offerte à un commerçant indépendant de vendre ses propres produits dans un grand magasin, et la distribution par appareils automatiques.

Enfin, diverses entreprises, grandes et moyennes, adoptent le système de la « boutique », en vogue aux Etats-Unis, et qui vise à créer dans un point de vente, une atmosphère de qualité et d'intimité.

Les chiffres de vente constatés auprès des divers groupes d'entreprises de vente au détail ont accusé une évolution fort capricieuse : l'augmentation des ventes a varié de 2,6 % à 24 % selon la nature de l'entreprise. On trouve l'augmentation la plus faible auprès des coopératives de consommation, tandis que la plus forte a été obtenue par les magasins à succursales multiples. Entre ces

deux extrêmes, il y a les grands magasins et les supermarchés, où le chiffre d'affaires a progressé de 6 % et de 21 % respectivement. Le chapitre qui traite de la consommation des ménages comporte plus de détails à ce sujet.

Le commerce ambulant continue de reculer, ainsi que le montre le recensement du 1er janvier 1968 : après une légère augmentation en 1966, le nombre des commerçants ambulants en possession d'une carte valable, a fléchi de 19 %. En 10 ans le nombre total des commerçants ambulants a diminué de 48 623 à 34 831.

Les inscriptions au registre de commerce ont accusé, en 1968, un surplus de 3 983 unités sur les radiations. Contrairement à 1967, ce sont, cette fois, les affaires individuelles qui sont à l'origine de cette évolution ; elles se sont élevées à 1 711 unités contre seulement 176 l'année précédente.

Ces données sont établies sur base de la notion juridique de l'entreprise commerciale qui comprend aussi bien les entreprises industrielles ou de distribution que les entreprises commerciales proprement dites.

Le nombre de faillites a encore augmenté de 10 % par rapport à l'année passée ; en 1967 on avait toutefois enregistré un accroissement de 22 %. La progression inquiétante du nombre des faillites ne semble donc plus se poursuivre surtout si l'on tient compte du fait que l'excédent des inscriptions sur les radiations au Registre de commerce a augmenté de 48 % par rapport à l'année antérieure. Elles apparaissent en général surtout dans les entreprises marginales et dans les entreprises manquant de moyens financiers.

Le nombre des entreprises commerciales, occupant du personnel, qui avait augmenté de 1,5 % en 1966 et de 2,3 % en 1967 s'est de nouveau accru de 2,3 % en 1968. Dans le secteur de l'agriculture et des mines, le nombre de commerçants donneurs d'emplois a de nouveau fléchi. On enregistre une tendance à une hausse légère chez les commerçants des secteurs de l'alimentation, de l'industrie chimique, de la construction, du bois et de l'ameublement et enfin dans l'artisanat et les entreprises de précision ; un accroissement considérable du nombre des employeurs est apparu dans le commerce des marchandises diverses. C'est ce dernier secteur qui occupe aussi le plus de travailleurs (23,6 % en 1968), suivi par ceux de la préparation des produits alimentaires, la pêche et l'agriculture (18 %).

L'influence de la Caisse nationale de Crédit professionnel a encore été très importante, pour le financement de l'expansion dans la distribution, qui représente plus de 20 % de son activité. Le montant total des crédits consentis qui, en 1967, était encore soumis à certaines restrictions, a augmenté de 25,6 % en 1968 ; le montant moyen par contrat a augmenté de 20 % (1).

---

(1) A partir du 1er mai 1968 de nouvelles restrictions de crédit ont cependant été appliquées : l'ensemble des crédits consentis ne pourra augmenter en 1969 que de 10 % par rapport à l'année antérieure.

Entreprises commerciales

Effectifs assujettis à la sécurité sociale

Situation au 30 juin

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Employeurs						Travailleurs					
	1966		1967		1968		1966		1967		1968	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Vente des produits des industries :												
Agricoles	1 788	7,0	1 742	6,7	1 695	6,4	6 275	2,6	5 790	2,4	6 464	2,6
Des mines, minières et carrières	2 121	8,3	2 107	8,1	2 099	7,9	12 282	5,0	12 535	5,1	12 720	5,1
Alimentaires, de la pêche et de l'agriculture, destinés à la consommation immédiate	6 090	24,0	6 125	23,7	6 292	23,8	43 863	18,1	43 355	17,7	45 050	18,1
Du tabac	160	0,6	168	0,6	167	0,6	821	0,3	838	0,3	865	0,3
Chimiques	1 969	7,8	2 088	8,1	2 210	8,4	21 765	8,9	22 889	9,3	23 864	9,6
Du bois, de l'ameublement et de la construction (et location)	1 345	5,3	1 388	5,3	1 457	5,5	9 219	3,9	9 644	3,9	10 004	4,0
Du papier	413	1,6	406	1,6	416	1,6	2 956	1,3	2 890	1,2	3 005	1,2
Polygraphiques (et location)	444	1,8	476	1,8	473	1,8	3 620	1,5	3 803	1,6	3 967	1,6
Des cuirs et peaux	824	3,3	851	3,3	878	3,3	3 840	1,6	3 920	1,6	4 106	1,7
Textiles, du vêtement et des articles de mode (et location)	3 511	13,9	3 617	14,0	3 657	13,8	18 912	7,8	18 998	7,7	19 302	7,8
Céramiques et verrières	200	0,8	203	0,8	216	0,8	1 682	0,7	1 714	0,7	1 805	0,7
Des métaux bruts et façonnés	3 484	13,8	3 571	13,8	3 632	13,7	39 542	16,3	41 002	16,7	38 962	15,7
D'art et de précision	2 104	8,3	2 168	8,4	2 289	8,6	19 372	8,0	18 830	7,7	19 909	8,0
Commerce en articles divers	867	3,4	977	3,8	1 000	3,8	57 935	23,9	59 191	24,1	58 584	23,6
Total	**25 320**	**100,0**	**25 887**	**100,0**	**26 481**	**100,0**	**242 084**	**100,0**	**245 399**	**100,0**	**248 607**	**100,0**

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Entreprises commerciales proprement dites

Personnel assujetti à la sécurité sociale

DÉSIGNATION	Salariés			Appointés			Total général
	Ouvriers	Ouvrières	Total	Employés	Employées	Total	
1961 Nombre (a)	68 010	20 080	88 090	53 670	63 950	117 620	205 710
Pourcentage (a)	33	10	43	26	31	57	100
1962 Nombre (b)	67 522	19 426	86 948	54 148	63 807	117 955	204 903
Pourcentage (b)	33	9	42	27	31	58	100
1963 Nombre (b)	68 812	19 811	88 623	56 255	66 761	123 016	211 639
Pourcentage (b)	33	9	42	27	31	58	100
1964 Nombre (b)	71 890	20 859	92 749	60 185	70 784	130 969	223 718
Pourcentage (b)	32	9	41	27	32	59	100
1965 Nombre (b)	74 051	22 147	96 198	63 415	73 339	136 754	232 952
Pourcentage (b)	32	10	41	27	31	59	100
1966 Nombre (b)	76 399	22 375	98 774	66 653	76 657	143 310	242 084
Pourcentage (b)	32	9	41	27	32	59	100
1967 Nombre (b)	75 627	22 645	98 272	68 252	78 875	147 127	245 399
Pourcentage (b)	31	9	40	28	32	60	100
1968 Nombre (b)	76 269	22 545	98 814	69 966	79 827	149 793	248 607
Pourcentage (b)	31	9	40	28	32	60	100

(a) Supputations. Situation au 31 décembre.
(b) Situation au 30 juin.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Commerce ambulant

Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce (a)

DATE ET RÉSIDENCE DU COMMERÇANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
1er janvier 1968 :																	
Anvers	2 718	47	399	2	651	37	670	15	201	9	374	12	1 919	55	6 932	177	7 109
Brabant	1 156	118	423	41	363	22	687	87	134	11	284	12	1 091	69	4 138	360	4 498
Hainaut	440	87	136	26	365	23	643	81	176	31	172	23	1 183	241	3 115	512	3 627
Liège	786	112	135	23	534	30	492	98	182	30	279	23	1 095	219	3 503	535	4 038
Limbourg.....	472	5	51	—	385	12	145	5	94	4	273	12	1 073	67	2 493	105	2 598
Luxembourg	81	6	5	—	43	3	28	3	19	—	32	3	95	10	303	25	328
Namur	118	10	17	2	73	5	54	5	30	3	41	5	191	17	524	47	571
Fl. Orientale	2 612	9	357	12	479	12	653	8	251	7	486	10	1 936	31	6 774	89	6 863
Fl. Occidentale ..	1 191	5	246	—	765	4	330	4	223	2	532	8	1 695	9	4 982	32	5 014
Pays étrangers ...	2	35	—	4	2	80	4	18	—	6	1	1	5	27	14	171	185
Le Royaume...	**9 576**	**434**	**1 769**	**110**	**3 660**	**228**	**3 706**	**324**	**1 310**	**103**	**2 474**	**109**	**10 283**	**745**	**32 778**	**2 053**	**34 831**
1er janvier 1964 : *Le Royaume...*	**12 597**	**389**	**2 408**	**114**	**4 405**	**223**	**4 188**	**279**	**1 649**	**98**	**3 184**	**124**	**11 646**	**576**	**40 077**	**1 803**	**41 880**
1er janvier 1966 : *Le Royaume...*	**12 646**	**400**	**2 554**	**123**	**4 617**	**218**	**4 606**	**311**	**1 668**	**113**	**2 854**	**103**	**12 111**	**677**	**41 056**	**1 945**	**43 001**

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans.

Source : Institut National de Statistique.

Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique

DÉSIGNATION	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital	Dissolutions de sociétés par liquidation et fusion	
	Anonymes et en commandite par actions		De personnes à responsabilité limitée		Ensemble		Montant nominal net (en milliers de francs)	Ensemble	
	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)		Nombre	Capital (en milliers de francs)
Commerce de détail :									
1953.....	49	23 325	271	62 318	320	85 643	19 920	102	15 764
1963.....	25	28 550	308	82 739	333	111 289	58 821	165	40 363
1964.....	39	36 421	292	73 011	331	109 432	260 768	139	48 473
1965.....	36	31 700	354	85 178	390	116 878	79 620	158	40 154
1966.....	42	28 010	432	101 075	474	129 085	27 389	140	252 851
1967.....	28	19 075	372	95 287	400	114 362	33 731	206	39 827
1967 - 10 mois ...	19	11 400	320	77 460	339	88 860	27 401	157	29 661
1968 - 10 mois ...	47	33 605	343	130 149	390	163 754	12 754	124	396 942
Commerce de gros et commerce extérieur :									
1953.....	148	114 313	314	118 493	462	232 806	239 412	168	102 974
1963.....	179	220 882	405	148 404	584	369 286	568 892	253	179 252
1964.....	183	281 331	432	168 994	615	450 325	543 946	265	331 835
1965.....	217	303 153	507	208 408	724	511 561	1 052 255	318	291 216
1966.....	238	453 615	518	245 761	756	699 376	501 904	293	253 699
1967.....	223	347 172	477	255 554	700	602 726	579 915	282	722 809
1967 - 10 mois ...	178	266 087	392	216 010	570	482 097	395 140	210	512 078
1968 - 10 mois ...	217	518 568	275	192 677	492	711 245	438 590	254	812 710

Source : Institut National de Statistique.

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DÉSIGNATION	1966	1967			1968		
	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total
Immatriculations principales (a) :							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	19 200	16 382	2 331	18 713	17 278	2 223	19 501
Gand	9 371	8 460	743	9 203	8 803	679	9 482
Liège	8 354	7 785	557	8 342	7 740	531	8 271
Total ...	**36 925**	**32 627**	**3 631**	**36 258**	**33 821**	**3 433**	**37 254**
Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	17 881	16 646	770	17 416	16 410	796	17 206
Gand	8 177	8 925	218	9 143	8 906	226	9 132
Liège	7 256	6 880	123	7 003	6 794	139	6 933
Total ...	**33 314**	**32 451**	**1 111**	**35 562**	**32 110**	**1 161**	**33 271**
Différence	+ 3 611	+ 176	+ 2 520	+ 2 696	+ 1 711	+ 2 272	+ 3 983

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transportée, comme suite à une cession, un transport, un décès, etc.

Déclarations de faillite et concordats judiciaires

DÉSIGNATION	Déclarations de faillite (a)				Concordats judiciaires (b)			
	1938	1966	1967 (c)	1968 (c)	1938	1966	1967 (c)	1968 (c)
Cour d'Appel de :								
Bruxelles	417	567	693	749	158	61	91	109
Gand	149	171	200	252	56	21	34	35
Liège	89	202	266	265	51	52	56	65
Le Royaume ...	**655**	**940**	**1 159**	**1 266**	**265**	**134**	**181**	**209**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données de ce tableau ne correspondent pas toujours avec celles des faillites traitées, relevées dans la statistique judiciaire.
(b) Avant la guerre, concordats préventifs à la faillite.
(c) Données provisoires.

Ventes à la consommation

(1964 = 100)

ANNÉE	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Magasins à succursales (alimentation)	Total des ventes en supermarchés (a)
1960.....	80	82	65	. .
1961.....	83	86	69	. .
1962.....	87	90	77	. .
1963.....	92	96	88	. .
1964.....	100	100	100	100
1965.....	109	108	113	119
1966.....	115	112	134	143
1967.....	118	115	156	171
1968.....	125	118	194	207

Source : Institut National de Statistique.
Banque Nationale de Belgique.

(a) Indice publié à partir de 1964.

Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale

(1953 = 100)

PÉRIODE	1963 (a)	1964 (a)	1965 (a)	1966 (a)	1967 (a)	1968 (a)
Janvier	181	182	187	196	213	237
Février	162	168	184	194	220	232
Mars	165	192	216	229	246	244
Avril	174	195	208	207	232	252
Mai	186	183	204	208	249	270
Juin	167	204	221	241	299	252
Juillet	185	200	206	204	213	246
Août	181	196	206	233	248	264
Septembre	183	199	231	231	236	258
Octobre	190	203	215	219	246	278
Novembre	170	197	230	226	251	259
Décembre.....	202	233	252	254	272	312
L'année (b) ...	179	196	213	221	244	259

Sources : Fédération des Distributeurs Grossistes en Alimentation.
Institut National de Statistique.

(a) Nombre de firmes recensées pour l'indice mensuel comme pour l'indice annuel :
en 1963 : 34;
en 1964 : 33;
en 1965 : 30;
en 1966 : 29;
en 1967 : 26.
en 1968 : 26.

(b) Le chiffre d'affaires total des 48 firmes recensées en 1948 s'élève à 1.229 millions de francs. Sur base 1953 = 100, l'indice annuel de 1948 est de 89.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés

ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen par contrat
1959	7 233	1 363 786	188,4
1960	9 612	2 223 995	231,4
1961	10 045	2 414 244	240,3
1962	11 218	2 811 220	250,6
1963	12 506	3 391 320	271,2
1964	10 712	2 738 254	255,6
1965	11 260	3 074 842	272,7
1966	11 896	3 546 036	298,0
1967	12 170	4 043 111	329,4
1968	12 834	5 080 953	395,9

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre

MOIS	1966	1967			1968		
	Données absolues (en millions de francs)	Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1966 = 100		Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1967 = 100	
			Indice brut	Indice net (a)		Indice brut	Indice net (a)
Janvier	4 915	5 730	117	117	6 307	110	111
Février	4 971	5 906	119	119	6 360	108	110
Mars	6 069	6 785	112	112	6 697	99	101
Avril	5 439	6 311	116	118	6 828	108	109
Mai	5 635	6 157	109	109	6 752	110	111
Juin	5 826	6 546	112	113	6 298	96	97
Juillet	5 204	5 724	110	112	6 431	112	112
Août	5 388	5 831	108	109	5 983	103	102
Septembre	6 165	6 476	105	106	6 905	107	105
Octobre	5 982	6 575	110	112	7 327	111	108
Novembre	5 957	6 534	110	112	6 663	102	99
Décembre	6 351	6 533	103	104	7 111	109	106
L'année...	**67 902**	**75 108**	**111**	**112**	**79 662**	**106**	**106**
Indice des prix de gros (1953 = 100).....	114,5	113,2			113,5		

Sources : Ministère des Finances.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Obtenu en divisant l'indice brut par l'évolution comparable de l'indice des prix de gros.

CHAPITRE V

TOURISME

Au cours des dernières années le tourisme a connu un tel développement que toutes les activités qui en découlent ont acquis une importance économique, sociale et culturelle dépassant les prévisions les plus optimistes.

Les périodes de vacances et de week-end sont devenues aujourd'hui pour de nombreux secteurs de la vie économique l'occasion d'une activité intense. Pour faire face aux désirs de millions de touristes nationaux et étrangers dans tous les pays on mobilise pendant quelques semaines chaque année d'importants moyens d'action.

En Belgique, le tourisme a rapporté en 1968 14,6 milliards de devises étrangères, contre 12,1 milliards l'année précédente. Les dépenses des Belges à l'étranger ont aussi été plus élevées, de sorte que le déficit de ce poste de la balance des paiements s'élève à environ 6,5 milliards comme l'année précédente. La cause principale de cette situation réside évidemment dans le facteur climatique.

Dans l'hôtellerie le nombre des nuitées a diminué de plus de 3 % par rapport à 1967 ; ce recul est très exceptionnel : pour la période d'après guerre il a été enregistré pour la première fois en 1959, année qui a suivi l'exposition mondiale. Le nombre des nuitées d'étrangers suit d'ailleurs la même évolution que celui des nuitées de Belges. C'est encore la côte qui vient en tête pour le nombre des nuitées ; elles y ont même encore augmenté de 1 %. L'intérêt pour cette région a encore progressé cette année parmi les étrangers, tandis qu'elle a diminué pour les villes d'art. Pour nos compatriotes l'évolution antérieure persiste aussi et c'est la côte qui est de plus en plus recherchée, au détriment des villes d'art et des Ardennes.

Actuellement en Belgique, 34 % seulement de l'ensemble de la population vont en vacances, dont la moitié dans le pays, contre 41 % en France, 39 % en Allemagne, 61 % aux Pays-Bas et 55 % en Grande-Bretagne. Dans le pays, 28 % des touristes belges séjournent dans un appartement loué, 19 % chez des membres de leur famille, 17 % dans un hôtel, 11 % dans un camping et les autres chez des amis ou dans une deuxième résidence. Le moyen de transport le plus utilisé par les touristes belges, est la voiture à raison de 70 % pour les déplacements dans le pays et de 60 % pour les voyages à l'étranger.

Le nombre des hôtels et des établissements de tourisme social à capacité restreinte tend actuellement à diminuer. Ceci paraît être l'indice d'une concen-

tration dans l'hôtellerie et de la préférence des touristes pour les établissements plus importants offrant un confort plus grand.

Dans les établissements de vacances populaires subsidiés par le Ministère des Communications, le nombre des nuitées a augmenté de 2 %, contre 2,3 % l'année précédente. Le nombre des maisons de vacances est demeuré inchangé par rapport à 1967 (31), le nombre des lits a cependant augmenté de 62 unités. Le nombre des vacanciers a diminué de 4 561, tandis que le nombre des nuitées a progressé de 832. Depuis 1965 ces dernières dépassent le million. En cinq ans le nombre de lits a augmenté de 12 % et le nombre des nuitées de près de 10 %. La diminution du nombre des vacanciers est compensée par une progression du nombre des nuitées par touriste, c'est-à-dire par une augmentation de la durée moyenne du séjour. Le taux moyen d'occupation dans ces établissements s'est élevé à 48,6 % en 1968, contre 48,2 % l'année précédente. Les maisons de vacances forment l'élément le plus important du tourisme social, et parmi les établissements subsidiés elles représentent plus des deux tiers des nuitées.

★

★ ★

Répartition des nuitées par pays de provenance (a)

PAYS DE PROVENANCE	1953		1962		1963		1964		1965		1966		1967		1968 (c)	
	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)
Etranger :																
Grande-Bretagne	535	100	1 174	219	1 276	239	1 330	249	1 380	258	1 345	251	1 293	242	1 026	192
France	497	100	982	198	1 069	215	1 223	246	1 272	256	1 212	244	1 234	248	1143	230
Pays-Bas	336	100	441	131	465	138	500	149	543	162	573	171	611	182	617	184
Allemagne (Occidentale)	168	100	497	296	578	344	637	379	729	434	810	482	818	487	788	469
Italie	74	100	131	177	140	189	156	211	161	218	167	226	194	262	178	241
Grand-Duché de Luxembourg	48	100	119	248	128	267	141	294	152	317	162	338	162	338	163	340
Suisse	55	100	58	105	62	113	63	115	72	131	71	129	67	122	69	125
U. S. A.	189	100	281	149	325	172	352	186	371	196	400	212	470	249	412	218
Autres pays	306	100	559	183	641	209	717	234	736	241	787	257	779	255	752	246
Total ...	**2 208**	**100**	**4 242**	**192**	**4 684**	**212**	**5 119**	**232**	**5 416**	**245**	**5 527**	**250**	**5 628**	**255**	**5 148**	**233**
Belgique	**6 926**	**100**	**12 394**	**179**	**12 877**	**186**	**13 809**	**199**	**14 522**	**210**	**14 710**	**212**	**15 329**	**221**	**15 142**	**219**
Total général ...	**9 134**	**100**	**16 636**	**182**	**17 561**	**192**	**18 928**	**207**	**19 938**	**218**	**20 237**	**222**	**20 957**	**229**	**20 290**	**222**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sont seulement reprises dans la statistique, les personnes ayant logé en Belgique moyennant paiement, ailleurs qu'en maisons de cure et à l'exclusion du camping.
(b) Sur base 1953 = 100.
(c) Estimations.

Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1968 (a)

RÉGION TOURISTIQUE	Selon le pays de résidence		En fonction du total des nuitées		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
Littoral	80,3	42,6	59,9	10,9	70,8
Villes d'art.....	3,1	44,6	2,3	11,3	13,6
Ardennes-Meuse	10,9	5,8	8,2	1,4	9,6
Autres régions	5,7	7,0	4,2	1,8	6,0
Le Royaume ...	**100,0**	**100,0**	**74,6**	**25,4**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Estimations.

Répartition des nuitées par saison
(en pour-cent)

PÉRIODE	Belges		Etrangers		Total	
	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)
1958	21,0	79,0	33,0	67,0	25,0	75,0
1959	19,2	80,8	38,2	61,8	23,5	76,5
1960	19,5	80,5	32,0	68,0	22,7	77,3
1961	19,5	80,5	34,5	65,5	23,1	76,9
1962	19,0	81,0	34,4	65,6	22,8	77,2
1963	19,3	80,7	35,5	64,5	23,6	76,4
1964	21,1	78,9	35,7	64,3	25,0	75,0
1965	20,7	79,3	34,2	65,8	24,9	75,1
1966	22,3	77,7	36,7	63,3	26,2	73,8
1967	22,8	77,2	37,5	62,5	26,1	73,9
1968 (c).....	22,0	78,0	38,8	61,2	26,3	73,7

Source : Institut National de Statistique.

(a) Il s'agit principalement de « week-ends » et d'événements touristiques situés en dehors de la saison proprement dite.
(b) Du 1er juin au 30 septembre.
(c) Estimations.

Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs

(en milliards de francs)

ANNÉE	Tourisme et voyageurs			Total des transactions sur services		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1961	6,6	9,2	— 2,6	44,2	41,3	+ 2,9
1962	6,8	9,0	— 2,2	51,3	47,5	+ 3,8
1963	7,9	11,1	— 3,2	53,9	54,5	— 0,6
1964	8,7	12,1	— 3,4	61,4	63,2	— 1,8
1965 (a)	10,6	14,4	— 3,8	70,7	70,1	+ 0,6
1966 (a)	11,5	16,0	— 4,5	77,8	77,0	+ 0,8
1967 (a)	12,1	18,5	— 6,4	89,2	83,5	+ 5,7
1968 (a) (b).....	14,6	21,2	— 6,6	101,0	96,2	+ 4,8

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.
(b) Données provisoires.

Mouvement et recettes du trafic voyageurs (a)

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Voyageurs			Voyageurs/km			Recettes		
	Période non touristique (b) (en milliers d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en millions d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique(b) (en milliers de francs)	Période touristique (c)	
		En milliers d'unités	En % de la période non touristique		En millions d'unités	En % de la période non touristique		En milliers de francs	En % de la période non touristique
1960.....	6 102	6 954	114	208	293	141	153 903	219 955	143
1961.....	5 913	6 788	115	202	286	142	148 603	216 816	146
1962.....	5 937	6 696	113	205	285	139	152 194	217 154	143
1963.....	6 483	7 048	109	217	299	138	162 088	227 192	140
1964.....	6 537	7 026	107	223	285	128	178 562	238 945	134
1965.....	6 604	7 005	106	219	287	131	182 705	243 919	134
1966.....	6 633	7 112	107	215	276	128	204 711	268 299	131
1967.....	6 581	6 986	106	210	279	133	210 258	275 545	131
1968.....	6 451	6 859	106	205	271	132	205 883	271 446	132

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A l'exclusion des voyageurs avec abonnement.
(b) L'année, période juin-septembre exclue.
(c) Période juin-septembre.

Etablissements de vacances populaires

DÉSIGNATION	Nombre d'installations				Nombre de lits			
	1965	1966	1967	1968	1965	1966	1967	1968
Maisons et centres de vacances	32	31	31	31	14 674	14 863	14 670	14 832
Auberges de jeunesse	36	36	35	34	3 513	3 533	3 465	3 701
Établissements des Amis de la Nature	18	17	17	15	1 419	1 332	1 345	1 214
Gîtes d'étapes	35	33	34	37	2 382	2 352	2 514	2 613
Relais Patros (a).....	—	—	1	1	—	—	406	406
Total...	**121**	**117**	**118**	**118**	**21 988**	**22 080**	**22 400**	**22 766**

	Nombre de nuitées			
	1965	1966	1967	1968
Maisons et centres de vacances	1 052 005	1 081 669	1 105 960	1 106 792
Auberges de jeunesse	168 714	187 921	183 406	187 838
Établissements des Amis de la Nature	57 561	60 444	63 703	64 380
Gîtes d'étapes	115 118	112 008	114 289	126 506
Relais Patros (a).....	—	—	7 815	21 172
Total...	**1 393 398**	**1 442 042**	**1 475 173**	**1 506 688**

	Nombre de nuitées (en pour-cent)			
	1965	1966	1967	1968
Maisons et centres de vacances	75,5	75,0	75,0	73,4
Auberges de jeunesse	12,1	13,0	12,4	12,5
Établissements des Amis de la Nature	4,1	4,2	4,3	4,3
Gîtes d'étapes	8,3	7,8	7,7	8,4
Relais Patros (a).....	—	—	0,6	1,4
Total...	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Commissariat général au Tourisme.

(a) Nouvel établissement de vacances populaires ouvert depuis 1967.

TROISIEME PARTIE

FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT

CHAPITRE PREMIER

APERÇU GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

Si l'accélération de la croissance de l'économie belge, amorcée vers la fin de 1967, trouve pour une large part son origine dans l'augmentation des exportations, les pouvoirs publics n'y ont pas moins contribué en conférant une orientation plus expansionniste à leur politique budgétaire et monétaire.

Les résultats escomptés de cette politique ont cependant été contrecarrés par des mesures prises par différents Etats étrangers, notamment dans le domaine du redressement de la balance des paiements des pays anglo-saxons.

Peu après le début de l'année 1968, le Gouvernement a augmenté les dépenses publiques et pris diverses mesures tendant à stimuler la demande. C'est ainsi que les dépenses d'investissement de l'Etat et ses dépenses civiles courantes pour l'achat de biens ont été fortement majorées et que l'aide accordée par l'Etat à la construction de logements sociaux et à certains autres investissements a été étendue.

En matière d'impôts directs, aucune modification importante n'est intervenue en dehors de l'institution d'un décime additionnel à l'impôt des personnes physiques pour les titulaires de revenus annuels excédant 500 000 FB. Une surtaxe analogue a été envisagée en matière d'impôt sur les sociétés, mais sa mise en vigueur a été différée, afin de ne pas entraver les investissements des entreprises.

Nonobstant l'expansion de l'activité économique en 1968 et son incidence favorable sur les rentrées du Trésor public, celui-ci a été confronté avec certaines difficultés qui, à défaut d'une analyse approfondie, pourraient suggérer que l'œuvre de redressement des finances publiques est compromise. En effet, le budget ordinaire, en opérations de caisse, a laissé un déficit et l'impasse totale de trésorerie, à financer par l'emprunt, s'est élargie. Les dépenses résultant de l'indemnisation du chômage, de la sécurité sociale, du pacte scolaire et de la programmation sociale en faveur des agents de l'Etat ont contribué à cette évolution. Il en a été de même de l'aide apportée à l'agriculture belge dans le cadre du Fonds agricole et de la Communauté économique européenne, tandis qu'était entrepris d'autre part un vaste programme d'investissement en vue d'améliorer l'infrastructure économique du pays.

La ligne de crédit de l'Etat auprès de la Banque Nationale de Belgique, fixée à 10 milliards depuis 1948, a été portée à 16 milliards à partir du 1er septembre 1968. Il convenait, en effet, de l'adapter à la croissance de l'économie, pour permettre au Trésor de faire face aux décalages, en cours d'année, entre ses recettes et ses dépenses. Cette adaptation s'est faite par référence à l'évolution des recettes fiscales et pourra être réexaminée de trois en trois ans et pour la première fois en 1971.

Afin, notamment, de soutenir les investissements, les autorités se sont attachées à faire en sorte que l'aisance règne sur le marché monétaire et sur le marché du crédit. Au cours du dernier trimestre de 1968, elles ont toutefois estimé devoir adopter une politique plus restrictive, en se fondant principalement sur le fait que la situation intérieure n'exigeait plus autant une politique d'aisance et qu'il serait de toute manière, difficile d'en poursuivre l'application vu la tension qui règnait à ce moment sur les marchés monétaires étrangers.

En mars 1968 est intervenue la dernière d'une série de cinq réductions du taux d'escompte qui ont ramené celui-ci à 3,75 %. Vers la fin de l'année, la Banque Nationale a relevé son taux d'escompte de 0,75 % et l'a ainsi porté à 4,50 %. A ce moment, la conviction était acquise, d'une part, que la reprise conjoncturelle était devenue suffisamment vigoureuse et, d'autre part, que la tendance à la hausse des taux d'intérêt observée sur les grandes places étrangères persisterait avec ses conséquences défavorables sur la balance des paiements.

L'aisance monétaire relative s'est maintenue jusqu'au troisième trimestre, époque où la balance des paiements est devenue déficitaire, en grande partie sous l'effet de sorties de capitaux suscitées par la hausse des taux d'intérêt pratiqués à l'étranger. Comme ce phénomène a coïncidé avec le tarissement de l'abondante source de liquidités que constituaient, jusque-là, les finances publiques, les banques ont commencé alors à demander à la Banque Nationale de Belgique des concours financiers fortement accrus. En conséquence, les taux d'intérêt se sont mis à monter.

L'expansion des crédits bancaires accordés au secteur privé intérieur s'est ralentie. Il est possible que ce ralentissement s'explique, en partie, par l'amélioration des bénéfices des entreprises qui ont pu, de la sorte, procéder à l'autofinancement d'une plus grande partie de leurs investissements. Le volume des financements par émission d'actions nouvelles, a fortement augmenté au second semestre. C'est d'ailleurs à cette époque que les investissements des entreprises ont repris avec une certaine vigueur.

Sur le plan international, la demande sur le marché de l'or s'est révélée nettement spéculative durant la première quinzaine de mars. Considérant que les avoirs des banques centrales ne pouvaient subir l'effet de la spéculation, la Conférence de Washington (16-17 mars) a mis fin aux interventions du pool de l'or et a séparé le marché officiel, où le prix est maintenu à 35 dollars l'once, du marché libre. Ceci a permis que l'offre des pays producteurs et la demande des entreprises et particuliers s'équilibrent à des prix fluctuant librement.

Les marchés des changes ont été perturbés en novembre par d'importants mouvements de capitaux à court terme, dus notamment aux rumeurs de réévaluation du deutsche Mark.

Le Conseil des Gouverneurs du Fonds Monétaire International a adopté une proposition d'amendement des statuts du Fonds, organisant la création de droits de tirage spéciaux destinés à faire face à l'éventualité d'une pénurie généralisée de réserves. Un projet de loi de ratification de ces changements a été déposé sur le bureau des Chambres.

La Belgique a pleinement participé à la coopération monétaire internationale. C'est ainsi qu'elle est intervenue dans les facilités accordées en cours d'année au Royaume-Uni et à la France. Des accords de swap lient la Belgique aux Etats-Unis.

Au 31 décembre 1968, le taux de la couverture-or était de 40,74 %, alors que statutairement, la Banque Nationale de Belgique n'est tenue d'avoir qu'une encaisse en or égale au tiers du montant de ses engagements à vue ; le franc est ainsi resté une monnaie très solide, en dépit des vicissitudes internationales.

★
★ ★

CHAPITRE II

FINANCES PUBLIQUES

SECTION I. – FINANCES DE L'ÉTAT

Au cours des dernières années, les finances publiques ont été marquées par une augmentation très rapide des dépenses courantes, une faible épargne et un déficit global important. Cette tendance a aussi caractérisé l'année 1968. Quoique les efforts ont continué à être orientés vers la poursuite de l'assainissement, des facteurs conjoncturels et structurels ont fait surgir des contraintes sous l'optique des transferts de revenus et d'un soutien très accusé de l'activité économique.

A cet égard un effort exceptionnel a été accompli dans le domaine des investissements d'infrastructure qui transparaît dans le programme des engagements. Celui-ci s'est élevé à 56,2 milliards (non compris l'achat de chars de combat et d'avions pour la Défense Nationale), contre 46,2 et 39,2 milliards respectivement en 1967 et 1966.

D'autres mesures ont été prises en vue de promouvoir les investissements privés, la consommation et l'exportation, cela dans un cadre plus général qui au niveau international doit être mis en rapport avec les dispositions prises par certains pays pour rééquilibrer leur balance de paiements, par d'autres dans la perspective de l'instauration de la taxe sur la valeur ajoutée.

C'est ainsi qu'au premier trimestre, les engagements de dépenses relatifs aux travaux publics ont été accélérés ; les autres mesures visant à stimuler l'activité et qui ont influencé les finances publiques furent : le renforcement des moyens d'action des sociétés de logement, le doublement des primes à la construction pour les habitations sociales, l'instauration d'une prime à la construction ou à l'achat d'appartements sociaux et l'augmentation du capital de la Société Nationale d'Investissement.

Comme en 1967, le budget de 1968 a été déposé pratiquement en équilibre ; 240,6 milliards de recettes (+ 9 % par rapport au budget initial de 1967) et 240,8 milliards de dépenses (+ 9,1 %).

La déclaration gouvernementale de juin 1968 avait laissé entendre que les crédits supplémentaires pour 1968 ne pourraient dépasser 5,5 milliards, montant qui s'est élevé lors du dépôt du budget de 1969 à 5,8 milliards (9,0 milliards d'augmentation et 3,2 milliards de réduction). Certaines prévi-

sions furent dépassées, notamment en ce qui concerne le coût du chômage (1,7 milliard), les subsides économiques (charbonnages + 470 millions) et sociaux (environ 1 milliard) et les transports publics (741 millions). Compte tenu de 3,1 milliards de crédits supplémentaires afférents aux années antérieures, dont deux tiers à caractère social, le budget ajusté s'est élevé en 1968 à 249,7 milliards contre 227,7 l'année précédente.

Les dépenses imputées sur le budget ordinaire de 1968 y compris les reports des exercices antérieurs se sont accrues de 10,2 %, soit à un rythme légèrement supérieur à celui constaté en 1967 par rapport à 1966.

La comparaison avec les années 1966 et 1967 de la répartition des dépenses d'après leur nature est fort aléatoire du fait que les budgets pensions et dotations ont été répartis en 1968 entre d'autres chapitres, et principalement ceux relatifs aux salaires, transferts de revenus et divers.

Ainsi, le poste transfert de revenus est de loin le plus important et il représente à lui seul la moitié des dépenses ordinaires. Plusieurs facteurs ont contribué à une augmentation assez importante parmi lesquels il faut citer certaines dépenses pour l'agriculture belge, complètement intégrée dans le marché commun depuis le 1er juillet 1968, la dotation au Fonds des Communes et des Provinces et les transferts du Ministère de l'Education nationale qui atteignent déjà environ le quart du total.

Il faut signaler en plus les transferts à caractère social : interventions pour l'I.N.A.M.I., pour le Ministère de la Santé et de la Famille (quote-part du coût journalier forfaitaire, d'entretien dans les établissements hospitaliers, partie du déficit des hôpitaux publics, accroissement de la charge en ce qui concerne les intérêts et l'amortissement des emprunts, conclus auprès du crédit communal), ainsi que pour le secteur des pensions dont la tendance varie fort selon les diverses catégories.

Le deuxième chapitre en ordre d'importance « rémunérations et charges sociales » a accusé une augmentation de presque 16 % ; les adaptations à l'indice des prix à la consommation, la programmation sociale et les augmentations barémiques ont contribué à cette expansion. Il semble que l'effectif du personnel de l'Etat est resté constant : l'augmentation d'environ 1 % pour les Ministères a été plus que compensée par un recul de plus de 3 000 unités dans les corps spéciaux, ce qui concerne exclusivement les militaires. Dans les départements avec un personnel nombreux, le taux d'accroissement des salaires et des charges sociales a été supérieur à la moyenne.

Les dépenses pour biens non durables et services, qui avaient fort augmenté en 1967, se sont à peine accrues de 5 %, ce qui, compte tenu de la hausse des prix, ne laisse qu'une faible progression en volume. La plus grande partie de ces dépenses est destinée au Ministère de la Défense Nationale.

Le rythme d'accroissement (presque 13 %) du chapitre intérêts et pertes, qui est destiné quasi exclusivement à couvrir le déficit des sociétés de transport urbain et, pour une part, celui des Chemins de fer belges, dépasse la moyenne.

Les transferts de capitaux et les investissements, qui avaient fort augmenté en 1967, sont restés de 700 millions en dessous du niveau de cette année là.

Les dépenses ordinaires pour le budget de la Dette publique se sont accrues de 4,7 milliards. Cependant une telle progression ne se retrouve pas dans les dépenses réelles de caisse de l'année 1968. En effet, certains emprunts publics ayant coté au-dessus du pair, on n'a pas procédé aux amortissements contractuels au cours de l'année considérée, mais seulement au début de 1969 lorsque la hausse généralisée des taux d'intérêt a entraîné une baisse des cotations.

Les recettes fiscales de 1968 avaient été estimées à 227,9 milliards. Cette prévision tenait compte du coefficient d'élasticité des recettes fiscales par rapport au P.N.B. (1,14), constaté au cours des dernières années d'une part et de l'incidence complémentaire de certaines mesures fiscales prises antérieurement d'autre part. Les recettes non fiscales ayant été évaluées à 12,7 milliards, les recettes ordinaires de l'année 1968 devaient atteindre 240,6 milliards.

Les recettes effectives ont en fait accusé une moins-value de 1,2 milliard, exclusivement imputable au faible rendement des droits de douane et surtout du timbre et des taxes y assimilées. En revanche, les accises et les contributions directes ont dégagé de légères plus-values. Ainsi par rapport à 1967, l'augmentation globale s'est élevée à 7,4 % contre 18,1 % en 1967.

La part la plus considérable des recettes est fournie par les impôts directs qui en 1968 ont déjà constitué 40 % du total, contre 35,5 % en 1966. Le taux d'augmentation du rendement de presque tous les impôts directs a cependant été moins élevé qu'en 1967. Mais le rendement global a surtout été influencé par de sensibles plus-values enregistrées au titre du précompte mobilier, des versements anticipés et de l'impôt à charge des personnes physiques.

Les impôts versés sous forme de précompte fournissent de loin le plus fort rendement. Bien que le retard, apparu à la suite de l'automatisation des enrôlements, ait été résorbé, c'est le précompte immobilier qui, des trois précomptes, a accusé la croissance la plus faible. Quoique les prévisions n'aient pas été atteintes, le produit du précompte mobilier a notablement augmenté : ceci est dû surtout à l'augmentation continue des dépôts d'épargne et des dépôts en banque, aux émissions de fonds d'Etat et, dans une moindre mesure au rendement accru des capitaux à risques. Ainsi le large excédent par rapport à 1967 du précompte mobilier se localise surtout sur le précompte sur autres revenus et sur dividendes et capitaux investis. Le nouvel accroissement de la masse salariale — quoique à un rythme moins élevé que les années précédentes — et la structure même du système d'impôt ont contribué à accroître de 4,6 milliards le rendement du précompte professionnel.

Alors qu'au cours des six premiers mois de 1968 le produit des versements anticipés était sensiblement inférieur aux réalisations de la période correspondante de 1967, un net redressement s'est opéré à la suite du niveau très élevé des versements effectués en juillet et en octobre. Les réalisations de l'année ont dépassé les recettes de 1967 de 12,7 %. Ce résultat est dû, sans doute, à l'amélioration des perspectives des bénéfices et aussi à l'établissement du décime additionnel à l'impôt des sociétés qui avait été instauré par la loi du 31 mars 1967 mais dont l'application en 1967 avait été suspendue pour des raisons conjoncturelles. L'application de cette mesure en 1968 aurait produit un supplément de recette de l'ordre de 1 milliard.

Les perceptions sur rôles ont enregistré un excédent de 12,8 % par rapport à 1967, exclusivement en raison de l'excellent rendement de l'impôt des personnes physiques (+ 18,1 %). De nombreux facteurs y ont contribué, comme l'accroissement des revenus des particuliers, un meilleur contrôle, la suppression de la déduction des frais d'assurance et la fusion des précomptes mobiliers. L'impôt sur le revenu global perçu par rôle à charge des sociétés et des non-résidents n'a pas atteint le niveau de 1967. Ceci démontre que pour les sociétés, l'année 1967 a marqué le fond de la phase de ralentissement conjoncturel que nous venons de traverser.

Enfin, le rendement de la taxe de circulation a été anormalement élevé en 1967 à la suite du changement du système de comptabilisation ; si ce facteur n'avait pas joué, une augmentation d'environ 7 % aurait été obtenue en 1968.

Le produit des droits de douane est resté sensiblement en-deça des recettes de 1967 en raison de l'incidence, plus importante que prévue, de la suppression totale, au 1er juillet 1968, des droits en trafic intracommunautaire, qui ne fut que partiellement compensée par l'application intégrale, à partir de la même date, du tarif extérieur commun pour les produits industriels et agricoles ; ce tarif ayant été réduit de deux cinquièmes conformément aux engagements pris lors des négociations G.A.T.T. (Kennedy-Round).

Le rendement des accises a de nouveau progressé mais à un rythme moins élevé. La plus grosse part de l'excédent enregistré par rapport à 1967 découle de 2 catégories de produits : les huiles minérales d'une part et les tabacs d'autre part. La consommation des produits pétroliers demeure nettement orientée à la hausse, de sorte qu'ils fournissent 62 % du total des accises ; par contre, si la quantité de tabac mise en œuvre ne semble plus progresser au rythme des années précédentes, la hausse du prix des cigarettes et l'instauration d'un droit d'accise spécifique sur les tabacs ont contribué à accroître leur part dans l'ensemble des rentrées d'accises (23 %).

La part dans l'ensemble des recettes des droits d'enregistrement perçus par l'Administration a fléchi de 41,6 % en 1966 à 38,6 % en 1968. En dépit d'une nette reprise de la production industrielle, de l'évolution des prix et de l'incidence de certaines modifications à la législation dans le cadre des pouvoirs spéciaux, le rendement des taxes assimilées au timbre est resté inférieur à la prévision et n'a progressé que de 6,1 % par rapport à l'année précédente. Le rendement par jour ouvrable des droits de timbre et des taxes y assimilées a atteint 261 millions en 1968 contre 248 et 223 respectivement en 1967 et 1966. Ce décalage entre l'évolution du rendement des taxes assimilées au timbre et le développement de la conjoncture peut s'expliquer par le fait que l'expansion économique en 1968 fut surtout alimentée par la demande extérieure qui est largement détaxée et que la consommation privée ne s'est développée que tardivement. Diverses mesures fiscales prises dans le cadre de la loi du 31 mars 1967 et des arrêtés d'applications ont contribué à une augmentation très sensible du produit des droits d'enregistrement (29 %) ; en outre, le marché des biens immobiliers a connu une évolution satisfaisante. Les droits de succession ont également accusé une progression sensible.

Les recettes non fiscales ont à peine dépassé le niveau atteint en 1967 quoique cette dernière année ait bénéficié d'une recette exceptionnelle de 500 millions en raison du passage du système de l'exercice à celui de la gestion.

En bref, selon les données provisoires, les recettes globales du budget ordinaire ont atteint 239,5 milliards. Les dépenses sont passées du montant initial de 240,8 milliards à 247,4 milliards, ce qui représente par rapport à 1967 une augmentation de 9,9 %. Compte non tenu des crédits reportés et annulés en fin d'année, on peut s'attendre pour le budget ordinaire à un déficit d'environ 8 milliards.

Le budget extraordinaire a été exécuté sur base d'un programme d'engagement qui a été libéré à concurrence de 95 %. Ce programme est cependant conçu plus largement que le budget extraordinaire : il se compose du secteur budgétaire proprement dit, du Fonds des Routes et du secteur débudgétisé. Celui-ci embrasse les intercommunales E3, E5, E39, les travaux communaux subsidiés, les travaux de modernisation du canal Albert, le canal Bruxelles-Rupel, le port maritime de Bruxelles et le creusement d'un canal circulaire pour la navigation poussée à Anvers. En outre, les investissements publics s'étendent à un secteur parastatal important notamment les habitations sociales, les télécommunications, les transports en commun et les conduites d'eau, les hôpitaux des Commissions d'assistance publique et le Centre d'études pour l'Energie atomique.

Les décaissements extraordinaires ont en 1968 augmenté de presque 4,5 milliards contre 3,9 milliards en 1967.

En pourcentage les chapitres « avances et participations » et « Fonds budgétaires » montrent la plus forte expansion (plus de 25 %). Ces derniers avaient déjà presque doublé en 1967. Les départements qui interviennent pour la plus grande part dans cet accroissement global sont : la Défense Nationale (aussi bien pour le matériel non durable que pour les premiers paiements sur l'achat des chars), les Travaux publics (transferts de capitaux et investissements) et les Communications (avances et participations).

Le déficit enregistré par le budget ordinaire et le développement très accusé des investissements physiques et financiers ont influencé la situation de trésorerie.

L'impasse globale de trésorerie qui était en moyenne de 34 milliards au cours de la période 1965-1967, est passée à 47,2 milliards en 1968, contre 36,3 milliards en 1967. Cette impasse comporte certaines opérations extra-budgétaires telles les avances au Fonds des Routes, ainsi que les mouvements de fonds de tiers qui se sont soldés par une sortie nette de 1,3 milliard contre une entrée de 1,5 milliard en 1967.

Le financement de cette impasse de trésorerie a suscité une expansion de la dette publique de 33,8 milliards, s'il est fait abstraction des opérations avec le Fonds Monétaire International, contre 22,5 milliards en 1967.

L'appel brut à l'emprunt consolidé s'est élevé à près de 49 milliards, soit un montant sensiblement équivalent à l'impasse de trésorerie. Le Trésor public

a dû faire face non seulement aux amortissements contractuels, soit 13,3 milliards, mais aussi à des remboursements considérables d'emprunts venus à échéance finale ; ceux-ci se sont élevés à 10,9 milliards. Finalement la dette consolidée en francs belges s'est accrue de 24,7 milliards. Ces mouvements de fonds montrent le caractère aigu des problèmes de financement auxquels l'Etat peut être confronté lorsqu'un large déficit budgétaire se cumule avec des opérations importantes de renouvellement de dettes.

Outre l'emprunt consolidé, l'Etat a couvert ses besoins de financement par des disponibilités à moyen terme mais surtout à court terme en francs belges. Compte non tenu des opérations avec le F.M.I. qui sont purement comptables et qui sont donc sans incidence sur la situation de caisse, la dette intérieure à court terme s'est accrue de 9,4 milliards dont 8,6 milliards sous forme d'accroissement des avoirs des particuliers aux comptes des chèques postaux. Les autres formes de la dette à court terme reflètent surtout un engagement fortement accru auprès de l'Institut d'Emission dont les facultés d'intervention ont été portées de 10 à 16 milliards de francs depuis le 1er septembre 1968 en vertu d'une nouvelle convention datée du 30 mars 1968. Par contre il a fallu faire face à des remboursements de certificats en mains des banques et des organismes paraétatiques. Ceux-ci, à la suite des besoins plus importants, ont été amenés à réduire leurs placements provisoires.

La dette en devises étrangères ayant fléchi de 0,9 milliard, la couverture des besoins de l'Etat a donc pu être assurée entièrement par les secteurs nationaux.

Un examen de l'origine de l'accroissement de la dette de l'Etat montre que l'expansion est logée à concurrence de 23,9 milliards auprès des organismes monétaires dont 20,6 milliards à l'Institut d'Emission et aux Chèques postaux.

Ce financement monétaire a en partie neutralisé l'effet déflationniste qui aurait résulté de l'incidence des opérations avec l'étranger sur la formation du stock monétaire.

Le concours des organismes monétaires aux besoins financiers de l'Etat peut avoir facilité l'action qui a été entreprise en vue de soutenir une activité économique dont la reprise ne manifestait que des indices timides au début de 1968.

L'élargissement de l'impasse de trésorerie qui est sans doute due à cette action régulatrice de la conjoncture économique ne doit toutefois pas dissimuler que le problème fondamental d'un assainissement progressif mais durable des finances de l'Etat reste posé. L'énorme programme d'engagements d'investissements de secteur public se répercutera encore ultérieurement sur les besoins en fonds de l'Etat et cela au moment où la mobilisation accrue de liquidités par les entreprises, suscitée par l'accélération de l'activité économique, risque à son tour d'aggraver les tensions.

★

★ ★

Exécution des budgets de 1959 à 1968 (a)

(en millions de francs)

ANNÉES	Budget ordinaire							Budget extraordinaire				Résultats
	Recettes					Dépenses	Solde	Recettes		Dépenses	Solde	
	Contributions directes	Douanes et Accises	Enregistrement	Non fiscales	Total			Emprunts consolidés (c)	Autres			
1959	39 489	19 623	35 927	7 226	102 265	110 462	— 8 197	21 505	3 127	24 831	— 199	— 8 396
1960	41 370	22 011	38 501	7 796	109 678	115 876	— 6 198	28 147	560	29 516	— 809	— 7 007
1961	44 021	23 751	44 614	7 973	120 359	124 865	— 4 506	14 807	721	16 818	— 1 290	— 5 796
1962	51 419	24 505	48 501	7 942	132 367	134 025	— 1 658	41 348	612	17 914	+24 046	+22 388
1963	54 208	25 896	52 509	9 035	141 648	148 002	— 6 354	17 438	567	22 209	— 4 204	—10 558
1964	60 458	28 179	60 040	9 396	158 073	154 949	+ 3 124	23 991	403	23 941	+ 453	+ 3 577
1965	69 602	30 111	65 632	10 161	175 506	184 301	— 8 795	22 203	447	25 776	— 3 126	—11 921
1966 (x)	77 856	34 250	78 656	10 464	201 226	199 013	+ 2 213	21 015	683	30 605	— 8 907	— 6 694
1966 (y)	67 128	33 653	78 647	9 348	188 776	193 062	— 4 286	21 016	643	33 910	—12 251	—16 537
1967 (b)	87 205	37 094	86 031	12 621	222 951	225 140	— 2 189	21 656	256	29 946	— 8 034	—10 223
1968 (b)	95 770	38 596	92 433	12 709	239 508	247 443	— 7 935	29 206	599	35 728	— 5 923	—13 858

Source : Ministère des Finances.

(a) Système de l'exercice jusqu'en 1966. Le système de gestion a été introduit par la loi du 28 juin 1963 (*Moniteur belge* du 31 juillet 1963) et mis en application à partir du 1er janvier 1967. De ce fait l'exercice 1966 a commencé suivant l'ancien système mais a perdu une partie notable des opérations en recettes et dépenses de la période complémentaire. Les résultats définitifs (y) sont donc incomplets par rapport aux résultats des exercices précédents. Pour sumonter la difficulté de comparaison, la loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1967 (*Moniteur belge* du 30 décembre 1966) prévoyait la publication d'un aperçu au 31 mars 1967 suivant le système de l'exercice (x).

(b) Résultats provisoires.

(c) Produit net des émissions.

Recettes budgétaires ordinaires

Recouvrements effectués

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Système de l'exercice				Système de gestion		
	1963	1964	1965	1966 (a)	1966	1967 (b)	1968 (b)
A. — Recettes fiscales :							
I. *Contributions directes*	**54 208,5**	**60 458,0**	**69 601,6**	**77 855,5**	**67 127,8**	**87 204,5**	**95 770,5**
Impôt versé par voie de précomptes .	27 297,2	32 965,3	37 961,4	42 906,0	36 896,8	47 792,8	53 721,4
a) Précompte immobilier	*803,0*	*955,6*	*999,6*	*981,0*	*815,3*	*1 060,0*	*1 164,8*
b) Précompte mobilier	*4 384,1*	*5 396,2*	*6 678,1*	*7 068,0*	*6 128,6*	*8 071,6*	*9 300,1*
c) Précompte professionnel	*22 110,1*	*26 613,5*	*30 283,7*	*34 857,0*	*29 952,9*	*38 661,0*	*43 256,5*
Impôt sur le revenu global versé par anticipation par les non-salariés ..	11 303,1	13 418,0	15 513,7	16 126,0	14 018,9	17 522,3	19 759,6
Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge	627,8	4 137,6	9 875,2	1 382,0	8 858,2	14 279,2	16 107,7
a) des personnes physiques	—	*2 748,9*	*7 249,2*	*8 771,0*	*6 920,9*	*11 463,2*	*13 540,8*
b) des sociétés	*626,2*	*1 375,0*	*2 593,8*	*2 485,0*	*1 848,2*	*2 595,7*	*2 371,9*
c) des non-résidents	*1,6*	*13,7*	*32,2*	*126,0*	*89,1*	*220,3*	*194,7*
Impôt sur les revenus perçus sous le régime des lois coordonnées relatives à ces impôts	10 746,5	3 722,8	418,6	81,0	24,9	154,0	97,4
Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3 266,9	3 572,8	3 925,4	4 192,0	4 192,5	6 317,0	4 981,8
Taxe sur les jeux et paris	280,1	314,1	391,8	456,0	433,6	486,0	534,8
Autres							
Totaux de la rubrique I		8 845,1	8 385,2	8 280,6	8 280,6	8 486,4	8 018,0
					29 937,0	27 118,3	29 110,8

Droits d'accise	17 614,3	18 662,3	20 424,7	24 552,6	23 987,0	27 118,3	29 110,8
a) Bières	*1 412,7*	*1 499,4*	*1 532,6*	*1 551,9*	*1 473,9*	*1 609,3*	*1 642,0*
b) Boissons fermentées	*593,5*	*621,1*	*763,8*	*616,4*	*615,0*	*691,2*	*749,1*
c) Eaux-de-vie	*877,1*	*794,8*	*949,8*	*960,0*	*943,0*	*951,1*	*1 024,1*
d) Eaux minérales	*360,9*	*408,2*	*421,0*	*580,1*	*575,3*	*622,2*	*679,0*
e) Huiles minérales, benzol et gaz naturel	*9 464,7*	*10 318,2*	*11 201,6*	*14 931,6*	*14 922,9*	*16 690,0*	*17 990,5*
f) Sucres et sirops de raffinage	*195,5*	*196,6*	*200,1*	*182,2*	*180,0*	*202,3*	*205,0*
g) Tabacs	*4 709,9*	*4 824,0*	*5 355,8*	*5 730,4*	*5 276,9*	*6 352,2*	*6 821,1*
Taxes de consommation (alcools et eaux-de-vie)	1 012,0	890,5	1 050,6	1 225,1	1 193,4	1 233,0	1 288,2
Taxes sur les débits de boissons	55,9	56,7	58,7	68,9	69,0	66,2	90,1
Taxes et produits divers	189,0	224,2	241,6	172,8	172,8	189,8	94,0
III. *Enregistrement et domaines*	**52 508,5**	**60 040,2**	**65 632,5**	**78 655,9**	**78 647,6**	**86 031,0**	**92 432,9**
Droits d'enregistrement	4 718,2	6 003,9	6 419,3	6 766,7	6 766,7	6 621,0	7 874,1
Droits de greffe	58,9	62,0	69,7	75,0	75,0	83,0	87,9
Droits d'hypothèque	79,9	94,3	93,2	108,2	108,2	117,7	122,0
Droits de succession	2 425,5	2 567,5	2 797,7	3 228,4	3 220,1	3 430,4	4 044,2
Droits de timbres et taxes assimilées au timbre	44 822,0	50 846,9	55 747,4	67 902,0	67 902,0	75 107,4	79 654,0
Amendes et divers	404,0	465,6	505,2	575,6	575,6	671,5	650,7
Total des recettes fiscales	**132 613,3**	**148 677,5**	**165 344,9**	**190 761,4**	**179 428,2**	**210 329,3**	**226 799,5**
B. — Recettes non fiscales :							
Taxes, péages et redevances	5 274,9	5 838,7	6 230,2	6 626,3	6 636,2	8 051,4	
Revenus patrimoniaux, d'exploitation et financiers	1 501,4	1 651,6	1 791,1	2 361,2	1 263,5	1 928,3	12 709,0
Remboursements	992,1	1 194,7	1 309,5	1 171,1	1 153,7	1 494,0	(c)
Produits divers	1 052,9	640,5	717,2	255,0	245,1	1 087,5	
Total des recettes non fiscales	**8 821,3**	**9 325,5**	**10 048,0**	**10 413,6**	**9 298,5**	**12 561,1**	**12 709,0**
C. — Recettes résultant de la guerre	**213,5**	**69,5**	**113,3**	**50,7**	**50,0**	**60,0**	—
Total des recettes ordinaires	**141 648,1**	**158 072,4**	**175 506,2**	**201 225,7**	**188 776,7**	**222 950,4**	**239 508,5**

Source : Ministère des Finances.

(a) Résultat théorique au 31 mars 1967 établi en exécution de l'article 10 de la loi du 28 décembre 1966 (*Moniteur belge* du 20 mai 1967).
(b) Résultats provisoires.
(c) Classification économique depuis le 1er janvier 1968.

Dépenses budgétaires par budget

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Dépenses ordinaires			Dépenses extraordinaires		
	1966	1967 (a)	1968 (a)	1966	1967 (a)	1968 (a)
Dette publique	35 026	38 479	42 422	408	511	460
Pensions	25 174	27 503	28 729	—	—	—
Dotations	555	658	705	—	—	—
Services du Premier Ministre	468	543	598	—	—	—
Ministère de la Justice	3 618	4 069	4 547	—	2	5
Ministère de l'Intérieur et Ministère de la Fonction publique	12 043	13 246	15 728	63	65	24
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et Assistance technique	3 339	4 813	4 443	583	625	600
Ministère de la Défense nationale	16 695	18 796	18 224	4 279	4 608	5 605
Gendarmerie	2 518	2 715	3 019	164	144	148
Ministère de l'Agriculture	2 812	3 860	6 808	623	463	590
Ministère des Affaires économiques et Ministère des Classes moyennes	5 858	8 858	8 198	496	667	322
Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones	13 317	16 233	17 266	7 102	6 108	7 238
Ministère des Travaux publics et Reconstruction	3 242	4 143	4 033	14 154	13 134	16 185
Ministère de l'Emploi et du Travail	2 128	3 684	4 932	—	—	—
Ministère de la Prévoyance sociale	14 585	17 493	20 907	1	—	—
Ministère de l'Education nationale et Ministère de la Culture	38 965	45 255	49 625	1 524	1 209	1 158
Ministère de la Santé publique et de la Famille	6 341	7 691	9 728	726	1 571	1 830
Ministère des Finances	6 378	7 101	7 531	3 787	839	1 563
Total...	**193 062**	**225 140**	**247 443**	**33 910**	**29 946**	**35 728**

(a) Résultats provisoires.

Source : Ministère des Finances.

Répartition des dépenses budgétaires par année civile

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965
Ancienne classification				
Dépenses ordinaires :				
Dette publique	22 802	26 383	27 760	32 823
Pensions	18 969	19 845	21 448	23 202
Non-valeurs et remboursements	114	108	113	174
Personnel	26 199	29 277	32 664	36 543
Matériel	7 848	7 985	8 585	8 968
Subventions	45 196	50 232	53 154	63 037
Travaux	1 191	1 484	1 665	1 613
Autres dépenses ordinaires	10 118	8 782	11 607	11 370
Total...	**132 437**	**144 096**	**156 995**	**177 731**
Dépenses extraordinaires :				
Dette publique	—	1 302	—	2 020
Avances	4 542	3 863	4 064	2 525
Participations	436	367	331	837
Immobilisations nouvelles	14 010	16 532	18 820	19 141
Restauration du domaine public	333	307	356	378
Autres dépenses	231	623	817	326
Total...	**19 552**	**22 994**	**24 388**	**25 227**
Total général...	**151 989**	**167 090**	**181 383**	**202 958**

Classification économique (a)	1966		1967		1968	
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires
Dette publique	32 297	418	38 707	501	43 380	461
Pensions	25 015	—	27 538	—	(a)	—
Dotations	555	—	658	—	(a)	—
Salaires	40 821	—	44 781	—	51 877	—
Services	9 432	207	13 135	693	13 748	1 923
Matériel	666	4 221	1 089	4 378	1 394	5 464
Intérêts - pertes	4 374	1 180	5 163	29	5 822	15
Transferts de revenus	66 938	540	85 650	967	124 308	89
Transferts de capitaux	2 814	7 056	3 722	7 365	3 132	11 792
Investissements	354	8 422	1 124	7 666	1 032	8 053
Avances - participations	12	8 862	51	6 745	50	8 348
Divers	(b)21 700	(b) – 274	(b) 3 757	794	(b) 3 661	551
Total...	**204 978**	**30 632**	**225 375**	**29 138**	**248 404**	**36 696**

Source : Ministère des Finances.

(a) La classification économique établie en 1966 pour la plupart des budgets et en 1968 pour les Pensions et les Dotations ne permet aucune comparaison avec la répartition antérieure. Ces deux derniers budgets ont été reportés en 1968 entre les autres chapitres.
(b) Renferme des dépenses sur des reportés qui étaient réparties selon l'ancienne classification.

La situation de caisse du Trésor (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968
Opérations budgétaires	— 21 340	— 28 821	— 27 315	— 30 386	— 37 500
a) Ordinaire	+ *2 542*	— *3 780*	— *3 322*	— *2 124*	— *5 144*
b) Extraordinaire	— *23 882*	— *25 041*	— *23 993*	— *28 262*	— *32 356*
Fonds de tiers	+ 332	— 773	+ 3 053	+ 1 516	— 1 345
Opérations de caisse et de Trésorerie	+ 125	+ 249	— 94	— 643	+ 766
Avances « Fonds des Routes »	— 6 227	— 6 275	— 6 450	— 6 750	— 9 075
Total...	**— 27 110**	**— 35 620**	**— 30 806**	**— 36 263**	**— 47 154**
FINANCEMENT					
Solde dette flottante	— 1 793	+ 8 518	+ 9 771	+ 2 870	+ 10 168
Banque Nationale	+ *550*	— *800*	+ *550*	— *6 925*	+ *12 025*
Secteur bancaire	+ *3 287*	+ *5 776*	+ *3 404*	— *7 637*	— *5 480*
Parastataux	— *7 589*	+ *4 382*	— *3 238*	+ *14 320*	— *4 912*
Comptes chèques postaux et particuliers	+ *6 421*	+ *182*	+ *3 070*	— *3 774*	+ *7 798*
Monnaies étrangères	+ *2 926*	— *1 183*	+ *5 629*	+ *7 076*	+ *902*
Divers	— *7 388*	+ *161*	+ *356*	— *190*	— *165*
Produits des emprunts consolidés	+ 28 903	+ 27 102	+ 21 035	+ 33 393	+ 36 986
Total...	**+ 27 110**	**+ 35 620**	**+ 30 806**	**+ 36 263**	**+ 47 154**
Rapprochement avec les résultats de la dette :					
Amortissements (b)	— 12 793	— 14 691	— 14 747	— 15 460	— 15 505
Différences (c)	+ 741	+ 1 155	+ 1 105	+ 1 742	+ 2 195
Opérations (d)	— 152	— 1 639	+ 1 265	— 1 046	+ 7 558
Total...	**+ 14 906**	**+ 20 445**	**+ 18 429**	**+ 21 499**	**+ 41 402**

Source : Ministère des Finances.

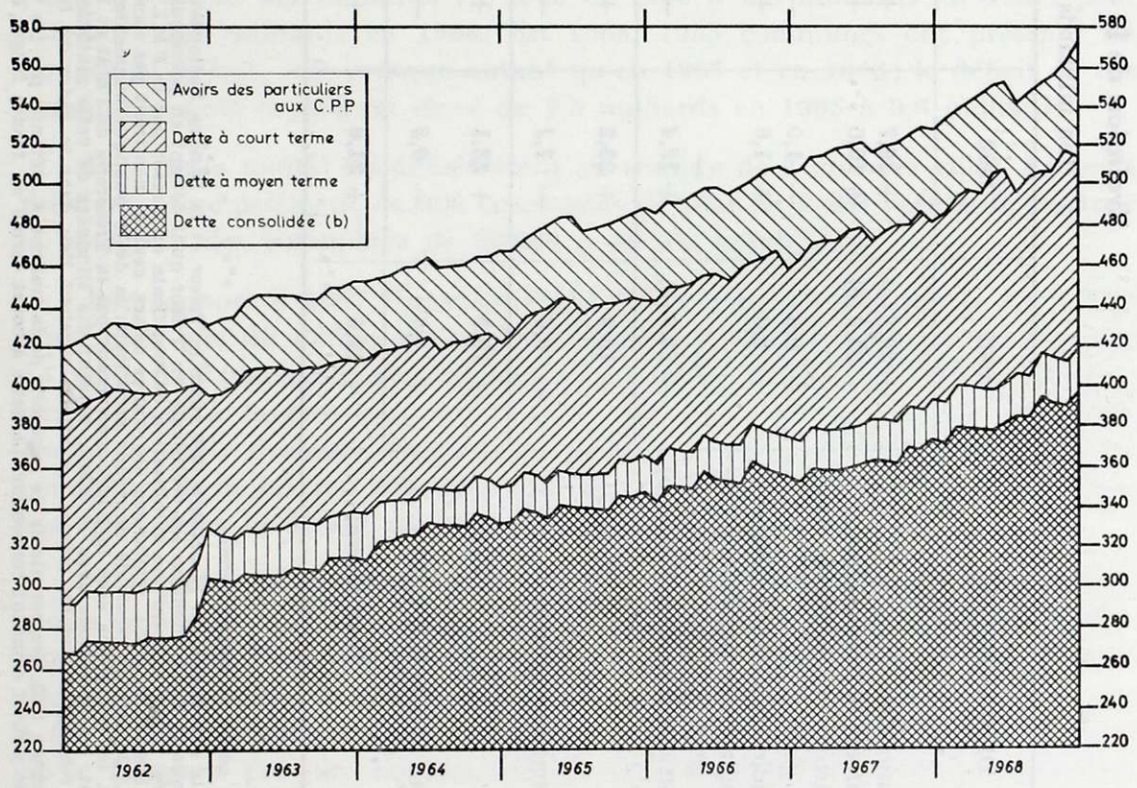
(a) Situation par année civile des encaissements et décaissements du Trésor relatives aux opérations budgétaires et aux opérations hors budget (opérations de caisse et de Trésorerie, Fonds des tiers).
(b) Les amortissements sont repris parmi les opérations budgétaires.
(c) Il s'agit entre autre de différences d'émission (différences entée le produit brut et le produit net) d'amortissement (différence entre l'amortissement nominal et l'amortissement réel).
(d) Opérations qui n'ont pas d'incidence directe sur la situation de caisse du Trésor.

Dette publique (a)

Situation à fin d'année
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Dette en francs belges	**398,1**	**412,5**	**437,7**	**452,3**	**468,1**	**510,4**
Dette consolidée	289,4	308,7	326,0	335,1	355,9	380,6
Dette à moyen terme.....	13,8	6,3	6,8	7,8	8,5	9,1
Dette à court terme	55,1	51,3	58,6	60,0	57,8	66,2
Avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux..	39,8	46,2	46,3	49,4	45,9	54,5
Dette en monnaies étrangères ..	**48,0**	**49,6**	**46,9**	**51,2**	**57,3**	**56,8**
Dette consolidée	19,9	18,6	17,1	15,8	14,8	13,4
Dette à moyen terme.....	9,5	12,1	11,4	12,2	11,6	12,9
Dette à court terme	18,6	18,9	18,4	13,2	30,9	30,5
Total...	**446,1**	**462,1**	**484,6**	**503,5**	**525,4**	**567,2**
Dette congolaise garantie (b) ..	**7,6**	**6,4**	**4,4**	**3,9**	**3,5**	**3,1**
Total général...	**453,7**	**468,5**	**489,0**	**507,4**	**528,9**	**570,3**

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)



(a) Non compris les dettes interalliées résultant de la guerre 1914-1918, soit 21,1 milliards de francs au 31 décembre 1965.
(b) Les données représentant uniquement les emprunts repris par la Belgique suite à la convention belgo-congolaise du 5 février 1965 approuvée par la loi du 23 avril 1965 (*Moniteur belge* du 27 mai 1965)

Source : Ministère des Finances.

Evolution de la dette publique

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Dette consolidée.....	+ *36,8* (c)	+ *10,7*	+ *18,0*	+ *15,6*	+ *7,8*	+ *19,8*	+ *23,3*
dont : directe en francs belges.....	+ 34,2 (c)	+ 10,0	+ 15,3	+ 16,7	+ 12,0	+ 11,5	+ 17,9
directe en monnaies étrangères	+ 0,6	— 1,0	— 1,2	— 1,5	— 1,3	— 1,4	— 1,4
indirecte en francs belges...	+ 2,0	+ 1,8	+ 4,0	+ 0,6	— 2,9	+ 9,3	+ 6,8
indirecte en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	+ 0,4	—
Dette flottante (a) sans le F.M.I. (b)	— *25,9* (c)	+ *12,4*	— *1,8*	+ *8,4*	+ *9,9*	+ *3,2*	+ *10,9*
Total ...	+ 10,9	+ 23,2	+ 16,2	+ 24,1	+ 17,7	+ 23,0	+ 34,2
Dette congolaise garantie.....	— *0,6*	— *1,1*	— *1,2*	— *2,0*	— *0,5*	— *0,5*	— *0,4*
Total ...	+ 10,3	+ 22,1	+ 15,0	+ 22,1	+ 17,2	+ 22,5	+ 33,8
Opérations avec le F.M.I. (b).....	+ *1,3*	— *0,3*	— *0,1*	— *1,6*	+ *1,2*	— *1,0*	+ *7,6*
Total général ...	+ 11,6	+ 21,8	+ 14,9	+ 20,5	+ 18,4	+ 21,5	+ 41,4

Source : Ministère des Finances.

(a) Dette à court et moyen terme.

(b) Depuis la convention du 14 octobre 1959 entre le Trésor et la Banque Nationale de Belgique, c'est cette d rnière et non pas le Trésor qui fournit les francs belges lorsque le F.M.I. mobilise les certificats du Trésor qu'il détient en portefeuille. Dans ce cas, la Banqu Nationale devient créditrice du F.M.I. des francs belges versés. Il s'en suit qu'une mobilisation de certificats du Trésor par le F.M.I. entraîne une diminution de la dette publique sans sortie de fonds. Dans le cas opposé, lorsque le F.M.I. rembourse des francs belges, ceux-ci n'entrent pas dans la Caisse de l'Etat mais viennent en déduction de la créance de la Banque sur le F.M.I. Ce dernier reçoit de nouveaux certificats; la dette publique augmente donc sans qu'il y ait des rentrées de fonds pour le Trésor.
Dès lors, les opérations avec le F.M.I. n'affectant pas la Trésorerie de l'Etat et la Dette publique étant pa excellence le reflet de la situation de la Trésorerie de l'Etat, les opérations avec le F.M.I. doivent ête éliminées de cette statistique.
Il faut remarquer que les mêmes opérations auraient lieu dans le cadre du fonctionnement de l'accord de Paris (General Arrangements to Borrow).

(c) En décembre 1962, des certificats de trésorerie de la tranche A, détenus par les banques, d'un montant de 19,8 milliards, ont été convertis en titres non négociables. d'un nouvel emprunt conosolidé. La dette à court terme en francs belges a été diminuée, et la dett consolidée augmentée, à due concurrence.

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES

La situation financière difficile des pouvoirs subordonnés que fait apparaître l'importance du déficit des budgets de 1967, semble accuser en 1968 une légère amélioration qui ne se reflète cependant pas dans le budget initial de cette année.

En effet, l'étude des finances des administrations locales ne peut se faire, pour le passé récent, que sur base des budgets votés par les conseils communaux et provinciaux et approuvés par les organes de tutelle, sans tenir compte des modifications qui leur sont apportées ultérieurement. Les comptes proprement dits ne sont disponibles que jusqu'en 1966 pour les communes et jusqu'en 1963 pour les provinces.

En 1966, les recettes ordinaires des communes ont augmenté plus vite que les dépenses, de sorte que le solde négatif des comptes globaux de 1965 — 1.469 millions — a été ramené à la moitié en 1966. Dans ces montants sont compris les déficits accumulés du passé ; c'est pourquoi, les comptes (droits constatés et dépenses engagées) et les budgets propres de l'exercice donnent un aperçu plus clair de l'évolution de la situation financière des communes.

Le déficit des budgets ordinaires des communes, propre à l'exercice est passé d'environ 2,4 milliards en 1965 et 1966 à 2,9 milliards en 1967, pour atteindre 3,4 milliards en 1968. En 1968, 1955 communes ont présenté un budget en déficit, soit presque autant qu'en 1965 et en 1966 ; le déficit de ces communes s'est cependant élevé de 2,5 milliards en 1965 à 3,6 milliards.

Près de la moitié du déficit vient au compte de 3 grandes villes. Le reste provient principalement de 330 communes de plus de 5 000 habitants (surtout la catégorie des communes de 20 000 à 30 000 habitants).

Par rapport à 1967 l'accroissement du nombre des communes en déficit aussi bien que du déficit global fut beaucoup moins fort pour les communes de moins de 5 000 habitants que pour les communes de plus de 5 000 habitants ; par rapport à la moyenne des années 1965-1966, l'augmentation du déficit global de cette dernière catégorie de communes a été très importante. Si les communes de moins de 1 000 habitants ont aussi rencontré de grandes difficultés, leur part dans le déficit global demeure faible.

Néanmoins, la situation réelle, telle qu'elle ressort des comptes, est souvent moins mauvaise que les données budgétaires provisoires, grâce aux contributions du Fonds d'aide ou d'autres crédits spéciaux similaires. Indépendamment des 4 grandes villes, le nombre des communes déficitaires sur base des comptes a été en 1965 et 1966 de près d'un tiers à la moitié moins élevé que les budgets ne le faisaient prévoir. Le montant du déficit global a accusé une situation semblable. Pour les 4 grandes villes les recettes réelles et les dépenses ont cependant correspondu plus exactement aux prévisions (sauf en 1965 où il y a eu un déficit de près d'un demi milliard non prévu au budget). Pour 1967 et

1968 une même tendance est prévisible pour toutes les communes. Ceci semble du reste confirmé par la moyenne du solde débiteur quotidien auprès du crédit communal de Belgique qui a diminué depuis 1967 et était tombé en 1968 en dessous du niveau des trois années antérieures.

L'enquête menée chaque année par le Crédit communal au cours du dernier mois de l'année semble confirmer cette évolution. Selon l'enquête de décembre 1967, le déficit global des communes serait donc pour cette année d'environ 616 millions, au lieu des 1 446 millions apparaissant dans les prévisions budgétaires de l'exercice ; selon l'enquête de 1968, ces montants sont évalués respectivement à 408 et 1 756 millions.

Finalement d'ailleurs les comptes sont encore généralement plus favorables que ne le laissent supposer les enquêtes. Pour les 4 grandes villes, par contre, les évaluations budgétaires sont confirmées : on s'attend à ce que le déficit global des comptes de ces communes, exception faite des soldes des années antérieures, s'élève à 1,6 milliard, contre 1,4 milliard en 1967. Bref, en dépit de quelques signes d'amélioration, la situation demeure souvent assez difficile, à cause de la charge du passé.

Par comparaison à la croissance rapide des dépenses ordinaires de l'autorité centrale en 1968, les dépenses des communes ont progressé à un rythme mesuré : 6,4 % pour les dépenses propres à l'exercice (14,4 % en 1967) et 5,9 % pour les dépenses globales (1,9 % en 1967). La tâche des communes est, il est vrai, de nature plus limitée, elles doivent cependant faire face à un accroissement considérable des dépenses de personnel et surtout de la charge des pensions et au renchérissement du crédit et des emprunts. Pour ces deux derniers postes, le taux d'augmentation a été en 1968 près du double de la moyenne annuelle.

Le ralentissement de la progression des dépenses ordinaires des communes, et ceci en dépit des besoins toujours croissants, constitue une première condition pour l'assainissement des finances communales. Cependant, au cours de la période 1959-1968, les dépenses ordinaires propres à l'exercice ont plus que doublé tandis que le produit national brut progressait de 94 %.

Le taux de croissance des dépenses ordinaires, qui avait augmenté depuis 1965 en moyenne de 10 % par an, est toutefois revenu à 5,7 % en 1968. La quote-part des communes dans les Fonds des Communes et dans les impôts de l'Etat a encore accusé en 1968 une progression de 9,1 % (9,7 % en 1967) ; cependant, ces deux sources principales des revenus des communes n'ont pas toujours évolué dans le même sens, ni au même rythme.

Les rentrées globales d'impôts des communes ont augmenté de 9 % par rapport à 1967. Les communes ont donc poursuivi leur effort des années antérieures pour accroître leurs revenus ; au cours de la période 1964-1968 les rentrées globales d'impôts ont augmenté de 69 %.

La hausse importante des centimes additionnels sur le précompte immobilier a contribué plus que le relèvement des revenus cadastraux à l'accroissement de 61 % de leur rendement au cours des cinq dernières années. Quand en 1962, la péréquation cadastrale a été mise en application, dans 36 % des

communes les additionnels ne dépassaient pas 500 centimes, tandis que 16 communes seulement percevaient 1 000 centimes ou plus. En 1968 ces communes représentaient déjà 22 % du total, tandis que dans 5 % de toutes les communes seulement on percevait moins de 500 centimes additionnels. Cependant, cette base d'impôt, comme toutes les autres impositions communales, excepté l'impôt sur les personnes physiques et l'impôt sur les véhicules automobiles, n'évolue que lentement et ne donne pas lieu au cours d'un exercice à d'abondantes plus-values. En outre, depuis 1966 le taux d'augmentation du rendement a graduellement diminué, le retard subi à l'enrôlement à cause de l'automatisation ayant été résorbé.

Le rythme d'expansion du rendement des autres centimes additionnels sur les taxes provinciales est beaucoup plus élevé. Le rendement de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques qui en 1967 était demeuré en dessous du niveau de l'année précédente, a progressé de 34 % en 1968. Les conséquences de la loi du 7 avril 1967, autorisant les autorités communales à porter de 5 à 6 les centimes additionnels à l'impôt des personnes physiques et la décision de majorer d'une unité l'impôt spécial sur les revenus des sociétés dont le produit est attribué intégralement aux communes, se sont faites pleinement sentir en 1968. Le rendement de l'impôt industriel avait aussi diminué en 1967, à la suite de l'évolution de la conjoncture ; en 1968, il a dépassé de 3,6 % le montant record de 1966. Ces deux catégories d'impôt représentent plus des trois quarts des « autres centimes additionnels aux taxes provinciales ».

Bien que les recettes d'impôt deviennent toujours plus considérables — conséquence du relèvement de la base taxable et du fait qu'au fil des années toujours plus d'impôts nouveaux sont instaurés par les communes — elles ne suffisent pas à rétablir l'équilibre du budget global ; les dépenses elles aussi croissent, en effet, considérablement. Le rendement des impôts communaux représente ces deux dernières années environ un quart des dépenses globales ordinaires des communes.

La source la plus importante de rentrées demeure constituée par les transferts de l'Etat aux pouvoirs subordonnés. C'est ainsi que, d'après les crédits approuvés sur le budget de l'Etat et compte tenu de l'adaptation des crédits supplémentaires, les revenus vont augmenter de 2,2 milliards pour l'exercice 1968, atteignant 26 milliards ; les transferts de capitaux passent de 2,1 à 2,5 milliards. Plus de la moitié de ces derniers concerne l'exécution de travaux de construction ou de routes pour la circulation locale ou régionale, tandis que près d'un quart est destiné à la construction et à l'équipement d'écoles. L'enseignement reçoit une part très importante aussi, dans les transferts de revenus. Le solde comprend des contributions dites d'intérêt général, qui viennent presque entièrement au compte du Fonds des communes et des contributions dans les charges des emprunts.

Sauf l'impôt sur les jeux et paris (dont cependant 27,5 % sont versés au Fonds d'aide des communes), l'impôt sur les appareils automatiques de divertissement et quelques autres petits impôts directs, 16,139 % des impôts directs perçus au cours de l'avant-dernier exercice sont versés au profit du Fonds des communes (loi du 16 mars 1964).

Les recettes de l'exercice 1966 ont cependant été influencées défavorablement par l'entrée en vigueur de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat. C'est ainsi que les mois de perception ont été réduits de 15 à 12. Le Gouvernement a ainsi décidé de prendre comme base de calcul les recettes fiscales qui auraient été enregistrées en 1966 si la loi susdite était entrée en vigueur au début de 1966, au lieu du 1er janvier 1967. Pour cela les recettes ont été augmentées du montant perçu en 1966 mais relatif à l'exercice 1965. C'est ainsi que la partie fixe a été calculée sur 76,4 milliards de recettes fiscales, au lieu des 66,1 milliards qui ont été réellement perçus en 1966. La dotation de 1968 s'est élevée à 12 330 millions, soit une augmentation de 1,3 milliard par rapport à l'année précédente.

En outre, les interventions de l'autorité centrale dans la charge de l'intérêt et de l'amortissement de la dette toujours en augmentation auprès du Crédit communal sont de plus en plus importantes. L'Etat a encore pris d'autres mesures afin de venir en aide aux finances communales, notamment en supprimant l'obligation d'entretenir au moins une école primaire et de couvrir dans une certaine mesure, le déficit des commissions d'assistance publique, qui découle de l'administration d'hôpitaux.

L'état des finances provinciales s'est détérioré en 1968. Pour l'ensemble des provinces, le solde négatif des recettes et des dépenses globales s'élève à environ 100 millions, contre un surplus de 138 millions en 1967. Les provinces du Hainaut et de Namur avaient depuis 1964 un budget déficitaire ; d'autres provinces (le Brabant, le Limbourg, le Luxembourg et les deux Flandres) ont déposé leur budget global de 1968 en équilibre. Si l'on ne tient compte que des seules opérations de l'exercice, 1968 est encore plus défavorable. On peut ainsi prévoir un déficit global de 183 millions, alors que 1967 s'était clôturé avec un surplus de 256 millions. Pour 7 provinces le budget de l'année dernière a accusé un déficit de 192 millions alors qu'en 1967 le budget modifié de 3 provinces seulement évaluait le déficit à 22 millions.

Le taux de croissance trop élevé des dépenses ordinaires des provinces aide à expliquer cette évolution. En 1967 et 1968, elles ont augmenté respectivement de 19,5 % et de 25,5 % ; par rapport à 1964, elles sont presque doublées.

C'est la charge de la dette provinciale qui a le plus augmenté l'an dernier (+ 78 %), de sorte qu'elle absorbe déjà maintenant un cinquième des dépenses ordinaires. Le taux d'accroissement des dépenses à objectif économique et pour les routes et autres travaux publics a aussi dépassé la moyenne en 1968. Les besoins de l'enseignement ont augmenté d'environ 12 % et absorbent près d'un tiers de l'ensemble des dépenses ordinaires de l'exercice.

La part des recettes d'impôt dans l'ensemble est graduellement diminuée de 36 %, en 1964, à 31 %, en 1968. En effet, contrairement aux communes, la base des impôts provinciaux n'a pas été relevée. Bien que la dotation des autorités au Fonds des provinces ait plus que doublé au cours de la même période, sa part dans l'ensemble des recettes est simplement passée de 21 à 22,6 %.

D'après l'enquête sur les investissements du Crédit communal de Belgique, les pouvoirs subordonnés auraient souhaité investir en 1968 des montants très élevés. Sur base des dépenses extraordinaires des communes, 16,1 milliards auraient été investis, contre 14,7 milliards en 1967 et 12 milliards en 1966. Pour les provinces et les organismes locaux, les investissements passeraient de 5 milliards en 1966 à 9,7 milliards en 1968. A cause de la hausse des prix, le volume des investissements aura moins progressé.

Le montant total des subsides et des prêts est passé de 14,5 milliards de francs, en 1967, à 18,8 milliards l'année suivante. Ce sont les subventions en capital qui ont augmenté proportionnellement le plus, mais, en valeur absolue, les autres emprunts ont progressé de 2,8 milliards.

Une répartition des prêts et des subsides pour investissements entre les divers bénéficiaires montre que bien que les communes aient reçu 3,8 milliards de plus depuis 1966, leur quote-part est tombée de 68 à 62 %. Les importantes émissions des grandes villes en 1967 et en 1968 (respectivement pour 5,5 et 4 milliards) permettent vraisemblablement d'expliquer ce fléchissement. Bien que les intercommunales aient trouvé aussi d'autres moyens de financement pour accroître leurs efforts d'investissement elles ont cependant aussi reçu des montants de plus en plus élevés du Crédit communal, de sorte qu'elles prennent déjà à leur compte 20 % du total. Les provinces ont reçu 34,5 % de plus que l'année antérieure mais, par rapport à 1966, l'augmentation n'est que de 11,1 %. La tendance à octroyer aussi un montant plus élevé aux commissions d'assistance publique, aux fabriques d'église, aux polders et wateringues persiste.

La répartition des subventions et des emprunts selon leur utilisation montre que l'effort considérable des années antérieures dans le domaine des travaux routiers est poursuivi, de sorte que ceux-ci absorbent déjà plus d'un quart du total. Le Crédit communal fournit, en outre, le préfinancement des Intercommunales E3 et E5 pour lesquelles en 1968, 1 950 millions ont été utilisés. L'expansion économique, les travaux aux ports sont des postes qui, ces dernières années, ont connu une croissance considérable ; depuis 1966, ils ont augmenté respectivement de 1,1 milliard et de 800 millions.

Les travaux d'hygiène publique et les constructions d'hôpitaux, cliniques, maisons de repos et maternités ont augmenté de 1,1 milliard depuis 1966 et atteint 2,7 milliards. Pour l'enseignement, les sports et les loisirs 2,4 milliards ont été utilisés, contre 1,5 milliard en 1966. Outre la souscription par le Crédit communal des emprunts obligataires de trois intercommunales de distribution d'eau (1,6 milliard), il y a encore eu par rapport à 1967 un accroissement de 13 % pour les travaux d'approvisionnement en eau. L'augmentation de 600 millions pour les travaux de distribution d'électricité et de gaz a surtout profité au premier secteur.

Fin décembre 1968, la dette des administrations publiques s'élève à plus de 105 milliards, soit 10,8 % de plus qu'un an auparavant. La dette à court et à moyen terme et la dette à long terme dont le coût est remboursé par l'Etat, ont augmenté respectivement de 31 et de 19 %.

Ces investissements plus importants ont été possibles grâce à l'accroissement des moyens financiers dont a pu disposer le Crédit communal. Ce sont surtout les dépôts des administrations publiques et des particuliers qui ont fort augmenté. La source principale de capitaux frais est cependant constituée par les bons de caisse, dont le montant a augmenté de plus de 10 milliards (près de 15 %).

★
★ ★

Relations financières : Etat - Pouvoirs publics subordonnés

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968 (a)
DÉBIT				
A. *Transferts de revenus*	19 334	22 112	23 791	26 017
1. Contributions à l'enseignement	*8 007*	*9 076*	*9 696*	*10 496*
a) Salaires et pensions	(7 186)	(8 123)	(8 700)	(9 420)
b) Frais de fonctionnement	(821)	(953)	(996)	(1 076)
2. Contributions à la charge d'intérêts.	*483*	*610*	*880*	*1 060*
3. Autres contributions spéciales	*225*	*300*	*516*	*515*
4. Contributions à des fins générales .	*10 619*	*12 126*	*12 699*	*13 946*
B. *Transferts de capitaux*	1 109	1 420	2 051	2 538
1. Bâtiments et équipement pour l'enseignement	*484*	*481*	*510*	*626*
2. Autres bâtiments et routes	*348*	*646*	*1 129*	*1 376*
3. Autres transferts	*277*	*293*	*412*	*536*
Total ...	**20 443**	**23 532**	**25 842**	**28 555**
CRÉDIT				
A. *Transferts de revenus*	30	92	120	147
B. *Transferts de capitaux*	13	132	137	73
Total ...	**43**	**224**	**257**	**220**
Solde ...	**20 400**	**23 308**	**25 585**	**28 835**

Source : Ministère des Finances.

(a) Prévisions de recettes; en dépenses, crédits votés (y compris les lois spéciales), rectifiés par le feuilleton d'ajustement.

Aperçu général des finances provinciales

Service ordinaire — Ensemble des provinces

(en millions de francs)

EXERCICES	Total propre à l'exercice			Total général		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1959 (a, c)	2 632	2 752	— 120	3 140	2 912	+ 228
1960 (a, c)	3 151	2 977	+ 174	3 563	3 223	+ 340
1961 (a, c)	3 380	3 139	+ 241	3 978	3 419	+ 559
1962 (a, c)	3 267	3 508	— 241	4 057	3 862	+ 195
1963 (a, c)	3 739	3 693	+ 46	4 291	4 037	+ 254
1964 (b, c)	3 527	3 488	+ 39	3 937	3 666	+ 271
1965 (b, c)	4 340	4 567	— 227	4 786	5 018	— 232
1966 (b, c)	4 165	4 564	— 399	4 617	5 027	— 410
1967 (b, c)	5 711	5 455	+ 256	6 177	6 039	+ 138
1968 (d)	6 665	6 848	— 183	6 957	7 055	— 98

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs.
(b) Comptes provisoires.
(c) Recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnées.
(d) Evaluation budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes

Principales subdivisions du chapitre Fonds des provinces et impositions provinciales

(en millions de francs)

SECTIONS	1964 (a)	1965 (a)	1966 (a)	1967 (a)	1968 (b)
Quotes-parts dans le Fonds des Provinces	733	860	1 024	1 355	1 507
Centimes additionn. au précompte immobilier	865	950	561	1 154	1 393
Impositions directes et indirectes..	431	497	471	674	654
Recettes fiscales diverses	—	1	1	—	—
Autres recettes	20	48	24	51	18
Total...	**2 049**	**2 356**	**2 081**	**3 234**	**3 572**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes provisoires; droits constatés.
(b) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Répartition des finances provinciales par chapitre administratif

Service ordinaire

(en millions de francs)

CHAPITRES	1964 (a)		1965 (a)		1966 (a)		1967 (a)		1968 (b)	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Patrimoine	57	34	79	55	58	60	89	76	88	75
Fonds et Imp. - Administrat. générale	2 049	168	2 356	219	2 081	219	3 234	305	3 572	370
Justice - Cultes	2	7	2	17	1	16	—	22	3	34
Régies	444	385	583	580	565	572	743	731	834	806
Assistance publique	39	117	40	185	45	186	47	200	51	244
Hygiène	120	288	217	386	190	412	234	461	256	517
Voirie et Travaux publics	63	253	69	361	72	379	94	447	105	586
Economie	2	73	3	101	5	107	5	125	9	188
Enseignements	711	1 479	940	1 736	1 071	1 717	1 151	1 961	1 253	2 205
Beaux-Arts - Folklore	10	103	12	140	11	141	17	180	26	217
Pensions	9	125	10	149	31	134	35	168	35	191
Dette	19	453	26	631	33	605	62	764	417	1 358
Transferts	2	3	3	7	2	16	—	15	16	57
Total propre à l'exercice	**3 527**	**3 488**	**4 340**	**4 567**	**4 165**	**4 564**	**5 711**	**5 455**	**6 665**	**6 848**
Soldes des exercices antérieurs	**410**	**178**	**446**	**451**	**452**	**463**	**466**	**584**	**292**	**207**
Total général...	**3 937**	**3 666**	**4 786**	**5 018**	**4 617**	**5 027**	**6 177**	**6 039**	**6 957**	**7 055**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes provisoires; recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnancées.
(b) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Répartition géographique des finances provinciales

Service ordinaire

(en millions de francs)

PROVINCES	Exercices (a)	Total propre à l'exercice			Total général		
		Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Anvers	1964	540	461	+ 79	665	482	+ 183
	1965	603	634	— 31	721	655	+ 66
	1966	689	662	+ 27	760	683	+ 77
	1967	759	739	+ 20	914	862	+ 52
	1968	930	990	— 60	994	994	—
Brabant	1964	751	671	+ 80	753	695	+ 58
	1965	796	817	— 21	816	830	— 14
	1966	592	941	— 349	605	952	— 347
	1967	1 099	1 020	+ 79	1 099	1 029	+ 70
	1968	1 143	1 157	— 14	1 160	1 160	—
Hainaut	1964	693	784	— 91	721	819	— 98
	1965	973	894	+ 79	991	1 174	— 183
	1966	841	865	— 24	868	1 155	— 287
	1967	1 157	1 074	+ 83	1 157	1 420	— 263
	1968	1 199	1 191	+ 8	1 199	1 324	— 125
Liège	1964	506	582	— 76	590	590	—
	1965	700	796	— 96	773	860	— 127
	1966	767	753	+ 14	844	774	+ 70
	1967	693	561	— 88	558	568	— 10
	1968	735	734	— 3	731	748	— 17

	1967	731	734	— 3	731	748	— 17
	1968	835	862	— 27	864	864	—
Luxembourg	1964	66	63	+ 3	69	64	+ 5
	1965	77	68	+ 9	86	70	+ 16
	1966	103	63	+ 40	105	64	+ 41
	1967	128	89	+ 39	169	103	+ 66
	1968	133	146	— 13	146	146	—
Namur	1964	167	144	+ 23	186	189	— 3
	1965	180	203	— 23	192	245	— 53
	1966	198	213	— 15	235	275	— 40
	1967	204	210	— 6	214	248	— 34
	1968	276	275	+ 1	278	301	— 23
Flandre orientale	1964	215	233	— 18	243	246	— 3
	1965	254	319	— 65	300	329	— 29
	1966	277	280	— 3	348	319	+ 29
	1967	378	391	— 13	454	395	+ 59
	1968	635	681	— 46	686	686	—
Flandre occidentale	1964	167	151	+ 16	182	164	+ 18
	1965	198	232	— 34	300	242	+ 58
	1966	203	226	— 23	299	242	+ 57
	1967	282	255	+ 27	379	274	+ 105
	1968	363	376	— 13	393	393	—

Source : Institut National de Statistique.

(a) Exercices 1964 à 1967 : comptes provisoires; recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnancées.
Exercice 1968 : Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Aperçu général des finances communales

Service ordinaire

(en millions de francs)

EXERCICES	Total propre à l'exercice			Total général		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1959 (a, c)	23 035	24 090	— 1 055	25 736	29 089	— 3 353
1960 (a, c)	24 697	25 147	— 450	29 310	31 788	— 2 478
1961 (a, c)	24 953	26 349	— 1 396	29 064	32 391	— 3 327
1962 (a, c)	28 003	27 705	+ 298	36 398	34 972	+ 1 426
1963 (a, c)	29 523	29 625	— 102	36 730	34 894	+ 1 836
1964 (a, c)	31 789	32 573	— 784	39 616	39 131	+ 485
1965 (a, c)	34 365	36 194	— 1 829	41 651	43 120	— 1 469
1966 (a, c)	39 294	39 906	— 612	49 645	50 359	— 714
1967 (b)	42 777	45 654	— 2 877	44 869	51 329	— 6 460
1968 (b)	45 194	48 593	— 3 399	47 981	54 337	— 6 356

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs.
(b) Budgets approuvés, y compris les recours, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(c) Recettes : droits constatés; dépenses : engagements effectifs des dépenses.

Finances communales. Service ordinaire. Recettes

Principales subdivisions du chapitre Participation dans le fonds des communes et impositions générales

(en millions de francs)

SECTIONS	1964 (a)	1965 (a)	1966 (a)	1967 (b)	1968 (b)
Quotes-parts	9 273	9 078	10 249	11 471	12 261
Interventions de l'Etat	18	8	15	21	17
Centimes additionn. au précompte immobilier	5 428	6 144	7 107	7 974	8 732
Autres centimes additionnels aux taxes provinciales	2 170	2 674	3 808	3 726	4 430
Taxes indirectes	586	640	659	619	658
Impôts de remboursement	224	231	261	384	369
Recettes diverses	103	114	120	199	157
Total...	**17 802**	**18 889**	**22 219**	**24 394**	**26 624**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs; recettes : droits constatés.
(b) Budgets approuvés, y compris les recours, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Répartition des finances communales par chapitre administratif

Service ordinaire

(en millions de francs)

CHAPITRES	1964 (a)		1965 (a)		1966 (a)		1967 (b)		1968 (b)	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Patrimoine comm. et redevances ...	2 518	681	2 723	794	2 904	963	2 746	1 026	2 882	1 082
Fonds et Imp. - Administr. générale .	17 802	2 549	18 889	2 909	22 219	3 099	24 394	3 473	26 624	3 765
Police - Sûreté - Service des pompiers	260	2 527	271	2 821	316	3 171	343	3 548	358	3 832
Régies et Services assimilés	3 143	2 815	3 324	3 056	3 637	3 252	4 117	3 473	3 530	2 666
Assistance publique et prév. sociale ..	676	3 132	1 021	3 674	1 132	3 851	77	3 018	77	3 121
Hygiène et Salubrité publique	296	1 133	328	1 271	379	1 420	429	1 734	474	1 891
Voirie et travaux publics	153	2 940	161	3 138	171	3 491	212	4 079	200	4 352
ltes	1	195	1	208	1	236	1	243	2	257
Enseignement	4 600	6 552	5 006	7 107	5 532	7 857	6 034	8 485	6 552	9 019
Beaux-Arts - Educ. populaire - Loisirs - Folklore	188	705	199	761	216	825	227	921	221	946
Pensions et charges sociales	749	2 802	823	3 224	924	3 604	959	3 935	981	4 373
Dette	1 056	6 171	1 252	6 844	1 551	7 727	2 926	11 317	3 138	12 962
Transferts	347	371	367	387	312	410	312	402	155	327
Total propre à l'exercice	**31 789**	**32 573**	**34 365**	**36 194**	**39 294**	**39 906**	**42 777**	**45 654**	**45 194**	**48 593**
Soldes des exercices antérieures	**7 827**	**6 558**	**7 286**	**6 926**	**10 351**	**10 453**	**2 092**	**5 675**	**2 787**	**5 744**
Total général...	**39 616**	**39 131**	**41 651**	**43 120**	**49 645**	**50 359**	**44 869**	**51 329**	**47 981**	**54 337**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs : recettes, droits constatés; dépenses : engagements effectifs des dépenses.
(b) Budgets approuvés, y compris les recours, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Répartition des finances communales par province

Service ordinaire

(en millions de francs)

PROVINCES	Exercices (a)	Total propre à l'exercice			Total général		
		Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Anvers	1964	6 801	7 281	— 480	8 142	9 006	— 864
	1965	7 411	8 146	— 735	8 666	10 272	— 1 606
	1966	8 317	8 938	— 621	10 379	12 482	— 2 103
	1967	8 905	9 855	— 950	9 261	12 528	— 3 267
	1968	9 118	10 451	— 1 333	9 478	13 934	— 4 456
Brabant	1964	8 276	8 475	— 199	10 088	10 175	— 87
	1965	9 042	9 397	— 355	10 716	11 068	— 352
	1966	10 650	10 348	+ 302	13 224	12 745	+ 479
	1967	11 142	11 586	— 444	11 464	12 550	— 1 086
	1968	12 248	12 598	— 350	12 733	12 995	— 262
Hainaut	1964	3 657	3 710	— 53	4 936	4 798	— 138
	1965	3 919	4 096	— 177	5 003	5 193	— 190
	1966	4 418	4 567	— 149	5 620	5 919	— 299
	1967	4 931	5 166	— 235	5 239	5 862	— 623
	1968	5 335	5 631	— 296	5 733	6 150	— 417
Liège	1964	4 208	4 480	— 272	5 540	5 286	+ 254
	1965	4 697	5 034	— 337	5 824	5 934	— 110
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	— 11	1 665	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	1 820	[illegible]	[illegible]	[illegible]	1 725	+ 7

	1966	1 329	1 340	—	11	1 665	1 465	+ 200
	1967	1 580	1 711	—	131	1 792	1 [illegible]	+ [illegible]
	1968	1 730	1 906	—	176	1 924	1 931	— 7
Luxembourg	1964	692	650	+	42	1 006	770	+ 236
	1965	735	709	+	26	1 040	820	+ 220
	1966	799	764	+	35	1 107	876	+ 231
	1967	814	952	—	138	1 005	985	+ 20
	1968	860	985	—	125	1 043	1 019	+ 24
Namur	1964	985	962	+	23	1 267	1 121	+ 146
	1965	1 094	1 067	+	27	1 332	1 187	+ 145
	1966	1 223	1 173	+	50	1 480	1 317	+ 163
	1967	1 331	1 379	—	48	1 429	1 425	+ 4
	1968	1 416	1 491	—	75	1 556	1 540	+ 16
Flandre orientale	1964	3 860	3 770	+	90	4 591	4 428	+ 163
	1965	3 943	4 132	—	189	4 800	4 775	+ 25
	1966	4 586	4 611	—	25	5 867	5 612	+ 255
	1967	5 325	5 554	—	229	5 576	5 830	— 254
	1968	4 933	5 213	—	280	5 443	5 499	— 56
Flandre occidentale	1964	2 230	2 179	+	51	2 677	2 404	— 273
	1965	2 381	2 421	—	40	2 849	2 612	+ 237
	1966	2 743	2 707	+	36	3 219	2 927	+ 292
	1967	3 217	3 327	—	110	3 394	3 372	+ 22
	1968	3 573	3 697	—	124	3 786	3 754	+ 32

Source : Institut National de Statistique.

(a) Exercices 1964 à 1966 : comptes définitifs : recettes, droits constatés; dépenses, engagements effectifs des dépenses.
Exercices 1967 et 1968 : budgets approuvés, y compris les recours, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Additionnels communaux au précompte immobilier (a)

CENTIMES ADDITIONNELS	Nombre de communes						
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
0	2	1	2	2	2	2	1
1 à 100	10	10	9	5	4	4	3
101 à 200	64	64	59	51	40	27	19
201 à 300	88	77	78	56	34	25	21
301 à 400	220	159	131	83	48	43	33
401 à 500	584	409	344	160	76	59	47
501 à 600	1 138	1 205	1 206	988	218	60	48
601 à 700	340	461	506	599	851	712	427
701 à 800	126	161	249	394	567	495	545
801 à 900	51	60	38	122	290	389	434
901 à 1 000	24	35	27	86	260	359	436
1 001 à 1 100	12	14	7	16	64	120	145
1 101 à 1 200	3	3	3	11	57	110	167
1 201 à 1 300	—	2	2	4	42	79	106
1 301 à 1 800	1	2	2	9	33	96	141
1.801 et plus	—	—	—	—	—	6	13
Total...	**2 663**	**2 663**	**2 663**	**2 586**	**2 586**	**2 586**	**2 586**

Source : Crédit communal de Belgique.

(a) Pour les années antérieures à 1963 contribution foncière.

Prêts et subventions aux administrations régionales et locales

(en millions de francs)

ANNÉE	Prêts consentis par le Crédit communal de Belgique		Subventions de l'Etat	Total
	Prêts ordinaires	Prêts « Part Etat » (a)		
1960	4 560	290	2 307	7 157
1961	6 182	1 262	1 858	9 302
1962	6 530	1 363	1 322	9 215
1963	7 481	1 517	1 351	10 349
1964	8 768	2 138	1 397	12 303
1965	6 844	1 943	1 568	10 355
1966	8 025	1 925	1 692	11 642
1967	10 147	2 357	2 028	14 532
1968	13 060	2 710	3 024	18 794

Source : Crédit communal de Belgique.

(a) Prêts dont la charge financière incombe à l'Etat, en application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959 (*Moniteur belge* du 7 novembre 1959).

CHAPITRE III

MONNAIE ET CRÉDIT

SECTION I. – STOCK MONÉTAIRE ET MARCHÉ DE L'ARGENT

Le tassement relatif de l'expansion monétaire qui avait perduré en 1967 a fait place, en 1968, à un nouveau développement des liquidités recensées auprès des organismes monétaires, allant de pair avec l'essor conjoncturel de l'économie. L'accroissement des liquidités a atteint 44,3 milliards de francs en 1968 contre 32,6 milliards en 1967. La progression a dépassé de 35,9 % celui de l'année précédente, alors que l'accroissement de 1967 avait été inférieur de 4,1 % à celui de 1966.

Par rapport à 1967, les principaux éléments qui sont à l'origine du développement des liquidités se sont sensiblement modifiés.

Les transactions courantes et le mouvement des capitaux des entreprises et particuliers de l'U.E.B.L. avaient constitué, en 1967, des facteurs importants de l'expansion monétaire. Ces postes ont subi, en 1968, un retournement de situation. Le solde de la balance des transactions courantes avec l'étranger est passé de 10,1 milliards de francs en 1967 à 1,1 milliard en 1968. De même, le solde du mouvement des capitaux des entreprises et particuliers qui était positif de 8,1 milliards en 1967 est devenu, en 1968, négatif à concurrence de 3,2 milliards. Les rentrées de fonds en provenance de l'étranger se sont donc amenuisées de 20,3 milliards en 1968.

Pour pallier cette situation, les pouvoirs publics ont accru leur financement par les organismes monétaires, rencontrant ainsi la demande d'avoirs liquides émanant des agents économiques nationaux. Le financement de l'Etat est passé de 1,4 milliard en 1967 à 23,7 milliards en 1968. Les autres pouvoirs publics ont été financés à concurrence de 3,3 milliards, contre — 0,1 milliard en 1967. En 1967, les pouvoirs publics avaient été financés par les organismes non-monétaires, pour l'essentiel de leurs besoins.

L'accroissement des crédits accordés aux intermédiaires financiers non-monétaires a constitué, mais dans une moindre mesure, un facteur de l'expansion monétaire. Ces crédits sont passés de 1,5 milliard en 1967 à 4,5 milliards en 1968.

Le refinancement des crédits en dehors des organismes monétaires a subi en 1968 une réduction de 0,8 milliard, alors qu'il s'était accru de 6,6 milliards en 1967.

Le stock monétaire a augmenté de 26,1 milliards, contre 11,0 milliards en 1967. Le rythme de croissance a été de 7,4 %, soit à peu près le double de celui enregistré en 1967.

La monnaie fiduciaire a connu un accroissement de 5,4 milliards, soit 4,5 %.

Alors que les billets et monnaies du Trésor restaient au niveau de 1967, les billets de la Banque Nationale en circulation au 31 décembre 1968 atteignaient le montant de 183,2 milliards contre 177,5 milliards au 31 décembre 1967, soit une augmentation de 3,2 %.

L'expansion du stock monétaire s'est principalement manifestée sous la forme d'un accroissement de la monnaie scripturale. Celle-ci est passée de 170,4 milliards à fin décembre 1967 à 191,1 milliards à fin décembre 1968. Son rythme de croissance a été de 12,15 %. A fin 1968, elle représentait 50,8 % du stock monétaire global, alors qu'en 1967 sa part n'était que de 48,6 %. Cette progression a été encouragée par des mesures que le Gouvernement avait prises, à la fin de l'année 1967, dans le cadre des pouvoirs spéciaux. Ces mesures visaient à promouvoir l'usage de la monnaie scripturale, dont l'importance dans la masse globale était plus faible en Belgique que dans les autres pays développés.

C'est ainsi que les dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et les établissements parastataux ont progressé de 9,8 milliards, ce qui représente 37,7 % de l'accroissement du stock monétaire. Parallèlement, mais dans une moindre mesure, les avoirs à l'Office des chèques postaux se sont accrus de 7,2 milliards, soit 27,8 % de l'accroissement du stock monétaire. Si l'on se base sur les moyennes de l'année, l'accroissement n'a été que de 1,3 milliard, soit 3,2 %.

L'augmentation substantielle du stock monétaire a été déterminée, en ordre principal, par l'influence du développement conjoncturel sur les besoins d'encaisses de transactions.

L'accroissement du stock monétaire et des liquidités quasi-monétaires, a dépassé en 1968, de 11,7 milliards celui enregistré en 1968.

Les liquidités quasi-monétaires ont enregistré une progression moindre qu'en 1967 : 18,2 milliards contre 21,6 milliards. L'expansion de la quasi-monnaie s'est surtout portée sur les dépôts en francs belges, alors que les dépôts en devises n'ont augmenté que très légèrement.

La croissance tant du stock monétaire que des liquidités quasi-monétaires a cependant été freinée par un certain accroissement de la propension à consommer des particuliers, par l'augmentation des stocks des entreprises et de leurs créances commerciales sur l'étranger, ainsi que par la progression des achats nets d'actions belges et de valeurs mobilières étrangères.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale ont régressé de 14,0 milliards en 1968, alors qu'ils avaient augmenté de 12,4 milliards en 1967.

L'encaisse-or de la Banque Nationale a enregistré une augmentation de 2,2 milliards. Elle est ainsi revenue au niveau de l'année 1966. Bien que des sorties d'or aient été faites au profit du pool de l'or, les achats de francs belges contre de l'or par le Fonds Monétaire International et les conversions de dollars en or ont provoqué des rentrées supérieures aux sorties.

Les avoirs acquis auprès du Fonds Monétaire International ont diminué de 1,3 milliard, à la suite de rachats en francs belges effectués par divers pays, principalement par les Etats-Unis. Ils ont plus que compensé l'utilisation par le Fonds de francs belges qu'il détenait en vertu du quota belge ou qu'il a empruntés en vertu de la participation de la Belgique aux Accords généraux d'emprunts, pour financer divers tirages.

Les avoirs en monnaies étrangères convertibles ont régressé de 18,0 milliards. Des dollars achetés contre francs belges et livrables à terme dans le cadre des accords de swap conclus avec la Federal Reserve Bank de New York ont été, en grande partie, vendus sur le marché des changes lors des troubles monétaires de novembre 1968.

Les dépôts bancaires ont continué à progresser à un rythme soutenu. Avec 37,0 milliards d'augmentation, ils ont enregistré un accroissement de 15,1 %, contre 14,7 % en 1967 et 12,5 % en 1966. Cette hausse du niveau des dépôts bancaires s'est répartie sur toute l'année, avec, cependant, une légère régression au cours des deuxième et troisième trimestres.

En ce qui concerne les dépôts en monnaie nationale, les carnets de dépôts ont progressé de 12,1 milliards contre 10,9 milliards en 1967. Le rythme d'accroissement de cette catégorie de dépôts reste très favorable. Il se maintient à 21,0 %, alors qu'il était de 23,3 % en 1967.

Les dépôts à vue et à un mois au plus enregistrent une progression de 10,4 milliards, laquelle se situe au même niveau qu'en 1967, avec un taux de croissance de 8,7 %. Il est à remarquer que cette catégorie de dépôts qui représentait, en 1966, 55,2 % du total des dépôts bancaires, a vu son importance diminuer d'année en année (52,6 % en 1967 et 50,7 % en 1968).

Les dépôts en devises qui avaient progressé de 1,8 milliard en 1967, ont connu, en 1968, une forte augmentation de 7,1 milliards. Ils ont surtout progressé dans les derniers mois de l'année ; c'est le niveau élevé des taux d'intérêt pratiqués à l'étranger qui a suscité le gonflement de ce poste.

L'accroissement des dépôts à vue et à un mois au plus a surtout été marqué au cours des deuxième et quatrième trimestres.

Le rythme d'accroissement des diverses catégories de dépôts a été conditionné par le fait que, pendant une grande partie de l'année, les taux à long terme et à court terme ont subi des écarts considérables.

L'évolution des dépôts bancaires permet de considérer qu'en 1968 la propension à épargner a été légèrement moindre qu'en 1967.

La demande de crédits du secteur privé se situe au niveau de celle de 1967. Les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers et à l'étranger accordés à l'origine par les organismes monétaires se sont accrus de 39,5 milliards en 1968. En 1967, l'augmentation avait été de 31,7 milliards. Par rapport à 1967, l'augmentation a été de 19,3 %.

L'accroissement des encours utilisés des crédits bancaires accordés aux entreprises et particuliers (crédits à l'étranger exclus) a dépassé de peu celui de 1967. Par contre, les crédits à l'étranger ont progressé de 13,9 milliards.

Les crédits d'investissement (opérations industrielles, agricoles et artisanales) ont enregistré une avance de 21,5 % contre 25,3 % en 1967. Ils sont, en effet, passés de 22,8 milliards à 27,7 milliards.

Les crédits liés à des ventes et prêts à tempérament se sont accrus en liaison avec la reprise de la consommation privée. L'augmentation s'est surtout fait sentir dans le domaine des biens durables.

L'évolution des paiements avec l'étranger et les opérations en devises effectuées par les banques pour leur propre compte ont amené ces dernières à recourir au réescompte (Banque Nationale ou Institut de Réescompte et de Garantie) pour couvrir leurs besoins de trésorerie.

En 1967, une détente s'était manifestée sur le marché monétaire. Elle avait abouti à une baisse généralisée des taux d'intérêt. Cette situation s'est poursuivie durant la majeure partie de l'année 1968. Au cours des derniers mois, la diminution de l'offre de fonds et la fermeté de la demande des pouvoirs publics ont déterminé une hausse du taux d'intérêt des effets à court terme, des taux du marché hors banque pour les effets commerciaux et du taux de l'argent au jour le jour. Cette orientation à la hausse des taux d'intérêt a été amplifiée par des considérations extérieures, à savoir le niveau des taux pratiqués sur les grandes places étrangères et sur le marché des Euro-monnaies. C'est à la suite de ces diverses pressions que la Banque Nationale a majoré de 0,75 % ses taux d'escompte et d'intérêt, en décembre 1968. Jusqu'alors, la Banque Nationale avait veillé à maintenir le taux d'intérêt à un niveau bas, de manière à faciliter la reprise intérieure et à contribuer à la coopération internationale.

Les apports sur le marché du « call money » ont atteint au cours du premier trimestre de 1968 un niveau élevé, pour revenir ensuite à partir d'août à un niveau légèrement inférieur à celui de 1967. La moyenne journalière des opérations traitées sur ce marché a été de 6,7 milliards en 1968 contre 6,4 milliards en 1967.

Le Fonds des Rentes est resté prêteur pour des sommes importantes. En période de tension, il a utilisé son compte d'avances auprès de la Banque Nationale. Il a réduit ses interventions au cours du quatrième trimestre et le taux d'intérêt a haussé pour atteindre 3,36 % en décembre.

Au cours du premier trimestre de 1968, l'Institut de Réescompte et de Garantie a pu se procurer sur le marché du « call money » d'importantes ressources. Par la suite, la contraction des apports et les besoins croissants des

autres organismes ont réduit ses possibilités d'emprunt. La moyenne journalière des fonds recueillis par cet organisme est passée de 3,7 milliards en 1967 à 3,3 milliards en 1968. Cette tendance au resserrement du marché a amené cet organisme à relever ses taux. Malgré ce handicap, l'encours total des effets traités par l'Institut de Réescompte et de Garantie s'est élevé à 28,0 milliards en 1968 contre 20,7 milliards en 1967. Il a dû recourir d'une manière importante à la Banque Nationale, surtout au cours du second semestre. Le réescompte à la Banque Nationale a porté sur 6,8 milliards en 1968, alors qu'il n'avait été que de 4,0 milliards en 1967.

Sur le marché des effets à moyen terme, organisé par l'Institut de Réescompte et de Garantie, le volume des capitaux traités a été moins important qu'en 1967. Les taux pratiqués ont baissé au premier trimestre et se sont ensuite stabilisés pour la plupart des échéances jusqu'à la fin de l'année.

★
★ ★

Evolution du stock monétaire

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						Total du stock monétaire	Mouvements du stock monétaire par période
					Détenue par les entreprises et particuliers (b)						
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (a)	Détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Comptes-courants à la Banque Nationale de Belgique (a)	Avoirs en comptes chèques postaux (a)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements parastataux (a)	Total	Stock de monnaie scripturale		
1960 Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3	0,5	26,9	58,7	86,3	93,6	220,4	+ 4,1
1961 Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,7	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	+ 17,0
1962 Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,6	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	+ 17,1
1963 Décembre (c)	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	+ 23,3
1964 Décembre	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	+ 19,6
1965 Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	+ 21,2
1966 Décembre	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	+ 21,1
1967 Décembre	6,8	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	+ 10,8
1968 Janvier	6,9	172,2	174,5	14,9	0,3	43,7	107,6	151,6	166,5	341,0	— 9,5
Février	6,9	172,8	175,1	15,7	0,3	40,0	106,8	147,1	162,8	337,9	— 3,1
Mars	6,9	174,2	176,6	18,4	0,4	39,3	115,3	155,0	173,4	350,0	+ 12,1
Avril	6,8	177,1	179,4	18,6	0,3	46,0	111,3	157,6	176,2	355,6	+ 5,6
Mai	6,8	181,5	183,7	21,5	0,3	41,1	115,7	157,1	178,6	362,3	+ 6,7
Juin	6,8	185,3	187,4	24,0	0,4	42,4	118,5	161,3	185,3	372,7	+ 10,4
Juillet	6,8	183,9	186,1	18,2	0,3	43,6	113,2	157,1	175,3	361,4	— 11,3
Août	6,9	182,3	185,0	20,6	0,3	41,3	114,6	156,2	176,8	361,8	+ 0,4
Septembre	6,9	180,5	182,7	19,6	0,4	42,4	116,7	159,5	179,1	361,8	—
Octobre	6,9	178,9	181,5	18,9	0,4	44,1	114,8	159,3	178,2	359,7	— 2,1
Novembre	6,9	179,3	181,8	21,0	0,5	40,0	119,9	160,4	181,4	363,2	+ 3,5
Décembre	6,9	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	+ 13,3

(a) Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.
(b) Y compris certains organismes paraétatiques administratifs.
(c) A partir de juin 1963 nouvelle série. Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, voir « Organismes monétaires. Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » (*Bulletin d'information et de Documentation* [Banque Nationale de Belgique], XXXVIII[e] année, vol. II, n° 3, septembre

Source : Banque Nationale de Belgique.

Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Encaisse-or	Avoirs sur l'étranger en monnaies convertibles	Créances nettes sur l'Union Européenne de Paiement	Créances sur le Fonds Monétaire International	Autres avoirs ou engagements nets	Total des avoirs extérieurs	Evolution des avoirs extérieurs
1960 Décembre	58,5	12,6	3,5	4,4	1,6 (a)	80,6	+ 8,4
1961 Décembre	62,4	20,4	0,4	8,0	1,5 (a)	92,7	+ 12,1
1962 Décembre	68,2	12,8	0,3	6,7	3,0 (a)	91,0	— 1,7
1963 Décembre	68,6	21,5	0,1	7,1	4,9 (a)	102,2	+ 11,2
1964 Décembre	72,6	27,0	0,1	10,2 (b)	4,9 (a)	114,8	+ 12,6
1965 Décembre	77,9	21,9	—	15,6 (c)	7,4 (a)	122,8	+ 8,0
1966 Décembre	76,2	21,4	—	18,6 (c)	8,3 (a)	124,5	+ 1,7
1967 Décembre	74,0	36,1	—	16,6 (d)	10,2 (e)	136,9	+ 12,4
1968 Janvier	73,0	35,4	—	16,4 (d)	8,4 (e)	133,2	— 3,7
Février	72,7	33,1	—	18,0 (e)	7,6 (e)	131,4	— 1,8
Mars	70,9	36,6	—	18,1	7,8	133,4	+ 2,0
Avril	72,5	33,3	—	18,2	9,1	133,1	— 0,3
Mai	72,5	32,0	—	18,3	8,7	131,5	— 1,6
Juin	75,5	24,2	—	24,0	10,7	134,5	+ 3,0
Juillet	75,9	22,7	—	24,0	13,6	136,2	+ 1,7
Août	75,9	22,3	—	23,7	11,7	133,6	— 2,6
Septembre	76,2	18,2	—	23,6	11,8	129,8	— 3,8
Octobre	76,1	18,6	—	23,7	8,1	126,5	— 3,3
Novembre	76,1	19,0	—	18,2	9,5	122,8	— 3,7
Décembre.....	76,2	18,1	—	15,2	13,4	122,9	+ 0,1

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Y compris depuis mai 1963, 1.500 millions de francs belges d'« avoirs à l'étranger en FB » représentant des certificats à deux ans de la Trésorerie américaine, libellés en francs belges.
(b) Y compris 1.500 millions de francs belges de Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).
(c) Y compris 3.375 millions de francs belges de Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).
(d) Y compris 1.875 millions de francs belges de Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).
(e) Y compris 3.000 millions de francs belges d'« avoirs à l'étranger en francs belges » représentant des certificats à deux ans de la Trésorerie américaine, libellés en francs belges.

Bilans intégrés

(en millia

FIN DE PÉRIODE	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoir extérieu nets
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor		
		Dépôts en francs belges (a)	Dépôts en devises			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6
Juin	245,0	47,9	7,9	—	300,8	82,4
Septembre	246,7	50,4	8,0	—	305,1	80,9
Décembre	254,5	48,5	7,4	—	310,4	80,5
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8
Juin	270,9	51,3	8,2	—	330,5	83,2
Septembre	266,8	53,1	8,4	—	328,3	80,7
Décembre	277,8	55,1	9,1	—	342,0	79,2
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	—	341,7	78,3
Juin (b)	285,6	58,3	8,1	—	352,0	79,4
Septembre	283,8	64,1	5,0	—	352,9	81,0
Décembre	297,4	65,1	5,2	—	367,7	88,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	—	368,0	87,0
Juin	309,5	71,1	5,1	—	385,7	92,4
Septembre	306,4	74,8	3,9	—	385,1	90,4
Décembre	318,6	77,4	4,4	—	400,4	94,8
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	—	401,2	93,7
Juin	329,3	81,1	4,9	—	415,3	93,4
Septembre	322,4	86,4	5,1	—	413,9	89,5
Décembre	339,7	89,0	5,7	—	434,4	89,2
1967 Mars	326,4	97,7	6,0	—	430,1	90,8
Juin	347,5	98,9	7,5	—	453,9	92,9
Septembre	343,2	105,7	6,9	—	455,8	90,9
Décembre	350,5	107,9	8,4	—	466,8	97,1
1968 Mars	350,0	115,9	7,5	—	473,4	94,5
Juin	372,7	118,3	7,9	—	498,9	97,2
Septembre (c)	361,8	123,3	9,1	—	494,2	90,6
Décembre (c)	376,5	125,8	8,8	—	511,1	86,1

(a) Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.
(b) Nouvelle série. Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, voir : « Organisation monétaire. Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » (*Bulletin d'information et de documentation* [Banque Nationale de Belgique], XXXVIII[e] année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176).
(c) Certaines données sont provisoires.

nes monétaires

ncs)

	Créances sur les pouvoirs publics			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
ces l'tat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	*Pour mémoire* : Financés par et hors des organismes monétaires			
(7	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
3	3,2	5,6	**156,1**	61,7	*73,9*	— 9,1	+ 7,0	— 8,2
9	4,4	5,5	**161,8**	63,5	*77,8*	— 9,8	+ 8,9	— 6,0
8	5,8	6,6	**167,2**	66,8	*78,6*	— 10,4	+ 9,0	— 8,4
0	7,0	7,7	**163,7**	72,9	*86,7*	— 11,1	+ 10,1	— 5,7
8	7,2	6,0	**173,0**	74,5	*88,6*	— 11,1	+ 10,3	— 9,7
0	7,5	5,0	**179,5**	76,9	*86,6*	— 11,2	+ 10,0	— 7,9
8	6,9	5,1	**177,8**	79,9	*89,7*	— 11,3	+ 10,6	— 9,4
6	7,4	5,8	**183,8**	88,8	*97,5*	— 11,4	+ 11,5	— 9,9
0	7,0	4,8	**185,8**	88,4	*101,3*	— 11,2	+ 10,6	— 10,2
8	8,9	5,2	**191,9**	92,2	*104,3*	— 11,2	+ 10,0	— 10,2
9	7,8	5,0	**188,7**	94,3	*105,4*	— 11,3	+ 11,2	— 11,1
7	7,8	6,3	**193,8**	98,2	*108,5*	— 11,4	+ 11,0	— 12,0
7	6,8	7,3	**192,8**	98,5	*108,8*	— 11,3	+ 12,9	— 11,9
5	7,1	7,6	**200,2**	102,4	*113,4*	— 11,3	+ 12,1	— 10,1
0	4,2	7,0	**200,2**	106,9	*116,5*	— 11,3	+ 11,8	— 12,9
9	4,7	6,6	**205,2**	112,5	*124,5*	— 11,4	+ 12,6	— 13,3
3	7,2	8,3	**206,8**	114,0	*126,8*	— 11,5	+ 12,4	— 14,2
4	8,8	9,5	**215,7**	119,0	*130,8*	— 11,5	+ 13,4	— 14,7
6	5,1	10,5	**211,2**	125,2	*135,5*	— 11,7	+ 15,2	— 15,5
9	4,6	12,0	**220,5**	134,9	*144,5*	— 12,0	+ 15,7	— 13,9
5	5,0	8,5	**214,0**	136,4	*149,3*	— 12,4	+ 15,3	— 14,0
9	8,6	11,1	**227,6**	140,4	*155,8*	— 12,6	+ 17,7	— 12,1
3	3,8	11,4	**229,5**	145,6	*158,8*	— 13,1	+ 18,8	— 15,9
9	4,1	13,0	**225,0**	156,9	*170,5*	— 13,5	+ 17,5	— 16,2
1	3,8	12,9	**228,8**	159,3	*175,0*	— 14,7	+ 20,4	— 14,9
3	7,9	12,7	**245,9**	166,0	*181,1*	— 15,3	+ 19,7	— 14,6
5	7,8	13,1	**248,4**	168,0	*182,3*	— 15,8	+ 20,9	— 17,9
1	6,8	16,9	**255,8**	182,5	*196,0*	— 16,5	+ 21,7	— 18,5

Source : Banque Nationale de Belgique.

Origines des varia

(en mil

PÉRIODE	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Créd aux e prise partic (5
1963 1er trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+
2e trimestre	+ 10,6	+ 1,4	+ 12,0	— 0,1	+
3e trimestre	— 4,1	+ 1,9	— 2,2	— 2,0	+
4e trimestre	+ 11,0	+ 2,7	+ 13,7	— 2,6	+
Total . . .	+ 25,6	+ 8,2	+ 33,8	— 1,4	+
1964 1er trimestre	— 4,5	+ 4,3	— 0,2	— 0,8	+
2e trimestre	+ 12,2	— 2,0	+ 10,2	— 0,6	+
3e trimestre	— 1,9	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+
4e trimestre	+ 13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+
Total . . .	+ 19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+
1965 1er trimestre	— 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+
2e trimestre	+ 16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+
3e trimestre	— 3,1	+ 2,5	— 0,6	+ 0,9	+
4e trimestre	+ 12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+
Total . . .	+ 21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+
1966 1er trimestre	— 4,0	+ 4,8	+ 0,8	— 0,3	+
2e trimestre	+ 14,8	— 0,6	+ 14,2	—	+
3e trimestre	— 6,9	+ 5,5	— 1,4	— 2,8	+
4e trimestre	+ 17,3	+ 3,1	+ 20,4	— 0,9	+
Total . . .	+ 21,2	+12,8	+ 34,0	— 4,0	+
1967 1er trimestre	— 13,1	+ 9,0	— 4,1	+ 4,9	+
2e trimestre	+ 21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+
3e trimestre	— 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+
4e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+
Total . . .	+ 11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+
1968 (a) 1er trimestre	— 0,5	+ 7,1	+ 6,6	— 0,7	+
2e trimestre	+ 22,7	+ 2,8	+ 25,5	+ 2,6	+
3e trimestre	— 10,9	+ 6,2	— 4,7	— 5,9	+
4e trimestre	+ 14,9	+ 2,1	+ 16,9	— 4,7	+
Total . . .	+ 26,1	+18,2	+ 44,3	— 8,7	+

(a) Certaines données sont provisoires.

ck monétaire

ncs)

ncement en dehors des organismes monétaires gmentation : —)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
ances m- iales ır nger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1,3	— 0,3	+ 11,6	— 1,3	— 0,2	+ 0,2	— 0,1	+ 0,5	— 4,0
—	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	— 0,4	+ 0,9	— 0,1	—	+ 1,0
0,7	+ 0,1	— 1,8	+ 0,1	— 0,9	— 0,3	— 0,1	+ 0,7	— 1,6
0,5	+ 1,1	+ 7,2	+ 0,8	— 0,1	— 0,9	— 0,1	+ 0,2	— 0,3
0,1	+ 1,3	+ 23,4	— 0,3	— 1,6	— 0,1	— 0,4	+ 1,4	— 4,9
1,4	— 4,2	+ 3,7	— 0,1	— 0,2	— 0,9	+ 0,3	— 0,2	— 0,2
1,1	+ 0,8	+ 5,8	+ 0,4	— 0,3	+ 0,5	— 0,1	— 0,5	+ 0,1
0,9	+ 1,0	— 0,7	— 0,1	— 1,0	— 0,7	— 0,1	— 0,7	— 0,8
0,6	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,3	— 0,7	+ 0,1	— 0,1	+ 1,6	— 0,9
—	— 1,6	+ 12,6	+ 1,5	— 2,2	— 1,0	—	+ 0,2	— 1,8
2,3	—	— 3,9	+ 1,0	+ 0,5	—	—	— 0,1	+ 0,1
1,9	— 0,7	+ 5,1	+ 1,1	— 0,4	— 0,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 1,9
2,2	+ 1,4	+ 2,2	— 1,2	— 0,9	— 1,4	—	— 0,1	— 2,4
1,4	— 2,3	+ 3,6	+ 1,5	— 0,3	— 0,2	— 0,1	+ 0,9	— 0,8
1,2	— 1,6	+ 7,0	+ 2,4	— 1,1	— 2,0	—	+ 1,3	— 1,2
0,3	— 0,8	+ 2,1	— 0,4	— 1,0	— 0,3	— 0,1	— 0,1	— 0,9
0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	— 0,5	—	—	+ 0,7	— 0,3
0,6	+ 1,5	— 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	— 0,2	+ 1,7	— 0,8
0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	— 0,1	— 0,7	— 0,3	+ 0,1	+ 1,4
1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	— 1,1	— 0,6	— 0,6	+ 2,4	— 0,6
0,3	— 3,4	— 2,7	— 3,9	— 1,1	— 1,7	— 0,4	— 0,3	—
0,9	— 2,4	+ 9,6	+ 2,2	— 0,3	+ 0,8	— 0,3	+ 1,0	+ 2,0
2,4	+ 2,2	— 0,6	+ 0,3	— 0,4	+ 0,4	— 0,4	+ 0,6	— 3,4
0,9	— 0,3	— 4,9	+ 1,3	— 0,1	— 0,4	— 0,5	+ 0,2	— 0,8
2,7	— 3,9	+ 1,4	— 0,1	— 2,0	— 0,9	— 1,6	+ 1,5	— 2,2
1,9	— 2,2	+ 4,4	— 0,4	— 0,8	—	— 1,2	+ 3,3	+ 1,5
1,3	+ 0,5	+ 18,0	— 0,3	+ 0,3	— 1,1	— 0,6	— 0,6	— 0,7
0,4	+ 0,9	— 2,4	+ 0,5	— 0,5	+ 2,1	— 0,5	+ 1,5	— 2,0
1,0	+ 0,8	+ 3,9	+ 3,7	— 0,2	— 0,2	— 0,7	+ 0,3	— 0,7
0,8	—	+ 23,9	+ 3,5	— 1,2	+ 0,8	— 3,0	+ 4,5	— 1,9

Source : Banque Nationale de Belgique.

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et crédits commerciaux à l'étranger accordés à l'origine par les organismes monétaires

(en milliards de francs)

FIN DE MOIS	Crédits aux entreprises et particuliers			Créances commerciales sur l'étranger			Total général
	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	
1959 Décembre	48,1	11,2	59,3	4,7	1,4	6,1	65,4
1960 Décembre	53,0	12,4	65,4	6,2	1,1	7,3	72,7
1961 Décembre	61,2	14,0	75,2	7,3	2,3	9,6	84,8
1962 Décembre	72,9	13,8	86,7	10,8	2,5	13,3	100,0
1963 Décembre (a)	88,8	8,7	97,5	14,5	4,1	18,6	116,1
1964 Décembre	98,2	10,3	108,5	17,0	4,2	21,2	129,7
1965 Décembre	112,5	11,9	124,4	22,9	5,4	28,3	152,7
1966 Décembre	134,9	9,6	144,5	24,5	4,3	28,8	173,3
1967 Décembre	157,0	13,5	170,5	27,5	7,0	34,5	205,0
1968 Janvier	157,3	13,7	171,0	27,0	7,2	34,2	205,2
Février	154,3	16,6	170,9	25,7	9,4	35,1	206,0
Mars	159,3	15,7	175,0	28,6	8,9	37,5	212,5
Avril.....	162,1	15,4	177,5	30,4	8,0	38,4	215,9
Mai	161,4	17,2	178,6	29,1	9,7	38,8	217,4
Juin	165,9	15,2	181,1	32,9	7,5	40,4	221,5
Juillet	165,2	16,1	181,3	33,1	7,1	40,2	221,5
Août	165,1	18,4	183,5	33,2	8,2	41,4	224,9
Septembre	168,0	14,3	182,3	34,7	7,2	41,9	224,2
Octobre	168,7	16,7	185,4	37,5	6,5	44,0	229,4
Novembre	171,0	16,7	187,7	40,2	6,9	47,1	234,8
Décembre	181,9	14,1	196,0	42,3	6,2	48,5	244,5

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) A partir de juin 1963, nouvelle série, Les acceptations bancaires non visées représentatives d'exportations ont été transférées des « crédits aux entreprises et particuliers » aux « créances commerciales sur l'étranger ».

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	Au 31 décembre								A fin de trimestre			
	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1er trimestre 1968	2e trimestre 1968	3e trimestre 1968	4e trimestre 1968
ACTIF												
Liquidités	24,6	30,6	34,0	41,7	51,4	57,5	81,2	92,4	98,7	113,9	112,9	122,2
Crédits	119,0	148,5	158,5	187,7	206,8	234,0	264,4	306,2	320,2	335,7	342,2	351,1
au secteur public	*70,2*	*90,7*	*88,5*	*97,8*	*102,3*	*115,1*	*127,2*	*144,1*	*148,0*	*155,7*	*156,8*	*157,8*
au secteur privé	*48,8*	*57,8*	*70,0*	*89,9*	*104,5*	*118,9*	*137,2*	*162,1*	*172,2*	*180,0*	*185,4*	*193,3*
Divers	18,9	20,8	25,6	27,4	31,9	39,2	42,9	46,2	47,9	48,6	48,4	54,5
dont acceptations	*12,7*	*14,3*	*17,9*	*18,8*	*21,3*	*26,9*	*28,8*	*29,5*	*29,6*	*29,1*	*28,1*	*32,0*
Total	**162,5**	**199,9**	**218,1**	**256,8**	**290,1**	**330,7**	**388,5**	**444,8**	**466,8**	**498,2**	**503,5**	**527,8**
PASSIF												
Dépôts	103,8	121,2	131,0	150,3	164,6	189,5	213,1	244,4	256,1	264,3	270,6	281,4
en francs belges :												
— à un mois au plus	*61,1*	*68,7*	*73,4*	*83,4*	*91,5*	*100,8*	*109,4*	*120,1*	*121,9*	*126,2*	*123,5*	*130,4*
— carnets de dépôts	*14,1*	*14,6*	*17,9*	*27,4*	*33,7*	*40,2*	*46,8*	*57,7*	*61,4*	*63,8*	*66,8*	*69,8*
— à plus d'un mois	*19,7*	*28,1*	*29,5*	*27,3*	*30,7*	*36,7*	*41,9*	*50,6*	*55,4*	*55,5*	*57,5*	*57,3*
en devises	*8,8*	*9,8*	*10,2*	*12,2*	*8,7*	*11,8*	*15,0*	*16,0*	*17,3*	*18,9*	*22,7*	*23,8*
Moyens propres	10,4	11,0	12,9	14,0	16,0	18,4	20,6	23,4	23,9	24,9	25,0	27,5
Divers	48,3	67,8	74,2	92,6	109,5	122,8	154,8	177,0	186,8	209,0	207,9	218,9
dont : acceptations	*12,7*	*14,3*	*17,9*	*18,8*	*21,3*	*26,9*	*28,8*	*29,5*	*29,6*	*29,1*	*28,1*	*32,0*
obligations et bons de caisse	*7,6*	*8,6*	*11,1*	*11,4*	*11,4*	*11,4*	*12,0*	*13,5*	*14,7*	*15,3*	*15,9*	*16,5*
Total	**162,5**	**199,9**	**218,1**	**256,8**	**290,1**	**330,7**	**388,5**	**444,8**	**466,8**	**498,2**	**503,5**	**527,8**

Source : Commission bancaire.

Crédits aux entreprises et aux particuliers nourris par les banques de dépôt

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Escompte effets commerciaux (a)	Avances		Total
		Débiteurs divers	Reports et avances sur titres (b)	
1959 Décembre	18,1	22,8	1,4	42,3
1960 Décembre	21,5	26,1	1,2	48,8
1961 Décembre	25,9	30,7	1,2	57,8
1962 Décembre	30,1	38,6	1,3	70,0
1963 Décembre	43,0	45,7	1,2	89,9
1964 Décembre	52,5	50,8	1,1	104,4
1965 Décembre	57,4	60,2	1,3	118,9
1966 Décembre	67,6	68,3	1,2	137,1
1967 Décembre	77,9	82,7	1,5	162,1
1968 Janvier	83,5	84,8	1,4	169,7
Février	80,3	85,4	1,4	167,1
Mars	83,6	87,1	1,5	172,2
Avril.....	85,5	92,4	1,5	179,4
Mai	83,2	92,1	1,5	176,8
Juin	85,0	93,5	1,5	180,0
Juillet	81,4	95,1	1,6	178,1
Août	82,3	97,0	1,5	180,8
Septembre	83,9	99,7	1,8	185,4
Octobre	83,2	101,5	1,6	186,3
Novembre	84,9	100,5	1,7	187,1
Décembre	81,3	110,3	1,7	193,3

Source : Commission bancaire.

(a) Non compris tous les effets réescomptés.
(b) Y compris les opérations spéciales de mobilisation (arrêté royal du 22 mars 1952, *Moniteur belge* du 23 mars 1952).

Réescompte du portefeuille commercial par les banques de dépôt

Situation fin de mois

(en milliards de francs)

MOIS	Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'I.R.G.	Auprès des autres para-stataux	Total partiel	Auprès d'autres rées-compteurs (a)	Total général (b)
1959 Décembre ...	3,4	1,4	2,0	6,8	3,2	10,0
1960 Décembre ...	1,9	1,8	2,8	6,5	2,4	8,9
1961 Décembre ...	0,6	2,7	3,6	6,9	3,9	10,8
1962 Décembre ...	1,6	2,5	4,4	8,5	3,6	12,1
1963 Décembre ...	1,2	1,5	6,0	8,7	2,4	11,1
1964 Décembre ...	0,9	3,0	7,1	11,0	2,5	13,5
1965 Décembre ...	1,2	5,5	7,8	14,5	2,9	17,4
1966 Décembre ...	1,5	6,1	9,7	17,3	2,3	19,6
1967 Décembre ...	2,8	9,6	11,6	24,0	2,7	26,7
1968 Janvier	1,6	8,6	12,1	22,3	3,5	25,8
Février.....	0,9	9,5	12,2	22,6	3,9	26,5
Mars	0,6	9,3	12,2	22,1	4,2	26,3
Avril	0,4	10,3	12,0	22,7	4,6	27,3
Mai	0,8	11,4	12,6	24,8	4,5	29,3
Juin	0,7	11,4	12,8	24,9	4,1	29,0
Juillet	1,9	11,8	12,6	26,3	4,0	30,3
Août.....	1,1	12,0	12,6	25,7	4,6	30,3
Septembre ..	1,2	10,7	12,7	24,6	4,1	28,7
Octobre	1,3	12,4	13,5	27,2	4,2	31,4
Novembre ..	1,7	12,5	13,4	27,6	4,3	31,9
Décembre ...	6,7	12,9	13,3	32,9	3,7	36,6

Source : Commission bancaire.

(a) En francs belges uniquement.
(b) Montant non compris dans le portefeuille commercial de la situation globale des banques.

Marché de l'argent « on call »

Moyennes journalières
(en milliards de francs)

PÉRIODE	Total des capitaux traités «on call»	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés			
		Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes (b)	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G. (emprunts nets)	Autres organismes (c)
1960 (a)	5,2	2,4	1,1	1,7	1,0	—	3,1	1,0
1961	6,0	2,5	1,8	1,7	1,8	—	3,2	1,0
1962	4,2	1,5	0,9	1,7	1,5	—	1,4	1,3
1963	3,6	1,6	0,2	1,8	1,6	0,1	1,1	0,8
1964	4,6	1,9	—	2,7	1,3	0,5	1,7	1,1
1965	5,0	1,8	0,7	2,5	1,4	—	2,4	1,3
1966	4,8	1,9	0,3	2,7	1,2	0,8	1,7	1,1
1967	6,4	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0
1968	6,7	2,1	1,6	3,0	2,4	0,1	3,1	1,1
1968 Janvier	7,5	2,6	1,6	3,3	1,8	—	5,2	0,5
Février	7,0	1,9	1,8	3,3	2,5	—	3,7	0,8
Mars	7,6	3,2	1,3	3,1	1,9	—	4,9	0,8
Avril	6,9	2,5	2,0	2,4	2,4	—	3,3	1,2
Mai	6,6	1,8	1,4	3,4	2,6	—	3,1	0,9
Juin	6,8	2,4	1,4	3,0	2,0	0,2	3,4	1,2
Juillet	6,4	1,7	2,3	2,4	2,8	0,1	1,7	1,8
Août	6,1	1,6	1,6	2,9	2,3	0,1	2,6	1,1
Septembre ..	6,9	2,5	1,6	2,8	2,4	0,7	2,6	1,2
Octobre	5,7	1,2	2,0	2,5	2,5	0,1	1,8	1,3
Novembre ...	6,1	1,7	1,2	3,2	2,6	0,1	2,2	1,2
Décembre ...	6,2	2,5	0,4	3,3	2,1	0,2	2,7	1,2

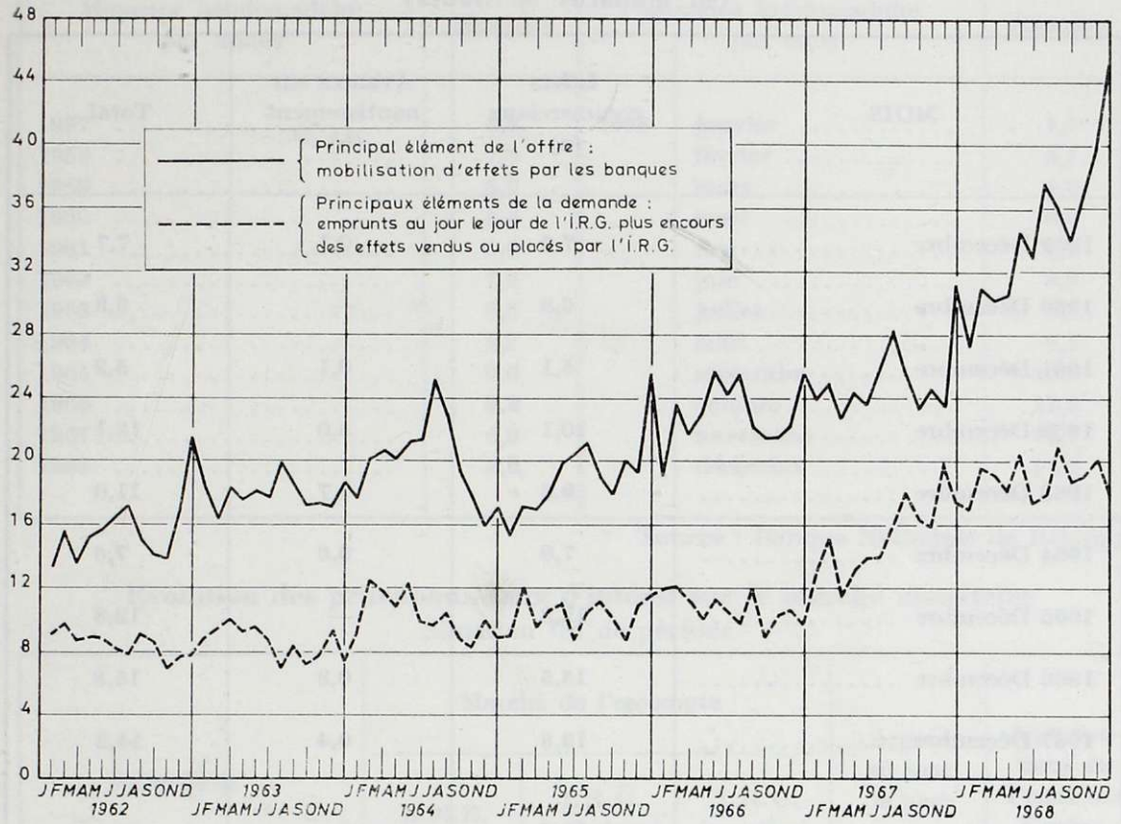
Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Depuis la réorganisation du marché, le 17 novembre 1959, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Ce tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.
(b) Depuis le 17 novembre 1959, cette colonne comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et, depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».
(c) Depuis le 17 novembre 1959, cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

Principaux déterminants de la tendance sur le marché hors banque

Situation à fin de mois

(en milliards de francs)



Sources : Commission bancaire.
Institut de Réescompte et de Garantie.

Synthèse de l'activité de l'I. R. G.

Encours moyens journaliers

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Effets à nourrir par l'I.R.G.	3,8	3,9	2,4	3,8	4,0	5,0	7,5	7,8	10,2
dont réescomptés à la B.N.B.	*0,4*	*0,4*	*0,8*	*2,5*	*1,9*	*2,4*	*5,5*	*4,0*	*6,8*
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G	*3,2*	*3,3*	*1,4*	*1,2*	*1,9*	*2,6*	*1,9*	*3,7*	*3,3*
Encours des effets vendus ou placés par l'I.R.G.	6,3	7,3	7,7	8,4	9,4	8,5	10,5	12,9	17,8
Encours total des effets traités par l'I.R.G. ..	10,1	11,2	10,1	12,3	13,4	13,5	18,0	20,7	28,0

Source : Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits principalement consentis aux entreprises et aux particuliers par la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Effets commerciaux (a)	Avances sur nantissement (b)	Total
1959 Décembre	7,6	0,1	7,7
1960 Décembre	6,8	—	6,8
1961 Décembre	5,1	0,1	5,2
1962 Décembre	10,1	3,0	13,1
1963 Décembre	9,3	1,7	11,0
1964 Décembre	7,0	0,6	7,6
1965 Décembre	12,3	—	12,3
1966 Décembre	15,5	0,3	15,8
1967 Décembre	13,8	0,4	14,2
1968 Janvier	10,5	0,2	10,7
Février	8,5	—	8,5
Mars	8,1	—	8,1
Avril	9,0	1,9	10,9
Mai	9,2	2,1	11,3
Juin	11,7	3,5	15,2
Juillet	16,2	0,4	16,6
Août	11,5	2,8	14,3
Septembre	12,6	3,0	15,6
Octobre	15,9	0,7	16,6
Novembre	17,8	2,4	20,2
Décembre	26,7	0,6	27,3

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Essentiellement le réescompte des banques et de l'Institut de Réescompte et de Garantie.
(b) Y compris celles faites à certains parastataux.

Crédits consentis à l'Etat par la Banque Nationale de Belgique

Conventions des 14 septembre 1948, 15 avril 1952 et 1 février 1963
(en milliards de francs)

Moyenne hebdomadalre par année	Montant	Moyenne hebdomadaire par mois		Montant
1957	8,2	1968	janvier	1,5
1958	7,4		février	5,1
1959	8,0		mars	5,6
1960	8,4		avril	6,8
1961	8,0		mai	9,1
1962	7,5		juin	8,9
1963	8,3		juillet	7,3
1964	8,7		août	9,5
1965	9,0		septembre	10,5
1966	9,4		octobre.	12,8
1967	6,9		novembre	14,9
1968	8,9		décembre	14,2

Source : Banque Nationale de Belgique.

Evolution des principaux taux d'intérêt sur le marché monétaire

Situation fin de période

PÉRIODE	Marché de l'escompte			Argent au jour le jour	Adjudications du Fonds des Rentes
	B.N.B. (a)	I.R.G. (acheteur) (b)	I.R.G. (courtier) (c)	(d)	
1964	4,75	4,500	5,500	3,35	5,25
1965	4,75	4,500	5,375	3,17	5,15
1966	5,25	5,200	6,600	3,88	6,15
1967	4,00	3,600	5,100	3,19	4,90
1968	4,50	4,000	6,500	2,84	5,25
1968 janvier	4,00	3,500	4,500	2,57	4,75
février	4,00	3,500	4,500	2,63	4,50
mars	3,75	3,250	4,300	2,45	4,40
avril	3,75	3,250	4,000	2,73	4,20
mai	3,75	3,350	4,200	2,78	4,25
juin	3,75	3,350	4,500	2,64	4,25
juillet	3,75	3,350	4,700	3,22	4,25
août	3,75	3,250	4,250	2,79	4,25
septembre	3,75	3,250	4,600	2,80	4,35
octobre	3,75	3,250	4,600	3,04	4,50
novembre	3,75	3,350	5,000	3,23	4,80
décembre	4,50	4,000	6,500	3,36	5,25

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Taux de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque et les acceptations bancaires visées à l'importation.
(b) Taux d'achat de l'I.R.G. pour les acceptations bancaires visées à l'importation, à 120 jours maximum.
(c) Taux des acceptations bancaires non visées, à 120 jours environ, négociées à l'intervention de l'I.R.G.
(d) Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période.

SECTION II. — MARCHÉ DES CAPITAUX

L'abondance des liquidités qui avait caractérisé le marché des capitaux en 1967 s'est atténuée en 1968. Ce changement s'est surtout manifesté dans la seconde moitié de l'année où en particulier la formation des épargnes financières en francs belges, bien que toujours très importante, s'est ralentie. Les placements à l'étranger ont pris de l'ampleur. Du côté de la demande, les besoins de financement du secteur public et des entreprises sont demeurés considérables. Cette évolution s'est traduite par un relèvement des taux d'intérêt, particulièrement en fin d'année.

La Caisse Nationale de Crédit Professionnel a accordé des crédits pour un montant global de 5,1 milliards, soit une progression de 25,7 % par rapport à 1967, année qui avait connu cependant un accroissement de 14,0 %. Le montant moyen des crédits accordés demeure relativement peu élevé, du fait que la clientèle de cette institution se recrute parmi les classes moyennes. Le nombre de crédits accordés ne s'est pas sensiblement modifié, étant passé de 12 270 en 1967 à 12 834 en 1968. Comparativement à 1967 et malgré un resserrement des dépôts à vue (de 0,4 milliard), les ressources de la caisse ont été alimentées, en ordre principal, par un accroissement de 0,2 milliard des comptes à préavis et de 0,1 milliard des dépôts à long terme. De même, l'encours des émissions de bons de caisse et d'obligations a augmenté de 1,6 milliard.

L'encours global des crédits de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est passé de 80,1 milliards en 1967 à 93,2 milliards en 1968. Le rythme de croissance a donc été le même en 1968 qu'en 1967, soit 16,3 %. Les prélèvements sur crédits ont représenté 27,2 milliards et les remboursements 14,1 milliards. L'encours particulièrement élevé des crédits se répartit sur plusieurs types : les crédits d'investissement à long et à moyen terme (83,7 milliards), les crédits de restauration (1,0 milliard),les crédits de warrantage (charbonnages) garantis par l'Etat (0,05 milliard), les crédits commerciaux (1,3 milliard), les crédits d'exportation (2,1 milliards) et les crédits gérés pour compte de l'Etat (4,9 milliards). Les crédits accordés et non prélevés se montent à 20,8 milliards. Si l'on ajoute ce montant à l'encours de 93,2 milliards, on atteint le chiffre record de 114,0 milliards, contre 97,4 milliards en 1967.

Les ressources que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie a pu, en 1968, se procurer sur le marché proviennent, en ordre principal, d'obligations en circulation, dont le volume a augmenté de 8,1 milliards, de bons de caisse (3 milliards d'augmentation), d'effets réescomptés (1,2 milliard).

Le montant total des inscriptions hypothécaires se situe à 61,0 milliards contre 58,9 milliards en 1967. La progression, qui avait été de 8,8 % en 1967, est ainsi ramenée à 3,6 %.

L'excédent des versements sur les retraits à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite s'est maintenu au niveau de 1967 ; il a été de 7,2 milliards en 1968 et de 7,1 milliards en 1967. L'avoir global, intérêts capitalisés compris, est passé de 131,1 milliards en 1967 à 142,3 milliards en 1968. La progression, qui avait été de 9,0 % en 1967, est ramenée à 8,5 % en 1968.

Les besoins de financement de l'Etat ont augmenté, en 1968, sous l'effet de l'expansion rapide de certaines catégories de dépenses ordinaires, et de l'ensemble des dépenses du budget extraordinaire et du Fonds des Routes. Il en est résulté un gonflement important de l'endettement de l'Etat, qui s'est toutefois limité au marché belge. Le montant brut des emprunts de l'Etat (y compris le Fonds des Routes) a légèrement régressé en 1968. De 49,8 milliards en 1967, il a été ramené à 48,9 milliards en 1968. Par contre, le montant brut des emprunts du secteur public s'est élevé à 66,1 milliards en 1968 alors qu'il avait été de 65,1 milliards en 1967.

Comme en 1967, le secteur public a ainsi épongé la plus grande partie de l'épargne offerte sur le marché des capitaux. La part revenant à l'économie a été très réduite. Les obligations émises par le Trésor ont été facilement absorbées par les banques et les organismes parastataux. Par contre, certaines émissions des organismes parastataux et des villes semblent avoir éprouvé quelques difficultés de placement.

Le rendement net moyen des obligations a enregistré un léger recul par rapport à celui de 1967.

En 1968, le marché boursier a enregistré de nets progrès. Durant les neuf premiers mois, les cours ont monté, principalement sous l'effet des perspectives offertes par la conjoncture économique. Pendant le dernier trimestre, un plafonnement s'est manifesté, la hausse des taux d'intérêt suscitant quelque circonspection. L'indice général des valeurs belges du comptant a gagné 6,1 % par rapport à 1967 et celui des industrielles 3,8 %. Influencé par les valeurs étrangères, l'indice du marché à terme a avancé de 32 % environ.

A fin 1968, la capitalisation boursière était en net progrès. Elle s'est établie à 282,2 milliards contre 248,9 milliards en 1967, soit un accroissement de 13,4 %.

Les transactions se sont fortement développées : le volume quotidien des affaires a souvent dépassé les 150 millions de francs. Pour l'ensemble de l'année 1968, les transactions (terme et comptant réunis) ont représenté une valeur de 33,1 milliards contre 20,0 milliards en 1967. Le rythme de progression a été de 65,5 %.

Les valeurs précédemment défavorisées (exception faite des sidérurgiques) se sont placées en tête du mouvement haussier. Les titres représentatifs de sociétés établies au Congo-Kinshasa ont réalisé des avances de 50 % et plus dans l'espoir d'une libéralisation des transferts de dividendes. Cette libéralisation est devenue effective le 1er janvier 1969. De même les charbonnages, les papeteries et les grands magasins se sont mis en vedette et ont réalisé un gain de plus de 40 %. Les émissions nettes d'actions se sont sensiblement accrues en 1968 ; elles résultent d'augmentations de capital importantes dans les secteurs de la chimie, des banques, du gaz et de l'électricité.

★

★ ★

Epargne globale des particuliers et des entreprises (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
I. *Particuliers :*									
Thésaurisation (b)	..	..	..	..	..	..	..	..	
Épargne - dépôts	12,1	15,1	9,3	15,2	18,9	21,8	19,6	27,9	27,1
Épargne - réserves	6,7	9,5	8,5	7,8	7,6	8,3	11,7	10,3	11,2
Épargne immobilière et hypothécaire	8,6	11,3	12,9	14,7	17,8	17,4	24,0	32,6	22,2
Acquisition de titres	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	21,3	18,7	25,7
Mutat. de créances et de dettes diverses	— 0,3	— 0,5	— 1,5	— 0,9	— 0,8	— 1,9	— 1,8	— 1,9	— 1,4
Épargne nette totale	*45,6*	*53,4*	*47,7*	*50,2*	*59,3*	*54,6*	*74,4*	*87,6*	*84,8*
Amortissements sur habitations	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8	12,6
Épargne brute totale	*53,2*	*61,0*	*55,5*	*58,3*	*68,1*	*64,2*	*85,0*	*99,4*	*97,4*
II. *Entreprises :*									
Entreprises privées :									
Épargne nette	*3,8*	*9,6*	*10,1*	*11,0*	*9,2*	*15,8*	*16,1*	*15,3*	*11,6*
Amortissements	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	47,7	52,4
Épargne brute	*33,5*	*40,7*	*44,4*	*46,7*	*47,9*	*57,5*	*63,2*	*63,0*	*64,0*
Entreprises publiques autonomes :									
Épargne nette	*1,0*	*1,3*	*1,7*	*1,5*	*1,3*	*1,7*	*1,7*	*0,4*	*0,3*
Amortissements	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,8	4,1
Épargne brute	*3,3*	*3,3*	*3,9*	*3,7*	*4,0*	*4,8*	*5,0*	*4,2*	*4,4*
Total général net	**50,4**	**64,3**	**59,5**	**62,7**	**69,8**	**72,1**	**92,2**	**103,3**	**96,7**
Total général brut	**90,0**	**105,0**	**103,8**	**108,7**	**120,0**	**126,5**	**153,2**	**166,6**	**165,8**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Les données ont été rectifiées pour les années 1960 à 1965. Elles ne sont pas encore disponibles pour 1967 et 1968.
(b) Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

Emissions nettes de valeurs mobilières (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
État et pouvoirs subordonnés	9,2	15,6	14,9	8,6	20,3	5,9	11,1	19,0	12,3
République du Congo	3,7	— 0,5	— 1,5	—	—	—	—	—	—
Organismes parastataux de crédit	11,8	11,1	12,1	12,8	12,0 (b)	8,8 (b)	9,0 (b)	14,5 (b)	13,2
Organismes de sécurité sociale	2,4	2,3	2,3	1,7	2,7	2,4	3,4	2,4	1,9
Organismes publics d'exploitation et intercommunales	— 0,5	3,9	— 0,7	— 0,4	1,7	1,8	0,8	3,6	7,4
Organismes divers (c)	0,7	0,6	0,6	0,4	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3
Total du secteur public	**27,3**	**33,0**	**27,7**	**23,1**	**37,0**	**19,1**	**24,4**	**39,8**	**35,1**
Sociétés industrielles et commerciales belges	5,5	4,1	4,7	5,3	8,0	8,3	8,9	12,5	11,9
— actions (montant versé en numéraire)	*3,0*	*2,2*	*4,1*	*3,5*	*4,9*	*4,6*	*6,7*	*5,2*	*7,3*
— appel de fonds	*1,1*	*0,3*	*0,8*	*1,8*	*1,7*	*1,2*	*1,4*	*3,5*	*3,9*
— obligations	*1,4*	*1,6*	*— 0,2*	—	*1,4*	*2,5*	*0,8*	*3,8*	*0,7*
Sociétés financières belges	4,0	2,5	4,3	2,8	6,2	2,1	5,4	3,9	5,4
— actions	*0,7*	*1,1*	*2,4*	*0,7*	*1,8*	*0,7*	*3,1*	*2,0*	*2,4*
— appels de fonds	*0,1*	*0,1*	*0,3*	*0,2*	*0,1*	*0,1*	*0,4*	*0,3*	*0,2*
— obligations	*0,3*	*0,1*	*— 0,1*	*0,1*	*0,6*	*0,5*	*0,6*	*0,2*	*0,3*
— bons de caisse au robinet	*2,9*	*1,2*	*1,7*	*1,8*	*3,7*	*0,8*	*1,3*	*1,4*	*2,5*
Sociétés exploitant à l'étranger	1,5	0,7	0,2	— 0,1	—	— 0,3	—	0,5	0,7
Sociétés coopératives	0,3	0,2	0,6	0,6	0,4	0,9	0,2	0,2	0,1
Fonds communs de placement	0,4	1,6	2,2	1,2	0,2	0,3	0,1	— 0,7	0,4
Actions étrangères et certificats représentatifs de titres étrangers	1,4	0,9	0,5	0,4	0,3	0,1	0,1	0,3	0,5
Total du secteur privé	**13,1**	**10,0**	**12,5**	**10,2**	**15,1**	**11,4**	**14,7**	**16,7**	**19,0**
Total général	**40,4**	**43,0**	**40,2**	**33,3**	**52,1**	**30,5**	**39,1**	**56,5**	**54,1**
Souscriptions des particuliers	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	21,3	18,7	25,7

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Les données pour 1967 et 1968 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les émissions de la Société Nationale d'Investissement (400 millions).
(c) R.T.B., Centre d'Etudes de l'Energie Nucléaire, Fondation Nationale pour le financement de la Recherche Scientifique.

Emissions des société industrielles et commerciales belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Émissions nettes d'actions			Accroissement de la dette obligataire des sociétés (b)	Total des émissions nettes
	Constitutions de sociétés	Augmentations de capital	Total		
1952	564	1 523	2 087	4 037	6 124
1953	529	636	1 165	2 018	3 183
1954	589	2 531	3 120	5 210	8 330
1955	636	4 142	4 778	4 902	9 680
1956	703	3 319	4 022	3 597	7 619
1957	1 217	3 606	4 823	5 864	10 687
1958	648	3 049	3 697	9 223	12 920
1959	897	2 440	3 337	7 980	11 317
1960	1 510	5 035	6 545	6 025	12 571
1961	1 213	2 918	4 131	8 574	12 705
1962	2 193	4 521	6 715	8 095	14 810
1963	1 092	4 192	5 284	6 774	12 058
1964	1 444	8 331	9 775	4 434	14 209
1965	1 425	5 809	7 234	10 570	17 804
1966	1 343	8 382	9 725	6 273	15 998
1967	1 955	8 160	10 115	13 923	24 038
1967 (10 mois) (c)	1 683	3 471	5 154	..	..
1968 (10 mois) (c)	1 647	9 596	11 243	..	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ces données ne comprennent pas les émissions congolaises.

(b) Y compris la S.N.C.I.
Y compris les émissions privées, c'est-à-dire qui n'ont pas fait l'objet d'une offre sur le marché.

(c) Données provisoires.

Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges (a)

(en milliers de francs)

PRINCIPAUX SECTEURS	1964	1965	1966 (b)	1967 (c)	1967 — 10 mois (d)		1968 — 10 mois (d)	
					(e)	Total (f)	(e)	Total (f)
Banques	1 366 185	823 680	1 601 539	3 142 418	1 058 500	1 058 500	225 826	225 826
Commerce de détail	334 851	88 211	84 884	104 114	28 546	79 894	21 195	121 585
Commerce de gros et commerce extérieur	681 344	1 254 900	807 524	824 168	465 168	575 837	637 759	784 803
Fabrications métalliques	548 227	916 323	561 924	764 108	588 943	606 926	497 155	513 533
Métallurgie du fer	1 845 343	637 319	1 247 439	387 725	387 375	387 475	10 000	10 000
Métaux non ferreux	18 170	45 212	3 616	20 854	19 196	20 474	4 000	9 305
Industrie textile	241 323	207 802	222 896	197 486	117 715	139 585	228 865	242 486
Industrie alimentaire	138 593	43 738	205 258	269 389	107 880	119 302	267 139	290 035
Industrie du bois	69 185	15 079	140 116	40 594	13 820	23 992	74 249	84 445
Industrie chimique	342 397	684 032	910 313	2 850 796	228 377	235 086	594 421	604 795
Électricité	1 675 468	3 566 505	1 843 158	386 116	1 821 025	1 821 025	3 133 295	3 133 295
Gaz	130 560	342 800	—	—	—	—	120 000	120 000
Papier et imprimerie	192 424	306 533	109 428	357 755	188 014	191 976	76 123	84 222
Transports	13 377	— 23 448	161 664	131 641	81 991	102 697	55 941	82 330
Construction	62 792	136 554	264 198	149 088	66 343	106 802	66 573	135 158
Charbon	86 656	— 31 337	—	20	—	—	—	—
Ciment	65 786	— 3 085	73 994	155 975	144 004	151 675	71 830	74 793
Tabac	35 660	— 5 692	—	35 000	35 000	35 000	—	—
Artisanat	59 186	66 340	77 471	79 819	13 861	57 914	58 870	118 736

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

(a) La statistique des émissions nettes d'obligations comprend aussi les émissions « continues »; il est fait déduction des remboursements.
(b) Données rectifiées.
(c) Données provisoires.
(d) Non compris les émissions continues et les remboursements
(e) Sociétés anonymes et en commandite par actions.
(f) Le total comprend, outre les émissions nettes des sociétés mentionnées sous (e), celles des sociétés de personnes à responsabilité limitée.

Emissions du secteur public en francs belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Montant	MOIS	Montant
1961	20 907		
		1968	
1962	35 380		
		Janvier	1 500
1963	27 049	Février	10 000
		Mars	5 000
1964	38 085	Avril	2 500
		Mai	3 000
1965	43 715	Juin	10 000
		Juillet	—
1966	46 810	Août	—
		Septembre	20 850
1967	65 100	Octobre	4 500
		Novembre	—
1968	65 350	Décembre	8 000

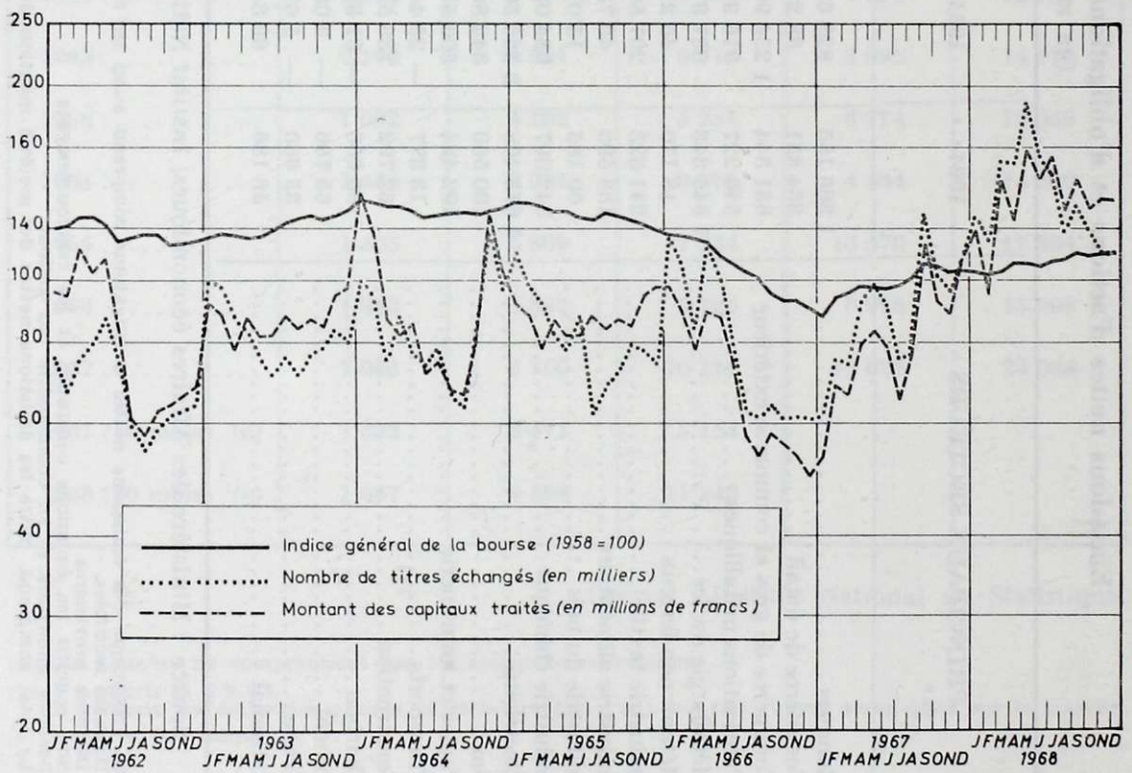
Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, la Société nationale de Distrbution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exclusion des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

Bourse de Bruxelles

Activité

(moyenne par séance)



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Bourse de Bruxelles

Volume des opérations

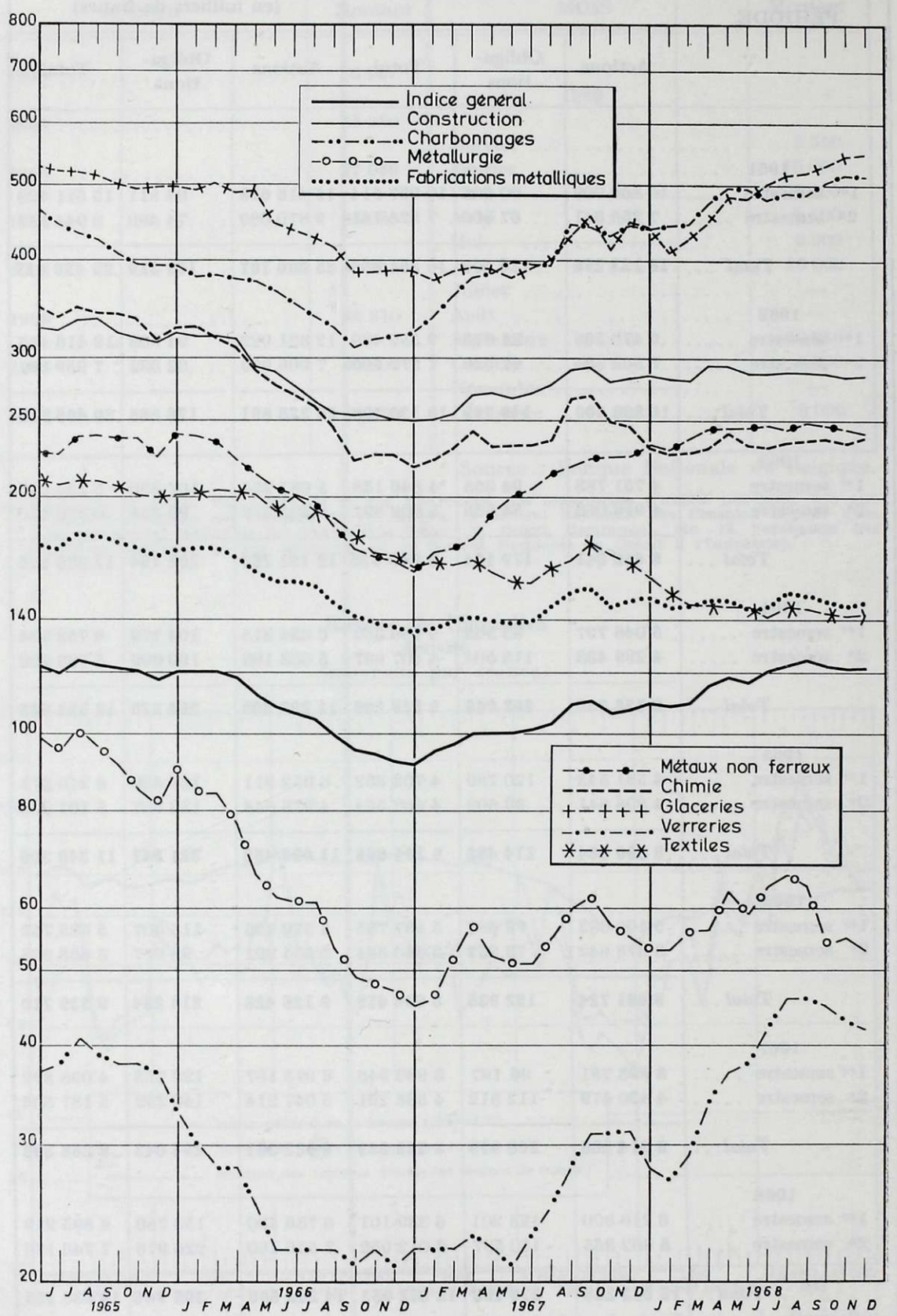
PÉRIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obligations	Total	Actions	Obligations	Total
1961						
1er semestre	10 866 909	90 605	10 957 514	15 416 618	94 811	15 511 429
2e semestre	7 256 341	67 800	7 324 141	9 870 089	74 499	9 944 588
Total ...	**18 123 250**	**158 405**	**18 281 655**	**25 286 707**	**169 310**	**25 456 417**
1962						
1er semestre	9 470 566	81 873	9 552 439	12 321 922	94 533	12 416 455
2e semestre	7 509 834	67 926	7 577 760	7 906 969	82 332	7 989 301
Total ...	**16 980 400**	**149 799**	**18 130 199**	**20 228 891**	**176 865**	**20 405 756**
1963						
1er semestre	4 751 783	94 355	4 846 138	5 687 254	107 396	5 794 650
2e semestre	4 918 058	84 839	5 002 897	6 465 512	95 358	6 560 870
Total ...	**9 669 841**	**179 194**	**9 849 035**	**12 152 766**	**202 754**	**12 355 520**
1964						
1er semestre	5 046 797	83 565	5 130 362	6 654 215	104 179	6 758 394
2e semestre	4 289 433	118 504	4 407 937	5 633 193	160 099	5 793 292
Total ...	**9 336 230**	**202 069**	**9 538 299**	**12 287 408**	**264 278**	**12 551 686**
1965						
1er semestre	4 581 543	120 789	4 702 332	6 052 811	187 860	6 240 671
2e semestre	4 308 841	93 693	4 402 534	4 973 648	133 987	5 107 635
Total ...	**8 890 384**	**214 482**	**9 104 866**	**11 026 459**	**321 847**	**11 348 306**
1966						
1er semestre	5 108 082	79 683	5 187 765	5 570 435	115 307	5 685 742
2e semestre	3 373 642	73 252	3 446 894	3 554 991	98 977	3 653 968
Total ...	**8 481 724**	**152 935**	**8 634 659**	**9 125 426**	**214 284**	**9 339 710**
1967						
1er semestre	3 893 781	96 167	3 989 948	3 975 137	123 755	4 098 892
2e semestre	4 420 479	112 812	4 533 291	5 047 214	140 292	5 187 506
Total...	**8 314 260**	**208 979**	**8 523 239**	**9 022 351**	**264 047**	**9 286 398**
1968						
1er semestre	6 210 900	128 201	6 339 101	6 736 430	158 789	6 895 219
2e semestre	5 862 365	150 587	6 012 952	7 516 160	226 976	7 743 136
Total..	**12 073 265**	**278 788**	**12 352 053**	**14 252 590**	**385 765**	**14 638 355**

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers

Début du mois

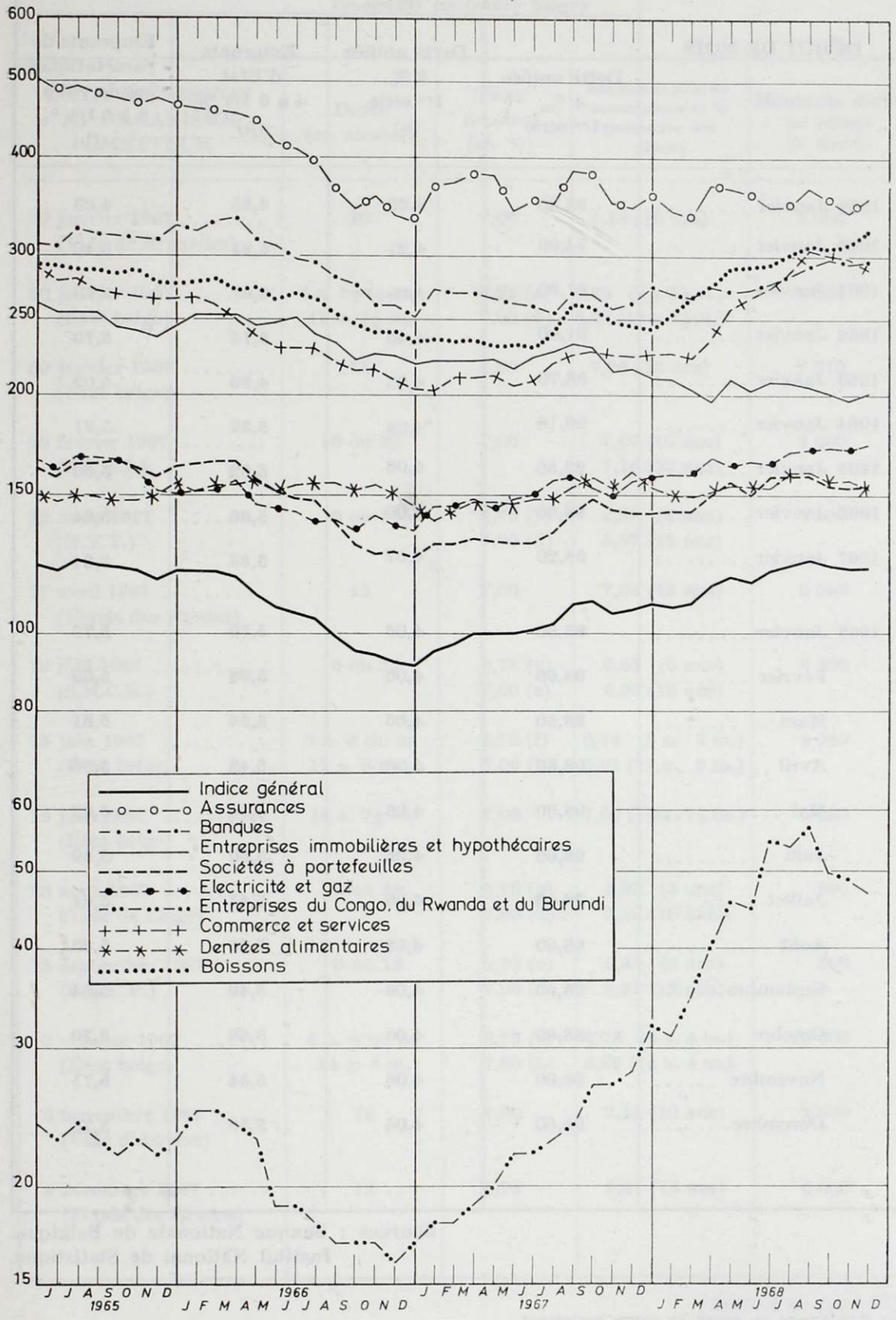
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers (suite)

Début du mois
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles

DÉBUT DE MOIS	Cours	Rendement		
	Dette unifiée 4 %, 1re série	Dette unifiée 4 %, 1re série (a)	Emprunts d'Etat 4 à 6 1/4 % (b)	Emprunts de paraétatiques et de villes 3 à 6 1/4 % (b)
1959 Janvier	93,30	4,29	4,85	4,93
1960 Janvier	94,90	4,21	5,21	5,10
1961 Janvier	91,20	4,39	6,07	5,80
1962 Janvier	91,00	4,40	5,74	5,70
1963 Janvier	98,70	4,05	4,96	5,02
1964 Janvier	99,10	4,04	5,32	5,21
1965 Janvier	98,50	4,06	5,62	5,60
1966 Janvier	98,60	4,06	5,66	5,64
1967 Janvier	98,20	4,07	5,85	5,84
1968 Janvier	98,60	4,06	5,70	5,70
Février	98,60	4,06	5,68	5,68
Mars	98,50	4,06	5,54	5,61
Avril	98,60	4,06	5,48	5,56
Mai	98,60	4,06	5,46	5,62
Juin	98,60	4,06	5,50	5,69
Juillet	98,60	4,06	5,41	5,64
Août	98,60	4,06	5,45	5,63
Septembre	98,60	4,06	5,49	5,64
Octobre	98,60	4,06	5,66	5,70
Novembre	98,60	4,06	5,64	5,71
Décembre	98,60	4,06	5,56	5,73

Sources : Banque Nationale de Belgique.
Institut National de Statistique.

(a) Rendement eu égard au cours seulement.
(b) Echéance de 5 à 20 ans; remboursement par annuités variables.

Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public

Emprunts en francs belges

DATE D'ÉMISSION ET ORGANISME ÉMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs en % (précompte non déduit)	Montants émis (en millions de francs)
9 janvier 1967 ..... (Ville de Bruxelles)	10	7,00	7,14 (10 ans)	2 500
30 janvier 1967 ..... (État belge)	5 a. 7½ m. ou 11 a. 7½ m.	6,75 (a) 7,00 (b)	6,76 (5 a. 7½ m.) 6,92 (11 a. 7½ m.)	5 800
30 janvier 1967 ..... (État belge)	15	7,00	7,06 (15 ans)	7 710
20 février 1967 ..... (S.N.C.I.)	10 ou 20	7,00	7,07 (10 ans) 7,14 (20 ans)	2 000
22 mars 1967 ..... (R.T.T.)	6 ou 12	6,75 (c) 7,00 (d)	6,85 (6 ans) 6,97 (12 ans)	4 000
17 avril 1967 ..... (Fonds des Routes)	15	7,00	7,06 (15 ans)	6 000
10 mai 1967 ..... (S.N.C.B.)	6 ou 15	6,75 (c) 7,00 (e)	6,85 (6 ans) 6,96 (15 ans)	3 500
15 juin 1967 ..... (État belge)	5 a. 3 m. ou 11 a. 3 m.	6,75 (f) 7,00 (b)	6,74 (5 a. 3 m.) 6,91 (11 a. 3 m.)	8 960
15 juin 1967 ..... (État belge)	14 a. 7½ m.	7,00	7,06 (14 a. 7½ m.)	5 330
28 août 1967 ..... (Ville de Liège)	5 ou 10	6,75 (g) 7,00 (h)	6,99 (5 ans) 7,10 (10 ans)	800
18 septembre 1967 ..... (C.N.C.P.)	6 ou 12	6,75 (c) 7,00 (d)	6,85 (6 ans) 6,97 (12 ans)	500
2 octobre 1967 ..... (État belge)	6 a. 4 m. ou 14 a. 4 m.	6,75 (i) 7,00 (b)	6,75 (6 a. 4 m.) 6,86 (14 a. 4 m.)	10 000
6 novembre 1967 ..... (Ville d'Anvers)	12	7,00	7,12 (12 ans)	2 000
4 décembre 1967 ..... (Fonds des Routes)	12	6,75	6,81 (12 ans)	6 000

(Suite à la page 272)

Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public (suite)

Emprunts en francs belges

DATE D'ÉMISSION ET ORGANISME ÉMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs en % (précompte non déduit)	Montant émis (en millions de francs)
8 janvier 1968 ..... (Ville de Gand)	12	6,75	6,97 (12 ans)	1 000
11 janvier 1968 ..... (C.N.C.P.)	12	6,75	6,93 (12 ans)	500
7 février 1968 ..... (État belge)	10	6,75	6,82 (10 ans)	10.000
20 mars 1968 ..... (Interc. Autor. E-3)	12	6,75	6,88 (12 ans)	5 000
16 avril 1968 ..... (S.N.C.B.)	15	6,75	6,78 (15 ans)	2 500
13 mai 1968 ..... (Ville d'Anvers)	15	6,75	6,78 (15 ans)	2 000
13 mai 1968 ..... (Ville de Liège)	15	6,75	6,78 (15 ans)	1 000
17 juin 1968 ..... (État belge)	7 ou 15	6,50 (j) 6,75 (b)	6,59 (7 ans) 6,70 (15 ans)	10 000
9 septembre 1968 ..... (État belge)	6 ou 12	6,50 (c) 6,75 (b)	6,60 (6 ans) 6,72 (12 ans)	8 665
9 septembre 1968 ..... (État belge)	12	6,75	6,84 (12 ans)	12 185
24 octobre 1968 ..... (R.T.T.)	14	6,75	6,86 (14 ans)	4 500
2 décembre 1968 ..... (Fonds des Routes)	15	6,75	6,86 (15 ans)	8 000

Source : Fonds des Rentes.

(a) Pendant 5 ans 7 1/2 mois.
(b) Les dernières années.
(c) Les 6 premières années.
(d) Les 6 dernières années.
(e) Les 9 dernières années.
(f) Pendant 5 ans 3 mois.
(g) Les 5 premières années.
(h) Les 5 dernières années.
(i) Pendant 6 ans 4 mois.
(j) Les 7 premières années.

Emissions et rendement des emprunts à long et moyen terme des pouvoirs publics et des institutions d'intérêt public

Emprunts en monnaies étrangères (a)

DATE DE L'ARRÊTÉ ET ORGANISME ÉMETTEUR (b)	Durée	Taux nominal (en %)	Rendement moyen à l'émission	Montant émis (en millions d'unités de monnaies étrangères)
12 juillet 1961 ..... (S.N.C.B.)	2, 3 et 4 ans	5,00	5,00 (c)	U.S. $ 3
12 juillet 1961 ..... (S.N.C.B.)	15 ans	5,25	5,32 (c)	U.S. $ 20 ou D.M. 80
3 octobre 1961 ..... (Sabena)	20 ans	4,75	4,92	Fl. P.B. 22
14 novembre 1961 ..... (État belge)	3 ans	5,50	5,61 (c)	U.S. $ 30
28 novembre 1961 ..... (État belge)	15 ans	5,50	5,88	U.S. $ 25
12 décembre 1961 ..... (Sabena)	20 ans	5,00	5,06	Flux. 250
27 mars 1962 ..... (État belge)	15 ans	5,25	5,55	U.S. $ 30
10 mai 1963 ..... (État belge)	3, 4 et 5 ans	4,875	4,97 (c) (d)	U.S. $ 20
20 septembre 1963..... (État belge)	35 mois	5,00	5,24 (d)	U.S. $ 11
31 août 1964 ..... (État belge)	35 mois	5,25	5,60 (d)	U.S. $ 16,5
29 janvier 1965 ..... (Sabena)	7 ans 6 mois	5,00-5,125 5,25-5,50	5,17	U.S. $ 8
20 mai 1965 ..... (R.T.T.)	5 ans	6,00	6,00	U.S. $ 20
6 janvier 1966 ..... (Sabena)	8 ans	5,75	5,83	U.S. $ 7,2
31 janvier 1966 ..... (Sabena)	5 ans	5,375-5,50	5,50	U.S. $ 7,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Il n'y a pas d'emprunts en monnaies étrangères pour les années 1967 et 1968.
(b) La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant un emprunt est émis ou commencé à être émis peu après que l'arrêté y relatif a été pris.
(c) Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
(d) Ces emprunts sont exempts de tous impôts et taxes présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes.

Opérations du Fonds des Rentes

Situation fin d'année

DÉSIGNATION	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Financement des opérations (en millions de francs) :									
— « Call money »	—	—	—	877	—	—	—	—	—
— Certificats du Fonds des Rentes	5 812	10 996	6 400	6 549	7 357	5 884	4 524	6 348	8 892
— Bons de caisse (a)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Crédit de la B. N. B. :									
avances	—	—	589	600	389	—	320	—	—
escompte bons de caisse	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Divers (b)	1 157	—	—	—	—	—	89	76	80 (d)
Total ...	**6 969**	**10 996**	**7 029**	**8 026**	**7 746**	**5 884**	**4 933**	**6 424**	**8 972**
Portefeuille titres (en millions de francs) :									
— Montant (c)	6 661	6 892	7 759	8 383	6 827	6 299	6 426	5 943	7 959
— Certificats de trésorerie :									
tranche B	1 403	1 086	2 226	2 711	4 099	2 727,50	3 269	3 560	5 124
— Autres certificats de trésorerie	1 200	—	—	—	—	—	—	—	—

Source : Fonds des Rentes.

(a) A partir de 1957, année de la réforme monétaire, le bons de caisse escomptés à la Banque Nationale sont repris à la rubrique « Crédit de la Banque Nationale ».
(b) « Réserves », « Comptes d'avances à la Banque Nationale » jusque 1956 compris, « Achats de titres à liquider » et prorata d'intérêts courus sur certificats de trésorerie, « tranche B », depuis 1957.
(c) Valeur nominale.
(d) Données estimées.

Evolution du montant des inscriptions hypothécaires

(en millions de francs)

ANNÉE	Montant des inscriptions
1961	33 372
1962	36 302
1963	39 969
1964	47 134
1965	46 625
1966	54 115
1967	58 869
1968	61 025

Source : Banque Nationale de Belgique.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Relevé général des placements

(en millions de francs)

OBJET OU MODALITÉ DE FINANCEMENT	Opérations nouvelles en		Solde au 31 décembre (a)	
	1967 (b)	1968 (b)	1967 (g)	1968 (b) (g)
Crédit à l'État	1 507,9	2 180,5	29 953,3	29 969,1
Crédit au Congo (c)	—	—	174,4	174,4
Provinces, villes, communes et Crédit communal de Belgique	133,8	197,5	2 825,1	2 946,5
Organismes de sécurité sociale (d)	2 559,6	2 292,6	20 141,5	17 010,1
Transport et communications	1 088,6	1 046,3	5 905,5	6 573,9
Distribution d'eau	30,0	297,5	2 450,3	2 663,3
Crédit industriel	4 045,3	4 725,7	25 562,0	27 676,8
Énergie nucléaire	33,4	—	361,7	316,0
Recherche scientifique et Universités	754,9	782,6	3 310,7	3 965,5
Crédit hypothécaire	5 678,1	6 316,1	32 759,0	36 478,2
Prêts sur nantissement	7,5	6,2	9,8	10,1
Crédit à l'habitation sociale	4 370,2	6 477,0	44 535,6	48 044,0
Crédit agricole	1 459,5	1 868,3	7 393,8	8 250,3
Crédit artisanal et professionnel	411,2	620,1	2 270,4	2 715,3
Crédit fluvial et maritime	408,6	280,5	2 199,7	2 170,2
Opérations d'escompte (e)	35,1	41,5	591,0	613,4
Caisses publiques de prêts	4,0	4,5	57,8	60,3
Œuvres en faveur des invalides	175,0	159,6	935,9	940,8
Valeurs diverses garanties par l'État	10,0	10,0	185,8	187,8
Prêts personnels et prêts à tempérament	—	138,0	—	126,7
Total...	**22 712,7**	**27 444,5**	**181 623,3**	**190 892,7**
Placements à court terme (f)	7 994,1	5 573,0	16 705,7	19 639,7
Total...	**30 706,8**	**33 017,5**	**198 329,0**	**210 532,4**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Y compris les valeurs venues à échéance dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.
(b) Y compris les placements provisoires
(c) Solde encore dû sur la dette coloniale, converti en obligations du Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion.
(d) Fonds de dotation, destiné au financement des pensions de guerre, Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie et Office National des Pensions pour Travailleurs indépendants.
(e) A l'exclusion des opérations d'escompte incluses dans le « crédit hypothécaire », dans le « crédit artisanal et professionnel », dans le « crédit industriel » et dans le « crédit fluvial et maritime »
(f) Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes, acceptations bancaires et prêts au jour le jour.
(g) Compte tenu de l'affectation des amortissements sur portefeuille à la constitution du « Fonds de réserve » pour dépréciation du portefeuille.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Mouvement de l'épargne des particuliers
(en milliers de francs)

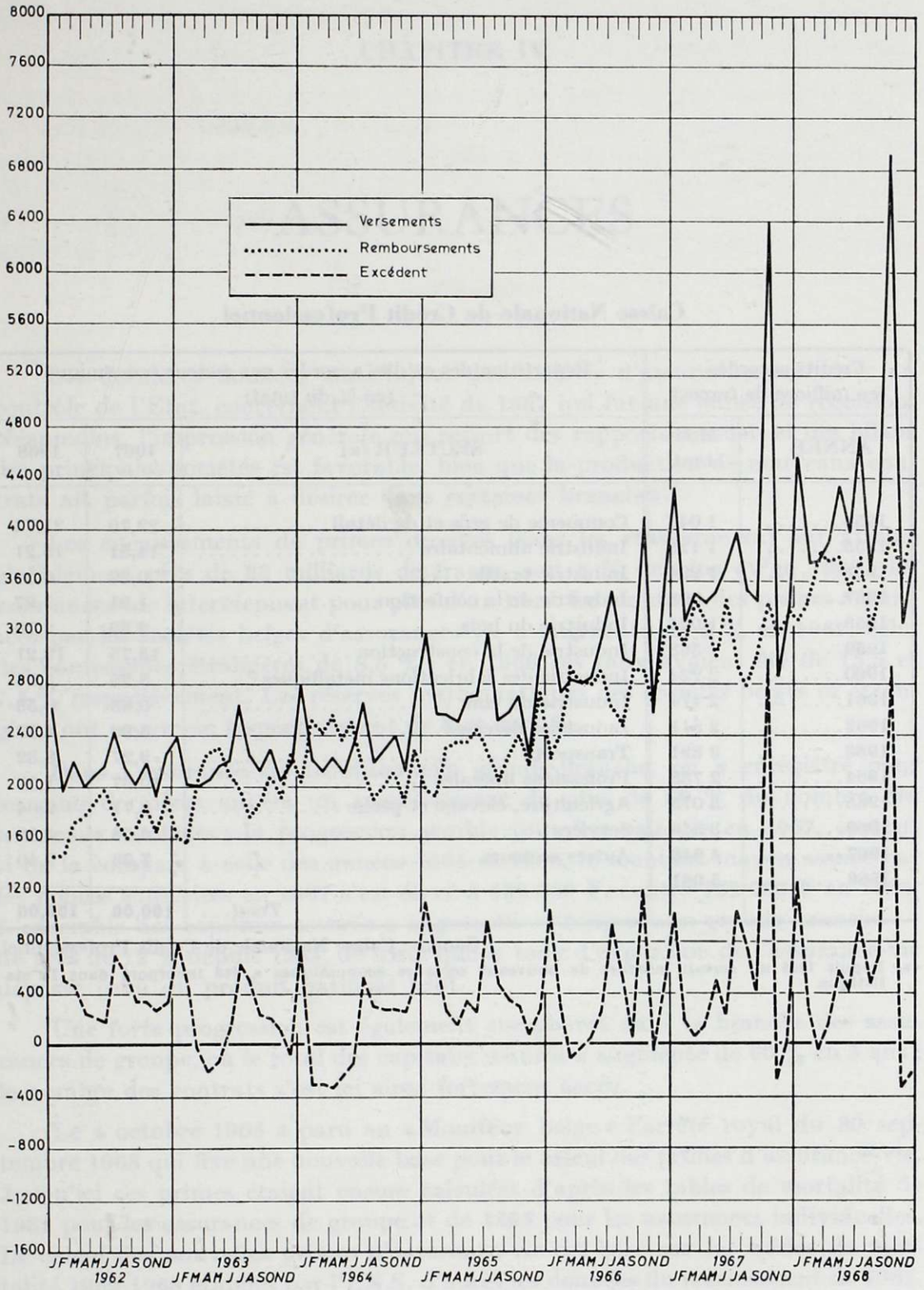
PÉRIODE	Excédent (a)	Intérêts capitalisés	Avoir global (b)
1960			
1er semestre	1 978 372		
2e semestre	76 139		
Total ...	**2 054 511**	2 390 780	78 886 847
1961			
1er semestre	1 288 836		
2e semestre	1 925 595		
Total ...	**3 214 431**	2 531 982	84 633 260
1962			
1er semestre	2 772 636		
2e semestre	2 504 514		
Total ...	**5 277 150**	2 743 778	92 654 188
1963			
1er semestre	980 027		
2e semestre	1 620 427		
Total ...	**2 600 454**	2 725 815 (d)	97 980 457 (d)
1964			
1er semestre	— 588 573		
2e semestre	2 060 171		
Total ...	**1 471 598**	2 942 839 (d)	102 394 894 (d)
1965			
1er semestre	2 842 688		
2e semestre	2 398 046		
Total ...	**5 240 734**	3 204 228 (d)	112 193 881 (d)
1966		1 354 025 (e)	
1er semestre	1 557 953		
2e semestre	3 071 687		
Total ...	**4 629 640**	3 498 549 (d)	120 322 070 (d)
1967			
1er semestre	2 159 402		
2e semestre	4 909 271		
Total ...	**7 068 673**	3 745 805 (d)	131 136 548 (d)
1968			
1er semestre	2 644 078		
2e semestre	4 559 336		
Total ...	**7 203 414**	3 957 227 (d)	142 297 189 (c,d)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Excédent des versements sur les remboursements.
(b) Situation au 31 décembre, intérêts capitalisés compris.
(c) Chiffres approximatifs.
(d) Précompte déduit.
(e) Répartition d'une partie du fonds de réserve de la Caisse d'Epargne et de la Caisse d'Assurances.

Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne

(en millions de francs)



Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur économique (en % du total)		
ANNÉE	Montant	SECTEUR (a)	1967	1968
1954	1 046	Commerce de gros et de détail	22,70	21,74
1955	1 126	Industrie alimentaire	14,91	15,21
1956	1 234	Industrie textile	0,29	0,88
1957	898	Industrie de la confection	1,91	1,97
1958	1 025	Industrie du bois	2,30	2,70
1959	1 363	Industrie de la construction	13,75	12,21
1960	2 224	Industrie des fabrications métalliques	5,25	5,06
1961	2 414	Industrie du cuir	0,63	0,55
1962	2 811	Industries diverses	3,96	4,15
1963	3 391	Transports	9,27	8,32
1964	2 738	Professions libérales	10,37	11,38
1965	3 075	Agriculture, élevage et pêche	2,71	2,04
1966	3 546	Services	4,58	4,39
1967	4 043	Autres secteurs	7,33	9,40
1968	5 081			
		Total	100,00	100,00

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

(a) Depuis 1965 un certain nombre de nouveaux secteurs économiques a été incorporé dans la statistique.

CHAPITRE IV

ASSURANCES

Les dernières données statistiques des sociétés d'assurances soumises au contrôle de l'Etat, concernent l'activité de 1967 qui fut une année de récession. Néanmoins, l'impression générale qui ressort des rapports annuels et des bilans des principales sociétés est favorable, bien que la production de nouveaux contrats ait parfois laissé à désirer dans certaines branches.

Les encaissements de primes directes (sans les réassurances) ont atteint globalement près de 33 milliards de francs, soit 8 % de plus qu'en 1966 ; les assurances-vie interviennent pour plus d'un tiers. Le montant des primes encaissées par les sociétés belges d'assurances-vie a augmenté de 5 % en 1967, celui des compagnies étrangères de 8,5 % ; en 1966 ces taux avaient été de 15,5 et 7,5 % respectivement. Les réserves mathématiques des sociétés belges et étrangères ont progressé respectivement de 8 et de 7 %.

Dans l'assurance-vie traditionnelle grande-branche, on a enregistré pour les cinq dernières années un accroissement de plus de 60 % du nombre des nouveaux contrats ; la progression semble toutefois ralentie en 1967, surtout si on la compare à celle des années 1964 et 1966, le montant moyen assuré par les polices souscrites en 1967 s'est élevé à 139 800 F, contre 132 000 F en 1964. L'ensemble des capitaux assurés a augmenté — toujours en grande branche — de près de 12 % depuis 1964, de sorte que le taux d'expansion de l'assurance-vie dépasse celui du produit national brut.

Une forte progression est également enregistrée dans la branche des assurances de groupe, où le total des capitaux assurés a augmenté de 60 % en 5 ans ; le nombre des contrats s'est ici aussi fortement accru.

Le 4 octobre 1968 a paru au « Moniteur belge » l'arrêté royal du 30 septembre 1968 qui fixe une nouvelle base pour le calcul des primes d'assurance-vie. Jusqu'ici ces primes étaient encore calculées d'après les tables de mortalité de 1931 pour les assurances de groupe et de 1895 pour les assurances individuelles. Le calcul des nouvelles primes d'assurance-vie est basé sur les tables de mortalité 1959-1963 établies par l'I.N.S. d'après les données du recensement de 1961. Cette restructuration entraîne à partir du 1er janvier 1969 une réduction des primes d'assurance-vie et elle provoquera vraisemblablement une augmentation encore plus rapide des capitaux assurés.

Le solde restant dû des emprunts hypothécaires, qui avait progressé de 16 % en 1966 a encore augmenté de 13 % en 1967. La part des prêts hypothécaires à intervention qui ne constitue qu'une très faible part du total des prêts consentis, continue de décliner ; la cause de cette évolution doit être cherchée surtout dans l'augmentation des coûts qu'implique cette sorte de prêts.

L'assurance automobile a dû affronter en 1968, comme d'ailleurs en 1967, divers problèmes qui ont fait l'objet de nouvelles dispositions réglementaires. L'arrêté royal du 5 juillet 1967 a étendu le contrôle de l'Etat sur les assurances automobiles aux voitures et aux motos. Il impose à toutes les sociétés d'assurance automobile l'obligation d'introduire auprès du Ministre des Affaires économiques une demande en vue de l'obtention d'une autorisation de pratiquer cette branche d'assurance.

Cet arrêté royal a accordé une autorisation provisoire à toutes les sociétés pratiquant cette branche d'assurance avant son entrée en vigueur, c'est-à-dire le 8 juillet 1967. La durée de validité de l'autorisation provisoire a été prorogée, par arrêté royal du 24 décembre 1968, jusqu'au 30 avril 1969.

Néanmoins entretemps deux sociétés d'assurance ont encore fait faillite, événement qui a fort ému le monde de l'assurance.

Le 9 avril 1968 le Ministre des Affaires économiques a autorisé à relever de 14 à 25 % suivant la catégorie du transport, à partir du 1er juin 1968, les primes relatives aux assurances automobiles.

Les données relatives aux voitures et aux motos apparaissent pour la première fois dans les tableaux statistiques de l'année 1967. Le montant des primes encaissées pour cette nouvelle catégorie de véhicules dépasse le double du total des quatre autres catégories ensemble. Le rapport entre le montant des primes encaissées et celui des paiements pour sinistres, est plus favorable pour les voitures que pour les quatre autres catégories de véhicules : il a été de 1,77 contre 1,60. La répercussion du relèvement des primes n'apparaîtra que dans les statistiques de 1968, qui ne sont pas encore disponibles.

★

★ ★

Assurances sur la vie (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Primes encaissées				Réserves mathématiques (b)			
	1964	1965	1966	1967	1964	1965	1966	1967
Sociétés belges	6 733	7 778	8 978	9 429	49 133	54 103	59 186	64 062
Sociétés étrangères .	2 107	2 219	2 387	2 591	14 707	15 418	16 492	17 707

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1968 ne sont pas encore disponibles.
(b) Comprend les réserves pour sinistres à régler, les réserves pour la participation aux bénéfices, les fonds de répartition, ainsi que les réserves pour les contrats souscrits en monnaies étrangères.

Assurances sur la vie

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

NATURE DES VALEURS	1964	1965	1966	1967
Sociétés belges :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés congolaises (b)	6 311,4	6 675,6	7 508,6	7 720,4
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B., S.N.C.I., provinces et communes belges	8 771,9	9 412,1	10 025,4	11 526,4
Obligations de sociétés belges	9 230,1	10 822,3	11 439,6	11 852,9
Actions de sociétés belges	3 014,4	3 202,4	3 253,0	3 530,1
Emprunts d'Etats étrangers	1 943,2	1 938,8	2 182,5	29,1
Emprunts d'organismes internationaux				906,7
Emprunts de sociétés étrangères				233,9
Actions de sociétés étrangères				1 059,7
Prêts sur polices	1 505,7	1 635,2	1 879,3	2 052,4
Immeubles	3 705,2	4 181,1	5 084,0	6 212,9
Prêts hypothécaires	14 182,9	15 370,7	16 747,1	18 150,2
Espèces - Divers	952,1	1 136,6	1 334,0	1 520,5
Fonds communs de placement	40,1	56,3	47,9	55,5
Sociétés étrangères :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés congolaises (b)	3 869,1	3 952,2	4 307,3	4 667,7
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B., S.N.C.I., provinces et communes belges	2 403,0	2 423,9	2 518,6	2 760,9
Obligations de sociétés belges	605,4	691,8	815,7	870,3
Actions de sociétés belges	790,1	756,1	669,1	711,8
Emprunts d'Etats étrangers	426,3	356,4	418,3	84,4
Emprunts d'organismes internationaux				232,6
Emprunts de sociétés étrangères				40,4
Actions de sociétés étrangères				215,8
Prêts sur polices	548,5	561,4	586,6	619,5
Immeubles	2 020,5	2 353,5	2 468,4	2 619,7
Prêts hypothécaires	4 147,8	4 442,9	4 841,5	5 241,3
Espèces - Divers	123,8	117,8	137,8	161,7
Fonds communs de placement	39,8	28,8	27,1	18,9

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1968 ne sont pas encore disponibles.
(b) Depuis 1967 les titres de sociétés congolaises sont repris dans la rubrique « Emprunts d'organismes internationaux ».

Opérations de capitalisation (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967
Primes encaissées	**59,4**	**58,4**	**63,6**	**103,7**
Valeur nominale des contrats souscrits :				
Capitalisation pure	1 258,3	1 282,1	1 306,0	1 283,9
Capitalisation immobilière	45,7	41,9	38,4	34,7
Total ...	**1 304,0**	**1 324,0**	**1 344,4**	**1 318,6**
Réserves mathématiques :				
Capitalisation pure	721,1	721,0	698,3	609,5
Capitalisation immobilière	35,9	34,2	32,6	29,9
Total ...	**757,0**	**755,2**	**730,9**	**639,4**
Cautionnements	10,6	9,3	9,6	10,1
Total général ...	**767,6**	**764,5**	**740,5**	**749,5**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1968 ne sont pas encore disponibles.

Opérations de capitalisation

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967
Fonds d'Etats étrangers et organismes internationaux	—	—	—	1,4
Fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat	118,2	97,3	89,7	83,2
Titres de sociétés congolaises (b)	2,2	2,2	1,1	—
Obligations institutions parastatales	39,2	35,0	43,8	51,7
Obligations provinces et communes	12,3	4,6	4,4	2,9
Obligations sociétés belges	1,3	0,1	0,3	0,8
Actions sociétés belges	7,4	3,3	3,3	3,1
Immeubles	24,2	78,1	74,1	76,0
Prêts hypothécaires	577,7	553,0	556,0	471,8
Prêts sur polices	2,6	2,7	3,3	3,0
Espèces	8,1	0,1	0,1	0,1
Divers (c)	3,3	2,7	1,3	1,2
Total ...	**796,5**	**779,1**	**777,4**	**695,2**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1968 ne sont pas encore disponibles.
(b) Titres de l'emprunt émis par le Fonds belgo-congolais d'Amortissement et de Gestion. Depuis 1967 ces titres sont repris dans la rubrique « Fonds d'Etat étrangers ».
(c) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Prêts hypothécaires (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967
Prêts hypothécaires par intervention :				
Valeur nominale des prêts	1 322,3	1 437,0	1 593,7	1 783,3
Fonds de reconstitution	198,8	203,5	212,6	214,8
Cautionnements	3,5	3,2	3,3	3,9
Total	202,3	206,7	215,9	218,7
Prêts hypothécaires sans intervention :				
Solde restant dû	59 668,8	67 088,2	77 694,3	88 085,1

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1968 ne sont pas encore disponibles.

Prêts hypothécaires par intervention

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967
Fonds publics belges	29,9	28,2	29,5	27,7
Obligations institutions parastatales	7,3	8,4	9,7	12,9
Valeurs étrangères			—	—
Organismes internationaux	—	—	—	0,3
Valeurs congolaises (b)	0,3	0,3	0,3	—
Obligations de sociétés belges		1,9	1;9	2,0
Obligations provinces et communes	3,4	1,8	1,2	2,3
Actions de sociétés belges	—	0,1	0,1	—
Immeubles	15,2	16,6	28,7	38,8
Prêts hypothécaires	164,9	162,6	154,2	158,9
Divers (c)	1,0	2,1	1,6	2,1
Total	222,0	222,0	227,2	245,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1968 ne sont pas encore disponibles.
(b) Titres de l'emprunt émis par le Fonds belgo-congolais d'Amortissement et de Gestion. Depuis 1967 ces titres sont repris dans la rubrique « Organismes internationaux ».
(c) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Services publics d'autobus, services spéciaux d'autobus, services d'autocars		Taxis et fiacres automobiles		Transports de choses pour compte de tiers		Transports de choses pour compte propre		Voitures (d)	Motos et cyclomoteurs (d)
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1967	1967
Affaires directes :										
Nombre de véhicules assurés (b)	9,8	11,7	7,7	7,5	30,1	30,5	391,8	395,6	1 486,0	422,0
Primes émises	187,3	201,6	71,6	73,3	543,4	612,6	1 739,6	1 802,8	5 953,2	281,3
Montant des sinistres payés (c)	99,9	117,3	69,9	59,2	359,2	374,1	1 042,3	1 125,0	3 361,0	191,2
Evaluation des sinistres en suspens	289,5	278,3	121,3	124,5	743,0	862,4	2 078,7	2 265,1	6 757,5	532,3
Réserves pour risques en cours	40,6	48,3	29,0	27,2	205,8	221,1	696,6	722,7	2 370,1	137,0
Commissions payées	22,8	24,3	8,7	8,8	69,1	71,1	305,9	303,5	1 140,1	56,4
Frais généraux	31,9	31,0	13,4	12,6	91,3	95,5	301,9	310,1	1 000,6	48,4
Affaires cédées en réassurance :										
Primes cédées	60,3	63,9	24,1	25,4	156,9	158,6	428,4	364,9	1 482,7	58,1
Commissions reçues	15,2	16,0	5,8	6,1	37,8	37,4	107,0	85,1	354,9	16,5
Quote-part des réassureurs dans sinistres réglés	26,0	46,9	20,0	19,0	113,9	117,4	346,7	283,1	988,0	54,2
Quote-part des réassureurs dans réserve pour sinistres à régler	140,2	141,5	45,5	51,7	308,1	317,3	698,8	734,7	2 252,6	139,1
Quote-part des réassureurs dans réserve pour risques en cours	11,4	13,7	7,5	8,1	52,5	48,5	142,8	118,1	432,6	33,4
Affaires acceptées en réassurance :										
Primes acceptées	16,9	21,0	2,5	2,6	4,5	7,9	24,8	23,4	113,5	2,8
Commissions payées	4,4	5,7	0,7	0,7	1,5	2,7	7,5	7,5	33,7	1,5
Quote-part dans sinistres réglés	10,0	10,9	2,3	2,3	2,8	5,4	20,4	16,2	59,2	2,3
Quote-part dans réserve pour sinistres à règler	58,4	58,7	10,4	10,3	9,7	14,5	40,9	38,2	206,1	9,4
Quote-part dans réserve pour risques en cours	1,9	2,1	0,8	0,8	2,1	3,2	11,3	10,7	46,8	1,4

(a) Les données relatives à 1968 ne sont pas encore disponibles.
(b) En milliers d'unités.
(c) Pendant l'année de l'intitulé.
(d) Contrôle instauré depuis 1967 par arrêté royal du 5 juillet 1967 (*Moniteur belge* du 8 juillet 1967).

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles

Valeurs représentatives des réserves techniques (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967 (b)
Fonds publics belges	1 593	1 829	1 993	4 149
Titres Congolais (c)	19	14	16	—
Parastataux	389	417	417	830
Parastataux de crédit	390	529	598	1 525
Provinces et communes	183	128	138	530
Fonds publics étrangers	183	178	171	385
Immeubles	751	853	847	2 172
Prêts hypothécaires	349	259	294	906
Obligations de sociétés belges	324	481	601	1 304
Actions de sociétés belges	343	350	358	1 042
Espèces	8	—	—	82
Divers	88	115	73	322
Fonds communs de placement	3	12	6	13
Organismes internationaux	—	—	—	167
Total ...	**4 623**	**5 162**	**5 512**	**13 427**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1968 ne sont pas encore disponibles.
(b) L'augmentation soudaine en 1967 des valeurs représentatives des réserves techniques est due à l'application de l'arrêté royal du 5 juillet 1967 (*Moniteur belge* du 8 juillet 1967). Cet arrêté étend notamment aux voitures pour personnes, le contrôle des entreprises qui pratiquent l'assurance obligatoire en matière de responsabilité civile concernant les véhicules à moteur.
(c) Titres de l'emprunt émis par le Fonds belgo-congolais d'Amortissements et de Gestion. Depuis 1967 ces titres sont repris dans la rubrique « Fonds publics étrangers ».

QUATRIÈME PARTIE

PRIX ET REVENUS

CHAPITRE PREMIER

PRIX

Dans l'ensemble les prix de gros belges n'ont pas été trop influencés par les fluctuations des cours des matières premières sur les marchés mondiaux en 1968. Les fortes oscillations des cours des métaux non ferreux — surtout du cuivre —, du caoutchouc et du cacao n'ont d'ailleurs affecté les prix belges qu'avec retard, en raison sans doute de l'existence de contrats de vente qui ont limité pendant une grande partie de l'année les fluctuations des cours.

La moyenne annuelle des indices mensuels est en hausse de 0,3 % sur celle de 1967 ; pour les prix des produits industriels elle a augmenté de 0,6 % ; et pour les prix agricoles, elle a fléchi d'un peu plus de 1 %.

Parmi les prix industriels, ceux des matières premières (— 0,4 %) et des produits finis (+ 0,6 %) ont moins fluctué par rapport à 1967 que ceux des produits demi-finis qui ont haussé de 1,5 %.

Les indices particuliers du bois, des produits sidérurgiques, du caoutchouc, des produits de la chimie et du secteur du pétrole, des produits métalliques sont demeurés à peu près inchangés par rapport à 1967. Quelques autres ont haussé, notamment ceux des métaux non ferreux (+ 1,6 %), des peaux et des cuirs (+ 1,9 %), des matériaux de construction (+ 2,3 %), des produits des carrières (+ 2,5%) et du coton (+ 5,2%). On enregistre d'autre part, un recul pour la laine (— 1,9 %), le jute (— 2,5 %) et les matières grasses (— 5,1 %).

L'évolution de 1966 à 1967 avait fait apparaître des variations beaucoup plus importantes aussi bien pour l'indice général (— 1,1 %) que pour les indices particuliers : métaux non ferreux (— 8,7 %), caoutchouc (— 16,6 %), peaux et cuirs (— 10,1 %), jute (— 15,4 %) et laine (— 7,5 %), et matériaux de construction (+ 6,2 %).

Le passage progressif d'un fléchissement, en 1967, à une hausse, en 1968, est en partie d'origine conjoncturelle mais il est dû aussi, dans une large mesure, à des événements fortuits : les grèves en France, la menace persistante de grèves dans les mines de cuivre chiliennes, les grèves dans l'industrie du cuivre aux Etats-Unis et dans les ports de la côte Est, les tensions au Proche-Orient ; de même les prévisions sur les récoltes ont provoqué du stockage, ce qui a entraîné pour certaines matières premières une hausse des cours sur les marchés mondiaux. Celle-ci s'est répercutée graduellement et de façon atténuée sur les marchés belges.

Les prix de gros ont ainsi commencé à hausser au cours du second semestre. En fin d'année, ils étaient dans l'ensemble en hausse de 2,7 % par rapport à décembre 1967. Pour la même période l'avance de certains indices particuliers a été beaucoup plus forte : les peaux et cuirs ont progressé de 7,5 %, le caoutchouc de 17,7 %, le bois de 5,7 %, le jute de 16,4 %, la laine de 6,8 %.

Les matériaux de construction n'ont augmenté que de 1,5 % seulement, alors que la moyenne annuelle a progressé de 2,3 %. L'évolution divergente des prix des matériaux de construction et des autres prix de gros en 1968 est évidemment due à la situation défavorable de l'industrie de la construction.

A la suite des récoltes abondantes de 1967, les prix des produits agricoles sont demeurés assez faibles en 1968. La moyenne annuelle des indices mensuels, établie par le Ministère des Affaires économiques, a fléchi de 1,1 %. En 1967 elle était demeurée à peu près inchangée par rapport à 1966.

Les prix des produits agricoles importés ont augmenté en moyenne de 2,1 % ; cette hausse est due pour une bonne part aux produits de l'élevage.

Les bas prix des produits des cultures importés ont pesé sur le marché des produits nationaux. D'après le Ministère de l'Agriculture, les prix des produits des cultures indigènes ont fléchi de 8,7 % ; ceux des produits de l'élevage national, par contre, ont haussé de 2,5 % ; l'indice global des prix des produits agricoles indigènes des deux secteurs a toutefois haussé de 0,4 %, contre un fléchissement de 3,6 % en 1967, par rapport à 1966.

Par ailleurs, d'après l'indice particulier calculé par le Ministère des Affaires économiques, les prix des produits agricoles indigènes auraient baissé de plus de 2,5 %.

Quant aux prix à la consommation leur évolution au cours des cinq premiers mois de 1968 a été relativement calme. Ce calme a cependant été troublé trois fois, au cours des sept mois suivants, par une brusque poussée : en juin il y a eu une hausse de 0,36 % qui concernait aussi bien les produits non comestibles que les produits alimentaires (influences saisonnières) et les services (hausse des prix des journaux de langue française) ; en septembre, hausse de 0,40 %, due principalement au groupe des produits alimentaires — augmentation du prix du pain le 15 août — ; en octobre, hausse (0,39 %) due au secteur des services, à la suite du relèvement des tarifs des tramways, le 1er octobre. Toutefois après ces mouvements occasionnels, une hausse plus fondamentale de l'indice s'est amorcée en décembre (+ 0,36 %), non seulement en liaison avec la persistance de l'amélioration de la conjoncture mais aussi sous l'influence du climat psychologique créé dans la perspective de l'application du système de la T.V.A. au 1er janvier 1970.

En vue de prévenir des hausses excessives, le gouvernement s'est vu obligé en fin d'année de compléter l'arrêté ministériel du 8 octobre 1959, visant à limiter toute hausse de prix non justifiée, par un arrêté ministériel du 21 octobre 1968 renforçant la répression des infractions.

Parmi les mouvements particuliers des prix des produits alimentaires, il y a lieu de retenir celui du prix de la viande qui a augmenté régulièrement

chaque mois, ce qui a donné en fin de compte, entre décembre 1967 et décembre 1968, un écart de 3,9 %, alors que la hausse de l'ensemble du groupe des produits alimentaires a été de 2 % et celle de l'indice général de 2,5 %.

Sauf le fléchissement des prix des charbons en été et leur hausse en automne, il n'y a pas eu de mouvement marqué dans le groupe des produits non comestibles ; à la suite d'un ensemble de petites augmentations, l'avance moyenne du groupe atteint néanmoins 1,9 %.

Par contre, les prix des services ont haussé pendant toute l'année à un rythme non négligeable. Le mouvement des salaires influence d'ailleurs plus directement et plus sensiblement ces prix que ceux des produits. La hausse des tarifs des tramways, le 1er octobre, mise à part, la tendance à l'augmentation du prix des services est surtout apparue dans les périodes qui précèdent les fêtes (fêtes de fin d'année, Pâques), tandis que pendant les mois de vacances, leur mouvement fut plutôt ralenti.

L'indice général a été influencé dans une mesure relativement importante par cette hausse du prix des services (moyenne annuelle + 5,6 %) ; depuis la révision de l'indice des prix à la consommation, au début de 1968, les services occupent en effet une place plus importante dans la composition du nombre-indice (21,4 % contre 7,7 % avant 1968).

Au cours des dernières années, l'évolution de l'indice des prix de gros et de l'indice des prix de détail ou des prix à la consommation fut quelque peu différente sans qu'il apparaisse toutefois une anomalie caractéristique.

Dans l'ensemble, l'indice des prix de détail ou des prix à la consommation a en effet crû d'environ 4 % par an de 1964 à 1966 et d'un peu moins de 3 % en 1967 et 1968. Si l'on considère séparément chacun des groupes qui le composent, l'on constate que les produits alimentaires, les produits d'habillement et les produits de ménage ont généralement suivi la même évolution ; par contre, on trouve une allure divergente pour les produits de chauffage et d'éclairage dont les prix n'ont guère augmenté au cours des cinq années et pour les prix des services, en hausse très marquée.

Quant à l'allure générale, elle apparaît conforme au cycle classique de la conjoncture ; les prix de détail réagissent en effet avec un certain décalage au cours des phases défavorables et favorables du mouvement conjoncturel. C'est ainsi que leur hausse n'a été ralentie qu'en fin 1966 et ne s'est ensuite accentuée à nouveau que fin 1968 - début 1969.

Pour ce qui concerne l'indice des prix de gros, il a été généralement stable de fin 1964 à mi-1968, sauf quelques mois d'exception au cours du premier semestre 1966, sous l'influence des cours des produits industriels importés.

Toutefois, si l'on considère séparément les divers groupes de produits retenus dans le calcul du nombre-indice, on constate des divergences assez marquées dans leur évolution. Tout d'abord, il y a une différence caractéristique entre le mouvement des prix des produits industriels et celui des prix des produits agricoles. Ces derniers sont en effet, dans l'ensemble, caractérisés par une hausse discontinue de fin 1960 au début 1967 puis, après un recul assez brusque,

par une reprise marquée à partir du milieu de 1968. La progression de l'indice des produits agricoles indigènes est d'ailleurs plus forte et plus saccadée que celle des produits agricoles importés.

Les prix des produits industriels belges, par contre, se caractérisent par une grande stabilité de leur indice de fin 1964 au quatrième trimestre 1968 tandis que les prix des produits industriels importés ont connu une évolution très heurtée ; en juillet 1968, ils se trouvaient d'ailleurs nettement en dessous (4,5 %) de leur niveau de fin 1964, après avoir en mai 1966 dépassé ce niveau de plus de 5,5 %.

Si l'on considère d'autre part le mouvement des prix industriels aux différents stades, il se caractérise par un mouvement ascendant, lent et continu, des prix des produits finis de fin 1964 à fin 1968, par une avance moins marquée et plus heurtée des prix des produits demi-finis et par un recul des prix des matières premières au cours de la même période.

Dans l'ensemble, ces évolutions particulières des prix de gros s'inscrivent aussi, dans une large mesure, dans le cadre du mouvement conjoncturel classique.

Une différence analogue entre le mouvement des prix à la consommation et des prix de gros apparaît aussi dans les autres pays industrialisés, ainsi qu'il résulte du tableau « Indices des prix dans quelques pays » où seule l'évolution des prix au Royaume-Uni fait exception en 1968.

★
★ ★

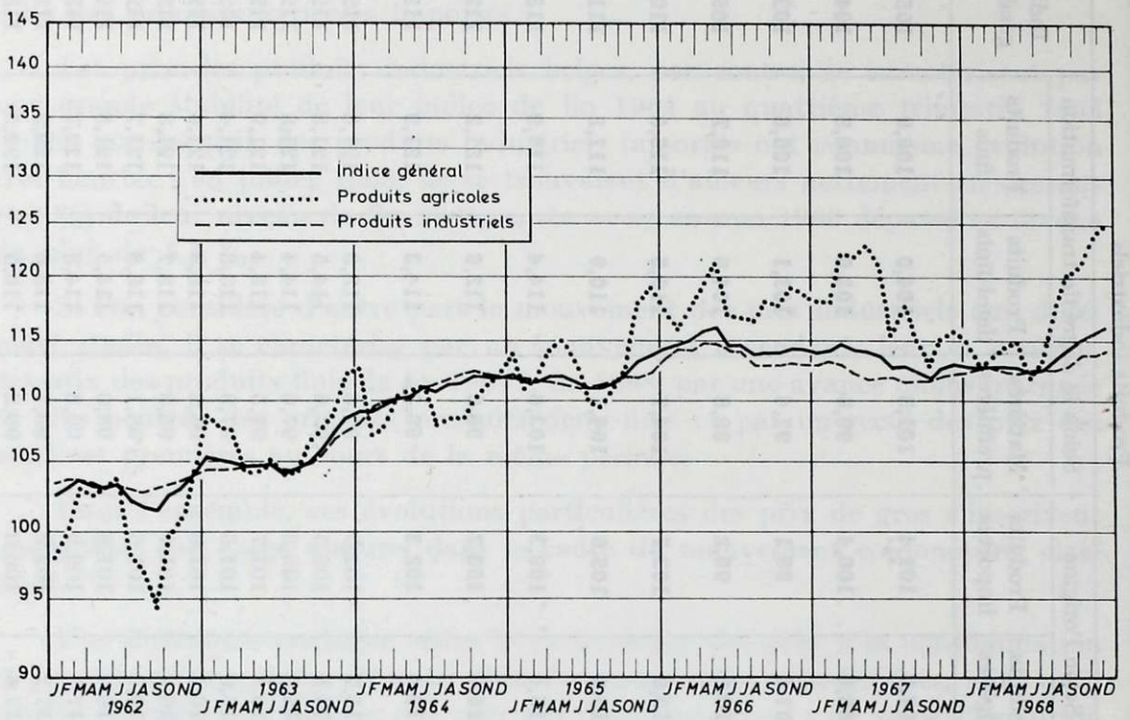
(1953 = 100) (a)

PÉRIODE	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels					
		Selon l'origine		Indice général	Selon l'origine		Selon le degré de transformation			Indice général
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis	
1960 Moyenne	**102,6**	**98,9**	**84,5**	**92,2**	**107,0**	**101,4**	**101,5**	**104,0**	**108,9**	**105,4**
1961 Moyenne	**102,4**	**101,7**	**81,2**	**94,3**	**106,6**	**100,4**	**99,9**	**103,0**	**108,5**	**104,5**
1962 Moyenne	**103,2**	**112,3**	**84,1**	**100,8**	**107,6**	**96,1**	**97,4**	**103,1**	**108,6**	**103,8**
1963 Moyenne	**105,8**	**114,2**	**90,3**	**107,0**	**110,0**	**96,2**	**98,8**	**104,6**	**110,7**	**105,4**
1964 Moyenne	**110,7**	**126,1**	**91,2**	**109,9**	**113,9**	**103,7**	**104,7**	**110,5**	**115,6**	**110,9**
1965 Moyenne	**111,9**	**131,4**	**91,7**	**113,2**	**113,8**	**105,6**	**104,1**	**110,9**	**117,2**	**111,5**
1966 Moyenne	**114,5**	**136,2**	**95,9**	**118,2**	**115,0**	**109,3**	**103,6**	**114,4**	**119,9**	**113,5**
1967 Moyenne	**113,2**	**135,2**	**97,7**	**118,1**	**115,0**	**103,7**	**98,6**	**112,6**	**121,2**	**112,0**
1968 Moyenne	**113,5**	**131,7**	**99,8**	**116,8**	**116,4**	**102,3**	**98,2**	**114,3**	**121,9**	**112,7**
1968 Janvier	112,7	128,1	100,5	114,7	115,7	102,5	97,6	113,6	121,6	112,2
Février	112,5	125,3	99,8	112,7	115,8	103,5	97,6	114,5	121,8	112,5
Mars	112,7	127,1	99,2	113,5	115,8	103,3	97,6	114,4	121,8	112,5
Avril	112,7	128,6	98,9	114,4	116,1	101,7	97,5	113,4	121,9	112,2
Mai	112,6	129,2	98,8	114,6	116,0	101,5	97,9	113,3	121,4	112,1
Juin	112,2	126,0	96,4	111,7	116,1	101,6	98,2	113,8	121,4	112,3
Juillet	112,5	127,9	96,8	113,1	116,2	101,1	98,3	113,7	121,3	112,3
Août	113,4	132,5	98,6	117,1	116,2	101,5	98,1	113,8	121,7	112,4
Septembre	114,2	137,2	100,0	120,6	116,4	101,8	98,0	114,5	121,8	112,7
Octobre	115,0	137,5	101,5	121,2	117,1	102,9	99,3	114,8	122,7	113,5
Novembre	115,5	139,9	103,3	123,5	117,2	102,9	99,1	115,6	122,3	113,5
Décembre	116,0	141,5	104,3	125,0	117,6	103,0	99,2	116,5	122,5	113,9

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

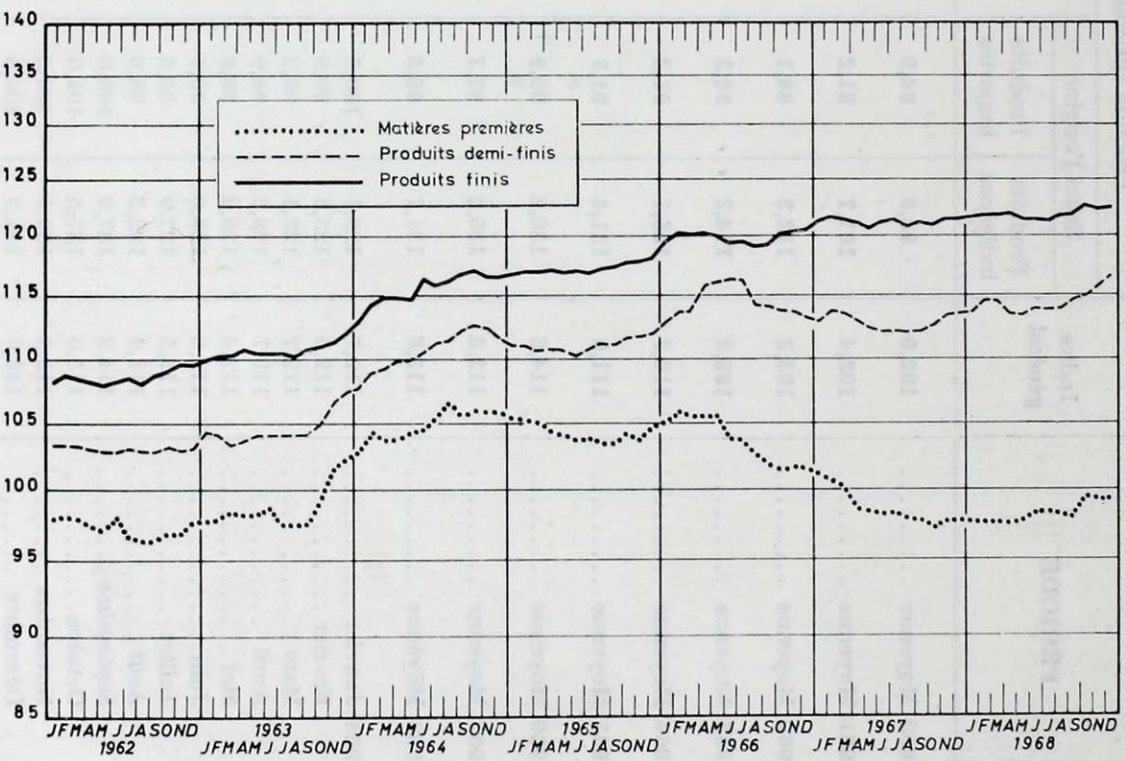
Indices des prix de gros
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

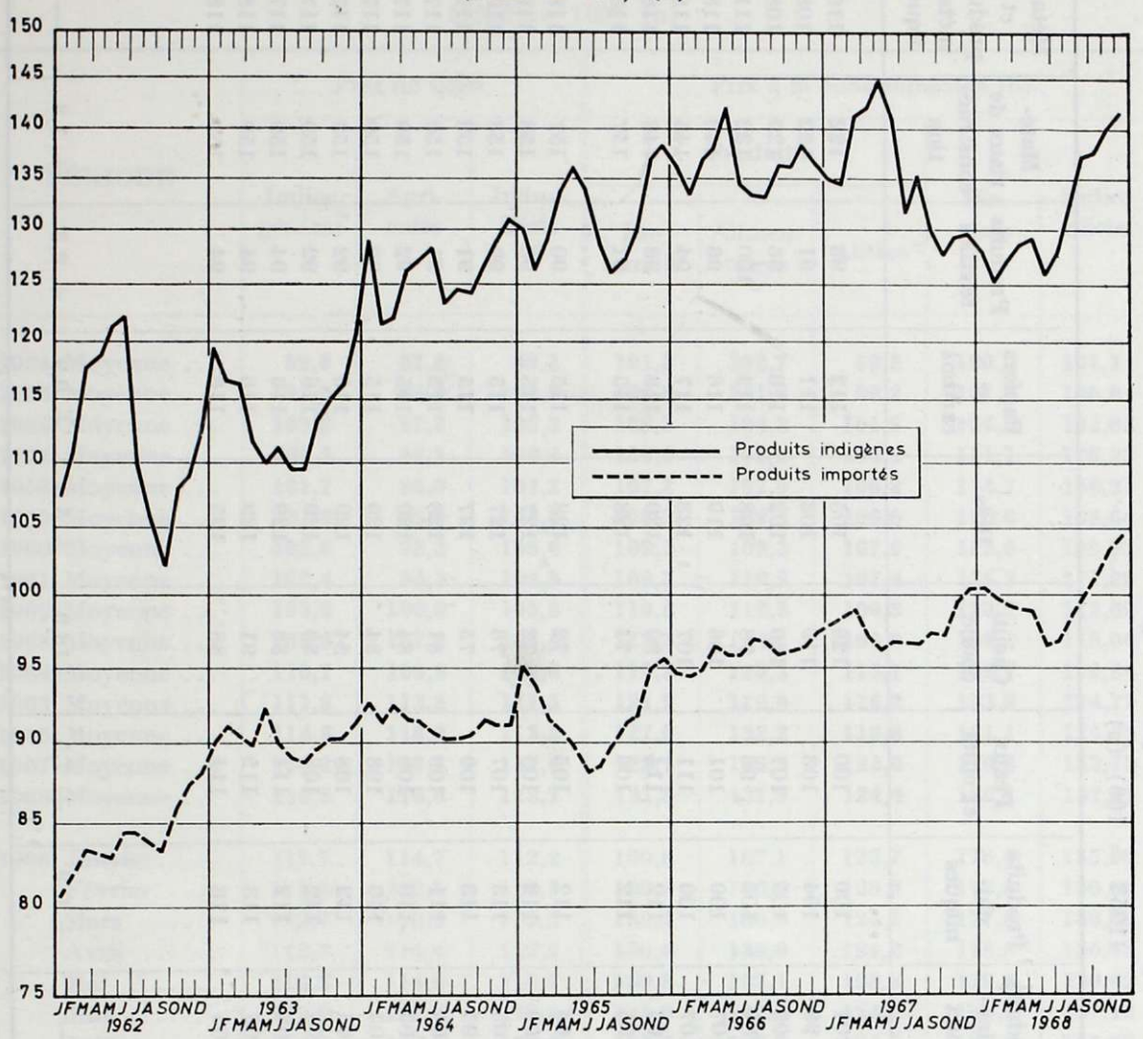
Indices des prix de gros des produits industriels
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

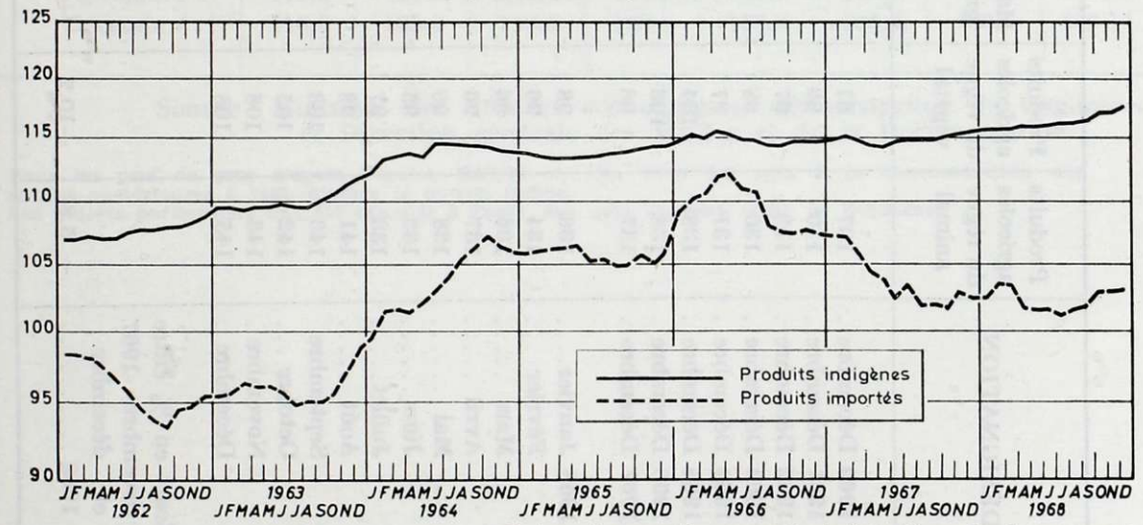
(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.
(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.
(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices particuliers des prix de gros

(1953 = 100) (a)

DÉSIGNATION	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
1960 Décembre .	107	81	99	101	106	100	128	105	112	93	122	110
1961 Décembre .	110	89	104	99	104	103	119	103	111	91	122	108
1962 Décembre .	113	97	92	99	105	101	120	102	113	93	129	108
1963 Décembre .	130	98	95	103	106	96	98	108	114	100	132	111
1964 Décembre .	131	97	103	107	109	101	106	119	116	96	143	118
1965 Décembre .	138	104	104	107	109	111	107	123	117	94	145	118
1966 Décembre .	138	103	102	106	112	114	90	130	116	93	148	118
1967 Décembre .	137	98	103	105	112	106	74	128	115	91	157	118
1968 Janvier....	136	98	102	106	112	105	72	128	115	90	157	118
Février ...	134	96	104	106	112	105	72	127	115	90	158	119
Mars	136	96	104	105	113	107	76	127	115	90	158	119
Avril	137	96	104	105	113	109	75	127	115	91	159	117
Mai	138	96	103	105	111	109	81	128	115	91	159	117
Juin	133	95	102	105	110	108	84	129	115	92	159	117
Juillet.....	133	97	98	105	110	108	84	129	115	92	159	117
Août	141	98	96	105	112	108	84	129	116	92	159	117
Septembre	143	103	95	105	112	108	86	129	116	92	159	117
Octobre ...	142	105	94	106	112	111	88	129	116	94	159	117
Novembre .	143	108	93	105	113	112	91	129	116	94	159	118
Décembre .	145	108	97	105	113	114	88	135	116	94	159	118
Ecart en % entre décembre 1967 et décembre 1968	+ 5,8	+10,2	— 5,8	—	+ 0,9	+ 7,5	+18,9	+ 5,5	+ 0,9	+ 3,3	+ 1,3	—

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Evolution des prix par catégorie

(1953 = 100) (a)

PÉRIODE	Prix de Gros			Prix à la consommation (b)				
				Produits				
	Indice général	Agricoles	Industriels	Ensemble	Alimentaires	Autres	Services	Indice officiel
1954 Moyenne ...	**99,0**	**97,8**	**99,2**	**101,2**	**102,7**	**99,2**	**100,0**	**101,3**
1955 Moyenne ...	**101,0**	**94,0**	**102,8**	**100,5**	**101,5**	**99,2**	**101,0**	**100,8**
1956 Moyenne ...	**103,6**	**97,2**	**105,3**	**103,1**	**104,2**	**101,5**	**105,5**	**103,65**
1957 Moyenne ...	**106,3**	**98,7**	**108,2**	**106,0**	**107,0**	**104,5**	**111,7**	**106,93**
1958 Moyenne ...	**101,7**	**96,0**	**103,2**	**107,2**	**107,9**	**106,2**	**114,7**	**108,31**
1959 Moyenne ...	**101,3**	**95,0**	**103,0**	**108,3**	**109,5**	**106,6**	**120,0**	**109,64**
1960 Moyenne ...	**102,6**	**92,2**	**105,4**	**108,3**	**109,3**	**107,0**	**122,6**	**109,97**
1961 Moyenne ...	**102,4**	**94,3**	**104,5**	**109,2**	**110,5**	**107,4**	**125,7**	**111,06**
1962 Moyenne ...	**103,2**	**100,8**	**103,8**	**110,8**	**112,5**	**108,3**	**128,5**	**112,62**
1963 Moyenne ...	**105,8**	**107,0**	**105,4**	**112,7**	**114,7**	**109,9**	**136,3**	**115,04**
1964 Moyenne ...	**110,7**	**109,9**	**110,9**	**117,3**	**120,3**	**113,1**	**145,7**	**119,84**
1965 Moyenne ...	**111,9**	**113,2**	**111,5**	**121,9**	**126,0**	**116,2**	**153,8**	**124,71**
1966 Moyenne ...	**114,5**	**118,2**	**113,5**	**127,0**	**132,2**	**119,8**	**161,1**	**129,92**
1967 Moyenne ...	**113,2**	**118,1**	**112,0**	**129,1**	**135,5**	**122,0**	**170,5**	**133,70**
1968 Moyenne ...	**113,5**	**116,8**	**112,7**	**131,5**	**137,9**	**124,4**	**180,1**	**137,31**
1968 Janvier.....	112,7	114,7	112,2	130,8	137,1	123,7	176,5	135,99
Février	112,5	112,7	112,5	130,8	136,9	123,9	177,0	136,07
Mars	112,7	113,5	112,5	130,7	136,6	124,1	177,8	136,20
Avril	112,7	114,4	112,2	130,9	136,9	124,2	178,3	136,48
Mai	112,6	114,6	112,1	130,8	137,1	123,8	179,2	136,62
Juin	112,2	111,7	112,3	131,3	137,6	124,2	180,3	137,12
Juillet.....	112,5	113,1	112,3	131,5	137,9	124,3	180,6	137,38
Août	113,4	117,1	112,4	131,5	137,8	124,5	180,7	137,51
Septembre .	114,2	120,6	112,7	132,0	138,5	124,8	181,0	138,05
Octobre	115,0	121,2	113,5	132,4	139,0	125,0	182,9	138,59
Novembre ..	115,5	123,5	113,5	132,5	139,1	125,0	183,0	138,61
Décembre ..	116,0	125,0	113,9	132,8	139,8	125,0	183,8	139,11

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Pour les prix de gros d'après l'indice 1936/38 = 100; pour les prix à la consommation des années postérieures à 1966, d'après le nouvel indice.
(b) Les indices particuliers ont été calculés à l'aide des prix moyens pour le Royaume.

Ecarts par rapport à l'année précédente des moyennes annuelles des indices des prix

(en pour-cent)

PÉRIODE	Prix de Gros			Prix à la consommation				
				Produits			Services	Indice officiel
	Indice général	Agricoles	Industriels	Ensemble	Alimentaires	Autres		
1954	— 1,0	— 2,2	— 0,8	+ 1,2	+ 2,7	— 0,8	—	+ 1,3
1955	+ 2,0	— 3,9	+ 3,6	— 0,7	— 1,2	—	+ 1,0	— 0,5
1956	+ 2,6	+ 3,4	+ 2,4	+ 2,6	+ 2,7	+ 2,3	+ 4,5	+ 2,8
1957	+ 2,6	+ 1,5	+ 2,8	+ 2,8	+ 2,7	+ 3,0	+ 5,9	+ 3,2
1958	— 4,3	— 2,7	— 4,6	+ 1,1	+ 0,8	+ 1,6	+ 2,7	+ 1,3
1959	— 0,4	— 1,0	— 0,2	+ 1,0	+ 1,5	+ 0,4	+ 4,6	+ 1,2
1960	+ 1,3	— 2,9	+ 2,3	—	— 0,2	+ 0,4	+ 2,2	+ 0,3
1961	— 0,2	+ 2,3	— 0,9	+ 0,8	+ 1,1	+ 0,4	+ 2,5	+ 1,0
1962	+ 0,8	+ 6,9	— 0,7	+ 1,5	+ 1,8	+ 0,8	+ 2,2	+ 1,4
1963	+ 2,5	+ 6,2	+ 1,5	+ 1,7	+ 2,0	+ 1,5	+ 6,1	+ 2,1
1964	+ 4,6	+ 2,7	+ 5,2	+ 4,1	+ 4,9	+ 2,9	+ 6,9	+ 4,2
1965	+ 1,1	+ 3,0	+ 0,5	+ 3,9	+ 4,7	+ 2,7	+ 5,6	+ 4,1
1966	+ 2,3	+ 4,4	+ 1,8	+ 4,2	+ 4,9	+ 3,1	+ 4,7	+ 4,2
1967	— 1,1	— 0,1	— 1,3	+ 1,7	+ 2,5	+ 1,8	+ 5,8	+ 2,9
1968	+ 0,3	— 1,1	+ 0,6	+ 1,9	+ 1,8	+ 2,0	+ 5,6	+ 2,7

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Indice des prix à la consommation (a)

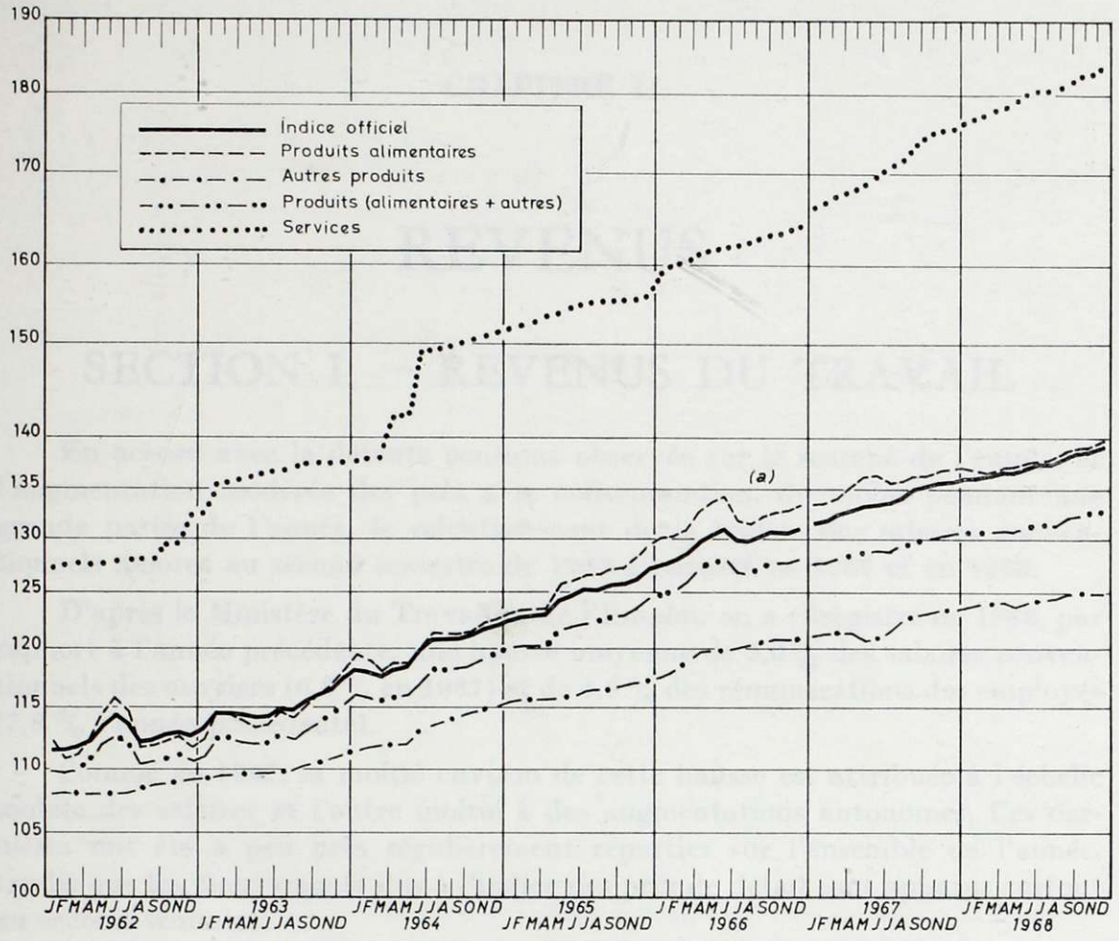
(1966 = 100)

PÉRIODE	Produits			Services	Indice officiel
	Ensemble	Alimentaires	Autres		
1966 Moyenne	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,00**
1967 Moyenne	**102,2**	**102,5**	**101,8**	**105,8**	**102,91**
1968 Moyenne	**104,1**	**104,3**	**103,8**	**111,8**	**105,69**
1968 Janvier	103,5	103,7	103,3	109,6	104,67
Février	103,5	103,5	103,4	109,9	104,73
Mars	103,5	103,4	103,6	110,4	104,83
Avril	103,6	103,6	103,7	110,7	105,05
Mai	103,5	103,7	103,4	111,2	105,16
Juin	103,9	104,1	103,7	111,9	105,54
Juillet	104,1	104,3	103,8	112,1	105,74
Août	104,1	104,2	103,9	112,2	105,84
Septembre	104,5	104,8	104,2	112,4	106,26
Octobre	104,7	105,1	104,3	113,6	106,67
Novembre	104,8	105,3	104,3	113,6	106,69
Décembre.....	105,1	105,8	104,3	114,1	107,07

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce

(a) Les indices particuliers ont été calculés à l'aide des prix moyens pour le Royaume.

Indices des prix à la consommation
(1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

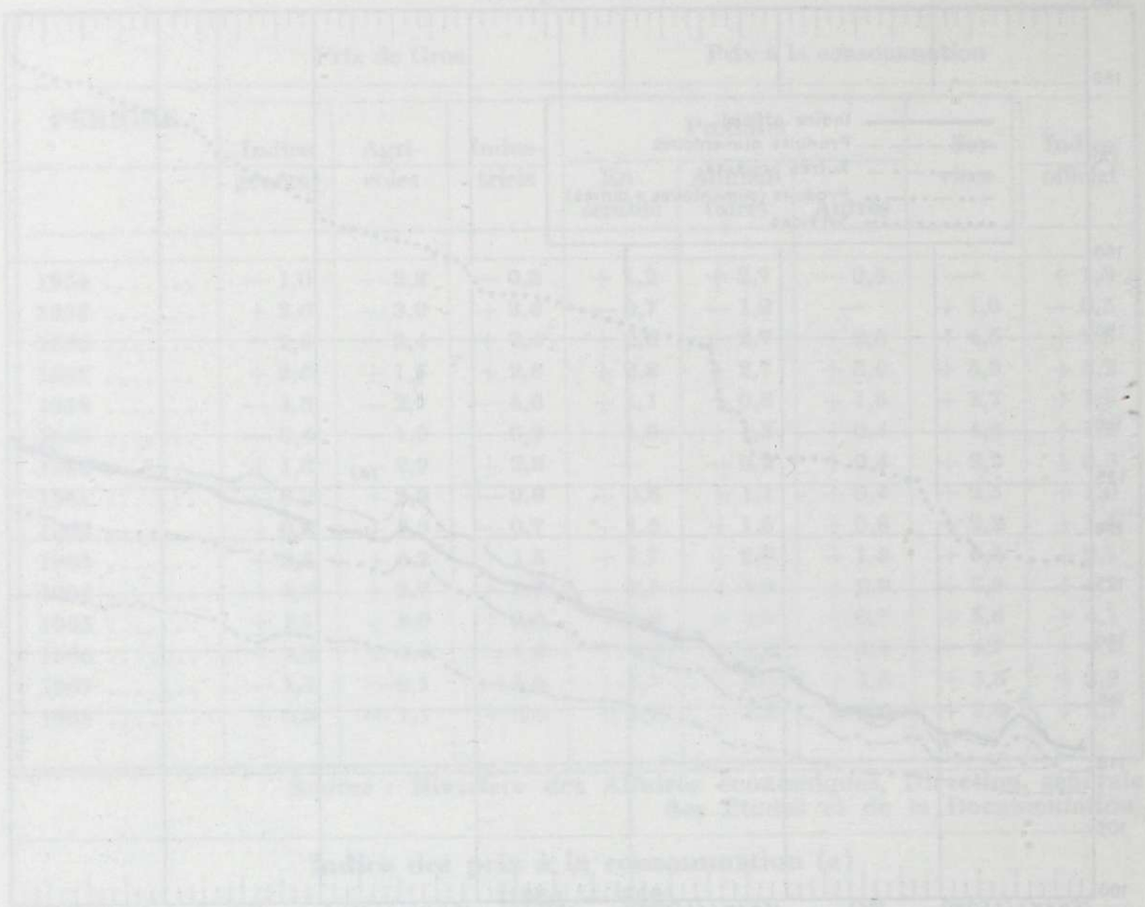
(a) Pour les années postérieures à 1966, d'après le nouvel indice.

Indices des prix dans quelques pays
(1963 = 100)

PAYS	Prix à la consommation				Prix de gros			
	1965	1966	1967	1968	1965	1966	1967	1968
Belgique	108(a)	113(a)	116(a)	119(a)	106	108	107	107
Pays-Bas	110	116	120	125	110	115	115	116
République Fédérale..	106	110	111	113	104	105	104	109
France	106	109	112	117	103	105	105	106
Italie	111	113	117	119	105	107	106	107
Royaume-Uni	108	112	115	121	104(b)	108(b)	107(b)	116(b)
Etats-Unis	103	106	109	114	102	106	106	108

Source : Bulletin Mensuel de Statistique des Nations Unies.

(a) Loyer non compris.
(b) Matières de base.



CHAPITRE II

REVENUS

SECTION I. – REVENUS DU TRAVAIL

En accord avec la détente continue observée sur le marché de l'emploi et l'augmentation modérée des prix à la consommation, du moins pendant une grande partie de l'année, le ralentissement de la hausse des salaires conventionnels amorcé au second semestre de 1966 a persisté en 1967 et en 1968.

D'après le Ministère du Travail et de l'Emploi, on a enregistré en 1968, par rapport à l'année précédente, une hausse moyenne de 5,0 % des salaires conventionnels des ouvriers (6,3 % en 1967) et de 4,9 % des rémunérations des employés (7,8 % l'année précédente).

Comme en 1967, la moitié environ de cette hausse est attribuée à l'échelle mobile des salaires et l'autre moitié à des augmentations autonomes. Ces dernières ont été à peu près régulièrement réparties sur l'ensemble de l'année, tandis que les mouvements dus à l'indice des prix de détail sont apparus surtout au second semestre.

Le renouvellement de conventions collectives dans divers secteurs de l'industrie, du commerce et des services a impliqué soit un relèvement des taux de salaires, soit une hausse des minima, soit, et parfois concurremment, une diminution de la semaine de travail.

La hausse des salaires la plus forte est apparue dans le secteur du gaz, de l'électricité et de l'eau (+ 7,6 %). Dans le commerce, les banques et les assurances, de même que dans les industries manufacturières, les rémunérations ont progressé de 5,1 %, dans le secteur des services, de 4,9 %. La hausse a été assez faible et inférieure à la moyenne générale, dans les mines, le transport et la construction (+ 4,3 %). Dans ce dernier secteur, le caractère modéré de la progression s'explique par le fléchissement de l'activité. C'est cependant l'agriculture qui a enregistré la progression la plus faible des rémunérations (3,7 %).

Des conflits ont éclaté dans le textile en fin d'année. Les derniers jours de décembre, de nouvelles conventions salariales ont été conclues dans les entreprises textiles de la région de Verviers ; au début de 1969 des conventions similaires devaient être élaborées dans les autres régions.

Sur le plan interprofessionnel un accord de principe de programmation sociale nationale 1969-1970 a été réalisé entre les représentants des employeurs et les syndicats. Cet accord confirme en fait les stipulations générales des con-

ventions sectorielles. Il comprend : la promotion de l'emploi, la réduction de la durée du travail en 1969 et en 1970, chaque fois d'une heure par semaine, de façon à arriver à 43 heures (ou dans certains cas à 44 heures) en 1970, le maintien de dix jours fériés payés annuels ; il tend d'autre part à réaliser l'adaptation des pensions à l'évolution des salaires.

L'I.N.S. a évalué à 5,2 % la hausse du salaire horaire brut entre octobre 1967 et octobre 1968 ; pour les ouvriers elle a été de 5,2 % et pour les ouvrières de 5,6 %. Depuis plusieurs années, le taux d'augmentation des salaires féminins est plus élevé que celui des salaires masculins, conformément à la tendance d'octroyer un salaire égal pour un travail égal.

D'après la Banque Nationale le salaire horaire brut moyen a été en 1968, supérieur de 5,3 % à celui de l'année précédente. La hausse des salaires bruts demeure donc beaucoup plus forte que celle des prix à la consommation (+ 2,7 %). Les salaires conventionnels comme le salaire horaire brut ont connu en 1968 un ralentissement de la hausse :

— salaires conventionnels : + 5,0 % en 1968, contre 6,3 % en 1967 ;

— salaire horaire brut moyen : + 5,3 % en 1968, contre 7,1 % en 1967.

D'après les données de l'I.R.E.S.P. (Louvain), le progrès du revenu mensuel a été moins fort en 1968 que l'année précédente :

— revenu mensuel (travailleurs avec 2 enfants) : + 5,0 % en 1968, contre 7,5 % en 1967.

Contrairement à 1967, le revenu mensuel des ouvriers a moins progressé que le salaire horaire brut. Certaines retenues sur les salaires destinées aux assurances sociales ont été relevées, en 1968 ; il s'agit des cotisations d'assurances contre la maladie et l'invalidité et de celles pour l'assurance contre le chômage. Le plafond salarial sur lequel s'opèrent les retenues pour la pension des employés a été relevé.

La hausse parallèle des contributions patronales est venue alourdir le coût des salaires. En outre, l'employeur a dû faire face au paiement de la deuxième moitié du double pécule de vacances et des charges découlant de la législation sur les fermetures d'entreprises comptant au moins 50 travailleurs. Ces mesures ont entraîné une augmentation supplémentaire du coût de l'heure de travail de plus de 1 % pour les ouvriers et de plus de 2 % pour les employés.

Le coût de l'heure de travail a ainsi progressé au total de 6,4 %. Cette hausse est beaucoup plus faible que les années précédentes : de 1963 à 1967, elle a dépassé chaque fois 10 % et en 1967 elle s'était élevée à 8,4 %, en raison, comme il a été indiqué, de l'augmentation plus faible des salaires horaires bruts.

*

* *

Indices des salaires conventionnels

Ouvriers, hommes + femmes

(1966 = 100)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	Coefficients de pondération	1967				1968			
		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Agriculture, sylviculture	1,29	101,6	105,9	106,1	106,3	108,3	108,4	108,6	110,3
Industries extractives	5,37	104,9	105,3	105,3	107,3	107,7	107,8	112,7	112,9
Industries manufacturières	66,14	104,8	106,6	107,0	108,8	110,2	111,3	113,1	114,6
dont : produits alimentaires	(4,14)	(103,9)	(106,1)	(107,5)	(111,5)	(112,1)	(112,4)	(115,0)	(116,8)
textiles	(9,55)	(104,8)	(106,9)	(107,1)	(109,5)	(113,3)	(114,4)	(116,7)	(116,7)
confection, chaussures	(4,60)	(104,8)	(110,1)	(110,1)	(111,1)	(112,4)	(114,1)	(114,3)	(116,7)
chimie	(2,26)	(104,2)	(109,2)	(109,2)	(109,2)	(109,2)	(115,6)	(115,6)	(115,6)
métallurgie	(7,42)	(103,0)	(104,6)	(104,1)	(105,9)	(106,3)	(107,2)	(109,8)	(110,5)
fabrications métalliques	(18,89)	(105,0)	(105,1)	(105,2)	(107,2)	(107,3)	(107,4)	(109,7)	(111,8)
Construction	13,59	106,6	107,2	108,3	109,1	109,9	112,7	113,1	114,2
Electricité, gaz, eau	1,46	105,8	105,8	111,2	111,2	111,2	116,7	116,7	122,4
Commerce	3,54	104,2	105,6	107,4	108,4	110,0	110,7	112,7	114,1
Transports	3,65	105,0	106,0	106,0	108,9	109,0	111,2	111,6	113,1
Services	4,96	109,5	111,5	111,6	112,6	115,4	115,8	116,4	119,2
Indice général	**100,00**	**105,2**	**106,7**	**107,3**	**108,9**	**110,2**	**111,5**	**113,2**	**114,7**

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Indices des salaires

(1953 = 100)

PÉRIODE	Salaires horaires bruts			Salaires-coût		Appointements-coût		Salaires sociaux dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type (a)		Charbonnages par jour	Autres industries par heure	Industries par heure	Commerce par heure	Célibataire ou marié sans enfants	Marié et 2 enfants	Marié et 4 enfants
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1963	167	161	163	174	176	165	166	159	158	167
1964	185	176	180	192	200	180	179	176	175	183
1965	203	191	196	211	223	197	196	192	193	200
1966	224	209	215	229	246	213	213	211	213	219
1967 Mars	235	219	226	241	262	219	219	223	224	232
Juin	238	222	230	242	265	227	229	227	228	236
Septembre ...	239	224	234	243	267	223	224	228	229	237
Décembre ...	246	228	237	249	274	243	238	234	234	241
1968 Mars	244	230	239	249	274	234	236	232	233	242
Juin	251	232	242	249	283	244	244	240	240	249
Septembre (c)	252	237	246	260	284	...	...	239	240	248
Décembre (c)	260	240	250	264	294	...	...	247	247	255

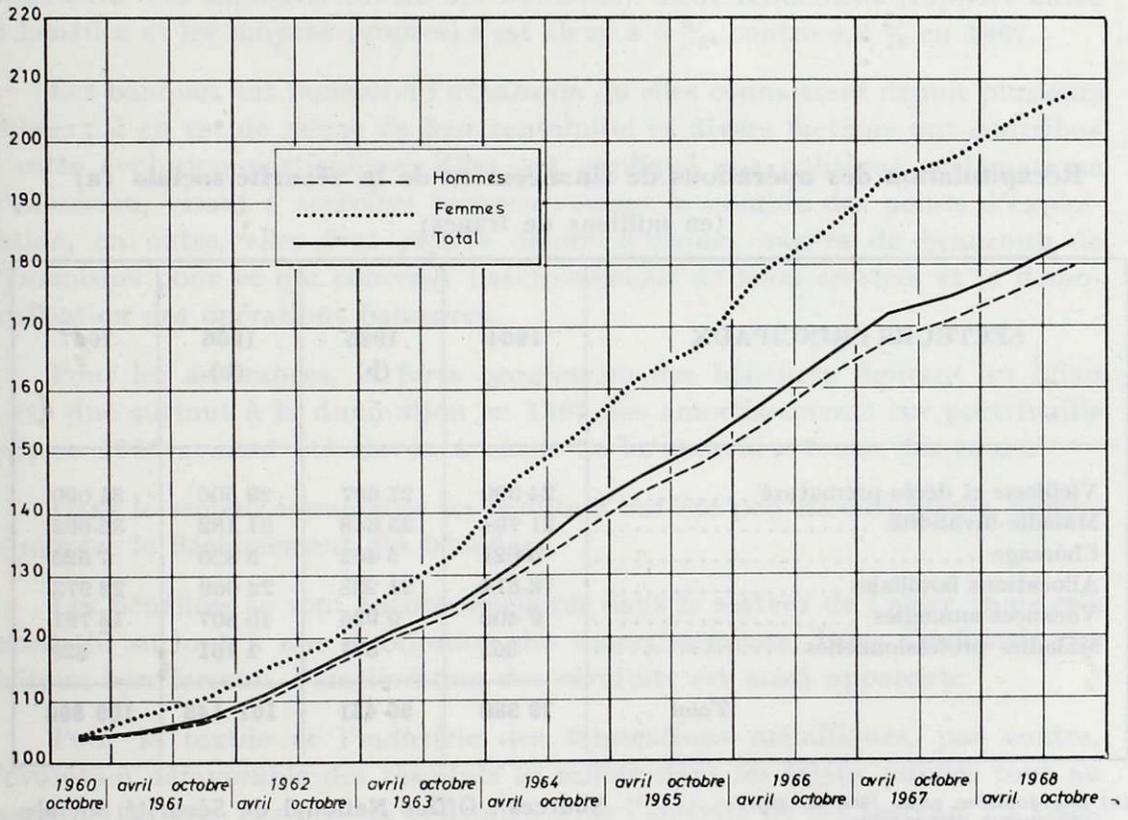
(a) Les ouvriers des transports non compris.
(b) A l'exclusion des mines.
(c) Données provisoires.

Sources : Banque Nationale de Belgique (col. 2 à 4). Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques, Louvain (col. 5 à 11).

Evolution des salaires horaires bruts

SECTEUR	Sexe des travailleurs	Gain horaire brut moyen (en francs)			Indices (octobre 1959 = 100)		
		Octobre 1966	Octobre 1967	Octobre 1968	Octobre 1966	Octobre 1967	Octobre 1968
Industries extractives	hommes	59,68	62,97	66,20	152	160	168
Industries manufacturières	hommes	52,94	55,92	59,04	164	174	183
	femmes	35,51	37,67	39,79	186	197	208
	hommes + femmes	48,58	51,36	54,22	170	180	190
Industrie de la construction	hommes	52,82	55,71	57,89	172	181	188
Moyenne ...	hommes	**53,43**	**56,42**	**59,34**	**162**	**171**	**180**
	femmes	**35,51**	**37,67**	**39,79**	**186**	**197**	**208**
	hommes + femmes	**50,01**	**52,84**	**55,60**	**165**	**175**	**184**

Octobre 1959 = 100



Source : Institut National de Statistique.

Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale (a)

ANNÉE	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	% des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1956	119,0	29,5	24,8
1957	130,0	33,9	26,1
1958	131,4	34,9	26,6
1959	131,3	34,3	26,1
1960	139,0	37,7	27,1
1961	146,7	41,2	28,1
1962	159,4	45,2	28,4
1963	174,7	51,4	29,4
1964	199,4	64,6	32,4
1965	218,7	72,7	33,2
1966	240,6	80,6	33,5
1967	254,0	88,1	34,7

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Y compris les mineurs; non compris les marins de la marine marchande. Les données pour 1968 ne sont pas encore disponibles.

(b) Retenues fiscales et sociales non déduites; non comprise, la cotisation patronale à la sécurité sociale.

Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale (a)

(en millions de francs)

SECTEURS PRINCIPAUX	1964	1965 (b)	1966 (b)	1967
Vieillesse et décès prématuré	24 390	27 687	29 506	31 090
Maladie-invalidité	21 794	25 648	31 182	32 692
Chômage	5 021	5 462	5 820	7 523
Allocations familiales	18 614	21 288	22 669	23 973
Vacances annuelles	9 408	9 995	10 807	13 791
Maladies professionnelles	361	371	1 161	829
Total ...	**79 588**	**90 451**	**101 145**	**109 898**

(a) Les données pour 1968 ne sont pas encore disponibles.

(b) Données rectifiées.

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

SECTION II. — REVENUS DES SOCIÉTÉS

Les données relatives au rendement des sociétés recensées par l'Institut National de Statistique n'étaient disponibles à la mi-mai 1969 que pour les résultats publiés pendant les deux premiers mois de 1968. Toutefois entretemps ont été établies les données basées sur l'exercice 1967 : elles font apparaître au total des bénéfices pour un montant de 32,02 milliards de francs, tandis que les pertes se sont élevées à 13,10 milliards. Pour les sociétés dont l'activité principale est exercée en Belgique, ces montants se sont élevés respectivement à 29,31 milliards et 7,94 milliards et pour les entreprises ayant leur activité principale à l'étranger, ils ont été de 2,71 milliards et 5,16 milliards. Le faible rendement des sociétés qui exercent leur activité principalement à l'étranger s'explique par le fait qu'il s'agit surtout d'exploitation de mines, où des pertes importantes ont été enregistrées.

Pour ce qui concerne les résultats des sociétés qui ont publié leur bilan en 1968, on dispose de statistiques privées portant sur 326 sociétés dont les titres sont cotés en bourse, soit 2 % seulement du nombre total des sociétés recensées par l'Institut National de Statistique. Néanmoins il s'agit de sociétés très importantes ; l'ensemble de leurs moyens propres atteint la moitié du total des moyens propres de toutes les sociétés anonymes recensées. L'analyse de leur situation présente donc un intérêt.

Les bénéfices de ces sociétés ont dépassé de près de 26 % ceux de l'année précédente (12 milliards contre 9,6 milliards). Leur rendement (rapport entre le bénéfice et les moyens propres) s'est élevé à 5 %, contre 4,2 % en 1967.

Les banques ont poursuivi l'expansion qu'elles connaissent depuis plusieurs années ; il en est de même de leur rentabilité et divers facteurs ont contribué à cette évolution particulière. Elles ont appliqué une politique systématique d'extension, visant à accroître progressivement le nombre des points d'exploitation, en outre, elles font preuve depuis quelques années de beaucoup de dynamisme pour ce qui concerne l'accroissement de leurs services et la démocratisation des opérations bancaires.

Pour les assurances, la forte progression des bénéfices figurant au bilan a été due surtout à la diminution en 1967 des amortissements sur portefeuille qui, en 1966 avaient été élevés, à cause de la mauvaise tenue des cours.

Dans le secteur immobilier les résultats ont été peu encourageants comme le montre le fléchissement des bénéfices.

Les bénéfices se sont encore améliorés dans le secteur de l'acier, mais ceci serait dû surtout à une diminution des amortissements. Dans l'industrie des métaux non ferreux, l'amélioration des résultats est aussi apparente.

Pour le textile et l'industrie des fabrications métalliques, par contre, l'évolution défavorable des résultats se reflète dans les bilans publiés tout au cours de l'année. Les progrès constatés dans l'activité de ces secteurs en 1968, n'influenceront les résultats qu'au prochain excercice.

Il en est de même en chimie où la plupart des sociétés ont publié de moins bons résultats malgré l'accroissement sensible de la production. On a enregistré enfin, une évolution défavorable des résultats dans le secteur du matériel électronique et dans celui de la construction.

En verrerie, l'augmentation des bénéfices a été assez générale et dans le secteur du pétrole l'expansion des années précédentes a continué.

En dépit de l'amélioration des résultats des sociétés cotées en bourse, la rémunération des capitaux à risques demeure très faible par rapport au rendement actuel des emprunts et par rapport à la rentabilité des moyens propres des sociétés américaines.

★
★ ★

Rendement des sociétés par actions belges (a)

Exploitant en Belgique, au Congo et à l'étranger

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1936/1938	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Nombre de sociétés recensées (b)	7 594	14 307	14 265	14 447	14 550	14 817	15 011	15 215	15 266
dont : en gain	5 748	10 512	10 596	10 929	10 854	11 105	11 172	11 272	10 785
en perte	1 846	3 795	3 669	3 518	3 696	3 712	3 839	3 943	4 481
Moyens d'action propres	63 952	338 800	345 554	362 595	388 354	406 779	434 525	455 741	476 724
dont : capital versé	46 397	212 989	216 030	226 604	236 904	248 915	265 209	274 836	283 632
réserves	17 555	125 811	129 524	135 991	151 450	157 864	169 317	180 905	193 092
Résultats d'exploitation :									
Solde bénéficiaire net	4 537	28 385	27 080	28 453	24 254	24 901	28 363	29 528	19 049
Bénéfices	5 228	32 230	32 079	33 358	28 587	30 261	33 820	34 665	32 176
Pertes	691	3 845	4 999	4 905	4 333	5 360	5 457	6 137	13 127
Dividendes bruts mis en paiement	3 651	19 417	17 792	17 550	14 523	14 111	15 547	15 930	15 913
Taux par rapport aux moyens d'action propres (en %) :									
Solde net	7,1	8,4	7,84	7,85	6,25	6,12	6,53	6,48	4,00
Dividendes	5,7	5,7	5,15	4,84	3,74	3,47	3,58	3,50	3,34
Dette obligataire au 31 décembre	9 297	76 662	84 840	92 798	99 499	104 010	115 080	120 829	134 775
Coupons d'obligations bruts	476	3 573	3 910	4 408	4 862	5 261	5 624	6 405	6 772

Sources : Banque Nationale de Belgique (années 1936/1938).
Institut National de Statistique (années 1954 et suivantes).

(a) La statistique pour 1936/1938 n'est pas établie exactement sur la même base que les suivantes. En outre, indépendamment de l'augmentation progressive du nombre des sociétés, le pourcentage de sociétés publiant effectivement leur bilan est sujet à variations. Les données pour 1968 ne sont pas encore disponibles.
(b) En unités.

Rendement des sociétés par actions be

DÉSIGNATION	En Belgique						
	1953	1962	1963	1964	1965	1966	
Nombre de sociétés recensées	12 396	14 145	14 237	14 501	14 709	14 916	1
dont : en bénéfice	8 711	10 737	10 688	10 937	10 980	11 085	1
en perte	3 685	3 408	3 549	3 564	3 729	3 831	
Moyens d'action propres	183 067	303 300	318 731	336 265	360 194	381 312	4(
dont : capital versé	109 464	186 980	195 026	207 493	222 007	233 259	2
réserves	73 603	116 320	123 705	128 772	138 187	148 053	1
Résultats d'exploitation :							
Solde bénéficiaire net	13 891	23 138	22 045	22 775	25 319	25 945	
Bénéfices	15 721	27 395	25 693	27 253	30 169	31 157	
Pertes	1 830	4 257	3 648	4 478	4 850	5 212	
Dividendes bruts mis en paiement	8 833	14 440	13 305	12 738	13 825	13 817	
Dette obligataire	30 937	91 964	98 976	103 299	113 984	119 012	1
Coupons d'obligations bruts	1 432	4 373	4 832	5 226	5 592	6 344	
Rapport nombre de sociétés en perte / nombre de sociétés recensées	29,73	24,09	24,93	24,58	25,35	25,68	
Rapport solde bénéficiaire net / moyens d'action propres	7,59	7,63	6,92	6,77	7,03	6,80	
Rapport dividendes bruts distribués / moyens d'action propres	4,83	4,76	4,17	3,79	3,84	3,62	
Rapport dividendes bruts distribués / bénéfices réalisés	56,19	52,71	51,78	46,74	45,83	44,35	
Rapport coupons d'obligations bruts / montant de la dette obligataire	4,64	4,77	4,88	5,06	4,91	5,33	
Rapport montant de la dette obligataire / moyens d'action propres	16,90	30,32	31,05	30,72	31,65	31,21	

(a) Les données pour 1968 ne sont pas encore disponibles.
(b) Les sociétés belges dont le lieu de l'exploitation principale se situe au Congo, sont reprises à partir de 196 rubrique « à l'étranger ».
(c) La dette obligataire n'est plus recensée pour les sociétés qui ont choisi le droit congolais (loi du 17 juin 19 *teur belge* du 18 juin 1960).

ès le lieu de leur exploitation (a)

ncipale exploitation

Au Congo (b)				A l'étranger (b)							
1957	1958	1959	1960	1953	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Unités											
501	**495**	**494**	**384**	**80**	**336**	**302**	**313**	**316**	**302**	**299**	**277**
395	394	360	288	58	195	192	166	168	192	187	180
106	101	134	96	22	141	110	147	148	110	112	97
En millions de francs											
50 534	**54 619**	**60 517**	**58 217**	**7 479**	**59 356**	**58 205**	**68 046**	**69 966**	**71 756**	**74 129**	**73 001**
36 093	38 619	42 202	40 993	3 836	40 720	38 822	40 710	41 009	41 282	41 447	40 281
14 441	16 000	18 315	17 224	3 643	18 636	19 383	27 336	28 957	30 474	32 682	32 720
10 614	**8 246**	**6 862**	**8 562**	**1 033**	**5 306**	**5 221**	**2 198**	**2 126**	**2 937**	**2 563**	**– 2 452**
10 870	8 491	7 258	8 871	1 088	7 192	5 865	2 862	2 976	3 537	3 484	2 712
256	245	396	309	55	959	644	664	850	600	921	5 164
6 623	**5 542**	**5 571**	**6 520**	**458**	**4 396**	**3 048**	**1 196**	**1 358**	**1 632**	**2 110**	**2 336**
2 772	**3 150**	**3 324**	**..(c)**	**63**	**1 096**	**834**	**523**	**711**	**1 097**	**1 817**	**1 839**
105	**124**	**150**	**77**	**3**	**56**	**36**	**30**	**35**	**32**	**60**	**112**
En pour-cent											
21,16	20,40	27,13	25,00	27,50	41,96	36,42	46,96	46,84	36,42	37,46	35,02
21,00	15,10	11,34	14,71	13,81	8,94	8,97	3,23	3,04	4,09	3,46	—
13,11	10,15	9,21	11,20	6,12	7,41	5,24	1,76	1,94	2,27	2,85	3,20
60,93	65,27	76,76	73,50	42,10	61,12	51,97	41,79	45,63	46,14	60,56	86,14
3,79	3,94	4,51	..	4,76	5,11	4,32	5,74	4,92	2,92	3,30	6,09
5,49	5,77	5,49	..	0,84	1,85	1,43	0,77	1,02	1,53	2,45	2,52

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des soldes bénéficiaires n

Sociétés ayant leur princ

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité	Industrie du papier et arts graphiques
Nombre de sociétés recensées (unités) :															
1963	52	139	1 558	603	3 027	1 310	95	81	975	725	338	558	54	32	332
1964	54	145	1 713	655	3 385	1 264	100	76	912	685	330	542	53	29	320
1965	56	149	1 779	629	3 253	1 379	100	82	981	723	337	601	55	28	334
1966	55	153	1 820	635	3 320	1 396	96	82	986	725	337	606	57	24	335
1967	51	160	1 866	642	3 380	1 391	93	85	976	729	331	607	57	16	332
Capitaux et réserves (en millions de francs) :															
1959	8 722	2 796	36 641	3 615	10 961	25 015	25 512	8 552	22 031	14 537	1 631	18 771	2 944	21 032	4 85
1960	9 389	3 092	40 041	4 005	11 777	26 217	26 546	8 614	21 991	15 095	1 708	19 751	3 068	20 761	5 31
1961	9 922	3 311	45 079	4 544	13 014	27 013	29 706	9 000	22 607	15 909	1 822	21 122	2 796	22 841	5 63
1962	11 118	3 486	52 774	5 240	15 698	28 519	31 561	9 198	21 129	16 342	1 937	22 995	3 773	23 376	5 87
1963	12 434	3 930	53 977	6 544	16 619	31 085	31 172	9 679	21 240	17 527	1 846	24 771	5 063	24 042	5 87
1964	13 748	4 485	57 145	7 607	19 514	32 227	34 021	10 139	21 582	18 523	1 911	25 544	5 591	27 130	5 61
1965	15 860	5 119	60 041	8 114	21 538	35 808	37 063	9 133	23 147	20 287	2 069	28 036	6 620	27 879	7 08
1966	17 422	5 647	62 891	8 392	21 698	38 786	39 409	10 461	23 922	21 594	2 279	29 927	7 019	27 786	7 5
1967	19 714	6 129	71 575	8 298	28 323	42 199	42 414	10 734	24 539	23 769	2 521	32 952	7 339	16 723	8 3
Soldes bénéficiaires nets (en millions de francs) :															
1959	1 156	721	2 562	428	704	1 871	719	594	107	1 056	70	1 033	300	1 748	2
1960	1 177	687	2 783	435	1 134	2 120	1 903	945	844	1 202	107	1 394	523	1 808	3
1961	1 547	724	3 486	443	1 072	2 596	2 198	1 115	995	1 169	128	1 389	370	1 797	4
1962	1 783	830	4 382	413	1 357	2 957	1 499	892	782	1 359	159	1 679	430	2 053	4
1963	1 917	820	3 472	442	1 147	3 039	1 257	580	667	1 395	95	1 772	453	2 163	3
1964	1 996	801	3 659	378	1 982	3 063	353	632	896	1 194	135	2 016	420	2 200	7
1965	2 327	866	3 668	474	2 173	3 634	616	845	689	1 469	168	2 486	480	2 303	
1966	2 470	921	4 139	610	2 078	3 849	398	659	542	1 568	164	2 430	328	2 275	
1967	2 400	849	4 115	467	1 584	2 646	397	526	591	1 823	162	2 110	438	1 335	
Moyenne 1959/1967 ..	**1 864**	**802**	**3 585**	**454**	**1 470**	**2 864**	**1 038**	**754**	**679**	**1 359**	**132**	**1 812**	**416**	**1 965**	
Dividendes mis en paiement (en millions de francs) :															
1959	634	403	1 929	204	262	1 267	623	515	272	638	29	577	202	1 511	
1960	680	420	2 032	229	275	1 533	992	581	452	720	38	711	290	1 539	
1961	751	431	2 166	280	387	1 670	1 277	620	492	695	41	927	263	1 608	
1962	808	478	3 283	287	341	1 795	940	590	405	667	48	1 065	255	1 680	
1963	892	498	2 327	281	426	2 063	546	425	319	622	10	1 132	306	1 657	
1964	1 006	518	2 404	185	487	1 129	345	429	376	617	25	1 222	354	1 813	
1965	1 135	539	2 460	228	473	1 612	668	501	305	632	13	1 228	352	1 972	
1966	1 263	579	2 567	293	510	1 284	253	518	377	742	27	1 525	326	1 865	
1967	1 340	593	2 876	243	556	1 307	233	562	343	794	30	1 492	292	1 219	
Moyenne 1959/1967 ..	**945**	**495**	**2 444**	**248**	**413**	**1 518**	**653**	**527**	**371**	**681**	**29**	**1 098**	**293**	**1 651**	

(a) Les données pour 1968 ne sont pas encore disponibles.

ividendes mis en paiement (a)

ploitation en Belgique

Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
32	606	328	694	507	39	91	112	127	35	45	31	190	221	553	14 237
20	624	325	732	498	36	92	116	127	35	46	32	206	217	566	14 501
34	631	330	779	500	35	87	135	128	49	39	31	208	217	580	14 709
35	633	334	812	514	30	91	140	129	48	40	33	220	213	585	14 916
38	648	331	822	513	30	88	139	127	49	36	33	216	197	584	14 989
55	9 758	905	756	4 400	13 503	1 380	5 998	1 359	578	885	1 268	793	389	1 454	257 105
19	9 854	958	816	4 659	12 897	1 397	6 768	1 368	620	1 120	1 338	939	439	1 523	267 652
38	9 456	1 044	935	4 785	11 127	1 461	7 417	1 491	682	1 057	1 407	1 036	450	1 575	282 172
78	10 486	1 007	1 069	5 348	9 745	1 508	7 710	1 520	761	1 022	1 458	1 111	470	1 680	303 300
13	10 764	1 064	1 216	5 594	9 235	1 409	7 962	1 671	830	1 106	1 492	1 214	449	1 828	318 731
12	9 725	1 082	1 228	5 884	8 063	1 754	8 504	1 697	918	1 148	1 595	1 440	428	1 818	336 265
85	10 155	1 187	1 497	6 270	9 558	1 847	8 747	2 001	1 191	1 142	1 422	1 480	446	1 692	360 194
46	10 262	1 253	1 811	7 114	8 945	1 993	9 078	2 236	1 322	1 105	1 798	2 015	365	1 861	381 312
52	10 821	1 304	2 139	8 303	8 829	2 057	8 193	2 252	1 373	1 210	1 773	2 112	412	2 085	401 093
69	240	71	85	339	— 442	56	456	124	43	18	79	112	42	69	14 953
50	229	6	71	348	— 917	78	593	145	77	— 21	132	147	53	81	18 744
18	391	11	106	324	— 1 326	83	705	148	116	47	113	124	27	111	20 711
97	136	76	120	316	— 564	138	860	181	82	69	92	139	11	134	23 138
58	18	69	146	503	— 35	119	725	127	105	39	87	156	— 43	159	22 045
80	93	69	145	601	67	89	709	203	109	40	33	172	1	136	22 775
20	173	68	174	783	— 471	148	833	301	145	50	117	236	— 32	157	25 319
65	368	93	123	1 025	— 390	92	793	240	98	28	150	275	24	173	25 945
67	— 146	66	190	972	— 726	82	663	206	111	38	73	272	10	139	21 364
25	**167**	**59**	**129**	**579**	**— 534**	**98**	**704**	**186**	**98**	**34**	**97**	**181**	**10**	**129**	**21 666**
45	310	30	30	147	93	30	290	102	19	26	41	27	20	19	10 575
54	326	11	35	135	63	34	373	112	22	29	42	35	24	19	12 061
96	330	17	30	145	93	38	418	100	28	30	48	37	20	19	13 279
16	276	19	39	170	106	44	522	119	31	34	44	42	20	35	14 440
76	272	23	37	208	184	38	448	113	26	21	52	50	8	25	13 305
49	220	27	34	174	268	32	486	123	26	32	45	72	14	16	12 738
58	239	25	43	173	145	44	475	143	29	35	54	83	5	18	13 825
16	231	34	49	199	81	32	471	149	28	31	75	96	9	13	13 817
16	247	34	49	242	69	37	453	135	35	22	41	90	9	20	13 462
55	**272**	**24**	**38**	**177**	**122**	**36**	**437**	**122**	**27**	**29**	**49**	**59**	**14**	**20**	**13 056**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des rendements, de la

Sociétés ayant leur

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité
Dividendes mis en paiement, rapportés aux capitaux et réserves (en %) :														
1958	7,48	12,73	5,78	5,79	2,17	4,89	4,27	6,07	1,54	3,40	2,12	3,18	4,93	7,3
1959	7,27	14,41	5,26	5,64	2,39	5,06	2,44	6,02	1,23	4,39	1,78	3,07	6,86	7,1
1960	7,24	13,58	5,07	5,72	2,34	5,85	3,74	6,74	2,06	4,77	2,22	3,60	9,45	7,4
1961	7,57	13,02	4,80	6,16	2,97	6,18	4,30	6,89	2,18	4,37	2,25	4,39	9,41	7,0
1962	7,27	13,71	6,13	5,48	2,17	6,29	2,98	6,41	1,92	4,08	2,48	4,63	6,76	7,1
1963	7,17	12,67	4,31	4,29	2,56	6,64	1,75	4,39	1,50	3,55	0,54	4,57	6,04	6,8
1964	7,32	11,55	4,21	2,43	2,50	3,50	1,01	4,23	1,74	3,33	1,31	4,78	6,33	6,6
1965	7,16	10,53	4,10	2,81	2,20	4,50	1,80	5,49	1,32	3,12	0,63	4,38	5,32	7,0
1966	7,25	10,25	4,08	3,49	2,35	3,31	0,64	4,95	1,58	3,44	1,18	5,10	4,64	6,7
1967 (b)	6,80	9,68	4,02	2,93	1,96	3,10	0,55	5,24	1,40	3,34	1,19	4,53	3,98	7,2
Dette obligataire (en millions de francs; fin année):														
1959	6 626	6	40 878	949	816	2 030	4 729	45	482	992	66	1 313	189	5 52
1960	7 264	8	46 598	972	907	1 917	4 886	26	453	892	65	1 290	188	5 44
1961	8 293	9	54 034	1 102	1 000	1 937	4 763	10	386	805	96	1 110	247	5 70
1962	10 700	9	57 663	1 072	968	1 918	5 427	28	340	760	94	964	338	7 18
1963	11 096	97	61 639	1 529	930	1 881	5 764	47	357	872	89	881	301	8 60
1964	11 066	113	65 423	1 561	770	1 812	6 343	61	346	995	103	838	375	8 89
1965	11 055	118	72 548	1 515	749	1 851	6 930	58	361	933	91	690	474	12 20
1966	11 610	152	76 304	1 648	742	2 087	6 551	65	302	896	88	595	452	13 28
1967 (b)	13 129	156	88 613	1 562	776	2 352	5 603	62	281	845	89	458	489	14 29
Importance des dividendes mis en paiement par rapport aux soldes bénéficiaires nets (en %) :														
1959	54,8	55,9	75,3	47,7	37,2	67,7	86,6	86,7	254,2	60,4	41,4	55,9	67,3	86
1960	57,8	61,1	73,0	52,6	24,3	72,3	52,1	61,5	53,6	59,9	35,5	51,0	55,4	85
1961	48,5	59,5	62,1	63,2	36,1	64,3	58,1	55,6	49,4	59,5	32,0	66,7	71,1	89
1962	45,3	57,6	73,8	69,5	25,1	60,7	62,7	66,1	51,8	49,1	30,2	63,4	59,3	81
1963	46,5	60,7	67,0	63,6	37,1	67,9	43,4	73,3	47,8	44,6	10,5	63,9	67,5	76
1964	50,4	64,7	65,7	48,9	24,6	36,9	97,7	67,9	42,4	51,7	18,5	60,6	84,3	82
1965	48,8	62,2	67,1	48,1	21,8	44,4	108,4	59,3	44,3	43,0	7,7	49,4	73,3	85
1966	51,1	62,9	62,0	48,0	24,5	33,4	63,6	78,6	69,6	47,3	16,5	62,8	99,4	82
1967 (b)	55,8	69,8	69,9	52,0	35,1	49,4	58,7	106,8	58,0	43,6	18,5	70,7	66,7	91
Moyenne 1959/1967 ...	**50,7**	**61,7**	**68,2**	**54,6**	**28,1**	**53,0**	**62,9**	**69,9**	**54,6**	**50,1**	**22,0**	**60,6**	**70,4**	**84**

(a) Les données pour 1968 ne sont pas encore disponibles.
(b) Données provisoires.

taire et de l'autofinancement net (a)

itation en Belgique

Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
3,37	4,42	3,13	3,64	3,91	6,70	3,08	5,93	7,40	3,21	2,76	2,59	2,46	6,41	1,58	4,72
2,99	3,18	3,31	3,97	3,34	0,69	2,17	4,83	7,51	3,29	2,94	3,23	3,40	5,14	1,31	4,11
2,90	3,31	1,15	4,29	2,90	0,49	2,43	5,51	8,19	3,55	2,59	3,14	3,73	5,47	1,25	4,51
3,48	3,49	1,63	3,21	3,03	0,84	2,60	5,64	6,71	4,11	2,84	3,41	3,57	4,44	1,21	4,71
3,39	2,63	1,89	3,65	3,18	1,09	2,92	6,77	7,83	4,07	3,33	3,02	3,78	4,26	2,08	4,76
2,58	2,53	2,16	3,04	3,72	1,99	2,70	5,63	6,76	3,13	1,90	3,49	4,12	1,78	1,37	4,17
2,25	2,26	2,50	2,77	2,96	3,32	1,82	5,71	7,25	2,83	2,79	2,82	5,00	3,27	0,88	3,79
2,23	2,35	2,11	2,87	2,76	1,52	2,38	5,43	7,15	2,43	3,06	3,80	5,61	1,12	1,06	3,84
1,54	2,25	2,71	2,71	2,80	0,91	1,61	5,19	6,66	2,12	2,81	4,17	4,76	2,47	0,70	3,62
1,39	2,28	2,61	2,29	2,91	0,78	1,80	5,53	5,99	2,55	1,82	2,31	4,26	2,18	0,96	3,36
337	1 452	27	83	355	860	31	487	9	26	26	57	23	10	39	68 974
304	1 451	25	77	350	535	34	700	8	26	30	52	21	14	39	75 060
290	1 794	22	75	380	471	33	640	16	25	45	47	19	21	40	83 744
275	2 083	21	59	388	398	32	612	16	24	45	42	32	23	45	91 964
246	2 011	20	64	483	253	31	845	13	24	45	37	30	19	39	98 976
270	1 644	16	24	480	339	22	799	25	31	46	14	23	15	43	103 299
225	1 509	18	24	443	308	23	726	27	30	47	24	28	15	39	113 984
202	1 423	19	26	440	282	21	688	29	18	44	18	32	14	69	119 012
177	1 253	20	28	460	85	20	644	10	16	44	18	30	12	68	132 936
53,9	129,2	42,3	35,3	43,4	—	53,6	63,6	82,3	**44,2**	144,4	51,9	24,1	47,6	27,5	70,7
44,0	142,4	183,3	49,3	38,8	—	43,6	62,9	77,2	**28,6**	—	31,8	23,8	45,3	23,5	64,3
46,9	84,4	154,5	28,3	44,8	—	45,8	59,3	67,6	**24,1**	63,8	42,5	29,8	74,1	17,1	64,1
43,5	202,9	25,0	32,5	53,8	—	31,9	60,7	65,7	37,8	49,3	47,8	30,2	181,8	26,1	62,4
49,2	1 511,1	33,3	25,3	41,4	—	31,9	61,8	89,0	24,8	53,8	59,8	32,1	—	15,7	60,4
39,2	236,6	39,1	23,4	29,0	400,0	36,0	68,5	60,6	23,9	80,0	136,4	41,9	1 400,0	11,8	55,9
49,4	138,2	36,8	24,7	22,1	—	29,7	57,0	47,5	20,0	70,0	46,2	35,2	—	11,5	54,6
43,8	62,8	36,6	39,8	19,4	—	34,8	59,4	62,1	28,6	110,7	50,0	34,9	37,5	7,5	53,3
73,1	—	51,5	25,8	24,9	—	45,1	68,3	65,5	31,5	57,9	56,2	33,1	90,0	14,4	63,0
47,7	**162,9**	**40,7**	**29,5**	**30,6**	—	**36,7**	**62,1**	**65,6**	**27,6**	**85,3**	**50,5**	**32,6**	**140,0**	**15,5**	**60,3**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Sociétés belges par actions en bénéfice (a)

Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1968 des sociétés recensées ayant leur siège d'exploitation en Belgique

SECTEUR	Bénéfices moyens (en millions de francs)	Dividendes moyens mis en paiement	
		En millions de francs	En % des bénéfices
Electricité	1 619	1 358	83,9
Opérations financières et immobilières	2 775	1 801	64,9
Carrières	150	94	62,7
Charbonnages	603	455	75,5
Industrie verrière	309	202	65,4
Métallurgie du fer	1 349	745	55,2
Cimenteries et industries connexes	537	311	57,9
Assurances	600	345	57,5
Banques	1 358	690	50,8
Non ferreux	827	461	55,7
Industrie alimentaire	1 133	525	46,3
Fabrications métalliques	2 759	1 247	45,2
Industrie chimique	1 667	842	50,5
Céramiques	51	25	49,0
Commerce de détail	405	193	47,7
Industrie du papier	361	141	39,1
Industrie de la terre cuite commune	88	33	37,5
Industrie textile	1 038	364	35,1
Commerce de gros et extérieur	1 395	306	21,9
Autres secteurs	2 219	827	37,3
Total moyen	21 243	10 965	51,6

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'attention est attirée sur le fait que les sociétés sans bénéfices ou en perte ne sont pas reprises dans cette statistique.

CINQUIEME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

CHAPITRE PREMIER

INVESTISSEMENTS

Les graphiques ci-après donnent une indication sur la tendance des investissements de 1953 à 1967 inclus ; ils représentent l'évolution de la formation intérieure brute de capital fixe à prix courants (Défense nationale et stocks exclus).

L'essor de 1953 à 1957 correspond bien à l'évolution de la conjoncture, tout comme le recul momentané de 1958, année au cours de laquelle même le produit national brut, aux prix du marché, n'a guère augmenté.

A partir de 1959, le progrès qui accompagne l'ouverture progressive du marché commun, est aussi soutenu par la loi du 18 juillet 1959 mise en vigueur à la suite de la crise charbonnière ; cette évolution perdure jusqu'en 1967 et la loi du 14 juillet 1966 (1) n'y est pas étrangère.

Toutefois, malgré ces possibilités d'intervention et d'aide, et d'après de premières estimations, 1968 marquerait un ralentissement du taux d'expansion (5 % environ contre 6 % de 1966 à 1967 et 10 % de 1965 à 1966). Les principales composantes de la formation brute de capital fixe, c'est-à-dire l'équipement dans l'industrie et la construction des immeubles d'habitation, ont moins progressé qu'auparavant.

La part de la formation intérieure brute de capital fixe dans le produit national brut, était de 16 % en 1953 ; elle a augmenté jusqu'en 1956 (18 %) pour retomber à 16,5 % en 1958 et recroître régulièrement jusqu'à 20,5 % en 1962 ; après un léger recul en 1963, elle a atteint près de 22 % en 1967, et selon les premières estimations, elle s'établirait à un peu plus de 21 % en 1968.

Les investissements bruts de l'industrie (y compris le secteur de la construction) n'ont pas repris directement après la crise de 1958, puis ont progressé vigoureusement jusqu'en 1962 et à nouveau de 1964 à 1967.

Les immeubles d'habitation, après un léger recul en 1958, progressent jusqu'en 1961, diminuent à nouveau jusqu'en 1963, pour connaître ensuite un essor exceptionnel en 1964 et 1965, années après lesquelles intervient un recul suivi d'un palier qui semble s'être prolongé jusque dans le courant de 1968.

---

(1) Loi du 14 juillet 1966 (*Moniteur belge* du 25 août 1966), modifiée par les arrêtés royaux n° 22 du 23 mai 1967 (*Moniteur belge* du 25 mai 1967) et n° 85 du 10 novembre 1967 (*Moniteur belge* du 14 novembre 1967) ; arrêté royal du 21 septembre 1966 (*Moniteur belge* du 19 octobre 1966) ; arrêtés royaux du 17 février 1967 (*Moniteur belge* du 21 février 1967).

La formation brute de capital fixe dans les services, où sont englobés le commerce, les banques, les assurances, l'enseignement et d'autres services, n'a que peu progressé de 1953 à 1957 ; elle a marqué un léger recul en 1958, puis a augmenté régulièrement et lentement jusqu'en 1965 avant de connaître un essor surtout de 1965 à 1966.

Dans les communications et transports, un progrès marqué apparaît à partir de 1964, tandis que pour l'électricité, le gaz et l'eau il se manifeste déjà nettement à partir de 1963.

Enfin, les investissements en agriculture, sylviculture et pêche sont restés stables pendant la période sous revue en raison du recul de l'importance de ce secteur dans l'économie belge, recul qui n'a pas été compensé par des efforts de rationalisation.

Les lois des 18 juillet 1959 et 14 juillet 1966 ont été prorogées par les arrêtés royaux du 15 janvier 1969 (1).

Les investissements ayant bénéficié des avantages légaux, dont le montant avait doublé de 1966 à 1967 pour atteindre un niveau record (31 milliards, contre 25,5 milliards en 1964), augmentent encore jusqu'à 39,25 milliards en 1968 (soit de 26 %). Les progrès les plus marquants concernent la sidérurgie, le pétrole, les industries du textile et de la confection, l'industrie alimentaire, celle du bois, les matériaux de construction et l'équipement des terrains par les pouvoirs publics.

Cette évolution témoigne d'un effort accru des pouvoirs publics en 1968, effort qui a visé à la rationalisation de l'équipement industriel plutôt qu'à son extension.

La Société Nationale d'Investissements arrêtant ses comptes fin juin, le tableau ci-après renseigne les montants pour lesquels elle est intervenue de 1963 à fin du premier semestre 1968. La comparaison avec les données renseignées dans le rapport précédent et qui portaient sur la période 1963-fin 1966, montre l'apparition d'un poste nouveau : l'industrie de la fibre de verre. Au cours des derniers dix-huit mois (janvier 1967 - juin 1968) les plus fortes augmentations concernent la branche du papier et de l'imprimerie, celle des dérivés du pétrole, du charbon, celle de l'électricité, du gaz, de l'eau et de la vapeur dont la part dans la somme totale est devenue la plus forte et enfin l'industrie textile. Des progrès sont encore enregistrés dans les participations de la S.N.I. aux investissements des fabrications métalliques et des services.

Pendant ladite période la société a pris 25 décisions pour un montant global de 617 millions de francs, en actions pour la plupart mais aussi en obligations convertibles ; d'autre part, elle a cédé des participations dans 10 sociétés différentes. La S.N.I. participe à des branches de plus en plus diverses. La modification de ses statuts (2) lui permet dorénavant des opérations plus larges

---

(1) *Moniteur belge* du 21 janvier 1969.

(2) Arrêté royal nº 21 du 23 mai 1967 (*Moniteur belge* du 25 mai 1967) et arrêté royal du 10 octobre 1967 (*Moniteur belge* du 26 octobre 1967).

et de façon plus souple : intervention en faveur de toute société de capitaux, même si elle n'est pas de droit belge, liberté de décider ses placements provisoires, acquisition de plus de 80 % des titres d'une société, tant déjà constituée que nouvelle, etc.

De plus, la S.N.I. a bénéficié des modifications apportées aux lois d'expansion en 1966 et 1967, de telle sorte que les obligations convertibles qu'elle souscrit peuvent bénéficier des avantages prévus par ces lois.

Sauf dans certains cas spéciaux où elle a dû intervenir pour des raisons d'intérêt général sur le plan national ou régional, les critères de ses interventions sont de plus en plus stricts ; la Société s'attache plus spécialement au soutien des entreprises de pointes ou susceptibles de devenir des pôles de croissance ou d'atteindre une dimension européenne, délaissant celles qui sont trop affaiblies ou condamnées. Il est intéressant de souligner que, sans porter atteinte à l'autonomie d'administration des sociétés où elle intervient, la S.N.I. leur procure des services tels que la communication d'informations sur les innovations techniques susceptibles de les intéresser.

Enfin, il apparaît que ce sont les interventions dans des entreprises nouvelles ou récemment créées (soit environ le tiers) qui ont donné dans l'ensemble les meilleurs résultats alors que celles en faveur des entreprises en difficulté ou des branches traditionnelles furent moins favorables.

Les investissements étrangers prévus en 1968, donc anticipant sur les réalisations dont font état les données sur la formation brute de capital fixe, sont évalués à 9,9 milliards de francs contre 12,9 en 1967, soit 23 % de moins, alors que de 1966 à 1967 ils avaient doublé sans atteindre le record de 1965, soit 18 milliards. Cette nouvelle orientation résulte notamment des restrictions que les autorités des Etats-Unis ont, en 1968, apportées aux exportations de capitaux (1).

---

(1) « Investissements étrangers en Belgique. » Rapport 1968. Bruxelles, Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie. Direction : Investissements étrangers ; 1969, 112 pp.

Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959 et du 14 juillet 1966

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1962	1963	1964	1965	1966 (a)	1967 (a)	1968	Total (b)
Mines et carrières	12	24	—	—	288	136	88	1 741
Energie	150	—	—	—	—	—	—	293
Métallurgie	4 589	1 839	17 753	1 914	2 206	606	4 896	58 903
Sidérurgie	*3 620*	*1 441*	*17 216*	*1 902*	*2 055*	*283*	*4 711*	*55 259*
Métaux non ferreux	*969*	*398*	*537*	*12*	*151*	*324*	*185*	*3 644*
Fabrications métalliques	1 731	7 830	1 426	11 362	5 463	7 220	5 293	49 256
Industries chimiques	4 838	1 424	4 747	2 191	5 840	16 322	14 694	58 544
Chimie proprement dite	*2 456*	*717*	*3 844*	*1 853*	*4 489*	*11 967*	*6 649*	*35 676*
Pétrole	*183*	—	*341*	—	—	*1 877*	*5 755*	*11 338*
Caoutchouc	*195*	*252*	*557*	*28*	—	*50*	*649*	*2 957*
Papier et impression	*2 004*	*454*	*5*	*309*	*258*	*2 428*	*1 641*	*8 573*
Industries du textile et de la confection	788	912	1 477	1 257	1 210	1 581	4 332	14 151
Industrie alimentaire	562	317	31	43	456	1 234	2 185	8 396
Industrie du bois	163	318	99	20	220	477	994	2 912
Matériaux de construction, etc.	563	1 429	125	1 097	744	2 313	4 497	12 468
Matériaux, verre	*521*	*1 429*	*125*	*1 097*	*683*	*2 076*	*3 784*	*11 156*
Industrie de la construction	*41*	—	—	—	*61*	*237*	*713*	*1 311*
Divers	585	455	24	205	406	1 164	2 276	5 861
dont :								
équipement des terrains par les pouvoirs publics	*181*	*44*	*24*	*143*	*96*	*574*	*1 266*	*2 386*
Total ...	**13 981**	**14 548**	**25 681**	**18 089**	**16 833**	**31 055**	**39 255**	**212 524**

(a) Données revisées.
(b) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus

(en milliers de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1964	1965	1966	1967	1968
Industrie métallique	1 482 720	10 363 549	1 184 450	855 200	1 837 900
Industrie chimique	5 984 355	5 994 466	2 897 010	9 988 000	4 888 210
Industrie textile	354 200	906 240	226 106	13 100	858 700
Autres industries	667 350	60 267	481 700	325 800	510 900
Total industrie	**8 488 625**	**17 324 522**	**4 789 256**	**11 182 100**	**8 095 710**
Total commerce	**325 342**	**268 539**	**373 963**	**283 841**	**699 639**
Total services	**261 947**	**413 523**	**578 757**	**1 477 144**	**1 107 852**
Total général ...	**9 075 914**	**18 006 584**	**5 741 976**	**12 943 085**	**9 903 201**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Société Nationale d'Investissement

Répartition sectorielle des décisions d'intervention exécutées de 1963 à fin juin 1968 (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ (b)	Montants	
	en millions de francs	en %
Agriculture, Sylviculture, pêche	12,8	0,71
Alimentation	140,1	7,77
Textile	213,2	11,82
Industrie de la fibre de verre	25,5	1,42
Bois, liège et plastique	39,7	2,20
Papier et imprimerie	220,7	12,24
Cuir	16,0	0,89
Industrie métallique de base	147,2	8,16
Fabrications métalliques	327,1	18,14
Industrie des produits minéraux (autres que des dérivés du pétrole et du charbon)	4,5	0,25
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon	14,6	0,81
Construction	34,5	1,91
Electricité, gaz, eau et vapeur	382,7	21,22
Services	199,6	11,07
Divers (c)	25,0	1,39
Total (d)	**1 803,2**	**100,0**

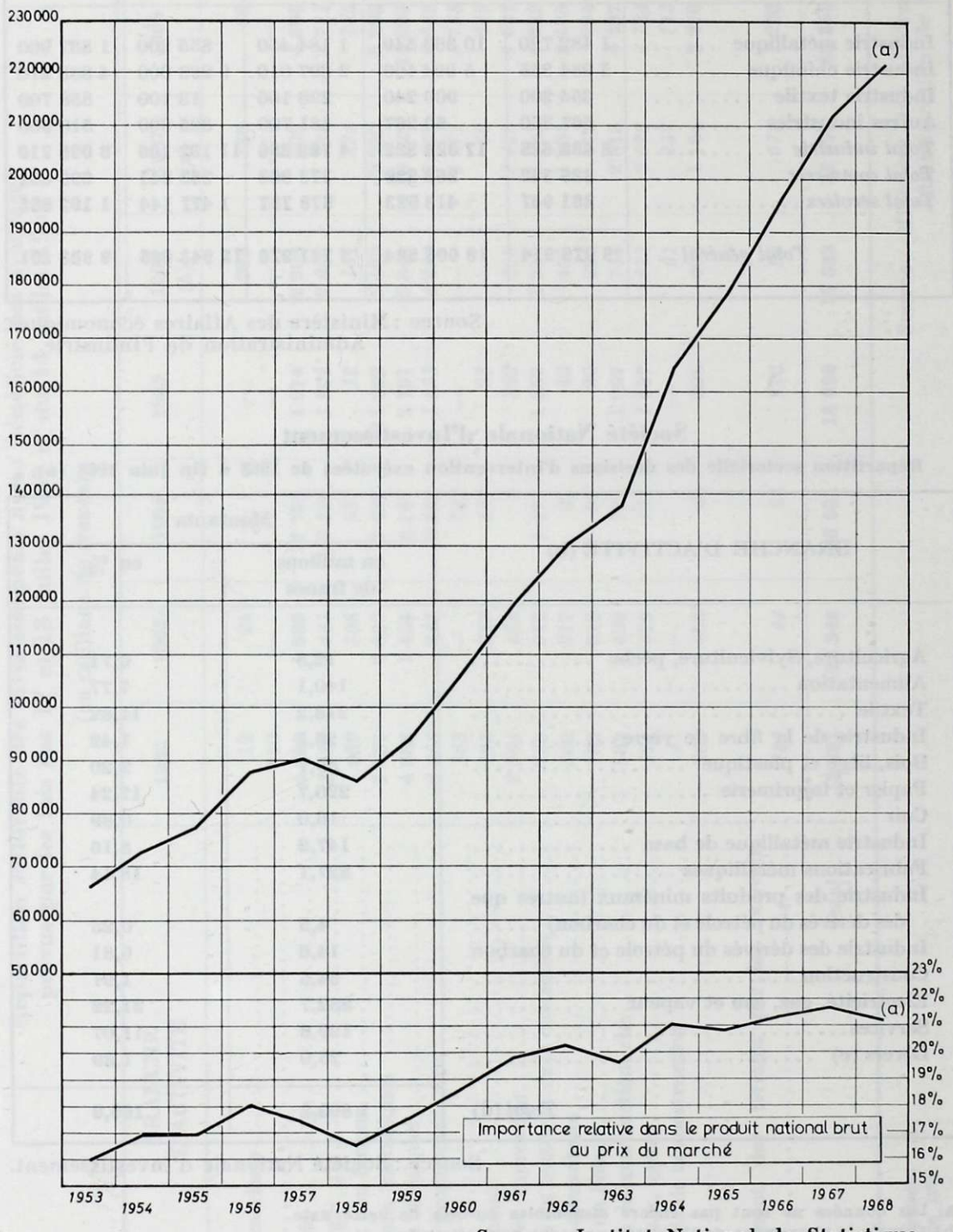
Source : Société Nationale d'Investissement.

(a) Les données ne sont pas encore disponibles au-delà de cette date.
(b) D'après le classement de l'Institut national de Statistique.
(c) Cette rubrique concerne des sociétés ayant des activités relevant de plusieurs rubriques.
(d) Somme initialement souscrite ou libérée indépendamment des fluctuations de valeur, des amortissements ou de la cession ultérieure de participations ou d'obligations convertibles.

Formation intérieure brute de capital

Défense nationale et variations de stocks exclues

(en millions de francs - à prix courants)



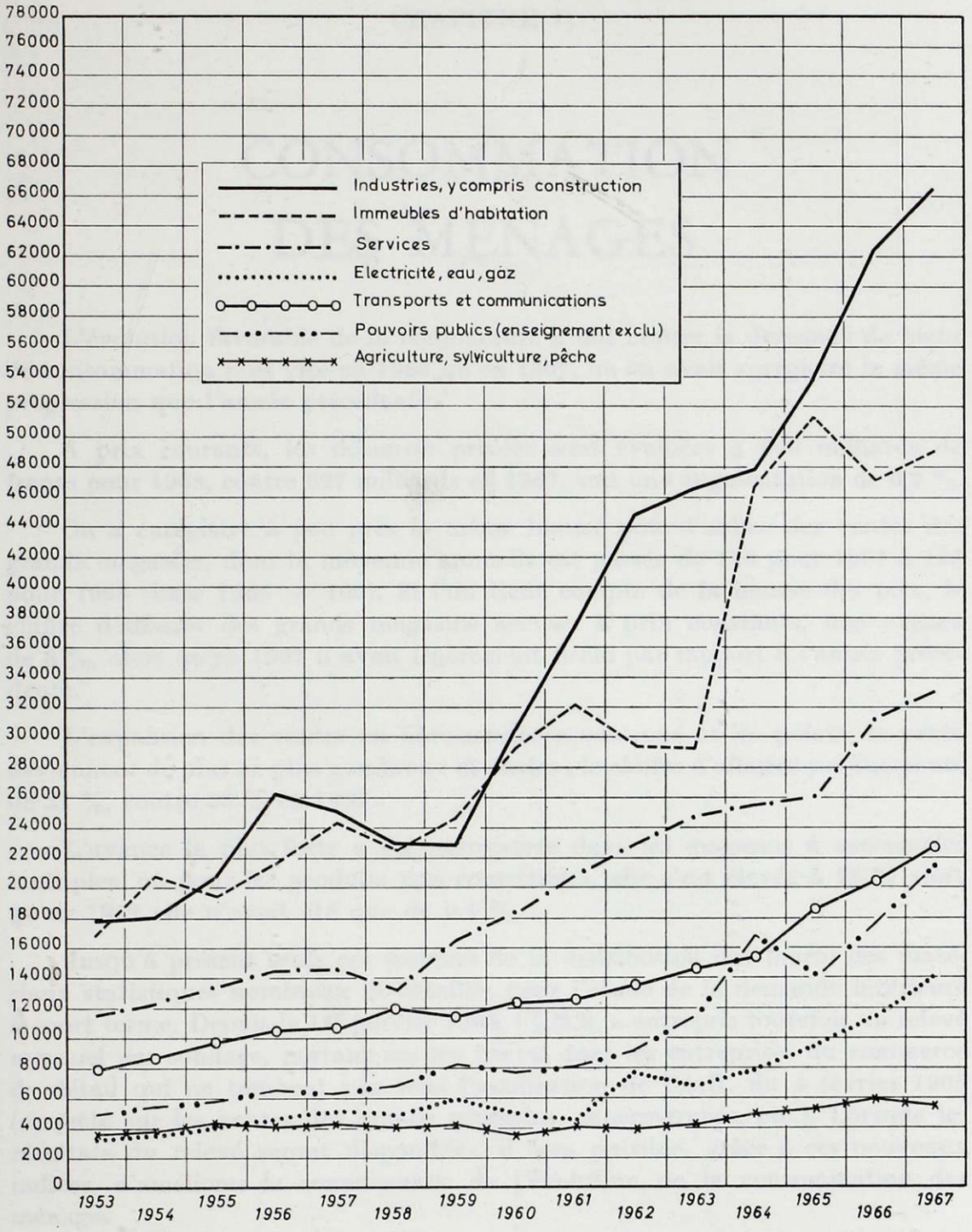
Source : Institut National de Statistique.

(a) Estimation pour 1968.

Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique (a)

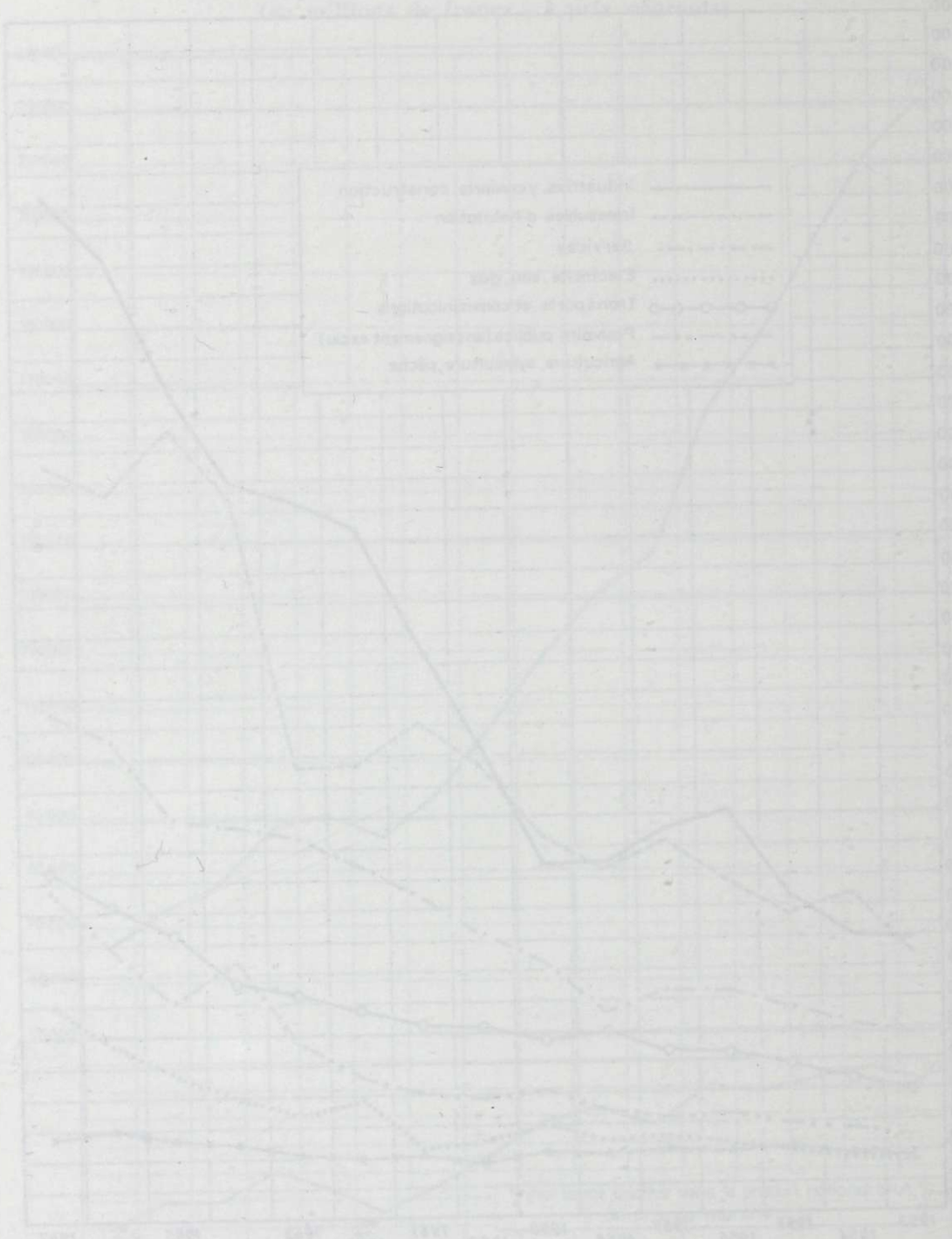
Défense nationale et variations de stocks exclues

(en millions de francs - à prix courants)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes les formes d'industrie ont été regroupées y compris celle de la construction, mais à l'exclusion de l'électricité, du gaz et de l'eau.
Les immeubles d'habitation sont considérés à part.
Les services regroupent la rubrique « Commerce, banques et assurances », ainsi que celles de l'« Enseignement » et des « Professions médicales et autres services aux ménages et aux entreprises ».
La rubrique « Service-Pouvoirs publics » intéressant en majeure partie les transports et communications, a été englobée dans ceux-ci.



CHAPITRE II

CONSOMMATION DES MÉNAGES

L'évolution favorable de la conjoncture a fait croître la demande de biens de consommation plus vite en 1968 qu'en 1967, où on avait enregistré la même progression que l'année précédente.

A prix courants, les dépenses privées sont évaluées à 666 milliards de francs pour 1968, contre 627 milliards en 1967, soit une augmentation de 6,2 %.

On a enregistré à peu près la même hausse pour l'indice des ventes des grands magasins, dont la moyenne annuelle est passée de 118 pour 1967 à 125 pour 1968 (base 1964 = 100). Si l'on tient compte de la hausse des prix, le chiffre d'affaires des grands magasins accuse, à prix constants, une avance de 3 %, alors qu'en 1967 il avait légèrement fléchi par rapport à l'année précédente.

L'expansion des ventes en libre-service a continué et les points de vente deviennent de plus en plus nombreux et vastes : le chiffre d'affaires y a augmenté de 21 %, contre 23 % en 1967.

L'avance la plus forte a été enregistrée dans les magasins à succursales multiples, où pour les produits non comestibles, elle s'est élevée à 25 % alors qu'en 1967 elle n'avait été que de 9,4 %.

Jusqu'à présent seuls ces secteurs de la distribution ont fourni des matériaux statistiques nombreux et détaillés pour l'étude de la demande intérieure à court terme. Depuis le 1er janvier 1968, l'I.N.S. a entrepris toutefois un relevé mensuel par sondage, portant sur les ventes dans les entreprises du commerce de détail qui ne tombent pas sous l'application de l'A.R. du 4 février 1965 (enquête sur les ventes des grands magasins, supermarchés, etc.). Lorsque les résultats du relevé seront disponibles, il sera possible, grâce à ces nouveaux indices, d'améliorer la connaissance de l'évolution de la consommation des ménages.

Par rubrique et d'après les statistiques des ventes des grands magasins, la consommation a présenté, en 1968, les caractéristiques suivantes ; les plus fortes augmentations des ventes ont été enregistrées dans les secteurs de la librairie (12 %), des articles de photographie et de cinématographie(13 %) ainsi que des jouets et articles de sport et de voyage (13 %). En articles de

ménage et articles pour fumeurs, les ventes ont progressé de plus de 8 % ; pour les articles de parfumerie et de toilette l'avance a été de 9 %. L'augmentation la plus faible est enregistrée pour les articles d'ameublement (3,6 %), le textile et l'habillement (4,5 %). La consommation de produits alimentaires n'a crû que de 4,8 %, contre 6 % en 1967. Cependant, l'augmentation de la consommation de viande — un des postes les plus lourds du budget familial — a été plus rapide en 1968 que l'année précédente. Compte tenu du solde des importations et des exportations, le nombre des abatages dans les abattoirs publics et privés permet d'évaluer la consommation intérieure de viande à 567 000 tonnes ; en 1967, elle s'était élevée à 536 000 tonnes, de sorte qu'en volume, l'augmentation atteint 5,7 %.

En 1968, les ventes de voitures neuves ont aussi progressé plus rapidement : elles ont enregistré une avance de 13 % alors qu'en 1967 cette avance n'avait été que de 3 % par rapport à l'année antérieure. Le parc automobile compte actuellement en Belgique une voiture pour 7 habitants.

Les ventes à tempérament et les emprunts personnels ont également connu une forte expansion. Pour ces derniers, le montant total du crédit accordé a augmenté de 18 % au premier semestre et de 29 % au second, par rapport aux périodes correspondantes de l'année 1967, au cours de laquelle ces taux auraient été respectivement de 11 % et 6 %. Le nombre des contrats conclus a augmenté de 11,6 % en 1968 et de 6 % en 1967. Cette expansion est due en partie aux mesures d'assouplissement prises par arrêté royal du 10 mai 1968 (« Moniteur belge » du 14 mai 1968).

La part des voitures dans l'ensemble des crédits accordés pour la vente à tempérament augmente encore d'année en année ; elle est passée de 43 % en 1966 à 44 % en 1967 et, en 1968, plus de 46 % de l'ensemble des crédits concernaient des voitures.

On constate d'autre part que les emprunteurs ont aussi mieux rempli leurs obligations : en 1967 le nombre des débiteurs qui dans le cours du second semestre étaient en retard de paiement d'au moins trois termes échus, avait atteint 3,3 % du nombre des contrats en cours ; en 1968 il ne représente plus que 2,9 % des contrats.

*
* *

Indices par secteur et par catégorie d'articles
(moyenne mensuelle 1964 = 100)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968
Grands magazins :			
Indice général	**115**	**118**	**125**
Alimentation	*116*	*123*	*129*
périssable	113	123	128
non périssable	116	121	128
restaurant	131	135	137
Textile et articles d'habillement	*111*	*110*	*115*
aunages	93	85	70
dessus hommes et garçonnets	130	131	146
dessus femmes, jeunes filles, fillettes	120	120	127
bonneterie, lingerie, chemiserie, chapellerie	109	110	115
mercerie, rubans, patrons	111	111	110
chaussures, pantoufles	106	105	110
articles divers de parure	102	100	102
Ameublement	*113*	*109*	*113*
textiles	111	107	112
meubles, lustrerie, ornementation	115	111	113
Ménage	*118*	*120*	*130*
articles de ménage	117	124	127
appareils ménagers et électroménagers	120	118	132
Tabacs, articles pour fumeurs	*125*	*147*	*160*
Librairie, papeterie, photographie, etc.	*122*	*128*	*137*
librairie	126	133	149
papeterie	117	121	125
articles de photographie et de cinématographie	156	177	200
Parfumerie, toilette	*123*	*130*	*142*
Jeux, jouets, sports, voyages	*119*	*124*	*140*
Ventes en libre service :			
Indice général	**146**	**178**	**216**
Ventes en supermarchés	*143*	*171*	*207*
alimentation périssable	143	171	210
alimentation non périssable et produits divers	143	171	204
Autres ventes en libre service des grandes entreprises de distribution	*156*	*197*	*258*
Coopératives de consommation :			
Indice général	**112**	**115**	**118**
Boulangerie	*102*	*108*	*110*
Alimentation (sauf boulangerie)	*113*	*115*	*115*
Habillement	*99*	*101*	*102*
Ameublement	*101*	*94*	*102*
Articles de ménage	*112*	*133*	*145*
Tabacs	*122*	*125*	*127*
Librairie-papeterie	*66*	*65*	*68*
Parfumerie, articles de luxe	*117*	*124*	*125*
Restaurant, tea-room	*102*	*110*	*112*
Divers	*132*	*137*	*154*
Entreprises à succursales :			
Alimentation générale	*134*	*156*	*194*
Produits non alimentaires	*117*	*128*	*160*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Calculées sur base des données établies par certaines entreprises de commerce de détail (voir : Arrêté royal du 4 février 1965, *Moniteur belge* du 3 mars 1965).

Ventes à la consommation en 1968

(moyenne mensuelle 1964 = 100)

MOIS	Grands magasins	Coopératives	Entreprises à succursales (alimentation)
Janvier	106	119	172
Février	103	112	173
Mars	118	121	194
Avril	122	116	184
Mai	124	123	194
Juin	120	115	186
Juillet	125	109	183
Août	117	115	200
Septembre	116	108	182
Octobre	127	116	203
Novembre	147	120	207
Décembre	171	140	250

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à la consommation en 1968

Produits alimentaires (a)

(mois correspondant de 1967 = 100)

MOIS	Indices mensuels des ventes à la consommation			Indices des prix de détail en alimentation	Indices mensuels corrigés par l'indice des prix de détail		
	Grands magasins (b)	Coopératives	Entreprises à succursales		Grands magasins	Coopératives	Entreprises à succursales
Janvier	105	96	119	104	101	92	114
Février	109	103	124	104	105	99	119
Mars	103	103	125	103	100	100	121
Avril	102	100	120	104	98	96	115
Mai	109	103	127	104	105	99	122
Juin	95	86	109	104	91	83	105
Juillet	108	102	127	104	104	98	122
Août	111	106	136	104	107	102	131
Septembre	95	94	117	105	90	90	111
Octobre	109	102	133	105	104	97	127
Novembre	110	105	134	105	105	100	128
Décembre	101	99	125	106	95	93	118

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Non compris la boulangerie.
(b) Y compris leurs restaurants.

Ventes à tempérament

Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises

NATURE DES MARCHANDISES	Nombre de contrats			Crédits accordés					
				En millions de francs			%		
	1966	1967	1968	1966	1967	1968	1966	1967	1968
Camions et camionnettes, autobus, matériel de transport lourd	9 869	10 618	9 989	1 350	1 424	1 301	9,5	9,3	7,4
Matériel agricole et tracteurs agricoles.	4 624	3 894	4 167	342	371	417	2,4	2,4	2,4
Autos pour le transport de personnes, excepté autobus	129 091	139 043	157 997	6 081	6 714	8 112	42,9	43,9	46,1
Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	17 039	15 715	19 057	114	108	149	0,8	0,7	0,9
Textiles, fourrures, vêtements	724 612	587 638	639 810	653	659	790	4,6	4,3	4,5
Livres	51 731	51 186	76 084	171	163	249	1,2	1,1	1,4
Equipement professionnel autre que les articles repris aux rubriques antérieures (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	16 040	15 082	16 803	1 426	1 531	1 626	10,1	10,0	9,2
Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	751 164	720 904	784 146	3 956	4 240	4 876	27,9	27,8	27,7
Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)	7 053	9 200	9 448	87	68	69	0,6	0,5	0,4
Total ...	**1 711 223**	**1 553 280**	**1 717 501**	**14 180**	**15 278**	**17 589**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament

Crédits annuels accordés

SYSTÈME DE FINANCEMENT	1967			1968		
	Nombre	Montant		Nombre	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Financement direct par les vendeurs	921 490	7 680	42	992 486	8 944	41
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	128 889	4 840	26	155 519	6 159	28
— d'organismes de financement ou de particuliers	492 550	5 923	32	522 116	6 676	31
Total ...	**1 542 929**	**18 443**	**100**	**1 670 121**	**21 779**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament

Retards de paiement de trois termes échus et plus

SYSTÈME DE FINANCEMENT	Nombre de contrats en cours au 30 juin		Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du 2e semestre			
			1967		1968	
	1967	1968	Nombre	%	Nombre	%
Financement direct par les vendeurs	891 208	1 022 808	34 638	66	30 869	64
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	135 931	141 947	1 405	3	1 578	3
— d'organismes de financement ou de particuliers	549 247	490 575	16 635	31	16 143	33
Total ...	**1 576 386**	**1 655 330**	**52 678**	**100**	**48 590**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

Prêts personnels

Crédits accordés par semestre

SYSTÈME DE FINANCEMENT	2e semestre 1967			1er semestre 1968			2e semestre 1968		
	Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Banques	31 512	1 014	37	36 565	1 231	38	43 355	1 501	42
Organismes de financements et particuliers ...	69 489	1 732	63	73 624	1 972	62	74 072	2 043	58
Total ...	**101 001**	**2 746**	**100**	**110 189**	**3 203**	**100**	**117 427**	**3 544**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

Prêts personnels financés par les banques, organismes de financement et particuliers

Répartition d'après le nombre de contrats et la valeur pendant le deuxième semestre

TERME	Nombre de contrats							
	jusque 5 000 F		de 5 001 à 10 000 F		de 10 001 à 35 000 F		de 35 001 à 150 000 F	
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
jusqu'à 6 mois	547	617	600	722	910	1 217	408	530
de 7 à 12 mois	2 356	2 002	12 504	7 125	9 031	10 757	2 241	3 281
de 13 à 24 mois	325	443	541	6 187	51 573	57 291	14 743	8 569
25 mois et plus	42	28	101	47	638	597	4 441	18 014
Total ...	**3 270**	**3 090**	**13 746**	**14 081**	**62 152**	**69 862**	**21 833**	**30 394**

Source : Institut National de Statistique.

SIXIEME PARTIE

RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

CHAPITRE PREMIER

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

SECTION I. – POLITIQUE COMMERCIALE

Structurellement et traditionnellement l'économie belge écoule à l'étranger une part importante de sa production. Aujourd'hui comme par le passé, la politique commerciale est ainsi axée sur la circulation aussi libre que possible des biens et des services, ce qui dans un climat de vive concurrence implique une utilisation optimale des facteurs de production, la recherche des meilleurs taux de croissance et un effort permanent d'expansion.

Les exportations belges sont néanmoins surtout orientées vers les autres pays industrialisés : les partenaires de la C.E.E. (64 %), la Grande-Bretagne et les Etats-Unis (78,1 % au total). Ceci pose un problème de dépendance et de répartition des risques.

Les autorités belges ont été attentives à cette situation ; c'est ainsi qu'elles sont intervenues à plusieurs reprises auprès des autorités sud-africaines pour préserver les exportations belges de verre, de textiles et d'engrais des mesures de restriction à l'importation.

Un accord a été conclu avec l'Espagne et la Grèce, en ce qui concerne les importations en Belgique de filés de coton. Un arrangement a été conclu avec le Japon, pour l'importation des parapluies japonais dans le Benelux.

D'autre part, des efforts ont été faits en vue d'intensifier les échanges commerciaux avec les pays à commerce d'Etat. Il a été procédé à une libéralisation autonome des importations du Benelux à l'égard de ces pays après que des conditions basées sur des normes bien précises eussent été fixées. Des accords commerciaux Benelux ont été signés avec la Roumanie et la Bulgarie. Le Benelux a un accord commercial avec tous les pays à commerce d'Etat, l'Union Soviétique exceptée. Un traité de coopération industrielle et technique a été conclu entre l'U.E.B.L. et la Roumanie. Des arrangements semblables existent avec la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Yougoslavie.

La promotion des exportations vers les pays en voie de développement a également retenu l'attention. Des négociations ont été entreprises en vue de

limiter les dommages subis par les exportateurs belges de ciment à la suite des mesures restrictives prises par le Liberia, le Congo (Brazzaville) et le Cameroun. Une solution a pu être trouvée au problème de la procédure d'octroi de licences d'importation au Chili et au Mexique.

Des accords ont été conclus avec l'Inde et le Pakistan en vue de limiter les importations de certains produits de l'industrie cotonnière dans les pays du Benelux.

La Belgique a été cosignataire des accords d'octobre 1968 concernant la consolidation de la dette extérieure du Pérou, du Ghana et de la Guinée.

Des accords bancaires privés ont été conclus avec l'Argentine et le Chili. Enfin, diverses conventions internationales sur les matières premières sont entrées en vigueur. Il en est ainsi du nouvel accord sur le café, le 1er octobre 1968 et de l'accord sur le froment, le 1er juillet 1968.

Le nouvel accord sur le sucre n'a pas été signé par la C.E.E., le contingent prévu pour la Communauté étant jugé insuffisant.

En vue de favoriser l'exportation de biens d'équipement, des mesures ont été prises pour accélérer la procédure d'octroi des allocations d'intérêts lors de leur financement.

Cependant, un certain nombre de problèmes se posent toujours en ce qui concerne tant la promotion générale des exportations que leur dispersion et leur diversification. Parmi ces problèmes figurent le financement des exportations et la couverture des risques, ainsi qu'une plus longue participation des petites et moyennes entreprises au commerce d'exportation.

Un Comité permanent pour la Promotion des Exportations a été créé, sur proposition du Ministre du Commerce extérieur, par décisions des 6 et 16 décembre 1968 du Comité ministériel de la Politique extérieure. La tâche de ce comité est triple :

— élaborer une politique d'exportation efficace, formant un tout cohérent ;
— assurer la coordination interne entre les départements intéressés à la mise en œuvre de cette politique d'exportation ;
— agir comme centre de concertation à l'égard du secteur privé, en ce qui concerne les problèmes d'exportation.

Le Comité va s'occuper prioritairement du problème de la garantie des investissements belges à l'étranger.

SECTION II. — ÉVOLUTION GÉNÉRALE DU COMMERCE SPÉCIAL

§ 1. — EXPORTATIONS

Pendant la période de 1961 à 1968, les exportations de l'U.E.B.L. ont enregistré une augmentation moyenne de 11 % l'an ; pour les biens de consommation le rythme de progression fut plus élevé (+ 17,4 %), mais il fut moindre

pour les biens d'investissement (10,6 %) et les « matières premières et produits mi-finis » (9,5 %), tandis que les exportations de produits agricoles ont accusé la progression annuelle moyenne la plus basse (7,5 %). L'augmentation du groupe des produits de consommation doit être attribuée en ordre principal à la progression rapide des exportations de biens de consommation durables (18,9 %) et de produits alimentaires (18 %) ; les exportations de biens de consommation durables ont été influencées principalement par des livraisons accrues de voitures de tourisme. Pour les biens d'investissement, la progression résulte surtout d'un accroissement des exportations d'appareils scientifiques et médicaux (12,4 %) ainsi que du groupe « moteurs et investissements fixes ».

L'analyse de l'évolution géographique fait ressortir que les livraisons à destination des pays de la C.E.E. ont connu l'accroissement moyen annuel le plus élevé (14,1 %). Les taux d'accroissement vers la France (19,3 %) et vers l'Allemagne (16 %) ont dépassé celui à destination des Pays-Bas (9,3 %) ; ce dernier pays n'est resté que de justesse le premier client de la Belgique en 1968.

Contrairement à ce qui s'est produit pour les pays de la C.E.E., l'accroissement moyen annuel de nos exportations à destination des pays de l'A.E.L.E. a été très modeste (+ 4,9 %). Cette remarque vaut surtout pour les pays scandinaves ; mais l'on constate même un recul des exportations vers le Portugal. La progression la plus sensible parmi les pays du groupe considéré a été enregistrée à destination de la Grande-Bretagne et de l'Autriche, avec un pourcentage annuel moyen respectivement de 8,1 % et de 7,9 %. Dans l'ensemble, le niveau d'augmentation est inférieur à celui qui a été atteint pour les pays d'Europe orientale, l'Amérique, l'Afrique et même l'Asie. L'accroissement à destination de l'Europe orientale et du reste de l'Europe s'est élevé respectivement à une moyenne annuelle de 6,6 % et de 7,6 %. L'expansion des exportations à destination des Etats-Unis s'est révélée très satisfaisante (11,4 %), encore que cette évolution favorable moyenne soit due surtout aux résultats de 1968. L'augmentation moyenne annuelle vers le Canada et l'Amérique latine a été très faible et n'a accusé respectivement que 2,5 % et 1,3 %. En revanche, les pays africains en voie de développement ont constitué un débouché de plus en plus intéressant, puisque les livraisons de l'U.E.B.L. s'y sont accrues annuellement de 10,5 %. Les difficultés qu'a connues la République démocratique du Congo (Kinshasa), après son indépendance, n'ont pas empêché les exportations de l'U.E.B.L. vers cette destination d'augmenter annuellement de 7,8 %. Le développement pris par les exportations vers les pays d'Extrême-Orient et en particulier vers la Chine, le Japon et Hong-Kong a été assez modeste, mais néanmoins réel : l'augmentation vers ces pays a été respectivement de 10 %, de 16,4 % et de 10,8 %.

Pendant cette période, la structure des exportations de l'U.E.B.L. s'est légèrement modifiée. C'est ainsi que la part relative des matières premières et des produits mi-finis a diminué de 64 % à 58 %. Ce recul a été enregistré pour toutes les subdivisions de ce groupe, mais il a été le plus accusé pour les produits mi-finis. En revanche, la part des biens de consommation dans les exportations totales s'est accrue de 16,8 % en 1961 à 24,9 % en 1968. Ce sont surtout les biens de consommation durables qui ont gagné en importance

(passant de 9,8 % en 1961 à 15,8 % en 1968) ; la part des produits alimentaires s'est également élargie. Par contre celle des biens d'investissement dans les exportations totales a accusé un léger recul (passant de 12,8 % en 1961 à 12,4 % en 1968). Au total, la structure des exportations est légèrement plus favorable, mais les ventes belges à l'étranger restent encore trop fortement axées sur les produits mi-finis. L'évolution récente découle des changements intervenus dans la structure de la production, qui résulte elle-même des investissements étrangers.

La diversification dans la structure des exportations de l'U.E.B.L. n'a cependant pas conduit à une répartition géographique plus étendue : au contraire, la tendance à une concentration géographique plus poussée, qui s'est manifestée après la seconde guerre mondiale, a continué à prévaloir. En effet, pendant la période considérée, la part des pays de la C.E.E. a augmenté de 53,2 % en 1961 à 64,3 % en 1968 ; dans ce montant, les Pays-Bas, la France et l'Allemagne occidentale interviennent à eux seuls pour 60 % contre quelque 50 % en 1961. La part des autres destinations telles l'A.E.L.E., les pays d'Europe orientale, l'Amérique et l'Afrique, est en baisse ; la part des Etats-Unis, grâce au niveau élevé des exportations pendant l'année 1968, s'est par contre accrue (9,2 % en 1961 et 9,8 % en 1968).

Dans un pays, comme la Belgique, dont l'exportation représente quelque 40 % du produit national brut, il convient d'être attentif à la fois à l'évolution des exportations et à leur répartition géographique et sectorielle. Un degré trop élevé de concentration sur certaines catégories de produits ou vers certains pays rendrait les exportations trop étroitement dépendantes de l'évolution économique de ces secteurs ou pays, c'est-à-dire qu'il augmenterait encore la sensibilité de l'intérêt économique belge aux variations de la conjoncture. Il conviendrait donc que la politique à moyen terme du commerce extérieur vise à maintenir une diversification aussi large que possible des débouchés extérieurs tant sur le plan sectoriel que géographique.

En 1968, après un ralentissement du rythme d'expansion des exportations pendant trois années consécutives, une amélioration marquée s'est manifestée. D'après les statistiques douanières, la valeur des marchandises exportées par l'U.E.B.L. a atteint 408,2 milliards de francs, soit une augmentation de 16,1 % par rapport à l'année antérieure. Dans cette évolution des exportations apparaissent deux phases. Jusqu'au début de l'été, c'est surtout l'accroissement rapide de la demande en provenance de quelques pays industriels qui a exercé une impulsion déterminante à la suite de l'amélioration de la conjoncture en Allemagne occidentale, de la grève dans l'industrie du cuivre aux Etats-Unis et les menaces de grève dans l'industrie sidérurgique, ainsi que des achats anticipatifs du Royaume-Uni à l'annonce de mesures restrictives. Au second semestre 1968, lorsque ces éléments accidentels ont cessé de jouer, les exportations ont été stimulées par l'évolution conjoncturelle favorable dans les pays voisins. C'est vers les partenaires de la C.E.E. que l'accroissement fut le plus important (18,6 % par rapport à l'année antérieure) ; vers les pays de l'A.E.L.E. il fut moindre (8,1 %) et une diminution a même été enregistrée à destination des autres pays de l'Europe. Parmi les pays de la C.E.E., l'Allemagne occidentale

a accusé l'augmentation la plus sensible (22,7 %) ; en dépit des difficultés qu'a connues la France au cours des mois de mai et de juin et les mesures de protection prises par ce pays, les exportations de l'U.E.B.L. s'y sont développées à raison de 21,7 %. Par contre, le développement des exportations vers les Pays-Bas et l'Italie a été moins prononcé (respectivement 13,9 % et 9,8 %).

L'accroissement des exportations vers le Royaume-Uni a dépassé encore celui de l'année antérieure (7,3 % en 1968 contre 3,5 % en 1967) ; cette évolution s'est surtout manifestée pendant les premiers mois de l'année. Si on excepte le Danemark, les exportations ont aussi progressé à destination des pays scandinaves, de même que vers la Suisse, tandis qu'elles ont sensiblement diminué vers le Portugal (22,7 %). Les achats des Etats-Unis ont progressé surtout à la suite de la grève dans l'industrie du cuivre et des menaces de grève dans la sidérurgie, déjà signalées ci-avant. Enfin parmi les pays industriels extra-européens ayant fait l'objet d'exportations accrues, figure l'Afrique du Sud (18,3 %), alors que les pays industrialisés d'Extrême-Orient tels le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont diminué leurs achats en U.E.B.L. pendant l'année 1968.

Les exportations à destination des pays en voie de développement (13,6 %) ont connu une progression moindre que celles vers les pays industrialisés (16,3 %). L'expansion a été notable surtout vers les pays en voie de développement d'Afrique (16,5 %). Après le recul de l'année antérieure, les exportations vers la République démocratique du Congo (Kinshasa) ont bénéficié à nouveau d'une augmentation considérable (36,6 %).

L'analyse des variations par catégories de marchandises fait apparaître que par rapport à 1967, les exportations de produits énergétiques et de combustibles ont enregistré le pourcentage d'augmentation le plus élevé. L'augmentation a été plus considérable pour les matières premières et les produits demi-finis (17,1 %) que pour les produits de consommation (16 %) et les biens d'investissement (9,7 %). Pour les biens de consommation cet accroissement provient surtout des biens de consommation durables. Celui des biens d'investissements est attribué, en ordre principal, au gonflement des postes « moteurs et investissements fixes » et « autres investissements ».

De façon générale la progression pour les matières premières et les produits mi-finis s'est, par rapport à 1967, concentrée sur les pays industriels tels que les pays partenaires de la C.E.E. et les Etats-Unis. Par contre, l'augmentation des exportations de biens de consommation s'est répartie de manière plus égale entre les différents groupes de pays et continents. L'accroissement des exportations de biens d'investissement a été le plus élevé vers l'Amérique, l'Afrique et l'Asie.

Vers l'Allemagne occidentale, ce sont les exportations de matières premières et de produits mi-finis qui ont le plus progressé (34,6 %). Vers la France ce sont les articles de consommation (32,5 %) et en particulier de consommation durables (50,9 %) en dépit des restrictions imposées à l'importation de voitures. Les exportations vers l'Italie se sont comportées différemment : l'accroissement des livraisons a été très modéré pour les matières premières et les produits

mi-ouvrés mais s'est plutôt concentré sur les biens de consommation — surtout durables — et les biens d'investissement. A destination de la Grande-Bretagne, le pourcentage des livraisons de produits énergétiques et de combustibles s'est fortement relevé ; l'augmentation a été plus modeste pour les matières premières et les produits mi-finis. A destination des Etats-Unis, outre la forte progression mentionnée plus haut en matière d'exportation de matières premières et de produits mi-finis, il faut relever un accroissement important des ventes de biens de consommation durables et de matériel de transport.

L'accroissement des exportations de biens d'investissement vers les pays d'Asie et d'Afrique a été satisfaisant.

§ 2. — IMPORTATIONS

Pendant la période 1961-1968, les importations ont augmenté en moyenne de 10,2 % par an contre 11 % pour les exportations. Les importations de matières premières, de demi-produits et de biens d'investissement présentent globalement une croissance annuelle sensiblement parallèle à celle des exportations des mêmes produits. Toutefois, certaines différences apparaissent dans le détail ; c'est ainsi que l'augmentation des importations de produits agricoles, de demi-produits et de biens de consommation non comestibles est plus élevée que l'augmentation de leurs exportations.

Pour les biens d'investissement, la croissance des exportations dépasse celle des importations dans les postes : « moteurs, biens d'investissement fixes et matériel de transport » tandis qu'une tendance contraire se manifeste dans les appareils scientifiques et médicaux et dans le poste « autres biens d'investissement ». L'évolution plus rapide des exportations a contribué à l'amélioration du coefficient de couverture, lequel, après être descendu de 1958 à 1964 presque à 93,7 % est remonté à 98 % en 1968.

Quant à la répartition géographique il apparaît que les importations en provenance des pays C.E.E. ont augmenté moins vite que les exportations vers ces pays.

L'accroissement annuel moyen a été de 11,5 %. Pour l'Allemagne de l'Ouest, principal fournisseur de l'U.E.B.L., le pourcentage d'augmentation annuel des importations a été moins fort que pour l'Italie (17,5 % pour l'Italie contre 12,6 % pour l'Allemagne occidentale) ; pour la France et les Pays-Bas, il s'est élevé respectivement à 10,8 % et à 9,5 %.

Contrairement aux exportations, les importations en provenance des pays de l'A.E.L.E. ont connu une évolution très rapide. C'est surtout l'augmentation des importations du Danemark, de Norvège et du Portugal qui a été très forte. Pour le Royaume-Uni, la Suisse et la Suède, l'accroissement des importations a aussi dépassé celui des exportations. Il n'y a que l'Autriche qui constitue une exception. Les importations en provenance des pays de l'Est se sont aussi accrues plus fortement que les exportations vers ces pays. Pour les Etats-Unis, c'est à cause de l'augmentation exceptionnelle des exportations que la balance a été positive en 1968. Une orientation contraire s'est manifestée pour le Canada, le Japon et Hong-Kong.

Le pourcentage annuel moyen d'augmentation des importations en provenance des pays industrialisés a été de 10,4 % ; pour les pays en voie de développement, il a atteint 9,3 %. La progression des importations en provenance des pays en voie de développement d'Afrique (à l'exclusion de la République démocratique du Congo-Kinshasa) a atteint 11,9 % contre 11,3 % pour l'Asie et 8,7 % pour l'Amérique Latine.

La part importante prise par les demi-produits dans le P.N.B. et dans les exportations, explique le pourcentage élevé des matières premières et des matières similaires dans les importations de l'U.E.B.L. La composition des importations a toutefois subi une légère modification à la suite des changements intervenus dans la structure de l'activité industrielle ; c'est ainsi que la part des matières premières et demi-produits s'est abaissée de 59,4 % en 1961 à 56,4 % en 1968, tandis que l'importance relative des combustibles et produits énergétiques est demeurée constante et que la part des biens de consommation s'est élevée de 17,1 % en 1961 à 20,2 % en 1968.

On constate également des changements dans la ventilation géographique des importations mais ils sont moins marqués que pour les exportations. La part des pays C.E.E. est passée de 50,5 % en 1961 à 54,9 % en 1968 ; c'est surtout l'Allemagne occidentale qui a amélioré sa participation dans les importations de l'U.E.B.L. (17,8 % en 1961 et 20,7 % en 1968).

Par contre le pourcentage des pays de l'A.E.L.E. est tombé de 13,9 % en 1961 à 12,2 % en 1968 ; il y a aussi une diminution pour le Royaume-Uni (7,5 % en 1961 contre 7,2 % en 1968) tandis qu'on note une augmentation pour la Suède et la Suisse.

La part des pays d'Europe orientale a légèrement reculé ainsi que celle des pays d'Afrique et d'Amérique à l'encontre de la quote-part des pays d'Asie en voie de développement et du Japon.

En 1968, parmi les marchandises dont les importations se sont le plus accrues, il faut retenir en premier lieu les matières premières et les demi-produits (19 %), puis les biens de consommation (12,1 %), tandis que l'augmentation des importations de biens d'investissement n'a pas dépassé 2,8 %.

Malgré la dévaluation, les importations de biens de consommation en provenance du Royaume-Uni ont diminué de 2,6 %, tandis que celles en provenance des autres pays de l'A.E.L.E. et des U.S.A. sont restées pratiquement inchangées.

Les importations de biens d'investissement originaires de l'ensemble des pays C.E.E. sont restées à peu près stables ; seule l'Allemagne occidentale a importé davantage en U.E.B.L. (+ 6,3 %). La dévaluation de la livre paraît avoir influencé les exportations de biens d'équipement britanniques vers l'U.E.B.L. ; elles ont progressé de 12,9 %. Pour les Etats-Unis, l'avance est de 11,5 %.

Pour l'ensemble des marchandises importées une analyse de la répartition géographique des augmentations en 1968 fait apparaître que les importations en provenance de l'A.E.L.E. se sont accrues plus fortement que celles des pays

C.E.E. (15,1 % contre 14,2 %). Parmi les pays de la C.E.E., l'augmentation a été la plus grande pour la France (18,5 %), suivie par l'Allemagne (13,6 %) et les Pays-Bas (12,1 %). Pour les pays de l'A.E.L.E. ce sont l'Autriche et le Royaume-Uni qui montrent la plus forte augmentation avec, respectivement, 21 % et 19,8 %. Après la stagnation de l'année précédente, les importations des pays d'Europe orientale ont marqué une augmentation de 11 %. Les importations originaires de la République démocratique du Congo (Kinshasa) se sont fortement accrues (27,2 %) après la diminution constatée l'année précédente.

L'accroissement des importations en provenance des Etats-Unis et du Canada a été fort élevé et a atteint respectivement 16,4 % et 18,6 %.

§ 3. — BALANCE COMMERCIALE

Après l'amélioration constatée en 1967, une légère aggravation s'est produite et le déficit s'est élevé à 8,5 milliards de francs.

Une nouvelle fois, la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec les pays de la Communauté économique européenne a connu une très sensible amélioration. L'excédent qui s'élevait en 1967 à 22,1 milliards est monté à 33,7 milliards, surtout grâce au boni considérable vis-à-vis des Pays-Bas et, dans une moindre mesure, vis-à-vis de la France. Comme les années précédentes, la balance commerciale avec l'Allemagne et l'Italie est restée déficitaire.

Par contre elle s'est détériorée vis-à-vis des pays de l'A.E.L.E. ; le déficit a atteint 6,8 milliards contre 3,3 milliards en 1967. Ceci est dû à l'importance du déficit considérable à l'égard du Royaume-Uni et de la Suède ; tandis que la balance a été positive avec les autres pays de l'A.E.L.E. Après le résultat favorable de l'année précédente, la balance avec les pays d'Europe orientale a accusé un solde négatif.

La balance commerciale avec les Etats-Unis a de nouveau été favorable et le solde positif a atteint 4,1 milliards de francs ; le résultat des échanges commerciaux avec le Canada est resté défavorable. L'on enregistre un solde déficitaire important vis-à-vis des pays d'Amérique du Sud, ce qui fait qu'au total pour le continent américain le déficit s'est élevé à 8,4 milliards de francs. Avec l'Asie et l'Océanie la balance a de nouveau été défavorable.

★

★ ★

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Commerce spécial

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)		Solde (en millions de francs)	Coefficient de couverture (pourcentage)
	Importations	Exportations	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)		
1959 Moyenne mensuelle	4 943	2 445	14 385	13 778	— 607	95,8
1960 Moyenne mensuelle	5 281	2 695	16 539	15 797	— 742	95,5
1961 Moyenne mensuelle	5 477	2 818	17 597	16 375	— 1 222	93,1
1962 Moyenne mensuelle	5 799	3 083	19 036	18 051	— 985	94,8
1963 Moyenne mensuelle	6 311	3 443	21 368	20 168	— 1 200	94,4
1964 Moyenne mensuelle	7 003	3 868	24 914	23 336	— 1 578	93,7
1965 Moyenne mensuelle	7 347	4 025	27 070	26 590	— 480	98,2
1966 Moyenne mensuelle	7 503	3 794	29 892	28 454	— 1 438	95,2
1967 Moyenne mensuelle	7 714	4 006	29 900	29 302	— 598	98,0
1968 Moyenne mensuelle	9 010	4 609	34 722	34 017	— 705	98,0
1967 Janvier	7 539	3 809	29 496	30 396	+ 900	103,1
Février	6 780	3 573	27 272	28 521	+ 1 249	104,6
Mars	8 554	3 672	31 375	30 354	— 1 021	96,7
Avril.....	6 857	4 129	28 702	29 942	+ 1 240	104,3
Mai	8 060	4 116	30 328	29 305	— 1 023	96,6
Juin	7 942	4 191	32 702	29 765	— 2 937	91,0
Juillet	5 966	3 792	23 105	26 179	+ 3 074	113,3
Août	7 801	3 955	29 906	22 819	— 7 087	76,3
Septembre	6 431	3 636	25 730	26 434	+ 704	102,7
Octobre	7 897	5 010	31 905	34 851	+ 2 946	109,2
Novembre	10 521	4 007	34 611	30 836	— 3 775	89,1
Décembre	7 956	4 077	32 596	32 154	— 442	98,6
Total (a) ...	92 573	48 068	358 795	351 621	— 7 174	98,0
1968 Janvier	7 919	3 654	31 072	31 167	+ 95	100,3
Février	8 830	4 320	35 076	33 514	— 1 562	95,6
Mars	9 190	4 433	35 313	35 010	— 303	99,1
Avril.....	8 608	4 706	32 264	35 023	+ 2 759	108,6
Mai	8 732	4 408	35 165	33 142	— 2 023	94,3
Juin	8 121	4 275	30 884	31 434	+ 550	101,8
Juillet	8 418	4 757	31 259	34 330	+ 3 071	109,8
Août	8 999	4 571	31 889	27 479	— 4 410	86,2
Septembre	9 501	4 912	33 524	33 741	+ 217	100,7
Octobre	10 394	5 701	40 833	39 634	— 1 199	97,1
Novembre	9 420	4 714	35 382	35 080	— 302	99,2
Décembre	9 319	4 753	37 066	37 939	+ 873	102,4
Total (a) ...	108 121	55 303	416 670	408 200	— 8 470	98,0

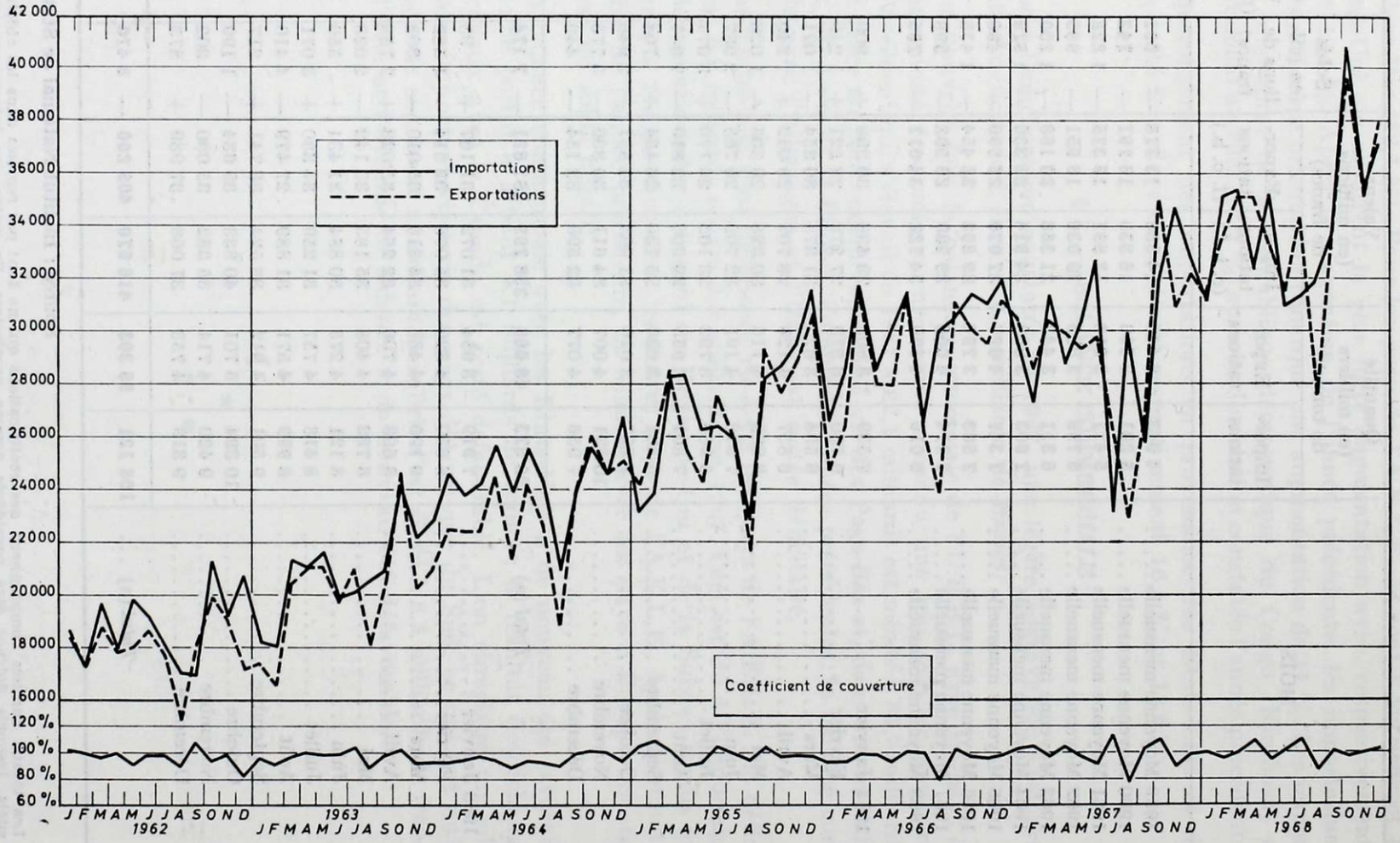
Source : Institut National de Statistique.

(a) Les totaux annuels comprennent des rectifications qui ne sont pas reprises dans les chiffres mensuels, lesquels doivent être considérés comme provisoires. En outre, les totaux annuels et les moyennes mensuelles correspondantes ne comprennent pas toutes les rectifications qui sont ultérieurement apportées aux chiffres provisoires de chaque année.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(en millions de francs)

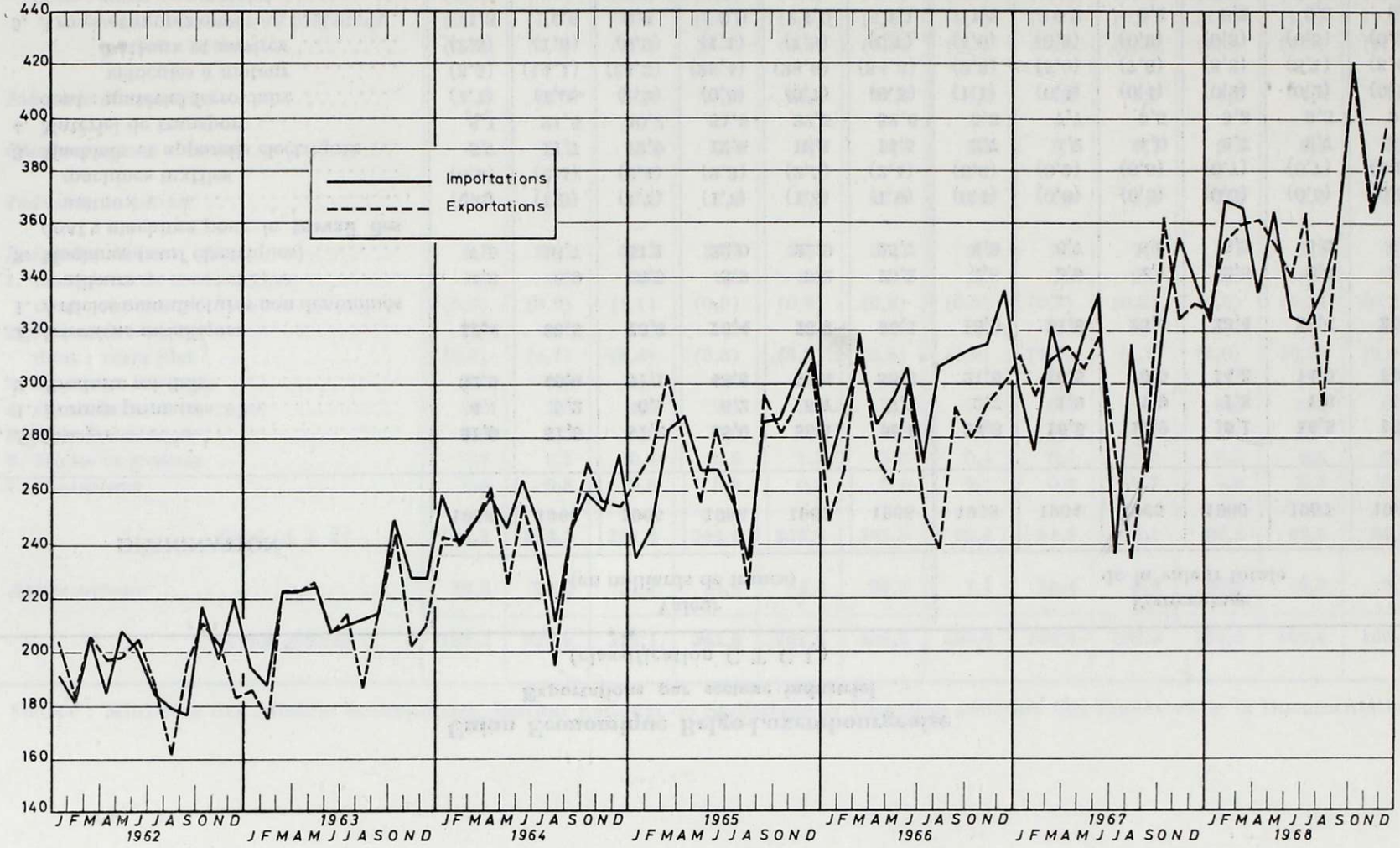


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par secteur industriel

(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale					
	1958	1964	1965	1966	1967	1968	1958	1964	1965	1966	1967	1968
A. *Sidérurgie*	**37,0**	**51,6**	**57,2**	**55,0**	**58,1**	**65,6**	**24,3**	**18,5**	**17,9**	**16,1**	**16,5**	**16,1**
1. Formes primaires	4,1	5,2	6,1	6,2	5,7	6,7	2,7	1,9	1,9	1,8	1,6	1,7
2. Produits mi-finis	32,9	46,4	51,1	48,8	52,4	58,9	21,6	16,6	16,0	14,3	14,9	14,4
B. *Fabrications métalliques*	**27,4**	**60,5**	**73,6**	**76,4**	**78,7**	**90,1**	**18,0**	**21,6**	**23,1**	**22,4**	**22,4**	**22,1**
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	4,3	8,0	8,5	8,9	9,2	10,2	2,8	2,9	2,7	2,6	2,6	2,5
2. Machines (sauf électriques)	7,5	18,7	21,1	22,0	22,9	25,7	4,9	6,7	6,6	6,5	6,5	6,3
dont : machines pour le travail des métaux	(0,6)	(1,6)	(1,7)	(1,7)	(1,8)	(1,9)	(0,4)	(0,6)	(0,5)	(0,5)	(0,5)	(0,5)
machines textiles	(0,9)	(2,4)	(2,4)	(2,3)	(2,5)	(2,4)	(0,6)	(0,9)	(0,8)	(0,7)	(0,7)	(0,6)
3. Machines et appareils électriques	5,7	11,7	12,9	12,8	13,1	14,5	3,7	4,2	4,0	3,7	3,7	3,5
4. Matériel de transport	8,1	21,5	30,2	31,8	32,5	38,6	5,3	7,7	9,5	9,3	9,3	9,5
dont : matériel ferroviaire	(1,7)	(1,2)	(1,2)	(0,8)	(0,7)	(0,5)	(1,1)	(0,4)	(0,4)	(0,2)	(0,2)	(0,1)
véhicules à moteur	(3,5)	(14,1)	(24,2)	(28,4)	(28,6)	(34,3)	(2,3)	(5,0)	(7,6)	(8,3)	(8,1)	(8,4)
bateaux et navires	(2,5)	(1,3)	(0,9)	(1,1)	(1,8)	(0,7)	(1,6)	(0,5)	(0,3)	(0,3)	(0,5)	(0,2)
5. Armes et munitions	1,8	0,6	0,9	0,9	1,0	1,1	1,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3
C. *Métaux non ferreux*	**10,4**	**20,2**	**24,7**	**31,5**	**29,5**	**35,0**	**6,8**	**7,2**	**7,7**	**9,2**	**8,4**	**8,6**
1. Non travaillés	7,6	13,6	16,6	21,5	20,9	23,8	5,0	4,9	5,2	6,3	5,9	5,8
2. Travaillés	2,8	6,6	8,1	10,0	8,6	11,2	1,8	2,3	2,5	2,9	2,5	2,8
D. *Industrie textile*	**21,9**	**43,2**	**45,8**	**50,5**	**46,8**	**52,8**	**14,3**	**15,5**	**14,4**	**14,8**	**13,3**	**12,9**
1. Fibres	5,2	8,6	8,9	8,5	7,5	7,7	3,4	3,1	2,8	2,5	2,1	1,9
2. Fils	4,7	8,9	9,4	10,6	9,9	11,1	3,0	3,2	3,0	3,1	2,8	2,7
3. Tissus et cordages	9,9	19,4	20,2	22,8	21,7	24,6	6,5	6,9	6,3	6,5	6,0	6,0
[illegible]	1,5	2,1	2,4	2,6	2,9	4,1	1,0	0,8	0,8	0,7	0,8	0,9
[illegible]				2,8	3,0	5,5	0,5	0,6	0,7		0,9	1,3

1. Produits inorganiques	1,5	2,1	2,4	2,6	2,9	4,1	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	1,0
2. Produits organiques	0,8	1,7	2,0	2,0	3,0	3,8	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,9
3. Teintures, tannants et colorants	0,2	0,9	1,1	1,1	1,1	1,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
4. Produits pharmaceutiques	0,8	1,2	1,5	1,6	2,0	2,3	0,5	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6
5. Engrais manufacturés	6,6	5,8	7,0	6,0	6,8	8,0	4,3	2,1	2,2	1,8	1,9	2,0
6. Divers	1,6	4,0	5,4	7,0	8,0	10,6	1,1	1,4	1,7	2,0	2,3	2,6
F. *Produits alimentaires, boissons, tabacs*	**7,6**	**16,4**	**21,5**	**23,3**	**27,8**	**32,0**	**5,0**	**5,9**	**6,7**	**6,8**	**7,9**	**7,8**
dont : sucre et sucreries	(0,9)	(1,1)	(1,3)	(1,1)	(1,4)	(1,5)	(0,6)	(0,4)	(0,4)	(0,3)	(0,4)	(0,4)
viandes fraîches ou préparées	(0,7)	(1,5)	(2,5)	(3,5)	(5,5)	(6,3)	(0,4)	(0,5)	(0,8)	(1,0)	(1,6)	(1,5)
produits laitiers	(0,8)	(1,8)	(3,7)	(3,4)	(4,1)	(4,3)	(0,5)	(0,6)	(1,2)	(1,0)	(1,2)	(1,1)
G. *Industrie diamantaire*	**6,5**	**11,7**	**12,4**	**15,2**	**15,6**	**17,8**	**4,3**	**4,2**	**3,9**	**4,5**	**4,4**	**4,4**
H. *Charbonnages et cokeries*	**4,2**	**3,2**	**2,1**	**1,4**	**1,6**	**1,4**	**2,8**	**1,1**	**0,7**	**0,4**	**0,5**	**0,3**
I. *Industrie du pétrole*	**5,2**	**7,7**	**8,1**	**7,9**	**8,0**	**11,3**	**3,4**	**2,8**	**2,5**	**2,3**	**2,3**	**2,8**
J. *Industries diverses*	**9,8**	**20,1**	**22,3**	**24,3**	**26,3**	**30,7**	**6,4**	**7,2**	**7,0**	**7,1**	**7,5**	**7,5**
1. Matériaux de construction	1,5	2,6	2,9	2,8	2,8	3,1	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7
dont : ciment	(0,8)	(0,9)	(1,1)	(0,9)	(0,8)	(0,8)	(0,5)	(0,3)	(0,3)	(0,3)	(0,2)	(0,2)
2. Industrie verrière	3,9	6,8	6,8	7,2	7,9	8,9	2,6	2,4	2,1	2,1	2,3	2,2
dont : verre plat	(2,9)	(4,1)	(3,4)	(3,3)	(3,3)	(3,8)	(1,9)	(1,5)	(1,1)	(1,0)	(0,9)	(0,9)
3. Papier et ouvrages	1,6	3,3	4,1	5,0	5,4	6,8	1,1	1,2	1,3	1,5	1,5	1,7
4. Caoutchouc et ouvrages	0,9	1,6	1,9	2,1	2,2	2,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
5. Bois et ouvrages	0,9	4,3	5,0	5,6	6,1	7,2	0,6	1,5	1,5	1,7	1,7	1,8
6. Huiles et graisses	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,2	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
7. Chaussures	0,3	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,1	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2
Total (A à J)	**141,5**	**250,3**	**287,4**	**306,6**	**316,2**	**368,5**	**92,9**	**89,6**	**90,1**	**89,8**	**90,0**	**90,3**
K. *Autres secteurs*	**10,8**	**29,2**	**31,7**	**34,9**	**35,4**	**39,7**	**7,1**	**10,4**	**9,9**	**10,2**	**10,0**	**9,7**
Total général	**152,3**	**279,5**	**319,1**	**341,5**	**351,6**	**408,2**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des exportations par catégorie de produits
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Matières premières et produits demi-finis	**125 518**	**134 032**	**146 248**	**166 598**	**184 135**	**198 888**	**202 118**	**236 743**
Produits agricoles	6 401	6 629	7 172	7 559	9 165	8 624	9 295	10 649
Produits industriels	119 117	127 403	139 076	159 039	174 970	190 264	192 824	226 094
dont : Matières premières	*13 409*	*14 890*	*17 911*	*18 168*	*19 611*	*20 143*	*19 594*	*22 437*
Produits demi-finis	*105 708*	*112 513*	*121 165*	*140 872*	*155 359*	*170 122*	*173 229*	*203 746*
Combustibles et énergie	**7 890**	**8 270**	**10 906**	**11 017**	**10 366**	**9 489**	**9 784**	**12 760**
Biens de consommation	**32 949**	**41 058**	**47 597**	**58 554**	**74 652**	**80 981**	**87 456**	**101 515**
Produits durables	19 167	24 028	27 888	37 050	47 823	51 880	53 516	64 328
Produits non durables	13 782	17 030	19 709	21 505	26 829	29 102	33 939	37 187
dont : Produits alimentaires	*7 657*	*10 073*	*12 108*	*12 830*	*16 992*	*18 484*	*22 236*	*24 385*
Produits non alimentaires	*6 125*	*6 957*	*7 601*	*8 674*	*9 837*	*10 617*	*11 704*	*12 802*
Biens d'équipement	**25 056**	**27 737**	**31 551**	**37 009**	**43 578**	**45 549**	**46 073**	**50 535**
Moteurs et investissements finis	12 709	15 106	16 790	20 329	22 921	23 482	24 399	27 397
Matériel de transport	5 986	5 619	7 492	8 130	10 476	11 623	11 143	11 198
Appareils scientifiques et médicaux	288	375	398	699	917	1 056	967	941
Autres	6 072	6 638	6 871	7 851	9 265	9 388	9 564	10 999
Autres produits	**4 807**	**5 082**	**5 656**	**6 311**	**6 352**	**6 543**	**6 189**	**6 647**
Total général	**196 220**	**216 179**	**241 959**	**279 489**	**319 083**	**341 450**	**351 621**	**408 200**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des exportations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Matières premières et produits demi-finis	**64,0**	**62,0**	**60,4**	**59,6**	**57,7**	**58,2**	**57,5**	**58,0**
Produits agricoles	3,3	3,1	3,0	2,7	2,9	2,5	2,6	2,6
Produits industriels	60,7	58,9	57,5	56,9	54,8	55,7	54,8	55,4
dont : Matières premières	*6,8*	*6,9*	*7,4*	*6,5*	*6,1*	*5,9*	*5,6*	*5,5*
Produits demi-finis	*53,9*	*52,0*	*50,1*	*50,4*	*48,7*	*49,8*	*49,3*	*49,9*
Combustibles et énergie	**4,0**	**3,8**	**4,5**	**3,9**	**3,2**	**2,8**	**2,8**	**3,1**
Biens de consommation	**16,8**	**19,0**	**19,7**	**21,0**	**23,4**	**23,7**	**24,9**	**24,9**
Produits durables	9,8	11,1	11,5	13,3	15,0	15,2	15,2	15,8
Produits non durables	7,0	7,9	8,1	7,7	8,4	8,5	9,7	9,1
dont : Produits alimentaires	*3,9*	*4,7*	*5,0*	*4,6*	*5,3*	*5,4*	*6,3*	*6,0*
Produits non alimentaires	*3,1*	*3,2*	*3,1*	*3,1*	*3,1*	*3,1*	*3,3*	*3,1*
Biens d'équipement	**12,8**	**12,8**	**13,0**	**13,2**	**13,7**	**13,3**	**13,1**	**12,4**
Moteurs et investissements finis	6,5	7,0	6,9	7,3	7,2	6,9	6,9	6,7
Matériel de transport	3,1	2,6	3,1	2,9	3,3	3,4	3,2	2,7
Appareils scientifiques et médicaux	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Autres	3,1	3,1	2,8	2,8	2,9	2,7	2,7	2,7
Autres produits	**2,4**	**2,4**	**2,3**	**2,3**	**2,0**	**1,9**	**1,8**	**1,6**
Total général	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Union Econom **Lux**

Répartition géographique des export **égori**

(en mil **ncs)**

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	Autres pays de l'Europe	Eur	gue Sud
Matières premières et produits demi-finis	**44 971**	**39 451**	**53 383**	**8 942**	**146 747**	**11 587**	**26 221**	**184**	
Produits agricoles	4 002	771	1 537	313	6 623	519	1 583	8	
Produits industriels	40 969	38 680	51 847	8 629	140 124	11 068	24 638	175	
dont : Matières premières	*6 046*	*3 684*	*6 112*	*1 445*	*17 286*	*1 104*	*2 043*	*20*	
Produits demi-finis.	*34 923*	*34 996*	*45 735*	*7 184*	*122 838*	*9 964*	*22 595*	*155*	
Combustibles et énergie	**1 080**	**2 141**	**2 328**	**203**	**5 750**	**1 609**	**2 311**	**9**	
Biens de consommation	**19 931**	**33 598**	**21 926**	**3 469**	**78 924**	**3 038**	**7 216**	**89**	
Produits durables	10 515	25 175	14 561	1 842	52 093	1 568	4 412	58	
Produits non durables	9 416	8 423	7 366	1 627	26 832	1 470	2 802	31	
dont : Produits alimentaires	*6 585*	*5 975*	*5 860*	*1 209*	*19 629*	*996*	*998*	*21*	
Prod. non alimentaires	*2 831*	*2 448*	*1 505*	*418*	*7 203*	*474*	*1 805*	*9*	
Biens d'équipement	**9 138**	**10 460**	**7 379**	**2 344**	**29 320**	**1 280**	**7 162**	**37**	
Moteurs et investissements finis	4 736	5 569	3 771	1 456	15 532	876	4 592	21	
Matériel de transport	2 281	1 643	1 759	436	6 120	182	1 233	7	
Appareils scientifiques et médicaux	245	133	208	41	627	43	145		
Autres	1 876	3 114	1 641	411	7 042	178	1 191	8	
Autres produits	**640**	**253**	**459**	**499**	**1 852**	**332**	**1 020**	**3**	
Total général	**75 760**	**85 902**	**85 476**	**15 457**	**262 594**	**17 846**	**43 928**	**324**	

uxembourgeoise

orie de produits en 1968

s)

	Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie	Total général
	4 893	**5 634**	**28 413**	**1 932**	**3 693**	**34 038**	**1 902**	**9 876**	**11 778**	**738**	**236 743**
	330	418	213	19	351	584	177	709	886	36	10 649
	4 562	5 217	28 200	1 913	3 342	33 454	1 725	9 166	10 891	702	226 094
	546	*578*	*653*	*20*	*147*	*820*	*133*	*332*	*465*	*52*	*22 347*
	4 017	*4 639*	*27 546*	*1 893*	*3 195*	*32 634*	*1 592*	*8 834*	*10 426*	*650*	*203 746*
	272	**276**	**248**	—	**63**	**312**	**1**	**105**	**106**	**2 397**	**12 760**
	2 422	**2 619**	**5 749**	**439**	**1 115**	**7 304**	**462**	**1 738**	**2 200**	**215**	**101 515**
	808	897	4 105	219	225	4 549	120	582	702	106	64 328
	1 613	1 722	1 644	221	889	2 754	342	1 156	1 498	109	37 187
	998	*1 011*	*440*	*41*	*454*	*934*	*175*	*605*	*780*	*37*	*24 385*
	616	*711*	*1 205*	*180*	*435*	*1 820*	*167*	*551*	*718*	*71*	*12 802*
	2 420	**3 320**	**3 738**	**206**	**2 627**	**6 571**	**206**	**2 294**	**2 500**	**382**	**50 535**
	1 419	1 753	797	129	1 736	2 663	137	1 640	1 777	204	27 397
	339	836	1 901	3	485	2 389	39	272	311	126	11 198
	30	34	35	6	19	60	1	29	30	2	941
	633	698	1 004	68	387	1 459	29	353	382	49	10 999
	839	**880**	**357**	**26**	**933**	**1 316**	**192**	**803**	**995**	**252**	**6 647**
	10 846	**12 730**	**38 507**	**2 603**	**8 431**	**49 540**	**2 764**	**14 815**	**17 579**	**3 983**	**408 200**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des exportations de 1968 par rapport à 1967

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	A.E.L.E.	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	+ 18,7	+ 14,7	+ 34,6	+ 2,0	+ 21,6	+ 5,9	+ 6,2	+ 17,9	+ 25,1	+ 20,5	+ 10,3	+ 2,7	+ 17,1
Produits agricoles	+ 38,5	— 22,4	+ 11,9	+ 16,4	+ 19,9	— 0,2	+ 9,5	+ 16,3	— 27,5	— 6,5	+ 30,9	+ 7,8	+ 14,6
Produits industriels	+ 17,0	+ 15,8	+ 35,4	+ 1,6	+ 21,6	+ 6,2	+ 6,0	+ 18,0	+ 25,8	+ 21,2	+ 8,9	+ 2,3	+ 17,2
dont : Matières premières	*+ 32,7*	*+ 24,1*	*+ 15,6*	*— 8,0*	*+ 20,2*	*— 17,4*	*— 12,5*	*+ 15,0*	*+ 7,0*	*+ 6,9*	*+ 23,0*	*— 9,7*	*+ 14,1*
Produits demi-finis.	*+ 14,7*	*+ 15,0*	*+ 38,6*	*+ 3,8*	*+ 21,8*	*+ 9,7*	*+ 8,0*	*+ 18,4*	*+ 26,0*	*+ 21,6*	*+ 7,3*	*+ 2,9*	*+ 17,6*
Combustibles et énergie	+ 30,9	— 5,5	+ 41,4	+ 38,1	+ 17,8	+ 73,9	+ 57,4	+ 29,6	+1 489,6	+305,4	+ 88,9	+ 52,7	+ 30,4
Biens de consommation	+ 32,5	+ 16,5	+ 5,3	+ 22,0	+ 16,8	+ 1,1	+ 12,1	+ 15,7	+ 16,9	+ 25,3	+ 15,6	+ 4,7	+ 16,0
Produits durables	+ 50,9	+ 16,3	+ 0,6	+ 42,0	+ 17,3	+ 9,3	+ 26,3	+ 17,5	+101,6	+ 80,3	+ 14,8	+ 2,6	+ 20,2
Produits non durables	+ 16,7	+ 17,1	+ 16,3	+ 5,2	+ 28,9	— 6,4	— 3,8	+ 12,4	— 13,9	— 16,7	+ 16,1	+ 5,7	+ 9,6
dont : Produits alimentaires	*+ 18,5*	*+ 16,4*	*+ 21,9*	*— 0,6*	*+ 17,4*	*— 4,5*	*— 12,6*	*+ 13,9*	*— 41,6*	*— 34,4*	*+ 11,1*	*— 12,9*	*+ 9,7*
Prod. non alimentaires	*+ 12,6*	*+ 18,9*	*— 1,3*	*+ 26,6*	*+ 12,1*	*— 10,0*	*+ 6,8*	*+ 9,2*	*+ 4,1*	*— 3,3*	*+ 24,1*	*+ 37,6*	*+ 9,4*
Biens d'équipement	+ 20,7	+ 9,4	+ 9,6	+ 21,8	+ 13,7	— 8,6	— 9,3	+ 4,0	+ 53,8	+ 33,2	+ 35,6	+ 31,7	+ 9,7
Moteurs et investissements finis	+ 23,3	+ 10,3	+ 21,8	+ 27,0	+ 18,3	— 5,8	+ 8,1	+ 8,7	+ 5,1	+ 18,4	+ 32,5	+ 39,2	+ 12,3
Matériel de transport	+ 21,5	— 8,0	— 19,5	— 5,1	— 3,0	— 17,6	— 53,5	— 15,6	+165,2	+ 95,5	+ 45,7	+ 41,2	+ 0,5
Appareils scientifiques et médicaux	+ 11,2	+ 6,0	— 26,0	— 15,1	— 7,1	+ 15,1	+ 20,6	— 3,9	— 9,8	+ 3,3	+ 2,7	+ 27,6	— 2,7
Autres	+ 14,9	+ 19,6	+ 40,2	+ 51,8	+ 24,0	— 15,5	+ 4,2	+ 16,5	+ 9,7	+ 3,9	+ 34,5	+ 1,3	+ 15,0
Autres produits	— 31,5	— 32,6	— 42,2	+ 23,3	— 26,2	— 9,1	— 4,3	+ 17,7	+ 21,0	+ 44,9	+ 78,7	+ 49,5	+ 7,4
Total général	+ 21,7	+ 13,9	+ 22,7	+ 9,8	+ 18,6	+ 7,3	+ 8,1	+ 15,3	+ 31,0	+ 23,9	+ 21,7	+ 8,5	+ 16,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation

(1953 = 100)

DÉSIGNATION	Volume							Valeur moyenne						
	1958	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1958	1963	1964	1965	1966	1967	1968
A. *Importations*	137	224	255	277	308	317	364	95	93	95	94	95	94	94
Matières premières et auxiliaires	130	210	236	251	275	282	331	87	87	91	91	95	92	93
Biens d'équipement	138	225	283	322	393	391	416	108	127	119	113	111	110	109
Biens de consommation durables ...	175	357	397	442	451	493	572	88	93	95	92	94	90	90
Biens de consommation non durables.	132	205	234	258	288	303	339	99	94	97	100	104	103	101
B. *Exportations*	136	219	250	285	297	308	362	99	95	97	97	100	99	98
Matières premières et auxiliaires	134	203	230	249	260	265	314	95	91	92	95	98	97	95
Biens d'équipement	122	219	253	337	352	354	390	120	121	123	109	110	112	111
Biens de consommation durables ...	200	452	591	728	752	770	976	101	98	104	107	110	114	110
Biens de consommation non durables.	162	323	368	409	441	465	507	94	97	97	100	102	102	104
C. *Taux d'échange* $(= \frac{B}{A})$								105	102	102	103	104	106	105

Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par secteur industriel

(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale					
	1958	1964	1965	1966	1967	1968	1958	1964	1965	1966	1967	1968
A. *Sidérurgie*	**4,2**	**10,1**	**10,5**	**11,9**	**13,4**	**13,1**	**2,7**	**3,4**	**3,2**	**3,3**	**3,7**	**3,1**
1. Formes primaires	1,9	4,2	3,8	4,4	5,3	4,8	1,2	1,4	1,2	1,2	1,5	1,1
2. Produits mi-finis	2,3	5,9	6,7	7,5	8,1	8,3	1,5	2,0	2,0	2,1	2,2	2,0
B. *Fabrications métalliques*	**32,9**	**79,2**	**87,9**	**96,6**	**93,3**	**103,5**	**21,0**	**26,5**	**27,1**	**26,9**	**26,0**	**24,8**
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	3,1	6,8	8,1	8,9	8,3	9,0	2,0	2,3	2,5	2,4	2,3	2,1
2. Machines (sauf électriques)	12,2	30,3	30,5	35,8	36,8	37,0	7,8	10,1	9,4	10,0	10,2	8,9
dont : machines pour le travail des métaux	(0,7)	(3,1)	(2,6)	(2,9)	(2,0)	(2,1)	(0,4)	(1,0)	(0,8)	(0,8)	(0,6)	(0,5)
machines textiles	(1,2)	(2,8)	(2,5)	(2,6)	(2,5)	(2,7)	(0,8)	(1,0)	(0,8)	(0,7)	(0,7)	(0,6)
3. Machines et appareils électriques	5,4	14,6	15,5	15,8	15,4	17,4	3,4	4,9	4,8	4,4	4,3	4,2
4. Matériel de transport	11,9	27,3	33,6	35,9	32,6	39,9	7,6	9,1	10,3	10,0	9,1	9,6
dont : matériel ferroviaire	(0,4)	(0,4)	(0,5)	(0,4)	(0,5)	(0,3)	(0,3)	(0,1)	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(0,1)
véhicules à moteur	(8,5)	(22,0)	(29,4)	(32,0)	(27,2)	(34,3)	(5,4)	(7,4)	(9,1)	(8,9)	(7,6)	(8,2)
bateaux et navires	(1,0)	(0,8)	(0,5)	(0,5)	(0,8)	(1,1)	(0,6)	(0,3)	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,3)
5. Armes et munitions	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
C. *Métaux non ferreux*	**7,5**	**16,5**	**17,8**	**25,8**	**24,1**	**29,5**	**4,8**	**5,5**	**5,5**	**7,2**	**6,7**	**7,1**
1. Non travaillés	7,0	15,0	16,2	23,9	22,1	27,4	4,5	5,0	5,0	6,7	6,2	6,6
2. Travaillés	0,5	1,5	1,6	1,9	2,0	2,1	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
D. *Industrie textile*	**17,3**	**35,5**	**35,2**	**38,7**	**34,2**	**39,8**	**11,1**	**11,9**	**10,8**	**10,8**	**9,5**	**9,6**
1. Fibres	10,1	18,5	16,4	16,7	13,7	15,0	6,5	6,2	5,0	4,7	3,8	3,6
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible] textiles	1,9	3,9	3,5	3,9	4,8	6,1	0,8	1,0	1,1	1,1	1,3	1,5
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6

3. Teintures, tannants et colorants ...	0,9	1,6	1,7	2,0	2,1	2,3	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
4. Produits pharmaceutiques	1,8	2,6	3,2	3,3	4,0	4,6	1,1	0,9	1,0	0,9	1,1	1,1
5. Engrais manufacturés	2,0	2,4	2.6	2,5	2,7	2,6	1,3	0,8	0,8	0,7	0,8	0,6
6. Divers	2,7	7,1	8,2	9,6	10,0	11,8	1,7	2,3	2,5	2,6	2,8	2,8
F. *Produits alimentaires, boissons, tabacs*..	**23,3**	**35,9**	**41,4**	**44,7**	**49,1**	**50,5**	**14,9**	**12,0**	**12,7**	**12,5**	**13,7**	**12,1**
dont : sucre et sucreries	(0,5)	(0,9)	(0,5)	(0,7)	(0,7)	(0,8)	(0,3)	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)
viandes fraîches ou préparées.	(1,0)	(2,9)	(3,5)	(3,4)	(3,5)	(4,0)	(0,6)	(1,0)	(1,1)	(0,9)	(1,0)	(1,0)
produits laitiers	(1,6)	(2,6)	(3,0)	(3,7)	(3,9)	(4,2)	(1,0)	(0,9)	(0,9)	(1,0)	(1,1)	(1,0)
G. *Industrie diamantaire*	**5,4**	**11,0**	**11,6**	**15,0**	**14,0**	**19,7**	**3,5**	**3,7**	**3,6**	**4,2**	**3,9**	**4,7**
H. *Charbonnages et cokeries*	**8,4**	**11,3**	**10,8**	**9,7**	**9,3**	**10,8**	**5,4**	**3,8**	**3,3**	**2,7**	**2,6**	**2,6**
I. *Industrie du pétrole*	**12,7**	**17,3**	**18,0**	**17,8**	**20,8**	**27,6**	**8,1**	**5,7**	**5,5**	**5,0**	**5,8**	**6,6**
1. Produit brut ou semi-raffiné	7,8	11,9	13,3	12,4	14,7	20,5	5,0	3,9	4,1	3,5	4,1	4,9
2. Produits dérivés	4,9	5,4	4,7	5,4	6,1	7,1	3,1	1,8	1,4	1,5	1,7	1,7
J. *Industries diverses*	**11,9**	**22,2**	**23,7**	**24,4**	**26,7**	**29,8**	**7,6**	**7,4**	**7,4**	**6,8**	**7,5**	**7,2**
1. Matériaux de construction	0,2	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
2. Industrie verrière	0,5	1,1	1,3	1,6	1,7	1,9	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5
3. Papier et ouvrages	4,1	7,0	7,7	8,3	8,5	9,6	2,6	2,3	2,4	2,3	2,4	2,3
4. Caoutchouc et ouvrages	1,7	3,3	3,5	4,1	3,9	4,4	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
5. Bois et ouvrages	3,4	7,2	7,1	6,0	7,9	8,5	2,2	2,4	2,2	1,7	2,2	2,0
6. Huiles et graisses	1,4	1,7	2,0	1,9	1,9	2,1	0,9	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5
7. Chaussures	0,6	1,5	1,7	2,0	2,2	2,6	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Total (A à J) ...	**133,8**	**257,6**	**278,3**	**308,0**	**310,8**	**354,8**	**85,6**	**86,1**	**85,7**	**85,9**	**86,6**	**85,1**
K. *Autres secteurs*	**22,6**	**41,4**	**46,5**	**50,7**	**48,0**	**61,9**	**14,4**	**13,9**	**14,3**	**14,1**	**13,4**	**14,9**
Total général ..	**156,4**	**299,0**	**324,8**	**358,7**	**358,8**	**416,7**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des importations par catégorie de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Matières premières et produits demi-finis	**125 285**	**133 318**	**145 176**	**165 621**	**179 544**	**206 033**	**197 424**	**235 129**
Produits agricoles	5 324	6 115	6 227	6 797	7 793	8 260	8 707	9 197
Produits industriels	119 962	127 203	138 950	158 825	171 751	197 774	188 716	225 932
dont : Matières premières	*44 251*	*45 574*	*46 075*	*55 423*	*57 613*	*59 686*	*57 949*	*66 534*
Produits demi-finis	*75 711*	*81 628*	*92 875*	*103 402*	*114 137*	*138 088*	*130 768*	*159 398*
Combustibles et énergie	**20 517**	**22 555**	**27 986**	**29 209**	**29 403**	**28 206**	**31 005**	**39 933**
Biens de consommation	**36 127**	**37 751**	**43 654**	**54 967**	**65 337**	**71 040**	**75 044**	**84 123**
Produits durables	16 624	17 378	20 706	27 778	33 624	36 574	38 329	44 791
Produits non durables	19 503	20 373	22 947	27 189	31 713	34 466	36 715	39 332
dont : Produits alimentaires	*15 334*	*15 903*	*18 005*	*21 367*	*24 666*	*26 777*	*28 377*	*29 223*
Produits non alimentaires	*4 169*	*4 469*	*4 942*	*5 821*	*7 047*	*7 689*	*8 338*	*10 109*
Biens d'équipement	**28 453**	**33 353**	**37 643**	**45 172**	**49 373**	**52 798**	**54 767**	**56 324**
Moteurs et investissements finis	17 741	21 842	24 926	30 654	30 885	34 725	34 736	35 515
Matériel de transport	4 984	4 641	4 635	4 998	8 443	6 310	7 268	8 090
Appareils scientifiques et médicaux	1 207	1 830	2 267	2 617	2 214	2 701	2 726	2 838
Autres	4 521	5 040	5 816	6 903	7 831	9 062	10 037	9 881
Autres produits	**569**	**794**	**1 144**	**1 153**	**1 189**	**624**	**556**	**1 161**
Total général	**210 952**	**227 771**	**255 603**	**296 123**	**324 845**	**358 701**	**358 795**	**416 670**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des importations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Matières premières et produits demi-finis	**59,4**	**58,5**	**56,8**	**55,9**	**55,3**	**57,4**	**55,0**	**56,4**
Produits agricoles	2,5	2,7	2,4	2,3	2,4	2,3	2,4	2,2
Produits industriels	56,9	55,8	54,4	53,6	52,9	55,1	52,6	54,2
dont : Matières premières	*21,0*	*20,0*	*18,0*	*18,7*	*17,7*	*16,6*	*16,2*	*16,0*
Produits demi-finis	*35,9*	*35,8*	*36,3*	*34,9*	*35,1*	*38,5*	*36,4*	*38,3*
Combustibles et énergie	**9,7**	**9,9**	**10,9**	**9,9**	**9,1**	**7,9**	**8,6**	**9,6**
Biens de consommation	**17,1**	**16,6**	**17,1**	**18,6**	**20,1**	**19,8**	**20,9**	**20,2**
Produits durables	7,9	7,6	8,1	9,4	10,4	10,2	10,7	10,7
Produits non durables	9,2	8,9	9,0	9,2	9,8	9,6	10,2	9,4
dont : Produits alimentaires	*7,3*	*7,0*	*7,0*	*7,2*	*7,6*	*7,5*	*7,9*	*7,0*
Produits non alimentaires	*2,0*	*2,0*	*1,9*	*2,0*	*2,2*	*2,1*	*2,3*	*2,4*
Biens d'équipement	**13,5**	**14,6**	**14,7**	**15,3**	**15,2**	**14,7**	**15,3**	**13,5**
Moteurs et investissements finis	8,4	9,6	9,8	10,4	9,5	9,7	9,7	8,5
Matériel de transport	2,4	2,0	1,8	1,7	2,6	1,8	2,0	1,9
Appareils scientifiques et médicaux	0,6	0,8	0,9	0,9	0,7	0,8	0,8	0,7
Autres	2,1	2,2	2,3	2,3	2,4	2,5	2,8	2,4
Autres produits	**0,3**	**0,3**	**0,4**	**0,4**	**0,4**	**0,2**	**0,2**	**0,3**
Total général	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Econon

Répartition géographique des import
(en m

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	Autres pays de l'Europe	E
Matières premières et produits demi-finis	**39 428**	**28 144**	**37 481**	**4 779**	**109 833**	**22 330**	**23 605**	1
Produits agricoles	2 284	921	940	53	4 198	38	1 113	
Produits industriels	37 144	27 223	36 542	4 727	105 635	22 292	22 492	1
dont : Matières premières	*13 679*	*5 880*	*3 378*	*608*	*23 545*	*1 229*	*9 382*	
Produits demi-finis.	*23 464*	*21 343*	*33 164*	*4 119*	*82 090*	*21 063*	*13 110*	*1*
Combustibles et énergie	**1 009**	**6 189**	**7 988**	**952**	**16 138**	**311**	**1 223**	
Biens de consommation	**15 993**	**18 653**	**18 600**	**9 114**	**62 360**	**3 213**	**7 111**	
Produits durables	8 895	7 974	14 011	6 905	37 785	1 722	2 227	
Produits non durables	7 098	10 679	4 589	2 210	24 576	1 491	4 883	
dont : Produits alimentaires	*4 630*	*8 361*	*1 980*	*1 917*	*16 888*	*855*	*4 075*	
Prod. non alimentaires	*2 468*	*2 318*	*2 609*	*293*	*7 688*	*636*	*807*	
Biens d'équipement	**7 002**	**7 748**	**21 932**	**3 021**	**39 703**	**4 152**	**4 295**	
Moteurs et investissements finis	4 365	4 812	14 435	1 894	25 507	2 821	2 986	
Matériel de transport	894	1 035	2 620	362	4 910	374	313	
Appareils scientifiques et médicaux	346	306	1 153	133	1 938	228	293	
Autres	1 397	1 594	3 724	631	7 347	729	704	
Autres produits	**130**	**36**	**563**	**71**	**800**	**104**	**55**	
Total général	**63 562**	**60 770**	**86 564**	**17 938**	**228 835**	**30 111**	**36 286**	

...uxembourgeoise

...gorie de produits en 1968
...ics)

Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie	Total général
23 780	**26 971**	**23 394**	**5 024**	**9 536**	**37 953**	**1 474**	**9 236**	**10 710**	**3 728**	**235 129**
1 072	1 209	857	2	1 632	2 491	1	145	146	3	9 197
22 709	25 762	22 537	5 022	7 903	35 462	1 473	9 091	10 564	3 725	225 932
5 791	*6 551*	*9 433*	*3 993*	*4 966*	*18 392*	*158*	*3 651*	*3 809*	*3 626*	*66 534*
16 917	*19 211*	*13 104*	*1 029*	*2 937*	*17 070*	*1 315*	*5 440*	*6 755*	*99*	*159 398*
5 046	**5 047**	**1 057**	—	**2 138**	**3 195**	—	**13 766**	**13 766**	**254**	**39 933**
783	**1 335**	**3 073**	**253**	**3 781**	**7 107**	**1 504**	**1 338**	**2 842**	**155**	**84 123**
25	27	1 275	18	9	1 302	1 227	496	1 723	4	44 791
758	1 308	1 798	235	3 771	5 804	277	842	1 119	151	39 332
756	*1 305*	*905*	*220*	*3 769*	*4 895*	*249*	*809*	*1 058*	*147*	*29 223*
3	*3*	*893*	*15*	*2*	*909*	*28*	*33*	*61*	*4*	*10 109*
14	**617**	**6 760**	**98**	**55**	**6 914**	**479**	**152**	**631**	**11**	**56 324**
11	14	3 785	38	5	3 827	331	18	349	10	35 515
—	601	1 756	1	7	1 764	12	116	128	1	8 090
1	1	304	3	—	308	68	3	71	—	2 839
2	2	915	57	43	1 015	69	15	84	—	9 881
9	**9**	**172**	**2**	**6**	**180**	**1**	**13**	**14**	—	**1 161**
29 632	**33 978**	**34 456**	**5 377**	**15 515**	**55 348**	**3 459**	**24 505**	**27 964**	**4 148**	**416 670**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des importations de 1968 par rapport à 1967

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	A.E.L.E.	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	+ **27,6**	+ **15,2**	+ **10,5**	+ **20,9**	+ **17,9**	+ **25,7**	+ **23,6**	+ **19,2**	+ **23,9**	+ **19,1**	+ **17,8**	+ **28,5**	+ **19,0**
Produits agricoles	— 4,7	+ 36,2	+ 3,3	+ 44,1	+ 4,4	+ 200,3	+ 40,8	+ 6,9	— 3,4	— 1,2	+ 16,9	+ 0,5	+ 5,6
Produits industriels	+ 30,4	+ 14,6	+ 10,7	+ 20,7	+ 18,5	+ 25,6	+ 23,4	+ 19,7	+ 25,3	+ 20,8	+ 17,8	+ 29,0	+ 19,7
dont : Matières premières	+ *30,7*	+ *17,0*	+ *14,8*	+ *45,1*	+ *24,9*	— *33,4*	+ *2,8*	+ *18,0*	+ *14,7*	+ *13,6*	+ *18,4*	+ *0,5*	+ *14,8*
Produits demi-finis	+ *30,2*	+ *13,9*	+ *10,3*	+ *17,7*	+ *16,7*	+ *32,4*	+ *28,8*	+ *20,2*	+ *34,2*	+ *29,7*	+ *17,6*	+ *53,5*	+ *21,8*
Combustibles et énergie	+ **16,9**	+ **32,0**	+ **26,4**	— **21,1**	+ **23,4**	— **2,3**	— **6,3**	+ **23,6**	— **17,8**	— **0,5**	+ **0,9**	+ **67,9**	+ **28,8**
Biens de consommation	+ **16,2**	+ **11,0**	+ **23,9**	+ **19,5**	+ **17,2**	— **2,6**	—	+ **13,8**	— **0,3**	— **2,8**	+ **19,8**	+ **8,0**	+ **12,1**
Produits durables	+ 16,4	+ 12,4	+ 22,5	+ 22,8	+ 18,8	— 4,6	— 2,3	+ 16,7	+ 13,7	+ 12,7	— 46,3	+ 25,9	+ 16,9
Produits non durables	+ 15,9	+ 10,0	+ 28,7	+ 9,8	+ 14,8	— 0,1	+ 1,7	+ 10,2	— 8,4	— 5,7	+ 22,9	— 11,4	+ 7,1
dont : Produits alimentaires	+ *17,7*	+ *9,2*	+ *13,4*	+ *7,8*	+ *11,7*	— *11,1*	— *3,5*	+ *6,3*	— *28,3*	— *9,9*	+ *22,8*	— *13,0*	+ *3,0*
Prod. non alimentaires	+ *12,8*	+ *13,3*	+ *43,5*	+ *25,6*	+ *22,3*	+ *19,9*	+ *13,2*	+ *20,7*	+ *27,6*	+ *25,6*	+ *58,2*	+ *28,2*	+ *21,2*
Biens d'équipement	— **6,6**	— **4,4**	+ **6,3**	— **10,2**	+ **0,3**	+ **12,9**	— **1,3**	+ **0,3**	+ **11,5**	+ **10,3**	+**1 590,3**	+ **46,2**	+ **2,8**
Moteurs et investissements finis	— 4,5	+ 4,7	+ 4,0	— 18,7	+ 0,5	+ 11,7	+ 11,3	+ 2,4	+ 1,7	— 0,5	+ 21,4	+ 26,6	+ 2,2
Matériel de transport	+ 5,2	— 12,5	+ 21,6	+ 10,1	+ 8,7	— 1,0	— 60,0	— 6,6	+ 41,7	+ 41,9	+2 657,0	+1 156,3	+ 11,3
Appareils scientifiques et médicaux	+ 5,8	+ 7,0	— 2,2	+ 66,5	+ 3,5	+ 29,9	+ 17,9	+ 5,9	— 8,1	— 7,9	+ 14,3	+ 2,0	+ 4,1
Autres	— 20,2	— 21,9	+ 8,8	+ 1,2	— 6,3	+ 21,8	+ 10,2	— 3,6	+ 18,3	+ 20,0	— 30,3	+ 9,6	— 1,5
Autres produits	— **0,1**	+ **96,9**	+ **604,2**	+**1 816,0**	+ **244,4**	+ **116,6**	+ **57,4**	+ **191,5**	— **5,1**	— **13,0**	— **2,6**	+ **30,1**	+ **108,9**
Total général	+ **19,6**	+ **12,4**	+ **14,0**	+ **11,0**	+ **14,8**	+ **19,9**	+ **15,2**	+ **14,8**	+ **16,8**	+ **13,2**	+ **16,9**	+ **42,6**	+ **16,1**

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Analyse de la balance commerciale

suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International

(en millions de francs)

SECTIONS ET DIVISIONS	1958	1964	1965	1966	1967	1968
0. Produits alimentaires	— 13 472	— 16 491	— 16 511	— 18 217	— 17 868	— 15 573
1. Boissons et tabacs	— 2 241	— 2 985	— 3 272	— 3 102	— 3 521	— 2 875
2. Matières autres que les combustibles minéraux	— 19 828	— 30 743	— 29 946	— 31 233	— 27 900	— 36 123
dont : 26. Fibres textiles et déchets d'articles textiles	(— 4 972)	(— 9 900)	(— 7 528)	(— 8 167)	(— 6 231)	(— 7 379)
28. Minerais et déchets de métaux	(— 7 577)	(— 10 141)	(— 12 261)	(— 12 029)	(— 11 063)	(— 16 343)
3. Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	— 11 618	— 18 098	— 18 954	— 18 550	— 21 016	— 26 935
4. Corps gras, graisses et huiles d'origine animale ou végétale	— 753	— 1 026	— 1 225	— 1 033	— 896	— 958
5. Produits chimiques	+ 1 314	— 2 843	— 1 900	— 2 254	— 2 022	+ 1 322
6. Articles manufacturés	+ 50 484	+ 66 082	+ 74 243	+ 69 566	+ 74 204	+ 80 248
61. Cuirs et peaux tannés, articles en cuir, pelleteries apprêtées	(— 260)	(— 427)	(— 218)	(+ 95)	(+ 339)	(+ 457)
62. Articles en caoutchouc, non dénommés ailleurs	(— 194)	(— 783)	(— 732)	(— 1 025)	(— 768)	(— 559)
63. Articles en bois et en liège (sauf les meubles)	(— 276)	(+ 34)	(+ 307)	(+ 295)	(+ 261)	(+ 424)
64. Papier et ses applications	(— 1 384)	(— 2 163)	(— 2 149)	(— 2 234)	(— 1 958)	(— 1 811)
65. Fils, tissus, articles confectionnés en textiles et articles similaires	(+ 9 040)	(+ 15 210)	(+ 15 303)	(+ 16 643)	(+ 16 307)	(+ 18 064)
66. Articles en matières minérales autres qu'en métaux, non dénommés ailleurs	(+ 5 151)	(+ 7 685)	(+ 7 758)	(+ 7 017)	(+ 9 149)	(+ 6 244)
67. Fonte, fer et acier	(+ 32 803)	(+ 41 445)	(+ 46 678)	(+ 43 139)	(+ 44 658)	(+ 52 434)
68. Métaux non ferreux	(+ 2 876)	(+ 3 899)	(+ 6 973)	(+ 5 663)	(+ 5 316)	(+ 3 875)
69. Articles manufacturés en métal	(+ 2 728)	(+ 1 182)	(+ 323)	(— 25)	(+ 899)	(+ 1 120)
7. Machines et matériel de transport	— 8 147	— 20 305	— 15 394	— 20 852	— 16 365	— 15 416
71. Machines non électriques	(— 4 640)	(— 11 570)	(— 9 382)	(— 13 757)	(— 13 905)	(— 11 213)
72. Machines et appareils électriques	(+ 274)	(— 2 992)	(— 2 613)	(— 3 025)	(— 2 370)	(— 2 888)
73. Matériel de transport	(— 3 781)	(— 5 743)	(— 3 399)	(— 4 070)	(— 90)	(— 1 315)
8. Articles manufacturés divers	— 1 468	+ 1 787	+ 2 111	+ 2 492	+ 2 448	+ 2 360
9. Marchandises diverses non dénommées ailleurs	+ 1 569	+ 5 149	+ 5 086	+ 5 932	+ 5 762	+ 5 480
Balance générale	**— 4 160**	**— 19 473**	**— 5 762**	**— 17 251**	**— 7 174**	**— 8 470**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par pays de destination

PAYS DE DESTINATION (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1958	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1958	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Pays-Bas	31,5	54,6	64,1	70,4	76,0	75,5	85,9	20,7	22,6	22,9	22,1	22,3	21,5	21,0
2. Allemagne Occidentale	17,6	44,8	57,9	69,7	72,0	69,7	85,5	11,6	18,5	20,7	21,9	21,1	19,8	20,9
3. France (b)	16,1	35,2	42,3	46,4	55,2	62,3	75,8	10,6	14,5	15,1	14,5	16,2	17,7	18,6
4. Etats-Unis	14,1	20,6	22,5	26,6	29,6	29,4	38,5	9,3	8,5	8,1	8,3	8,7	8,4	9,4
5. Royaume-Uni	8,7	13,9	13,8	15,3	16,1	16,6	17,8	5,7	5,7	4,9	4,8	4,7	4,7	4,4
6. Italie	3,5	12,4	10,6	10,9	11,3	14,1	15,5	2,3	5,1	3,8	3,4	3,3	4,0	3,8
7. Suisse	4,4	6,9	6,7	7,1	7,4	7,7	8,2	2,9	2,9	2,4	2,2	2,2	2,2	2,0
8. Suède	4,0	4,8	5,2	6,3	6,1	5,6	7,0	2,6	2,0	1,9	2,0	1,8	1,6	1,7
9. Danemark	2,5	3,2	3,9	4,4	4,0	4,1	4,0	1,6	1,3	1,4	1,4	1,2	1,2	1,0
10. Congo, Rwanda et Burundi	5,9	2,5	3,4	3,5	3,6	2,9	3,9	3,9	1,0	1,2	1,1	1,1	0,8	1,0
11. Norvège	1,9	2,2	2,5	2,8	2,8	3,0	3,4	1,2	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8
12. Espagne	1,0	1,9	1,8	3,7	3,7	3,1	3,4	0,7	0,8	0,6	1,2	1,1	0,9	0,8
13. Japon	0,9	1,7	1,6	1,7	2,4	3,0	2,8	0,6	0,7	0,6	0,5	0,7	0,9	0,7
14. Canada	1,7	2,2	2,7	3,3	3,0	2,6	2,6	1,1	0,9	1,0	1,0	0,9	0,7	0,6
15. Autriche	1,0	1,6	1,8	2,0	2,1	2,0	2,4	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
16. U.R.S.S.	0,9	0,7	0,7	1,1	1,3	2,0	2,4	0,6	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,6
17. Hong-Kong	0,5	1,1	1,4	1,5	2,1	1,8	2,3	0,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6
18. Grèce	1,1	1,7	1,9	2,4	2,2	2,3	2,2	0,7	0,7	0,7	0,8	0,6	0,7	0,5
19. Israël	0,4	0,8	1,7	1,3	1,4	1,5	2,1	0,3	0,3	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5
20. République d'Afrique du Sud	1,4	1,2	1,5	1,7	1,3	1,6	1,9	0,9	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5
21. Inde	1,9	1,1	1,1	1,6	1,9	2,0	1,8	1,2	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6	0,4
22. Brésil	0,7	0,8	1,0	0,9	1,1	1,5	1,6	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4
23. Finlande	1,0	1,3	1,4	1,9	1,7	1,7	1,5	0,7	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4
24. Portugal	1,7	1,3	1,3	1,6	1,7	1,9	1,5	1,1	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
25. Vénézuéla	1,7	0,9	1,1	1,2	1,0	0,9	1,2	1,1	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
Autres pays	26,2	22,6	25,6	29,8	30,5	32,8	33,0	17,1	9,4	9,1	9,3	8,7	9,1	8,1
Total ...	**152,3**	**242,0**	**279,5**	**319,1**	**341,5**	**351,6**	**408,2**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1968.
(b) Y comrpis la Sarre en 1958.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Principales exportations vers les Etats-Unis

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	1958	1963	1964	1965	1966	1967	1968
V. *Produits minéraux*	**157**	**103**	**88**	**87**	**195**	**124**	**334**
dont : huiles de goudron, etc.	76	45	40	50	134	66	
VI. *Produits chimiques, etc.*	**906**	**1 598**	**1 840**	**1 862**	**1 856**	**1 861**	**2 368**
dont : produits chimiques proprement dits	196	298	353	355	561	434	918
engrais	219	393	359	283	222	255	177
produits photographiques, etc.	445	824	1 041	1 155	979	1 065	1 092
VIII. *Peaux, cuirs et pelleteries, etc.*	**80**	**178**	**184**	**188**	**153**	**138**	**215**
dont : pelleteries	38	98	100	79	59	38	52
XI. *Matières textiles et ouvrages*	**1 781**	**2 644**	**2 473**	**2 633**	**2 779**	**2 270**	**2 624**
dont : soie artificielle	228	113	109	94	106	161	324
laine, etc.	708	596	582	578	485	293	318
coton, etc.	150	296	296	364	273	200	225
lin, etc.	483	543	515	544	561	436	506
vêtements, linge, etc.	77	133	144	188	413	365	230
XIII. *Ouvrages en pierres, céramiques, verre, etc.*	**888**	**1 183**	**1 311**	**1 191**	**1 202**	**1 177**	**1 518**
dont : verre et ouvrages en verre	832	972	1 137	1 037	1 089	1 081	
XIV. *Perles fines, pierres précieuses, etc.*	**3 087**	**3 798**	**4 567**	**4 977**	**5 878**	**6 208**	**6 829**
XV. *Métaux communs et ouvrages*	**5 961**	**8 787**	**8 847**	**11 857**	**11 967**	**12 313**	**16 012**
dont : fer, fonte, acier	4 368	6 906	7 349	9 666	8 479	8 664	10 848
étain	352	36	21	24	13	10	7
zinc	202	191	65	128	364	228	211
métaux rares	428	498	546	794	1 151	496	612
XVI. *Machines, matériel électrique*	**254**	**549**	**707**	**810**	**1 146**	**1 191**	**1 722**
Machines et appareils	156	412	573	690	959	1 063	1 544
Matériel électrique	98	137	134	120	187	127	178
XVII. *Matériel de transport*	**196**	**376**	**1 050**	**1 376**	**1 874**	**1 590**	**4 553**
XIX. *Armes et munitions*	**303**	**410**	**391**	**512**	**523**	**688**	**658**
Total ...	**13 613**	**19 626**	**21 458**	**25 493**	**27 573**	**27 560**	**36 833**
Autres postes	**463**	**928**	**1 056**	**1 113**	**1 985**	**1 840**	**1 674**
Total des exportations ...	**14 076**	**20 554**	**22 514**	**26 606**	**29 558**	**29 400**	**38 507**

(a) Sections et chapitres du Tarif douanier.

Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par pays de provenance

PAYS DE PROVENANCE (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1958	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1958	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Allemagne Occidentale	26,8	49,2	61,4	69,1	77,6	75,9	86,6	17,1	19,3	20,5	21,3	21,6	21,2	20,8
2. France (b)	18,1	38,5	43,8	49,8	55,8	53,2	63,6	11,6	15,1	14,7	15,3	15,6	14,8	15,3
3. Pays-Bas	24,6	37,7	44,0	48,3	52,4	54,0	60,8	15,7	14,7	14,7	14,9	14,6	15,1	14,6
4. Etats-Unis	15,5	23,6	26,3	27,5	28,5	29,5	34,5	9,9	9,2	8,8	8,5	7,9	8,2	8,3
5. Royaume-Uni	11,6	21,1	22,7	24,4	26,6	25,1	30,1	7,4	8,3	7,6	7,5	7,4	7,0	7,2
6. Italie	3,4	8,8	11,3	12,6	14,6	16,2	17,9	2,2	3,4	3,8	3,9	4,1	4,5	4,3
7. Congo, Rwanda et Burundi	8,3	8,3	10,0	10,5	15,7	13,0	16,5	5,3	3,2	3,3	3,2	4,4	3,6	4,0
8. Suède	4,8	6,7	7,5	7,5	7,7	7,9	8,8	3,1	2,6	2,5	2,3	2,1	2,2	2,1
9. Suisse	3,2	4,1	4,4	5,0	5,2	4,7	5,4	2,0	1,6	1,5	1,5	1,5	1,3	1,3
10. Canada	2,2	2,7	3,8	4,4	4,2	4,5	5,4	1,4	1,1	1,3	1,4	1,2	1,3	1,3
11. République d'Afrique du Sud	1,4	2,7	2,6	3,2	4,1	3,9	4,3	0,9	1,1	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0
12. Argentine	2,2	3,3	3,1	3,1	3,9	4,2	3,7	1,4	1,3	1,0	1,0	1,1	1,2	0,9
13. Libye	0,2	0,7	1,1	1,6	2,0	3,9	3,7	0,1	0,3	0,4	0,5	0,6	1,1	0,9
14. Iran	3,5	3,6	5,0	5,1	3,5	2,9	3,8	2,2	1,4	1,7	1,6	1,0	0,8	0,9
15. Japon	1,0	1,8	1,8	2,2	2,6	3,1	3,5	0,6	0,7	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8
16. U.R.S.S.	1,3	2,6	2,5	2,3	3,0	3,0	3,3	0,8	1,0	0,8	0,7	0,8	0,8	0,8
17. Arabie Seoudite	0,9	0,1	0,3	0,7	1,0	0,6	3,1	0,6	—	0,1	0,2	0,3	0,2	0,7
18. Australie	2,7	2,9	3,8	2,9	2,9	2,9	2,8	1,7	1,1	1,3	0,9	0,8	0,8	0,7
19. Irak	0,4	1,5	1,8	0,9	1,2	1,7	2,8	0,3	0,6	0,6	0,3	0,3	0,5	0,7
20. Koweit	1,8	3,0	1,7	2,6	2,6	2,2	2,7	1,2	1,2	0,6	0,8	0,7	0,6	0,6
21. Danemark	0,8	1,0	1,2	1,5	1,7	2,2	2,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6
22. Brésil	0,9	1,4	2,1	2,3	2,0	1,7	2,4	0,6	0,5	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6
Autres pays	20,8	30,3	36,8	37,1	39,9	42,5	48,5	13,4	11,9	12,2	11,3	11,1	11,7	11,6
Total ...	**156,4**	**255,6**	**299,0**	**324,8**	**358,7**	**358,8**	**416,7**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des importations en 1968.
(b) Y compris la Sarre en 1958.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Principales importations en provenance des Etats-Unis

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	1958	1964	1965	1966	1967	1968
II. *Produits du règne végétal*	**3 013**	**4 500**	**5 970**	**6 938**	**5 861**	**4 589**
dont : fruits comestibles	329	262	364	358	418	212
céréales	2 342	3 049	4 500	5 265	3 786	2 709
graines, etc.	292	1 097	1 025	1 249	1 577	1 604
III. *Corps gras*	**94**	**248**	**204**	**112**	**82**	**70**
IV. *Produits des industries alimentaires*	**916**	**1 499**	**1 739**	**1 697**	**1 960**	**1 521**
dont : cacao et ses préparations	6	3	3	4	11	5
préparations de légumes, etc.	325	387	383	356	329	265
tabacs	431	506	617	498	654	527
V. *Produits minéraux*	**2 250**	**2 169**	**2 370**	**2 374**	**2 107**	**2 493**
dont : sel, soufre, etc.	163	215	295	370	474	664
combustibles, etc.	1 965	1 811	1 763	1 596	1 274	1 043
VI. *Produits chimiques, etc.*	**1 607**	**2 411**	**2 981**	**3 118**	**3 509**	**4 300**
dont : produits chimiques proprement dits	658	1 758	2 213	2 401	2 778	3 364
produits pharmaceutiques	531	263	337	233	208	266
extraits tannants	235	122	124	134	116	125
savons, bougies, etc.	66	74	78	99	86	147
VIII. *Peaux, cuirs, pelleteries, etc.*	**130**	**232**	**238**	**240**	**139**	**121**
IX. *Bois, liège et ouvrages*	**37**	**86**	**75**	**63**	**92**	**71**
dont : bois et ouvrages	36	85	75	61	90	70
X. *Papier et ses applications*	**258**	**441**	**578**	**682**	**649**	**881**
Matières premières	103	191	242	267	278	336
Carton et papier, ouvrages	113	195	265	338	297	458
Livres	41	55	71	77	74	87
XI. *Matières textiles et ouvrages*	**1 443**	**1 941**	**1 413**	**1 073**	**1 288**	**1 768**
dont : soie artificielle, etc.	123	541	363	270	512	867
coton	1 097	1 117	651	480	447	421
bonneterie	20	41	61	86	70	63
vêtements, lingerie, etc.	57	56	65	59	72	55
XIV. *Pierres précieuses, etc.*	**239**	**1 800**	**1 166**	**1 364**	**1 324**	**3 125**
XV. *Métaux et ouvrages en métal*	**580**	**1 521**	**1 725**	**1 595**	**2 451**	**4 804**
dont : fer, acier, etc.	404	849	1 059	1 010	1 177	960
plomb	40	41	37	25	—	1
XVI. *Machines, matériel électrique*	**1 871**	**5 303**	**4 478**	**4 784**	**5 176**	**5 404**
Machines et appareils	1 383	4 176	3 699	3 978	4 285	4 482
Matériel électrique	488	1 127	779	806	891	922
XVII. *Matériel de transport*	**2 129**	**1 920**	**2 675**	**2 424**	**2 938**	**3 073**
dont : automobiles, cycles, etc.	1 261	1 194	1 522	1 372	1 082	1 035
XVIII. *Instruments et appareils scientifiques*	**283**	**802**	**706**	**824**	**873**	**962**
dont : appareils d'optique, etc.	146	645	497	610	580	607
Total	**14 850**	**24 873**	**26 318**	**27 288**	**28 449**	**33 182**
Autres postes	**647**	**1 435**	**1 215**	**1 165**	**1 044**	**1 274**
Total des importations	**15 497**	**26 308**	**27 533**	**28 453**	**29 493**	**34 456**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sections et chapitres du Tarif douanier.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1967 et 1968 (a)

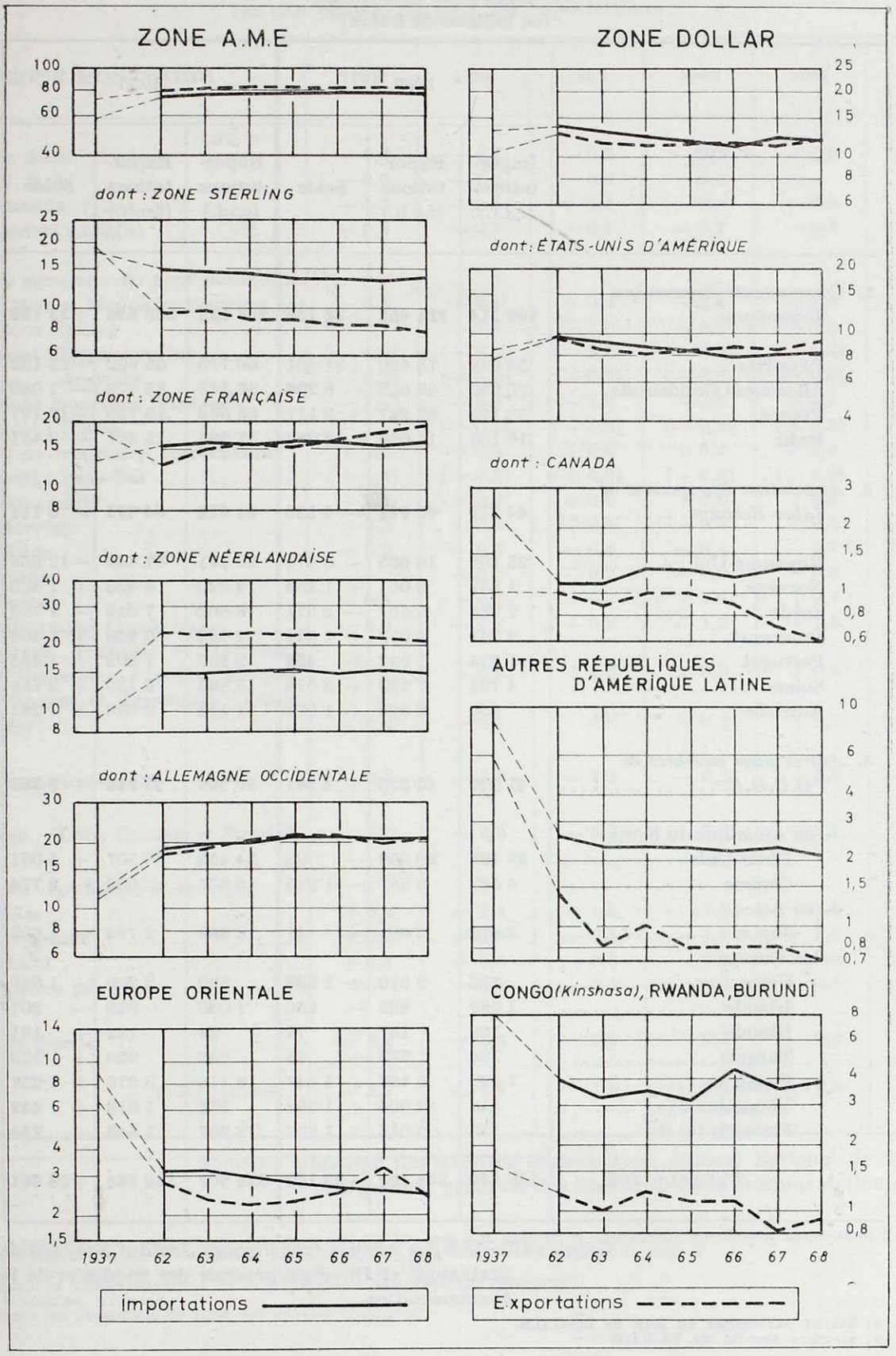
(en millions de francs)

ZONE MONÉTAIRE	1967			1968		
	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)	Solde	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)	Solde
I. *Zone dollar*	**43 642**	**40 109**	**— 3 533**	**50 273**	**49 432**	**— 841**
1. U.S.A.	29 493	29 400	— 93	34 456	38 507	+ 4 051
2. Canada	4 532	2 587	— 1 945	5 377	2 603	— 2 774
3. Autres pays (b)..	9 617	8 122	— 1 495	10 440	8 322	— 2 118
II. *Zone A.M.E.*	**275 267**	**285 312**	**+ 10 045**	**317 133**	**331 059**	**+ 13 926**
III. *Europe orientale* (c) .	**9 273**	**11 534**	**+ 2 261**	**10 478**	**9 853**	**— 625**
IV. *Congo, Rwanda et Burundi*	**12 994**	**2 860**	**— 10 134**	**16 451**	**3 871**	**— 12 580**
V. *Autres Républiques d'Amérique latine* ..	**8 431**	**2 866**	**— 5 565**	**8 610**	**2 977**	**— 5 633**
1. Argentine	4 159	428	— 3 731	3 746	559	— 3 187
2. Brésil	1 702	1 532	— 170	2 426	1 581	— 845
3. Autres pays (d)..	2 570	906	— 1 664	2 438	837	— 1 601
VI. *Zones diverses* (e) ..	**9 188**	**8 940**	**— 248**	**13 725**	**11 008**	**— 2 717**
Total général...	**358 795**	**351 621**	**— 7 174**	**416 670**	**408 200**	**— 8 470**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaire à fin 1968.
(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la Zone V.
(c) Y compris la Tchécoslovaquie et la République démocratique allemande.
(d) Chili, Colombie, Uruguay.
(e) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Importations et exportations par zone monétaire
(en pour-cent du total)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques

(en millions de francs)

PAYS	1967			1968		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
1. *Communauté Economique Européenne*	**199 314**	**221 452**	**+22 138**	**228 835**	**262 594**	**+33 759**
Pays-Bas	54 049	75 450	+21 401	60 770	85 902	+25 132
Allemagne Occidentale	75 950	69 652	— 6 298	86 565	85 476	— 1 089
France	53 150	62 267	+ 9 117	63 562	75 759	+12 197
Italie	16 165	14 083	— 2 082	17 938	15 457	— 2 481
2. *Association Européenne de Libre-Echange*	**44 317**	**40 981**	**— 3 336**	**51 072**	**44 311**	**— 6 761**
Royaume-Uni	25 106	16 635	— 8 471	30 111	17 846	—12 265
Norvège	1 847	3 001	+ 1 154	2 020	3 423	+ 1 403
Suède	7 938	5 567	— 2 371	8 802	7 042	— 1 760
Danemark	2 241	4 073	+ 1 832	2 494	3 960	+ 1 466
Portugal	1 514	1 942	+ 428	2 107	1 502	+ 395
Suisse	4 721	7 739	+ 3 018	5 386	8 155	+ 2 769
Autriche	950	2 024	+ 1 074	1 152	2 383	+ 1 231
3. *Autres pays membres de l'O.C.D.E.*	**41 909**	**46 270**	**+ 4 361**	**50 995**	**53 958**	**+ 2 963**
— en Amérique du Nord :						
Etats-Unis	29 493	29 400	— 93	34 456	38 507	+ 4 051
Canada	4 532	2 587	— 1 945	5 377	2 603	— 2 774
— en Asie :						
Japon	3 072	3 031	— 41	3 459	2 764	— 695
— en Europe :						
Grèce	712	2 310	+ 1 598	820	2 209	+ 1 389
Irlande	1 089	833	— 256	1 035	828	— 207
Islande	132	151	+ 19	54	182	+ 131
Turquie	724	772	+ 48	806	929	+ 123
Espagne	1 590	3 137	+ 1 547	2 118	3 375	+ 1 257
Yougoslavie (a)	412	2 004	+ 1 592	576	1 018	+ 442
Finlande (a) (b)	153	2 045	+ 1 892	2 297	1 543	— 754
Total O.C.D.E.	**285 540**	**308 703**	**+23 163**	**330 902**	**360 863**	**+29 961**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Statut particulier au sein de l'O.C.D.E.
(b) Membre associé de l'A.E.L.E.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Soldes de la balance commerciale par zone monétaire (a)

(en pourcentage du total des importations)

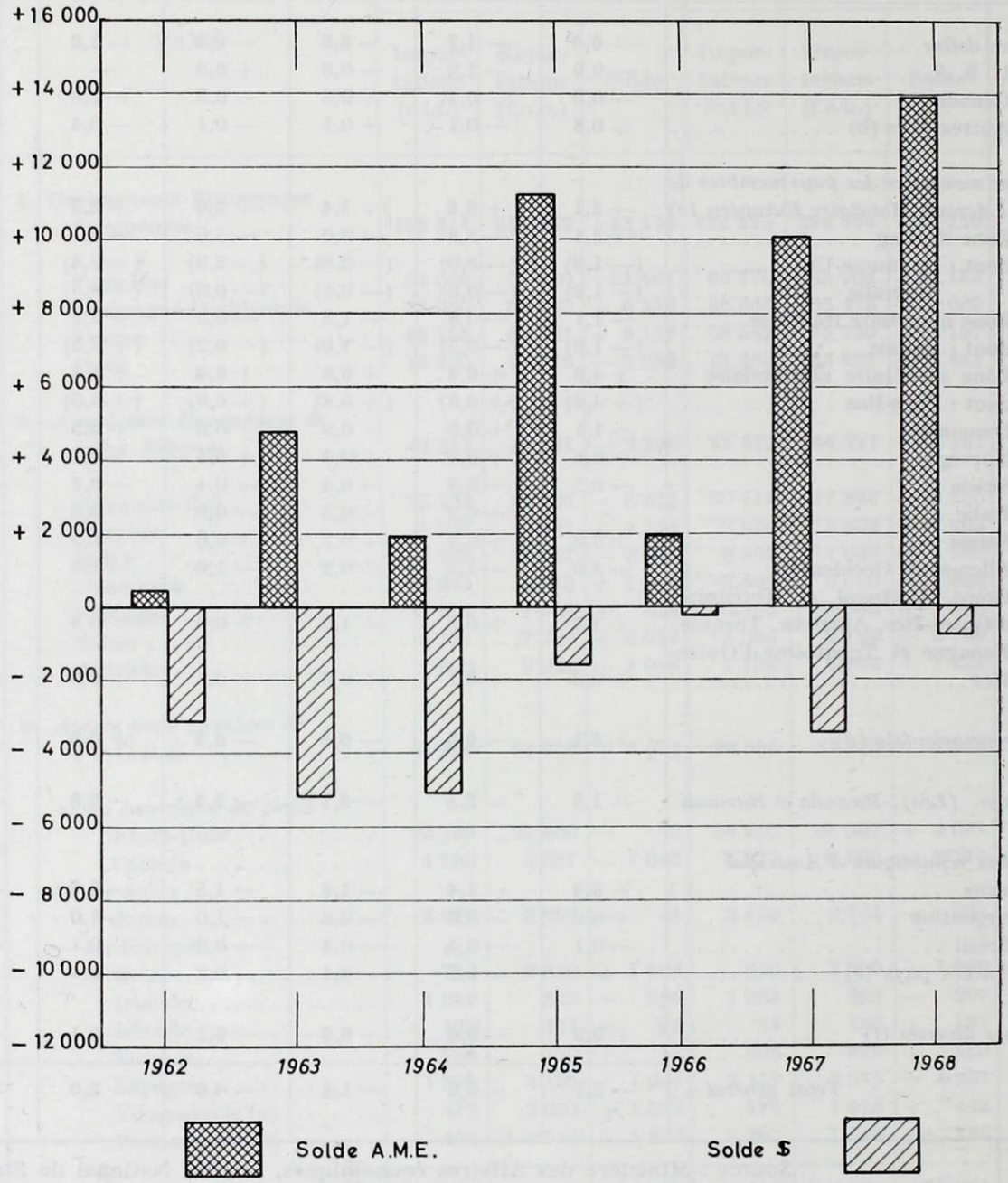
ZONE MONÉTAIRE	1958	1964	1965	1966	1967	1968
I. *Zone dollar*	**— 0,4**	**— 1,7**	**— 0,5**	**— 0,1**	**— 1,0**	**— 0,2**
1. U. S. A.	— 0,9	— 1,2	— 0,3	+ 0,3	—	+ 1,0
2. Canada	— 0,3	— 0,4	— 0,3	— 0,3	— 0,6	— 0,7
3. Autres pays (b)	+ 0,8	— 0,1	+ 0,1	— 0,1	— 0,4	— 0,5
II. *Zone monétaire des pays membres de l'Accord Monétaire Européen* (c)	**— 2,1**	**+ 0,6**	**+ 3,4**	**+ 0,6**	**+ 2,8**	**+ 3,4**
1. Zone sterling	— 3,1	— 5,8	— 5,0	— 5,6	— 5,1	— 6,2
dont : Royaume-Uni	(— 1,8)	(— 3,0)	(— 2,8)	(— 2,9)	(— 2,4)	
Australie	(— 1,2)	(— 0,9)	(— 0,6)	(— 0,5)	(— 0,5)	
2. Zone monétaire française	— 1,1	— 0,8	— 1,3	— 0,5	+ 2,1	+ 2,5
dont : France	(— 1,3)	(— 0,5)	(— 1,0)	(— 0,2)	(+ 2,5)	
3. Zone monétaire néerlandaise	+ 4,3	+ 6,4	+ 6,6	+ 6,4	+ 5,8	+ 5,9
dont : Pays-Bas	(+ 4,4)	(+ 6,8)	(+ 6,8)	(+ 6,6)	(+ 6,0)	
4. Danemark	+ 1,1	+ 0,9	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,4
5. Norvège	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,3
6. Suède	— 0,5	— 0,8	— 0,4	— 0,4	— 0,7	— 0,4
7. Italie	—	— 0,2	— 0,5	— 0,9	— 0,6	— 0,6
8. Suisse	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,9	+ 0,7
9. Allemagne Occidentale	— 5,9	— 1,2	+ 0,2	— 1,6	— 1,8	— 0,3
10. Grèce, Portugal et Territoires d'Outre-Mer, Autriche, Turquie.	+ 1,7	+ 0,8	+ 1,0	+ 0,9	+ 0,8	+ 0,7
11. Espagne et Territoires d'Outre-Mer	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,4
III. *Europe orientale* (d)	**— 0,1**	**— 0,9**	**— 0,5**	**— 0,3**	**+ 0,6**	**— 0,1**
IV. *Congo (Léo), Rwanda et Burundi*	**— 1,5**	**— 2,3**	**— 2,1**	**— 3,4**	**— 2,8**	**— 3,0**
V. *Autres républiques d'Amérique latine*	**+ 0,4**	**— 1,4**	**— 1,6**	**— 1,5**	**— 1,5**	**— 1,4**
1. Argentine	+ 0,6	— 0,9	— 0,8	— 1,0	— 1,0	— 0,8
2. Brésil	— 0,1	— 0,4	— 0,4	— 0,3	— 0,1	— 0,2
3. Autres pays (e)	—	— 0,1	— 0,4	— 0,2	— 0,4	— 0,4
VI. *Zones diverses* (f)	**+ 0,8**	**— 0,8**	**— 0,5**	**— 0,1**	**— 0,1**	**— 0,7**
Total général	**— 2,7**	**— 6,5**	**— 1,8**	**— 4,8**	**— 2,0**	**— 2,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaires à fin 1968.
(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la zone V.
(c) L'Espagne est comprise dans le total depuis l'année 1960.
(d) Y compris la Tchécoslovaquie et la République démocratique allemande.
(e) Chili, Colombie, Uruguay.
(f) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

Solde des balances commerciales de l'U. E. B. L.
avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. (a) et la zone dollar

(en millions de francs)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'A. M. E. a remplacé l'U. E. P. depuis le 27 décembre 1958.

SECTION III. — BALANCE DES PAIEMENTS

Pour l'année 1968, les comptes extérieurs de l'U.E.B.L. se sont soldés par un déficit global de 5,1 milliards de francs, alors qu'en 1967, ils avaient enregistré un surplus global de 12,3 milliards. Ce retournement s'est opéré à partir du début de l'année et s'est accentué par la suite. Il est dû en ordre principal à l'amenuisement sensible du solde excédentaire des opérations courantes et à une dégradation du compte capital. La reprise de l'activité économique a provoqué l'augmentation de la demande, en particulier de biens de production nécessaires à la reconstitution des stocks, laquelle a entraîné une hausse considérable des importations.

L'évolution de la balance des paiements n'a pas été uniforme au cours de l'année 1968. Le solde global a été négatif aux premier et troisième trimestres et positif aux deuxième et quatrième trimestres. Le mali le plus important a été enregistré à la fin du troisième trimestre.

Le solde des opérations sur marchandises, qui était positif en 1967 à concurrence de 9,3 milliards de francs, est devenu négatif en 1968. Le mali a porté sur 0,3 milliard.

D'après les statistiques douanières, le déficit de la balance commerciale est estimé à 8,5 milliards de francs en 1968 contre 7,2 milliards en 1967. L'élargissement des importations a été compensé par celui des exportations. L'un et l'autre dépassent légèrement les 16 %. Les paiements relatifs aux importations et aux exportations qui, en 1967, s'étaient soldés par un mali de 3,9 milliards, ont laissé un déficit de 12,4 milliards. La divergence existant entre le solde de la balance commerciale et celui des paiements y afférents s'explique par l'allongement des délais de paiement accroissant l'encours des créances commerciales des entreprises belges et luxembourgeoises sur l'étranger. Les remous monétaires qui ont marqué l'année 1968 ont provoqué certains changements dans les modalités de règlement, à savoir une accélération des sorties et une décélération des rentrées. Ces glissements ont provoqué une diminution des réserves de change à caractère passager.

Le solde des opérations concernant le travail à façon a été plus favorable qu'en 1967, à l'encontre du solde relatif aux opérations d'arbitrage qui a diminué de 2 milliards.

Le solde excédentaire des transactions sur services qui atteignait 5,7 milliards en 1967 a été ramené, en 1968, à 4,8 milliards. Les recettes nettes provenant des revenus d'investissements ont augmenté, tandis que les transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ont laissé un solde excédentaire moins important. Le déficit enregistré au titre des déplacements à l'étranger s'est aggravé de 0,2 milliard. Les autres transactions sur biens et services sont restées pratiquement inchangées.

Le solde des transferts s'est amélioré grâce au surplus enregistré par les transferts privés ; en particulier, la masse des rémunérations dont disposent en Belgique les Belges travaillant dans la République Démocratique du Congo et qui figure dans cette rubrique est en augmentation. Quant aux transferts de l'Etat, ils ont augmenté de 0,5 milliard par rapport à 1967.

Le solde déficitaire du mouvement des capitaux des pouvoirs publics, qui était de 6,8 milliards en 1967, a été ramené à 3,1 milliards. Cette amélioration est due, en grande partie, aux opérations autres que les amortissements contractuels de l'Etat sur l'étranger, dont les sorties ont été ramenées de 4,0 milliards en 1967 à 0,8 milliard en 1968. Les amortissements contractuels de l'Etat ont subi une légère augmentation. Cette dernière variation pourrait surprendre vu l'évolution de la dette publique en monnaies étrangères : elle s'explique par le fait que la balance des paiements ne reprend que l'endettement direct de l'Etat. Les emprunts contractés par celui-ci auprès des organismes monétaires et financés au moyen de ressources d'origine extérieure figurent parmi le mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires. Ces avoirs ont subi une diminution de 4,3 milliards. Les avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale se sont réduits de 14,2 milliards, alors que ceux des autres organismes monétaires se sont accrus de 9,9 milliards.

Les opérations en capital des entreprises et particuliers, qui, en 1967, avaient donné un solde excédentaire de 8,1 milliards ont subi, en 1968, un retournement de situation. Elles ont laissé un solde déficitaire de 3,2 milliards. Ce changement résulte de deux causes conjointes : d'une part, une augmentation sensible des nouveaux investissements et placements des résidents à l'étranger et d'autre part, un ralentissement des investissements et placements étrangers en U.E.B.L.

Les placements à l'étranger sous forme de valeurs mobilières ont laissé un déficit net de 13,3 milliards en 1968. Par rapport à 1967, ce déficit s'est accru de 8,0 milliards. Les placements nouveaux semblent avoir été faits dans deux directions bien distinctes : d'une part, les résidents ont acheté des actions traitées à la Bourse de New York, du fait que les cours étaient orientés à la hausse et, d'autre part, ils ont souscrit aux emprunts internationaux. Ceux-ci ont eu leurs faveurs grâce aux intérêts élevés offerts par les sociétés pour financer leurs investissements. Les sociétés américaines ont fait un appel très large aux emprunts internationaux, à la suite de l'adoption par les Etats-Unis de nouvelles mesures de restriction visant les sorties de capitaux.

Les investissements directs à l'étranger ont diminué de 0,9 milliard. Les capitaux sortis en vue de l'acquisition d'immeubles à l'étranger ont régressé de 0,3 milliard.

Les étrangers qui, en 1967, avaient acquis des valeurs mobilières belges et luxembourgeoises pour un montant de 2,8 milliards en ont liquidé, par solde, en 1968, à concurrence de 0,6 milliard. Par contre, le montant net des investissements directs a atteint un niveau légèrement supérieur à celui de 1967.

Les avoirs des organismes non-monétaires en créances commerciales sur l'étranger se sont réduits à concurrence de 0,8 milliard.

★

★ ★

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1967 et 1968

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1967	1968 (a)	1967	1968 (a)	1967	1968 (a)
A. *Transactions sur biens et services :*						
1. Opérations sur marchandises	299,6	333,3	290,3	333,6	+ 9,3	— 0,3
a) Exportations et importations f. o. b.	*283,3*	*318,6*	*287,2*	*331,0*	*— 3,9*	*— 12,4*
b) Travail à façon	*10,9*	*11,3*	*3,1*	*2,6*	*+ 7,8*	*+ 8,7*
c) Opérations d'arbitrage					*+ 5,4*	*+ 3,4*
2. Or non monétaire					— 2,4	— 1,3
3. Frets et assurances pour le transport de marchandises	14,3	15,9	12,7	14,7	+ 1,6	+ 1,2
4. Autres frais de transport	5,5	6,0	4,9	5,5	+ 0,6	+ 0,5
5. Déplacements à l'étranger	12,1	14,6	18,5	21,2	— 6,4	— 6,6
6. Revenus d'investissements	16,4	19,5	15,2	18,0	+ 1,2	+ 1,5
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	9,8	10,8	6,1	7,2	+ 3,7	+ 3,1
8. Autres services	31,1	34,7	26,1	29,6	+ 5,0	+ 5,1
a) Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteurs	*3,8*	*4,4*	*5,3*	*6,1*	*— 1,5*	*— 1,7*
b) Courtages et commissions	*12,0*	*13,0*	*11,0*	*12,1*	*+ 1,0*	*+ 0,9*
c) Ouvriers frontaliers	*5,9*	*6,0*	*1,6*	*1,8*	*+ 4,3*	*+ 4,2*
d) Primes et indemnités d'assurances	*3,0*	*3,8*	*3,1*	*3,6*	*— 0,1*	*+ 0,2*
e) Divers	*6,4*	*7,5*	*5,1*	*6,0*	*+ 1,3*	*+ 1,5*
Total des transactions sur biens et services (b)	**388,8**	**434,3**	**376,2**	**431,1**	**+ 12,6**	**+ 3,2**
(dont : services = 3 à 8)	(89,2)	(101,0)	(83,5)	(96,2)	(+ 5,7)	(+ 4,8)
B. *Transferts :*						
9. Transferts privés	7,8	8,8	6,3	6,4	+ 1,5	+ 2,4
10. Transferts de l'État	0,3	0,4	4,3	4,9	— 4,0	— 4,5
Total des transferts	**8,1**	**9,2**	**10,6**	**11,3**	**—2,5**	**— 2,1**

(suite à la page 376).

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1967 et 1968 (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1967	1968 (a)	1967	1968 (a)	1967	1968 (a)
C. *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*						
11. État	2,9	3,3	9,2	6,4	— 6,7	— 3,1
a) Long terme	*2,4*	*2,5*	*7,0*	*3,6*	— *5,0*	— *0,1*
— Participation à des organismes internationaux	(—)	(—)	(0,3)	(—)	(— 0,3)	(—)
— Prêts et emprunts	(2,4)	(2,5)	(0,2)	(0,3)	(+ 2,2)	(+ 2,2)
— Amortissements	—	—	(6,5)	(3,3)	(— 6,5)	(— 3,3)
b) Court terme	*0,5*	*0,8*	*2,2*	*2,8*	— *1,7*	— *2,0*
12. Autres pouvoirs publics	—	0.2	0,5	0,2	— 0,5	—
Total du mouvement des capitaux des pouvoirs publics	**2,9**	**3,5**	**9,7**	**6,6**	**— 6,8**	**— 3,1**
D. *Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :*						
13. Organismes publics d'exploitation	—	0,2	1,3	0,7	— 1,3	— 0,5
14. Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	4,0	1,6	1,8	1,5	+ 2,2	+ 0,1
15. Secteur privé (chiffres nets)	12,5	11,1	5,3	13,9	+ 7,2	— 2,8
a) Transactions identifiées en valeurs mobilières	*2,8*	—	*5,3*	*13,9*	— *2,5*	— *13,9*
— Belges	(2,8)	(—)	(—)	(0,6)	(+ 2,8)	(— 0,6)
— Étrangères	(—)	(—)	(5,3)	(13,3)	(— 5,3)	(— 13,3)
b) Autres	*9,7*	*11,1*	—	—	+ *9,7*	+ *11,1*
Total du mouvement des capitaux des entreprises et particuliers	**16,5**	**12,9**	**8,4**	**16,1**	**+ 8,1**	**— 3,2**

(suite à la page 377).

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1967 et 1968 (suite)

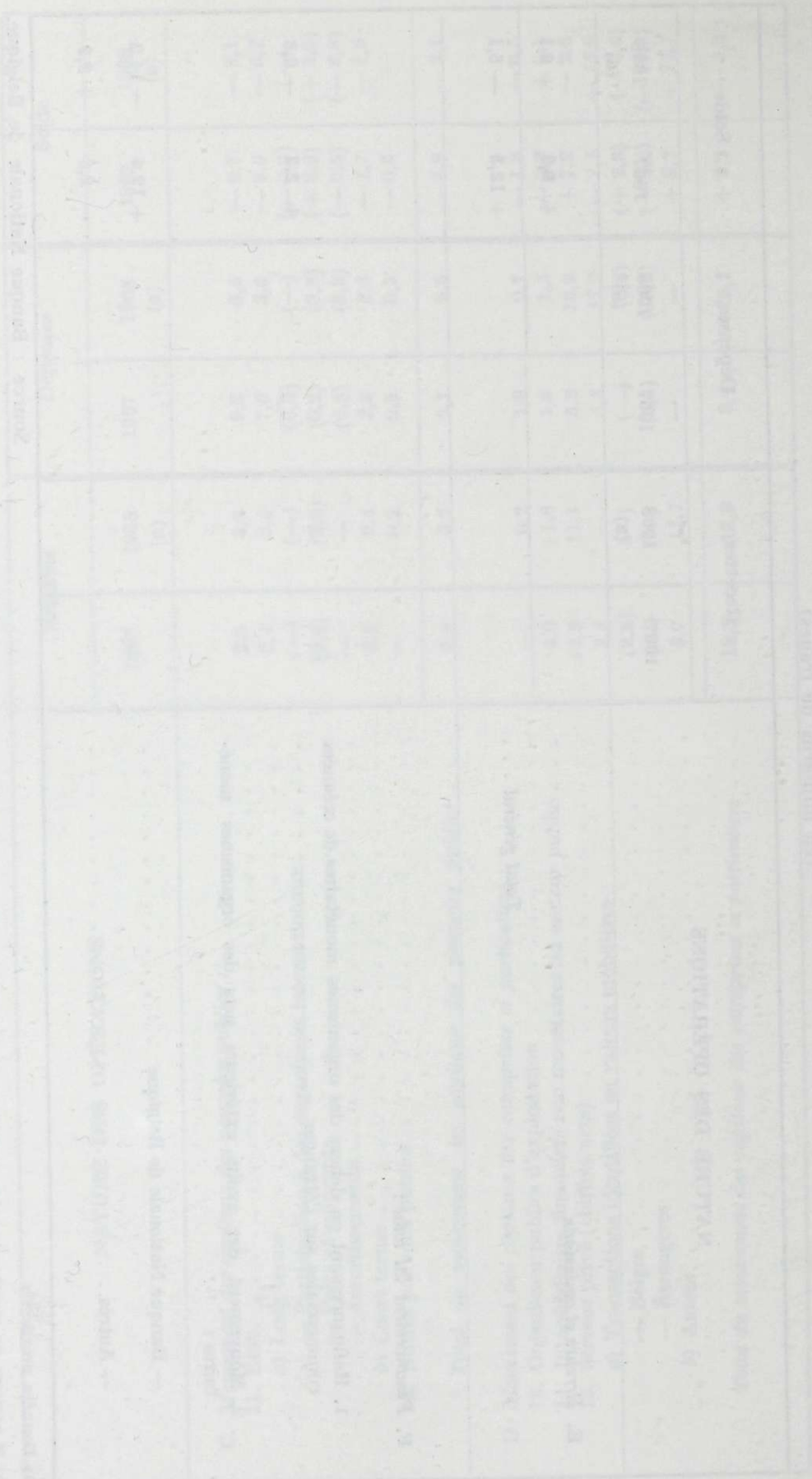
(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1967	1968 (a)	1967	1968 (a)	1967	1968 (a)
E. *Erreurs et omissions*					+ **0,9**	+ **0,1**
Total général . . .					+ **12,3**	— **5,1**
F. *Financement du total* :						
1. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger					+ **2,7**	— **0,8**
2. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :						
— Banque Nationale de Belgique					+ 12,4	— 14,2
— Autres					— *2,8*	+ *9,9*

(a) Données provisoires.

Source : Banque Nationale de Belgique.

(b) Y compris en recettes le solde positif des opérations d'arbitrage et en dépenses le solde négatif de l'or non monétaire.



CHAPITRE II

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

SECTION I. — ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE (G. A. T. T.)

L'année 1968 marque pour le G.A.T.T. le début d'une période de transition, après l'aboutissement en mai 1967 des négociations du « Kennedy Round ». En effet, lors de leur 25e session, tenue en décembre à Genève, les Parties contractantes ont admis qu'il faut consolider les résultats acquis et préparer les dossiers qui faciliteront d'ultérieures négociations ; elles ont affirmé leur volonté d'appliquer intégralement les concessions échangées au « Kennedy Round ».

A cet égard, treize Etats ont mis en œuvre dès le 1er janvier 1968 une première tranche de réduction de droits de leur tarif douanier : l'Afrique du Sud, l'Australie, l'Autriche, le Canada, le Chili, les Etats-Unis, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Suisse et la Turquie.

Le 1er juillet 1968, vingt autres Etats ont appliqué les deux premières tranches de réduction, représentant 40 % des concessions consenties : les états membres des Communautés européennes, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Inde, la Finlande, la Grèce, Israël, le Japon, la Norvège, le Royaume-Uni, la Suède, la Tchécoslovaquie, Trinidad et Tobago et la Yougoslavie.

L'Argentine avait réduit ses droits dès son accession au G.A.T.T. en octobre 1967, et l'Islande y a procédé le 15 février 1968.

Si le G.A.T.T. n'a pas connu en 1968 d'événements vraiment marquants, il a néanmoins, devant la croissance du commerce international, continué à jouer un rôle majeur dans les progrès vers la libéralisation des échanges. Les travaux des différents comités se sont poursuivis.

Le Comité du Commerce et du Développement a vu se concrétiser les résultats de certains de ses travaux, notamment la mise en œuvre anticipée de

concessions résultant des négociations du « Kennedy Round » sur les produits intéressant les pays en voie de développement.

Le Comité de l'Agriculture a procédé à la concentration de la documentation nécessaire et à l'identification des problèmes, en vue de la préparation d'accords internationaux qui organiseraient les échanges agricoles.

Si les obstacles tarifaires sont moins importants depuis l'aboutissement du « Kennedy Round », les barrières non tarifaires et paratarifaires freinent toujours trop les échanges, notamment les ajustements fiscaux à la frontière et les restrictions quantitatives à l'importation. Le Comité du Commerce des produits industriels a dressé un catalogue de ces obstacles et en a commencé l'examen.

Le G.A.T.T. a aussi déterminé les secteurs où des négociations tarifaires pourraient aboutir à des concessions intéressantes, notamment celui de l'aluminium, pour lequel le « Kennedy Round » n'a pas donné le succès escompté.

D'après cette organisation, le commerce international a progressé en 1968 de plus de 11 % en valeur, soit un rythme de croissance double de celui de 1967. Comme les valeurs unitaires à l'exportation ont légèrement baissé, l'augmentation en volume s'inscrit à environ 12 %, taux record de l'après-guerre. La cause principale de l'expansion est la forte demande des Etats-Unis et de la République fédérale allemande, ces deux Etats contribuant pour 40 % à l'augmentation totale des importations.

L'Islande est devenue en 1968 la septante-sixième partie contractante du G.A.T.T.

Section II. — Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.)

Les ministres chargés des affaires scientifiques et techniques dans les pays membres de l'Organisation et en Yougoslavie se sont réunis pour la troisième fois à Paris en mars 1968. Ils ont examiné l'incidence des écarts technologiques entre les pays membres sur le développement économique et social, la promotion et l'organisation de la recherche fondamentale, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de facilités propres à faire face à l'expansion rapide de l'information scientifique et technique.

Le Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation a tenu en mai 1968 une réunion spéciale, au cours de laquelle les participants ont étudié l'évolution récente des apports de capitaux privés par les pays membres aux pays en voie de développement, du point de vue tant du volume que de la répartition géographique et sectorielle.

Pour la période 1964-1966, l'effort global s'est établi à environ 3,5 milliards de dollars par an, dont 2 milliards pour les investissements directs ; à titre

d'indication, la contribution nette du secteur public s'inscrit à 6,1 milliards de dollars par an. Sectoriellement, les industries extractives représentent la moitié de l'actif net détenu par le secteur privé étranger ; les investissements pétroliers sont concentrés dans les pays du Moyen-Orient, quelques pays d'Afrique du Nord, au Vénézuéla et dans les Antilles néerlandaises, tandis que les investissements miniers sont localisés en Amérique latine, en Afrique et en Malaisie.

Les investissements dans les industries manufacturières, qui totalisent environ un tiers des actifs étrangers, sont concentrés sur certaines branches d'activité, notamment les produits chimiques et pharmaceutiques, l'automobile, la mécanique, les biens de consommation durables et la transformation des produits alimentaires ; les deux tiers environ de ces investissements se trouvent en Amérique latine, moins de 20 % en Asie, 10 % en Afrique et le complément dans les pays européens en voie de développement ; ils sont essentiellement placés dans les pays offrant des marchés de dimensions appréciables, comme l'Argentine, le Brésil, le Mexique, l'Inde, le Nigéria, l'Espagne, l'Afrique orientale et la Côte-d'Ivoire.

L'actif net correspondant aux investissements directs étrangers dans les pays moins développés représentait, fin 1966, un montant global de 30 milliards de dollars, soit un tiers du total mondial.

Le Comité d'Aide au Développement a également fait le point des mesures en vue de favoriser les investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement, mettant l'accent sur les garanties contre les risques de caractère non commercial et sur les accords pour la protection des investissements. Le Comité s'est à nouveau réuni en octobre pour examiner les moyens d'améliorer et d'accroître les programmes.

En 1968, la production et les échanges des pays de l'Organisation ont continué à progresser fortement tout au long de l'année (1). Le produit national brut global des pays de la zone a augmenté de plus de 5 pour cent en volume, contre 3,5 pour cent en 1967. La demande a été vigoureuse aux Etats-Unis et au Royaume-Uni et a donné une impulsion supplémentaire à l'économie de nombreux autres pays. Les exportations et les importations ont augmenté de 12 pour cent, alors qu'elles n'avaient progressé respectivement que de 5,5 à 6 pour cent l'année précédente.

En 1968, la Suisse est devenue le dix-septième pays membre du Comité d'Aide au Développement, créé en 1960 par les dix principaux pays exportateurs de capitaux pour augmenter le volume global des ressources mises à la disposition des pays moins développés.

---

(1) Depuis février 1969 la Finlande est membre de l'Organisation.

SECTION III.
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

§ 1. — COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (C.E.E.)

L'exercice écoulé a vu parvenir à son terme la réalisation de l'union tarifaire, coïncidant d'ailleurs avec l'application des premières réductions tarifaires résultant de la négociation multilatérale de Genève du mois de mai 1967.

Il a été marqué également par le passage de la Communauté au stade du marché unique pour tous les grands produits agricoles. Les données concrètes dégagées à l'occasion de l'application de la politique agricole ainsi que l'évolution des marchés mondiaux ont amené la Commission à souligner la nécessité d'une réforme de l'agriculture européenne, en présentant en décembre au Conseil un important mémorandum à ce sujet. Les difficultés françaises ont été rencontrées par une décision de concours mutuel du Conseil et par l'autorisation de certaines sauvegardes par la Commission.

Par ailleurs, tout au long de l'année le désaccord au sujet de l'élargissement de la Communauté n'a pu être surmonté. Ce n'est qu'en fin d'année qu'un compromis a amorcé la reprise des travaux à ce sujet.

* * *

En ce qui concerne *la libre circulation des marchandises*, il faut signaler en premier lieu, la réalisation au 1er juillet, sur base d'un règlement du 28 juin 1968, de l'union tarifaire, par l'élimination des droits de douane entre Etats membres et la mise en place intégrale, pour ces mêmes Etats membres, du tarif douanier commun.

Si le désarmement douanier est complet pour le secteur industriel, il faut rappeler les particularités du secteur agricole où ce désarmement a été opéré pour la plupart des cas par la mise en place d'organisations communes de marché ; pour une quarantaine de produits non encore visés par l'organisation commune, les Etats membres appliquent encore entre eux des droits ne dépassant pas 25 % du droit de base.

Le nombre de contingents tarifaires nationaux octroyés pour 1969 est tombé à 26 et 8 contingents tarifaires communautaires consolidés au GATT ont été ouverts. La mise en place de l'union douanière implique l'harmonisation des législations douanières dans ce domaine. Dans cet ordre d'idées le Conseil a arrêté : le 27 juin 1968, deux règlements, l'un relatif à la valeur en douane des marchandises, l'autre à la notion d'origine ; le 30 juillet, une directive relative aux contrôles douaniers à exercer sur les marchandises arrivant dans la Communauté et au dépôt provisoire de ces marchandises ; le 27 novembre, une directive sur les modalités d'acquittement des droits de douane et taxes d'effet équivalent et des prélèvements agricoles ; le 27 septembre, le règlement relatif au territoire douanier de la Communauté.

L'harmonisation des dispositions relatives aux franchises douanières à caractère économique dans le secteur aéronautique et dans le secteur de la construction navale a été réalisée à la date du 1er juillet 1968, sur base des décisions du Conseil du 8 juin 1968.

Les difficultés provenant de la *situation économique en France* ont amené la Commission à considérer comme nécessaire la mise en œuvre des mesures propres à faciliter un retour rapide à une situation normale dans les secteurs de production plus particulièrement touchés par les grèves.

Elle a autorisé, sur base de l'article 108 C.E.E., la France à limiter, dans ces branches, la progression de certaines importations en provenance des autres Etats membres. Ces restrictions quantitatives ont été limitées dans le temps. Certaines ont cessé au 31 octobre, d'autres au 31 décembre 1968. Par ailleurs, elle autorisait également certaines aides à l'exportation, pour une période limitée.

Une importance particulière revient à l'adoption par le Conseil, le 19 juillet 1968, du règlement « portant application *de règles de concurrence* aux secteurs des transports par chemin de fer, par route et par voie navigable ». Ainsi se trouve clarifiée pour tous les secteurs économiques, exception faite de la navigation maritime et de la navigation aérienne, la question de l'applicabilité des différentes règles de concurrence.

Dans l'élaboration de sa *politique concernant les ententes*, la Commission a explicité la portée de l'interdiction des ententes, prononcée par l'article 85 du Traité de Rome. Elle a précisé dans une communication, publiée en juillet, quel genre d'accord entre dans le cadre des formes de coopération qui favorisent la productivité et la compétitivité et laissent, en même temps, subsister une concurrence efficace sur le Marché commun, de sorte que l'accord ne tombe pas sous les interdictions du Traité. La Commission exprimait son attitude favorable à la coopération entre entreprises — notamment entre les petites et moyennes — qui essaient de renforcer leur position compétitive sur le marché. En outre, la Commission déclarait dans cette communication, que la coopération ne tombe pas sous l'interdiction dans tous les cas où la position des entreprises intéressées dans leur ensemble est trop faible pour provoquer une restriction sensible de la concurrence dans le Marché commun. Ce point de vue, la Commission l'a confirmé dans plusieurs décisions.

La Commission a également délivré trois attestations négatives, concernant des accords de vente en commun conclus entre producteurs d'engrais azotés (comptoirs belge et français de l'azote), décisions par lesquelles elle a pris pour la première fois position sur l'application de l'article 85 du Traité C.E.E. à des comptoirs de vente.

Ensuite, la Commission a pris, dans l'affaire Riechermann-A.E.G. Elotherm une décision d'attestation négative en faveur d'un accord de concession exclusive à l'exportation dans un pays situé à l'extérieur du Marché commun, décision-test qui permet de régler un millier d'affaires semblables soumises à la Commission.

Dans le domaine de la *fiscalité*, le Conseil a adopté le 30 avril 1968 la directive portant institution d'une méthode commune pour le calcul des taux moyens prévus à l'article 97 du Traité C.E.E. Il est également important de remarquer qu'en application des deux premières directives en matière d'harmonisation des législations relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, la France qui appliquait déjà un système de T.V.A., a généralisé ce système à partir du 1er janvier 1968 en s'alignant dans une large mesure sur le système commun. L'Allemagne a mis en vigueur au 1er janvier 1968 le système de T.V.A. tandis que les Pays-Bas ont voté une loi l'introduisant à partir du 1er janvier 1969. Bien que ces trois régimes nationaux soient conformes dans leurs grandes lignes à la deuxième directive, il subsiste encore certaines disparités par rapport au système commun, qui doivent être éliminées à partir du 1er janvier 1970.

Les travaux du Conseil dans le cadre du *rapprochement des législations* commerciales et économiques ont abouti au cours de 1968, à deux conventions signées par les représentants des Etats membres, l'une sur la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, l'autre sur la reconnaissance mutuelle des sociétés et personnes morales.

Par ailleurs, le Conseil a arrêté huit directives dans le domaine du *droit d'établissement et des services*. Elles ont pour objet la suppression des discriminations relatives à l'accès au crédit des agriculteurs établis dans un autre Etat membre et la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services pour les activités de commerce de détail, de l'industrie alimentaire, de l'hôtellerie et de la production et de la libre distribution de films.

L'année 1968 a été marquée par l'adoption au cours de la réunion du Conseil de Ministres du 12 décembre, *du deuxième programme de politique économique à moyen terme* dont le projet, établi par la Commission avait fait l'objet d'un examen approfondi du Parlement Européen et au Comité Economique et Social. Ce programme est essentiellement centré sur la nécessité de développer la coordination des politiques économiques et financières des Etats membres, en vue de permettre l'adaptation des entreprises aux nouvelles conditions de la concurrence internationale et du progrès technologique. En matière de politique de la recherche et de la technologie, les développements du deuxième programme, fondés sur les travaux du Groupe spécialisé constitué par le Comité de politique économique à moyen terme, font ressortir la nécessité d'une action de grande envergure et en définissent les principes fondamentaux.

Mais un vaste effort d'adaptation doit également être fait en matière agricole et sociale. Sur le premier point, les orientations du second programme ont servi de base aux propositions élaborées par la Commission à la fin de l'année 1968. En matière sociale, ce même programme expose les grandes lignes d'une politique des revenus.

L'évolution économique, dans les pays de la Communauté, a donné lieu à une recommandation du Conseil aux Etats membres au sujet de la *politique conjoncturelle* à suivre en 1968. Après les événements qui se sont produits en France, en mai et juin 1968, en plus des décisions de la Commission autorisant ce pays à prendre des mesures temporaires de sauvegarde, le Conseil lui a accordé le bénéfice du concours mutuel. Enfin, le 12 décembre, la Commission a présenté

au Conseil un mémorandum relatif aux orientations générales à recommander aux Etats membres en ce qui concerne la politique conjoncturelle à suivre en 1969, et la nécessité de renforcer la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire.

Dans le domaine de l'*agriculture*, remarquons d'abord quant au fonctionnement des organisations communes que l'expérience a amené à apporter certaines adaptations à la réglementation et aussi à adopter des modalités en raison d'exigences nouvelles.

Il en a notamment été ainsi dans le domaine des *céréales* où il a fallu accorder l'intervention à des quantités importantes de produits suite à une récolte exceptionnelle.

La période de référence a été marquée par l'entrée en vigueur, le 29 juillet 1968, de règlements portant organisation commune des marchés dans le secteur de la *viande bovine*. Le bilan estimatif dressé par le Conseil fixe, pour la période du 29 juillet au 31 décembre 1968, le déficit de la Communauté en viande congelée destinée à la fabrication de produits autres que les conserves « Corned Beef », à 37 000 t.

Dans le secteur des *produits laitiers*, il a été nécessaire de prévoir un certain nombre de dispositions, en particulier dans le régime des prix et des interventions, afin de faire face au problème posé par le déséquilibre du marché qui conduit à des excédents sans cesse croissants, particulièrement de beurre et de lait en poudre écrémé. Le régime commun des prix, des interventions et des échanges a été établi. Il est à noter que, néanmoins, les prix d'achat payés par les organismes d'intervention pour le beurre dans les divers Etats membres, sont tout de même différents en raison des systèmes et des taux d'imposition différents ainsi que des correctifs prévus.

L'union douanière a été généralisée à tous les produits du secteur « fruits et légumes ».

Le Conseil a adopté un règlement portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des *plantes vivantes* et des *produits de la floriculture*. Il a également adopté une résolution sur la mesure communautaire à prendre dans le *domaine vétérinaire* et une décision portant institution d'un Comité Vétérinaire Permanent.

En mars 1968, la Commission a pris pour la quatrième fois une série de décisions concernant l'octroi du concours du Fonds Européen pour l'Orientation et la Garantie Agricoles (F.E.O.G.A.), section « Orientation » (répartition de 26 040 000 U.C. entre 152 demandes de concours).

L'évolution du secteur agricole et l'expérience déjà acquise par le fonctionnement des organisations communes ont amené la Commission à présenter au Conseil un mémorandum dont le but est la réforme de l'agriculture européenne jusqu'en 1980. Ce mémorandum est accompagné de propositions pour la fixation des prix pour certains produits agricoles en 1969-1970 et les mesures à moyen terme pour différents marchés agricoles.

En ce qui concerne les *Affaires sociales*, l'année a été marquée par deux décisions importantes :

— l'adoption du règlement établissant intégralement la libre circulation des travailleurs ;

— un accord de principe du Conseil sur l'adoption d'un règlement destiné à amener certaines dispositions sociales relatives au transport par route.

Les remboursements effectués par le Fonds Social Européen en 1968 ont concerné la réadaptation ou la rééducation d'environ 230 000 travailleurs.

En matière de *transports*, l'exercice écoulé a vu l'adoption de dispositions concrètes en matière de politique commune ; essentiellement une réglementation du transport de marchandises par route, dont les mesures les plus importantes sont la constitution d'un contingent communautaire et l'instauration d'un système de tarification à fourchettes. La Communauté opère ainsi sur les deux leviers principaux : le contrôle de la capacité et le contrôle des prix.

Au cours de l'année 1968, l'Accord d'association entre la C.E.E. et le *Nigéria*, signé le 16 juillet 1966, à Lagos, n'est pas encore entré en vigueur, deux Etats membres, la France et le Luxembourg, n'ayant pas encore ratifié cet Accord.

La troisième phase des négociations avec la *Tanzanie*, l'*Ouganda* et le *Kenya*, du 22 avril au 7 juin 1968, a abouti à la signature de l'Accord d'association le 26 juillet 1968 à Arusha. Comme l'Accord de Lagos, il est inspiré des Titres I, III et V de la Convention de Yaoundé et viendra également à expiration le 31 mai 1969. L'Accord n'est pas encore entré en vigueur, ayant été ratifié seulement par l'Ouganda.

En 1968, l'activité du *Fonds Européen de Développement* (F.E.D.), a conduit à l'approbation de 64 projets correspondant à environ 22 % du total des 286 projets approuvés jusqu'à ce jour sur le 2e F.E.D. pour un montant total d'environ 132 millions U.C. Ce montant équivaut environ au cinquième de la dotation du 2e F.E.D. Le rythme annuel des engagements (environ 130 millions par an) s'est ainsi trouvé maintenu en 1968.

Au cours de l'année 1968, il aura été lancé 112 appels d'offres internationaux pour l'exécution des projets et programmes du Fonds Européen de Développement.

En vue de l'établissement de la *politique commerciale commune*, il faut noter :

— l'adoption par le Conseil, le 5 avril 1968, d'un règlement relatif à la défense contre les pratiques de dumping, primes ou subventions de la part des pays tiers ;

— l'adoption par le Conseil, le 9 décembre 1968, de trois règlements concernant :

a) l'établissement d'une liste commune de libération ;

b) la procédure de gestion des contingents communautaires ;

c) un régime spécial à l'importation de certains produits.

Les règlements ne s'appliqueront pas encore aux pays de l'Est, sauf en ce qui concerne les produits agricoles réglementés.

Par ailleurs, la politique commerciale à l'égard de certains pays tiers a été marquée par :

— la conclusion d'accords bilatéraux entre les Etats membres et l'Inde et le Pakistan, conformément à l'article 4 de l'Accord à long terme sur le commerce international des textiles de coton ;

— les négociations sur la base d'un mandat du Conseil en date du 27 juin 1968 avec la Suisse sur la conclusion d'un accord sur le trafic de perfectionnement passif pour certains produits textiles et le remplacement des accords existant actuellement entre certains Etats membres et la Suisse ;

— les négociations commerciales avec la Yougoslavie sur la base d'un mandat du Conseil du 30 juillet 1968.

Dans le domaine des relations extérieures, les Communautés ont poursuivi, au cours de l'année 1968, en premier lieu, l'étude des problèmes posés par leur élargissement, notamment les travaux concernant la conclusion d'arrangements éventuels avec les pays candidats à l'adhésion.

Certaines négociations en vue de la conclusion d'accords préférentiels, se sont poursuivies, notamment avec le *Maroc* et la *Tunisie*. En ce qui concerne l'*Algérie*, une proposition de la Commission au Conseil, au sujet de l'importation de vin algérien a reçu une première application partielle au mois de septembre. La première phase de négociations avec l'*Espagne* s'étant terminée, la Commission a soumis un rapport au Conseil demandant un nouveau mandat. A la suite des conversations exploratoires qui ont eu lieu avec *Malte*, un rapport a été élaboré et il sera soumis au Conseil dès le début de l'année 1969. En 1967, la Commission avait présenté au Conseil un rapport suggérant une association avec *Israël* ; un nouveau rapport a été élaboré sur cette question en vue de compléter l'information du Conseil. En ce qui concerne les deux pays européens associés, alors que pour la *Grèce*, l'accord d'association a été limité à la simple application des engagements précis déjà existants, un pas important a été accompli à l'égard de la *Turquie* : lors du Conseil d'association du 9 décembre, la C.E.E. et la Turquie ont décidé en effet d'ouvrir sans délais, les négociations en vue du passage à la phase transitoire de l'association.

Dans le domaine des relations avec les Pays d'*Amérique Latine*, certaines questions particulières, notamment l'évolution des exportations de viande bovine vers les Six, ont fait l'objet d'échanges de vues par l'intermédiaire des Missions accréditées auprès des Communautés. La Commission étudie à l'heure actuelle les actions susceptibles d'être entreprises en faveur de l'Amérique Latine, suite au mémorandum présenté à ce sujet au Conseil par le Gouvernement italien.

§ 2. — COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (C.E.C.A.)

La part du *charbon* dans la couverture de la consommation intérieure d'énergie de la Communauté, part qui était de 50 % en 1961 et de 32 % en 1967, n'a plus été que de 29,8 % en 1968. L'action entreprise par la Haute Autorité

de la C.E.C.A. en vue de l'amélioration de la situation de l'industrie charbonnière, par les décisions 3/65 et 1/67, a été poursuivie. En ce qui concerne la décision 3/65 instituant un *régime communautaire d'aides* des Etats en faveur de l'industrie houillère, sa validité avait déjà été précédemment prorogée jusqu'à la fin de 1970 (1). Quant à la décision 1/67, instituant un système d'aide aux *charbons à coke et aux cokes* destinés à la sidérurgie (2), sa durée de validité a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1969. Dans le cadre de la décision 3/65, des interventions économiques d'un montant global de 428 millions de dollars ont été prévues par les Etats membres pour l'année 1968 ; ce montant était de 371 millions de dollars en 1967.

Les mesures prises à la périphérie de la Communauté pour la protection du *marché sidérurgique*, ont été reconduites. En vue d'empêcher la détérioration des prix à l'intérieur du Marché commun, la Commission a prorogé jusqu'au 31 décembre 1969 la décision antérieure concernant l'interdiction de l'alignement sur les offres de pays tiers à commerce d'Etat ; par ailleurs, des contingents ont été fixés pour les importations d'acier et de fonte en provenance de ces pays. En matière de *ferraille*, il a été reconnu qu'il ne serait pas opportun d'abroger ni de suspendre le régime de l'interdiction d'exportation de ferraille vers les pays tiers ; toutefois, certaines demandes particulières, après avoir été examinées cas par cas, ont fait l'objet d'une autorisation. A la suite des événements survenus en France au cours des mois de mai et juin, et après avoir procédé à une consultation du Conseil au titre des articles 37 et 67 du Traité, la Commission a autorisé le Gouvernement français à instaurer à titre temporaire une limitation des importations de produits sidérurgiques ainsi qu'un régime d'aides à l'exportation. Faisant suite aux débats qui ont eu lieu au Comité consultatif et à l'Assemblée parlementaire quant à la nécessité et au principe d'une *politique sidérurgique communautaire*, la Commission a entamé une série d'études qui devront aboutir à la définition d'« objectifs généraux » pour 1975.

En matière d'*ententes*, la Commission a précisé dans une communication (3), d'une part, les considérations dont elle s'inspirera dans l'interprétation de l'article 65 du Traité et d'autre part, les formes de coopération entre entreprises qui ne tombent pas sous le coup des dispositions du Traité. La Commission a approuvé quelques *concentrations* importantes en Allemagne et en France, réalisées dans le secteur de l'acier ; ces concentrations doivent être placées dans le cadre de la restructuration de l'industrie sidérurgique communautaire.

Le taux du *prélèvement* a été maintenu inchangé à 0,30 % jusqu'à la fin de l'année 1968. La Commission a procédé à cinq opérations d'*emprunt* pour un montant global de 108 millions de dollars ; le total des emprunts contractés par la C.E.C.A. depuis le début de son activité s'établit ainsi à la contrevaleur de 828 millions de dollars. Les *prêts* accordés par la Communauté depuis le début de son existence se montent à 920 millions de dollars et ont impliqué l'affectation de 821 millions de dollars de fonds d'emprunt et de 99 millions de fonds propres.

---

(1) *Journal officiel des Communautés européennes* du 28 octobre 1967, n° 261.
(2) *Journal officiel des Communautés européennes* du 28 février 1967, n° 36.
(3) *Journal officiel des Communautés européennes* du 29 juillet 1968, n° C 75.

L'enquête annuelle sur les *investissements* dans les industries du charbon et de l'acier a fait apparaître que depuis 1954, les dépenses d'investissement dans ces industries se sont élevées en moyenne à 1,25 milliard de dollars par an ; pour 1968, les dépenses sont estimées à 1 180 millions de dollars, contre 1 012 millions de dépenses effectives en 1967.

Au mois de mai, de nouvelles modalités sont entrées en vigueur en ce qui concerne l'octroi d'aides pour la *réadaptation des travailleurs*. Le montant des aides accordées en 1968 s'établit à quelque 13 millions de dollars et le nombre de bénéficiaires à plus de 42 000.

A la fin de l'année a eu lieu l'inauguration du 100 000e logement réalisé avec l'aide financière de la C.E.C.A., dans le cadre d'un plan de construction entamé en 1954 ; au total, la C.E.C.A. a consacré à cet objet quelque 260 millions de dollars.

De nouvelles conditions ont été définies pour l'attribution de prêts de *reconversion* ; le montant des prêts accordés à ce titre s'est élevé à quelque 43 millions de dollars.

Dans le domaine de l'*énergie*, la Commission a adressé au Conseil, en fin d'année, un rapport intitulé « Première orientation pour une politique énergétique communautaire ». La politique énergétique devant essentiellement être axée sur l'intérêt des consommateurs, la Commission estime qu'il convient de rechercher à la fois un approvisionnement sûr et à des prix relativement stables et aussi bas que possible. Les propositions de la Commission se classent en trois catégories : définition d'un cadre général d'action, mesures visant à l'établissement d'un marché commun, mesures tendant à la réalisation d'une politique d'approvisionnement bon marché et sûr.

Le cadre d'action comporte l'établissement de prévisions et d'orientations à moyen terme, ainsi que des examens annuels de la conjoncture ; il a pour objet d'assurer, en fonction des caractéristiques du marché, la cohérence nécessaire des mesures de politique énergétique ; il doit permettre aussi de s'assurer que le secteur de l'énergie se développe en harmonie avec les objectifs de la politique économique à moyen terme. Les propositions en vue de l'établissement du Marché commun visent au respect des dispositions des Traités en matière de libre circulation des marchandises (suppression des obstacles directs ou indirects aux échanges à l'intérieur de la Communauté), de liberté d'établissement (non-discrimination effective entre ressortissants des Etats membres dans l'exercice des activités du secteur énergétique), d'application des règles de concurrence (accès aux sources d'approvisionnement, contrôle des concentrations, harmonisation des dispositions nationales en matière de prix) et de fiscalité indirecte (application harmonisée de la taxe à la valeur ajoutée, harmonisation des taxes à caractère protectionniste sur les produits énergétiques, harmonisation des taxes sur les carburants). Pour réaliser une politique d'approvisionnement bon marché et sûr, la Commission préconise des actions en matière de politique commerciale (politique d'importation coordonnée pour le charbon et établissement d'un programme d'approvisionnement communautaire pour les hydrocarbures et les combustibles nucléaires), d'orientation des investissements (confrontation annuelle des projets et des programmes, de manière

à éviter les surinvestissements), d'amélioration de la structurelle industrielle (pour le charbon, les hydrocarbures et les combustibles nucléaires) et, enfin, de financement des investissements (octroi de garanties ou financement communautaire pour certains projets concrets).

Dans le domaine des *relations extérieures*, il y a lieu de mentionner le bilan des négociations commerciales du « Kennedy Round ». La C.E.C.A. avait, pour l'acier, mis l'accent sur deux objectifs particuliers : l'obtention d'un tarif extérieur unifié et le rapprochement des droits de douane appliqués par les principaux pays producteurs d'acier. Ces deux objectifs ont été atteints : pour les produits C.E.C.A., le tarif unifié s'établit à une moyenne de 5,7 %, contre 5 % en Suède, 5,5 % aux Etats-Unis, 7 % en Autriche et 7,5 % au Japon ; seul, le Royaume-Uni a procédé à une réduction plus faible, ramenant son tarif à une moyenne de 11 %.

§ 3. — COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (EURATOM)

Les réacteurs de recherche de la Communauté ont reçu un *approvisionnement* en uranium enrichi pour une valeur de 6 millions de dollars ; de leur côté, les réacteurs de puissance ont procédé à des importations d'uranium enrichi, dans le cadre de contrats conclus antérieurement, pour une valeur de 6,5 millions de dollars. L'Agence d'approvisionnement, qui a le droit exclusif de conclure des contrats pour la fourniture de minerais et de matières fissiles, a négocié et signé plusieurs contrats pour l'approvisionnement des réacteurs de recherche ou de puissance. En vertu d'un amendement à l'accord de coopération Euratom-Etats-Unis, les fournitures à la Communauté de matières fissiles spéciales ont été triplées (215 t pour l'uranium 235 et 1 500 kg pour le plutonium).

Dans le domaine de la *recherche*, il y a lieu de rappeler que le Conseil avait, au mois de décembre 1967, arrêté pour Euratom un programme intérimaire et un budget correspondant de recherches pour 1968. En ce qui concerne l'action directe (c'est-à-dire les activités d'Euratom menées essentiellement dans le cadre du Centre commun de recherches), les crédits avaient été fixés à 41 millions de dollars ; quant à l'action indirecte (couvrant les activités menées par voie de contrats d'association et de recherche), il avait été convenu de mettre au point un régime transitoire. En fait, ce plan de travail n'a pas été réalisé et la plupart des actions indirectes ont été abandonnées. Au Centre commun de recherches (établissements d'Ispra, de Karlsruhe, de Geel et de Petten) l'action s'est limitée au maintien du potentiel existant, sans préjuger du contenu du programme futur. A la fin du mois de décembre, le Conseil a finalement adopté un programme de recherche et d'enseignement d'une durée d'un an, pour un montant de 48,43 millions de dollars et comportant, à égalité d'importance, un programme commun et des programmes complémentaires auxquels ne participent que cinq Etats membres. Le programme commun (24,03 millions de dollars) porte sur : les réacteurs rapides, les réacteurs à eau lourde, les réacteurs à haute température refroidis par gaz, le plutonium et les transplutoniens, la fusion et la physique du plasma, la biologie et la protection sanitaire, les mesures et étalons nucléaires, les applications industrielles des radio-isotopes, la diffusion des connaissances, l'enseignement et les activités de coordination. Les programmes complémentaires (24,40 millions de dollars) portent sur : les

réacteurs rapides (Ispra), les réacteurs à eau lourde (activité de recherche non spécifique), les réacteurs à haute température refroidis par gaz (action directe), les problèmes technologiques, le plutonium et les transplutoniens, la physique des réacteurs, la physique de l'état solide, les matériaux nucléaires, la conversion directe de l'énergie, la biologie, la protection sanitaire et l'informatique.

Dans le domaine de la *propulsion* navale, le navire de recherche « Otto Hahn », dont la conception, la construction et l'exploitation ont fait l'objet d'un contrat de participation de la Communauté, a été livré à une société allemande.

Les efforts en vue de l'élaboration d'une politique communautaire dans le domaine de la *protection sanitaire*, ont été poursuivis ; en particulier la réglementation belge sur la protection contre les radiations ionisantes, sera adaptée aux « normes de base » de radioprotection d'Euratom.

Après 11 années d'activités communautaires dans le domaine de la recherche nucléaire, le bilan de la *diffusion des résultats* s'établit à quelque 7 000 publications, 2 300 « communications » et 1 150 inventions brevetées. L'ensemble des informations mises en mémoire d'un ordinateur représente quelque 850 000 documents.

En matière de *relations extérieures*, il a été décidé de négocier une prorogation pour deux ans de l'accord de coopération avec le Royaume-Uni, qui expire le 3 février 1969 et qui porte sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. La Commission a reconnu qu'il n'existe aucune incompatibilité entre les objectifs du traité de non-prolifération des armes nucléaires et ceux d'Euratom ; ce traité a été signé par le Luxembourg (14 août), les Pays-Bas (19 août) et la Belgique (20 août).

SECTION IV. — UNION ÉCONOMIQUE BELGO-NÉERLANDO-LUXEMBOURGEOISE (BENELUX)

§ 1. — EVOLUTION DE L'UNION ÉCONOMIQUE

Bien que la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services soit atteinte dans ses grandes lignes, la réalisation complète de cet objectif dans le cadre du Benelux demeure toujours entravée à la frontière par les formalités fiscales et de technique douanière et par les nombreuses différences subsistant dans la réglementation de certaines marchandises comme les produits alimentaires, les médicaments, les outillages, etc.

La coordination, prévue dans le Traité d'Union, de la politique économique, financière et sociale est assez largement réalisée. Les gouvernements considèrent cependant qu'elle est encore insuffisante et qu'il faut se préoccuper plus que par le passé de la parfaire, en particulier dans les domaines de la politique énergétique, des transports par route, de la politique portuaire et de la politique régionale.

Le Conseil consultatif économique et social (C.C.E.S.) a préparé un projet de convention tendant à diminuer ou à supprimer les entraves aux échanges commerciaux. Ce projet vise à autoriser l'entrée de certains produits dans l'ensemble du Benelux, malgré le maintien provisoire de mesures nationales divergentes. Il suggère un tel accord, en se basant sur la considération que la santé et la sécurité des populations, de même que la qualité des produits sont également protégés dans les tiers pays, même si les normes concrètes diffèrent de l'un à l'autre.

Au cours de la réunion du Comité des Ministres du 11 décembre 1968, le projet du C.C.E.S. visant à lever les dernières entraves a été mis à l'ordre du jour. Les ministres se sont déclarés en faveur du projet à soumettre au cours du printemps de 1969 à la conférence des gouvernements.

Le Comité des Ministres a entre autres admis les principes de base concernant l'instauration d'un enregistrement commun Benelux pour les produits pharmaceutiques mis sur le marché dans les trois pays, ce qui permettra la libre circulation des produits pharmaceutiques.

Le Comité des Ministres a aussi adopté une convention en matière d'harmonisation des prescriptions relatives à l'outillage dangereux.

Ont en outre été signées un certain nombre de recommandations visant à l'harmonisation des réglementations Benelux dans le domaine des produits alimentaires, — notamment pour les viandes —, de la métrologie et de la normalisation, de même qu'une décision concernant le transport non régulier de voyageurs.

Enfin, les Ministres ont rédigé une réponse au Conseil Consultatif Economique et Social du Benelux en matière d'harmonisation de la politique régionale dans les régions frontalières, de mesures transitoires dans le domaine de la T.V.A. et d'harmonisation de la sécurité sociale, questions au sujet desquelles le Conseil avait donné un avis aux trois gouvernements.

§ 2. — RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'U. E. B. L. ET LES PAYS-BAS

Le rythme de croissance du commerce extérieur des pays du Benelux, qui avait assez bien fléchi en 1967, s'est de nouveau accéléré en 1968 sous l'impulsion de l'expansion conjoncturelle.

D'après le Bureau central néerlandais pour la statistique, dans le commerce entre les Pays-Bas et l'U.E.B.L., le courant Nord-Sud a progressé de 11 %, contre 5,5 % en 1967. Par contre, le courant Sud-Nord a accusé une augmentation de 8,6 %, au lieu du *statu quo* l'année précédente. D'après les chiffres de l'U.E.B.L., le courant Nord-Sud a augmenté de 12,4 % en 1968 et le courant Sud-Nord de 13,8 %.

Bien que la quote-part des Pays-Bas dans les exportations de l'U.E.B.L. ait encore considérablement augmenté et que ce pays en demeure le principal client, la République fédérale allemande, avec une avance de près de 23 % en 1968, arrive pratiquement au même niveau pour ce qui concerne les importations en provenance de l'U.E.B.L. : 85,9 milliards de francs pour les Pays-Bas et 85,5 milliards pour l'Allemagne occidentale.

L'Allemagne occidentale demeure toujours le fournisseur le plus important de l'U.E.B.L. et pour les Pays-Bas le premier partenaire aussi bien à l'importation qu'à l'exportation.

Dans les exportations de l'U.E.B.L. vers les Pays-Bas, on constate surtout une augmentation des ventes de produits de l'industrie des métaux, et en particulier des métaux non ferreux, de l'industrie des fabrications métalliques et aussi de l'industrie du textile et du vêtement, où l'augmentation varie de 12 à 26 %.

Parmi les achats de l'U.E.B.L. aux Pays-Bas, ont progressé surtout ceux des produits chimiques (+ 24 %) et des articles de l'industrie du textile et du vêtement (+ 18 %).

Le surplus d'exportation de l'U.E.B.L. à l'égard des Pays-Bas s'est élevé à 25,1 milliards de francs, contre 21,5 milliards en 1967 et 23,6 milliards en 1966.

★

★ ★

Grand-Duché de Luxembourg

Indices corrigés de la production industrielle

BRANCHE INDUSTRIELLE	1947 = 100					
	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Industries extractives	**265**	**253**	**242**	**247**	**238**	**239**
Extraction de minerai de fer	350	335	318	328	318	321
Extraction de pierre	55	53	54	46	40	39
Industries manufacturières	**196**	**217**	**218**	**209**	**211**	**224**
Industrie des denrées alimentaires	116	123	142	144	136	125
Boissons et industrie du tabac	215	210	213	219	224	227
Industrie textile	32	22	18	15	12	9
Fabrication de chaussures et d'articles d'habillement	65	57	54	44	32	28
Industrie du bois	38	37	35	28	16	7
Industrie du meuble et de l'ameublement	64	65	65	62	53	52
Impression et édition	135	145	142	134	139	138
Industries chimique et parachimique	192	193	192	180	181	192
Industrie des produits minéraux non métalliques	229	252	262	250	224	263
Industrie sidérurgique	222	251	253	241	246	263
Transformation des métaux	89	85	84	83	77	73
Electricité, gaz	**356**	**416**	**432**	**427**	**418**	**390**
Energie électrique	436	519	535	531	518	476
Production et distribution de gaz	139	139	151	146	148	161
Indice général	**204**	**223**	**225**	**216**	**217**	**229**

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Production sidérurgique

Données mensuelles

PÉRIODE	Nombre de hauts fourneaux à feu	Quantité (en milliers de tonnes)			Indice pondéré global (1947 = 100)
		Fonte	Acier	Laminés et demi-produits	
1963	**26**	**298,9**	**336,0**	**267,7**	**222**
1964	**28**	**349,3**	**379,9**	**299,1**	**251**
1965	**26**	**345,4**	**382,1**	**300,2**	**253**
1966	**24**	**330,2**	**365,8**	**287,4**	**241**
1967	**23**	**330,2**	**373,4**	**294,3**	**246**
1968	**23**	**359,0**	**402,8**	**314,3**	**263**
1968 Janvier	23	338,0	375,4	299,9	242
Février	23	334,7	376,9	291,2	250
Mars	23	357,6	397,9	308,5	254
Avril	23	343,5	392,6	313,8	261
Mai	23	359,9	408,2	317,3	267
Juin.....	23	347,7	380,1	292,0	268
Juillet	23	358,8	410,1	318,6	252
Août	23	361,7	407,1	316,4	259
Septembre ..	23	371,2	411,9	324,7	275
Octobre.....	24	388,9	445,4	353,4	277
Novembre ..	24	374,5	422,1	327,4	279
Décembre ..	24	371,3	406,3	307,8	274

Sources : Groupement des Industries sidérurgiques luxembourgeoises.
Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Production agricole

PRODUIT	Unité	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Céréales panifiables ..	10^3q.m.	577,0	628,1	572,7	440,3	594,2	457,3
Céréales secondaires ..	»	695,0	527,6	695,5	733,4	984,8	875,2
Légumineuses.....	»	26,9	15,3	5,8	5,9	11,2	10,5
Pommes de terre	»	1 143,8	743,3	743,4	676,9	905,9	589,4
Autres plantes racines	»	1 051,7	707,2	774,9	679,3	673,6	551,5
Plantes fourragères (y compris foin et regain)	»	1 810,8	1 532,4	1 712,2	2 115,9	2 334,0	1 701,7
Lait	10^6 kg	195,0	181,5	187,6	196,1	207,9	215,3

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Indice des prix à la consommation

MOIS	Indice du coût de la vie (1er janvier 1948 = 100)			Indice pondéré des prix à la consommation (1965 = 100)		
	1965	1966	1967	1966	1967	1968
Janvier	143,78	149,69	151,99	103,12	104,29	107,23
Février	144,25	148,57	151,50	102,96	104,25	107,79
Mars	143,93	148,07	150,74	102,87	104,37	107,90
Avril.....	143,92	148,26	151,08	103,39	104,73	108,13
Mai	145,65	148,97	151,25	103,84	105,02	108,03
Juin	146,58	149,93	152,61	102,96	104,80	108,13
Juillet	146,91	150,39	155,37	103,21	105,93	108,33
Août	147,48	151,09	155,87	103,03	105,96	108,32
Septembre	147,81	151,46	156,66	103,33	106,65	108,50
Octobre	147,41	151,12	155,91	103,59	106,75	109,00
Novembre	147,60	151,42	(a)	103,73	106,97(b)	109,16
Décembre	149,72	152,05	—	103,95	107,12	109,58
Moyenne annuelle ...	**146,25**	**150,09**	—	**103,33**	**105,57**	**108,34**

(a) Supprimé à partir du 1er novembre 1967.
(b) Nouvelle série à partir du 1er novembre 1967.

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Pays-Bas

Formation et utilisation du produit national (a)

(en milliards de florins)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967 (c)	1968
Formation :						
Production des entreprises privées	37,1	43,3	47,9	52,2	56,5	61,6
Production du secteur public	5,4	6,7	7,7	8,8	9,7	10,5
Revenus nets en provenance de l'étranger	0,6	0,7	0,6	0,4	0,6	0,4
Revenu national (au coût des facteurs)	**43,1**	**50,7**	**56,2**	**61,4**	**66,8**	**72,5**
Impôts indirects moins subsides	4,8	5,6	6,4	7,2	8,2	9,8
Produit national (aux prix du marché)	**47,9**	**56,3**	**62,6**	**68,6**	**75,0**	**82,3**
Solde d'exportation (b)	—0,3	+0,7	—0,2	+0,5	+0,3	—0,4
Total des moyens disponibles	**47,6**	**57,0**	**62,4**	**69,1**	**75,3**	**81,9**
Utilisation :						
Consommation privée	31,5	35,6	39,8	43,5	47,1	50,6
Dépenses du secteur public	8,1	9,8	10,9	12,0	13,3	14,4
Investissements nets des entreprises	5,3	7,2	7,9	9,5	10,3	11,5
Investissements nets du secteur public	2,1	2,7	2,9	3,0	3,5	4,1
Stocks et fabrications en cours	0,5	1,7	0,9	1,1	1,1	1,3
Total des dépenses nationales	**47,6**	**57,0**	**62,4**	**69,1**	**75,3**	**81,9**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Prix courants.
(b) — surplus; + déficit.
(c) Données rectifiées.

Pays-Bas

Nombre de chômeurs

ANNÉE	Total	Chômeurs (ouvriers A.W. exclus)	Ouvriers A.W. inscrits (a)	Hommes	Femmes
1962	33 100	30 300	2 800	28 500	4 600
1963	33 700	31 900	1 800	29 000	4 700
1964	30 300	28 300	2 000	25 800	4 500
1965	34 800	32 600	2 200	30 400	4 400
1966	44 700	42 900	1 800	39 700	5 000
1967	86 300	83 500	2 800	78 600	7 700
1968	80 600	78 400	2 200	72 300	8 300

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Les ouvriers A.W. (Aanvullende Werken) sont les chômeurs mis au travail par les services publics. Ces statistiques reprennent en outre les chômeurs dont l'inactivité résulte du gel, les malades, les ouvriers indemnisés pour cause d'accident, ainsi qu'un certain nombre de personnes ayant trouvé du travail, sans que les bureaux de travail en aient été avisés en temps utile.

Pays-Bas

Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie (a)

(1963 = 100)

PÉRIODE	Production	Emploi (b)	Production par travailleur
1960	87	95	90
1961	90	98	92
1962	95	100	95
1963	100	100	100
1964	110	101	109
1965	116	102	114
1966	123	101	121
1967	129	98	132
1968	143	96	149
1968 : 1er trimestre	138	96	144
2e trimestre	143	96	149
3e trimestre	133	96	138
4e trimestre	160	97	166

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Industrie de la construction non comprise.
(b) Les indices trimestriels sont des moyennes de la situation au début et à la fin du trimestre; l'indice annuel se calcule à partir des quatre indices trimestriels.

Pays-Bas

Indices de la production par industrie

(1963 = 100)

INDUSTRIE	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Matériaux de construction et terre cuite	100	119	124	126	132	136
Industrie chimique	100	122	141	159	177	221
Cuir	100	107	103	102	94	102
Caoutchouc	100	111	116	125	122	138
Exploitation minière	100	102	108	110	123	163
Produits métalliques	100	111	116	121	125	133
Papier	100	112	120	129	133	145
Textile	100	105	101	106	96	110
Gaz, électricité et eau	100	111	124	141	163	200
Produits alimentaires, boissons et tabac	100	106	109	110	117	119
Indice général de l'industrie ...	**100**	**110**	**116**	**123**	**129**	**143**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Commerce extérieur

(en millions de florins)

PÉRIODE	1963	1964	1965	1966	1967	1968
	IMPORTATIONS					
1er trimestre	5 054	6 182	6 329	7 276	7 378	8 327
2e trimestre	5 336	6 620	6 535	7 293	7 673	8 019
3e trimestre	5 314	6 131	6 581	7 122	7 184	8 296
4e trimestre	5 897	6 615	7 565	7 333	7 946	8 997
Année....	**21 601**	**25 548**	**27 010**	**29 024**	**30 181**	**33 639**
	EXPORTATIONS					
1er trimestre	4 115	4 843	5 413	5 582	6 295	7 117
2e trimestre	4 549	5 157	5 644	6 241	6 574	7 187
3e trimestre	4 543	5 249	5 709	6 077	6 449	7 535
4e trimestre	4 756	5 776	6 378	6 543	7 062	8 356
Année...	**17 962**	**21 025**	**23 144**	**24 443**	**26 380**	**30 195**
	SOLDE					
1er trimestre	— 939	— 1 339	— 916	— 1 694	— 1 083	— 1 210
2e trimestre	— 787	— 1 463	— 891	— 1 052	— 1 099	— 832
3e trimestre	— 771	— 882	— 872	— 1 045	— 735	— 761
4e trimestre	— 1 141	— 839	— 1 197	— 790	— 884	— 641
Année...	**— 3 638**	**— 4 523**	**— 3 866**	**— 4 581**	**— 3 801**	**— 3 444**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Valeur des importations par pays de provenance

PAYS	1963	1964	1965	1966	1967	1968
	En millions de florins					
U. E. B. L.	4 162	4 911	5 299	5 508	5 567	6 046
Allemagne Occidentale	5 244	6 199	6 392	7 211	7 670	8 876
France	1 122	1 367	1 659	1 746	1 920	2 183
Italie	629	812	1 076	1 216	1 299	1 524
Royaume-Uni	1 562	1 829	1 758	1 771	1 674	1 844
Etats-Unis d'Amérique	2 348	2 813	2 768	3 295	3 208	3 672
	En pourcentage du total					
U. E. B. L.	19,3	19,2	19,6	19,0	18,4	18,0
Allemagne Occidentale	24,3	24,3	23,7	24,8	25,4	26,4
France	5,2	5,4	6,1	6,0	6,4	6,5
Italie	2,9	3,2	4,0	4,2	4,3	4,5
Royaume-Uni	7,2	7,2	6,5	6,1	5,5	5,5
Etats-Unis d'Amérique	10,9	11,0	10,2	11,4	10,6	10,9

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Valeur des exportations par pays de destination

PAYS	1963	1964	1965	1966	1967	1968
	En millions de florins					
U. E. B. L.	2 694	3 207	3 438	3 685	3 886	4 319
Allemagne Occidentale	4 647	5 661	6 428	6 576	6 885	8 394
France	1 417	1 865	1 955	2 185	2 423	3 178
Italie	823	971	1 071	1 128	1 296	1 451
Royaume-Uni	1 727	1 923	2 011	2 009	2 330	2 579
Etats-Unis d'Amérique	736	812	882	1 112	1 241	1 579
	En pourcentage du total					
U. E. B. L.	15,0	15,2	14,9	15,1	14,7	14,3
Allemagne Occidentale	25,9	26,9	27,8	26,9	26,1	27,8
France	7,9	8,9	8,4	8,9	9,2	10,5
Italie	4,6	4,6	4,6	4,6	4,9	4,8
Royaume-Uni	9,6	9,1	8,7	8,2	8,8	8,5
Etats-Unis d'Amérique	4,1	3,9	3,8	4,5	4,7	5,2

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Réserves de change

(en millions de florins)

ANNÉE	Or	Devises	Total
1961	5 698	371	6 069
1962	5 698	462	6 160
1963	5 570	1 003	6 573
1964	6 080	1 372	7 452
1965	6 327	1 059	7 386
1966	6 234	1 121	7 355
1967	6 166	2 023	8 189
1968	6 115	951	7 066

Source : « Nederlandsche Bank », N. V.

Pays-Bas

Salaires et prix

(1963 = 100)

PÉRIODE	Prix de gros	Coût de la vie	Salaires conventionnels
1963	100	100	100
1964	107	106	117
1965	110	111	129
1966	115	117	142
1967	115	121	151
1968	116	126	161
1968 : 1er trimestre	115	124	158
2e trimestre	114	125	161
3e trimestre	116	126	162
4e trimestre	118	127	162

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Consommation des particuliers

(1963 = 100)

ANNÉE	Valeur	Quantité	Quantité par habitant
1961	83	88	90
1962	90	93	95
1963	100	100	100
1964	113	106	105
1965	126	114	110
1966	138	117	112
1967	149	123	117
1968	159	127	120

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en milliards de francs)	En provenance des Pays-Bas		Total (en milliards de francs)	Vers les Pays-Bas	
		En milliards de francs	% du total		En milliards de francs	% du total
1957	171,6	24,3	14,2	159,3	36,2	22,7
1958	156,0	24,6	15,8	152,1	31,5	20,7
1959	172,1	27,2	15,8	164,8	35,0	21,2
1960	197,9	29,4	14,9	188,8	40,1	21,3
1961	211,0	32,3	15,3	196,2	45,9	23,4
1962	227,8	33,7	14,8	216,2	49,3	22,8
1963	255,6	37,7	14,7	242,0	54,6	22,6
1964	299,0	44,0	14,7	279,5	64,1	22,9
1965	324,8	48,2	14,8	319,1	70,4	22,1
1966	358,7	52,4	14,6	341,5	76,0	22,3
1967	358,8	54,0	15,1	351,6	75,5	21,5
1968	416,7	60,8	14,6	408,2	85,9	21,0

Source : Institut National de Statistique.

Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en millions de florins)	En provenance de l'U.E.B.L.		Total (en millions de florins)	Vers l'U.E.B.L.	
		En millions de florins	% du total		En millions de florins	% du total
1957	15 599	2 816	18,1	11 770	1 826	15,5
1958	13 774	2 459	17,9	12 227	1 830	15,0
1959	14 968	2 747	18,4	13 703	2 009	14,7
1960	17 217	3 155	18,3	15 305	2 184	14,3
1961	18 652	3 549	19,0	15 712	2 373	15,1
1962	19 358	3 804	19,6	16 596	2 444	14,7
1963	21 601	4 162	19,3	17 962	2 694	15,0
1964	25 548	4 911	19,2	21 025	3 207	15,3
1965	27 010	5 299	19,6	23 144	3 438	14,9
1966	29 024	5 508	19,0	24 443	3 685	15,1
1967	30 181	5 567	18,4	26 380	3 886	14,7
1968	33 639	6 046	18,0	30 195	4 319	14,3

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Répartition d'après le degré de transformation

ANNÉE	Produits alimentaires boissons et tabacs		Matières brutes et produits demi-finis		Produits manufacturés		Total
	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs
	IMPORTATIONS						
1961	5,8	18,0	6,8	20,9	19,7	61,1	32,3
1962	5,9	17,5	7,4	22,0	20,4	60,5	33,7
1963	6,3	16,7	7,4	19,6	24,0	63,7	37,7
1964	7,2	16,4	8,0	18,2	28,8	65,4	44,0
1965	9,1	18,9	8,5	17,6	30,6	63,5	48,2
1966	9,2	17,5	9,2	17,6	34,0	64,9	52,4
1967	9,5	17,6	9,2	17,0	35,3	65,4	54,0
1968	10,7	17,6	11,4	18,7	38,7	63,7	60,8
	EXPORTATIONS						
1961	2,3	5,0	4,4	9,5	39,2	85,5	45,9
1962	2,8	5,7	4,9	9,9	41,6	84,4	49,3
1963	3,1	5,7	5,5	10,0	46,0	84,3	54,6
1964	4,0	6,3	5,8	9,0	54,3	84,7	64,1
1965	4,7	6,7	5,9	8,4	59,8	84,9	70,4
1966	5,4	7,1	5,4	7,1	65,2	85,8	76,0
1967	5,8	7,7	5,6	7,3	64,1	85,0	75,5
1968	7,0	8,1	5,8	6,8	73,1	85,1	85,9

Source : Institut National de Statistique.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations				Exportations			
	1965	1966	1967	1968	1965	1966	1967	1968
Industrie métallurgique	**2 160**	**3 069**	**3 887**	**3 663**	**10 535**	**12 812**	**11 141**	**14 020**
Fer et acier	1 410	1 912	2 511	1 679	5 849	6 011	6 188	6 525
Métaux non ferreux	696	1 157	1 376	1 984	4 686	6 801	4 953	7 495
Industrie des fabrications métalliques	**10 993**	**11 252**	**11 738**	**12 116**	**19 779**	**19 114**	**20 795**	**23 364**
Machines	2 603	3 150	3 760	3 623	2 886	3 113	3 284	2 989
Construction électrique	4 410	4 052	3 890	4 281	5 614	5 745	5 863	6 381
Matériel de transport	2 764	2 678	2 594	2 658	9 027	7 844	9 134	11 279
Autres articles manufacturés en métal	1 216	1 372	1 494	1 554	2 252	2 412	2 514	2 715
Industries textiles et du vêtement	**6 254**	**7 194**	**6 688**	**7 925**	**14 604**	**16 720**	**14 727**	**16 438**
Filés	1 493	1 956	1 717	2 103	3 686	3 914	3 077	3 297
Tissus	2 681	2 741	2 519	2 799	4 824	5 225	4 646	5 155
Autres produits textiles	477	540	515	595	1 518	1 849	1 715	2 020
Vêtement	1 603	1 957	1 937	2 428	4 576	5 732	5 289	5 966
Industries chimiques	**3 605**	**4 077**	**4 709**	**5 830**	**3 642**	**4 000**	**4 852**	**5 589**
Produits chimiques proprement dits	714	876	1 071	1 602	748	919	1 025	1 382
Engrais manufacturés	26	35	46	60	611	573	588	338
Produits photographiques	83	97	110	86	280	286	280	280
Autres produits chimiques	2 782	3 069	3 482	4 082	2 003	2 222	2 959	3 589
Industrie charbonnière	**2 200**	**2 101**	**2 669**	**2 512**	**451**	**586**	**506**	**173**
Dérivés du pétrole	**1 362**	**1 544**	**1 514**	**2 531**	**2 032**	**2 045**	**1 724**	**1 934**
Produits alimentaires, boissons et tabacs	**3 827**	**3 935**	**4 359**	**5 190**	**3 164**	**3 363**	**3 363**	**3 814**
Matériaux de construction	**181**	**197**	**247**	**261**	**1 549**	**1 431**	**1 378**	**1 401**
Industrie du verre	**350**	**370**	**541**	**552**	**1 348**	**1 460**	**1 702**	**1 792**
Industrie du papier et du carton	**1 891**	**2 042**	**2 117**	**2 350**	**1 684**	**1 755**	**1 800**	**2 162**

Source : Institut National de Statistique.

SEPTIÈME PARTIE

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

Ministère des Affaires économiques

DIRECTION GENERALE DES ETUDES
ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1968

ERRATA

p. 71. Note (f),

lire : ....., calculées tonne pour tonne ;

au lieu de : ....., calculées tonne par tonne.

p. 91. Titre du graphique,

lire : Consommation finale (a) d'énergie par forme d'énergie (en milliers de tonnes équivalent charbon) ;

au lieu de : Consommation (a) d'énergie par forme d'énergie (en milliers de Teracalories).

Note (a), 1e ligne,

lire : ....., utilisations non énergétiques ..... ;
au lieu de : ....., utilisations pour énergétiques .....

p. 345. Sur la base des données définitives du commerce spécial de l'U.E.B.L., le tableau doit être corrigé comme suit :

1964 Moyenne mensuelle ...	7 010	3 868	24 709	23 336	– 1 373	94,4
1965 Moyenne mensuelle ...	7 348	4 029	27 090	26 640	– 450	98,3
1966 Moyenne mensuelle ...	7 504	3 796	29 925	28 465	– 1 460	95,1
1967 Moyenne mensuelle ...	7 740	4 027	30 361	29 511	– 850	97,2
1968 Moyenne mensuelle ...	9 010	4 609	34 723	34 017	– 706	98,0
1967 *Total*	**92 884**	**48 321**	**364 337**	**354 132**	**–10 205**	**97,2**

Les totaux généraux des tableaux « Commerce extérieur » doivent être corrigés comme suit (a) :

p. 349.

lire :	152,7	280,0	319,7	341,6	354,1	
au lieu de :	152,3	279,5	319,1	341,5	351,6	

p. 350.

lire :	196 500	216 613	242 012	280 028	319 684	341 578	354 132
au lieu de :	196 220	216 179	241 959	279 489	319 083	341 450	351 621

p. 357.

lire :	156,7	296,5	325,1	359,1	364,3	
au lieu de :	156,4	299,0	324,8	358,7	358,8	

p. 358.

lire :	211 162	228 435	256 421	296 511	325 074	359 104	364 337
au lieu de :	210 952	227 771	255 603	296 123	324 845	358 701	358 795

p. 363.

lire :	– 3 985	–16 483	– 5 390	–17 526	–10 205	
au lieu de :	– 4 160	–19 473	– 5 762	–17 251	– 7 174	

p. 364.

lire :	152,7	242,0	280,0	319,7	341,6	354,1
au lieu de :	152,3	242,0	279,5	319,1	341,5	351,6

p. 366.

lire :	156,7	256,4	296,5	325,1	359,1	364,3
au lieu de :	156,4	255,6	299,0	324,8	358,7	358,8

p. 368.

lire :	364 337	354 132	–10 205
au lieu de :	358 795	351 621	– 7 174

(a) Les totaux généraux comprennent des rectifications qui ne sont pas reprises dans les données détaillées des tableaux.

SEPTIÈME PARTIE

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

Agriculture

GÉNÉRALITÉS

La loi du 28 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 20 janvier 1968) est relative à l'octroi d'un salaire différé dans l'agriculture et l'horticulture.

La loi du 28 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 15 février 1968) est relative aux cours d'eau non navigables.

L'arrêté royal du 8 mars 1968 (« Moniteur belge » du 9 avril 1968) modifie l'arrêté royal du 24 février 1951 fixant la délimitation des régions agricoles du Royaume.

L'arrêté royal du 20 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 21 septembre 1968) comporte des mesures de mise en œuvre de la directive du 25 juillet 1967 du Conseil des Ministres de la Communauté économique européenne visant la liberté pour les agriculteurs ressortissants d'un Etat membre, établis dans un autre Etat membre, de muter d'une exploitation à une autre.

L'arrêté ministériel du 29 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 1er octobre 1968) modifie l'arrêté ministériel du 27 janvier 1964, fixant les rétributions à payer à l'Office national du lait et ses dérivés par les entreprises de préparation et de transformation des produits laitiers et par les titulaires de licences de vente desdits produits, ainsi que certaines primes à payer par ledit Office.

L'arrêté royal du 21 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 26 novembre 1968) donne les conditions et les formalités concernant l'agréation préalable des entreprises de transport, de préparation, de transformation ou de conditionnement des produits laitiers.

INDEMNITÉS, PRIMES ET SUBVENTIONS

L'arrêté royal du 28 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 13 janvier 1968) modifie l'arrêté royal du 24 avril 1964 relatif à l'octroi d'une subvention destinée à encourager la consommation du lait.

L'arrêté ministériel du 12 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1968) abroge l'arrêté ministériel du 7 juin 1967 fixant le montant des primes accordées aux industries produisant à base de lait belge, certains dérivés du lait.

L'arrêté royal du 29 août 1968 (« Moniteur belge » du 17 septembre 1968) comporte les modalités d'octroi des aides pour le lait écrémé destiné à l'alimentation des animaux.

L'arrêté ministériel du 12 août 1968 (« Moniteur belge » du 24 septembre 1968) accorde un subside aux horticulteurs et viticulteurs pour compenser partiellement la hausse des droits d'accise sur le gasoil lourd (fuel-oil léger).

L'arrêté royal du 29 août 1968 (« Moniteur belge » du 24 octobre 1968) comporte les modalités de l'octroi des aides pour le lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux et pour le lait écrémé transformé en aliments composés pour animaux ; cet arrêté a été modifié par celui du 21 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 31 octobre 1968).

L'arrêté ministériel du 13 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 24 octobre 1968) donne une aide financière à la pêche maritime.

L'arrêté ministériel du 28 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 6 décembre 1968) attribue une aide aux industries produisant, à base de lait belge, de la poudre de lait entier.

RÉGLEMENTATION RELATIVE :

a) *à la culture et aux produits végétaux.*

L'arrêté ministériel du 1er avril 1968 (« Moniteur belge » du 24 avril 1968) fixe le tarif des analyses, essais ou contrôles effectués par la station des recherches de l'Etat pour l'amélioration de la culture de la pomme de terre, à Libramont.

L'arrêté ministériel du 14 mars 1968 (« Moniteur belge » du 10 mai 1968) fixe le tarif des analyses essais, études ou contrôles.

L'arrêté ministériel du 7 juin 1968 (« Moniteur belge » du 18 juin 1968) fixe la liste des variétés de betteraves sucrières susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles.

L'arrêté royal du 17 mai 1968 (« Moniteur belge » du 26 juin 1968) organise le contrôle des matériels de base et des matériels de reproduction des essences forestières.

L'arrêté royal du 17 mai 1968 (« Moniteur belge » du 26 juin 1968) règle la commercialisation du matériel forestier de reproduction.

L'arrêté royal du 5 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 17 août 1968) modifie l'arrêté royal du 3 décembre 1963 réglementant le commerce de semences de céréales et de légumineux à fruits secs de variétés agricoles.

L'arrêté royal du 17 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 19 septembre 1968) comporte une série des décisions relatives à la dénaturation ou à l'incorporation dans les aliments pour animaux de blé tendre originaire de la Communauté économique européenne.

b) *au cheptel et aux produits animaux.*

L'arrêté royal du 19 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 12 janvier 1968) modifie l'arrêté royal du 15 septembre 1964 concernant les oiseaux insectivores et les tenderies.

L'arrêté royal du 12 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 13 janvier 1968) modifie l'arrêté royal du 31 mai 1958 relatif à l'amélioration des espèces avicole et cunicole.

L'arrêté ministériel du 7 février 1968 (« Moniteur belge » du 28 février 1968) modifie l'arrêté ministériel du 20 janvier 1964 portant exécution de l'arrêté royal du 29 mars 1963 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine et portant règlement général des subsides aux sociétés d'élevage de bêtes bovines.

L'arrêté royal du 22 mars 1968 (« Moniteur belge » du 4 avril 1968) modifie l'arrêté royal du 31 mars 1954 relatif au commerce du lait de vache.

L'arrêté royal du 29 mars 1968 (« Moniteur belge » du 9 mai 1968) modifie l'arrêté ministériel du 9 septembre 1949 relatif au contrôle officiel et obligatoire de certains produits laitiers importés.

L'arrêté ministériel du 14 juin 1968 (« Moniteur belge » du 17 juillet 1968) complète l'arrêté ministériel du 31 août 1960 pris en exécution des arrêtés royaux des 10 juin 1959 et 30 août 1960 portant réglementation du commerce des substances destinées à l'alimentation des animaux.

L'arrêté royal du 20 juin 1968 (« Moniteur belge » du 26 octobre 1968) modifie l'arrêté royal du 3 mai 1962 relatif à l'amélioration de l'espèce chevaline.

L'arrêté ministériel du 5 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 27 juillet 1968) comporte des mesures en vue de la lutte contre la tuberculose bovine.

L'arrêté ministériel du 23 août 1968 (« Moniteur belge » du 14 septembre 1968) comporte des mesures de police sanitaire relatives à la peste porcine.

L'arrêté royal du 23 août 1968 (« Moniteur belge » du 26 octobre 1968) modifie l'arrêté royal du 27 février 1963 relatif à la distribution des produits laitiers.

L'arrêté royal du 29 août 1968 (« Moniteur belge » du 17 septembre 1968) comporte les modalités d'octroi des aides pour le lait écrémé destiné à l'alimentation des animaux.

L'arrêté royal du 24 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 27 septembre 1968) modifie et élargit l'arrêté royal du 15 septembre 1964 concernant les oiseaux insectivores et les tenderies.

L'arrêté ministériel du 9 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 12 octobre 1968) donne une disposition relative aux mesures de police relatives à la peste porcine.

c) *fruits et légumes.*

L'arrêté royal du 23 avril 1968 (« Moniteur belge » du 21 mai 1968) réglemente l'emballage et le conditionnement de certaines espèces de fruits et légumes.

L'arrêté ministériel du 27 novembre 1967 (« Moniteur belge » du 4 janvier 1968) fixe la liste des variétés des espèces horticoles, susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles.

Benelux

Le 29 janvier 1968, le Comité Benelux de Ministres a approuvé une convention Benelux en matière de métrologie, qui sera soumise, pour avis, au Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux. En outre, un grand nombre de recommandations prévoyant des règlements Benelux harmonisés ont été signées (notamment quatorze dans le secteur de la viande, quatre dans le secteur des denrées alimentaires).

Le groupe de travail ministériel Benelux pour les Classes moyennes a approuvé le 7 octobre 1968 les consultations au sujet des positions prises et à prendre par les délégations du Benelux au sein de la C.E.E.

A la réunion du 11 décembre 1968, le Comité de Ministres du Benelux a examiné le projet de Convention C.C.E.S. relative à la suppression des entraves commerciales qui subsistent encore dans les échanges intra-Benelux. Les Ministres se sont prononcés en faveur de cette convention qui sera soumise à la conférence intergouvernementale, au printemps de 1969. Le Comité de Ministres a approuvé les principes sur base desquels un enregistrement Benelux commun sera instauré pour les spécialités pharmaceutiques commercialisées dans les trois pays.

Une décision concernant le transport irrégulier de voyageurs ainsi qu'une série de recommandations visant à l'harmonisation des règlements Benelux ont été signées : ces dernières ont trait aux denrées alimentaires, au secteur des viandes, à la métrologie et à la normalisation. Les Ministres ont établi une réponse au Conseil Consultatif Economique et Social, relative à l'harmonisation des politiques régionales dans les zones frontières, aux mesures transitoires dans le domaine de la T.V.A. et à l'harmonisation de la sécurité sociale, problèmes au sujet desquels ce conseil avait présenté des avis aux trois Gouvernements.

Chômage [Voir Travail (Relations du travail)]

Commerce extérieur

ACCORDS DE COMMERCE ET DE PAIEMENT

ACCORDS DU BENELUX AVEC :

La République Fédérale Allemande: à part quelques points de détail réglés par arrangements bilatéraux, les relations commerciales avec la République Fédérale Allemande sont régies par les seules stipulations du Traité de Rome et les règlements agricoles.

L'Autriche: l'accord commercial du 29 juin 1957 a été tacitement prorogé d'un an, le 1er avril 1968. Les protocoles additionnels des 24 novembre 1958, 3 novembre 1960 et 15 mars 1963 modifient les listes contingentaires.

Bulgarie: en date du 15 décembre 1967, un accord commercial à long terme a été paraphé à Bruxelles entre les pays du Benelux et la Bulgarie. Cet accord est entré en vigueur le 1er janvier 1968.

Les listes contingentaires annexées à l'accord sont seulement valables pour un an. En échange des contingents prévus dans ces accords et des possibilités d'effectuer des importations sans restrictions quantitatives, les pays du Benelux ont obtenu des contingents d'exportation qui, par rapport à la valeur des contingents d'exportation prévus dans les anciens accords, représentent une augmentation de 60 %.

Le Danemark: le 1er décembre 1968, l'accord commercial du 28 décembre 1956 a été reconduit tacitement pour un an.

L'Espagne: le 15 avril 1968 l'accord commercial du 2 juin 1960 a été reconduit tacitement pour une période d'un an. Un protocole additionnel, signé le 28 juillet 1961, modifie les listes contingentaires.

La Finlande: le protocole multilatéral en matière de commerce, signé à Helsinki le 16 février 1960 et valable pour un an à partir du 1er janvier 1960, a été prorogé jusqu'au 31 décembre 1968. En vertu de ce protocole, l'accord commercial signé le 8 novembre 1955, par l'U.E.B.L. et la Finlande et venant à terme le 30 juin 1957, a été reconduit. L'accord de paiement entre l'U.E.B.L. et la Finlande, signé à Helsinki le 8 novembre 1955, est valable pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé moyennant un préavis de trois mois.

La France: l'accord commercial conclu avec ce pays, le 26 mars 1959, reste en vigueur pour une durée illimitée. Sauf pour quelques points de détail réglés par des arrangements bilatéraux, les relations avec la France sont entièrement régies par le Traité de Rome et par les règlements agricoles de la C.E.E.

La Grèce: le 1er février 1968, l'accord commercial, signé le 9 mars 1960, a été tacitement reconduit pour un an.

Le Honduras: l'accord commercial du 30 janvier 1959 a été reconduit tacitement pour une période d'un an, le 28 mai 1968. La clause de la nation la plus favorisée a perdu toute portée pratique par suite de la dénonciation, le 14 février 1961, par le Honduras, de l'accord tarifaire préférentiel conclu, en 1936, avec les U.S.A. Cette dénonciation n'affecte en rien la situation contractuelle et juridique entre le Benelux et le Honduras.

La Hongrie: les échanges commerciaux entre le Benelux et la Hongrie sont fondés sur l'accord commercial signé à Budapest le 26 avril 1967. La convention, entrée en vigueur le 1er janvier 1967, est valable pour

trois ans. Les listes contingentaires annexées à cet accord ont une durée de validité d'un an. L'article V de l'accord dispose que la Commission mixte peut proposer des nouvelles listes pour chacune des périodes contractuelles suivantes. Si les listes en cause ne sont pas dénoncées avant le 1er novembre, elles sont prorogées par tacite reconduction pour la période suivante.

L'accord de paiement du 28 mars 1959 est valable pour une durée indéterminée et peut être dénoncé moyennant un préavis de trois mois.

Israël: l'accord commercial du 29 août 1958 a été reconduit tacitement pour une période d'un an, le 1er septembre 1968.

L'Italie: l'accord commercial du 20 juin 1959 a été reconduit tacitement, pour une période d'un an, le 1er janvier 1968. Sauf pour quelques points de détail, les relations avec l'Italie sont entièrement régies par le Traité de Rome et par les règlements de la C.E.E.

Le Japon: l'accord commercial, signé à Tokyo le 8 octobre 1960, est entré en vigueur le 10 avril 1962. L'accord qui avait, à l'origine, une durée de validité de trois ans et pouvait être renouvelé par tacite reconduction, demeurera en vigueur aussi longtemps qu'une des parties contractantes ne le dénoncera pas, moyennant un préavis de trois mois. La liste contingentaire, annexée à cet accord, a été mise en application depuis le 1er janvier 1961 et a fait l'objet de deux révisions (31 août 1962 et 23 décembre 1963).

Un protocole modifiant l'accord de commerce de 1960 a été signé à Tokyo, le 30 avril 1963. Ce protocole, approuvé par la loi du 28 septembre 1964 (« Moniteur belge » du 4 novembre 1964), est entré en vigueur le 21 octobre 1964. Il comporte l'établissement entre les pays du Benelux et le Japon des pleines relations du G.A.T.T. (Abandon, par les pays du Benelux, du recours à l'article XXXV du G.A.T.T. à l'égard du Japon). Une clause de sauvegarde bilatérale permet de prendre des mesures restrictives en cas de perturbation du marché due à des importations anormales en provenance du Japon. Cette clause ne peut, en pratique, être dénoncée unilatéralement par le Japon.

Le Maroc: l'accord commercial, signé le 5 août 1958, a été reconduit, pour une période d'un an, à partir du 1er juillet 1968. Un protocole confidentiel, de même qu'un protocole additionnel, adaptant les listes contingentaires, ont été signés à Rabat, le 24 février 1961.
La clause C.E.E. a été insérée dans l'accord commercial Benelux-Maroc, par échange de lettres des 9 janvier et 2 février 1962, entre le Ministère des Affaires étrangères marocain et l'Ambassade de Belgique à Rabat.

La Norvège: le 1er mai 1968, l'accord commercial, signé le 28 mai 1957, a été reconduit pour un an.

Le Paraguay: un accord de commerce et de navigation a été signé à Assomption, le 13 août 1963, entre les pays du Benelux et le Paraguay.

L'accord entrera en vigueur après ratification par les gouvernements des parties contractantes. L'accord est valable pour une durée d'un an et sera renouvelable d'année en année, par tacite reconduction, si aucune des parties contractantes ne le dénonce par écrit, au plus tard trois mois avant la fin de la période de validité. Les dispositions de l'accord ont trait à l'octroi réciproque et inconditionnel du traitement de la nation la plus favorisée, en matière de douane et de navigation maritime.

La Pologne: le 20 décembre 1966, un accord commercial, a été signé entre les pays du Benelux et la Pologne. Cet accord, valable pour une période de trois ans, est entré en vigueur le 1er janvier 1967.

L'accord de paiement du 3 mars 1959 est valable pour une durée indéterminée et peut être dénoncé à tout moment, moyennant un préavis de trois mois.

Le Portugal: le 1er octobre 1968, l'accord commercial du 24 mai 1961, valable pour une durée d'un an, a été reconduit jusqu'au 30 septembre 1969.

La Roumanie: l'accord commercial, signé le 30 septembre 1960, a été prorogé, en principe le 1er octobre 1967, pour une période d'un an. L'accord de paiement du 30 septembre 1960 est valable pour une durée indéterminée.

Le 27 octobre 1967, un nouvel accord commercial Benelux-Roumanie a été paraphé. Il couvre la période du 1er janvier 1967 au 31 décembre 1969.

Le Royaume-Uni: un arrangement commercial a été conclu le 10 décembre 1959, à Londres, entre les pays du Benelux et le Royaume-Uni. Des pourparlers ont eu lieu à Londres, du 12 au 14 décembre 1967, afin de le mettre à jour. Ceci a conduit à la conclusion de nouvelles « Agreed minutes » qui constitueront le cadre permanent des échanges commerciaux en lieu et place des dispositions qui jusqu'à présent étaient mises à jour chaque année.

La Suède: le 1er mars 1968, l'accord commercial du 27 avril 1957 a été tacitement reconduit pour un an.

La Suisse: le 1er avril 1968, l'accord commercial signé le 21 juin 1957 a été reconduit pour un an.

La Tchécoslovaquie: l'accord commercial conclu entre le Benelux et la Tchécoslovaquie a été paraphé le 11 avril 1967.

L'accord de paiement du 15 juin 1959 est valable pour une durée indéterminée et peut être dénoncé à tout moment, moyennant un préavis de trois mois.

La Tunisie: l'accord commercial, signé le 1er août 1958 et les protocoles additionnels des 26 septembre 1960, 29 mars 1961 et 26 juin 1964 ont été tacitement reconduits, pour une période d'un an, à la date du 1er avril 1968.

La Yougoslavie: un accord commercial entre les pays du Benelux et la Yougoslavie a été signé, à La Haye, le 18 juin 1958. Entré en vigueur le 1er juillet 1958, il était valable pour une durée d'un an. Il est considéré comme renouvelé, d'année en année, par tacite reconduction, si aucune des parties contractantes ne le dénonce trois mois avant l' « expiration de la période de validité ». Il a été ainsi prorogé, par tacite reconduction, pour une nouvelle période d'un an, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 1969.
L'accord de paiement du 18 juin 1958 est valable pour une durée indéterminée à partir du 1er juillet 1958.

Au cours de l'année passée, les pays du Benelux ont tenu des consultations préliminaires au sujet de la conclusion avec l'Irlande d'un accord avec clause de la nation la plus favorisée, qui contiendrait également des dispositions relatives à la protection des investissements. Au milieu de l'année 1967, les pays du Benelux se sont concertés au sujet de la politique commune d'importation et d'exportation à mener à l'égard de la Rhodésie pour satisfaire aux prescriptions de la résolution de l'O.N.U. du 16 décembre 1966. Un accord complet a pu se réaliser quant à la ligne de conduite à suivre par les pays du Benelux. En mai 1968, l'O.N.U. a pris une nouvelle résolution interdisant toute importation et exportation ainsi que tout transit de et vers la Rhodésie, exception faite des produits médicaux et du matériel didactique. Un accord complet s'est également réalisé au sujet de l'exécution de cette résolution.

ACCORDS DE L'U.E.B.L. AVEC :

La République d'Afrique du Sud: l'accord commercial du 13 juillet 1937 est resté en vigueur jusqu'à présent. Il peut être dénoncé moyennant un préavis de trois mois. Il est basé sur l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée en matière d'échanges et de paiements, étant entendu que l'U.E.B.L. ne pourra pas réclamer les privilèges ou faveurs accordés aux membres de la Communauté des Nations britanniques ou des territoires limitrophes de la République d'Afrique du Sud.

La République démocratique allemande: un arrangement commercial a été conclu le 18 mai 1966 entre la « Kammer für Aussenhandel » de la République démocratique allemande et l'Office économique belge (Office de Récupération économique). Cet accord à caractère non officiel a été reconduit tacitement pour une période d'un an. A noter que l'Allemagne orientale insiste depuis quelque temps pour obtenir, tout comme les autres pays de l'Europe orientale, une certaine libéralisation des échanges commerciaux. Cette demande est à l'étude.

L'Argentine: l'accord de commerce et de paiement du 25 novembre 1957 a entériné la participation de l'U.E.B.L. au système multilatéral qui avait été mis en vigueur, à titre provisoire, le 2 juillet 1956.

L'Iran: une convention de commerce et de navigation, signée à Téhéran le 9 mai 1929, avait été conclue pour une période de cinq ans, avec

possibilité de reconduction tacite. Elle a été reconduite de la sorte pour une durée indéterminée.

La Nouvelle-Zélande : l'accord commercial provisoire du 5 décembre 1933 est toujours valable.

Le Pakistan: l'arrangement commercial du 15 mars 1952 est prorogé, tacitement, pour une durée indéterminée, avec possibilité de dénonciation moyennant un préavis de trois mois.

Les Pays-Bas: le traité instituant l'Union économique Benelux est entré en vigueur le 1er novembre 1960.

L'Uruguay: l'accord du 17 août 1957, prévoyant la multilatéralisation des paiements, a été mis en application le 1er mars 1958.

Le Vietnam-Sud: par échange de lettres des 16 et 20 janvier 1956, l'U.E.B.L. et le Vietnam se sont accordés mutuellement le bénéfice de leur tarif minimum, en attendant la conclusion d'un accord commercial.

ACCORDS ÉCONOMIQUES

Accords de la C.E.E. avec :

a) *L'association de pays tiers à la Communauté.*

Grèce: depuis le coup d'Etat militaire survenu en Grèce le 21 avril 1967, seules les dispositions de l'accord d'Athènes ainsi que les décisions du Conseil d'association C.E.E.-Grèce comportant des obligations précises sont appliquées notamment en ce qui concerne le régime des relations tarifaires et commerciales. Par contre, les travaux concernant la mise en œuvre des dispositions de l'accord ne comportant pas des obligations précises mais constituant un cadre pour le développement futur de l'association, et notamment les dispositions concernant l'harmonisation des politiques agricoles de la Communauté et de la Grèce, n'ont pas progressé.

Le Conseil d'association, qui s'est réuni deux fois pendant l'année 1968, s'est borné à discuter des taux du T.D.C. à appliquer en 1969 à l'essence de térébenthine et aux colophanes, des régimes applicables aux importations communautaires en provenance de Grèce des produits transformés à base de fruits et légumes et aux importations en Allemagne de vins industriels grecs.

Turquie: le 9 décembre 1968, le Conseil d'association a marqué son accord pour que soient entamées sans délai les négociations en vue du passage à la phase transitoire de l'association qui selon l'accord d'Ankara peut intervenir au plus tôt le 1er décembre 1969. A cet égard, le Conseil d'association a pris notamment en considération le désir commun des parties de renforcer encore davantage leurs relations mutuelles.

Les différents contingents tarifaires consentis à la Turquie par les Etats membres dès l'entrée en vigueur de l'accord d'Ankara pour les

tabacs, raisins secs, figues sèches et noisettes ont été remplacés par des contingents communautaires d'un volume équivalent à leur montant total.

En outre, la Communauté a mis en œuvre en 1968, les préférences qui avaient été décidées en faveur de la Turquie par le Conseil d'association, le 1er décembre 1967, pour une série de nouveaux produits : produits de la pêche, vins de qualité, raisins de table, agrumes et certains produits textiles.

Etats africains et malgache (E.A.M.A.) et des pays et territoires d'outre-mer (P.T.O.M.): pendant l'année précédente, le Conseil d'association a examiné différents problèmes posés par les restrictions quantitatives à l'importation dans les E.A.M.A., la définition de la notion de « produits originaires », ainsi que le régime d'importation de la viande malgache et du sucre des E.A.M.A. dans la Communauté.

Au cours d'une session extraordinaire, le Conseil a pris connaissance de deux communications des Etats associés, l'une sur les mesures que la Communauté économique européenne compte prendre dans le cadre de sa politique agricole commune au sujet des huiles d'origine végétale et l'autre sur le régime d'importation dans la Communauté de la fécule de manioc originaire des E.A.M.A.

En matière de droit d'établissement et de libre prestation des services, tous les E.A.M.A. ont fait savoir qu'ils étaient en règle au regard de l'application des dispositions des articles 29 et suivants de la convention de Yaoundé.

En matière de désarmement tarifaire, les échanges de vues se sont poursuivis entre la Communauté et les Etats associés qui s'étaient prévalus de l'article 61 de la convention de Yaoundé, pour s'abstenir de procéder aux abaissements tarifaires prévus par l'article 3 de ladite convention.

Le Burundi, qui figurait au nombre de ces Etats associés, a adopté un tarif douanier à double colonne, comportant des préférences tarifaires pour la Communauté, qui a été mis en vigueur le 1er juillet 1968. De ce fait, le Congo-Kinshasa, la Somalie et le Togo n'ont pas encore accordé de tarif préférentiel à la Communauté. Toutefois la Somalie et le Togo ont fait connaître leur intention de se mettre en mesure, à bref délai, de remplir leurs obligations dans ce domaine.

En ce qui concerne les restrictions quantitatives, la libération complète des importations originaires des Etats membres est intervenue, en principe, à la date du 1er juin 1968, après un processus d'élimination progressive des restrictions quantitatives existantes.

Toutefois certaines restrictions demeurent appliquées pour faire face aux besoins des industries naissantes ou en raison des exigences découlant de l'organisation des marchés agricoles.

b) *Accords commerciaux dans le cadre de la Communauté Européenne:*

Liban: l'accord signé le 21 mai 1965 sur les échanges commerciaux et la coopération technique est entré en vigueur le 1er juillet 1968 dans le délai prévu à l'article XIV de l'accord.

Iran: l'accord commercial entre la Communauté et l'Iran a été une fois encore prorogé d'un an au titre de l'article V de cet accord.

Israël: la Communauté a reconduit une seconde fois, pour une nouvelle période d'un an à compter du 1er juillet 1968, diverses mesures de suspension tarifaire en faveur d'Israël reprises de l'accord commercial venu à expiration le 30 juin 1967.

ACCORD DE LA BELGIQUE AVEC :

L'Irlande: les gouvernements belge et irlandais ont décidé que les dispositions de l'arrangement anglo-belge du 27 juillet 1898 demeurent jusqu'à nouvel ordre en vigueur en ce qui concerne l'Irlande. Cet accord n'a d'autre but que d'assurer à la Belgique le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée.

Des négociations sont envisagées pour conclure un accord commercial Benelux-Irlande.

CONTINGENTS TARIFAIRES

Le système des contingents tarifaires a été modifié par les arrêtés ministériels suivants :

— 26 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 10 janvier 1968) : fixation d'un contingent tarifaire assorti d'un certain droit d'entrée pour diverses espèces de poissons et pour les tapis originaires de Turquie.

— 29 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 13 janvier 1968) : ouverture d'un contingent tarifaire assorti d'un droit d'entrée réduit ou nul pour certains produits ferreux, sous les conditions et dans les limites déterminées audit arrêté.

Les marchandises importées sous le bénéfice de ces contingents tarifaires ne peuvent être réexportées en dehors du territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise dans l'état où elles ont été importées.

— 12 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 27 janvier 1968) : ouverture de contingents tarifaires à droits d'entrée réduits ou nuls, pour les figues sèches, les raisins, les raisins de Corinthe, les vins turcs et les tabacs originaires et en provenance de la Turquie.

A l'exception des tabacs du nº 24.01 du tarif, les marchandises importées sous le bénéfice de ces contingents tarifaires ne peuvent être réexportées en dehors du territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, dans l'état où elles ont été importées.

Cet arrêté produit ses effets à partir du 1er janvier 1968.

— 8 mars 1968 (« Moniteur belge » du 26 mars 1968) : ouverture pour le papier journal, le magnésium et le plomb brut de contingents tarifaires à droits d'entrée réduits ou nuls sous les conditions et dans les limites déterminées au tableau figurant audit arrêté. Le plomb brut de la position 78.01, importé dans le cadre du contingent tarifaire, ne peut être réexporté dans l'état où il est importé, en dehors du territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Cet arrêté produit ses effets à partir du 1er janvier 1968.

— 10 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 6 août 1968) : ouverture de contingents tarifaires à droits d'entrée réduits ou nuls, pour les figues sèches, les raisins et certains produits textiles originaires et en provenance de la Turquie.

— 30 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 7 septembre 1968) : modification du tableau des contingents tarifaires C.E.E. annexé à l'arrêté ministériel du 8 mars 1968 relatif aux contingents tarifaires en ce qui concerne les extraits tannants d'eucalyptus.

— 18 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 21 septembre 1968) : fixation d'un contingent tarifaire pour le vin de raisins frais d'Algérie.

— 13 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 28 septembre 1968) : modification de l'arrêté ministériel du 8 mars 1968 en ce qui concerne les fils de lin.

— 28 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 12 décembre 1968) : ouverture d'un nouveau contingent tarifaire à droit d'entrée réduit sous certaines conditions et limité pour les raisins secs.

DROITS D'ENTRÉE

Le tarif des droits d'entrée a été modifié par les arrêtés ministériels suivants :

— 11 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 1er février 1968) : suspension jusqu'au 30 juin 1969 de la perception des droits d'entrée sur certaines épices.

— 7 mars 1968 (« Moniteur belge » du 15 mars 1968) : modification du tarif des droits d'entrée sur certains produits chimiques, sur les perles de verre et sur les imitations de pierres gemmes.

— 12 mars 1968 (« Moniteur belge » du 22 mars 1968) : perception intégrale du droit d'entrée sur les saumons et autres espèces de poissons.

— 26 mars 1968 (« Moniteur belge » du 29 mars 1968) : modification du tarif des droits d'entrée sur certains produits du secteur de l'élevage.

— 22 mars 1968 (« Moniteur belge » du 29 mars 1968) : jusqu'au 30 juin 1968, perception intégrale du droit d'entrée sur les agrumes et, pendant un temps indéterminé, sur les raisins.

— 7 mai 1968 (« Moniteur belge » du 10 mai 1968) : suspension jusqu'au 31 mai 1968 de la perception du droit d'entrée sur certaines catégories de viande bovine.

— 2 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 12 juillet 1968) : abrogation des arrêtés ministériels suivants, relatifs au tarif des droits d'entrée ; 23 décembre 1963, 30 décembre 1964, 24 mars 1965, 30 mars 1966, 24 juin 1966, 28 décembre 1966, 30 mai 1967, 6 juillet 1967, 30 août 1967, 2 octobre 1967, 30 novembre 1967, 5 décembre 1967, 26 décembre 1967, (art. 2,) 11 janvier 1968, 7 mars 1968, 12 mars 1968, 22 mars 1968, 8 juin 1968.

— 17 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 7 août 1968) : fixation du tarif des droits d'entrée sur certains agrumes et aussi sur certains produits chimiques et textiles.

— 29 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 7 août 1968) : l'annexe I fournit la liste des sous-positions tarifaires pour lesquelles le droit de douane C.E.E. est totalement suspendu à partir du 1er juillet 1968.
L'annexe II donne la liste des sous-positions tarifaires pour lesquelles le droit de douane applicable aux pays tiers (et éventuellement à la Grèce) est réduit à partir du 1er juillet 1968, au montant indiqué en regard de chaque sous-position.

— 27 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 7 décembre 1968) : suspension partielle de la perception du droit d'entrée sur l'acrylonitrile jusqu'au 31 décembre 1968 inclus.

— 10 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 20 décembre 1968) : instauration jusqu'au 30 novembre 1968 d'un droit d'entrée de 6 % et 24 % respectivement sur les abricots séchés et le caviar.

Le tarif des droits d'entrée a ensuite été modifié par les arrêtés royaux suivants :

— 7 juin 1968 (« Moniteur belge » du 14 juin 1968) : modification du tarif des droits d'entrée, annexée au protocole signé par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas et relatif aux alcools acycliques et à leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés et nitrosés. Les droits d'entrée ont en même temps été suspendus pour certains produits exportés d'Algérie en libre pratique. Cet arrêté est entré en vigueur le 1er mai 1968.

— 25 juin 1968 (« Moniteur belge » du 28 juin 1968) : établissement en annexes A et B d'un nouveau tarif des droits d'entrée.

Pour certains produits en provenance d'Algérie un tarif spécial a été prévu en annexe C. Cet arrêté est entré en vigueur le 1er juillet 1968.

— 12 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 14 septembre 1968) : instauration d'un tarif spécial des droits d'entrée sur les vins, visés au poste 22.05, originaires d'Algérie.

— 25 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 28 septembre 1968). L'annexe A établit le nouveau tarif des droits d'entrée, prévu au pro-

tocole signé par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, sur certaines préparations de viandes, les farines de céréales, les gruaux et semoules, le sucre, l'alcool éthylique et certaines préparations fourragères. Par dérogation aux dispositions de l'annexe A, les droits d'entrée afférents aux marchandises exportées d'Algérie en libre pratique et relevant des positions tarifaires reprises à l'annexe B du présent arrêté, sont à percevoir d'après les indications de ladite annexe.

Les arrêtés ministériels des 28 juin et 25 septembre 1968 (« Moniteur belge » des 4 juillet et 28 septembre 1968) ont modifié l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée.

LICENCES D'IMPORTATION, D'EXPORTATION ET DE TRANSIT

L'arrêté royal du 7 février 1968 (« Moniteur belge » du 15 février 1968) est relatif à l'exécution du règlement nº 170/67 du Conseil de la Communauté économique européenne du 27 juin 1967, concernant le régime commun d'échanges pour l'ovoalbumine et la lactoalbumine et abrogeant le règlement nº 48/67 CEE.

La loi du 19 mars 1968 (« Moniteur belge » du 21 mars 1968) ratifie les arrêtés royaux établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires, pris en application des lois des 30 juin 1931 et 30 juillet 1934, abrogées par la loi du 11 septembre 1962.

Le « Moniteur belge » du 13 février 1968 publie la convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, relative à la coopération en matière de réglementation des importations, des exportations et du transit.

La liste I, annexée à l'arrêté ministériel du 7 janvier 1966, a été modifiée par les arrêtés ministériels suivants :

— 27 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 27 janvier 1968) : abrogation de la licence pour l'exportation des soupes, des limonades et de certaines boissons spiritueuses vers la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas.

— 31 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 17 février 1968) : suppression de l'obligation de la licence à l'importation et à l'exportation de et vers les autres pays de la C.E.E. pour certains fromages, les sucreries, le chocolat, les extraits de malt, les pâtes, le pain, la chicorée et les préparations de yoghourt.

— 6 mars 1968 (« Moniteur belge » du 9 mars 1968) : abrogation de la licence d'exportation vers les autres pays de la C.E.E. pour certains légumes.

— 25 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1968) : abrogation de la licence d'exportation et d'importation vers les autres pays membres de la C.E.E. pour le sucre d'érable et le sirop de sucre d'érable.

— 30 août 1968 (« Moniteur belge » du 5 septembre 1968) : les éléments chimiques et les isotopes fissiles sont supprimées de la liste I annexée à l'arrêté ministériel du 7 janvier 1966 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises.

L'arrêté ministériel du 31 mai 1968 (« Moniteur belge » du 4 juillet 1968) modifie les listes I et II annexées à l'arrêté ministériel du 7 janvier 1966 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises.

L'arrêté ministériel du 31 mai 1968 (« Moniteur belge » du 4 juillet 1968) a modifié la rubrique 01.02 A/II des listes I et III, annexées à l'arrêté ministériel du 7 janvier 1966, soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises.

TAXE DE TRANSMISSION

Les arrêtés royaux des 18 décembre et 24 décembre 1968 (« Moniteur belge » des 20 décembre et 31 décembre 1968) modifient l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation respectivement de certains produits chimiques et de certaines sortes de tuyaux.

Communauté Economique Européenne

MESURES GÉNÉRALES

Le Conseil a tenu les 19 et 20 février 1968 une session consacrée à l'agriculture. Il a marqué son accord de principe sur le règlement établissant une organisation commune des marchés dans le secteur des plantes vivantes et des produits de la floriculture. Le Conseil a procédé à un premier examen de certains problèmes relatifs à la proposition d'un règlement en vue de l'établissement d'une organisation commune dans le secteur du lait et des produits laitiers. Le Conseil a consacré aux problèmes du secteur laitier et bovin plusieurs réunions.

Lors de sa session du 5 avril 1968, le Conseil a approuvé une directive visant la liberté pour les agriculteurs ressortissants d'un Etat membre, établis dans un autre Etat membre d'accéder aux diverses formes de crédit. Pendant la session des 30 et 31 mars, le Conseil a approuvé le texte d'accord à transmettre à la délégation des pays de l'Est africain (élargissement des préférences tarifaires que les Etats de l'Est africain sont prêts à accorder à la Communauté) ; le Conseil a décidé que cet accord sera un accord mixte fondé sur l'article 228 du Traité. En même temps, le Conseil a chargé le Comité des Représentants permanents de poursuivre les travaux concernant l'exécution des engagements souscrits par la Communauté en matière d'aide alimentaire.

Lors de sa session des 17 et 18 juin 1968, le Conseil est parvenu à un accord d'ensemble sur l'essentiel des problèmes soulevés par la mise au point des textes des règlements portant l'organisation des marchés du lait et des produits laitiers d'une part, de la viande bovine d'autre part.

Il a adopté un certain nombre de règlements d'application permettant la mise en vigueur du marché unique du sucre à compter du 1er juillet 1968. Le Conseil a aussi adopté une série de règlements (notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'harmonisation douanière) destinés à préparer l'entrée en vigueur de l'union douanière entre les six Etats membres de la Communauté, le 1er juillet 1968. C'est ainsi qu'en matière agricole, il a définitivement adopté les règlements « lait et produits laitiers » et « viande bovine » y compris une série de règlements d'application.

Le Conseil a adopté plusieurs autres règlements agricoles : prix de base du porc abattu pour la période de juillet à octobre 1968, adaptation de plusieurs règlements de base relatifs aux organisations communes des marchés à la nouvelle nomenclature du tarif douanier commun, organisation des marchés des produits transformés à base de fruits et légumes, règlements d'application touchant les oléagineux.

En matière douanière, le Conseil a adopté les règlements ou décisions concernant la mise en vigueur du tarif douanier commun (TDC), l'harmonisation des législations douanières (origine, valeur en douane) des marchandises, la suppression temporaire de certains droits du tarif douanier commun et l'alignement vers le tarif douanier commun des droits applicables à certains produits.

Lors de la session du 20 juillet 1968, le Conseil a procédé à un échange de vues approfondi sur les mesures prises par le Gouvernement français en vue de rétablir l'équilibre de l'économie française.

Sur recommandation de la Commission, il a arrêté une directive accordant le concours mutuel à la France. Il a adopté par ailleurs deux règlements relatifs à des questions agricoles (stockage public du lait écrémé en poudre, acomptes du F.E.O.G.A.).

Lors de la session des 22 et 23 juillet 1968, le Conseil a traité de questions concernant les produits laitiers (règlement concernant l'incidence des correctifs appliqués aux prix d'intervention, résolution relative à l'écoulement des excédents) et les céréales (déclaration d'intention pour l'éligibilité de la dénaturation, régime d'importation et d'exportation des produits transformés à base de céréales).

DÉCISIONS CONCERNANT LA BELGIQUE

Une décision de la Commission du 22 février 1968 autorise le Royaume de Belgique à vendre à prix réduit du beurre de stock public sous forme de beurre fondu (« Journal officiel des Communautés européennes » du 7 mars 1968).

Une décision de la Commission du 20 mars 1968 autorise le Royaume de Belgique à introduire un contingent tarifaire pour le plomb brut (« Journal officiel des Communautés européennes » du 8 avril 1968).

Une décision de la Commission du 20 mars 1968 porte octroi au Royaume de Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg d'un contin-

gent tarifaire pour le sel, destiné à la transformation chimique (« Journal officiel des Communautés européennes » du 8 avril 1968).

Une décision de la Commission du 14 juin 1968 porte octroi au Royaume de Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg de contingents tarifaires pour les harengs frais, réfrigérés ou congelés, destinés à la transformation (« Journal officiel des Communautés européennes » du 17 juillet 1968).

Une décision de la Commission du 17 juillet 1968 est relative à une procédure au titre de l'article 85 du traité C.E.E. (A.C.E.C. - Berliet) (« Journal officiel des Communautés européennes » du 12 août 1968).

Une décision de la Commission du 24 juillet 1968 autorise le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royayme des Pays-Bas à différer le relèvement des droits de leur tarif douanier vers ceux du tarif douanier commun, en ce qui concerne les tabacs fabriqués des sous-positions tarifaires 24.02 A. B. C. et D. (« Journal officiel des Communautés européennes » du 7 septembre 1968).

Une décision de la Commission du 31 juillet 1968 instaure une mesure tarifaire spéciale applicable aux transports ferroviaires de minerais de fer lorrain à destination de la Belgique (« Journal officiel des Communautés européennes » du 19 septembre 1968).

Une décision de la Commission du 2 août 1968 modifie la décision de la Commission arrêtant les mesures transitoires dans le secteur du lait et des produits laitiers pour la Belgique (« Journal officiel des Communautés européennes » du 7 septembre 1968).

Une décision de la Commission du 9 août 1968 autorise le Royaume de Belgique à vendre à prix réduit du beurre de stock public aux fins de transformation en beurre concentré (« Journal officiel des Communautés européennes » du 19 septembre 1968).

Coopération économique internationale

La deuxième Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (C.N.U.C.E.D.) s'est tenue à New Delhi du 1er février au 29 mars 1968. Les résultats de la Conférence sont minces :

— programme d'action en vue de la conclusion d'accords internationaux sur les principaux produits de base ;

— adoption d'un plan tendant à accorder un traitement préférentiel aux exportations des pays en voie de développement ;

— vœu que les pays industrialisés consacrent au tiers monde 1 % de leur produit national brut.

La Commission mixte prévue par l'accord sur la coopération économique, industrielle et technique, conclu le 26 avril 1967 entre l'U.E.B.L. et la Hongrie, s'est réunie à Budapest du 1er au 6 avril 1968.

Les Gouvernements des parties contractantes ont décidé de favoriser les contacts entre les organismes hongrois et les firmes belges dans plusieurs ou toutes les branches des secteurs suivants : textile et confection, verre à vitre, papier, chimie, transformation de l'aluminium, fabrications métalliques et électriques, industrie pharmaceutique.

Le « Moniteur belge » du 19 avril 1968 publie l'accord entre la Belgique et la Roumanie sur le transport de marchandises par route effectué au moyen de véhicules commerciaux et annexes, signés à Bucarest le 22 septembre 1967.

La Commission mixte prévue par l'accord sur la coopération industrielle et technique, conclu le 10 octobre 1967 entre l'U.E.B.L. et la Tchécoslovaquie, s'est réunie à Prague du 29 avril au 4 mai 1968. Il a été convenu qu'en matière de coopération technologique, les contacts seront développés entre les entreprises et organismes effectuant des recherches appliquées, notamment dans la sidérurgie et l'industrie des fabrications métalliques ; dans le domaine de la coopération industrielle, de nouveaux efforts seront accomplis pour qu'elle soit renforcée dans l'industrie des fabrications métalliques, de la chimie et de l'engineering ; en matière nucléaire, les contacts seront poursuivis pour mettre sur pied un programme d'actions communes. Le « Moniteur belge » du 5 décembre 1968 publie cet accord.

Le « Moniteur belge » du 29 novembre 1968 publie l'accord entre la Belgique et la Tchécoslovaquie concernant les transports routiers internationaux, signé à Prague le 17 avril 1968.

La Commission mixte prévue par l'accord sur la coopération économique, industrielle et technique, conclu le 17 mai 1967 entre l'U.E.B.L. et la Yougoslavie, s'est réunie à Belgrade du 17 au 21 décembre 1968. La Commission a tracé le programme de la coopération industrielle entre les entreprises des deux pays dans les secteurs des fabrications métalliques et électriques, des métaux non ferreux et de la chimie et déterminé les principes de la coopération technique.

Coordination économique (Voir Réglementation de la production et du commerce)

Emploi (Voir Travail)

Expansion économique

Une commission d'avis pour le financement de la recherche industrielle a été créée au sein du Ministère des Affaires économiques par l'arrêté royal du 14 mai 1968 (« Moniteur belge » du 16 mai 1968) pris en exécution de l'arrêté royal n° 87 du 11 novembre 1967, modifiant et complétant la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles.

DIVERS : ORGANISATION ET CONTRÔLE DE LA MONNAIE ET DU CRÉDIT

L'arrêté royal du 8 mars 1968 (« Moniteur belge » du 21 mars 1968) approuve des modifications apportées aux statuts de la Banque Nationale de Belgique. Les plus importantes concernent les articles 1er, 17 et 43.

L'arrêté ministériel du 19 mars 1968 approuve l'arrêté de la Commission bancaire du 19 décembre 1967, portant règlement d'agréation des reviseurs de banque (« Moniteur belge » du 29 mars 1968).

Un arrêté royal du 1er février 1968 fixe à dix-huit milliards de francs le plafond des engagements de la Caisse nationale de crédit professionnel (« Moniteur belge » du 29 février 1968).

Un arrêté royal du 26 janvier 1968 porte augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations et des dépôts de fonds que la Société nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre ou à accepter. Ce montant est porté de quatre-vingts à quatre-vingt-cinq milliards de francs («Moniteur belge» du 17 février 1968).

La convention du 30 mars 1968 entre l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique a été approuvée par le Conseil des Ministres et est entrée en vigueur le 1er septembre 1968. Le montant du portefeuille détenu par la Banque en suite d'opérations faites conformément à l'article 11, 3° et 9° de la loi du 28 juillet 1948, modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique est fixé à seize milliards cinq cent trente-trois millions de francs. Ce montant sera réexaminé de trois en trois ans (« Moniteur belge » du 4 avril 1968).

EMPRUNTS

Liste des arrêtés autorisant leur émission.

L'arrêté royal et un arrêté ministériel du 26 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 31 janvier 1968) relatif à l'émission de l'emprunt 6,75 % 1968-1978.

L'arrêté royal du 5 avril 1968 (« Moniteur belge » du 10 avril 1968) relatif à l'emprunt 1968 à 15 ans de 2 500 millions de francs, à contracter sous la garantie de l'Etat par la Société Nationale des Chemins de Fer belges.

L'arrêté royal et un arrêté ministériel du 30 mai 1968 (« Moniteur belge » du 12 juin 1968) relatif à l'émission de l'emprunt 1968-1975-1983.

L'arrêté royal et l'arrêté ministériel du 28 août 1968 (« Moniteur belge » du 31 août 1968) relatif à l'émission de l'emprunt 1968-1974-1980.

L'arrêté royal et l'arrêté ministériel du 28 août 1968 (« Moniteur belge » du 31 août 1968) relatif à l'émission de l'emprunt 6,75 % 1968-1980.

L'arrêté royal du 22 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 27 novembre 1968) relatif à l'émission de l'emprunt 6,75 % 1968-1983 du Fonds des Routes.

FISCALITÉ

Impôts sur les revenus et taxes assimilées

L'arrêté royal du 29 mars 1968 (« Moniteur belge » du 12 avril 1968) modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus a pour but de compléter la liste des revenus pour lesquels il est renoncé à la perception du précompte mobilier.

L'arrêté royal du 30 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 15 novembre 1968) modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus est en rapport avec la mise en vigueur de certaines dispositions du Code judiciaire et d'autres dispositions de la loi du 10 octobre 1967.

L'arrêté royal du 30 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 15 novembre 1968) modifiant l'arrêté royal du 22 mai 1923 relatif à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur stipule notamment que le signe fiscal ne doit pas être renouvelé pour 1969.

Droits d'accises et taxes de consommation

La loi du 11 mai 1967 (« Moniteur belge » du 22 décembre 1968) modifie à partir du 1er janvier 1969 le régime d'accise de la bière. Désormais la base du droit d'accise est le degré hectolitre, au lieu de la quantité de matières premières mises en œuvre.

La loi du 6 juillet 1967 (« Moniteur belge » du 10 février 1968) modifie à partir du 10 février 1968 le régime des accises de l'alcool et des huiles minérales.

L'arrêté ministériel du 29 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 6 février 1968) modifie l'arrêté ministériel du 20 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 19 décembre 1963 et du 9 janvier 1964) portant exécution des dispositions légales coordonnées relatives au régime d'accise des huiles minérales.

L'arrêté ministériel du 7 février 1968 (« Moniteur belge » du 10 février 1968) relatif au régime d'accise des alcools a été pris en exécution de la loi du 6 juillet 1967 mentionnée ci-dessus.

L'arrêté ministériel du 25 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 22 décembre 1968) règle l'exécution de la loi du 11 mai 1967 rappelée ci-dessus et relative au régime d'accise de la bière.

L'arrêté royal du 18 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1968) modifie à partir du 1er janvier 1969 le régime d'accise des gaz de pétrole et des autres hydrocarbures gazeux liquifiés. Un droit d'accise spécial de 80 F l'hl est établi sur ces produits.

Un arrêté royal du 18 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1968) relatif au régime d'accise des huiles minérales relève à

partir du 1er janvier 1969 le total des droits d'accise sur le diesel-oil. Cette hausse est perçue sous forme d'un droit d'accise spécial de 100 F à l'hl.

Un arrêté ministériel du 20 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1968) porte exécution de l'arrêté royal susvisé du 18 décembre 1968 relatif au régime d'accise des huiles minérales.

Un arrêté ministériel du 20 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1968) porte exécution de l'arrêté royal du 18 décembre 1968 modifiant le régime d'accise des gaz de pétrole et des autres hydrocarbures gazeux liquifiés. Il dispose en matière de trafic avec le Grand-Duché de Luxembourg et en ce qui concerne la taxation des stocks existant au 1er janvier 1969.

Droits d'entrée

[Voir Commerce extérieur (Droits d'entrée)]

Taxes assimilées au timbre

L'arrêté royal du 12 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 23 janvier 1968) modifie, à partir du 25 janvier 1968, le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre.

En vertu de cet arrêté, les couleurs pour la peinture des enseignes et les couleurs pour modifier les nuances ou pour l'amusement, lorsqu'elles sont conditionnées en emballages d'un kilogramme et demi ou moins, poids cumulé du contenant et du contenu, sont soumises à la taxe de transmission forfaitaire prévue par l'article 31/5 du Règlement général. Jusqu'à présent, ces produits étaient soumis à la taxe de transmission ordinaire, lorsqu'ils étaient présentés en tubes, pots, flacons, godets, pastilles et conditionnement similaire. Les couleurs pour la peinture artistique ou pour l'enseignement qui sont présentées sous les formes décrites ci-avant, restent exclues du régime de la taxe de transmission forfaitaire. D'autre part, les produits dénommés « tissus non tissés » fabriqués en fibres de verre sont exclus du régime forfaitaire prévu par l'article 32/1, par. 1, 4° du Règlement général. Cette mesure vise principalement les produits dénommés « mats » de verre, qui servent surtout de matière première pour la fabrication et le renforcement d'ouvrages en matière plastique artificielle.

L'arrêté ministériel du 27 mars 1968 (« Moniteur belge » du 30 mars 1968) modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant Règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre, remplace par une nouvelle liste, la liste des produits ou groupes de produits qui bénéficient, du chef de leur exportation, d'une ristourne des taxes assimilées au timbre.

L'arrêté royal du 27 mars 1968 (« Moniteur belge » du 30 mars 1968) modifie l'arrêté royal du 11 mars 1953 (« Moniteur belge » du 14 mars 1953) majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation. Il établit un nouveau tableau prévoyant soit l'établissement de

nouvelles majorations, soit, l'augmentation, la réduction ou la suppression de majorations existantes.

La loi du 6 mars 1968 (« Moniteur belge » du 26 avril 1968) insère dans l'article 25 du Code des taxes assimilées au timbre une disposition qui permet au Ministre des Finances d'accorder la franchise de la taxe de transmission lors de l'importation de marchandises qui, eu égard à leur nature ou à leur destination, peuvent être considérées comme étant sans importance pour le trafic commercial. En plus, la loi du 24 mars 1959 concernant le régime applicable aux fournitures faites aux forces des Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord est complétée par un article 1*bis* qui a pour objet d'exempter sous certaines conditions de la taxe sur les contrats d'entreprise et de la taxe sur les locations mobilières et les transports, les factures relatives à des prestations pour l'effort commun de défense, délivrées aux forces d'un Etat étranger partie au Traité de l'Atlantique Nord. Enfin, cette loi ratifie les modifications apportées à l'article 179 du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre par divers arrêtés royaux se rapportant à la taxe de luxe.

L'arrêté ministériel du 31 mai 1968 (« Moniteur belge » du 19 juin 1968) modifie l'article 31 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant Règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre. Cet article vise des marchandises exemptées à l'importation de la taxe de transmission et de la taxe de luxe.

L'arrêté royal du 10 juin 1968 (« Moniteur belge » du 19 juin 1968) modifie la Section IV du chapitre II du titre I^{er} du règlement général sur les taxes assimilées au timbre. Il s'agit d'importations de marchandises en provenance d'un des Etats membres de la Communauté économique européenne ou d'un des Etats associés à la dite Communauté ou de marchandises destinées à être réexportées vers un de ces Etats.

L'arrêté ministériel du 26 juin 1968 (« Moniteur belge » du 29 juin 1968) remplace par une nouvelle liste, la liste des produits ou groupes de produits qui bénéficient, du chef de leur exportation d'une ristourne des taxes assimilées au timbre.

L'arrêté royal du 26 juin 1968 (« Moniteur belge » du 29 juin 1968) modifie l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation. Les modifications apportées par les deux arrêtés du 26 juin 1968 sont motivées uniquement par des changements apportés à la nomenclature des positions du Tarif des droits d'entrée par l'arrêté royal du 25 juin 1968 relatif au même Tarif.

L'arrêté ministériel du 25 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 26 juillet 1968) modifie la liste des produits ou groupes de produits qui bénéficient du chef de leur exportation d'une ristourne des taxes assimilées au timbre, établie par l'article 1er de l'arrêté ministériel du 26 juin 1968.

L'arrêté royal du 25 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 26 juillet 1968) modifie l'arrêté royal du 11 mars 1953 relatif aux majorations de

la taxe de transmission à l'importation, modifié par l'article 1er de l'arrêté royal du 26 juin 1968. Ces dispositions sont motivées uniquement par des changements apportés à la nomenclature des positions du Tarif des droits d'entrée par l'arrêté royal du 24 juillet 1968 relatif au même Tarif.

L'arrêté ministériel du 26 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 28 septembre 1968) modifie la liste des produits ou groupes de produits qui bénéficient, du chef de leur exportation, d'une ristourne des taxes assimilées au timbre établie par l'article 1er de l'arrêté ministériel du 26 juin 1968 et modifiée par l'article 1er de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1968.

L'arrêté royal du 26 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 28 septembre 1968) modifie l'arrêté royal du 11 mars 1953 relatif aux majorations de la taxe de transmission à l'importation, modifiée par les articles 1er de l'arrêté royal du 26 juin 1968 et 1er de l'arrêté royal du 25 juillet 1968. Ces dispositions sont motivées uniquement par des changements apportés à la nomenclature des positions du Tarif des droits d'entrée par l'arrêté royal du 25 septembre 1968 relatif au même Tarif.

Le 15 octobre 1968 un projet de loi créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée a été déposé sur le bureau de la Chambre des Représentants.

L'arrêté royal du 21 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 1er novembre 1968) maintient pour la période du 15 septembre 1968 au 31 mars 1969 la réduction de 7 à 4 % du taux de la taxe de transmission forfaitaire applicable aux livraisons de betteraves aux fabricants de sucre. Il établit aussi un régime concernant les machines pour laver la vaisselle qui sont à usage domestique. A partir du 15 septembre 1968 toutes les machines pour laver la vaisselle qui sont à usage domestique, quel que soit leur poids, sont soumises à la taxe de transmission forfaitaire de 14 %.

L'arrêté royal du 16 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 21 décembre 1968) modifie le Code et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre et l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation. Il proroge jusqu'au 31 décembre 1969 diverses mesures de caractère temporaire qui prévoient des réductions ou des exemptions de taxe.

L'arrêté royal du 18 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 20 décembre 1968) modifie l'arrêté royal du 11 mars 1953 relatif aux majorations de la taxe de transmission à l'importation modifié par les articles 1er de l'arrêté royal du 26 juin 1968, 1er de l'arrêté royal du 25 juillet 1968 et 1er de l'arrêté royal du 26 septembre 1968.

L'arrêté ministériel du 18 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 20 décembre 1968) modifie la liste des produits ou groupes de produits qui bénéficient, du chef de leur exportation, d'une ristourne des taxes assimilées au timbre, établie par l'article 1er de l'arrêté ministériel du

26 juin 1968 et modifiée par les articles 1er de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1968 et 1er de l'arrêté ministériel du 26 septembre 1968.

Ces modifications ont pour objet de supprimer la majoration de la taxe de transmission et la ristourne forfaitaire à l'exportation applicables au dodécylbenzène à chaîne linéaire rangé sous la position 38.19 F du Tarif des droits d'entrée.

L'arrêté ministériel du 20 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1968) a pour but d'adapter le texte de l'article 30 du Règlement complémentaire aux modifications du régime d'accise de la bière, introduites par la loi du 11 mai 1967 et par l'arrêté ministériel du 25 novembre 1968.

L'arrêté royal du 24 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1968) modifie l'arrêté royal du 11 mars 1953 relatif aux majorations de la taxe de transmission à l'importation, modifié par les articles 1er de l'arrêté royal du 26 juin 1968, 1er de l'arrêté royal du 25 juillet 1968, 1er de l'arrêté royal du 26 septembre 1968 et 1er de l'arrêté royal du 18 décembre 1968.

L'arrêté ministériel du 24 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1968) modifie la liste des produits ou groupes de produits qui bénéficient, du chef de leur exportation, d'une ristourne des taxes assimilées au timbre, établie par l'article 1er de l'arrêté ministériel du 26 juin 1968 et modifiée par les articles 1er de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1968, 1er de l'arrêté ministériel du 26 septembre 1968 et 1er de l'arrêté ministériel du 18 décembre 1968. Les modifications sont motivées uniquement par des changements apportés à la nomenclature des positions du Tarif des droits d'entrée par l'arrêté royal du 24 décembre 1968 relatif au même Tarif.

Industrie (Voir Réglementation de la production et du commerce)

Investissements (Voir Expansion économique)

Législation commerciale
[Voir Réglementation de la production et du commerce (Législation commerciale)]

Monnaie et Crédit

MARCHÉ MONÉTAIRE

La Banque Nationale a réduit de 0,25 %, à partir du 7 mars 1968, le taux d'escompte sur les traites acceptées, domiciliées en banque, les warrants et les acceptations, ainsi que celui des avances sur les effets publics. Le taux en vigueur était ainsi fixé à 3,75 %.

A partir du 19 décembre 1968, la Banque Nationale a majoré de 0,75 % ses taux d'escompte et d'intérêt, ce qui les a portés à 4,50 %.

Le point 69 de l'annexe à la déclaration du Gouvernement, approuvée le 12 juin 1968, par le Parlement affirme la nécessité de tout mettre en œuvre pour faire davantage de Bruxelles un centre actif d'un marché européen des capitaux, notamment en leur ménageant des conditions fiscales et réglementaires appropriées. Cependant, toutes ces questions ouvertes par les arrêtés royaux de novembre 1967 et spécialement par l'arrêté royal nº 61 du 10 novembre 1967 n'ont pu trouver leur solution en 1968 spécialement en ce qui concerne les problèmes qui sont liés à la modification des courtages et de la taxe sur les opérations de bourse ; ces éléments sont cependant décisifs puisqu'ils influencent directement le coût des opérations et par conséquent leur progression éventuelle. Un certain nombre de principes conducteurs ont déjà été arrêtés : c'est ainsi que le Roi fixera la part de courtage afférent aux opérations de bourse que les agents de change seront tenus de verser à la Caisse de Garantie.

Le 26 mars 1968 a été constitué, sous forme de société anonyme, un organisme interprofessionnel dénommé « Caisse interprofessionnelle de Dépôts et de Virements de Titre » (C.I.K.) pour favoriser la circulation des valeurs mobilières conformément aux dispositions de l'arrêté royal nº 62 du 10 novembre 1967. Cet organisme, agréé par arrêté royal du 1er avril 1968, (« Moniteur belge » du 24 avril 1968) a pour objet :

1º d'assurer la circulation, par virement entre les comptes courants ouverts à ses affiliés, des valeurs immobilières belges ou étrangères versées sous la forme au porteur ou nominative, les intéressés conservant le droit d'obtenir, à tout moment, la livraison matérielle de ces valeurs ;

2º moyennant l'autorisation du Roi, prévue à l'article 1er, par. 1er, de l'arrêté royal du 10 novembre 1967, d'assurer au bénéfice des affiliés et autres personnes ou institutions, d'autres services, notamment de conservation et de transfert en matière de valeurs immobilières.

Quarante-sept banques, trois établissements para-étatiques de crédit (Caisse nationale de Crédit Professionnel, Crédit Communal de Belgique, Société Nationale de Crédit à l'Industrie) et la Commission de la Bourse de Bruxelles, représentant l'ensemble des agents de change de Belgique, participent au capital de la société, soit 50 millions.

Dans le cadre de la Commission « De Voghel » un document a été rendu public le 27 avril 1968 incitant chaque société, à l'exemple de ce qui se passe dans la plupart des pays étrangers, à publier davantage d'informations relatives à son activité.

Organisation de Coopération et de Développement Economiques

Le Comité d'aide au développement (C.A.D.) de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques a tenu en mai 1968 une réunion spéciale au cours de laquelle les participants ont étudié l'évo-

lution récente des apports de capitaux privés par les membres du Comité aux pays en voie de développement, tant du point de vue du volume que de celui de la répartition géographique et sectorielle.

La Suisse est devenue en 1968 le dix-septième membre du C.A.D.

Prévoyance sociale

ASSURÉS LIBRES

L'arrêté royal du 18 mars 1968 (« Moniteur belge » du 2 avril 1968) modifie l'arrêté royal du 10 mai 1963 relatif aux majorations de rente de vieillesse et de veuve, prévues par la loi du 12 février 1963, relative à l'organisation d'un régime de pension de retraite et de survie au profit des assurés libres.

SALARIÉS ET APPOINTÉS

Deux arrêtés royaux du 21 mars 1968 (« Moniteur belge » du 30 mars 1968) modifient les dispositions concernant la fixation et le paiement des cotisations pour la sécurité sociale des travailleurs au pourboire et des travailleurs dans la pêche maritime.

Deux arrêtés ministériels du 22 mars 1968 (« Moniteur belge » du 30 mars 1968) fixent pour les catégories de travailleurs mentionnées ci-dessus les rémunérations forfaitaires sur lesquelles sont calculées les cotisations en matière de sécurité sociale.

Le 3 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 31 août 1968) la Belgique a signé l'arrangement fait à Genève le 10 janvier 1959 et relatif aux modalités d'application de la Convention européenne concernant la sécurité sociale des travailleurs des transports internationaux, signée à Genève le 9 juillet 1956.

L'arrêté royal du 1er février 1968 (« Moniteur belge » du 8 février 1968) fixe le montant et les modalités de paiement relatifs à l'allocation familiale de vacances.

L'arrêté royal du 13 février 1968 (« Moniteur belge » du 17 février 1968) modifie le montant des allocations familiales pour le troisième enfant. D'autre part, un supplément d'allocation pour les enfants de 6 à 10 ans a été introduit au bénéfice de l'enfant unique. Ces deux dispositions sont entrées en vigueur le 1er avril 1968.

Deux arrêtés royaux concernent l'octroi d'allocations familiales pour les enfants des travailleurs qui poursuivent leurs études jusqu'à l'âge de 25 ans. Il s'agit des arrêtés royaux du 15 février 1968 (« Moniteur belge » du 24 février 1968) et du 16 février 1968 (« Moniteur belge » du 24 février 1968).

L'arrêté royal du 26 mars 1968 (« Moniteur belge » du 30 mars 1968) apporte à partir du 1er janvier 1968 une majoration du taux des cotisations en matière d'allocation familiale pour les employeurs qui occupent des ouvriers non assujettis à la sécurité sociale.

L'arrêté royal du 30 mai 1968 (« Moniteur belge » du 18 juin 1968) fixe le montant des cotisations à payer par les communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes à la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales à laquelle ils sont affiliés.

L'arrêté royal du 29 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 20 août 1968) modifie les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours.

L'arrêté royal du 21 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 1er janvier 1968) modifié par l'arrêté royal du 4 avril 1968 (« Moniteur belge » du 17 avril 1968) fixe le règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Quatre arrêtés royaux du 18 mars 1968 (« Moniteur belge » des 2 et 4 avril 1968) apportent des modifications au règlement général du régime de retraite et de survie des employés, ouvriers-mineurs, ouvriers, marins et assurés libres.

L'arrêté royal du 26 mars 1968 (« Moniteur belge » du 6 avril 1968) prévoit la possibilité de remboursement anticipé du solde de la contribution spéciale en cas de faillite ou de liquidation d'une entreprise.

L'arrêté royal du 31 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 6 septembre 1968) modifie l'arrêté royal du 21 mars 1968, fixant les conditions spéciales dans lesquelles les bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale sont admis au bénéfice de la pension de retraite anticipée en qualité de travailleur salarié.

La loi du 5 août 1968 (« Moniteur belge » du 24 août 1968) établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé, prévoit un régime de pension pour ceux qui sont occupés partiellement dans le secteur public et dans le secteur privé. Cette loi apporte également un assouplissement au régime de pension à charge du Trésor public en ramenant de 30 à 20 ans la durée minimum de la carrière.

L'arrêté royal du 9 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 25 décembre 1968) est relatif à la tenue des comptes individuels des travailleurs en matière de pension de retraite et de survie.

L'arrêté royal du 19 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 10 février 1968) modifie le montant du supplément de pension d'invalidité accordé aux ouvriers mineurs.

Deux arrêtés royaux du 11 avril 1968 (« Moniteur belge » du 1er mai 1968) apportent une modification au statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs et au règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

L'arrêté royal du 31 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 7 septembre 1968) modifie l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en ce qui concerne l'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve.

L'arrêté royal du 26 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 5 décembre 1968) fixe le montant du supplément de pension d'invalidité accordé aux ouvriers mineurs et assimilés.

Les arrêtés royaux des 13 septembre et 2 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 7 décembre 1968) et la loi du 27 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 11 janvier 1968), modifient la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Deux arrêtés royaux du 6 août 1968 (« Moniteur belge » du 23 août 1968) concernent la sécurité sociale des travailleurs et des ouvriers mineurs.

Deux arrêtés royaux du 16 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 21 décembre 1968) modifient l'arrêté royal du 18 avril 1967 étendant le champ d'application de l'assurance-soins de santé obligatoire aux estropiés et mutilés d'une part et aux handicapés mentaux d'autre part.

L'arrêté ministériel du 22 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 11 janvier 1968) est relatif aux formalités administratives en matière de paiement pour chômage.

L'arrêté royal du 12 février 1968 (« Moniteur belge » du 6 mars 1968) est relatif à une disposition en matière d'allocation de chômage aux travailleurs du port.

L'arrêté royal du 23 février 1968 (« Moniteur belge » du 6 mars 1968) concerne la non-exigibilité des montants à rembourser en matière de chômage quand l'intéressé ne dépasse pas un certain revenu minimum.

L'arrêté royal du 26 février 1968 (« Moniteur belge » du 5 mars 1968) modifie l'arrêté royal du 21 août 1967. Celui-ci prévoit une dérogation temporaire en faveur des travailleurs des charbonnages au régime de non-indemnisation d'un jour de chômage par semaine.

L'arrêté ministériel du 26 février 1968 (« Moniteur belge » du 6 mars 1968) est relatif aux conditions dans lesquelles la femme peut être considérée comme chef de famille en matière de chômage.

L'arrêté royal du 29 mars 1968 (« Moniteur belge » du 11 avril 1968) modifie les taux des indemnités quotidiennes d'attente payées aux marins.

L'arrêté royal du 28 juin 1968 (« Moniteur belge » du 5 juillet 1968) accorde le droit à l'allocation de chômage pour un seul jour de chômage par semaine ou par mois. D'autre part, il n'est pas accordé d'allocations de chômage pendant quatre semaines, à partir du changement d'emploi, au travailleur qui sans solliciter le bénéfice des allocations de chômage, a abandonné un emploi convenable pour en occuper un autre, sauf si au cours de ces quatre semaines, il est mis en chômage partiel ou perd son nouvel emploi à la suite d'un événement de force majeure.

La loi du 20 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 1er août 1968) augmente les cotisations pour la sécurité sociale des ouvriers, des mineurs et des marins de la marine marchande.

L'arrêté ministériel du 23 février 1968 (« Moniteur belge » du 29 février 1968) stipule que dorénavant les chômeurs qui ne sont pas normalement aptes au travail et qui atteignent l'âge de 55 ans pour une femme et 60 ans pour un homme ne doivent plus se présenter au contrôle même s'ils ne satisfont pas à la condition d'être en chômage depuis douze mois.

L'arrêté ministériel du 4 avril 1968 (« Moniteur belge » du 9 avril 1968) étend cette disposition à tous les chômeurs de respectivement 55 et 60 ans.

L'arrêté royal du 12 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 26 janvier 1968) augmente le salaire fictif afférent aux journées d'interruption de travail assimilées à des journées de travail effectif par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

Deux arrêtés royaux du 6 et un arrêté royal du 7 août 1968 (« Moniteur belge » du 23 août 1968) modifient les arrêtés généraux d'exécution concernant les vacances annuelles des ouvriers salariés et ouvriers mineurs.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

En exécution de l'arrêté royal nº 38 du 27 juillet 1967, complété par l'arrêté royal nº 74 du 10 novembre 1967, portant création d'un statut social des travailleurs indépendants, divers arrêtés ont été pris :

— l'arrêté royal du 22 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 12 janvier 1968) est relatif à l'organisation générale de l'Office national d'Assurances Sociales pour Travailleurs indépendants.

— l'arrêté royal du 8 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 1er février 1968) a trait à la perception et au recouvrement judiciaire à l'égard des travailleurs indépendants ;

— l'arrêté royal du 22 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 1er février 1968) supprime l'agréation des caisses libres de pension pour travailleurs indépendants ;

— l'arrêté royal du 22 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 1er février 1968) fixe pour 1968 les bases de la liaison aux fluctuations de l'indice des prix de détail, des cotisations dues dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants.

L'arrêté royal du 12 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 23 janvier 1968) modifie l'arrêté royal du 22 décembre 1938 concernant les allocations familiales pour les employeurs et travailleurs non salariés.

L'arrêté royal du 13 février 1968 (« Moniteur belge » du 17 février 1968) porte à partir du 1er avril 1968, dans le régime des allocations familiales pour employeurs et travailleurs non salariés, le montant de

base trimestriel des allocations pour le troisième enfant de 3 191,50 F à 3 300 F.

L'arrêté royal du 22 décembre 1967 (« Moniteur belge» du 10 janvier 1968) est relatif au règlement général concernant la pension de retraite et de survie.

L'arrêté royal du 29 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1968) fixe les droits des anciens colons dans le cadre du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

L'arrêté royal du 29 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 12 janvier 1968) prévoit un régime d'avantages sociaux en matière de pension de retraite et de survie et une rente en cas d'invalidité, pour les pharmaciens qui adhèrent individuellement à la convention nationale conclue entre pharmaciens et organismes assureurs.

Trois arrêtés royaux du 7 mars 1968 (« Moniteur belge » du 9 mars 1968) instituent un régime d'avantages sociaux respectivement pour les médecins, certains praticiens de l'art dentaire et les pharmaciens.

Deux arrêtés ministériels des 8 et 18 mars 1968 (« Moniteur belge » du 23 mars 1968) sont relatifs à l'assurance maladie-invalidité des travailleurs indépendants.

Prix

Par arrêté royal du 22 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 6 janvier 1968) la « Commission des nombres-indices des prix de détail et du coût de la vie » est supprimée ; ce même arrêté instaure la « Commission de l'Indice ».

L'arrêté ministériel du 22 février 1968 (« Moniteur belge » du 1er mars 1968) modifie l'arrêté ministériel du 13 mars 1967 réglementant les prix du riz. La modification concerne le prix de vente maximum (42,5 F) au consommateur d'un kilogramme de riz autres que précuits.

L'arrêté ministériel du 18 avril 1968 (« Moniteur belge » du 25 avril 1968) modifié par l'arrêté ministériel du 22 mai 1968 (« Moniteur belge » du 25 mai 1968) réglementant les prix, au consommateur, des eaux minérales importées, est abrogé et remplacé par l'arrêté ministériel du 28 juin 1968 (« Moniteur belge » du 2 juillet 1968) réglementant les prix, au consommateur, des eaux minérales.

L'arrêté ministériel du 30 avril 1968 (« Moniteur belge » du 10 mai 1968) modifie l'arrêté ministériel du 15 janvier 1964 réglementant les prix des appareils électroménagers. La modification concerne l'énumération des appareils qui ne sont pas soumis à l'arrêté ministériel du 15 janvier 1964. Ce sont : les horloges, pendules, pendulettes et réveils alimentés par batteries ou transistors.

Concernant les prix de vente maxima de l'énergie électrique, le Ministère des Affaires économiques communique dans les « Moniteur belge » des 23 mai, 28 août et 10 décembre 1968 : 1° le prix moyen de

la tonne de charbon à 15 % de cendres et 3 % d'eau ; 2° la valeur moyenne du rapport des frais de transport, par tarif le plus réduit, de la tonne kilomètre du charbon aux mêmes frais au 1er juillet 1914.

L'arrêté ministériel du 21 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 24 octobre 1968) complète l'arrêté ministériel du 8 octobre 1959 prescrivant la déclaration des hausses de prix. Ce complément se formule comme suit : lorsque les producteurs, importateurs et distributeurs déclarent une hausse de prix alors qu'ils l'appliquent déjà ou appliquent une hausse de prix sans attendre le délai de vingt et un jours prescrit par l'article 1er de l'arrêté ministériel du 8 octobre 1959, les prix sont bloqués pendant six mois à dater de la déclaration au niveau antérieur à la hausse déclarée. Cet arrêté est entré en vigueur le 1er novembre 1968.

Recherche scientifique

L'arrêté royal du 27 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 3 janvier 1968) rétablit la commission spéciale de l'enseignement universitaire et de la recherche fondamentale et la commission spéciale de la recherche orientée et de la technologie, créées par l'arrêté royal du 16 septembre 1959 et supprimées par celui du 11 mai 1966.

L'arrêté royal du 19 février 1968 (« Moniteur belge » du 22 mars 1968) met une somme de 2 950 000 F à la disposition du Premier Ministre en vue d'une subvention aux organisateurs des expéditions antarctiques belges.

Celui du 20 février 1968 (« Moniteur belge » du 22 mars 1968) met une somme de 1 500 000 F à la disposition du Premier Ministre en vue du financement de frais d'études pour le compte du Conseil national de la politique scientifique.

L'arrêté ministériel du 26 mars 1968 (« Moniteur belge » du 30 mars 1968) est relatif à l'émission par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique d'une neuvième tranche de 300 millions de francs de son emprunt de trois milliards de francs.

L'arrêté royal du 14 août 1968 (« Moniteur belge » du 23 août 1968) modifie celui du 16 septembre 1959 relatif à l'organisation de la politique scientifique.

La loi du 2 août 1968 (« Moniteur belge » du 27 août 1968) modifie le statut de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture, refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957. La loi dispose que pour les recherches à finalité industrielle, le financement par l'Institut ne peut excéder 50 % du coût des recherches ; dans les cas que le Roi détermine, il peut toutefois être porté à 80 %. Pour les recherches à finalité agricole, le financement par l'Institut peut atteindre 100 % du coût des recherches.

L'arrêté royal du 7 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 20 novembre 1968) affecte une somme de 211 millions de francs, prélevée sur

le produit de l'emprunt émis par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique, à concurrence de 86 millions au profit de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture et de 125 millions en vue de l'octroi de subventions pour la fabrication de prototypes et pour des recherches de technologie avancée.

Réglementation de la production et du commerce

RÉGLEMENTATION CONCERNANT :

a) *L'accès à la profession.*

L'arrêté royal du 20 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 21 septembre 1968) comporte des mesures de mise en œuvre de la directive du 25 juillet 1967 du Conseil des Ministres de la Communauté économique européenne visant la liberté pour les agriculteurs ressortissants d'un Etat membre, établis dans un autre Etat membre, de muter d'une exploitation à une autre.

Par arrêté royal du 20 août 1968 (« Moniteur belge » du 31 octobre 1968) des mesures de mise en œuvre sont publiées de la directive du 24 octobre 1967 du Conseil des Ministres de la Communauté économique européenne fixant les modalités de réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services dans les activités non salariées de la sylviculture et de l'exploitation forestière.

b) *Les produits divers.*

Le 2 avril 1968 le « Moniteur belge » publie l'arrêté royal du 20 février 1968 accueillant une requête relative aux obligations de brasserie, déposée en application de l'arrêté royal nº 62 du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution.

L'arrêté ministériel du 18 mars 1968 (« Moniteur belge » du 29 mars 1968) modifie et complète les dispositions des articles 1, 2 et 3 de l'arrêté ministériel du 10 octobre 1949 portant réglementation de la distribution des combustibles.

Le 29 mars 1968 le « Moniteur belge » publie l'arrêté royal du 26 mars 1968, fixant les règles de fonctionnement de l'Office belge de l'économie et de l'agriculture.

LÉGISLATION COMMERCIALE

L'arrêté royal du 22 décembre 1967, paru au « Moniteur belge » du 14 février 1968, prescrit une enquête mensuelle par sondage concernant le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises de commerce de détail.

Le « Moniteur belge » du 6 mars 1968 publie l'arrêté ministériel du 23 février 1968 qui détermine les conditions d'agréation des entreprises pratiquant la location-financement dont le statut juridique a été organisé par l'arrêté royal nº 55 du 10 novembre 1967.

Par arrêté royal du 22 avril 1968 (« Moniteur belge » du 8 mai 1968) la qualification d'institution d'intérêt général, au sens de l'article 1er de l'arrêté royal nº 90 du 29 janvier 1935, est attribué à la S.C. « Office pour le Contrôle de la Qualité ».

En vue de promouvoir l'expansion économique en général et la vente à tempérament en particulier, l'arrêté royal du 10 mai 1968 (« Moniteur belge » du 14 mai 1968) assouplit certaines mesures d'exécution de l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement.

Le 30 septembre 1968 un arrêté royal, paru au « Moniteur belge » du 4 octobre 1968, modifie l'arrêté royal du 17 juin 1931 portant règlement général du contrôle des entreprises d'assurances sur la vie.

Salaires (Voir aussi Prévoyance sociale et Travail)

SALAIRES MINIMA

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoire les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales, concernant les salaires horaires minima des ouvriers et ouvrières :

— Arrêté royal du 22 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1968) — convention de travail du 31 octobre 1967, certaines entreprises horticoles ;

— Arrêtés royaux des 18 janvier, 20 juillet et 16 août 1968 (« Moniteur belge » des 14 février, 13 août, 1er octobre et 1er novembre 1968) — convention de travail des 30 novembre 1967 et 30 avril 1968, industries des tabacs ;

— Arrêtés royaux des 23 janvier, 13 et 20 mai et 6 décembre 1968 (« Moniteur belge » des 14 février, 27 juin et 31 décembre 1968) — convention du travail des 13 décembre 1967, 8 avril et 14 novembre 1968), habillement et confection à l'exception du secteur de la dentellerie, de la broderie à la main et de l'emperlage ;

— Arrêté royal du 31 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 24 février 1968) — convention de travail du 5 décembre 1967, personnel roulant des exploitations de services publics d'autobus ;

— Arrêtés royaux des 6 février, 12 septembre et 17 octobre 1968 (« Moniteur belge » des 6 mars, 31 octobre et 7 novembre 1968) — conventions de travail des 5 décembre 1967, 14 mai et 25 juillet 1968, garages des entreprises de transport ;

— Arrêté royal du 26 février 1968 (« Moniteur belge » du 19 mars 1968) — convention de travail du 19 décembre 1967, entreprises de torréfaction de café ;

— Arrêtés royaux des 26 février et 23 novembre 1968 (« Moniteur belge » des 21 mars et 7 décembre 1968) — convention de travail du 20 décembre 1967 et du 18 septembre 1968, entreprises forestières ;

— Arrêté royal du 26 février 1968 (« Moniteur belge » du 29 mars 1968) — convention de travail du 19 décembre 1967, entreprises de dérivés de céréales, pâtes alimentaires et rizeries ;

— Arrêté royal du 26 février 1968 (« Moniteur belge » du 12 avril 1968) — convention de travail du 19 décembre 1967, amidonneries de maïs et de riz, les glucoseries, féculeries et maïseries ;

— Arrêté royal du 29 février 1968 (« Moniteur belge » du 19 mars 1968) — convention du travail du 19 décembre 1967, chocolateries, confiseries et pâtes à tartiner ;

— Arrêté royal du 8 mars 1968 (« Moniteur belge » du 4 avril 1968) — convention de travail du 31 janvier 1968, commerce des combustibles ;

— Arrêté royal du 8 mars 1968 (« Moniteur belge » du 10 avril 1968) — convention de travail du 19 décembre 1967, secteur biscotterie ;

— Arrêtés royaux des 8 mars et 26 avril 1968 (« Moniteur belge » des 12 avril et 31 mai 1968) — convention de travail des 12 février et 6 mars 1968, entreprises de teintureries, de nettoyage chimique ou de repassage de vêtements ou d'objets d'ameublement, ainsi que les dépôts et shops s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur ;

— Arrêté royal du 18 mars 1968 (« Moniteur belge » du 17 avril 1968) — convention de travail du 19 décembre 1967, secteurs biscuiterie, spéculoos, pain azyme et pain d'épice ;

— Arrêtés royaux des 18 mars, 22 août et 25 septembre 1968 (« Moniteur belge » des 24 avril, 26 septembre et 31 octobre 1968) — convention de travail des 19 octobre, 14 décembre et 21 août 1967, ouvriers et ouvrières occupés par maîtres tailleurs, tailleurs et couturières ;

— Arrêté royal du 21 mars 1968 (« Moniteur belge » du 19 avril 1968) — convention de travail des 12 février et 6 mars 1968, blanchisseries, lavoirs et entreprises de repassage ainsi que dépôts et shops s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur ;

— Arrêté royal du 10 avril 1968 (« Moniteur belge » du 9 mai 1968) — convention de travail du 19 décembre 1967, industrie des boissons ;

— Arrêté royal du 7 mai 1968 (« Moniteur belge » du 25 juin 1968) — convention de travail du 15 février 1968, ouvriers de la viande ;

— Arrêté royal du 20 mai 1968 (« Moniteur belge » du 5 juillet 1968) — convention de travail du 15 février 1968, pâtisserie artisanale ;

— Arrêté royal du 20 mai 1968 (« Moniteur belge » du 26 juin 1968) — convention de travail du 16 février 1968, entreprises de déménagement ;

— Arrêté royal du 22 mai 1968 (« Moniteur belge » du 27 juin 1968) — convention de travail du 2 avril 1968, industrie chimique ;

— Arrêté royal du 12 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 1er août 1968) — convention de travail du 17 avril 1968, fabrication artisanale et fabrication industrielle de la fourrure ;

— Arrêté royal du 2 août 1968 (« Moniteur belge » du 9 octobre 1968) — convention de travail du 21 mai 1968, entreprises de conserves de légumes, légumes déshydratés, choucroute, légumes en saumure, préparation de légumes secs, légumes congelés et surgelés ;

— Arrêté royal du 2 août 1968 (« Moniteur belge » du 1er octobre 1968) — convention de travail du 19 décembre 1967, levureries et distilleries ;

— Arrêté royal du 22 août 1968 (« Moniteur belge » du 26 octobre 1968) — convention de travail du 21 mai 1968, tueries de volailles ;

— Arrêté royal du 5 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 26 octobre 1968) — convention de travail du 21 mai 1968, fonderies de graisses ;

— Arrêté royal du 5 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 25 octobre 1968) — convention de travail du 21 mai 1968, entreprises de conserves de viande, saucissons, salaisons, viandes fumées et dérivés de viande ;

— Arrêté royal du 12 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 25 octobre 1968) — convention de travail du 21 mai 1968, fabrication d'aliments de régime, de produits pour entremets et desserts, d'essences et extraits, de spécialités alimentaires et de cafés solubles ;

— Arrêté royal du 12 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 1er novembre 1968) — convention de travail du 21 mai 1968, industrie du poisson ;

— Arrêté royal du 12 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 30 octobre 1968) — convention de travail du 21 mai 1968, fabrication de bouillons concentrés, de potages et de préparations diverses ;

— Arrêté royal du 19 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 24 octobre 1968) — convention de travail du 21 mai 1968, boulangerie industrielle ;

— Arrêté royal du 19 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 26 octobre 1968) — convention de travail du 21 mai 1968, industrie du froid ;

— Arrêté royal du 25 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 26 octobre 1968) — convention de travail du 21 mai 1968, brasseries ;

— Arrêté royal du 25 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 22 novembre 1968) — convention de travail du 19 juin 1968, ouvriers et ouvrières agricoles permanents ;

— Arrêté royal du 25 septembre 1968 (« Moniteur belge du 22 novembre 1968) — convention de travail du 3 juillet 1968, exploitations forestières et industries du bois des mines ;

— Arrêté royal du 30 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 8 novembre 1968) — convention de travail du 14 mai 1968, chauffeurs occupés dans les entreprises de taxis et de taxis-camionnettes ;

— Arrêté royal du 3 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 8 novembre 1968) — convention de travail du 15 février 1968, commerce des bières et eaux de boissons ;

— Arrêté royal du 9 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 15 novembre 1968) — convention de travail du 2 juillet 1968, salles cinématographiques ;

— Arrêté royal du 17 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 13 novembre 1968) — convention de travail du 26 juin 1968, entreprises de la sellerie et de la fabrication de courroies en cuir et d'article de sport en cuir et peau ;

— Arrêté royal du 13 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 23 novembre 1968) — convention du travail du 4 juillet 1968, commerce alimentaire ;

RATTACHEMENT DES SALAIRES A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales, concernant le rattachement des salaires des ouvriers et ouvrières à l'indice des prix à la consommation :

— Arrêté royal du 22 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1968) — convention de travail du 31 octobre 1957, certaines entreprises agricoles ;

— Arrêtés royaux des 18 janvier, 20 juillet et 16 août 1968 (« Moniteur belge » des 14 février, 13 août, 1er octobre et 1er novembre 1968) — conventions de travail du 30 novembre 1967 et du 30 avril 1968, industrie des tabacs ;

— Arrêtés royaux des 26 février et 23 novembre 1968 (« Moniteur belge » des 21 mars et 7 décembre 1968) — convention de travail du 20 décembre 1967 et du 18 septembre 1968, entreprises forestières ;

— Arrêtés royaux des 18 mars, 22 août et 25 septembre 1968 (« Moniteur belge » des 24 avril, 26 septembre et 31 octobre 1968) — conventions de travail des 19 octobre et 14 décembre 1967 et du 21 août 1968, travailleurs occupés par maîtres-tailleurs, tailleurs et couturières ;

— Arrêté royal du 21 mars 1968 (« Moniteur belge » du 19 avril 1968) — conventions de travail des 12 février et 6 mars 1968, blanchisseries, lavoirs et entreprises de repassage ainsi que dépôts et shops s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur ;

— Arrêté royal du 26 avril 1968 (« Moniteur belge » du 30 mai 1968) — convention de travail du 27 mars 1968, industrie de la batellerie ;

— Arrêté royal du 26 avril 1968 (« Moniteur belge » du 31 mai 1968) — convention de travail du 6 mars 1968, entreprises qui s'occupent de la teinturerie, du nettoyage chimique ou du repassage de vêtements ou d'objets d'ameublement ainsi que les dépôts ou shops qui s'occupent d'une ou de plusieurs activités de ce secteur ;

— Arrêté royal du 6 mai 1968 (« Moniteur belge » du 31 mai 1968) — convention de travail du 22 mars 1968, industrie de l'habillement et de la confection ;

— Arrêté royal du 7 mai 1968 (« Moniteur belge » du 25 juin 1968) — convention de travail du 15 février 1968, ouvriers de la viande ;

— Arrêté royal du 8 mai 1968 (« Moniteur belge » du 18 juin 1968) — convention de travail du 2 avril 1968, industrie chimique ;

— Arrêté royal du 20 mai 1968 (« Moniteur belge » du 5 juillet 1968) — convention de travail du 15 février 1968, pâtisserie artisanale ;

— Arrêté royal du 20 mai 1968 (« Moniteur belge » du 26 juin 1968) — convention de travail du 16 février 1968, entreprises de déménagement ;

— Arrêté royal du 12 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 1er août 1968) — convention de travail du 17 avril 1968, fabrication artisanale et fabrication industrielle de la fourrure ;

— Arrêté royal du 14 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 23 juillet 1968) — convention de travail du 18 avril 1968, industrie des briques ;

— Arrêté royal du 16 août 1968 (« Moniteur belge » du 27 septembre 1968) — conventions de travail des 3 avril et 19 juin 1968, secteurs connexes aux constructions métalliques des entreprises d'installations électriques et des entreprises de commerce en gros ou en détail d'appareils électriques ;

— Arrêté royal du 22 août 1968 (« Moniteur belge » du 22 octobre 1968) — convention de travail du 21 mai 1968, industrie alimentaire ;

— Arrêté royal du 22 août 1968 (« Moniteur belge » du 26 octobre 1968) — convention de travail du 7 mai 1968, commerce alimentaire ;

— Arrêté royal du 19 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 23 octobre 1968) — conventions de travail des 25 avril et 18 juillet 1968, l'industrie et le commerce du diamant ;

— Arrêté royal du 25 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 7 novembre 1968) — convention de travail du 27 mai 1968, préparation du lin ;

— Arrêté royal du 25 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 22 novembre 1968) — convention de travail du 3 juillet 1968, exploitations forestières et industries du bois des mines ;

— Arrêté royal du 25 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 22 novembre 1968) — convention de travail du 19 juin 1968, ouvriers et ouvrières agricoles permanents ;

— Arrêté royal du 3 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 8 novembre 1968) — convention de travail du 15 février 1968, commerce des bières et eaux de boissons ;

— Arrêté royal du 9 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 15 novembre 1968) — convention de travail du 2 juillet 1968, salles de cinéma ;

— Arrêté royal du 17 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 13 novembre 1968) — convention de travail du 26 juin 1968, entreprises de la sellerie et de la fabrication de courroies en cuir, d'articles industriels en cuir et d'articles de sport en cuir et peau ;

— Arrêté royal du 13 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 23 novembre 1968) — convention de travail du 4 juillet 1968, commerce alimentaire ;

— Arrêté royal du 13 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 6 décembre 1968) — convention de travail du 10 juillet 1968, ameublement et industrie de transformation du bois ;

FIXATION ET AUGMENTATION DES SALAIRES

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales ;

— Arrêté royal du 5 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 31 octobre 1968) — convention de travail du 24 avril 1968 fixant les salaires horaires dans les exploitations des services spéciaux d'autobus ;

— Arrêté royal du 25 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 31 octobre 1968) — convention de travail du 14 mai 1968 fixant les salaires des ouvriers et ouvrières des garages des entreprises de taxis-camionnettes qui sont occupés temporairement comme convoyeurs dans ces entreprises ;

— Arrêtés royaux des 16 août, 22 août et 5 novembre 1968 (« Moniteur belge » des 11 et 23 octobre et 27 novembre 1968) — convention de travail des 2 juillet et 10 septembre 1968 augmentant les rémunérations des travailleurs occupés dans les salles de spectacles cinématographiques ;

— Arrêté royal du 16 août 1968 (« Moniteur belge » du 11 octobre 1968) — convention de travail du 2 juillet 1968 — fixant les conditions de rémunération dans les entreprises de la distribution des films.

RÉMUNÉRATION DES EMPLOYÉS

L'arrêté royal du 2 août 1968 (« Moniteur belge » du 26 septembre 1968) déclare obligatoire la convention de travail de la Commission paritaire nationale du 20 juin 1968 fixant le barème minimum des rémunérations des employés occupés dans les entreprises de vente au détail ;

Les arrêtés royaux des 2 et 13 août 1968 (« Moniteur belge » du 4 et du 10 octobre 1968) déclare obligatoire la convention de travail de la Commission paritaire nationale du 19 juin 1968 fixant les conditions de rémunération dans l'industrie de l'habillement et de la confection.

Statistiques

L'arrêté royal du 25 octobre 1967 (« Moniteur belge » du 16 janvier 1968) complétant l'arrêté ministériel du 7 mars 1951 ordonnant des statistiques de l'activité et de la production des cokeries, des fabriques d'agglomérés de houille, de l'industrie des métaux non ferreux, des minières, carrières et industries connexes et de l'industrie de l'exploitation des terrils et l'arrêté royal du 11 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 16 janvier 1968) complétant certains arrêtés royaux prescri-

vant des statistiques annuelles de la production, notamment dans les industries de l'achèvement, de l'impression et de l'édition, du sciage du bois, de la chaussure et de la pantoufle, de la ganterie et de la maroquinerie, disposent que les entreprises soumises à la statistique doivent indiquer le montant des ristournes à l'exportation effectivement reçu au cours de l'année de référence.

L'arrêté royal du 30 novembre 1967 (« Moniteur belge » du 4 janvier 1968) modifiant l'arrêté ministériel du 13 février 1951 prescrivant l'établissement d'une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie de la production et de la transformation du papier et du carton et l'arrêté royal du 11 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 16 janvier 1968) modifiant l'arrêté ministériel du 9 février 1960 prescrivant une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie des fabrications métalliques, modifient la liste des produits à déclarer.

L'arrêté royal du 30 novembre 1967 (« Moniteur belge » du 4 janvier 1968) modifie celui du 11 avril 1964 prescrivant une statistique mensuelle de l'activité et des stocks dans l'industrie du savon et des détergents de synthèse.

L'arrêté royal du 11 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 16 janvier 1968) modifie l'arrêté royal du 24 mai 1954 en ce qui concerne la liste des produits à déclarer par les industries transformatrices de matières plastiques, qui doivent également indiquer le montant des ristournes à l'exportation reçu.

Deux arrêtés royaux du 11 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 30 janvier 1968) prescrivent des statistiques annuelles de la production respectivement dans les entreprises de l'industrie du papier et du carton occupant au moins cinq personnes, et dans les entreprises de la construction occupant dix personnes au moins pour celles qui s'occupent de travaux de parachèvement et vingt personnes au moins pour celles qui s'occupent de travaux de génie civil, de travaux routiers et de travaux de bâtiment (gros œuvre).

L'arrêté royal du 11 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 30 janvier 1968) modifiant celui du 15 février 1963 prescrivant une statistique annuelle des investissements dans les établissements industriels et artisanaux, dispose que la statistique s'applique aux établissements ayant occupé à un moment quelconque de l'année au moins vingt personnes, y compris le chef d'établissement.

L'arrêté royal du 22 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 14 février 1968) prescrit une enquête mensuelle par sondage concernant le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises de commerce de détail.

L'arrêté royal du 16 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 20 février 1968) maintient en vigueur certains arrêtés prescrivant des statistiques de la production, de l'activité et des stocks.

Les arrêtés royaux des 27 février 1968 (« Moniteur belge » du 29 février 1968) et 22 août 1968 (« Moniteur belge » du 31 août 1968) prescrivent une enquête par sondage sur l'effectif du cheptel porcin, respectivement au 1er mars et au 1er septembre 1968.

L'arrêté royal du 19 mars 1968 (« Moniteur belge » du 22 mars 1968) prescrit une investigation relative à la quantité de froment disponible.

L'arrêté royal du 13 mai 1968 (« Moniteur belge » du 15 mai 1968) modifie celui du 6 mai 1965 prescrivant un recensement annuel agricole et horticole au 15 mai.

Le « Moniteur belge » du 25 juin 1968 publie le relevé officiel du chiffre de la population du Royaume au 31 décembre 1967.

L'arrêté royal du 5 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 22 novembre 1968) prescrit une statistique mensuelle des animaux de boucherie abattus dans les abattoirs publics et particuliers, et déclarés propres à la consommation.

L'arrêté royal du 6 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 29 novembre 1968) prescrit un recensement annuel des ensemencements d'hiver et du bétail au 1er décembre.

Transport

TRANSPORT AÉRIEN

L'arrêté royal du 8 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 19 juillet 1968) autorise la Sabena à changer ses statuts. En annexe à cet arrêté royal, figure la modification aux statuts.

TRANSPORT FLUVIAL

Les arrêtés royaux du 12 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 1er mars 1968) des 14 février et 8 mars 1968 (« Moniteur belge » du 21 mars 1968), du 25 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 12 octobre 1968), du 15 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 23 octobre 1968), du 21 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 26 novembre 1968) approuvent des modifications au règlement de visite des bâtiments et radeaux du Rhin.

L'arrêté ministériel du 24 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 25 avril 1968) détermine le nombre, la composition et le fonctionnement des Comités consultatifs prévus par l'article 6 de l'arrêté-loi du 12 décembre 1944, créant un Office régulateur de la Navigation intérieure.

Un arrêté ministériel du 13 février 1968 (« Moniteur belge » du 6 mars 1968) abroge le nº 11 (clause de crue) des conditions générales d'application des barèmes des frets de l'Office régulateur de la Navigation intérieure.

L'arrêté ministériel du 11 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 14 novembre 1968) est relatif au fret pour tout contrat d'affrètement conclu à l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure.

L'arrêté ministériel du 6 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 10 décembre 1968) abroge partiellement l'arrêté ministériel du 12 octobre 1967 modifiant l'arrêté ministériel du 23 mars 1960, fixant les conditions selon lesquelles les bateaux affectés au transport de marchandises pour compte propre sont libérés de l'intervention des bureaux d'affrètement à tour de rôle ; ce dernier arrêté ministériel avait été modifié et complété par les arrêtés ministériels des 26 août 1960, 26 janvier 1961, 23 mai 1962, 21 août 1963 et 4 décembre 1964.

TRANSPORT MARITIME

La loi du 3 novembre 1967 (« Moniteur belge » du 5 janvier 1968) concerne le pilotage des bâtiments en mer.

L'arrêté royal du 23 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 23 février 1968) modifie l'arrêté royal du 21 avril 1958 approuvant le tarif des droits à percevoir par la S.A. « Maatschappij der Brugsche Zeevaart Inrichtingen », dans le complexe portuaire de Bruges-Zeebrugge.

L'arrêté royal du 22 février 1968 (« Moniteur belge » du 22 mars 1968) modifie l'arrêté royal du 2 avril 1963 portant création de la Commission nationale pour favoriser les intérêts portuaires.

L'arrêté royal du 31 mai 1968 (« Moniteur belge » du 25 juillet 1968) porte règlement de police et de navigation pour la mer territoriale belge, les ports et les plages du littoral belge.

Un autre arrêté royal du 31 mai 1968 (« Moniteur belge » du 25 juillet 1968) porte règlement de police de l'Escaut maritime inférieur.

TRANSPORT TERRESTRE

L'arrêté royal du 14 mars 1968 (« Moniteur belge » du 28 mars 1968) porte règlement général sur la police de la circulation routière.

L'arrêté royal du 15 mars 1968 (« Moniteur belge » du 28 mars 1968) modifié par l'arrêté royal du 4 août 1968 (« Moniteur belge » du 20 août 1968) porte règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques.

En application de cet arrêté royal, il est prévu un contrôle technique des voitures et voitures mixtes ayant 4 ans de mise en circulation et des remorques de 500 à 750 kg (« Moniteur belge » du 1er juin 1968).

L'arrêté royal du 17 avril 1968 (« Moniteur belge » du 26 avril 1968) détermine les conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules automoteurs.

L'arrêté ministériel du 21 mai 1968 (« Moniteur belge » du 5 juin 1968) modifie l'arrêté ministériel du 7 mars 1967, fixant les conditions

de compétence professionnelle exigées pour la délivrance d'une autorisation générale de transport international.

Un autre arrêté ministériel du 21 mai 1968 (« Moniteur belge » du 5 juin 1968) modifie l'arrêté ministériel du 11 septembre 1967 pris en exécution de l'arrêté royal du 9 septembre 1967, portant règlement général du transport rémunéré de choses par véhicules automobiles.

L'arrêté royal du 21 juin 1968 (« Moniteur belge » du 5 juillet 1968) modifie les arrêtés royaux relatifs aux prix et conditions du transport rémunéré de choses par véhicules automobiles.

L'arrêté ministériel du 12 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 16 juillet 1968) modifie l'arrêté ministériel du 30 août 1967, détermine le modèle des marques et certificats d'immatriculation ainsi que les attestations à produire pour obtenir l'immatriculation d'un véhicule automoteur.

La loi du 5 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 6 décembre 1968) porte approbation des actes internationaux suivants :

1° Convention additionnelle à la convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemin de fer (C.I.V.) du 25 février 1961, relative à la responsabilité du chemin de fer pour la mort et les blessures des voyageurs.

2° Protocole A portant modification du § 2*a*, de l'annexe V à la convention C.I.M. et de l'annexe II à la convention C.I.V.

3° Protocole B complétant la convention additionnelle du 26 février 1966 relative à la responsabilité du chemin de fer pour la mort et les blessures de voyageurs.

L'arrêté royal du 25 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 10 octobre 1968) traite de la licence d'apprentissage et du permis de conduire.

Au « Moniteur belge » du 3 décembre 1968 figure un accord européen relatif au transport européen de marchandises par route.

La loi du 26 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1968) modifie la loi du 10 mai 1967 relative aux services de taxis.

TRANSPORT PAR « PIPE-LINE »

L'arrêté ministériel du 12 février 1968 (« Moniteur belge » du 29 février 1968) agrée les organismes de contrôle qui déterminent les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport par canalisations, d'hydrocarbures liquides et/ou d'hydrocarbures liquéfiés autres que ceux visés par l'article 1er, littéra *a*, de la loi du 12 avril 1965, relative au transport de produits gazeux et autres, par canalisations.

L'arrêté royal du 20 février 1968 (« Moniteur belge » du 24 avril 1968) détermine les mesures de sécurité à prendre lors de l'établisse-

ment et dans l'exploitation des installations de transport, par canalisation, de saumure, lessive caustique et liquides résiduaires.

DIVERS

L'arrêté royal du 30 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 21 décembre 1968) modifie l'arrêté royal du 10 septembre 1936 codifiant la législation postale (service intérieur).

Travail (Voir aussi Prévoyance sociale et Salaires)

RELATIONS DU TRAVAIL

Différents arrêtés royaux fixent les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail notamment : l'arrêté royal du 12 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 13 janvier 1968) modifié par l'arrêté royal du 19 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 18 octobre 1968), l'arrêté royal du 22 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 12 janvier 1968), l'arrêté royal du 6 février 1968 (« Moniteur belge » du 1er mars 1968), deux arrêtés royaux du 29 mars 1968 (« Moniteur belge » du 17 avril 1968) modifiés par deux arrêtés royaux du 16 août 1968 (« Moniteur belge » du 24 septembre 1968), l'arrêté royal du 10 avril 1968 (« Moniteur belge » du 27 avril 1968), l'arrêté royal du 16 août 1968 (« Moniteur belge » du 26 septembre 1968), l'arrêté royal du 11 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 26 octobre 1968) et l'arrêté royal du 13 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 27 novembre 1968).

Les arrêtés et lois ci-après concernent la fermeture totale ou partielle d'entreprises ou la réduction d'activité : l'arrêté ministériel du 19 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 12 janvier 1968), l'arrêté royal du 20 février 1968 (« Moniteur belge » du 27 février 1968), l'arrêté royal du 13 mai 1968 (« Moniteur belge » du 17 mai 1968), l'arrêté royal du 20 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1968), deux lois du 20 juillet 1968 (« Moniteur belge » du 1er août 1968), l'arrêté royal du 16 août 1968 pris en exécution de la loi du 20 juillet 1968, l'arrêté ministériel du 19 août 1968 (« Moniteur belge » du 3 septembre 1968) et l'arrêté ministériel du 18 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 25 décembre 1968).

Les arrêtés royaux des 29 mars 1968 (« Moniteur belge » du 19 avril 1968), 17 avril 1968 (« Moniteur belge » du 16 mai 1968), 7 mai 1968 (« Moniteur belge » du 12 juin 1968) 13 mai 1968 (« Moniteur belge » du 12 juin 1968), 27 juin 1968 (« Moniteur belge » du 20 juillet 1968), 16 août 1968 (« Moniteur belge » du 24 septembre 1968), 28 août 1968 (« Moniteur belge » du 12 octobre 1968), 5 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 12 octobre 1968), 19 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 27 septembre 1968), 25 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 1er novembre 1968), 2 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 29 octobre 1968), 17 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 5 novembre 1968), 30 octobre

1968 (« Moniteur belge » du 15 novembre 1968), 13 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 23 novembre 1968), 23 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 4 décembre 1968) et 2 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 11 décembre 1968), autorisent certaines dérogations à la durée journalière ou hebdomadaire du travail.

Les arrêtés royaux des 15 février 1968 (« Moniteur belge » du 22 février 1968), 29 mars 1968 (« Moniteur belge » du 19 avril 1968), 10 avril 1968 (« Moniteur belge » du 3 mai 1968), 4 juin 1968 (« Moniteur belge » du 2 juillet 1968) et 30 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 9 novembre 1968), concernent certaines dérogations aux règles normales du repos dominical dans divers secteurs et entreprises.

L'arrêté royal du 27 mai 1968 (« Moniteur belge » du 16 juillet 1968) apporte une modification à l'arrêté royal du 9 septembre 1967 concernant les conditions de travail pour les travailleurs occupés dans les entreprises ressortissant à l'industrie hôtelière.

L'octroi d'autorisations de travail à l'immigration doit dorénavant tenir compte du règlement de la C.E.E. entré en vigueur le 8 novembre 1968 et qui instaure la libre circulation des travailleurs.

L'arrêté royal du 22 décembre 1967 et l'arrêté ministériel du 27 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1968) fixent les critères des interventions d'aide sociale en matière de reclassement social des handicapés.

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 3 février 1968) fixe les conditions d'octroi de l'intervention dans la rémunération et les charges sociales accordée aux employeurs qui occupent des travailleurs handicapés. Cet arrêté remplace l'arrêté ministériel du 17 mars 1965, modifié par l'arrêté ministériel du 29 octobre 1965.

La décision réglementaire du 26 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 25 septembre 1968) modifie la décision réglementaire du 7 février 1964, déterminant les modalités et conditions d'agréation provisoire des centres ou services de réadaptation fonctionnelle, modifiée par les décisions réglementaires des 17 décembre 1965 et 23 décembre 1966.

Quatre arrêtés ministériels, respectivement des 19, 20, 21 et 22 février 1968 (« Moniteur belge » du 8 mars 1968), concernent l'exécution de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 en matière de reclassement social des handicapés.

L'arrêté royal du 29 mai 1968 (« Moniteur belge » du 14 juin 1968) étend l'application des dispositions de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, aux personnes de nationalité étrangère.

L'arrêté ministériel du 6 août 1968 (« Moniteur belge » du 4 septembre 1968) est relatif à l'octroi en 1968 par le Fonds national de reclassement social des handicapés, d'une intervention complémentaire dans la rémunération et les charges sociales, supportées par les ateliers protégés.

L'arrêté ministériel du 9 août 1968 (« Moniteur belge » du 25 septembre 1968) complétant l'arrêté ministériel du 22 février 1968, fixe les critères d'octroi des subsides à l'entretien des centres ou services de réadaptation fonctionnelle.

L'arrêté royal du 20 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 21 décembre 1968) modifie l'arrêté royal du 30 septembre 1968 portant règlement général relatif aux allocations d'estropiés et mutilés.

L'arrêté royal du 24 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1968), fixe des mesures d'exécution de l'arrêté royal nº 40 du 24 octobre 1967 sur le travail des femmes. Ces mesures concernent surtout :

1º l'interdiction de certains travaux ;

2º la protection de la maternité ;

3º le travail de nuit.

SÉCURITÉ SOCIALE ET HYGIÈNE

Les arrêtés royaux des 7 mars 1967 (« Moniteur belge » du 4 janvier 1968), 25 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 28 février 1968), 11 avril 1968 (« Moniteur belge » du 30 avril 1968), 13 août 1968 (« Moniteur belge » du 5 octobre 1968), 28 août 1968 (« Moniteur belge » du 14 septembre 1968), 5 septembre 1968 (« Moniteur belge » du 12 octobre 1968) et 21 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 8 novembre 1968), modifient le règlement général pour la protection du travail.

L'arrêté royal du 2 août 1968 (« Moniteur belge » du 24 août 1968) modifie les dispositions concernant l'instauration de services médicaux du travail, entrées en vigueur le 1er juillet 1968.

Deux arrêtés royaux du 3 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 13 janvier 1968) modifient le montant des cotisations dues par les armateurs à la caisse commune de la pêche maritime ainsi que les montants des salaires ou gains annuels qui sont pris comme base de fixation des dommages résultant des accidents du travail.

L'arrêté royal du 7 octobre 1968 (« Moniteur belge » du 16 octobre 1968) modifie l'arrêté royal du 10 avril 1954, concernant l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail survenus aux gens de mer.

L'arrêté royal du 22 décembre 1967 (« Moniteur belge » du 3 janvier 1968) adapte à l'évolution de l'index les montants des allocations supplémentaires, dues aux bénéficiaires d'une indemnité pour dommages causés par les maladies professionnelles.

L'arrêté royal du 29 mars 1968 (« Moniteur belge » du 10 avril 1968) modifie les modalités de perception et de répartition des cotisations de sécurité sociale dues par les victimes des maladies professionnelles.

La loi du 24 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 28 décembre 1968) est relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci.

L'arrêté ministériel du 25 janvier 1968 (« Moniteur belge » du 30 janvier 1968) est relatif à l'augmentation de certains avantages aux travailleurs salariés ou indépendants et aux chômeurs qui reçoivent une formation professionnelle.

Trois arrêtés royaux du 10 mai 1968 (« Moniteur belge » du 17 mai 1968) concernent des dispositions en matière de sécurité en cas d'incendie.

La loi du 5 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 15 janvier 1969) concerne la définition et l'organisation générale des conventions collectives de travail et la désignation des organes paritaires ainsi que des organisations représentatives des employeurs et des organisations représentatives des travailleurs.

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES[1]

AGRICULTURE. Pages

Superficies cultivées. Superficies totales estimées 36
Céréales. Superficies totales estimées 36
Plantes industrielles. Superficies totales estimées 37
Plantes racines et tuberculifères. Superficies totales estimées 37
Cultures fruitières. Superficies totales estimées 38
Cultures maraîchères. Superficies totales estimées 38
Evolution des rendements de certaines cultures. Production moyenne par hectare 39
Production agricole 39
Matériel agricole 40
Cheptel 40
Production nette de viande indigène 40
Consommation de viande. 41
Solde d'importations et d'exportations de viande 41
Beurre 41
Importations et exportations de produits agricoles. 42
Importations et exportations de produits horticoles 43

ASSURANCES.

Assurances sur la vie. Primes encaissées et réserves mathématiques 281
Assurances sur la vie. Valeurs représentatives 281
Opérations de capitalisation 282
Opérations de capitalisation. Valeurs représentatives. 282
Prêts hypothécaires 283
Prêts hypothécaires par intervention. Valeurs représentatives 283
Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles 284
Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles. Valeurs représentatives des réserves techniques 285

BENELUX.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur 402
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur 402
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 403
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 404

(1) — Par ordre alphabétique des rubriques principales.
— Signification des signes employés dans les tableaux :
.. Non disponible ;
— Nul ou négligeable ;
/ Moyenne.
— Lorsque les nombres qui figurent dans les tableaux statistiques ont été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours aux additions des données partielles.

Pages

CHÔMAGE (Voir Emploi et chômage).

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'U.E.B.L.

Commerce spécial (quantité et valeur) 345
Exportations par secteur industriel 348-349
Importance relative des exportations par catégorie de produits. En millions de francs 350
Importance relative des exportations par catégorie de produits. En pour-cent . 351
Répartition géographique des exportations par catégorie de produits en 1968 . 352-353
Différence des exportations de 1968 par rapport à 1967 354
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation . . 355
Importations par secteur industriel 356-357
Importance relative des importations par catégorie de produits. En millions de francs 358
Importance relative des importations par catégorie de produits. En pour-cent . 359
Répartition géographique des importations par catégorie de produits en 1968 . . 360-361
Différence des importations de 1968 par rapport à 1967 362
Analyse de la balance commerciale suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International 363
Solde d'importations et d'exportations de viande 41
Beurre (importations) 41
Importations et exportations de produits agricoles 42
Importations et exportations de produits horticoles 43
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 44
Bilans tous gaz 79
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie . . . 92
Commerce extérieur des produits sidérurgiques 105
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur 106
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité 107
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur. . . . 116-117-120
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . . 118-119-121
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 122
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 125
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 127
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 128
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 134
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 135
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 136-137
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 138-139
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . 145
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . 146
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur 154
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité 155
Commerce extérieur de l'industrie du papier 161
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 163
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières, utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 165
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 166
Importations et exportations de diamants 167
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. (avec les Pays-Bas). Valeur. 402
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas (avec l'U.E.B.L.). Valeur . . . 402

Pages

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 403
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 404
Exportations par pays de destination 364
Principales exportations vers les Etats-Unis 365
Importations par pays de provenance 366
Principales importations en provenance des Etats-Unis 367
Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1967 et 1968 368
Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques 370
Soldes de la balance commerciale par zone monétaire 371
Balance des paiements internationaux de l'U.E.B.L. en 1967 et 1968 . . 375-376-377

CONSOMMATION.

Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie 169
Ventes à la consommation. Indices par secteur et par catégorie d'articles . . . 329
Ventes à la consommation en 1968 330
Ventes à la consommation en 1968. Produits alimentaires 330
Ventes à tempérament. Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises 331
Ventes à tempérament. Crédits annuels accordés 332
Ventes à tempérament. Retards de paiement de trois termes échus et plus . . . 332
Prêts personnels. Crédits accordés par semestre 333
Prêts personnels financés par les banques, organismes de financements et particuliers. Répartition d'après le nombre de contrats et la valeur pendant le deuxième semestre 333

DISTRIBUTION.

Entreprises commerciales. Effectifs assujettis à la sécurité sociale 191
Entreprises commerciales proprement dites. Personnel assujetti à la sécurité sociale 192
Commerce ambulant. Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce 193
Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique . . 194
Immatriculations et radiations au Registre du Commerce 195
Déclarations de faillite et concordats judiciaires 195
Ventes à la consommation 196
Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale 196
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés 197
Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre 197

EAU.

Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie 169
Répartition des quantités d'eau utilisées par province et par origine 170

EMPLOI ET CHÔMAGE.

Main-d'œuvre salariée occupée en Belgique et à l'étranger 15
Répartition par branche d'activité de la population active 16
Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin 17

Pages

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs 18
Evolution du chômage 19
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Hommes et femmes 19-20
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale. Hommes et femmes 21-22
Répartition par groupe de professions et région linguistique des chômeurs complets en 1968 23
Répartition des chômeurs complets par groupe d'âge, durée et région linguistique 26-27

FINANCES DE L'ÉTAT.

Exécution des budgets de 1959 à 1968 217
Recettes budgétaires ordinaires 218-219
Dépenses budgétaires par budget 220
Répartition des dépenses budgétaires par année civile 221
La situation de caisse du Trésor 222
Dette publique. Situation à fin d'année 223
Evolution de la dette publique 224

FINANCES PRIVÉES (Voir Monnaie et crédit).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Relations financières : Etat-Pouvoirs publics subordonnés 231
Aperçu général des finances provinciales. Service ordinaire. Ensemble des provinces 232
Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes. Principales subdivisions du chapitre Fonds des provinces et impositions provinciales 232
Répartition des finances provinciales par chapitre administratif. Service ordinaire 233
Répartition géographique des finances provinciales. Service ordinaire 234-235
Aperçu général des finances communales. Service ordinaire 236
Finances communales. Service ordinaire. Recettes. Principales subdivisions du chapitre Participation dans le fonds des communes et impositions générales 236
Répartition des finances communales par chapitre administratif. Service ordinaire 237
Répartition des finances communales par province. Service ordinaire 238-239
Additionnels communaux au précompte immobilier 240
Prêts et subventions aux administrations régionales et locales 240

INDUSTRIE.

Indices bruts de la production industrielle 51
Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle 52-53-54
Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels 56-57-58-59
Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille 70
Production de charbon par bassin 70
Balance charbonnière 71
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1966 à 1968 . . . 74
Situation économique globale de l'industrie charbonnière 75
Balance du coke 76
Energie électrique disponible 77
Bilans tous gaz 79
Distribution totale de gaz par les organismes de distribution et de transport . . 81
Production et consommation de produits pétroliers 83
Consommation apparente brute d'énergie primaire 85
Bilan global de l'énergie 88-89
Bilan résumé d'énergie par forme d'énergie 90

Pages

Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie . . . 92
Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde 102
Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée 103
Production de fonte brute dans les pays de la C.E.C.A. 104
Commerce extérieur des produits sidérurgiques 105
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur 106
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité 107
Production de métaux non ferreux 108
Cours des principaux métaux non ferreux sur le marché de Londres 110
Industrie des fabrications métalliques. Commandes et expéditions 111
Industrie des fabrications métalliques. Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits 113
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits 114
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits 115
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur . . . 116-117-120
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . 118-119-121
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 122
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 125
Production de quelques secteurs de l'industrie chimique 126
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 127
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 128
Production textile. Filatures, tissage, préparation de la laine 132
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 134
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 135
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 136-137
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 138-139
Stocks de tissus 140
Production d'articles de bonneterie 140
Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire 143
Activité des laiteries et fromageries 144
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . 145
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . 146
Production de ciment. 151
Production de l'industrie de la terre cuite 152
Production de chaux, calcaire et dérivés 152
Production de l'industrie céramique 153
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur 154
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité 155
Industrie du papier et du carton. Production et transformation 160
Commerce extérieur de l'industrie du papier 161
Production de cuirs, chaussures et pantoufles 162
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 163
Industries du bois et des produits connexes 164
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 165
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 166
Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre 167
Importations et exportations de diamants. 167
Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie 169
Répartition des quantités d'eau utilisées par province et par origine 170

Pages

INVESTISSEMENTS

Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959 et du 14 juillet 1966 322
Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus. 323
Société Nationale d'Investissement. Répartition sectorielle des décisions d'intervention exécutées de 1963 à fin juin 1968 323

LUXEMBOURG (Grand-Duché de).

Indices corrigés de la production industrielle 394
Production sidérurgique 395
Production agricole 396
Indice des prix à la consommation 396

MONNAIE ET CRÉDIT.

Evolution du stock monétaire 246
Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique 247
Bilans intégrés des organismes monétaires 248-249
Origines des variations du stock monétaire 250-251
Crédits d'escomptes, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers et crédits commerciaux à l'étranger accordés à l'origine par les organismes monétaires. 252
Situation globale des banques. 253
Crédits aux entreprises et aux particuliers nourris par les banques de dépôt. . . 254
Réescompte du portefeuille commercial par les banques de dépôt 255
Marché de l'argent « on call ». Moyennes journalières. 256
Synthèse de l'activité de l'I.R.G. Encours moyennes journalières 257
Crédits principalement consentis aux entreprises et aux particuliers par la Banque Nationale de Belgique 258
Crédits consentis à l'Etat par la Banque Nationale de Belgique 259
Evolution des principaux taux d'intérêt sur le marché monétaire 259
Epargne globale des particuliers et des entreprises 262
Emissions nettes de valeurs mobilières 263
Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges 264
Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges 265
Emissions du secteur public en francs belges 266
Bourse de Bruxelles. Volume des opérations 267
Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles. 270
Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public. Emprunts en francs belges 271-272
Emissions et rendement des emprunts à long et moyen terme des pouvoirs publics et des institutions d'intérêt public. Emprunts en monnaies étrangères . . 273
Opérations du Fonds des Rentes 274
Evolution du montant des inscriptions hypothécaires 275
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Relevé général des placements . . . 275
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Mouvement de l'épargne des particuliers 276
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 278

Pages

PAYS-BAS.

Formation et utilisation du produit national 397
Nombre de chômeurs 397
Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie 398
Indices de la production par industrie 398
Commerce extérieur 399
Valeur des importations par pays de provenance 400
Valeur des exportations par pays de destination 400
Réserves de change 401
Salaires et prix 401
Consommation des particuliers 401
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur 402
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur 402
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 403
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 404

PÊCHE.

Arrivages de poissons. Quantité 44
Arrivages de poissons. Valeur 44
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 44

POPULATION.

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale 5
Mouvement de la population en 1968 6-7

PRIX.

Indices des prix de gros 293
Indices particuliers des prix de gros 296
Evolution des prix par catégorie 297
Ecarts par rapport à l'année précédente des moyennes annuelles des indices des prix 298
Indices des prix à la consommation 298
Indices des prix dans quelques pays 299

PRODUCTION (Voir Industrie, Agriculture).

REMUNÉRATIONS.

Indices des salaires conventionnels 303
Indices des salaires 304
Evolution des salaires horaires bruts 305
Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale 306
Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale 306

REVENUS (Voir Monnaie et crédit, Rémunérations, Revenus des sociétés).

Pages

REVENUS DES SOCIÉTÉS.

Rendement des sociétés par actions belges. Exploitant en Belgique, au Congo et à l'étranger 309
Rendement des sociétés par actions belges d'après le lieu de leur exploitation 310-311
Evolution des soldes bénéficiaires nets et des dividendes mis en paiement. Sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique 312-313
Evolution des rendements, de la dette obligataire et de l'autofinancement net. Sociétés ayant leur siège d'exploitation en Belgique 314-315
Sociétés belges par actions en bénéfices. Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1968 des sociétés recensées ayant leur siège d'exploitation en Belgique 316

SALAIRES (Voir Rémunérations).

TOURISME.

Répartition des nuitées par pays de provenance 201
Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1968 202
Répartition des nuitées par saison 202
Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs 203
Mouvement et recettes du trafic voyageurs. Société Nationale des Chemins de Fer Belges 203
Etablissements de vacances populaires 204

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 177
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des marchandises par wagons complets : répartition du trafic suivant la nature des marchandises 177
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 178
Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux. Nombre de voyageurs 178
Parc de véhicules routiers 179
Transports fluviaux. Marchandises transportées. 179
Transports fluviaux. Répartition du trafic suivant la nature des marchandises . 180
Transports fluviaux. Trafic par bassin 180
Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge 181
Nature de la flotte belge 181
Marine marchande belge 182
Port d'Anvers. Navigation maritime 183
Port de Gand. Navigation maritime 184
Ports de Bruges et de Zeebrugge. Navigation maritime 185
Trafic commercial des aérodromes belges 186
Trafic de la SABENA 187

LISTE DES GRAPHIQUES[1]

COMMERCE EXTÉRIEUR. Pages

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Valeur . . 346
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Indices du volume 347
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Importations et exportations par zone monétaire 369
Solde des balances commerciales de l'U.E.B.L. avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. et la zone dollar 372

EMPLOI ET CHÔMAGE.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Toutes catégories 24
Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Aptitude normale 25

FINANCES DE L'ÉTAT.

Dette publique 223

INDUSTRIE.

Evolution de la production et des prix industriels de 1958 à 1968 55
Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle 60
Balance charbonnière 72
Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure . . . 73
Coke de four 76
Consommation d'électricité 78
Gaz disponibles 80
Consommation nette de gaz (tous gaz) 82
Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur 84
Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire 86
Consommation apparente d'énergie primaire 87
Consommation d'énergie par forme d'énergie 91
Quelques éléments de l'industrie sidérurgique 104
Production et personnel occupé dans l'industrie des métaux non ferreux 108
Industrie de métaux non ferreux. Produits bruts 109
Cours des principaux métaux non ferreux sur le marché de Londres 110
Industrie des fabrications métalliques. Commandes inscrites et expéditions totales en valeur 112
Industrie des fabrications métalliques. Volume des expéditions totales et personnel occupé 112

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.

Pages

Industrie de l'azote. Production et personnel occupé 126
Industrie textile. Production et personnel occupé 133
Industrie du ciment. Production et personnel occupé 151
Industrie du verre. Production et personnel occupé 153
Industrie du papier et du carton. Production, transformation et personnel occupé 160
Industrie du cuir, de chaussures et pantoufles. Production et personnel occupé . . 162

INVESTISSEMENTS.

Formation intérieure brute de capital 324
Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique . . 325

MONNAIE ET CRÉDIT.

Principaux déterminants de la tendance sur le marché hors banque 257
Bourse de Bruxelles. Activité 266
Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers 268-269
Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne . . . 277

PRIX.

Indices des prix de gros 294
Indices des prix de gros des produits industriels 294
Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes 295
Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes 295
Indices des prix à la consommation 299

SALAIRES.

Evolution des salaires horaires bruts 305

TRANSPORTS.

Chemins de fer et navigation intérieure. Transport des marchandises 176
Trafic maritime au port d'Anvers 183
Trafic maritime au port de Gand 184

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.E.L.E.	Association Européenne de Libre-échange.
AGEFI	Agence économique et financière.
A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
BENELUX	Union Economique Belgo-Néerlando-Luxembourgeoise.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail (O.N.U.).
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
B.R.T.	Bruto register ton.
C.C.E.S.	Conseil Consultatif Economique et Social (Benelux).
C.C.P.	Compte Chèques postaux.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.E.E.A.	Communauté Européenne de l'Energie Atomique (cf. EURATOM)
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.I.T.I.	Classification Internationale Type par Industrie.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
COBECHAR	Comptoir Belge des Charbons.
C.T.C.I.	Classification Type du Commerce International.
DISTRIGAZ	Société de Distribution du Gaz
D.W.T.	Death Weight ton.
E.A.M.A.	Etats Africains et Malgache associés.
E.C.A.	Economic Cooperation Administration.
E.F.T.A.	European Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.R.P.	European Recovery Program.
EURATOM	Communauté Européenne de l'Energie Atomique.
EUROCHEMIC	Société Européenne pour le Traitement Chimique des Combustibles Irradiés.
EXIMBANK	Export-Import Bank.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization (O.N.U.) (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).
F.E.D.	Fonds Européen de Développement.
F.E.O.G.A.	Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricoles
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.N.A.M.I.	Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité.
F.N.R.O.M.	Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
G.A.T.T.	General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce).
I.A.T.A.	International Air Transport Association.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.

I.N.A.M.I.	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
I.R.S.I.A.	Institut pour l'Encouragement de la Rechercle Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.
MW	Megawat.
N.A.M.	" Nederlandse Aardgas Maatschappij "
n.d.a.	non dénommé ailleurs.
N.R.T.	Netto register ton.
O.B.A.P.	Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité.
O.B.C.E.	Office Belge du Commerce Extérieur.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.C.L.	Office Central des Contingents et Licences.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.R.A.	Office Commercial du Ravitaillement.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economique.
O.N.D.	Office National du Ducroire
O.N.D.A.H.	Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
P.T.O.M.	Pays et Territoire d'Outre-Mer.
q.m.	quintal métrique.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
SIDMAR	Sidérurgie Maritime S. A.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.
S.N.I.	Société Nationale d'Investissement.
SOCOREC	Société coopérative d'étude et d'assistance pour la reconversion économique des régions touchées par la fermeture des charbonnages
S.T.I.B.	Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.
T.D.	Tarif douanier.
T.D.C.	Tarif douanier commun.
tec	tonnes équivalent charbon.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.C.	Unité de compte.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
U.S.A.	United States of America.
VENEX	" Vennootschap ter bevordering van de economische expansie "

TABLE DES MATIÈRES

Pages

AVERTISSEMENT VII

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES IX

PREMIÈRE PARTIE : Population et Emploi

CHAPITRE PREMIER. — POPULATION 3

CHAPITRE II. — EMPLOI ET CHÔMAGE 9

Section I. — Emploi 9

Section II. — Chomage 10

DEUXIÈME PARTIE : Production de biens et de services

CHAPITRE PREMIER. — AGRICULTURE ET PÊCHE 31

Section I. — Agriculture 31

Section II. — Pêche maritime 35

CHAPITRE II. — INDUSTRIE 45

Section I. — Aperçu général de l'activité industrielle 45

Section II. — Evolution dans le secteur de l'énergie 61

§ 1. — *Consommation* 61

§ 2. — *Approvisionnement* 64

Section III. — Evolution de la production dans les industries manufacturières 93

§ 1. — *Métallurgie* 93

1. — Sidérurgie 93

2. — Industrie des métaux non ferreux 95

3. — Industrie des fabrications métalliques 98

§ 2. — *Industrie chimique* 123

§ 3. — *Industrie textile* 129

Pages

§ 4. — *Industries alimentaires et fabrications connexes* 141

§ 5. — *Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes* 147

1. — Industrie de la construction 147

2. — Industries des matériaux de construction et secteurs connexes 147

§ 6. — *Industries diverses* 156

1. — Industrie du papier et du carton 156

2. — Industrie du cuir 156

3. — Industrie transformatrice du bois 157

4. — Industrie du tabac 157

5. — Industrie diamantaire 158

SECTION IV. — APPROVISIONNEMENT EN EAU 168

CHAPITRE III. — TRANSPORTS 171

CHAPITRE IV. — DISTRIBUTION 189

CHAPITRE V. — TOURISME. 199

TROISIÈME PARTIE : Finances. Monnaie et Crédit

CHAPITRE PREMIER. — APERÇU GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE 207

CHAPITRE II. — FINANCES PUBLIQUES 211

SECTION I. — FINANCES DE L'ETAT. 211

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES 225

CHAPITRE III. — MONNAIE ET CRÉDIT 241

SECTION I. — STOCK MONÉTAIRE ET MARCHÉ DE L'ARGENT 241

SECTION II. — MARCHÉ DES CAPITAUX 260

CHAPITRE IV. — ASSURANCES 279

QUATRIÈME PARTIE : Prix et Revenus

CHAPITRE PREMIER. — PRIX 289

CHAPITRE II. — REVENUS 301

SECTION I. — REVENUS DU TRAVAIL 301

SECTION II. — REVENUS DES SOCIÉTÉS 307

Pages

CINQUIÈME PARTIE : Investissements et Consommation

CHAPITRE PREMIER. — INVESTISSEMENTS 319

CHAPITRE II. — CONSOMMATION DES MÉNAGES 327

SIXIÈME PARTIE : Relations économiques extérieures

CHAPITRE PREMIER. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE 337

Section I. — Politique commerciale 337

Section II. — Evolution générale du commerce spécial 338

§ 1. — *Exportations* 338

§ 2. — *Importations* 342

§ 3. — *Balance commerciale* 344

Section III. — Balance des paiements 373

CHAPITRE II. — COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE 379

Section I. — Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.) 379

Section II. — Organisation de Coopération et de Développement Économique (O.C.D.E.) 380

Section III. — Communautés européennes 382

§ 1. — *Communauté Economique Européenne* (C.E.E.) 382

§ 2. — *Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier* (C.E.C.A.) 387

§ 3. — *Communauté Européenne de l'Energie Atomique* (Euratom) 390

Section IV. — Union Economique Belgo-néerlando-Luxembourgeoise (BENELUX) 391

§ 1. — *Evolution de l'Union économique* 391

§ 2. — *Relations commerciales entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas* 392

SEPTIÈME PARTIE : Répertoire des faits principaux

Répertoire des faits principaux 407

Liste des tableaux statistiques 453

Liste des graphiques 461

Liste des abréviations 463

Table des matières 465